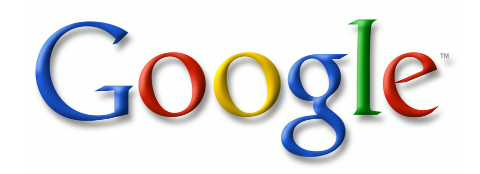
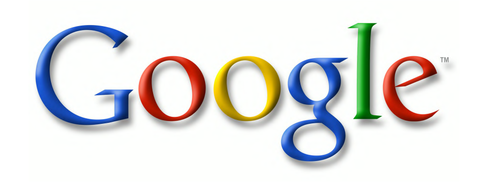





B 833,964



1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE





HISTOIRE

DU

SECOND EMPIRE

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en juin 1896.

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE :

Histoire de la seconde République française. Deux vol. in-8°.
Prix.. 16 fr.

PARIS. — TYP. DE E. PLON, NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1346.

HISTOIRE

DU

SECOND EMPIRE

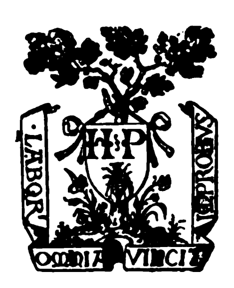
PAR

PIERRE DE LA GORCE

TOME TROISIÈME

OUVRAGE COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE FRANÇAISE

PRIX ALFRED NÉE, 1895



PARIS

LIBRAIRIE PLON

E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

—

1896

HISTOIRE

DU

SECOND EMPIRE

LIVRE XVI

LA GUERRE D'ITALIE

Sommaire : I. — Les premiers préparatifs de guerre. — Secret de ces préparatifs : le maréchal Vaillant et le maréchal Castellane : alternatives d'activité et d'accalmie : la guerre éclate : composition de l'armée d'Italie.

II. — Description du théâtre de la guerre. — L'Italie septentrionale et la vallée du Pô. — Des avantages de l'armée autrichienne au début des hostilités : quel plan hardi pouvait être réalisé. — Inquiétude des généraux français : le général Niel, le général Frossard, le colonel Saget. — Hâte extrême à porter à Suze nos premières divisions : Canrobert à Turin et expédient adopté pour tromper l'ennemi. — Première concentration de nos forces. — Inactivité des Autrichiens et comment ils laissent échapper l'occasion. — Arrivée de l'Empereur à Gênes : le quartier général transporté à Alexandrie : confusion et embarras administratifs : distribution générale de nos forces.

III. — Efforts de Giulay pour deviner le plan français : comment il se flatte de l'avoir pénétré. — Grande reconnaissance autrichienne, et comment elle amène (20 mai) le combat de Montebello.

IV. — Positions des alliés le 21 et le 22 mai. — Conseil de guerre : projet d'un mouvement tournant vers Novare : comment cette combinaison stratégique est adoptée : son exécution : les deux combats de Palestro (30 et 31 mai). — Les alliés campent autour de Novare. — Longues illusions de Giulay : comment il est enfin éclairé et se décide à repasser précipitamment le Tessin. — Comment le 2ᵉ corps et les voltigeurs de la garde franchissent cette rivière et s'établissent au delà du *Naviglio grande :* petit combat de

I

L'ultimatum de l'Autriche avait anéanti les suprêmes espérances de paix. Même avant ce dernier éclat, la guerre était trop probable pour que les généraux fussent moins actifs que les diplomates. Depuis le commencement de l'année, on s'appliquait à préparer une lutte qui, pendant tout l'hiver, avait menacé et qui désormais devenait inévitable.

Dès le 2 janvier, tandis que les cercles politiques commentaient curieusement les fameuses paroles de l'Empereur à M. de Hubner, le maréchal Vaillant, ministre de la guerre, écrivait au maréchal de Castellane, commandant l'armée de

Lyon : « L'Empereur a décidé que les deux premières divisions de votre armée, celles de Luzy et de Bouat, seraient tenues prêtes à descendre, au premier avis que vous en apporterait le télégraphe, à Marseille pour y être embarquées. Disposez donc toutes choses en conséquence et sans bruit. Ce mouvement ne se fera peut-être pas, mais il peut aussi se faire, pour ainsi dire, immédiatement. Si vous recevez l'ordre d'exécuter, vous direz que ces divisions s'embarquent pour l'Afrique afin d'en finir une bonne fois avec les soulèvements des Arabes, et que le prince Napoléon veut frapper un grand coup (1). »

A ce début des préparatifs militaires, le secret semble le principal souci du maréchal Vaillant. Après avoir écrit la lettre que nous venons de rapporter, il paraît se raviser, presque se repentir, et adresse à Castellane une dépêche chiffrée ainsi conçue : « Veillez à ce que tout demeure entre nous seuls et prenez pour point de départ que je ne suis que l'interprète d'une volonté supérieure. » Cette préoccupation est si dominante qu'elle porte à suspendre toutes les mesures qui pourraient mettre en éveil la vigilance publique. « Faut-il faire rentrer les semestriers? télégraphie Castellane. — Point du tout, répond le ministre, ce serait trop nous découvrir. » Après quelque hésitation, on se décide même à laisser partir en congé plusieurs des généraux de l'armée de Lyon. « Ne parlez pas, télégraphie Vaillant à Castellane le 13 janvier; soyez, je vous en conjure, plus muet que jamais. » C'est seulement à quelques jours de là que le ministre se résout à oser un peu. Il appelle d'Afrique la division Renault et, pour grossir l'armée de Lyon, noyau de l'armée future, la dirige vers le camp de Sathonay. Dans le même temps, il interroge sur l'état des routes alpestres. « Voici, écrit-il à Castellane, ma pensée la plus secrète : Que devrions-nous faire pour être en mesure de porter quelques renforts français à Turin par le mont Genèvre et Suze si l'on réclamait de là-bas des secours, peu nombreux d'abord, mais immédiats (2)? » La réponse de Castellane ne se fait pas at-

(1) *Archives du ministère de la guerre.*
(2) Dépêche du 21 janvier 1859. (*Arch. du minist. de la guerre.*)

tendre. « Il ne faut pas, à cause de la saison, songer à la route du mont Genèvre ; celle de Saint-Jean-de-Maurienne est seule praticable. » Un peu plus tard, un sous-intendant est envoyé, mais à l'insu de ses chefs eux-mêmes, à Culoz pour y réunir des vivres et du fourrage en vue du passage d'une armée.

Vers la fin de février, les craintes de guerre firent place à un retour d'espoir. « Laissons, écrit Vaillant à Castellane, couler un peu de sable dans le sablier. » Bientôt, la diplomatie étant de nouveau convaincue d'impuissance, les préparatifs reprirent. Une nouvelle division, qui devint la division Bourbaki, est répartie entre Grenoble, Mont-Dauphin, Briançon. Le printemps est l'époque des changements de garnison, et le ministre se flatte que ces mouvements de troupes pourront être dérobés à l'attention du public (1). Cependant les frégates qui ont déposé à Toulon les régiments de la division Renault repartent pour Alger afin d'en ramener d'autres troupes. Au commencement d'avril, quatre divisions étaient réunies autour de Lyon, sans compter la division Bourbaki qui commençait à se former en Dauphiné, sans compter les régiments arrivés ou attendus sur les côtes de Provence. Par malheur, il s'en fallait que ces corps fussent pourvus de leur artillerie, que les services administratifs fussent organisés, que la prévoyance du commandement eût rassemblé les chevaux, le matériel, en un mot tout ce qui permet l'immédiate entrée en campagne et préserve les armées contre les retards ou les à-coups. Le soin à cacher les préparatifs nuisait aux préparatifs mêmes. Le maréchal Vaillant ne s'inquiétait pas outre mesure de ces lacunes. « Le Congrès, disait-il, nous laissera le temps de nous retourner (2). »

On sait de quelle manière le Congrès échoua. Comme les événements se précipitaient, les régiments concentrés autour de Lyon se rapprochèrent de la frontière. Le 20 avril, le maréchal Vaillant, tout à fait inquiet, écrivait à Castellane : « Les choses se présentent aujourd'hui sous un aspect très sombre. Je

(1) Lettre au maréchal Castellane, 18 mars. (*Arch. du minist. de la guerre.*)

(2) Dépêche au maréchal de Castellane, 26 mars. (*Arch. du minist. de la guerre.*)

ne vous dis pas cela pour vous engager à redoubler d'activité : c'est inutile avec vous. » Même en ces conjonctures extrêmes, un point préoccupe avant tout le ministre de la guerre, c'est l'observation du secret. « Brûlez ce billet, ajoute-t-il, qui ne doit être connu que de vous. » Et derechef il recommande qu'on explique les mouvements de troupes en disant qu'il s'agit de régiments destinés à l'Algérie. « Vraiment il vaut mieux se taire, réplique Castellane avec une légère nuance impatiente. Comment faire croire au public qu'on envoie en Algérie des troupes qui précisément en reviennent? » Le lendemain, la dissimulation ne fut plus possible et devint d'ailleurs inutile. De l'armée de Paris furent détachées trois divisions, les divisions Forey, Ladmirault, Vinoy : les deux premières furent dirigées sur Toulon, la troisième arrêtée à Lyon. En même temps, on créa trois autres divisions, les divisions La Motterouge, Espinasse, Bazaine, formées partie avec des régiments stationnés en Provence, partie avec les corps appelés d'Algérie. Les hommes en congé renouvelable furent rappelés. La garde se tint prête à partir. Une décision impériale prescrivit la création de six brigades de cavalerie auxquelles se joindraient les trois brigades de la cavalerie de la garde. Enfin des ordres furent expédiés en toute hâte pour rassembler l'artillerie, le génie, le train des équipages, réunir le matériel des ambulances, pourvoir à tous les services auxiliaires qui jusque-là avaient été un peu oubliés.

Le 23 avril, tous les voiles étant déchirés, le *Moniteur* annonça l'organisation définitive de l'armée qu'on appela l'*armée des Alpes* et qu'on devait appeler bientôt l'*armée d'Italie*. L'Empereur en prenait le commandement, avec l'assistance d'un chef d'état-major général qui fut alors le maréchal Randon. Elle se subdivisait en quatre corps, sans compter les deux divisions d'infanterie de la garde. Le premier corps, confié au maréchal Baraguey d'Hilliers, se composait des divisions Forey, Ladmirault, Bazaine. Le second, commandé par le général Mac Mahon, comprenait deux divisions, les divisions La Motterouge et Espinasse. Le troisième, sous les ordres du maréchal Canrobert, avait pour divisionnaires les généraux Renault,

Bouat (1), Bourbaki. Le quatrième enfin, dont le général Niel était le chef, comptait trois divisions, les divisions de Luzy, Vinoy, de Failly. On songeait en outre à former prochainement un cinquième corps qui serait réservé au prince Napoléon et aurait une destination spéciale encore inconnue. Déjà les mouvements avaient commencé, facilités par les voies ferrées qui, pour la première fois, étaient utilisées pour une grande guerre. Canrobert, et à sa suite Niel, devaient descendre en Piémont par les Alpes. Quant à Baraguey d'Hilliers et à Mac Mahon, ils avaient ordre de s'embarquer à Marseille et à Toulon pour aborder à Gênes : ils seraient suivis de près par les grenadiers et les voltigeurs de la garde, commandés par le général Regnaud de Saint-Jean d'Angely. Un peu plus tard, une portion de la cavalerie, non encore complètement organisée, pénétrerait en Italie par la route de la Corniche.

II

Tout le monde connaît, par description ou souvenir, les lieux où nos armées allaient porter leurs pas. Sur les confins de la Suisse se développe une puissante chaîne de montagnes qui s'étend d'abord vers l'ouest en formant plusieurs massifs, puis tourne du nord au sud sous les désignations d'Alpes Pennines, d'Alpes Grées, d'Alpes Cottiennes; dans le voisinage de la Méditerranée, elle incline vers l'est, s'abaisse alors de distance en distance par de larges dépressions et, après avoir contourné le golfe de Gênes, se prolonge vers le midi sous le nom d'Apennins. C'est cet immense demi-cercle qui encadre ce qu'on appelle la haute Italie : nom impropre, car, en aucune partie de la Péninsule, le sol n'est aussi bas. Ces mêmes montagnes, qui enceignent toute la contrée comme d'une barrière, l'ali-

(1) Le général Bouat mourut dès le début de la campagne et fut remplacé par le général Trochu.

mentent aussi par leurs eaux (1). En l'un des points les plus élevés de la chaine, tout près de la frontière française du Dauphiné, se précipite en cascades des pentes du mont Viso un torrent qui, descendu brusquement dans la plaine, s'y régularise aussitôt et, s'étendant en un large lit, coule presque sans inflexion vers l'Adriatique. Les anciens l'appelaient l'Éridan; la géographie moderne l'appelle le Pô. De l'hémicycle des montagnes, d'autres torrents accourent qui le grossissent à l'envi : la Dora Riparia, la Dora Baltea, la Sesia, puis un affluent de bien autre importance, le Tessin. « Sans le Tessin, le Pô ne serait pas le Pô », disent les bateliers du pays. Ensuite vient l'Adda, l'Oglio accru de la Chièse, le Mincio. Ces rivières présentent des dispositions communes bien remarquables. Toutes coulent sur la même rive, la rive gauche; toutes descendent directement du nord au sud, portant avec elles les eaux des glaciers de la Suisse ou des Alpes Rhétiennes; toutes se purifient dans les lacs, le Tessin dans le lac Majeur, l'Adda dans le lac de Côme, le Mincio dans le lac de Garde; toutes sont parallèles les unes aux autres et perpendiculaires au fleuve, en sorte qu'elles forment contre tout envahisseur venant de l'ouest une série d'obstacles que le travail de l'homme peut, en certains endroits, rendre infranchissables. Ainsi enrichi de tant de tributaires, le Pô contient à peine le volume de ses ondes et déborderait dans les campagnes s'il n'était maintenu par des digues. Enfin, se partageant en plusieurs bras, il se déverse dans l'Adriatique. A ce point extrême de son cours, une autre rivière, l'Adige, venue du nord comme le Tessin, comme l'Adda, comme le Mincio, semble vouloir, elle aussi, lui porter ses eaux; puis, par un léger détour, elle les amène directement jusqu'à la mer, mais en confondant presque son embouchure avec le delta du grand fleuve, un peu comme, dans les plaines basses de la Hollande, la Meuse mêle quelques-unes de ses branches avec celles du Rhin.

Cette large vallée du Pô, si nettement délimitée par la double ceinture des Alpes et des Apennins, et n'ayant de jour que vers

(1) Voir à l'Appendice, carte n° 1.

l'Adriatique, était renommée depuis un temps immémorial par la fertilité de son sol, sa luxuriante végétation, ses eaux abondantes et rendues plus abondantes encore grâce à un système d'irrigation qui ne fut nulle part dépassé. Au printemps, la contrée tout entière, avec ses champs de mûriers, ses vignes taillées en berceaux, ses récoltes déjà hautes, ses haies d'acacias, ses bordures de saules, offrait à perte de vue l'aspect d'un jardin, d'un jardin si touffu que les manœuvres d'une armée y seraient même fort contrariées, les arbres ou la verdure limitant partout le regard, et les canaux ou les rivières barrant à tout instant le chemin. Sur cette terre opulente autant que gracieuse, l'activité humaine avait multiplié non seulement les exploitations agricoles, mais les monuments, les œuvres d'art, les villas, les jardins, les palais. Du milieu de la plaine avaient surgi de belles, de nobles cités, et entre toutes la somptueuse et riante Milan assise au débouché des routes des Alpes. — A tous les âges du monde, tant de richesses avaient excité l'envie, en sorte que ce qui semblait prospérité était aussi devenu infortune. A travers les cols élargis par la main de l'homme avaient débordé au nord-est les Tudesques, au nord-ouest les Français, tous deux avides d'une si belle proie. En ces lieux faits en apparence pour la paix, il n'était guère un coin de terre qui ne portât la marque des luttes anciennes ou récentes entre les puissants rivaux. En descendant les Alpes, nos soldats retrouveraient de tous côtés les traces de leurs ancêtres, celles de Bonaparte surtout dans la plaine de Marengo et sur les coteaux de Castiglione. Seulement la guerre nouvelle ne ressemblerait aux guerres d'autrefois que par l'abondance du sang versé. Le but ne serait plus de dominer l'Italie, mais de l'affranchir. Au delà du Tessin s'étendait le royaume lombardo-vénitien, domaine de l'Autriche et enjeu de la lutte future. La victoire, si elle couronnait nos drapeaux, ne mettrait ces provinces entre nos mains qu'à titre de dépositaires, et aussitôt nous les restituerions à l'Italie émancipée.

Au moment où les hostilités allaient s'ouvrir, les Autrichiens avaient sur leurs adversaires de sérieux avantages, des avantages tels que, pour les compenser, il faudrait, ou beaucoup

d'habileté de notre part, ou une singulière mollesse de la part de l'ennemi.

Le gouvernement français, contraint par politique à réprouver toute intention belliqueuse, n'avait pu faire que des préparatifs clandestins. Menacée par le Piémont et son puissant allié, l'Autriche n'avait pas gardé la même réserve. Elle avait, dès le mois de mars, rappelé les hommes en congé. Puis aux trois corps, les Ve, VIIe et VIIIe, qui constituaient l'occupation habituelle des provinces italiennes, elle avait ajouté deux autres corps, le IIIe et le IIe, qui seraient eux-mêmes, mais plus tard, renforcés par le Ier et le IXe. Depuis le 5 avril, elle avait entièrement mobilisé toutes ces forces. On calculait que, de Venise au Tessin, elle avait, au début de la guerre, plus de deux cent mille hommes. En défalquant les garnisons des forteresses ou des Légations, il restait cent quarante-quatre mille hommes, et un effectif réel de cent sept mille combattants (1). — Les Autrichiens n'avaient pas seulement le bénéfice d'une préparation plus complète. Les lieux où, selon toute apparence, ils allaient se battre, leur étaient connus : ils y avaient jadis fait la guerre sous Radetzky : plus récemment, ils y avaient accompli de grandes manœuvres, conduites avec cette vigilance soucieuse qu'inspire la pensée d'un conflit probable ou prochain. En cas d'échec, chacune des grandes rivières lombardes qui coulent vers le Pô constituerait une défense pour eux-mêmes et un point d'arrêt pour leurs adversaires. En outre, à l'entrée du territoire vénète se dressaient, sur les bords du Mincio et de l'Adige, les places du quadrilatère, tellement puissantes qu'aucune armée ne pourrait, disait-on, les réduire ou les forcer. — Un autre désavantage naissait pour nous de la distance ou des obstacles qui nous séparaient du théâtre des opérations. Si l'on excepte la route de la Corniche, très belle, mais très longue, nous n'avions pour atteindre l'Italie que deux voies : la voie de mer qui nous amenait à Gênes, la voie de terre qui nous faisait déboucher à Suze, soit par le col du

(1) *Der Krieg in Italien nach den Feld-acten und anderen authentischen Quellen bearbeitet durch das K. K. Generalstabs bureau für Kriegs-geschichte*, t. Ier, Appendice, p. 30-41.

mont Cenis, soit par celui du mont Genèvre. De ces deux voies, la première était sujette à bien des retards, non par la traversée elle-même, mais par les embarras de l'embarquement et du débarquement. Quant aux deux voies de terre, celle du mont Genèvre ne convenait qu'aux troupes déjà cantonnées en Dauphiné; elle traversait d'ailleurs un pays si pauvre qu'on ne pouvait l'utiliser pour de grands passages. Restait, à la vérité, la route du mont Cenis; mais le chemin de fer s'arrêtait alors à Saint-Jean-de-Maurienne pour ne reprendre qu'à Suze; entre ces deux points quatre étapes s'allongeaient, pénibles par la raideur de la montée, la difficulté des charrois et aussi la neige non encore déblayée dans le voisinage du col. Combien autre était la condition des Autrichiens, rapprochés de leur base d'opérations, conduits par voie ferrée à travers la Lombardo-Vénétie jusqu'aux bords du Tessin, amenés pour ainsi dire à pied d'œuvre et n'ayant qu'à attendre l'ennemi!

L'attendraient-ils? Ne prendraient-ils pas plutôt une vigoureuse offensive avant que nos forces fussent concentrées? Là était le grand péril, le péril que des dépêches effarées venues de Turin dénonçaient chaque jour, presque à chaque heure, au gouvernement impérial.

C'est le 23 avril que les envoyés de l'empereur François-Joseph avaient déposé entre les mains de M. de Cavour l'ultimatum de leur maître. C'est le 26 que la réponse du premier ministre sarde créerait l'état de guerre entre les gouvernements de Turin et de Vienne. Inexcusable au point de vue diplomatique, la brusque résolution de l'Autriche se pouvait justifier au point de vue militaire. A cette date du 26 avril, pas un corps français n'aurait encore mis le pied sur le sol italien. Le long de la frontière était échelonnée l'armée sarde, forte en tout de cinquante mille hommes à peine, et obligée à se diviser pour couvrir à la fois la capitale et les deux forteresses du royaume, Alexandrie et Casale. Derrière le Tessin était massée l'armée autrichienne, placée sous les ordres de Giulay et s'élevant, comme on l'a dit, à plus de cent mille hommes immédiatement disponibles. Que l'ennemi passât le 27 le Tessin, et en cinq étapes il pouvait être à Turin. Il y

pouvait être avant que le gros de l'armée française, mal pourvue encore, privée de son artillerie et de sa cavalerie, fût concentré, soit à Suze, soit en avant de Gênes. Quelle justification de l'audacieux ultimatum! Quelle surprise pour l'Europe! Quelle surprise surtout et quel incomparable succès moral si l'Autriche eût pu arracher à Victor-Emmanuel la paix moyennant le seul renvoi du grand agitateur Cavour; eût daté de Turin un édit de pacification et de liberté pour l'Italie; eût fait, étant victorieuse, toutes les concessions qu'elle ne pouvait faire avant d'avoir tiré l'épée et eût ainsi désarmé la France avant même qu'elle eût combattu!

On doit à Napoléon III cette justice que, de longue date, il avait prévu le péril d'un coup de main sur la capitale sarde avant l'arrivée des troupes françaises. Plusieurs mémoires conservés dans les archives attestent cette vigilance. Le général Niel, qui paraît avoir été le premier consulté, n'avait pas cru à l'imminence du danger. Sans doute, disait-il en substance, les Autrichiens auront de grandes facilités pour franchir le Tessin, et, dès le premier jour, leur cavalerie pourra pousser des pointes jusqu'au delà de Novare. Mais ce n'est que le troisième jour que le gros de l'armée occupera cette ville. Le quatrième jour, l'ennemi sera à Verceil. De là, deux jours seront nécessaires pour atteindre le Dora Baltea. Suivant le général Niel, la position de la Dora Baltea « était belle », surtout si d'avance on y construisait quelques travaux. Que si elle était forcée, il faudrait que les Piémontais essayassent de tenir sur l'Orco, puis sur la Stura. Mais déjà les Français auraient eu le temps de déboucher à Suze, et la surprise serait conjurée. Ainsi s'était exprimé le général Niel. — Un peu plus tard, le général Frossard s'était montré moins optimiste. Il calculait que les Autrichiens, ayant passé le Tessin, pourraient en cinq jours, peut-être en quatre, atteindre la Dora. — Cependant l'essentiel était de savoir dans quelle mesure la Dora se prêtait à la défense. Malgré l'opinion du général Niel, un nouvel examen fut jugé nécessaire. A la veille même des hostilités, un officier assez avancé dans la confiance de l'Empereur, le colonel Saget, fut envoyé sur les lieux. Son rapport fut plus sombre que ras-

surant. La Dora Baltea était bien le seul obstacle qui pût arrêter une armée autrichienne. Mais il s'en fallait que cette barrière ne pût être franchie : car la rivière formait une foule de bras, guéables en un grand nombre de points : en outre, la position était si étendue qu'il faudrait, pour la garder efficacement, une force de quarante mille hommes (1).

Le souci de prévenir une si redoutable surprise domina tous les premiers actes de la campagne. Le 3e corps, commandé par Canrobert, et, à sa suite, le 4e, commandé par Niel, devaient descendre en Italie par les Alpes. Plus ils précipiteraient leur mouvement, plus ils arriveraient vite à Suze, et plus aussi l'offensive autrichienne deviendrait dangereuse ou malaisée. Dès le 24 avril, alors que les délais de l'ultimatum n'étaient pas encore expirés, l'ordre fut transmis à Canrobert de faire aussitôt passer la frontière à ses trois divisions. Quelques heures plus tard, une nouvelle dépêche de Vaillant, adressée celle-là à Castellane, renouvelait les mêmes instructions : « Pénétrez-vous de l'idée qu'il faut *à tout prix* avoir des troupes en Piémont réunies dans la vallée de Suze ; ce qui leur manque encore leur arrivera plus tard (2). » Sur ces entrefaites, un télégramme direct de l'Empereur au commandant du 3e corps lui prescrivit derechef de se hâter, de ne pas perdre une minute, de tout sacrifier à la rapidité de la marche. — Ainsi aiguillonné, Canrobert traita avec les *compagnies de Lyon à Genève* et du *chemin de fer Victor-Emmanuel*, qui se déclarèrent prêtes à transporter cinq mille hommes par jour. En même temps, il pressait ses lieutenants, Bouat qui arrivait de Lyon, Renault qui allait se porter de Grenoble sur Montmélian, Bourbaki dont la division, un peu disséminée encore dans la vallée de la haute Durance, devait descendre à Suze par le col du mont Genèvre. Chez les divisionnaires, ces ordres si brusques causèrent quelque surprise. Ils n'avaient rien, ni objets de campement, ni marmites, ni bidons, ni couvertures, ni fourrages, ni mulets ; en outre, l'approvisionnement en

(1) Rapport du colonel Saget, 21 avril 1859. (*Arch. du minist. de la guerre.*)
(2) *Archives du ministère de la guerre.*

cartouches était, pour certains corps, incomplet. Le général Renault réclama sous une forme très respectueuse, le général Bourbaki avec un peu plus de vivacité. La réponse fut qu'on enverrait ce qu'on pourrait, mais que, sur toutes choses, on allât vite. De Paris, Vaillant ne laissait pas à Canrobert un instant de repos, supposant aux Autrichiens toutes sortes de projets audacieux et prévoyant même le cas où on serait forcé à la retraite. Le 29 avril, la division Bouat, transportée en chemin de fer jusqu'à Saint-Jean-de-Maurienne, commença à se rallier à Suze. La division Renault y arriva par étapes et en deux colonnes les 2 et 3 mai. Quant à Bourbaki, après s'être beaucoup plaint, il fit merveille. Il avait à réunir ses régiments dispersés, à parcourir un pays pauvre, sans ressource, encore obstrué par les traces de l'hiver. Il supprima les séjours, doubla les étapes : « Chacun met tout son zèle, écrivait-il, à sortir de cette position difficile. » Et il ajoutait en marge de sa propre main, avec une nuance de reproche que son âme sincère ne savait pas retenir : « Ce n'est vraiment pas de trop (1). » Le 28 avril, sa première colonne franchit le mont Genèvre : quelques jours plus tard, ses hommes campaient autour de Suze, un peu fatigués de leur marche, mais superbes, et pleins de la confiance que leur chef savait si bien leur communiquer.

Canrobert n'avait pas attendu la réunion de son corps d'armée. Arrivé à Suze avec les premiers détachement français, il était aussitôt parti pour Turin. Il avait trouvé parmi les généraux sardes, chez Cavour, chez le Roi lui-même, les plus vives anxiétés. Peut-être l'ennemi n'était-il qu'à quelques marches : les alliés commençaient seulement à se rassembler à Suze : arriveraient-ils à temps pour couvrir la capitale? On se rappelait certaines paroles des officiers autrichiens venus naguère pour porter l'ultimatum. Comme ils admiraient les rues spacieuses et les monuments de Turin : « Quel dommage, avaient-ils ajouté, qu'une si noble cité doive être bientôt livrée à toutes les horreurs de la guerre (2)! » Canrobert alla visiter

(1) *Archives du ministère de la guerre.*
(2) MASSARI, *Il conte Cavour*, p. 319.

les bords de cette fameuse Dora Baltea dont on parlait tant. Il se convainquit que la rivière, bien qu'assez large, ne pourrait arrêter longtemps l'envahisseur. Comme les Sardes s'effrayaient de plus en plus, il les rassura pourtant : car il venait de concevoir un plan, assez habile par lui-même et doublement avisé en face d'adversaires tels que les Autrichiens, circonspects par nature et par éducation militaire, appliqués à ne rien laisser au hasard, attentifs surtout à maintenir leurs communications. Ce plan assez original consistait à abandonner la capitale afin de la mieux défendre. Les troupes françaises venant de Suze seraient bien dirigées sur Turin, mais n'y entreraient pas et fileraient au sud-est et à l'est, vers Alexandrie et Casale. Autour de ces deux grandes places fortes de la monarchie sarde se réunirait également le gros de l'armée piémontaise. Là se rallieraient aussi sans doute le 1er et le 2e corps qui, à cette heure-là même, débarquaient à Gênes. On ne doutait pas du résultat. Les Autrichiens, par leurs éclaireurs ou leurs espions, ne manqueraient pas de connaître cette concentration. Dès lors, avec leur prudence défiante, ils se prendraient à soupçonner quelque grande combinaison stratégique, quelqu'une de ces terribles surprises auxquelles les avait habitués, en ces lieux mêmes, le premier des Bonaparte. En tout cas, ils se garderaient d'une marche sur Turin qui les exposerait à être attaqués par leur flanc, peut-être même enveloppés. Tel fut le plan de Canrobert. Les Sardes l'acceptèrent, moitié par confiance, moitié par impossibilité de le repousser.

L'exécution ne tarda pas. Le 1er mai, le maréchal télégraphiait à son chef d'état-major, le colonel de Senneville, resté à Suze, d'embarquer par les voies ferrées tous ses régiments à destination d'Alexandrie et sans arrêt à Turin. Cinq jours plus tard, tout le 3e corps était réuni autour de la forteresse. Il fut suivi d'assez près par le 4e corps, qui, à la suite des divisions de Canrobert, avait, lui aussi, franchi le mont Cenis. Le directeur des chemins de fer sardes, sur l'invitation de Cavour, s'était lui-même rendu à Suze pour accélérer les transports et pour prévenir par sa surveillance personnelle, sur ce chemin à voie unique, la confusion, les accidents, les retards surtout. Dans

le même temps, le 1er et le 2e corps, sous les ordres de Baraguey d'Hilliers et de Mac Mahon, achevaient de débarquer à Gênes, et leurs têtes de colonne commençaient même à déboucher des Apennins. Les Piémontais, n'ayant laissé que de faibles détachements devant Turin, se partageaient entre Casale, Alexandrie, Valenza. Toute cette concentration se poursuivit sans que l'ennemi essayât de l'entraver ou même parût la voir. On eût dit de grandes évolutions en pleine paix bien plus que le prélude d'une grande guerre. On se réjouit d'abord de ces délais qui permettraient d'achever les préparatifs commencés. Puis une immobilité si prolongée éveilla la surprise. Que faisaient les Autrichiens?

Le 26 avril, dans la soirée, les envoyés de l'empereur François-Joseph étaient revenus au quartier général, annonçant le rejet de l'ultimatum et apportant la réponse de Cavour. On comptait que, dès l'aube du lendemain, Giulay franchirait le Tessin. Ses régiments se trouvaient rassemblés sur la rive gauche du fleuve comme pour une immédiate invasion. Contre toute attente, la journée du 27, celle du 28 même, s'étaient passées dans le repos. On a expliqué par des instructions venues de Vienne cette immobilité : l'Angleterre tentait un suprême effort en faveur de la paix, et il ne convenait pas d'anéantir, par un acte d'irréparable hostilité, cette dernière espérance. Le 29 seulement, l'armée avait passé le Tessin, et sur plusieurs points à la fois, à Vigevano, à Bereguardo et enfin au pont de Gravellone près de Pavie. Les jours suivants furent occupés par des marches et des contremarches qui fatiguèrent les hommes sans les rapprocher beaucoup de l'ennemi. Puis, du 3 au 5 mai, la pluie tomba, si abondamment, dit-on, qu'elle rendit les chemins impraticables : c'est du moins ce qu'alléguèrent plus tard les officiers autrichiens, embarrassés à justifier ce qu'ils comprenaient malaisément eux-mêmes. Ce fut le 7 mai seulement qu'on parut toucher à l'heure des opérations décisives. Le VIIe corps se porta en avant jusqu'à Verceil, tandis que le Ve s'établissait à Palestro et le IIe à Robbio (1). Le len-

(1) Voir à l'Appendice, carte n° 1.

demain, la marche se continua. Les Autrichiens arrivèrent à San Germano et poussèrent même au nord un détachement vers Biella. Le 9, ils occupèrent Santhia, montrèrent leurs avant-postes aux bords du Naviglio de Cigliano, envoyèrent des patrouilles jusqu'à Crescentino, non loin du confluent du Pô et de la Dora Baltea. Ils n'étaient plus qu'à deux petites étapes de Turin que protégeaient seulement quelques faibles corps. Quoique trop retardé, le mouvement offensif tant redouté par les alliés pouvait encore produire une partie de ses fruits. Outre l'effet moral, l'occupation de la capitale sarde eût intercepté nos communications entre Suze et Alexandrie : de là pour nous un embarras extrême et qui eût aisément dégénéré en péril. A mi-chemin de son audace, Giulay s'effraya. Il ne rencontrait aucune résistance, et ce qui aurait dû l'encourager le troubla. Il ne douta pas que l'armée alliée tout entière ne fût déjà concentrée à Alexandrie : sûrement, elle allait marcher sur Plaisance, franchir le Pô, le tourner lui-même. Le calcul de Canrobert se réalisait. Les Autrichiens avaient lu les campagnes de Bonaparte et, tout effrayés de ces grands souvenirs, inclinaient à nous prêter toutes sortes de combinaisons profondes dont nous fûmes innocents jusqu'au bout : de là une sorte de timidité qui déjà les paralysait et qui les déconcerta jusqu'à la fin de la lutte. Subitement, le 9 mai à midi, Giulay ordonna la retraite. Il ramena le VII[e] corps à Verceil, le II[e] à Robbio, et replia le V[e] sur Stroppiana (1). Puis il établit définitivement son armée dans la Lomelline, sorte de quadrilatère dont les côtés étaient formés par le Tessin, le Pô, la Sesia et la route de Verceil à Novare. C'était, disaient les officieux, une position excellente, à l'abri de toute surprise et bien digne de la prudence autrichienne. Excellente position, en effet! Mais, à ce compte, la prudence eût été plus grande encore d'attendre les alliés derrière le Tessin. Le comble de la prudence eût même été de suspendre l'ultimatum et de ne pas avoir des diplomates si assurés quand on avait des généraux qui l'étaient si peu.

(1) Voir la *Campagne d'Italie en* 1859, rédigée par la division historique de l'état-major de Prusse, p. 31-33.

Tandis que les Autrichiens perdaient par leurs lenteurs le seul bénéfice de leur témérité première, les ordres de Paris continuaient à organiser l'armée, non sans embarras d'ailleurs, ni sans quelques tiraillements. Le 4 mai, à la grande surprise de tous, un chassé-croisé s'opéra dans le commandement. Le maréchal Vaillant, ministre de la guerre, fut nommé major général, tandis que le maréchal Randon, désigné comme major général, le remplaçait au ministère. La raison de ce changement se devinait. Randon avait la réputation méritée d'être un excellent administrateur : on reprochait, au contraire, à Vaillant quelque négligence dans les préparatifs. Bien que fort explicable, la mesure n'alla pas sans critique. D'abord, elle venait un peu tard pour être tout à fait efficace. Puis on risquait de faire deux mécontents : le maréchal Vaillant, qui sentirait la disgrâce ; le maréchal Randon, qui regretterait ses hautes fonctions actives. Enfin, le maréchal Vaillant, très savant militaire, doué d'une finesse et d'une pénétration rares, était âgé de soixante-huit ans, obèse, supportait mal le cheval, serait, en un mot, tout à fait inégal aux fatigues d'un service de guerre : il aurait, à la vérité, comme sous-chef d'état-major, le général de Martimprey qui était encore jeune et avait déjà rempli en Crimée des fonctions pareilles. Toutes choses ainsi réglées, Napoléon partit. Le 12 mai, il débarqua à Gênes, où il reçut un accueil chaleureux, si chaleureux même qu'on ne savait ce qu'on pourrait y ajouter au lendemain de la victoire.

L'Empereur ne s'attarda point à ces ovations. Le 14, il était à Alexandrie, où il fixa son quartier général. Là vinrent l'assaillir tous les soucis du commandement, soucis qu'il ressentit plus vivement que tout autre ; car, avec son esprit enclin à la théorie et au rêve, il embrassait mal le côté réel des choses : quand il devenait positif, il le devenait trop, et sa manière de se montrer pratique était de tomber dans la minutie. Voyant un peu au hasard dans les détails et ne saisissant pas toujours les plus importants, il se mit à signaler, avec un mélange d'irritation et d'anxiété, tout ce qui manquait ou était défectueux. La vérité, c'est que, malgré les efforts des derniers jours,

nous achevions à peine notre travail d'organisation ; et, avec un ennemi plus entreprenant, notre situation n'eût pas laissé que d'être un peu précaire. Les régiments étaient arrivés, mais non complets, et d'assez nombreux détachements attendaient à Lyon et à Marseille le moment de passer le mont Cenis ou de s'embarquer. Nos ressources en artillerie et en cavalerie étaient encore tout à fait insuffisantes. L'encombrement était grand à Suze ; il n'était pas moindre à Gênes, où, faute de quais assez étendus, les débarquements subissaient des retards. De la part des chefs de corps, les dépêches se succédaient, réclamant du fourrage, du biscuit, des souliers, signalant la pénurie de médecins, d'infirmiers, d'employés d'administration. Tout ahuri de ces demandes, l'Empereur ne peut contenir ni sa surprise ni l'expression un peu naïve de ses mécomptes. « Nous avons réuni, écrit-il à Randon, une armée de plus de cent mille hommes sans réunir de quoi la faire vivre. » Les télégrammes se pressent. Il prie, il supplie Randon de se hâter, d'envoyer des réserves de biscuit, des médecins, des employés, des voitures, des mulets. « Nous vous accablons de nos dépêches, dit-il comme pour s'excuser, mais il faut que vous ayez de la patience précisément parce que nous sommes impatients. » Les jours suivants, un peu de mauvaise humeur se mêle à l'inquiétude. Il écrit à son ministre : « Nous avons toujours l'air d'enfants qui n'ont pas fait la guerre. » Randon s'ingéniait à satisfaire son souverain, puis se justifiait en accusant doucement son prédécesseur : « Dans l'organisation de l'armée faite par le maréchal Vaillant, il m'avait semblé que les services administratifs avaient été calculés sur une très large échelle. » Plus tard, dans ses *Mémoires*, Randon se montra moins indulgent et exprima son jugement sous une forme excessive et, à coup sûr, injuste. Faisant allusion à l'état des choses au moment de son entrée au ministère : « Tout manquait, dit-il, sauf le courage (1). »

Heureusement, l'ennemi, par son immobilité, nous permit, sinon d'achever tous nos préparatifs, au moins de satisfaire

(1) *Mémoires*, t. II, p. 6.

au plus pressé. Il compensa toutes nos fautes de détail par la lourde faute de son inaction. Le 18 mai, l'armée mal pourvue encore, mais numériquement très forte, était rassemblée sur la rive droite du Pô et sur les deux rives du Tanaro. Le 1er corps, le plus rapproché de l'ennemi, avait son quartier général à Pontecurone, occupait Voghera et Casci, et s'éclairait sur son front et sur ses ailes par quelques escadrons piémontais, Un peu à l'ouest, le 2e corps bivouaquait autour de Sale. Le 3e était à Tortone, le 4e à Valenza. La garde impériale était établie à Alexandrie. Quant à l'armée royale, elle se trouvait répartie entre Occimiano et Casale (1). Somme toute, et malgré quelques dépêches alarmées qui s'échangeaient encore, nous avions ressaisi nos avantages. Nous disposions désormais, y compris les Sardes, d'une force totale réelle de près de 150,000 hommes, et bien que l'ennemi eût été renforcé du IXe corps, cet effectif était légèrement supérieur à celui des Autrichiens. Notre position se prêtait à la fois à la défense et à l'attaque. Le danger de la marche sur Turin, ce danger dominant des premiers jours, était définitivement conjuré. Cependant, en Europe, on se perdait en conjectures sur l'inertie de nos adversaires. « Vraiment, écrivait en ce temps-là Changarnier, tous nos divisionnaires sont des Napoléon auprès de Giulay. » Les Autrichiens n'avaient pas encore combattu, et l'opinion publique, fâcheusement impressionnée par tant d'irrésolution, succédant à tant de témérité, leur présageait la défaite. Dans notre camp, au contraire, la confiance régnait, et les anciens combattants d'Afrique et de Crimée se promettaient bien de nouvelles victoires. Ils avaient pénétré tout ce que la timidité de l'ennemi laisserait de chances à leur audace, à leur promptitude, à leur libre initiative individuelle. Ils estimaient les Autrichiens, mais, dans les entretiens du bivouac, s'en égayaient un peu. « Ce sont, disaient-ils, de bons soldats; seulement, ajoutaient-ils en riant, ils ont l'habitude d'être battus. »

(1) Voir *Historique de la campagne d'Italie*, rédigé au dépôt de la guerre, p. 93-99. — Voir aussi à l'Appendice, carte n° 1.

III

Giulay, toujours renfermé dans la Lomelline, commençait à saisir les reproches que lui valait sa longue inaction. Il lui tardait de rétablir, par quelque coup heureux, sa réputation militaire déjà un peu compromise. Du fond de son quartier général, établi à Mortara, il cherchait, à force de raisonnements et de souvenirs historiques, à pénétrer le plan des alliés. Il crut enfin l'avoir trouvé.

Quand Bonaparte, en 1796, était entré en Italie, il avait commencé par battre les Piémontais alors liés à l'Autriche; puis, les ayant désarmés, il avait descendu la rive droite du Pô, avait franchi le fleuve à Plaisance, et s'était montré à l'improviste sur les derrières de Beaulieu. Tout plein de ces leçons, plus troublantes encore qu'instructives, Giulay imagina chez ses adversaires de 1859 une combinaison pareille. Une fois lancé dans la voie des inductions, il plia à cette idée préconçue toutes ses observations ultérieures. L'armée française s'était massée autour d'Alexandrie : apparemment ce n'était pas pour remonter ensuite au nord et franchir le Tessin à Novare, mais bien pour chercher par le sud un passage vers la Lombardie. La concentration des Sardes aux environs de Casale avait aux yeux du général autrichien la même signification. Ce qui le confirma dans ces vues, ce furent les rapports de ses espions qui signalèrent la présence d'un détachement français à Bobbio, à une douzaine de lieues au sud de Plaisance. Quelle humiliation pour lui, Giulay, s'il se laissait surprendre ou tourner, au point d'avoir le sort de l'infortuné Beaulieu! Mais en revanche, quel honneur s'il parvenait à déjouer le plan des alliés, et comme ce succès viendrait à point pour justifier ses temporisations ou confondre ses détracteurs!

De plus en plus subjugué par ces pensées, Giulay prescrivit

le 19 mai l'évacuation de Verceil; et, le même jour, pour se rapprocher du théâtre supposé des opérations futures, il transporta son quartier général de Mortara à Garlasco. Cependant, il fallait transformer en certitude ce qui n'était encore que vraisemblable conjecture : de là, le projet d'opérer sur la rive droite du Pô une grande reconnaissance qui permettrait de mesurer les forces et les positions réelles des alliés. Que si cette reconnaissance amenait un combat, le mal ne serait pas grand, bien au contraire, puisqu'en Europe et à Vienne même, on se plaignait qu'on fût trop inactif.

Deux divisions furent désignées pour remplir ce dessein : la division mixte Urban, composée des brigades Schaffgotsche et Braun ; la division Paumgarten, formée des brigades Bills, Gaal, et du prince de Hesse. Le commandement général fut confié au comte Stadion, commandant du V[e] corps. Le 20 mai, Urban, déjà sur la rive droite du Pô, partit dès le matin de Broni, suivant la grande route qui conduit de Stradella à Tortone par Verzate, Casteggio, Montebello, Genestrello, Voghera (1). Dans le même temps, Paumgarten franchissait le fleuve à Vaccarizza, puis dirigeait vers Robecco et Casatisma les brigades Gaal et Bills, tandis que la brigade de Hesse, inclinant fort à droite, marchait sur Branduzzo. La force totale de tous ces corps n'était pas inférieure à 22,000 hommes (2); force imposante à coup sûr, mais à une condition, c'est qu'elle fût réellement employée.

C'est la division Forey, du 1[er] corps, qui occupait ce point extrême des positions françaises. Le gros de la division était établi à Voghera, avec un bataillon détaché à Oriolo et deux autres aux bords d'un ruisseau qu'on appelait la Fossagazzo. En arrière, du côté de Pontecurone, s'étendaient les bivouacs des autres divisions. En avant, quelques escadrons sardes faisaient le service d'éclaireurs et battaient la campagne jusqu'à la Coppa, petite rivière qui passe à Casteggio. Sauf l'apparition de deux petites patrouilles ennemies le 18 et le 19, aucune

(1) Voir à l'Appendice, carte n° 1, annexe.
(2) Voir *Der Krieg in Italien*, t. I[er], Appendice, p. 62.

alerte n'avait éveillé la vigilance de nos vedettes, et le rapport envoyé le matin même du 20 au quartier général se résumait en ces mots : « Rien de nouveau. »

Cette sécurité favorisa la marche autrichienne. Le prince de Hesse à droite, les deux autres brigades de Paumgarten au centre, se portèrent sans coup férir, d'un côté vers Branduzzo, de l'autre vers Casatisma. A gauche, la marche d'Urban fut bien plus rapide. Successivement, il occupa Verzate, Casteggio, Montebello, et obligea les cavaliers sardes à se replier. Dans sa hâte, il dépassa de beaucoup les régiments de Paumgarten, les dépassa au point de s'en isoler; ce qui ferait perdre à nos adversaires l'avantage du nombre. A Montebello, Urban devait attendre de nouveaux ordres pour s'avancer plus loin. Il poussa cependant jusqu'à Genestrello.

Il était midi et demi quand Forey apprit par la cavalerie piémontaise l'approche des Autrichiens. On prévoyait si peu une attaque que plusieurs détachements venaient de partir pour fourrager. Baraguey d'Hilliers, ayant été avisé par son divisionnaire, lui prescrivit par le télégraphe de chasser les Autrichiens de Casteggio, lui promit de le faire soutenir et ajouta : « N'allez pas plus loin que Casteggio; rentrez ce soir dans vos cantonnements. » Forey n'attendit point cet ordre : il était avide de cueillir les premiers lauriers de la guerre, avide surtout d'effacer une certaine défaveur assez injuste qui s'attachait à son nom depuis l'expédition de Crimée. Il rallia autour de lui deux bataillons prêts à marcher, calcula qu'il trouverait, aux bords de la Fossagazzo deux autres bataillons, et, ayant ordonné au reste de sa division de prendre les armes, il s'élança au-devant de l'ennemi.

De Voghera vers Genestrello deux routes s'allongeaient, d'abord la voie du chemin de fer, puis la chaussée. La nature du pays, très plat en cet endroit, et les récoltes déjà hautes limitaient singulièrement la vue. Comme on atteignait la Fossagazzo, on se heurta aux bataillons d'Urban. Ce fut d'abord une fusillade assez vive. Puis, comme les Autrichiens essayaient de s'introduire dans le vide entre le chemin de fer et la route, la cavalerie piémontaise s'efforça par ses charges de les

refouler ou du moins de les contenir. Sur ces entrefaites, le général Blanchard arriva avec le reste de la division, et le combat parut se concentrer autour d'une ferme, la Cascina Nuova, qui fut plusieurs fois prise et perdue. Cette attitude défensive ne convenait pas à l'ardeur de Forey. Avec une résolution hardie, mais qui aurait pu lui coûter cher si les Autrichiens ne se fussent maladroitement éparpillés, il décide de refouler l'ennemi le long de la chaussée et de le rejeter sur les positions qu'il a quittées le matin. Laissant à la Cascina Nuova le général Blanchard, il prend avec lui la brigade Beuret, composée des 74ᵉ et 84ᵉ de ligne, ainsi que du 17ᵉ bataillon de chasseurs, et pousse en avant sa colonne. Les soldats d'Urban résistent d'abord avec énergie, puis cèdent devant l'élan des nôtres qui conquièrent les digues de la Fossagazzo, enlèvent Genestrello, arrivent enfin en vue de Montebello.

Ce qui n'était qu'engagement partiel parut à ce moment dégénérer en grand combat. Très tardivement (car il était déjà quatre heures et demie), les Autrichiens s'efforcèrent de concentrer enfin leurs forces, que, depuis le matin, ils avaient dispersées. Des deux brigades de la division Urban, la brigade Schaffgotsche, que venaient de refouler les soldats de Forey, était épuisée de sa résistance; mais l'autre brigade pouvait être utilement employée. En suspendant toutes les attaques secondaires, on pouvait rallier encore à temps une portion des bataillons de Paumgarten. Située sur une éminence, Montebello avec ses maisons en grosse maçonnerie, ses édifices massifs, les murailles de son cimetière, semblait se prêter à une défense qui arrêterait les progrès de l'ennemi et le forcerait peut-être à une désastreuse retraite. Sous l'abri de la petite ville, Stadion massa environ sept bataillons, c'est-à-dire tout ce que la distance, l'heure avancée, les fatigues de la journée permettaient de réunir. Encore une fois, Forey paya d'audace et n'hésita pas à attaquer la formidable position. L'entreprise paraissait téméraire : grâce à l'admirable élan des troupes, elle ne fut que hardie. Après maints combats partiels dans les rues, dans les jardins, dans les maisons même, les Autrichiens furent acculés dans le cimetière, qu'ils avaient

transformé en un véritable réduit. Ils y firent une dernière résistance, puis se retirèrent sur Casteggio.

Loin de poursuivre l'ennemi, Forey regagna dans la nuit, ainsi qu'il en avait reçu l'ordre, ses cantonnements de Voghera. Il y revint avec des effectifs fort diminués, car il avait près de 700 hommes tués ou blessés, et le général Beuret, qui avait glorieusement concouru à l'attaque de Montebello, se trouvait parmi les morts. La victoire se fût peut-être changée en défaite si Urban se fût solidement relié à Paumgarten, et si les brigades autrichiennes, au lieu de se séparer, avaient livré une action d'ensemble. Vis-à-vis d'un ennemi dont on ignorait le nombre, les positions, les desseins, la prudence conseillait la défensive. Audacieusement Forey se fit agresseur, et le succès l'amnistia. Non seulement il fut amnistié, mais glorifié. Le combat était le premier de la campagne. Il attachait un nouveau souvenir au nom déjà fameux de Montebello. Une légende enfin se forma : dans la journée du 20 mai, Forey avait, disait-on, avec 6,000 hommes, abordé et culbuté 22,000 Autrichiens. Il en était de ce récit comme de toutes les légendes où la vérité se mêle à la fantaisie : les Autrichiens avaient bien mis sur pied 22,000 hommes, mais ils les avaient ou tenus en réserve ou fait avancer par fractions, en sorte que, sauf dans la dernière attaque du village, les forces en présence s'étaient à peu près balancées.

Nos adversaires s'étaient repliés sur Casteggio, plus maltraités encore que nous; ils accusèrent une perte de plus de 1,200 tués, blessés ou disparus. Ils affectèrent pourtant de se montrer satisfaits. Giulay, dans son rapport officiel, insista beaucoup sur l'inefficacité de cette nouvelle artillerie française dont on parlait tant en Europe : il se vanta, à l'instar de Forey, d'avoir lutté contre un adversaire très supérieur en nombre : on avait voulu non livrer une bataille, mais pousser une reconnaissance; puis on s'était retiré sans être poursuivi : que voulait-on de plus? Ainsi s'exprima le commandant en chef autrichien. Du moins, cette reconnaissance (puisqu'il plaisait de l'appeler ainsi) permit-elle aux lieutenants de Giulay de rapporter au quartier général de Garlasco des données exactes sur les projets des

alliés? Ce fut le contraire qui arriva. Tout étourdis de l'audacieuse offensive de Forey, ils n'imaginèrent pas qu'une seule division eût pu s'aventurer de la sorte : sans doute, autour et en arrière de Voghera, étaient massées les forces françaises; sûrement, elles allaient s'avancer le long de la rive droite du Pô, puis elles franchiraient le fleuve à Plaisance. Telle fut la conclusion qu'on tira de la journée du 20 mai; et ce qui aurait dû apporter la lumière ne fit qu'entretenir les illusions.

IV

Le 22 mai, un ordre du quartier général prescrivit la concentration de tous les corps français sur leur droite. Le 1er corps occupa Montebello et Casteggio, le 2e Voghera, le 3e Pontecurone, Castelnuovo-di-Scrivia et Casei; le 4e demeura à Valenza. On eût dit la réalisation prochaine des prévisions de Giulay. Il n'en était rien, et ce mouvement, ébauché plutôt que poursuivi, paraît n'avoir été qu'une feinte. L'Empereur portait ailleurs ses vues. Il jugeait dangereuse la marche vers Plaisance, et presque impossible le passage d'un grand fleuve tel que le Pô en présence d'une armée telle que l'armée autrichienne. Il mûrissait en ce temps-là même une grande combinaison stratégique qui fut la plus importante et, à proprement parler, la seule de la campagne.

Elle consistait à exécuter rapidement une marche de flanc vers le nord par Valenza, Casale, Verceil et Novare (1). On utiliserait les routes et le chemin de fer qui remontaient la rive droite de la Sesia. Le résultat serait de déborder la droite de l'armée autrichienne, de la devancer au passage du Tessin et de faire tomber Milan au pouvoir des alliés.

La réalisation exigerait à la fois de grands préparatifs, beaucoup de célérité et surtout un profond secret. Des wagons,

(1) Voir à l'Appendice, carte n° 1.

rassemblés en grand nombre et de toutes les lignes, furent dirigés vers les points d'embarquement des troupes. Des approvisionnements furent réunis à Turin pour être expédiés sur Verceil et Novare. De minutieuses instructions aux chefs de corps réglèrent la marche des colonnes de façon à éviter, autant que possible, en ce pays coupé de canaux et sillonné de chaussées étroites, les retards et les encombrements. Du 26 au 28 suivant les corps, le mouvement commença, soit par les routes d'étapes, soit par la voie ferrée. Le 29, le 3ᵉ et le 4ᵉ corps étaient à Casale et devaient le lendemain atteindre la Sesia; le 2ᵉ était à Valenza; le 1ᵉʳ, qui avait eu le plus long chemin à faire, était encore à Bassignana et à Sale. La garde, venue d'Alexandrie, s'avançait d'Occimiano vers Casale. L'armée royale enfin était à Verceil.

Tout fut calculé pour tromper Giulay. Certains préparatifs furent faits très ostensiblement pour transférer les bureaux du quartier général d'Alexandrie à Voghera, et un avis en ce sens parut même dans le *Bulletin officiel sarde*. Le 27, près de Cervesina, le génie et l'artillerie du 2ᵉ corps commencèrent une démonstration pour jeter un pont sur le Pô. Comme les troupes quittaient leurs bivouacs, elles eurent soin de laisser, sur leurs anciennes lignes, des rideaux de petits postes pour masquer l'abandon de leur position. La division d'Autemare, détachée du 5ᵉ corps (1), remplaça à Voghera et à Rivanazzano les régiments qui filaient vers le nord. Enfin quelques escadrons de chevau-légers sardes, employés naguère à éclairer la division Forey, gardèrent pendant plusieurs jours encore leurs campements sur la route de Stradella.

En dépit de ces précautions, cette marche de flanc, de plus de cent kilomètres, si près d'un adversaire si redoutable par le nombre, demeurait singulièrement dangereuse. A tout prix il importait de tenir l'ennemi à bonne distance des routes que nous devions suivre. Or, sur la rive gauche de la Sesia (2),

(1) Le 5ᵉ corps, qui venait de se former, se composait de deux divisions, la division d'Autemare débarquée le 12 mai à Gênes, la division Uhrich qui, dans ce temps-là même, débarquait à Livourne.

(2) Voir à l'Appendice, carte nº 1 et annexe.

bivouaquait l'extrême droite autrichienne : c'était la division Lilia, qui avait son quartier général à Robbio et occupait, en avant de cette petite ville, Casalino, Confienza, Vinzaglio et enfin Palestro. Un peu plus loin dans la direction de Mortara, à Castel d'Agogna, campait le IIe corps, commandé par le prince de Lichtenstein. Tout eût été compromis, perdu peut-être, si ces corps eussent signalé notre évolution, et l'eussent interrompue dans le moment où les nôtres, allongés en colonnes de marche, étaient hors d'état de se concentrer. La position de Palestro était surtout importante; car cette bourgade se trouvait tout près de la Sesia, et il semblait impossible que les Autrichiens, établis sur la rive gauche, n'aperçussent pas nos régiments remontant vers le nord par la rive droite. Refouler l'ennemi loin de Palestro et des villages voisins était chose nécessaire pour la sécurité de notre mouvement. C'est aux Sardes, alors massés à Verceil, que fut confiée l'opération.

Le roi Victor-Emmanuel, doublement heureux de combattre et de combattre seul, franchit le 30 mai au matin la Sesia. Il avait avec lui quatre divisions, c'est-à-dire la plus grande partie de son armée. La division Durando fut dirigée vers Vinzaglio. La division Fanti, suivie de la division Castelborgo, dut se porter vers Casalino, et de là vers Confienza. A la division Cialdini, qui depuis la veille avait pris pied sur la rive gauche, fut dévolue l'attaque principale, celle de Palestro. Le village était d'un accès assez difficile : il était situé sur une faible éminence qui, en ce pays aussi bas que les polders de la Hollande, prenait des airs de petite montagne; de plus, la route qui y conduisait était coupée de canaux et obstruée par de forts abatis d'arbres; sur les côtés, le terrain, tout en rizières et divisé par d'innombrables fossés, rendait malaisé le développement des colonnes. Mais l'écrasante supériorité numérique des Piémontais compensait, et au delà, ces désavantages. Le bourg n'était défendu que par deux bataillons. Après une vaillante et tenace résistance, les Autrichiens furent obligés de se retirer sur Robbio. Dans le même temps, les Sardes, à la suite d'une lutte assez rude, s'emparaient de Vinzaglio et occupaient sans coup férir Confienza, ainsi que Casalino.

Tel fut le premier combat de Palestro. En possession de leur conquête, les Sardes s'appliquèrent à s'y fortifier, car ils craignaient un retour offensif des Autrichiens. Ils ne se trompaient pas.

Le lendemain 31 mai, l'ennemi reparut en forces, jaloux qu'il était de ne point laisser les alliés prendre pied sur la rive gauche de la Sesia. Vers dix heures, ses éclaireurs furent signalés, et les premiers coups de feu annoncèrent l'engagement prochain. Il s'avança en trois colonnes : au centre, la brigade Dondorf, marchant directement sur Palestro par la chaussée de Robbio; à droite et à gauche, les brigades Weigl et Szabo, destinées à assaillir de flanc le village, la première en passant par Confienza, la seconde en longeant la Sesia (1). En arrière, se tenait une quatrième brigade, la brigade Koudelka, formant réserve. Toutes ces forces, empruntées partie au VIIe, partie au IIe corps, étaient placées sous le commandement du lieutenant feld-maréchal Zobel. — Au centre, Dondorf, qui suivait la grand'route, arriva en vue de Palestro bien avant que les deux autres colonnes, cheminant par les voies latérales, fussent à la même hauteur. Comme il approchait, il fut assailli par le feu convergent des Piémontais, qui, s'attendant depuis la veille à une attaque, avaient pu à loisir assigner à leurs batteries les emplacements les plus favorables. En dépit des projectiles, quelques compagnies de chasseurs parvinrent jusqu'aux premières maisons, mais ne purent aller au delà. — A droite, Weigl ne fut pas plus heureux et tomba lui-même blessé au milieu de ses soldats. — Tout autre fut sur la gauche le sort de Szabo. Il parut, au moins au début de l'action, destiné à réparer les chances mauvaises de la journée. Il était parti dès cinq heures du matin de Castel d'Agogna, avait gagné Rosasco et Rivoltella, puis s'était avancé sous l'abri des fourrés qui bordent la Sesia. Ayant rencontré un poste piémontais, il le culbuta. Devant lui, en un terrain découvert se dressaient les bâtiments d'une assez grosse ferme, la Cascina San Pietro; il s'y logea, repoussa les troupes que Cialdini avait envoyées pour l'arrêter, puis marcha

(1) Voir à l'Appendice, carte n° 1, annexe.

résolument sur Palestro, si résolument que la droite piémontaise courait risque d'être tournée.

Ici se place l'épisode qui a rendu ce combat fameux. A l'armée piémontaise avait été adjoint l'un des régiments de la division d'Autemare, le 3e zouaves. Il avait campé la veille à Torrione, au sud de Verceil; le matin, en vue de la nouvelle lutte qu'on prévoyait, il avait été rapproché de Palestro. Au moment où Szabo accentuait son attaque, il venait de prendre position au sud-ouest du village et non loin de la rivière. Au bruit de la mousqueterie, les zouaves prennent les armes, déposent les sacs, dissimulent d'abord leur approche en se cachant dans les blés déjà forts et sous un rideau de peupliers; puis, débouchant tout à coup des fourrés, ils s'élancent à l'ennemi. Rien ne les arrête, ni les fossés, ni les haies d'acacias qui leur déchirent le visage, ni les rizières dont le sol marécageux cède sous leurs pas. Un large canal s'offre à eux, ils le franchissent, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture et cherchant seulement à préserver leurs munitions; ils se reforment sur la rive opposée, courent à une batterie, s'emparent de cinq pièces. Cependant, sous cette attaque impétueuse autant qu'imprévue, les soldats de Szabo, naguère pleins de confiance, commencent à fléchir et à tournoyer. Bientôt ils cèdent le terrain; mais ils s'embarrassent dans leurs lourds équipements, succombent sous la chaleur, sous la fatigue aussi, car ils sont en marche depuis le matin. La nature du terrain, entrecoupé de fourrés et de broussailles, accroît la confusion, en sorte qu'en maints endroits la lutte dégénère en des sortes de combats singuliers où triomphent la souplesse et l'agilité des nôtres. Enfin les malheureux Autrichiens, toujours poursuivis, sont acculés jusqu'à un petit cours d'eau escarpé et profond que traverse seulement un pont étroit. Point d'autre ligne de retraite. Beaucoup se noient ou se brisent dans leur chute, ou bien encore sont tués sur place ou faits prisonniers. Les plus heureux s'échappent à la nage ou parviennent à défiler par le pont et s'écoulent vers Rivoltella. C'est en vain que la brigade Koudelka, laissée en réserve, essaye par un retour offensif de conjurer la défaite désormais certaine. Comme la journée s'achevait, les zouaves

(au moins ceux que le feu avait épargnés, car 250 étaient morts ou gisaient aux ambulances), les zouaves traînèrent triomphalement dans le camp les canons conquis et les offrirent comme un trophée à Victor-Emmanuel. Le Roi reçut cet hommage guerrier en homme digne d'un tel présent, et, en une lettre que le régiment conserve encore dans ses archives, loua « la bravoure incomparable », « l'élan irrésistible » de ceux qui avaient fixé la victoire entre ses mains.

Tandis que se livraient ces combats, l'armée continuait son mouvement tournant. Dans cette journée du 31 mai, le 4ᵉ corps, le plus avancé de tous, s'achemine vers Novare. La garde est à Verceil, que le 2ᵉ corps va traverser pour établir son bivouac à Borgo-Vercelli. Le 3ᵉ corps, campé la veille autour de Prarolo, passe la Sesia : c'est d'abord la division Renault, puis la division Trochu, appelée à soutenir en cas de nécessité les Sardes, enfin la division Bourbaki qui échange quelques boulets avec l'artillerie de Szabo. Seul, le 1ᵉʳ corps est un peu en arrière et se dirige vers Casale. Le 1ᵉʳ juin, la marche se poursuit. Le 1ᵉʳ corps, se rapprochant du gros de l'armée, arrive à Verceil. Le 3ᵉ corps et l'armée du Roi séjournent autour de Palestro conquis. Le 2ᵉ corps couche à la Bicoque. Quant au 4ᵉ corps qui, la veille, s'est arrêté à Cameriano, il aborde Novare qu'occupe une faible garnison autrichienne commandée par le colonel Ceschi. Après un simulacre de résistance, l'ennemi se retire; les nôtres entrent dans la ville. Là s'établit dans la soirée la garde, ainsi que le quartier général de l'Empereur.

Que faisait Giulay tandis que toute l'armée alliée pivotait ainsi autour de lui? Que pendant les journées du 27, du 28, du 29 mai, il ait persisté à nous chercher vers le sud et sur la rive droite du Pô, l'illusion se comprend. Il est plus malaisé de se figurer que, durant les jours suivants, la même erreur se soit prolongée. Le premier et surtout le second combat de Palestro, très utiles à l'ensemble de nos opérations, avaient un inconvénient inévitable, celui de montrer le gros de l'armée sarde établi en avant de Verceil. Comment les Piémontais auraient-ils passé seuls la Sesia tandis que les Français se disposaient à marcher sur Plaisance? Qu'était-il besoin d'ailleurs

de raisonnements ou d'inductions? L'offensive des Sardes vers Palestro n'avait pas tellement couvert notre mouvement qu'elle le dérobât tout à fait. Les Français, on avait pu non seulement les deviner, mais les voir, à moins que vraiment on ne fermât les yeux. Quand, dans la journée du 31 mai, les zouaves du 3[e] régiment poussaient devant eux les Autrichiens à travers les fourrés de la Sesia, quand les boulets de l'artillerie de Bourbaki tombaient dans les rangs de la brigade Szabo, quand les divisions de Canrobert se mêlaient presque aux colonnes ennemies dans les terrains couverts qui avoisinent Palestro, était-il possible que la vigilance de nos adversaires ne fût pas en éveil? Comment n'eussent-ils pas pénétré, pressenti du moins, une manœuvre qui, déjà accomplie en grande partie, avait presque renoncé à se dissimuler?

C'est seulement le 1[er] juin que Giulay eut une demi-lumière par les dires des espions de Zobel. Ceux-ci rapportaient que de fortes masses françaises se dirigeaient vers Novare. Quoique fort troublé de cette information, Giulay résolut d'attendre encore. Quelques heures plus tard, les nouvelles se précisèrent : des détachements français avaient été vus à Olengo, au midi de Novare : leurs patrouilles s'étaient montrées jusqu'à Vespolate. On en était là quand un rapport du colonel Ceschi dissipa tous les doutes. De Trécate, où il avait été contraint de se retirer, il mandait qu'il avait été chassé de Novare. La ville, ajoutait-il, était pleine de troupes françaises : au milieu des képis de la ligne, on distinguait les bonnets à poil de la garde : là où était la garde, là serait aussi bientôt l'Empereur.

Même en cette cruelle déconvenue, la fortune réservait peut-être à Giulay une occasion de revanche. Son armée, depuis le commencement de la campagne, s'était plus accrue par les envois d'effectifs qu'elle ne s'était amoindrie par ses pertes. Un nouveau corps d'armée, le 1[er] corps, sous les ordres du feld-maréchal Clam-Gallas, venait d'arriver à Milan. Sans compter ce renfort considérable, sans compter les détachements trop éloignés, le général en chef autrichien disposait de 26,000 hommes à Robbio, de 38,000 sur la ligne de Mortara

à Cozzo, de 32,000 répartis entre Lomello et San Nazaro, de 10,000 à Vaccarizza (1) : sauf les bataillons campés à Vaccarizza, ces forces de plus de 100,000 hommes étaient entièrement sous sa main et, à la condition de ne pas perdre une minute, pouvaient être employées à une vigoureuse offensive. Bien que les alliés eussent poussé fort loin leur mouvement stratégique, ils ne l'avaient point achevé. Le 2 juin, ils se trouvaient divisés en deux masses : le 4ᵉ corps, le 2ᵉ, la garde, autour de Novare; les Piémontais, le 3ᵉ et le 1ᵉʳ corps, autour de Palestro et en avant de Verceil. Ces deux masses étaient séparées par une distance de quinze kilomètres au moins, et la petite rivière l'Agogna, qui coulait dans l'intervalle, devait rendre plus lentes et difficiles les communications. Sauf le 3ᵉ corps qui se reposait depuis deux jours, tous les autres corps français se ressentaient un peu des fatigues de la route. Était-il impossible de tomber sur l'une ou l'autre masse, de les battre l'une après l'autre et de changer en un grand revers cette marche de flanc exécutée jusqu'ici avec un si rare bonheur?

L'inertie ne se change pas subitement en activité, ni la pusillanimité en audace. D'ailleurs, contre ce dessein extrême, plus aisé à concevoir après coup qu'à exécuter sur place, les bonnes raisons ne manquaient pas. Le temps était bien court pour un tel projet. Le tempérament, l'éducation des généraux autrichiens se prêtaient mal à une initiative hardie. Puis il eût fallu des troupes brisées aux longues marches, entraînées comme celles que commandait Bonaparte. Par-dessus tout, il eût fallu Bonaparte lui-même. La combinaison ayant été, dit-on, proposée, on objecta les distances et surtout le manque de routes suffisantes pour amener les troupes à temps sur le lieu du combat. Bref, la retraite derrière le Tessin fut décidée (2).

Elle commença aussitôt, et dans une hâte qui contrastait avec la mollesse des jours précédents. Dans la nuit du 2 au 3, les régiments autrichiens, après une marche rétrograde pénible

(1) Voir la *Campagne d'Italie*, rédigée par la division historique de l'état-major de Prusse, p. 68.

(2) Voir la *Campagne d'Italie*, rédigée par la division historique de l'état-major de Prusse, p. 67-70.

autant que rapide, commencèrent à repasser la rivière, partie à Vigevano, partie à Bereguardo. Les bataillons campés à Vaccarizza furent repliés sur Pavie. Le IIIe corps, chargé de couvrir la retraite, demeura le dernier sur la rive piémontaise. En même temps, Giulay donna l'ordre à Clam-Gallas, qui venait d'arriver de Bohême par les voies ferrées, de couvrir Milan et d'occuper Magenta. Jaloux de rassembler toutes ses forces, le commandant en chef autrichien rappela même vers Magenta Urban lancé depuis quelques jours à la poursuite de Garibaldi. Urban obéit, et non sans dépit : car Garibaldi, qui s'était imprudemment porté vers le nord, se trouvait, à la suite d'un échec devant Laveno, resserré entre le lac Majeur et la Suisse, et semblait à la discrétion de son adversaire. L'ordre de Giulay délivra le fameux partisan. Pendant qu'Urban, frustré de son succès, se hâtait vers Magenta, la retraite au delà du Tessin s'achevait. Le 3 au soir, les Autrichiens, fatigués de leur marche sans gloire, reprirent, dans une silencieuse et morne obéissance, les cantonnements qu'ils avaient quittés un mois auparavant pour commencer la guerre.

Ce qui était découragement pour les Autrichiens était espoir pour les nôtres. Ils avaient pénétré l'importance du mouvement stratégique auquel ils venaient de concourir, et, avec une animation joyeuse, ils en escomptaient les résultats. « Notre marche, écrivait le général Ducrot, est une des plus belles qui aient été faites dans les temps modernes; elle est digne du grand Empereur (1). » « Nous sommes en train d'exécuter une des plus belles manœuvres qu'on puisse concevoir », mandait de son côté le général Wimpffen (2). Les soldats, quoique un peu fatigués des étapes et mécontents des distributions irrégulières de vivres, trouvaient une compensation dans la richesse du pays, abondant en toutes choses, dans la beauté du climat, chaud sans être encore brûlant, et surtout dans la perspective d'un prochain combat. Ils ne se lassaient pas d'admirer les opulentes campagnes qu'ils traversaient et qui rappelaient la

(1) Général Ducrot, *Vie et correspondance*, t. Ier, p. 327.
(2) Général Wimpffen, *Souvenirs et campagnes*, p. 167.

riche Flandre, mais une Flandre inondée de soleil et fermée au nord par la sublime barrière du mont Rose. Cependant, le 1er et le 3e corps, ainsi que les Sardes, complétant leur évolution, se rapprochaient de Novare, et, du haut du grand dôme de la ville, on pouvait apercevoir de tous côtés, à travers la plaine verte, les tentes des deux armées. Les Piémontais contemplaient avec émotion ces lieux, naguère témoins du désastre de Charles-Albert et maintenant remplis des images de la prochaine revanche. Il ne restait plus qu'à achever le mouvement offensif qui nous porterait sur la terre lombarde. C'est au 2e corps, commandé par Mac Mahon, et à la Garde impériale que revint l'honneur de prendre, les premiers, possession du territoire ennemi. Le 3 juin, le Tessin fut franchi sans coup férir, par la division Espinasse, au pont de San Martino que l'ennemi n'avait qu'imparfaitement détruit; puis Espinasse, relevé par les grenadiers du général Mellinet, rallia le reste du 2e corps. De son côté, Mac Mahon, avec la division La Motterouge et les voltigeurs du général Camou, avait passé la rivière en avant de Galliate; de là, il poussa jusqu'au delà de Turbigo, et, ayant rencontré un corps autrichien près du village de Robecchetto, il le battit après un court combat, présage heureux pour les opérations futures. Le lendemain, 4 juin, semblait le jour désigné pour le passage du Tessin, non plus seulement par un corps isolé, mais par toute l'armée. Ce serait aussi jour de bataille; car les Autrichiens, après une trop longue inaction, allaient enfin défendre l'entrée des États de leur souverain.

V

Quand on sort de Novare par la porte de Lombardie (1), on trouve devant soi une large chaussée qui, après avoir laissé à gauche un embranchement sur Galliate, court sans déviation

(1) Voir à l'Appendice, carte n° 2.

vers l'est, traverse Trécate, domine par ses levées les bas-fonds du Tessin et, après un parcours de douze kilomètres environ, franchit le fleuve au hameau de San Martino. Au delà, la route se prolonge toute droite pendant un espace de trois kilomètres, franchit un canal qu'on appelle le *Naviglio grande*, puis se développe vers Magenta et, de là, dans la direction de Milan. A une faible distance de la chaussée ont été établis les rails du chemin de fer, et l'on voit les deux digues se dresser presque parallèllement au-dessus de la plaine basse : près du Tessin elles se confondent et empruntent l'une et l'autre le pont de San Martino : elles se séparent ensuite et traversent à trois cents mètres de distance le *Naviglio grande;* enfin les deux voies se croisent en avant de la station de Magenta et, sans s'éloigner beaucoup l'une de l'autre, continuent vers Milan.

Soit qu'elle suive la voie ferrée, soit qu'elle adopte la route de terre, une armée qui du Piémont passe en Lombardie rencontre donc deux obstacles : l'un qui paraît très considérable, c'est le Tessin, large rivière aux eaux abondantes et rapides, coupée d'îles boisées et ayant gardé, même dans la plaine, quelque chose de ses allures de torrent ; l'autre qui est presque invisible et ne se révèle au loin que par le relief de ses digues, mais forme une sorte de coupure encaissée et traîtresse, c'est le *Naviglio grande*. L'occupation du pont de San Martino, mal détruit par les Autrichiens et en partie réparé par nous, avait fait tomber la première de ces deux barrières. A trois kilomètres en arrière, la seconde barrière subsistait, le *Naviglio grande,* que Mac Mahon seul avait dépassé sur un point, tout à fait au nord, en s'établissant la veille à Turbigo. Protégé par de hauts talus presque à pic, bordé de haies d'acacias aux épines entrelacées, large de seize à vingt mètres environ et surtout très profond, le *Naviglio* semblait placé comme à dessein pour préparer à l'envahisseur du sol lombard, déjà maître du Tessin, une surprise, peut-être un désastre ; car s'il ne pouvait franchir ce redoutable canal, il risquait d'être rejeté sur la rivière qu'il aurait à dos. Tandis que les rives du Tessin, couvertes de saussaies et exposées aux inondations, sont

à peu près désertes, celles du Naviglio sont bordées de villages ou d'habitations : c'est, en allant du nord-ouest au sud-est, Bernate, Buffalora dominée par sa vieille église, puis, au croisement de la grande route et du canal, Ponte-Nuovo-di-Magenta, simple hameau composé de quatre groupes de bâtiments, accouplés deux à deux sur les berges opposées et qui, en 1859, servaient aux bureaux de la douane; à un kilomètre et demi se montrent les toits de Ponte-Vecchio, et enfin tout au sud apparaît Robecco. Tous ces villages, sauf Robecco, sont situés en majeure partie sur la rive gauche, c'est-à-dire à l'est du canal, et n'ont sur l'autre rive que quelques maisons. Dans la direction de Milan, ils se relient à Magenta par des routes concentriques qui vont toutes aboutir à cette dernière bourgade. Dans la direction opposée, ils communiquent avec le Tessin et Novare par quatre ponts établis à Buffalora, à Ponte-Nuovo-di-Magenta, au passage à niveau du chemin de fer, à Ponte-Vecchio. Au passage de la voie ferrée, les Autrichiens avaient établi une assez importante redoute : de plus, ils avaient fait sauter les ponts de Buffalora et de Ponte-Vecchio. Mais, par hâte, négligence ou excès de sécurité, ils avaient gardé les deux autres ponts et s'étaient contentés de les miner.

Cette contrée, coupée de canaux d'irrigation, couverte de mûriers, de peupliers ou de saules, paraît faite tout exprès pour dérouter ou entraver les manœuvres d'une armée. La vue limitée de tous côtés ne découvre qu'un petit coin de l'horizon : le reste échappe, et échappe d'autant plus que le sol tout uni ne permet nulle part un examen étendu. Les seuls points d'observation sont les campaniles en briques rouges qui se dressent à côté des églises et tranchent par leurs vives couleurs avec la verdure qui les entoure. De ces clochers, celui de Magenta est le meilleur observatoire : de là, l'œil embrasse d'une façon générale, quoique bien imparfaite encore, l'ensemble du pays. Vers l'ouest, une double ligne droite se rapproche, celle de la route et celle de la voie ferrée, venant toutes deux de Novare. D'épais massifs d'aulnelles, de peupliers, de hautes herbes qui masquent presque partout la vue des eaux, dessinent le cours du Tessin. Plus près se montre, avec sa bordure

de villages, la levée du Naviglio, tout uniforme et coupée à angle droit par le chemin de fer et la chaussée. Puis, bien à l'est du Naviglio, on aperçoit dans la plaine tout un groupe de hameaux ou de bourgades ; au nord, Marcallo, Casate, Mescro, Cuggiono, Inveruno; au sud-est, Corbetta; au sud, Castellazzo-de-Barzi. Magenta, petite ville de quatre à cinq mille âmes, avec ses maisons serrées, sa station du chemin de fer, ses fermes en grosse maçonnerie propres à la défense, forme comme le point central de la région. Au delà de Magenta se prolongent la route et le chemin de fer. Enfin, à l'extrémité de l'horizon, vers l'est, apparaît très distinctement par un temps clair une masse de marbre aussi blanche que la neige des montagnes et dressant ses clochetons comme les montagnes dressent leurs aiguilles : c'est le dôme qui marque la place de Milan, de Milan, enjeu de la bataille prochaine.

Cette bataille, on ne savait en quel lieu précis on l'engagerait, ni même, à proprement parler, si on aurait à la livrer; car pendant toute la journée du 3 juin, la plus grande incertitude avait régné parmi les alliés sur les mouvements de l'armée ennemie. Était-elle décidément en retraite? Allait-elle, au contraire, déboucher de Mortara et prendre l'offensive sur la rive droite du Tessin? C'est ce que nul ne pouvait assurer. Dans cet état de choses et pour parer à toute éventualité, l'Empereur avait été contraint de maintenir ses cantonnements sur une ligne fort étendue. Tandis que le 2ᵉ corps et les voltigeurs de la garde étaient aventurés jusqu'à Turbigo, tandis que les grenadiers de la garde campaient à Trécate en arrière du pont de San Martino, le 3ᵉ et le 4ᵉ corps étaient demeurés à Novare : quant au 1ᵉʳ corps, il avait été échelonné plus en arrière encore et observait, au sud de Novare, la direction de Mortara. Ce n'est que dans la nuit du 3 au 4 juin que l'avis de la retraite autrichienne parvint au quartier général français : encore la nouvelle ne fut-elle tout à fait confirmée que quelques heures plus tard. Alors, alors seulement, on put renoncer sans crainte à toute surveillance de la rive droite du Tessin. Les grenadiers de la garde, rassemblés à Trécate, prirent les armes. Mac Mahon fut avisé de se tenir prêt à quitter Turbigo pour s'avan-

cer vers Magenta, tandis que les Sardes, réunis à Galliate, marcheraient sur ses traces. Le 3e et le 4e corps reçurent l'ordre de quitter Novare et de s'acheminer vers le Tessin. Le 1er corps demeura en réserve. Ce plan même subit quelques retouches de détail, en sorte que la journée était déjà avancée avant qu'il fût en pleine exécution. — De ces retards naîtrait un danger que déjà on pouvait pressentir. Ces corps, un peu éparpillés, parviendraient-ils à se concentrer en temps utile et à concourir, en cas de bataille, à une action d'ensemble ? A ne calculer que les distances, la réponse n'eût point été douteuse, sauf peut-être pour le 1er corps. Mais il fallait tenir compte de la profondeur des colonnes contraintes à s'allonger indéfiniment sur les chaussées, tandis que l'état marécageux du sol rendrait souvent les bas côtés impraticables ; il fallait surtout compter avec les lenteurs du passage du Tessin que n'avaient encore franchi ni le 3e et le 4e corps restés à Novare, ni le 1er corps laissé encore plus loin. Quand Mac Mahon dessinerait son mouvement sur Magenta, quand la garde marcherait en avant de Trécate, l'embarras de la route et l'encombrement du pont ne retiendraient-ils pas le reste de l'armée au point de la faire arriver trop tard ?

C'étaient d'assez médiocres conditions pour livrer bataille. Par une heureuse compensation des chances mauvaises, le sort des Autrichiens se trouvait être tout pareil. Giulay, dans la soirée du 3 juin, avait achevé de repasser le Tessin et avait établi son quartier général à Abbiategrasso. Son projet était de remonter vers le nord et de prendre de flanc l'armée alliée si elle se hasardait à marcher sur Milan. Mais son armée n'était pas moins disséminée que la nôtre. Le IXe corps était autour de Pavie et tout à fait en dehors de la sphère des opérations immédiates. Le VIIIe se trouvait aux environs de Bereguardo, c'est-à-dire à sept lieues de Magenta. Le Ve, quoique plus rapproché, ne pourrait arriver que bien tard. Le IIIe, campé à Abbiategrasso, et la division Lilia du VIIe corps établie à Castelletto, auraient eux-mêmes à fournir une assez forte marche pour atteindre l'ennemi. Il n'y avait d'immédiatement disponible que le IIe corps et la plus grande partie du Ier établis

autour de Magenta, la division de cavalerie de réserve bivouaquée à Corbetta, et la division Reischach du VII[e] corps qui occupait Castellazzo-de-Barzi (1). Cette dispersion réciproque des forces présageait une bataille partielle, quoique sans doute terrible. Les alliés avaient pour eux le prestige de leurs premiers succès : en outre, ils étaient un peu moins fatigués que leurs adversaires, tout lassés de la longue marche qui les avait ramenés de l'autre côté du Tessin. Toutefois ces avantages auraient été amplement compensés si la rupture de tous les ponts sur le Naviglio eût rendu partout le canal infranchissable.

A huit heures du matin, les grenadiers de la garde quittèrent Trécate. Ils franchirent sur des madriers superposés le pont de San Martino incomplètement détruit : puis, tandis que l'artillerie, pour faciliter le passage ultérieur des colonnes, établissait un pont de bateaux en amont du grand pont de pierre, ils s'avancèrent au delà du fleuve et lancèrent même leurs tirailleurs jusqu'aux talus du Naviglio. D'une rive à l'autre du canal, quelques coups de feu furent échangés. L'Empereur, arrivé vers dix heures et demie, fit cesser cette fusillade, la jugeant prématurée. Il voulait que l'attaque de la garde pour forcer le Naviglio se combinât avec celle de Mac Mahon dans la direction de Magenta. Or rien n'annonçait encore que celui-ci eût dessiné son mouvement. Les grenadiers se replièrent et, en attendant de nouveaux ordres, se massèrent silencieusement en avant du Tessin.

Aventuré bien loin du reste de l'armée, Mac Mahon avait couché à Robecchetto. A lui était réservé l'honneur de frayer la voie aux autres colonnes. Vers dix heures, suivant les instructions du quartier général, il se mit en marche, portant ses deux divisions sur Magenta, mais par des chemins très différents. La division Espinasse, décrivant une grande courbe, prit la route de Castano et de Buscate, et se jeta tout à fait à gauche au point de s'isoler (2). La division La Motterouge, au contraire, ayant

(1) Voir la *Campagne d'Italie en* 1859, par la division historique de l'état-major de Prusse, p. 75.
(2) Voir à l'Appendice, carte n° 2.

avec elle Mac Mahon et inclinant vers la droite, s'avança par Induno, Cuggiono, Casate. La division Camou, des voltigeurs de la garde, provisoirement rattachée au 2e corps, formait réserve. Comme les bataillons de La Motterouge débouchaient de Cuggiono et allaient atteindre Casate, ils se heurtèrent aux premiers détachements autrichiens. Les tirailleurs algériens, s'élançant à l'ennemi, le débusquèrent de Casate, le poursuivirent jusqu'à Bernate et, soutenus par le 45e de ligne, le refoulèrent même jusqu'aux abords de Buffalora.

Il était alors environ midi, autant du moins qu'on peut fixer les heures, qui, suivant les rapports de cette journée, ont singulièrement varié. Du pont de San Martino, l'Empereur entendit la fusillade et, à travers les arbres, vit même les nuages de fumée qui s'abaissaient vers le sol. Il ne douta pas que Mac Mahon, ayant commencé son attaque avec cette vigueur, ne la poursuivît avec la même énergie. Jugeant l'heure venue de reprendre le mouvement qu'il avait naguère interrompu, il donna l'ordre à ses grenadiers d'occuper les rives du Naviglio.

La magnifique division se trouvait alors complétée par les derniers détachements arrivés de Trécate : elle se composait, outre les trois régiments de grenadiers, du régiment des zouaves de la garde. Les chefs comptaient parmi les plus solides : c'était le général Mellinet, et, au-dessous de lui, le général Wimpffen, puis le général Cler, l'un des plus brillants officiers de l'armée et qui souriait à la bataille comme s'il eût eu de longs jours à vivre. Les soldats valaient les généraux et se réjouissaient d'inaugurer la journée. Les zouaves et le 1er grenadiers demeurèrent en seconde ligne, mais non pour longtemps. Quant aux deux autres régiments, ils furent dirigés, le 2e vers Buffalora, le 3e vers Ponte-Nuovo. A Buffalora, le pont était détruit, en sorte que les nôtres, impuissants à franchir le canal, durent se borner à une fusillade plus meurtrière que décisive. Bien autre fut le combat qu'eut à livrer le 3e régiment.

Il s'avança en suivant le pied du talus de la voie ferrée ; en face, se dressaient la digue qui masquait le Naviglio, et aussi la redoute qui protégeait le pont du chemin de fer. D'un élan rapide, la digue fut gravie et la redoute emportée. Puis le pont

tomba en notre pouvoir avant que l'ennemi pût le faire sauter. Cet effort menaçait d'être stérile s'il n'était suivi d'un autre succès. A quelques centaines de mètres au nord du pont du chemin de fer se montrait le pont de la chaussée, c'est-à-dire le Ponte-Nuovo, avec les quatre groupes de constructions accouplées deux à deux sur chaque rive. Masqués sous ces abris, les Autrichiens, revenus de leur première surprise, entamèrent contre les nôtres un feu terrible, si terrible qu'il nous aurait bientôt contraints à abandonner notre conquête. Empressés à conjurer le péril, les grenadiers remontent la digue et, se dérobant sous les massifs d'acacias, arrivent jusqu'au pied des maisons. Après un vif engagement, ils emportent les bâtiments de la rive droite. Mais quand ils veulent déboucher sur l'autre rive, une grêle de balles les arrête. Au delà du Naviglio, les Autrichiens ont massé des forces importantes : quatre bataillons de la brigade Burdina, puis, un peu en arrière et en soutien, la brigade Szabo. La tentative eût été vaine si le général Cler, laissé d'abord en réserve, n'était arrivé avec ses zouaves. Grâce à ce secours, le pont de la chaussée est forcé, comme vient de l'être celui du chemin de fer. Les maisons de la rive gauche sont conquises. Les bataillons de Burdina, ayant perdu leur chef mortellement blessé, sont rejetés en désordre sur la brigade Szabo, et les colonnes françaises non seulement demeurent maîtresses de Ponte-Nuovo, mais poussent au delà du canal une pointe audacieuse sur la route de Magenta.

Ce n'était que le premier épisode de ce combat si mémorable. Les Autrichiens eussent été bien aveuglés s'ils n'avaient compris l'importance de cette barrière du Naviglio, coupure profonde qui isolait Mac Mahon des autres corps et interceptait au gros de l'armée la route de Milan. Au plus vite, il fallait rejeter l'adversaire bien au delà des ponts qu'une fatale imprudence avait négligé de détruire. De Castellazzo-de-Barzi accourt la division Reischach du VIIe corps. Dès lors, la lutte, à peine interrompue, reprend, et avec une infériorité numérique écrasante pour les vaillants grenadiers de la garde. En vain les dernières compagnies du 1er régiment sont amenées sur le théâtre

de la bataille, ainsi que quelques pelotons de chasseurs à cheval rassemblés en hâte par le général Cassaignolles. Ces faibles effectifs ne sauraient compenser le puissant renfort qui vient de rendre la confiance aux Autrichiens un instant déconcertés. Nos soldats plient sous le nombre, reculent, quoique pas à pas, et en essayant encore par intervalles quelques retours offensifs. Peu à peu, ils sont refoulés vers les maisons de Ponte-Nuovo, puis vers les ponts, celui du chemin de fer et celui de la chaussée. En ces conjonctures critiques, les officiers se multiplient. Mellinet, qui a déjà eu deux chevaux tués sous lui, court de rang en rang. Cler prend avec lui quelques compagnies et tente un suprême effort pour reconquérir le terrain perdu. On le voit s'avancer intrépidement au delà de Ponte-Nuovo, puis il disparaît dans la fumée du combat. Bientôt ses colonnes fléchissent, et on distingue un cheval sans maître qui galope à travers les rangs rompus, puis vient s'abattre sur le pont. « C'est la jument de Cler! » s'écrie Mellinet. Au même instant, l'officier d'ordonnance du général, le lieutenant Tortel, vient annoncer le sort de son chef, tué au milieu de ses soldats. Comme il parlait encore, une balle l'étend lui-même sans vie sur le sol.

Cependant des messagers ont été envoyés à l'Empereur, toujours à San Martino, pour lui représenter l'urgence du péril et solliciter un indispensable secours. Par malheur, les troupes du 3ᵉ et du 4ᵉ corps sont retardées par la longueur de la route, les bagages, et surtout la nature du sol qui permet rarement de cheminer sur les côtés de la chaussée : elles sont encore loin sur la rive droite du Tessin. « Je n'ai rien à envoyer, répond le souverain : maintenez-vous, ajoute-t-il en s'appliquant à cacher son trouble; maintenez-vous, barrez le passage. » Barrer le passage, il le fallait sans doute : car si l'ennemi eût débordé au delà du défilé des ponts, que fût-il advenu de la garde, n'ayant d'autre ligne de retraite que le chemin de Novare, et à dos le large fleuve du Tessin? Que fût-il advenu de Mac Mahon, coupé du reste de l'armée? La nécessité de la résistance multipliant les forces, grenadiers et zouaves luttèrent par une sorte d'émulation généreuse à qui

soutiendrait le plus longtemps le choc. Pour compenser l'infériorité du nombre, ils se retranchèrent dans les maisons de Ponte-Nuovo, dans les ouvrages du chemin de fer, le long des talus de la rive, et s'efforcèrent du moins de contenir les Autrichiens qu'ils n'espéraient plus refouler tout à fait. Heureusement pour nous, la division Reischach, épuisée de sa marche rapide et de la lutte elle-même, suspendit par intervalles ses attaques, ce qui permit aux grenadiers de se reformer, de reprendre haleine, de se fortifier un peu dans leur position défensive. Ainsi se prolongea le combat, tour à tour un peu ralenti, puis se ranimant tout à coup avec des épisodes sublimes et terribles. Mais la fatigue commençait à gagner les plus résolus. Sans renforts pourrait-on lutter toujours, et, encore une fois, qu'adviendrait-il si les ponts se trouvaient forcés?

Il était trois heures et demie, et l'angoisse était au comble comme le sentiment du péril, quand soudain apparurent, le long du talus du chemin de fer, les uniformes sombres des chasseurs à pied, puis en arrière les pantalons rouges de la ligne. C'était la brigade Picard, du 3e corps, qui accourait. Elle avait d'abord été portée sur Turbigo, puis ramenée sur San Martino : de là, les officiers d'ordonnance de l'Empereur l'avaient dirigée vers le Naviglio. Ces braves gens ont laissé leurs sacs pour courir plus vite : on les voit, les uns cheminant sur la chaussée ou sur les côtés de la voie ferrée, les autres se frayant leur route comme ils peuvent à travers la plaine basse. De minute en minute ils se rapprochent. On reconnaît les chasseurs du 8e bataillon, les fusiliers du 23e de ligne. Alors de la poitrine harassée des grenadiers et des zouaves s'échappe un vibrant cri de joie. Ceux qui avaient été en Crimée se rappelaient les gardes anglaises quand, sur le plateau d'Inkermann, avaient apparu les bataillons de Bourbaki. Comme jadis la division Bourbaki, la brigade Picard représentait le secours providentiel et le salut.

Il était temps. Déjà l'un des régiments de la division Reischach, le régiment Gruber, tentait de franchir le pont du chemin de fer et de s'introduire dans la redoute. Un autre

péril s'ajoutait à celui-là. De Robecco arrivait par la rive droite du canal la brigade autrichienne Kinzl, qui menaçait de tourner la division Mellinet. Sans perdre un instant, les chasseurs à pied, soutenus par une portion du 23e, s'établissent sur la digue entre le canal et la plaine, et repoussent les soldats de Kinzl dans la direction de Ponte-Vecchio. De son côté, Wimpffen, renforcé par le reste du 23e de ligne, franchit de nouveau le pont de la voie ferrée, de nouveau s'établit sur la rive gauche et s'avance même jusqu'à une ferme, la Casa Mainaga, qui est tour à tour prise et perdue. Peu après, l'arrivée du 90e de ligne, second régiment de la brigade Picard, nous permet de nous consolider sur les deux rives de Ponte-Nuovo. C'est ainsi que nous redevenons maîtres du Naviglio. Conquête précaire d'ailleurs, car on ne doute pas que de nouvelles colonnes autrichiennes ne remplacent celles qui viennent de plier! Une chose toutefois réconforte : après une longue attente pleine d'anxiété, d'impatience même, on vient d'entendre de nouveau, vers le nord, et bien au delà du canal, tonner le canon de Mac Mahon.

Mac Mahon! C'est vers lui que se tournaient toutes les pensées. Pendant ce long labeur de la garde impériale, que faisait ce chef intrépide, si peu habitué à se faire attendre? Tandis que ses Algériens, suivis du 45e de ligne, tiraillaient entre Bernate et Buffalora, son chef d'état-major, le général Lebrun, était monté à la tour de Cuggiono. De là, comme il fouillait le pays, deux choses l'avaient frappé : d'abord le grand rassemblement des troupes autrichiennes autour de Magenta; en second lieu, le vide qui se creusait de plus en plus entre les colonnes d'Espinasse et celles de La Motterouge. Descendant en toute hâte : « C'est une grande bataille, dit-il. Comblons l'intervalle entre nos deux divisions; appelons à nous la division Camou. Concentrons-nous. Alors, alors seulement, nous pourrons marcher sur Magenta. » Mac Mahon hésitait à faire taire son canon. Le général d'artillerie Auger se trouvant auprès de lui : « Quel est votre sentiment? lui demanda-t-il. — Ce que propose le général Lebrun est, je crois, ce qu'il y a de mieux », répliqua le général Auger. Devant ce double avis, le com-

mandant en chef céda (1). Il fit rétrograder vers Cuggiono ceux de ses détachements qui s'étaient aventurés au delà. Il envoya un de ses officiers à Camou pour qu'il hâtât sa marche. L'essentiel était de se rapprocher d'Espinasse, qui avait pris pour gagner Magenta une route très détournée et avait encore allongé ce détour par une erreur de chemin. Pour combler la lacune entre les deux divisions, quelques pelotons de chasseurs se mirent à galoper dans les intervalles et, faisant office de croiseurs, débusquèrent des buissons les tirailleurs autrichiens qui commençaient à s'enhardir. L'attente fut longue; surtout elle fut pleine d'anxiété. Dans le lointain, on entendait la fusillade dont le bruit arrivait des bords du Naviglio. Que penserait l'armée, que penserait l'Empereur de cette inaction inexplicable, de ce combat si impétueusement commencé, puis tout à coup interrompu? N'y tenant plus et agissant en soldat plutôt qu'en chef, Mac Mahon, avec quelques cavaliers, se porte lui-même au-devant d'Espinasse : au galop, il traverse les vignes, les champs, les fossés, manque de tomber aux mains de l'ennemi, arrive auprès de son lieutenant : « Hâtez-vous, lui dit-il, hâtez-vous. » Enfin Espinasse, qui a atteint Marcallo, se prolonge par sa droite jusqu'à une ferme appelée la Casa Guzzafame. La Motterouge, de son côté, avec les bataillons de la brigade de Polhès, s'étend par sa gauche vers le même point, tandis que, par sa droite, il se relie à Buffalora que les Autrichiens viennent d'évacuer, et où vient d'entrer le 2e grenadiers. En arrière, la division Camou forme une seconde ligne bien compacte et bien solide. Ayant ainsi relié ses forces, Mac Mahon se prépare à reprendre sa marche si longtemps interrompue. C'est alors que retentit de nouveau son canon, dont les détonations encouragent et réjouissent ceux qui, depuis plusieurs heures, luttent, peinent et meurent aux bords du Naviglio. A droite, La Motterouge pousse les Autrichiens devant lui et, après une lutte très vive, les débusque d'un groupe de constructions nommé la Casa Nuova. A gauche, Espinasse débouche de Marcallo. L'un et

(1) Général Lebrun, *Souvenirs*, p. 252-253.

l'autre, par une marche concentrique, se rapprochent de Magenta, que bientôt ils vont aborder.

Avant de raconter ce dernier, ce décisif épisode de la bataille, il faut revenir aux bords du canal où la garde et la brigade Picard subissaient, en ce moment même, un nouvel et terrible assaut.

Giulay avait enfin, quoique bien tard, pénétré les projets de ses adversaires. Il voit clairement deux attaques : au nord-ouest, celle de Mac Mahon qui a pour objectif Magenta et déjà s'en rapproche; à l'ouest, celle de la garde qui, maîtresse de Ponte-Nuovo, tend vers le même point et, par sa jonction avec le 2ᵉ corps, s'ouvrira la route de Milan. Pénétré de sa responsabilité envers son maître et son pays, le commandant en chef autrichien s'efforce de réparer par son activité tout ce que son inertie passée lui a fait perdre. Il vient de se rendre à Robecco, et, comme le prince de Schwarzenberg, commandant du IIIᵉ corps, s'était déjà rapproché du champ de bataille, il lui a prescrit de refouler l'ennemi des bords du Naviglio en portant surtout son principal effort sur la rive occidentale. Que si cette manœuvre réussit, les Français non seulement seront repoussés, mais seront séparés des autres divisions encore en marche sur le Tessin.

Vers quatre heures et demie, à l'heure même où Mac Mahon, ayant rectifié sa ligne, reprenait l'offensive, Schwarzenberg remontait le *Naviglio grande,* prêt à porter un coup décisif à la malheureuse garde et à la brigade Picard. Il dispose inégalement ses quatre brigades sur les bords du canal : trois sur la rive occidentale, la brigade Hartung et, en arrière, les brigades Durfeld et Wetzlar; une sur la rive orientale, la brigade Ramming. La brigade Wetzlar, ayant appuyé vers le Tessin pour nous tourner, ne tarde pas à se perdre dans les terrains marécageux qui avoisinent le fleuve. En revanche, la brigade Hartung, soutenue par la brigade Durfeld, fond sur nos faibles bataillons. Le 23ᵉ et le 90ᵉ de ligne, épuisés de leurs fatigues et découragés de leurs pertes, fléchissent un peu dans la lutte inégale. Les maisons de la rive droite de Ponte-Vecchio sont prises, reprises, perdues de nouveau. Canrobert est arrivé en

toute hâte, culbutant tous les obstacles sur la chaussée afin de rejoindre plus vite ses soldats qui se battent. Il ranime les siens, leur annonce le secours, ramène au combat les détachements isolés. Mais le gros de son corps d'armée est encore loin de lui. Il n'a sous la main que quelques bataillons incomplets, lassés, décimés. Il ne dispose pas même d'une seule pièce de canon; car toute son artillerie défile encore sur la chaussée, de l'autre côté du fleuve. Heureusement, les ponts du Tessin, si longtemps encombrés, livrent enfin passage à un important renfort, la division Vinoy, du 4e corps. L'un des régiments de la division, le 52e de ligne, va porter secours à la garde, débouche de Ponte-Nuovo, s'élance sur la route de Magenta, s'empare de la Casa-Mainaga, naguère conquise, puis perdue. Le reste est réparti sur les deux rives du Naviglio, afin de tenir tête sur la rive orientale à la brigade Ramming, sur la rive occidentale aux brigades Hartung et Durfeld. A l'est du canal, Vinoy repousse vers Ponte-Vecchio les bataillons de Ramming, arrive jusque dans le village, débusque successivement l'ennemi des maisons, des granges, des jardins. A l'ouest, Canrobert, fortifié par les troupes fraîches, reprend vigoureusement l'offensive. Pour entraîner les siens, il s'élance au premier rang, si bien qu'il est un instant enveloppé par un parti de cavalerie et contraint de mettre l'épée à la main pour se dégager. Le combat se poursuit avec toutes sortes d'alternatives diverses, Hartung et Durfeld faisant des efforts désespérés pour refouler leurs adversaires et, s'il se peut, les séparer du reste de l'armée. En dépit de tous les obstacles, Canrobert gagne du terrain. D'ailleurs, de nouveaux renforts surviennent : c'est le 73e de ligne; puis c'est la brigade Jannin qui débouche des ponts du Tessin. Sur ces entrefaites, une bonne nouvelle se répand dans les rangs. Un des officiers du maréchal, envoyé en reconnaissance de l'autre côté du canal, annonce que Mac Mahon s'apprête à pénétrer dans Magenta. Sous cette impression d'espoir, on s'encourage à tenir en respect, sur les bords du Naviglio, l'ennemi qui décidément commence à plier.

Mac Mahon, en effet, allait décider le sort de la bataille. A six heures du soir, il avait débouché avec la division La

Motterouge sur le chemin de Buffalora à Magenta. A l'extrémité de la route qui s'allongeait toute droite entre les haies d'acacias se dressait la tour en briques rouges de la petite ville. C'est cette tour que le commandant du 2ᵉ corps montre à ses troupes comme le but à atteindre. A Espinasse qui se rapproche par la route de Marcallo, il prescrit de prendre, lui aussi, pour objectif le clocher du bourg. Ainsi s'opère le mouvement convergent qui concentrera tous nos efforts pour l'instant suprême. En arrière se déploient les voltigeurs de Camou qui relient les deux divisions, les appuient et bientôt concourront au dénouement. Après tant de retards et d'à-coups, la hâte est grande d'en finir; et puis le soleil qui baisse à l'horizon presse de mettre un terme à la journée de combat.

Rapidement Espinasse s'avance vers le bourg. Bientôt il gagne les terrains couverts qui avoisinent la voie ferrée. Derrière ces abris, il fait halte et forme sa division en deux colonnes : avec l'une composée de ses zouaves soutenus par le régiment étranger, il pénétrera directement dans Magenta par la route de Marcallo : l'autre colonne, formée des 71ᵉ et 72ᵉ de ligne, inclinera vers l'est afin de prendre le village à revers du côté de la route de Milan. — Pendant ce temps, La Motterouge s'approche, mais non sans retards ni sans pertes; car dans les vignes et dans les mûriers, de nombreux tireurs ennemis sont embusqués. La cavalerie disperse les tirailleurs tandis que l'artillerie prépare l'attaque.

C'est le dernier acte, non le moins sanglant. Autour de la petite ville, les Autrichiens, forcés à se replier, ont rassemblé en hâte tous leurs corps disponibles. En première ligne sont les régiments qui ont le moins souffert, puis les autres en soutien. Ce ne sont que des débris; car, après la longue marche de la veille et les labeurs de la journée qui s'achève, beaucoup d'hommes ont succombé à la fatigue; d'autres se sont débandés, marquant leur trace par les équipements et les armes qui jonchent les chemins; un grand nombre ont été tués, blessés, faits prisonniers. Mais ceux qui restent sont les meilleurs, ceux qui, dans cette conjoncture extrême, aspirent encore à forcer la victoire ou à honorer la défaite.

Après un court repos derrière le remblai de la voie ferrée, Espinasse lance ses colonnes. Lui-même, à la tête de ses zouaves, il se porte vers l'entrée de la rue de Marcallo. D'une grande maison près du chemin de fer part une formidable décharge. Espinasse s'affaisse frappé à mort, et, auprès de lui, son aide de camp tombe mortellement blessé. Sous une vraie pluie de balles, les zouaves poursuivent leur marche, forcent ou tournent tous les obstacles, massacrent sans pitié tous ceux de leurs ennemis qui tombent entre leurs mains. Ils atteignent enfin le centre du bourg. Là viennent les rejoindre les régiments étrangers, puis la 1re brigade qui a attaqué à revers par la route de Milan. — De son côté, la division La Motterouge, arrivée par la route de Buffalora, aborde la gare du chemin de fer et s'en empare, mais après un engagement très vif; car les bâtiments ont été crénelés, sont garnis de tirailleurs et sont même défendus par l'artillerie. Le 65e de ligne s'engage alors dans les rues, tandis que le 70e tourne le village par la droite. Sur l'un et l'autre point la résistance est égale; le 65e perd son colonel et plusieurs de ses officiers; le 70e, mêlé aux troupes qui viennent de Ponte-Nuovo, voit tomber son lieutenant-colonel et jonche le sol de ses morts. Après un dernier combat, l'église, le presbytère, le cimetière restent en notre pouvoir, et les bataillons victorieux de La Motterouge, suivis d'assez près par les voltigeurs de Camou, s'unissent aux soldats d'Espinasse sur le terrain conquis.

La journée était à nous. Non seulement Magenta nous appartenait, mais à l'autre extrémité du champ de bataille, Ponte-Vecchio était entre nos mains. Avec toute son artillerie disponible rangée le long de la voie ferrée, le général Auger battait les colonnes autrichiennes qui défilaient vers Castellazzo et Corbetta, en sorte que les bataillons, même les plus solides, précipitaient leur retraite sans pouvoir se rallier. La victoire offrit toutefois quelques particularités singulières qu'il n'est point inutile de mettre en relief; car cela peint bien l'espèce d'incohérence qui marqua les guerres, même heureuses, du second Empire.

Celui qui le premier aurait dû connaître le succès fut l'un

des derniers à recueillir la bonne nouvelle. Pendant tout le combat, l'Empereur s'était tenu au pont de San Martino, plus en témoin qui contemple la bataille qu'en général qui la conduit. Encore n'en contemplait-il qu'un petit coin; son œil n'allait point au delà de ces digues du Naviglio où se battait si héroïquement la garde. « Sur son visage, a écrit l'historiographe officiel de la campagne, rayonnait une calme sérénité, présage de la victoire (1). » Il demeura, en effet, impassible, mais d'une impassibilité qui pouvait s'appeler à volonté sang-froid ou ahurissement. Ce n'était pas chez lui inintelligence ni surtout faiblesse d'âme, mais inexpérience de cette chose terrible qui se nomme la guerre. Après des heures d'angoisses cruelles, il vit lentement déboucher des ponts du Tessin quelques-uns des renforts attendus. « Hâtez-vous, hâtez-vous », dit-il. Ce mot, il le répéta au général Picard, à Canrobert, à Vinoy, à Niel : ce fut sa principale intervention. Il savait que Mac Mahon devait marcher sur Magenta, mais il ne suivit de ce côté aucune des phases de l'action; pour être juste, il ne paraît pas que Mac Mahon se soit mis fort en peine de renseigner son souverain. Dans l'après-midi, succombant à l'inquiétude, l'Empereur avait dépêché au commandant du 2e corps deux de ses officiers, d'abord le chef d'escadron Schmitz, puis peu après le colonel de Toulongeon. Ceux-ci, s'étant égarés, n'arrivèrent que tard et quand Magenta tombait entre nos mains. Leur joie fut grande, mais surtout leur surprise. « Quel bonheur! s'écria avec quelque naïveté M. de Toulongeon; quand j'ai quitté l'Empereur, il étudiait avec Martimprey les moyens d'assurer la retraite (2). » Ils retournèrent au galop pour annoncer l'heureuse issue. Lorsqu'ils revinrent, Canrobert était déjà venu dire à Napoléon ce qu'il savait, et ils n'eurent qu'à compléter son récit. Dans le même temps, Mac Mahon écrivait son premier et sommaire bulletin qui se terminait par ces mots : « La bataille de Magenta comptera parmi les plus glorieuses qu'a remportées l'armée française. » Dans la nuit,

(1) Baron DE BAZANCOURT, *Campagne d'Italie*, t. Ier, p. 253.
(2) Général LEBRUN, *Souvenirs*, p. 269.

le rapport parvint au quartier général. Alors, alors seulement, on se livra vraiment à la joie.

Une autre singularité marqua la fin du combat. Les troupes, si impatiemment attendues pendant toute la journée, affluèrent en masse dès que la lutte fut terminée. Ce fut d'abord la division Trochu, qui, vers sept heures et demie du soir, traversa le Tessin, tous ses tambours battants, arriva à Ponte-Vecchio au dernier bruit de la fusillade et établit son bivouac sur le terrain conquis; ce fut ensuite la division Bourbaki, qui franchit le fleuve entre huit heures et minuit; puis arrivèrent les divisions Luzy et Failly, du 4e corps; enfin, aux premières lueurs du matin, le 1er corps atteignit le pont San Martino. Le même retard pesa sur les Sardes : une seule de leurs divisions, la division Fanti, qui marchait en arrière d'Espinasse, parvint jusqu'aux lieux où l'on se battait : encore n'arriva-t-elle que pour le dénouement, et sa seule intervention se marqua par quelques coups de canon inoffensifs sur un ennemi déjà dispersé. A l'aube du 5 juin, les alliés avaient sous la main ou à peu de distance onze divisions fraîches, sept françaises et quatre sardes. Chose étrange! le sort de Giulay était pareil. Lui aussi, il n'avait mis en ligne que la moitié de ses forces. Le VIIIe corps était intact. Il en était de même du IXe, qui était, à la vérité, fort éloigné du théâtre de la lutte. Le VIIe n'avait engagé qu'une de ses divisions. Le Ve n'avait amené au combat qu'une seule de ses brigades, et encore à une heure avancée de la journée. De part et d'autre, tel était l'état des effectifs que tout semblait préparé pour une seconde bataille (1).

Cette seconde bataille, on crut un instant qu'elle allait se livrer. Le 5 juin au matin, en avant de Ponte-Vecchio, entre la division Trochu et le régiment autrichien de Hesse, une vive fusillade s'engagea : elle se prolongea assez longtemps et non sans pertes sensibles. L'ennemi s'étant retiré sur Robecco, la matinée s'écoula sans nouvelle alerte. On jugea, dès lors, invraisemblable tout retour offensif. Giulay avait, en effet,

(1) *Der Krieg in Italien*, Appendice, t. Ier, p. 63-66. — Voir aussi *Campagne de l'empereur Napoléon III en Italie*, rédigée au dépôt de la guerre, tableau n° 4, p. 435.

renoncé à toute revanche immédiate, et avec raison. Sans doute il disposait de nombreuses troupes intactes; mais les corps engagés la veille, surtout le Ier et le IIe, avaient été tellement maltraités qu'il eût été impossible de les ramener au combat.

Comme la victoire était désormais certaine, l'Empereur se rendit à Magenta. C'est avec plus d'émotion que d'orgueil qu'il parcourut le théâtre de la lutte récente. Pour la première fois, il voyait un champ de bataille, et son âme compatissante souffrit cruellement de tant de maux. On dit qu'ayant rencontré la civière où reposait le corps d'Espinasse, il la fit découvrir : « Pauvre Espinasse! » murmura-t-il. Et longtemps il garda le silence, comme saisi de regrets qui touchaient au remords. On compta les pertes. Elles étaient très inégalement réparties et portaient surtout sur les grenadiers de la garde, la brigade Picard, la division Vinoy. Le 2e corps avait moins souffert, sauf le 65e et le 70e de ligne, qui avaient été littéralement décimés. Les voltigeurs de Camou, engagés seulement à la fin de l'action, étaient presque intacts. Il en était de même de la cavalerie. Outre les généraux Espinasse et Cler, on comptait parmi les morts quatre colonels, les colonels Charlier, Drouhot, de Chabrière, de Senneville. La perte totale dépassait 4,000 hommes, dont 700 tués, 3,200 blessés, 600 disparus. Le combat avait été plus meurtrier encore pour les Autrichiens que pour les nôtres. En outre, ils avaient laissé entre nos mains plus de 5,000 prisonniers : on affirme qu'un de nos régiments, le 65e, en fit à lui seul 1,200.

Sur le champ de bataille, l'Empereur décerna les récompenses. Il se montra généreux, en homme qui, ayant beaucoup craint, ne marchande point la gratitude. Mac Mahon fut fait maréchal de France et duc de Magenta. Dans les temps qui suivirent, une si haute faveur éveilla quelques critiques. On observa que, dans cette journée du 4 juin, le commandant du 2e corps avait, le matin, poussé bien vite ses colonnes et s'était bien attardé, l'après-midi, à rectifier son ordre de bataille : de là de longues heures d'attente qui avaient prolongé le péril de la garde. Sur l'heure, ces pensées, si elles se formu-

lèrent, n'allèrent point jusqu'à la désapprobation, et, comme nul ne personnifiait mieux que Mac Mahon les vertus guerrières, la loyauté, le courage, chacun applaudit sincèrement à la double distinction qui le grandissait lui-même et transmettait dans sa race le souvenir de sa valeur. Il restait à honorer les régiments héroïques qui, sur les bords du Naviglio, avaient supporté le poids de la lutte. Comme on ne pouvait citer tout le monde, on résolut de confier la plus haute dignité militaire au commandant en chef de la garde. Le général Regnaud de Saint-Jean d'Angely fut créé maréchal de France. On décora en lui moins encore ses propres services, très réels d'ailleurs, que la vaillance de ses soldats.

Cette bataille fut bien, en effet (c'est là son principal caractère), une bataille de soldats; et c'était bien à eux que revenait la récompense. Une large combinaison stratégique avait conduit l'armée jusqu'au bord du Tessin. Une fois là, il semble qu'on ait laissé le soldat se débrouiller. Vraiment il se débrouilla, mais après avoir failli s'embrouiller fort. Les historiographes officiels ont confessé ce qu'ils ont appelé « l'apparent décousu de la bataille (1) ». Peu d'ordres, et successifs : aucune mesure générale pour dominer les événements : un encombrement qui retarde toutes les colonnes : des régiments qui arrivent par morceaux. Le soldat répara tout cela par sa résistance à la fatigue, son énergie dans la marche, son initiative, son courage surtout dans les multiples et partiels combats dont on voit encore les traces sur les murailles de Magenta et de Ponte-Nuovo.

Longtemps encore, le second Empire devait avoir cette bonne fortune. Du champ de bataille, l'Empereur adressa à l'Impératrice deux dépêches, la première gardant la trace des inquiétudes à peine dissipées, la seconde tout à fait triomphale. Pendant qu'on se réjouissait à Paris, à Magenta on enterrait les morts. Plus tard quelques monuments, mais bien modestes, marquèrent les principaux épisodes de la bataille. Une pierre commémorative fut érigée aux lieux où était tombé Espinasse

(1) *Campagne d'Italie,* rédigée au dépôt de la guerre, p. 215.

A Ponte-Vecchio, une colonne, surmontée d'une croix, fut élevée en mémoire des « valeureux soldats de la France qui revivent dans le souvenir de l'Italie reconnaissante ». Enfin, dans un ossuaire qu'on peut voir à droite du chemin de fer, furent réunis les humbles et glorieux restes de ceux qui succombèrent là-bas. Le temps a déjà dégradé ces monuments, un peu négligés au moins jusqu'à ces dernières années par le gouvernement italien, négligés, hélas! de nous-mêmes qui traversons en touristes distraits ces plaines témoins de tant d'héroïsmes. Du moins les gens du pays environnent encore de quelque hommage les sépultures qu'ils ont charge de garder. Un jour, comme je longeais les bords de ce Naviglio fameux, j'arrivai sur la petite place de Ponte-Vecchio. C'était un dimanche. De l'église sortirent de nombreux groupes de femmes, revêtues de leur costume lombard et tenant à la main leur chapelet. Elles se formèrent en procession, et plusieurs fois firent le tour de la place. A chaque tour, elles s'arrêtaient devant le monument des « *valorosi soldati di Francia* » et s'agenouillaient en récitant l'*Ave Maria*. Au dernier tour, elles prolongèrent plus longtemps leur station pieuse. Puis elles se dispersèrent silencieusement, ayant ainsi acquitté, et non de la façon la moins touchante, la dette de reconnaissance qui semble, en plus haut lieu, trop lourde à porter.

VI

A Milan, on avait entendu pendant toute la journée le bruit de la canonnade. La nuit descendit sur la ville sans qu'on sût le sort de la bataille. Cependant la foule remplissait les rues, avide de nouvelles. A une heure très avancée, un homme à cheval parut à la *porta Vercellina* et jeta dans les groupes ces simples mots : Ils sont battus. La joie fut grande, mais contenue, par peur de déception et aussi par crainte de l'étranger qui tenait encore la cité. A l'aube, les Autrichiens qui campaient

sur la place du Château plièrent leurs tentes et firent leurs préparatifs de départ. Dans la journée, ils s'écoulèrent vers le sud et vers l'est par la *porta Tosa* et la *porta Romana*. Alors à toutes les fenêtres flottèrent les drapeaux italiens, en signe d'allégresse, et d'allégresse enthousiaste; car, tandis que les paysans lombards étaient au fond plus sensibles à leurs récoltes foulées, à leurs intérêts compromis qu'à la perspective de leur indépendance, les citadins de Milan avaient toujours supporté impatiemment la domination tudesque.

Mac Mahon arriva le premier dans la ville. Le 8 juin, l'Empereur y entra, escorté de sa garde. Il y entra dès huit heures du matin, tandis qu'on ne l'attendait que beaucoup plus tard, en sorte que son cortège s'avança au milieu d'une médiocre affluence et de décorations inachevées. L'après-midi, Napoléon s'étant de nouveau montré, la population eut à cœur de réparer ce que son accueil avait eu d'incomplet. Tout ce qu'une noble et riche cité peut faire pour honorer un auguste bienfaiteur, Milan le fit pour Napoléon III, et avec cette bonne grâce qui ajoute aux témoignages officiels toutes sortes de manifestations spontanées. C'est entouré d'hommages et enivré d'acclamations que Napoléon III regagna la villa Bonaparte qu'il avait choisie pour séjour.

Il y revint, moins pour y goûter le repos que pour y trouver les soucis : les soucis militaires d'abord, et puis les soucis politiques.

Dans le temps même où s'achevait la fête brillante, à quelques lieues au sud-est de Milan le canon retentissait, non pas celui qui célèbre les réjouissances, mais celui qui porte la mort. Voici quel fut ce combat, sanglant, hélas! autant qu'inutile.

Dans la journée du 7 juin, au quartier général français, on avait appris que l'ennemi se retirait vers Lodi, mais occupait encore Melegnano, l'ancienne Marignan. On résolut de précipiter sa retraite, soit qu'on voulût simplement se donner de l'air et s'assurer la possession paisible de la région milanaise, soit qu'on espérât couper l'arrière-garde autrichienne. Peut-être aussi jugea-t-on que cette marche offensive vers le sud serait propre à tromper nos adversaires sur les mouvements ulté-

rieurs de notre armée que, dès lors, on songeait à diriger vers le nord-est. Par suite d'une combinaison d'ordres assez obscure, l'action principale se trouva confiée, non pas aux corps les plus proches du théâtre des opérations, mais à Baraguey d'Hilliers qui avait établi son bivouac à San Pietro d'Olmo, c'est-à-dire à douze kilomètres à l'ouest de Milan et à vingt-huit kilomètres de Melegnano. Il est malaisé d'expliquer cette désignation, à moins qu'on n'ait voulu dédommager le 1er corps de son inaction à Magenta. Baraguey d'Hilliers devait être soutenu sur sa gauche par Mac Mahon qui sortirait de Milan, et sur sa droite par Niel, campé à Corsico. Entre quatre et six heures du matin, les trois divisions du 1er corps, les divisions Forey, Ladmirault, Bazaine quittèrent San Pietro d'Olmo. La longueur des colonnes, la quantité des bagages qui obligeait à de fréquentes haltes, la chaleur déjà très forte, tout cela fut une première occasion de retard, si bien que la journée était déjà avancée quand on atteignit Milan. Au delà, la route se développe toute droite vers Melegnano, au milieu de terrains bas et de rizières, et traverse deux villages, San Donato, et San Giuliano. La division Forey à San Donato, la division Ladmirault à San Giuliano, quittèrent le grand chemin et obliquèrent, la première sur la droite, la seconde sur la gauche, dans le double but de dégager la voie principale et d'envelopper de tous côtés les positions ennemies. La division Bazaine, qui tenait la chaussée, devança beaucoup les autres colonnes, souvent arrêtées par les fossés ou retardées par les détours des chemins latéraux. A cinq heures et demie, elle n'était plus qu'à un kilomètre de Melegnano. La prudence eût été d'attendre, d'un côté Forey, de l'autre Ladmirault, et de combiner notre mouvement, sinon avec Niel trop éloigné pour apporter un concours efficace, au moins avec Mac Mahon qui, à quelque distance encore, s'apprêtait à manœuvrer sur les derrières de l'ennemi. La difficulté de l'attaque rendait cette prudence plus nécessaire. A la vérité, la petite ville n'était occupée que par une seule brigade, la brigade Roden, soutenue en arrière par la brigade Boer; le reste de l'armée ennemie défilait dans la direction de Lodi : mais les Autrichiens compensaient leur petit

nombre par l'excellence de leur position; leur artillerie enfilait sans obstacle la route toute droite par où venaient les nôtres; quelques restes des fortifications, des haies, des jardins, de grosses fermes leur offriraient de sûrs abris contre un adversaire qui s'avancerait à découvert. Cependant le soleil qui baissait prescrivait de se hâter si on ne voulait laisser échapper l'occasion du combat. En cette occurrence, le maréchal Baraguey d'Hilliers se montra plus jaloux de brusquer la fortune que d'économiser le sang de ses hommes. Il compta sur la valeur de ses troupes et, sans attendre personne, ordonna l'attaque immédiate. Les zouaves du 1er régiment et les fantassins du 33e de ligne justifièrent la témérité de leur chef. Bravant la mitraille, ils atteignirent les premières maisons, surmontèrent tous les obstacles, se battirent dans les fermes, dans les jardins, aux defilés des rues, et, par leur impétuosité, obligèrent l'ennemi à nous abandonner la bourgade. Vers la fin de l'action, Ladmirault parvint à relier ses efforts avec ceux de la division Bazaine. A la chute du jour, on s'établit dans Melegnano, sans songer d'ailleurs à poursuivre les Autrichiens qui achevaient de gagner Lodi. Telle fut cette journée : victoire sans doute, mais qui nous coûta près de mille hommes hors de combat. De part et d'autre, on affecta de se montrer satisfait : les Autrichiens se félicitèrent d'avoir maintenu leur ligne de retraite, et les Français se glorifièrent d'avoir occupé Melegnano.

Cette bataille stérile eut un lendemain singulièrement touchant. De la *porta Romana*, de longues files de carrosses partirent pour aller chercher les victimes. Les Milanaises du plus haut rang se disputèrent les blessés, les transportèrent avec des sollicitudes infinies, les installèrent dans les appartements les plus somptueux de leurs demeures, les entourèrent, en un mot, de tant de soins qu'on n'eut plus à craindre qu'une chose, les raffinements de luxe ou d'abondance qui entraveraient la guérison. Les nobles femmes, quand on les remerciait, se contentaient de répondre qu'elles auraient voulu faire davantage pour ceux qu'elles nommaient leurs libérateurs. Nos pauvres soldats, nos officiers eux-mêmes ne revenaient pas de leur surprise C'est avec délices qu'ils s'entendaient consoler

dans cette belle langue italienne qui n'était point la leur, mais qui est si expressive que le cœur suffit pour la comprendre : dans leur reconnaissance, ils bénissaient presque un mal que pansaient de si douces mains. On assure que, le patriotisme et la charité se changeant en un sentiment plus tendre, plus d'un roman naquit de ces passagères liaisons. Pluie de fer et pluie de fleurs, journées de soleil et de fête, heures ardentes de bataille et d'amour, reconnaissance enthousiaste suivie d'une longue ingratitude, telle fut la campagne d'Italie.

Le rôle de libérateur est presque aussi malaisé que celui de conquérant. Aux soucis militaires se mêlaient les soucis politiques. De Milan, l'Empereur adressa aux Italiens une proclamation qui semblait plus propre à surexciter qu'à retenir les espérances. Il s'enorgueillissait de « contribuer à rendre libre une des plus belles contrées de l'Europe ». « Unissez-vous, disait-il, dans un seul but, l'affranchissement de votre pays : organisez-vous militairement..... Je ne viens pas ici, poursuivait Napoléon III, avec un système préconçu pour déposséder les souverains ou pour vous imposer ma volonté : mon armée ne s'occupera que de deux choses, contenir vos ennemis et maintenir l'ordre intérieur ; elle ne mettra aucun obstacle à la manifestation de vos vœux légitimes. » C'était à merveille. Mais quelle serait l'expression de ces vœux ? Comment en contrôlerait-on la sincérité ? Persisterait-on à les considérer comme légitimes, même s'ils mettaient en échec les traités et inauguraient tout un droit nouveau ? L'Empereur avait voulu que les Italiens fussent émancipés : à voir l'état des choses à Florence, à Parme, à Modène, à Bologne, n'était-il pas à craindre que bientôt ils le fussent trop ?

Dès le début de la guerre, la Toscane avait fait sa révolution. Depuis longtemps, cette révolution était préparée par les livres ou les brochures ; elle l'était par les spéculations des libéraux florentins qui, lassés de leur maître débonnaire, aspiraient vaguement à d'autres destinées. Jamais elle n'eût éclaté sans les agents piémontais. Le premier de tous ces agents fut le ministre accrédité par la Sardaigne auprès du grand-duc Léopold, M. Buoncompagni. De l'aveu même des

historiens italiens, M. Buoncompagni fut en Toscane « un agitateur pacifique autant qu'un diplomate (1) ». Ses instructions lui recommandaient d'entrer en relation avec les libéraux, de rassembler autour de lui tous les mécontents, de communiquer avec le comité secret qui travaillait les troupes pour les délier de l'obéissance envers le souverain légal. Un instant, M. Buoncompagni avait eu des scrupules; il les avait exposés à Cavour qui les avait raillés fort et, sans doute, les avait vaincus; car le diplomate n'était revenu à Turin que pour retourner à Florence. Il y était retourné avec la mission de proposer à Léopold une alliance intime entre le gouvernement sarde et le gouvernement grand-ducal. A ce prix, disait-on, l'indépendance toscane serait respectée. Pour faire prévaloir ces vues, l'envoyé piémontais invoqua le témoignage de l'opinion publique que vraiment il connaissait bien : depuis deux ans, ne travaillait-il pas à la façonner? A plusieurs reprises, les offres furent renouvelées, avec un mélange habile de menaces et de caresses. Le grand-duc évita d'abord de répondre, puis se retrancha dans la neutralité. Il ne voulait être, disait-il, ni le lieutenant de l'Autriche, ni celui du roi Victor-Emmanuel. C'est ce qu'attendait le Piémont.

Le 27 avril était le jour où le rejet de l'ultimatum autrichien ouvrirait les hostilités. Ce jour-là, éclata à Florence une manifestation, non pas désordonnée comme celles de 1848, mais réglée avec la précision d'une parade. M. Buoncompagni en fut, suivant l'expression du ministre d'Angleterre, M. Scarlett, le *great leader and director* (2). Pendant la nuit, les troupes, travaillées comme le peuple, avaient pris la cocarde italienne. Parmi les manifestants figuraient non seulement les soldats, mais les gendarmes. On fit une première halte devant la demeure du chargé d'affaires sarde, qui recommanda, en fort bons termes, la discipline et l'ordre. Puis on se porta, avec de grands applaudissements, devant l'hôtel de la légation française. On passa ensuite sous les fenêtres de la légation autri-

(1) Nicomède BIANCHI, *Storia documentata*, t. VIII, p. 78.

(2) Rapport de M. Scarlett, 29 avril. (*Further correspondence respecting the affairs of Italy*, p. 12.)

chienne et avec un silence affecté, mais sans pousser plus loin la réprobation, la consigne étant d'être sage et les Toscans n'aimant pas les excès. Le grand-duc était au palais Pitti. Depuis longtemps, il pénétrait les intrigues de M. Buoncompagni : on dit même qu'il s'était oublié jusqu'à taxer de déloyale l'attitude du gouvernement sarde, ce qui avait provoqué à Turin de grands éclats de vertueuse indignation. Le ministère ayant donné sa démission, le prince venait d'appeler M. Corsini, marquis de Lajatico. En même temps, il avait mandé autour de lui le corps diplomatique, soit pour prendre ses conseils, soit pour attester devant lui la justice de sa cause. Le marquis Lajatico, s'étant concerté avec M. Buoncompagni, déclara qu'il ne pouvait prendre le pouvoir que moyennant l'alliance avec la Sardaigne. Puis il conseilla l'abdication. Circonvenu de tous côtés, le grand-duc ne voulut pas que le drame qui commençait finît en tragédie. Ce n'était ni le tempérament de son peuple ni le sien propre. Fort tranquillement, il commanda ses équipages. A sept heures du soir, il sortit de la ville par la route de Bologne, au milieu d'une foule curieuse plutôt qu'hostile : car on lui reprochait son origine qui était suspecte, non ses actes qui ne furent jamais ceux d'un tyran.

M. Buoncompagni avait préparé la fin du régime grand-ducal, assez doucement d'ailleurs et en supprimant l'agonie. Le soir, il présida à l'organisation d'un nouveau pouvoir. Il fit plus. La dictature ayant été offerte au roi Victor-Emmanuel, et ayant été acceptée par celui-ci pour le temps de la guerre, le diplomate se changea en gouverneur et devint, à titre provisoire, commissaire extraordinaire au nom du Piémont. Dans l'exercice de cette dignité, il semble avoir rencontré plus de déboires que de succès. Il eut quelque peine à trouver des collaborateurs : c'était à qui se déroberait, par méfiance de l'avenir, appréhension du péril, crainte de réaction (1). Douze jours s'écoulèrent avant qu'on parvint à former un

(1) Voir Enrico POGGI, *Memorie storiche,* t. Ier, p. 5, 6-10, 11-13. — Voir aussi *Lettere e documenti del barone* RICASOLI, t. III, p. 11.

ministère dont le membre le plus important fut un Florentin de vieille origine, le baron Ricasoli. Sur ces entrefaites, on vit débarquer à Livourne ce mystérieux 5e corps, commandé par le prince Napoléon et dont la destination était demeurée si longtemps inconnue. Le prince, ayant laissé l'une de ses divisions, la division d'Autemare, dans la haute Italie, arriva à Florence avec sa seconde division, la division Uhrich, et une brigade de cavalerie. Le bruit se répandit aussitôt parmi les Toscans que l'Empereur, imitant le fondateur de sa race, allait reconstituer au profit de son cousin un royaume d'Étrurie. L'attitude du commandant du 5e corps aurait à elle seule démenti cette opinion. Au lieu de flatter ceux qui déjà se considéraient comme ses sujets, il les morigéna fort : tantôt il se plaignait qu'il fût mal pourvu aux besoins de ses régiments; tantôt il signalait l'incurie de l'administration : surtout il ne se lassait pas de récriminer contre la lenteur à recruter, équiper, instruire les corps de volontaires. Ces reproches retombaient sur le commissaire piémontais. A ces blâmes ne tardèrent pas à se joindre ceux de Cavour. « Buoncompagni est par trop mou, écrivait-il à quelque temps de là, et décidément il ne va plus (1). »

Telle fut la révolution toscane. On ne pouvait douter qu'elle n'eût son contre-coup dans toute l'Italie centrale.

Le 1er mai, la duchesse de Parme, Marie-Thérèse de Bourbon, avait été forcée de quitter sa capitale. Trois jours plus tard elle avait été rappelée; car elle était bonne, gouvernait d'après l'intérêt du pays, résistait même de son mieux aux exigences du cabinet de Vienne. Ce retour de faveur, très célébré dans la presse monarchique comme une vraie contre-révolution, n'était au fond qu'une courte halte dans la mauvaise fortune. A l'une des extrémités du duché, les Autrichiens, en vertu des traités, occupaient Plaisance : les Piémontais, se fondant sur la conduite de leurs adversaires, occupèrent, à l'autre extrémité, Pontremoli, premier empiétement qui présageait pour un prochain avenir une usurpation totale. La malheureuse prin-

(1) *Lettere edite ed inedite di* Camillo Cavour, t. III, p. 101.

cesse protesta contre cette atteinte à ses droits souverains, proclama sa neutralité, vain mot impuissant à la protéger, sollicita sans beaucoup d'espoir les bons offices de l'Angleterre; puis, ayant éloigné ses enfants, elle resta seule à Parme, gardant par devoir, mais sans illusion, l'ombre d'autorité qui lui restait. Si, quelque jour, les Autrichiens, par mesure stratégique ou par nécessité, abandonnaient l'Italie centrale, que pourrait-elle contre le courant d'opinion si savamment créé, entretenu, grossi par la Sardaigne? Sa popularité, toute personnelle, la préserverait de toute insulte, lui vaudrait même quelques respectueux égards; mais ni sa sagesse ni ses vertus ne sauveraient le trône de son fils.

Dans l'État de Modène, les provinces de Massa et de Carrare, situées à l'occident des Apennins, s'étaient, dès le 27 avril, séparées de la maison d'Este. Le changement s'était opéré tout seul, sans secousse, suivant le programme arrêté naguère par la *Société nationale*, toute-puissante en ces régions. Le 30 avril, 400 soldats piémontais avaient occupé Massa et Carrare au milieu des acclamations du peuple, très travaillé depuis longtemps et, d'ailleurs, mal gouverné. Le duc François V n'aspirait point à l'indépendance comme la duchesse de Parme; il n'était point non plus, comme Léopold de Toscane, un despote ami de la tolérance et débonnaire au point de rendre jaloux les peuples libres. Il n'imaginait que deux puissances en ce monde, celle de Dieu dans le ciel, et sur la terre celle de l'Autriche, dont il se considérait comme le lieutenant. Dépossédé d'une partie de ses États, et menacé de perdre bientôt le reste, il recourut à Vienne. M. de Rechberg, qui venait de succéder au comte Buol, avait autre chose à faire qu'à écouter les doléances d'un ami si chétif. Il répondit distraitement que dans le présent on ne pouvait rien, que plus tard on reconquerrait les territoires perdus. Ne se jugeant point en sûreté à Modène, François V se retira à Brescello, au milieu d'un appareil assez militaire et moins en souverain qui abdique qu'en soldat qui prépare un retour offensif. Tout dépendrait de l'Autriche. Si elle ressaisissait la victoire, le trône serait consolidé et aussi tous les abus, François V

étant de ceux qui ne savent ni apprendre ni oublier. Si, au contraire, les chances de la guerre ramenaient jusque sous l'abri du quadrilatère les bataillons autrichiens, le duc tenterait peut-être un dernier effort; car il avait quelques troupes, un trésor bien pourvu, et ne manquait pas de résolution : puis définitivement vaincu, il se retirerait, en véritable archiduc, à Vienne, qui était, aussi bien que Modène, sa patrie.

L'agitation ne s'arrêtait pas aux duchés, mais s'étendait jusqu'aux Romagnes. Naguère Pie IX avait visité ces provinces et y avait reçu le plus chaleureux accueil. Mais les acclamations s'étaient adressées moins au souverain temporel qu'au chef suprême de l'Église. Le peuple reprochait aux légats du Pape d'être les agents de l'Autriche. D'un bout à l'autre du pays, les agents de la Sardaigne exerçaient leur redoutable propagande, répandant les brochures, mutipliant les affiliations à la *Société nationale*, conquérant un à un les chefs libéraux, réclamant bruyamment les réformes, puis dénigrant aussitôt ces mêmes réformes si d'aventure elles s'accomplissaient. Depuis le commencement de la guerre, les Bolonais vivaient hors de chez eux et, répandus en groupes tumultueux sous leurs arcades, épiaient ou commentaient avec passion les moindres nouvelles de la guerre. A Ravenne, on célébrait alors avec une pompe extraordinaire les fêtes séculaires de la *Madonna del Sudore*, Vierge fameuse en ces contrées : quand arrivaient les courriers, le temple rempli de fidèles se vidait soudain, et l'archevêque demeurait seul avec les chantres de la maîtrise qui, eux-mêmes, dans leur trouble, altéraient les hymnes de l'Église ou les abrégeaient (1). Seule, la présence des uniformes blancs contenait l'effervescence prête à éclater. Que l'Autriche, contrainte à concentrer ses forces, ramenât ses bataillons sur la rive gauche du Pô, et rien ne pourrait empêcher que les écussons pontificaux ne fussent abattus dans toutes les Romagnes, comme le seraient à Modène ceux de la maison d'Este ou à Parme ceux de la maison de Bourbon.

A chacune de ses étapes, à Gênes, à Alexandrie, à Novare,

(1) Voir Giuseppe PASOLINI, *Memorie raccolte da suo figlio*, p. 229.

Napoléon avait recueilli les symptômes de l'agitation grandissante. En même temps étaient accourus au quartier général toutes sortes de messagers qui s'ingéniaient en mille manières pour le flatter, le conquérir, ou du moins le deviner. Il ne paraît pas que, dans ces entretiens, l'Empereur soit sorti des généralités. Le 18 mai, comme il recevait à Alexandrie le Florentin Salvagnoli qu'il avait naguère vu à Compiègne, il se borna à lui recommander le maintien de l'ordre, la vigilance à l'égard des menées mazziniennes, l'activité à compléter les armements. Il répéta à plusieurs reprises que la mission du prince Napoléon était purement militaire. Sur le sort futur de la Toscane, il garda le silence, se bornant à demander, mais discrètement, si la duchesse de Parme ne pourrait pas être appelée à régner à Florence. « C'est absolument impossible », répliqua aussitôt Salvagnoli (1). Sur ces entrefaites, deux envoyés de la duchesse ayant sollicité de lui une audience, il se déroba, ne voulant, dans le présent, ni encourager ni détruire aucune espérance. Le 21 mai, il eut un entretien avec Cavour, et, sans découvrir ses intentions ultérieures, lui affirma que son cousin ne serait pas le successeur de la maison de Lorraine. Le premier ministre sarde, dont la candidature du prince Napoléon aurait fort géné les desseins, s'empressa d'enregistrer la déclaration et, pour la rendre irrévocable, la publia (2). — C'est à bâtons rompus et comme en courant que se tenaient, d'ailleurs, ces conversations, la conduite de la guerre absorbant toute l'activité de l'Empereur. A Milan, dans le repos relatif de la villa Bonaparte, Napoléon put fixer ses impressions et envisager à loisir ce que le tumulte des marches journalières et les émotions du champ de bataille lui avaient jusque-là en partie dérobé. Comme il avait toujours aimé l'Italie, il se sentait heureux d'en être le libérateur, et sa proclamation, la *Proclamation de Milan*, ainsi qu'on l'appela, porta le reflet de cette sympathie. Au fond, sa joie se tempérait déjà de quelque déplaisir. Tous les rapports

(1) Lettre de Salvagnoli à Ricasoli, 18 mai. (*Lettere e documenti del barone* Ricasoli, p. III, p. 34.)

(2) Voir dépêche de M. de Cavour à M. de Villamarina, 21 mai 1859. (Bianchi, *Storia documentata*, t. VIII, p. 497.)

qui lui parvenaient lui signalaient les ambitions de Cavour, ardent à pousser aux annexions : cet allié, naguère souple jusqu'à l'adulation, semblait bien pressé d'escompter, d'outrepasser même les stipulations de Plombières. D'autre part, les nouvelles du théâtre de la guerre annonçaient la retraite imminente des Autrichiens : à peine seraient-ils partis qu'à Parme, à Modène, à Bologne, les antiques souverainetés achèveraient de s'écrouler. Sans doute, ces gouvernements d'ancien régime importaient peu ; mais ce serait bien des révolutions à la fois, sous les auspices d'un prince qui avait eu jusque-là les conservateurs pour clients. Le sort des Romagnes préoccupait surtout Napoléon. Que dirait, en France, le parti catholique?

C'est de la France en effet que partaient non pas les protestations ouvertes contre la guerre, mais les avis respectueux des amis fidèles qui prédisaient des embarras prochains et peut-être inextricables. Les catholiques, qui avaient reçu de l'Empire tant d'avances, ne se figuraient point qu'on voulût les abandonner. Ce fut, dans ces temps et dans les temps qui suivirent, leur bonne fortune que de rencontrer, dans leur voisinage et comme sur les lisières, des alliés qui donnèrent à leurs réclamations une force inattendue. Autour d'eux se groupaient tous les prudents, tous ceux qui, de loin, prévoyaient les complications. Ce parti de la paix avait ses tenants dans le Corps législatif, et tout dernièrement, à propos de la loi du contingent, on avait fort remarqué la brièveté réservée du rapporteur. Il avait à la cour de puissants patrons, et par-dessus tout l'Impératrice, qui, par dévotion, crainte conjugale, haine de la Révolution, souhaitait que les hostilités eussent un terme prochain ou tout au moins fussent soigneusement localisées. Il avait ses avocats parmi les gens d'affaires, désolés de leurs opérations contrariées. Il comptait surtout de puissants appuis dans le ministère. M. Walewski aspirait à abréger la lutte, puisque ses efforts n'avaient pu la prévenir. Le maréchal Randon partageait les mêmes vues. Il est douteux qu'il eût aimé cette guerre, même s'il l'eût conduite : un autre lui ayant été substitué, que ne pensait-il pas? Déjà il entrevoyait un conflit européen : il lui faudrait pourvoir à la défense du Rhin, aux services de l'inté-

rieur, à l'Algérie; et, devant ces perpectives redoutables, son esprit méthodique plutôt que hardi s'effrayait jusqu'à se troubler. Une circonstance particulière mêlait à ses appréhensions un certain dépit. Comme l'Empereur commandait en personne en Italie, la plupart des ordres étaient donnés en dehors de lui : il ne savait ce qui se passait et, par intervalles, s'en plaignait : « Je respecte, écrivait-il le 5 juin au maréchal Vaillant, le secret dont Sa Majesté juge à propos d'envelopper ses intentions; je n'élève pas la prétention de connaître à l'avance les mouvements ordonnés ou projetés, mais j'exprime le désir de n'être point tenu en dehors de l'action militaire exercée par la France (1). » Le lendemain, il demandait avec quelque ironie à M. Baroche, président du Conseil d'État, que les jeunes Auditeurs envoyés en Italie pour porter le portefeuille de Sa Majesté voulussent bien à leur retour venir le voir : cette visite, ajoutait-il, pourrait l'éclairer. On devine la réponse ahurie de M. Baroche, qui jamais n'eût deviné que ses Auditeurs fussent d'assez hauts personnages pour renseigner utilement un maréchal de France. Les jours suivants, les plaintes continuèrent, adressées tantôt au maréchal Vaillant, tantôt au général de Martimprey : le ministre de la guerre n'avait pas en main les états de pertes et ne pouvait renseigner les familles; il ignorait les emplacements des régiments; il n'avait reçu aucun rapport sur les précédents combats, et vraiment « tout cela lui paraissait inexplicable (2) ».

Ainsi se mêlait à l'allégresse de la victoire la crainte des complications qui naîtraient de la victoire même. Aux nouvelles apportées de France s'ajoutaient les informations venues de l'étranger. La Prusse était indécise, l'Allemagne ouvertement malveillante. En Angleterre, le cabinet tory qui subsistait encore regrettait la guerre et en souhaitait ardemment la fin. Seule, la Russie nous gardait ses sympathies. Nous les conserverait-elle si nous nous faisions trop manifestement les apôtres de la Révolution? Sous cette impression, l'Empereur commença à écouter ceux qui lui soufflaient tout bas qu'une

(1) *Archives du ministère de la guerre.*
(2) *Ibid.*

guerre avec une puissance conservatrice comme l'Autriche ne pouvait être qu'un « *duel au premier sang* ». En vain la proclamation de Milan promettait-elle la liberté à tous les Italiens. D'autres desseins s'affermiraient bientôt dans l'esprit de l'Empereur et, après avoir été médités dans le secret, éclateraient peut-être en quelque résolution inattendue.

VII

Tandis que Napoléon III, dans cette halte triomphante de Milan, débattait sa conduite future, les Autrichiens lui épargnèrent pour l'avenir l'embarras d'un plan de campagne. Vaincus à Magenta, vivement poussés à Melegnano, ils prirent une résolution qui, à défaut d'autre mérite, avait celui de la simplicité, c'était d'abandonner toute la rive droite du Pô. Le 10 juin, on sut qu'ils venaient d'évacuer Pavie, Plaisance même où ils avaient édifié tant d'ouvrages et accumulé un si puissant matériel. Le même courrier annonça le départ de la duchesse de Parme qui avait définitivement quitté ses États. Les jours suivants, la retraite de l'ennemi se marqua mieux encore. Il se retira de Lodi, de Pizzighetone, de Crémone. Il repassa l'Adda que sans doute il ne défendrait point, préférant la ligne de la Chièse, peut-être même celle du Mincio. Pour que la concentration aux confins de la Vénétie fût complète, il ne restait qu'à évacuer les Romagnes. Le 11 juin, les brigades qui composaient les garnisons de Bologne, de Ravenne, de Ferrare, commencèrent à franchir le Pô : dix jours plus tard, les derniers détachements avaient repassé le fleuve. Dans les cercles viennois, tout fut d'ailleurs ménagé pour que cette marche en arrière eût l'apparence, non d'un recul, mais d'une manœuvre. L'armée, disait-on, avait été médiocrement commandée, mais l'empereur François-Joseph arrivait, et, avec lui, les choses allaient prendre un autre aspect. L'Autriche, au début de ses nombreuses campagnes, avait été souvent malheureuse, mais

presque toujours elle avait réparé ses disgrâces par sa persévérance. Un souvenir était surtout invoqué. En 1848, Radetzki, le vaillant Radetzki, chassé de Milan, n'avait-il pas rétrogradé jusque sous Vérone? Mais bientôt, ayant refait ses forces, il avait reconquis la Lombardie. Sans doute, la fortune réservait une pareille revanche aux soldats élevés à l'école de Radetzki.

Cette concentration ne laissait à Napoléon qu'un parti à prendre, suivre l'ennemi qui momentanément se dérobait. Tout le reste de la campagne pourrait se dire en quelques mots. On marcha droit devant soi, sans beaucoup de calcul et avec une confiance qu'assombrissait une seule crainte, celle du fameux quadrilatère. Un matin, au pied d'une des collines qui enceignent le lac de Garde, on rencontra l'ennemi qu'on n'attendait point et qui ne nous attendait pas davantage. Comme de part et d'autre on était brave, on se battit avec acharnement pendant une longue journée de juin, sous les ardeurs du soleil et sous les ravages de la mitraille. La victoire resta au plus entreprenant, au meilleur marcheur, au plus dégourdi, c'est-à-dire au soldat français. Cependant, comme l'Europe grondait et que les pertes étaient énormes, l'Empereur s'avisa de deux choses point nouvelles et qu'il eût pu lire dans les livres : à savoir qu'une coalition était un cruel embarras et qu'un champ de bataille était horrible à contempler. Là-dessus, il fit toutes sortes de réflexions judicieuses et qui, trois mois auparavant, eussent été meilleures. Un jour, n'y tenant plus, avec cette simplicité cordiale et gracieuse qui le faisait aimer malgré ses fautes, il alla trouver l'empereur d'Autriche, s'étonna avec lui que tant de sang fût versé, lui serra la main, l'embrassa même et, en une heure, bâcla une paix qui ne terminait rien, hormis le carnage. Puis il revint en France, en hâte et comme fermant les yeux pour ne pas voir tout ce qu'il laissait là-bas de passions ou d'espérances malaisées à contenir, dangereuses à satisfaire. Quand Comines raconte l'expédition de Charles VIII, il la résume ainsi : « Le voyage fut conduit de Dieu tant à l'aller qu'au retour; car le chef et les conducteurs ne servirent de guères. » A peu de chose près, ce jugement se trouva de nouveau vrai. Mais il faut reprendre tout cela par le détail.

De Milan deux routes conduisaient en Vénétie, l'une au sud qui inclinait vers le Pô, l'autre au nord qui passait par Brescia. On choisit celle du nord qui offrait, disait-on, plus de ressources. Le 11 juin, le mouvement commença. Du 12 au 14, les alliés passèrent l'Adda, les Sardes à Vaprio, les Français à Cassano. Nulle part l'ennemi ne se montra, et on n'eut à vaincre d'autre obstacle que celui des eaux qui, grossies par des pluies récentes, gênèrent le travail des pontonniers. Peu après, on franchit le Serio, puis l'Oglio. A gauche s'étendaient les Sardes qui nous précédaient un peu. Au centre, le gros de l'armée s'avançait vers Brescia par Calcio et Chiari. A droite, le 3e corps, commandé par Canrobert, inclina vers le sud par Fontanella, Soncino, Mairano, et poussa assez loin ses reconnaissances, mais sans rencontrer les Autrichiens, qui, d'après tous les dires des gens de la contrée, avaient disparu vers la Chièse. Cette période ne fut marquée que par un seul engagement; ce fut un petit combat, d'ailleurs peu favorable, livré près de Treponti, par les volontaires de Garibaldi lancés en éclaireurs fort en avant de l'armée sarde. La marche, quoique très lente, n'était pas sans fatigue. Napoléon, par crainte de surprise, avait formé ses corps en un ordre très concentré : de là des colonnes qui se gênaient réciproquement; de là surtout des stationnements sur place qui, aux heures de la chaleur la plus intense, incommodaient fort les hommes exposés aux insolations ou suffoqués par la poussière. La quantité des bagages qu'on s'efforçait en vain de diminuer, et aussi le passage de nombreux cours d'eau, furent une autre cause de retards ou de confusion. Les soldats se plaignaient en outre de la distribution des vivres qui ne se faisait qu'à une heure avancée et après de longues attentes. Plusieurs fois, le café, l'orge, d'autres denrées encore, manquèrent dans certaines divisions. Puis l'intendance imagina de substituer au pain ou au biscuit qui devenait rare, des rations de farine de maïs que les habitants du pays réduisaient en bouillie et consommaient sous le nom de *polenta*. Il était à craindre qu'un régime si inaccoutumé ne fût une cause de débilitation pour les troupes, déjà éprouvées par la marche, le changement d'habitudes et le climat. Certains généraux prirent

ces abus fort à cœur. Tel fut le général Trochu, qui, dans des lettres très vives, flétrit ce qu'il appelait *de déplorables désordres*, annonça qu'il irait lui-même assister aux distributions. « Il faut, disait-il, une alimentation dont le fond soit le pain ou au moins le biscuit, et l'accompagnement le lard. » Et il ajoutait : « Le lard est l'objet de toutes les ambitions de nos soldats. » Cette humble ambition était rarement satisfaite : le lard arrivait quand il était trop tard pour le cuire; souvent aussi il n'arrivait point du tout. En plusieurs occasions, la générosité des habitants ou bien encore la maraude suppléa à la parcimonie des services administratifs. Faute de mieux, fantassins ou cavaliers mangeaient tristement le soir leur bouillie de maïs qu'ils ne savaient point apprêter : parfois aussi, ils la jetaient sur la route et se vengeaient par toutes sortes de quolibets contre l'intendant qu'ils appelaient le *duc de la Polenta*.

Le 18 juin, l'armée alliée prit ses cantonnements autour de Brescia. L'Empereur et la garde occupèrent la ville. Baraguey d'Hilliers, donnant la main aux Sardes, s'établit sur la route de Lonato et de Castiglione. Le 2ᵉ corps bivouaqua à San Zeno, le 3ᵉ à Borgo-Poncarole, le 4ᵉ à Bagnolo. Le 19 et le 20 furent des jours de repos. Ce furent aussi des jours de solennités militaires, car, au milieu des acclamations de la population bresciane, l'Empereur remit les croix et les médailles décernées à la suite des derniers combats. A Brescia, l'armée reçut dans le même temps un renfort considérable : ce fut la division de cavalerie de la garde qui, ayant passé par la route de la Corniche, s'était trouvée fort en retard sur les autres corps. La magnifique division fut accueillie avec une curiosité admirative, tant on s'émerveillait de ses superbes équipements qui contrastaient avec les autres uniformes déjà usés par la campagne! Mais surtout elle fut accueillie avec joie. En face de nous était la Chièse, puis les hauteurs de Lonato et de Castiglione, et enfin, en arrière, le Mincio. Là sans doute se tenait l'ennemi, et, pour l'aborder en une rencontre décisive, ce n'était pas trop que toutes nos forces fussent réunies.

Les Autrichiens ne s'étaient décidés à la retraite que dans l'espoir de consolider leurs positions, d'accroître plus aisément

leurs effectifs et surtout de les refondre. De là, dans les jours qui venaient de s'écouler, un redoublement d'efforts et d'activité. Des décrets avaient prescrit la formation des 5es bataillons de guerre et avaient stimulé par des avantages particuliers les engagements volontaires. Les contingents ainsi accrus reçurent une organisation nouvelle. En dehors des corps destinés, soit à observer la Hongrie et la Galicie, soit à soutenir éventuellement l'Allemagne dans une guerre contre la France, les forces rassemblées en Italie furent réparties en deux grandes armées. L'une et l'autre furent placées, à partir du 16 juin, sous les ordres de l'empereur François-Joseph, arrivé dès le 30 mai à Vérone et assisté du baron de Hess, chef d'état-major général. La première armée, composée des IIe, IIIe, IXe, Xe et XIe corps, fut confiée au comte Wimpffen. La seconde, formée des Ier, Ve, VIIe, VIIIe corps, eut pour chef le comte Schlick. Giulay, discrédité par ses défaites, avait été, comme on le voit, relevé de son commandement. A ne considérer que les états de situation établis par les chancelleries militaires, les forces de ces deux armées auraient atteint près de 250,000 hommes. Mais il s'en fallait que ce chiffre formidable fût celui des troupes combattantes. Il convenait de défalquer les indisponibles de toute sorte, les malades qui étaient fort nombreux, et aussi certains bataillons douteux qu'on aimait mieux ne pas employer : en outre, le Xe corps fut détaché vers le Pô inférieur, loin du théâtre des opérations actives. Tous ces prélèvements opérés, on pouvait compter sur un effectif réel de 160,000 hommes. Ce chiffre se trouvait à peu près égal à celui de l'armée franco-sarde, en sorte que, le nombre étant pareil, la victoire serait le prix de l'habileté des chefs ou de la valeur individuelle des soldats.

L'emploi de ces forces était pour les Autrichiens un sujet de terrible anxiété. Les précédents échecs avaient fait naître l'hésitation, enhardi l'esprit de critique, multiplié les donneurs de conseils. Jeune encore et fort inexpérimenté des choses de la guerre, François-Joseph était peu propre à ramener à lui l'autorité, à imposer un plan ou à en diriger l'exécution. Une crainte dominait toutes les autres. On touchait à Castiglione, à

Lonato, à tous ces lieux fameux par les anciennes disgrâces des Impériaux; et on ne pouvait se figurer que, du génie de Bonaparte, son héritier n'eût pas recueilli quelques parcelles : de là une perplexité qui amenait à modifier toutes les combinaisons dès qu'elles paraissaient résolues. On décida d'abord de prendre position sur la ligne des hauteurs qui se développent au sud du lac de Garde et de défendre le cours de la Chièse. A peine ce projet semblait-il arrrêté que les objections se produisirent : n'était-il pas imprudent de livrer une grande bataille quand on avait le Mincio à dos? Si on était forcé à rétrograder, la retraite, même facilitée par plusieurs ponts, ne serait-elle pas désastreuse? Ces critiques se formulèrent si énergiquement et si haut qu'elles prévalurent. L'ordre fut donné d'abandonner la ligne de la Chièse. Le 20 juin, on repassa le Mincio, qui sembla dès lors la ligne de défense adoptée. C'était un premier changement de plan, et, comme on le verra, ce ne devait pas être le dernier.

Il arriva donc que quand, le 21 juin, l'armée alliée quitta ses bivouacs autour de Brescia, elle ne rencontra devant elle aucune trace de l'ennemi. A droite, le 4ᵉ corps, après avoir franchi la Chièse, vint prendre position à Carpenedolo, tandis que le 3ᵉ, demeuré en arrière, s'arrêtait sur la rive droite à Mezzane. Au centre, le 2ᵉ corps, ayant passé la rivière, s'établit sur la rive gauche, et dans la journée suivante gagna Castiglione. Pendant ce temps, le 1ᵉʳ corps campait à Rho; le lendemain, il effectua son passage et atteignit Esenta. L'Empereur, escorté de sa garde, fixa, le 21 juin, son quartier général à Castenedolo : le 22, laissant en arrière la division de cavalerie, il se porta à Montechiaro. Sur notre gauche, les Sardes étaient répartis entre Lonato, Calcinato, Rivoltella, et s'appuyaient au lac de Garde (1). Cependant nos officiers fouillaient avec quelque anxiété la plaine qui s'étendait sur leur droite : surtout, ils observaient les mamelons qui se dressaient devant eux et dont le plus élevé devait, d'après les cartes, porter sur ses flancs le village de Solférino. Leur inquiétude cessa devant les rapports

(1) Voir à l'Appendice, carte n° 3.

des gens du pays, qui tous annonçaient la même nouvelle. Les Autrichiens, disaient-ils, avaient paru en nombre à Solférino, à Cavriana, à Volta; mais ils avaient rétrogradé, avaient repassé le Mincio et se trouvaient, à n'en pas douter, sur la rive gauche du fleuve.

. C'est sous cette impression de sécurité que s'ouvrit la journée du 23. Le matin vers neuf heures, l'aéronaute Godard, mandé au quartier général, s'éleva en ballon à une assez grande hauteur et, après avoir, disait-il, observé attentivement la contrée, affirma qu'il n'avait découvert que trois cavaliers près de Pozzolengo (1). Dans l'après-midi, les choses changèrent. Les vedettes établies en avant de Castiglione, les détachements envoyés en reconnaissance, les villageois eux-mêmes signalèrent la réapparition de corps autrichiens assez importants. En ces conjonctures, notre état-major, au lieu de prendre les rapports au pied de la lettre, les interpréta. Comment les Autrichiens auraient-ils repassé le Mincio s'ils avaient dû le franchir de nouveau deux jours plus tard? Pouvait-on admettre que l'ennemi se reportât en avant pour disputer un terrain qu'il avait, l'avant-veille, librement abandonné? Cette idée préconçue, et d'ailleurs très naturelle, domina toutes les appréciations. « Il est à présumer, écrivait le soir l'un des chefs de corps, que l'ennemi, qui a grand intérêt à savoir sur quel point du Mincio nous allons nous diriger, a voulu rapprocher ses avant-postes pour mieux nous observer. En les rapprochant, il a été obligé de les renforcer. Là probablement est la cause de tous les mouvements observés par les vedettes ou signalés par les reconnaissances de la journée (2). » Seul, Baraguey d'Hilliers s'inquiéta et, persuadé que Solférino se trouvait occupé par les Autrichiens, recommanda au général Ladmirault de se montrer prudent, de combiner ses mouvements dans la marche du lendemain avec ceux de Forey, de ne pas précipiter son attaque si celle-ci devenait nécessaire.

A part cet ordre prévoyant du commandant du 1er corps, la

(1) Baron DE BAZANCOURT, *Guerre d'Italie*, t. II, p. 124.
(2) *Archives du ministère de la guerre.*

journée du 23 s'acheva sans qu'aucune préoccupation inaccoutumée trahît l'imminence d'une bataille. Comme le soir venait, le bruit de nos bivouacs diminua peu à peu, tandis que nos soldats, déjà à demi assoupis, s'entretenaient de leur village où, à cette heure-là même, s'allumaient sur les hauteurs les feux joyeux de la Saint-Jean. Ils s'attendaient à une action générale, mais pas pour le lendemain, et, au milieu de ce rude travail de la guerre, ne voulaient rien perdre du précieux repos que les ténèbres leur assuraient. Bientôt, dans l'universel silence, on n'entendit plus que le pas des sentinelles qui passaient et repassaient devant le camp. Cependant, à travers les ombres presque lucides de cette claire nuit de juin, on aurait pu deviner, discerner presque d'autres bivouacs, ceux des Autrichiens, qui, eux aussi, s'abandonnaient au sommeil. Toute la nuit le même calme régna, comme si la nature se fût appliquée à prolonger l'illusion de la paix. Enfin le ciel, s'éclairant de ses premières blancheurs, annonça le jour nouveau, qui pour beaucoup n'aurait point de lendemain.

VIII

Quand, en venant de Milan (1), par la route de Brescia, on a traversé la Chièse, deux régions fort différentes s'offrent aux yeux, suivant que le regard se porte vers le sud-est ou vers l'est. Au sud-est, c'est la continuation de la plaine lombarde, un peu moins riche toutefois, moins bien arrosée, aride même par endroits, et avec quelques aspects pierreux qui annoncent la proximité de la montagne. Cette contrée, plate et uniforme, n'offre d'autre relief qu'un petit mamelon, appelé Monte Medolano, si peu élevé d'ailleurs qu'on le remarquerait à peine si les cartes ne le signalaient. Le pays est coupé de routes nombreuses, dont la principale est la chaussée qui, partant de

(1) Voir à l'Appendice, carte n° 3.

Brescia et passant par Castiglione, se dirige vers Mantoue. Du milieu des champs de mûriers, émergent plusieurs clochers ou campaniles qui marquent la place des bourgs et des villages; c'est d'abord la petite ville de Medole, puis le hameau de Rebecco, un peu plus loin Guidizzolo, enfin, tout au sud, Ceresara. Tout au bout de l'horizon, mais à une distance très considérable, quelques ondulations très légères masquent le cours du Mincio. Telle est la plaine. — Tout autre est le spectacle, si, après avoir franchi la Chièse, on se dirige droit vers l'est. On se heurte alors, vers Lonato, Esenta, Castiglione, à une série de collines qui semblent, à première vue, jetées comme au hasard et ne laissent qu'une image confuse. En les étudiant de plus près, on remarque qu'elles se développent en une sorte de demi-cercle et forment comme la ceinture méridionale du lac de Garde. Tout près du lac, elles s'étagent en pente douce avec des échappées charmantes qui permettent d'apercevoir, au bord du rivage, Desenzano, Rivoltella, la presqu'île de Sermione et, au delà, l'immense nappe d'eau qui s'allonge vers le nord : l'un de ces coteaux, celui de *San Martino*, était appelé à une renommée prochaine. A mesure qu'on s'élève au-dessus du lac, le relief des hauteurs s'accuse davantage; l'une d'elles est surmontée d'une chapelle qu'on appelle dans le pays la *Madonna della Scoperta;* plus à l'est se montre un gros village, Pozzolengo. Tout en arrière se développe le chaînon le plus considérable. Il se compose d'une série de collines qui, à partir de Castiglione, portent sur leurs flancs plusieurs hameaux, le Fontane, le Grôle, subissent ensuite une très légère dépression, mais bientôt se relèvent en deux mamelons, l'un planté de cyprès, l'autre couronné par un cimetière, et en arrière par une église et par un vieux château; entre ces deux mamelons se dresse le sommet principal que domine une haute tour, véritable observatoire de toute la contrée et nommée pour cette raison la *Spia d'Italia,* l'Espionne de l'Italie. C'est autour et au pied de ces escarpements que se groupe le village de Solférino. Au delà de Solférino, le sol de nouveau s'abaisse, puis se relève en plusieurs éminences dont l'une porte le village de Cavriana : les hauteurs se prolongent dans la direc-

tion de Volta et enfin s'aplanissent près des rives du Mincio.

Ces positions, les Autrichiens les connaissaient de longue date et les avaient étudiées comme on étudie un champ de manœuvre. Ils savaient combien ce terrain vallonné était propre à la défense et combien serait critique le sort de l'ennemi, rejeté en cas de défaite vers la Chièse ou refoulé vers le lac. Leur première pensée avait été de mettre à profit ces avantages. Dès qu'une nouvelle décision du quartier général les eut ramenés de l'autre côté du Mincio, ils se prirent à regretter ce qu'ils avaient abandonné. Le regret fut si vif qu'il inspira un second changement, c'est-à-dire un retour au plan primitif. C'est ainsi que l'ennemi, dans la journée du 23 juin, avait repassé de nouveau le Mincio. Vers le soir, il avait atteint Pozzolengo, Solférino, Cavriana, Guidizzolo. Il appuyait son extrême droite aux coteaux des bords du lac et s'étendait par sa gauche jusqu'à Medole. Comment un si grand mouvement fut-il dérobé à notre vigilance? Le terrain, couvert d'arbres dans la plaine et coupé de ravins dans la montagne, favorisa les Autrichiens. Leur marche ne les rapprocha de nous qu'à une heure assez avancée de la journée, en sorte que nos patrouilles ne signalèrent d'abord que des avant-gardes. Quand les rapports arrivèrent, on inclina, comme on l'a dit, à les taxer d'inexactitude ou d'exagération. L'ennemi ayant repassé le Mincio, était-il possible qu'il reprît pied sur la rive abandonnée? Encore une fois, on ne pouvait croire à de si subites variations.

Dans cette campagne, les fautes presque toujours se compensèrent. Nos adversaires n'étaient guère mieux informés que nous. Pendant cette nuit du 23 au 24 juin, on campa de part et d'autre à deux lieues de distance à peine, dans une sécurité qui confond. L'ordre de marche du 24 amènerait fatalement la bataille sans que, d'un côté ou de l'autre, on l'attendît. Les Autrichiens, quittant vers neuf heures leurs bivouacs, devaient atteindre Lonato et Castiglione et en couronner les hauteurs. Quant à l'itinéraire des alliés, il était ainsi fixé : à droite, Niel avec le 4e corps s'avancerait de Carpenedolo sur Guidizzolo par Medole ; Mac Mahon avec le 2e corps se dirigerait de Castiglione

vers Cavriana; au centre, Baraguey d'Hilliers, en suivant les collines, s'élèverait d'Esenta vers Solférino; à notre gauche, les Sardes, rapprochés du lac, auraient pour objectif Pozzolengo. La garde, laissée en réserve à Montechiaro, gagnerait Castiglione, tandis que le 3e corps, encore de l'autre côté de la Chièse, franchirait la rivière et, couvrant notre extrême droite, s'acheminerait vers Medole (1). Comme on le voit, entre les Autrichiens qui se portaient à la défense des hauteurs et les alliés qui se disposaient à aller chercher l'ennemi au delà du Mincio, la rencontre, quoique non prévue pour ce jour-là, était inévitable, inévitable comme le choc de deux trains lancés en sens inverse sur une même voie.

Niel, à la petite pointe du jour, partit de Carpenedolo, laissant derrière lui, mais bien au delà de la Chièse, Canrobert qui, dans le même temps, levait ses bivouacs. Il suivit pendant cinq ou six kilomètres la route de Medole. La division Luzy marchait en tête, éclairée elle-même par deux escadrons de chasseurs. Bien qu'on fût en plaine, la vue était restreinte par les plantations de mûriers et aussi les rideaux d'arbres qui bordaient les champs de blé ou de maïs. Chemin faisant, on interrogea quelques paysans : les uns annoncèrent que le pays était libre; les autres, que les Autrichiens s'étaient montrés de nouveau. Sous l'impression des pensées qui dominaient au quartier général, le général de Luzy ne croyait point à la bataille. Déjà on apercevait, à quinze cents mètres environ, le clocher de Medole quand notre cavalerie se heurta, près d'une ferme, à un parti de lanciers ennemis. Les nôtres chargèrent, mais bientôt furent arrêtés par une troupe assez importante d'infanterie qu'appuyaient plusieurs pièces de canon. En hâte ils se replièrent. Luzy prit les ordres de Niel, qui prescrivit de se porter en avant et d'enlever Medole. Deux bataillons d'infanterie et quelques escadrons de cavalerie défendaient les abords du bourg. Après un court combat la petite ville fut emportée. Mais dans la plaine au delà de Guidizzolo plusieurs corps autri-

(1) Voir *Campagne de Napoléon III en Italie,* rédigée au dépôt de la guerre, p. 384-386. — Voir aussi à l'Appendice, carte n° 3.

chiens bivouquaient, le IXe, le IIIe et, fort en arrière, le XIe, forces imposantes qui présageaient au corps de Niel, le plus aventuré de tous, une rude et chaude journée.

Mac Mahon qui, avec le 2e corps, avait levé, à la même heure que Niel, son camp devant Castiglione, avait, lui aussi, rencontré les Autrichiens. Il s'était engagé sur la belle et large chaussée qui côtoie, à quelque distance, la ligne des hauteurs et se dirige vers Mantoue. Après cinq kilomètres d'une route paisible, comme ses éclaireurs atteignaient une petite ferme située au croisé d'un chemin et relevée sur les cartes sous le nom de Casa-Morino, ils avaient été assaillis par les décharges des tirailleurs ennemis. Mac Mahon suspend sa marche, puis gravit le Monte Medolano, petite butte voisine de la route et qui domine de quelques mètres la plaine uniforme. En face de lui, sur les hauteurs de Cavriana, se déroulent de longues files autrichiennes. Sur la droite, entre Carpenedolo et Medole, tout est encore dans le silence : après une assez longue attente, il distingue les têtes de colonne de Niel, puis vers Medole il perçoit le bruit de la fusillade, signe du combat qui vient de commencer. Un autre spectacle attire plus fortement encore l'attention de Mac Mahon. Sur sa gauche et un peu en arrière, au pied et sur le flanc des collines, il observe des détachements français qui paraissent, disparaissent, s'accrochent le long des buissons, tiraillent avec l'ennemi, et dont le feu, de minute en minute, croît en intensité.

Ces troupes ainsi engagées, ce sont celles de Baraguey d'Hilliers. Le commandant du 1er corps n'a pas été surpris, du moins au même degré que ses collègues, car dès la veille il a prévu l'éventualité d'une lutte et a réglé en conséquence la marche de ses lieutenants. Il est parti d'Esenta dès l'aube, se dirigeant vers Solférino. L'une de ses divisions, la division Forey, a pris les chemins qui bordent les coteaux ; l'autre, la division Ladmirault, a suivi la route des hauteurs. La 3e division, la division Bazaine, qui ne devait partir qu'à six heures, vient seulement de lever son bivouac. Comme il longe les collines, Forey est attaqué sur son flanc gauche par l'ennemi. Il le débusque, et non sans quelques pertes, du mont Rosso, de divers hameaux tels

que le Grôle, le Fontane, et enfin du mont Fénile; ce sont ces combats que Mac Mahon peut observer de la plaine et dont il saisit confusément quelques épisodes. Quant à Ladmirault, à peine a-t-il gravi les hauteurs que devant lui se montre, à quatre kilomètres environ, Solférino avec son cimetière, son église, son château à gauche, sa colline des Cyprès à droite, et au centre la fameuse tour, la *Spia d'Italia*. Toutes ces positions sont fortement occupées par les Autrichiens; surtout elles sont garnies d'une formidable artillerie, prête à vomir la mort contre quiconque essayera de les forcer.

Tout au nord du champ de bataille, aux bords du lac de Garde et sur les collines qui y descendent, la rencontre est la même. Dès cinq heures du matin, les Piémontais, établis en avant de Lonato et de Rivoltella, ont lancé d'importantes reconnaissances vers Pozzolengo : or, tous les corps sardes viennent se heurter successivement aux patrouilles autrichiennes qui non seulement occupent cette bourgade, mais aussi, à une grande distance en avant du village, la Madonna della Scoperta. Derrière Pozzolengo est massé tout le VIIIe corps, assez compact, assez nombreux pour repousser toutes les attaques, et qui les repoussera en effet sous les ordres du général Benedeck, que cette journée rendra fameux.

Il était sept heures et demie du matin. Depuis les rives du lac jusqu'aux cascines de Medole, c'est-à-dire sur une étendue de plus de seize kilomètres, partout l'action était engagée. Quiconque eût dominé ce vaste espace qu'animaient les bruits grandissants de la guerre, eût deviné, conjecturé du moins, trois batailles presque distinctes : à gauche, celle des Sardes, à San Martino, à la Madonna della Scoperta, dans la direction de Pozzolengo; au centre, celle de notre 1er corps qui dessine sa marche sur Solférino; à droite, celle de Niel qui débouche de Medole conquise et s'avance à l'attaque des fermes ou des hameaux épars dans la plaine. Entre Baraguey d'Hilliers et Niel, Mac Mahon, établi sur la route de Mantoue, cherche à donner la main à l'un et à l'autre, et à maintenir les communications que l'ennemi bientôt tentera de couper. Enfin, bien en arrière encore est le maréchal Canrobert

Il s'en faut que ces perspectives, faciles à embrasser après coup, aient apparu avec cette netteté aux chefs appelés à conduire et à discipliner la grande mêlée. Sur toute la ligne, bien étendue pour une action d'ensemble, on n'entendait que le bruit confus de la fusillade et du canon. A droite, les plantations de mûriers et les nombreux bouquets d'arbres dissimulaient les mouvements des troupes au point de les cacher tout à fait. Au centre, on devinait, mais sans en suivre les détails, une série de combats dont chaque mamelon, chaque butte, chaque buisson était le prix. Des positions éloignées de l'armée sarde, les détonations n'arrivaient qu'avec un son affaibli; mais à l'aide de lunettes, on voyait les bersagliers aux vêtements sombres qui grimpaient le long des vignes ou des halliers. Tout cela eût été bien moins distinct encore si la claire lumière d'une journée de juin n'eût dessiné avec un vif relief toute cette vaste campagne. Seules quelques brumes matinales demeuraient flottantes sur le lac de Garde ou semblaient accrochées à la presqu'île de Sermione, mais déjà se fondaient sous le soleil qui montait à l'horizon.

L'Empereur était à Montechiaro. Ce matin-là même, en l'église de la bourgade, on rendait les derniers devoirs à l'un de ses aides de camp, le général de Cotte, mort subitement l'avant-veille. Comme la cérémonie commençait, on apprit les hostilités. On hâta les prières funèbres, et avant que le pauvre corps fût rendu à la terre chacun était à cheval, allant où le devoir l'appelait. Le premier soin de Napoléon fut de rapprocher du théâtre des opérations l'artillerie et la cavalerie de la garde, restées fort en arrière à Castenedolo. Puis il partit pour Castiglione, où il arriva avant huit heures. Dans la petite ville circulaient toutes sortes de nouvelles contradictoires, et de la surprise naissait quelque confusion. Comme le monarque mettait pied à terre, de nombreux officiers d'ordonnance, venus de tous les points, coururent à lui pour recueillir ou apporter des informations, solliciter des ordres et surtout demander du secours. L'Empereur monta au château. Malgré les engagements multipliés, plusieurs dans l'entourage hésitaient à croire que l'ennemi eût en masse repassé le Mincio. Napoléon ne

partagea pas un seul instant cette illusion obstinée. « Non, non, dit-il, c'est la bataille (1). » La bataille, il eût été possible de la prévoir; car, la veille, des reconnaissances poussées à fond eussent dénoncé sûrement la concentration de l'ennemi. N'ayant pas prévu la lutte, l'Empereur prépara du moins les mesures qui assureraient le succès.

Une rapide excursion sur la route de Mantoue, où il rencontra Mac Mahon, et en avant de Castiglione, où il se concerta avec Baraguey d'Hilliers, lui montra bien vite où se dénouerait le sort de la bataille. Entre les coteaux voisins du lac de Garde où luttaient les Piémontais et la plaine de Medole où combattait Niel, se dressait, entouré de ses mamelons, l'escarpement qui portait la tour de Solférino. Cette position serait la plus difficile à enlever. Mais si elle était une fois occupée, les Autrichiens, débordés par leur centre, seraient obligés de ramener leurs ailes en arrière ; ce résultat serait surtout certain si notre mouvement offensif se poursuivait de Solférino jusqu'à Cavriana. Le meilleur moyen d'assurer la victoire à notre droite et à notre gauche, ce serait donc de la conquérir au centre. Telle fut l'idée fort simple à laquelle s'arrêta l'Empereur, et dont il ne dévia point. Dans cette pensée, il prescrivit à Mac Mahon de se relier étroitement au 1er corps sans cependant se séparer du 4e, puis de marcher sur Cavriana dès que Solférino serait emporté. Il donna même au général piémontais Fanti l'ordre de combiner son action avec celle du 1er corps, ordre qui ne put être exécuté, à cause des embarras des Sardes en cette journée. Enfin, malgré l'heure matinale, il n'hésita pas à faire avancer ses réserves. Comme les premières colonnes de l'infanterie de la garde, parties de Montechiaro, s'approchaient déjà de Castiglione, il leur transmit l'avis de hâter leur marche et de prendre pour objectif, pour objectif unique, les hauteurs où luttaient les bataillons de Baraguey d'Hilliers.

L'urgence du péril justifiait cette sollicitude. Lents étaient les progrès du 1er corps, et tous achetés au prix du sang. A

(1) *Campagne d'Italie,* rédigée au dépôt de la guerre, p. 420.

droite, Forey, après avoir pris le mont Fénile, le garnit d'artillerie. Sous la protection des batteries, les fantassins tentent d'occuper les mamelons qui séparent de Solférino. Mais l'ennemi s'acharne à la défense, et le terrain conquis pas à pas se jonche de morts. C'est alors que tombe mortellement blessé le général Dieu, qui remet au colonel Cambriels le commandement de sa brigade. A gauche, Ladmirault, qui a suivi la route des hauteurs, ne rencontre pas moins d'obstacles. Blessé une première fois, il continue à combattre jusqu'à ce qu'une seconde blessure l'éloigne définitivement du champ de bataille. Heureusement Bazaine survient avec le 1er zouaves encore affaibli de Melegnano; puis arrive le 34e et enfin le 37e de ligne. Grâce à ces renforts, l'offensive s'accentue. Cependant, abrités derrière les murailles crénelées du cimetière, les Autrichiens dirigent sur les nôtres un feu meurtrier, tandis que leurs pièces, en batterie sur la colline des Cyprès, enlèvent des files entières. Baraguey d'Hilliers ordonne d'abattre les murs à coups de canon : de son côté, l'artillerie du général Forey s'efforce de contrebattre les pièces ennemies. Ainsi se prépare, mais au milieu d'alternatives de toutes sortes, l'assaut de cette tour de Solférino, qui tantôt se cache dans un nuage de poudre, tantôt se profile comme une menace dans l'éclatante lumière du soleil près de son midi.

C'était bien, en effet, une menace. La lenteur de notre marche inspirait une crainte redoutable, celle que nos ailes fussent débordées avant que l'attaque du centre eût réussi.

A l'aile gauche, tous les efforts des Piémontais avaient été repoussés. Ils n'avaient conquis la *Madonna della Scoperta* que pour la perdre bientôt et reculer jusqu'à Fénile-Vecchio. Pour comble de malheur, les Autrichiens, avec Benedeck, s'étaient emparés du plateau de *San Martino*, en avaient armé les cascines, y avaient établi leur artillerie. En vain les Sardes essayent-ils de les chasser de cette position : les bataillons de la brigade Coni sont réduits à se replier derrière le chemin de fer : plus tard dans la journée, la division Cucchiari, ayant renouvelé la même tentative, est contrainte à la retraite après des pertes considérables et est ramenée jusqu'à Rivoltella.

A l'aile droite, la fortune, sans être aussi défavorable, paraissait indécise. Là, dans la plaine, combattait Niel, livrant pour ainsi dire sa bataille à lui seul. Après avoir occupé Medole, le général de Luzy s'était avancé vers Rebecco, qui avait été pris, abandonné, reconquis. Arrivée un peu plus tard, la division Vinoy s'était heurtée aux Autrichiens retranchés au nord de Rebecco, dans les bâtiments et les dépendances d'une ferme qu'on appelait la Casa-Nuova. Autour de cette ferme, une lutte avait commencé qui devait durer presque toute la journée avec de singulières alternatives d'acharnement et d'accalmie. Vers dix heures enfin, on avait vu paraître les premiers détachements de la division de Failly, qui, ayant laissé une de ses brigades à Medole, s'était portée avec l'autre vers le hameau de Baite, entre la Casa-Nuova et Rebecco, afin de relier les bataillons de Luzy et ceux de Vinoy. Malgré le rassemblement presque complet de son corps d'armée, combien était précaire la position de Niel! Tout était pour lui danger. En face de lui s'accumulaient les masses autrichiennes : depuis le matin, il luttait contre le IXe corps : déjà le IIIe corps allait entrer en ligne. Sur sa gauche, son attention se trouvait sollicitée par un autre péril. Entre lui et Mac Mahon, s'étendait une assez longue solution de continuité. Le danger ne fut en partie conjuré que quand les divisions de cavalerie Partourneaux et Desvaux eurent comblé l'intervalle entre les deux corps d'armée; encore était-il à craindre que le vide ne se reformât si Mac Mahon, suivant les mouvements du 1er corps, inclinait vers Solférino et Cavriana. Menacé sur son front et sur sa gauche, Niel n'était pas plus rassuré pour sa droite : car si les forces autrichiennes continuaient à s'accroître, n'était-il pas à redouter qu'elles ne le tournassent par la route de Ceresara?

En ces conjonctures, un seul pouvait non seulement prévenir toute disgrâce à notre aile droite, mais y précipiter la victoire, c'était Canrobert. Qu'il hâte sa marche, qu'il porte ses divisions à la droite de Niel, et, du même coup, le succès, un succès éclatant, sera assuré. Mais les régiments de Canrobert ne paraissent pas. Une seule de ses brigades, la brigade Jannin,

de la division Renault, a dépassé Medole. Quand arriveront les autres bataillons? Quelle cause inconnue les retarde? Niel, agité, nerveux, interroge l'horizon, et déjà son anxiété se nuance de quelque irritation.

C'est ici le lieu de dire quelles circonstances, en cette journée, paralysèrent ou rendirent incomplète l'intervention du 3ᵉ corps.

De tous les corps d'armée, il était le plus en arrière, bonne raison pour qu'il fût en retard. Le 23 au soir, il était encore à Mezzane, sur la rive droite de la Chièse : seule, la brigade Jannin avait été transportée sur l'autre rive. Le 24, les bivouacs étant levés, la division Renault se mit en route à trois heures, la division Trochu à quatre, la division Bourbaki à cinq heures et demie. Mais il fallut d'abord franchir la rivière, opération toujours assez longue, même quand aucun incident ne la complique. Le gîte de l'étape (car dans l'ordre de marche on ne parlait pas de combat) était Medole, distante de plus de vingt kilomètres par la route de Visano, d'Acqua-Fredda, de Castel-Goffredo. La brigade Jannin, n'ayant pas eu à franchir la Chièse, se trouva fort en avance : elle était à six heures et demie à Acqua-Fredda, à huit heures à Castel-Goffredo, à neuf heures et demie à Medole. Dès Acqua-Fredda, elle avait entendu le grondement du canon ; à Castel-Goffredo, elle avait vu fuir devant elle quelques partis de cavalerie autrichienne; quand elle fut à Medole, l'intensité des détonations ne laissa plus de doute : une bataille était engagée, et sûrement une grande bataille. Au bruit lointain du combat, Canrobert avait devancé le gros de son corps d'armée. Comme il atteignait, lui aussi, Medole, une série de nouvelles ou d'ordres lui arrivèrent, bien propres à troubler son âme plus héroïque que résolue.

Le premier avis vint du général de Luzy, qui, à ce moment-là même, livrait ses premiers combats à Rebecco. Le général sollicitait respectueusement un renfort qui couvrirait sa droite du côté de la route de Ceresara. Il allait peut-être, disait-il, être tourné si on ne venait à son secours; il priait, il suppliait qu'on ne l'abandonnât point. Sur ces entrefaites, survint à

franc étrier un officier d'ordonnance de l'Empereur, M. de Kleinenberg, qui avait longtemps cherché le maréchal sans le rencontrer. Il apportait une information grave : c'était une lettre d'un habitant d'Assola, adressée dans la soirée de la veille au quartier général et qui annonçait l'approche d'un corps de 20 à 25,000 Autrichiens, sortis de Mantoue par la route de Marcaria et se dirigeant vers Acqua-Negra. Au message était jointe une note de l'Empereur invitant Canrobert à bien surveiller cette direction. On en était là, quand arriva un nouvel officier d'ordonnance, le capitaine de Clermont-Tonnerre, qui transmit au maréchal, de la part de Napoléon III, l'ordre verbal d'appuyer la droite du 4e corps (1).

Des instructions si diverses eussent embarrassé un esprit moins indécis que celui de Canrobert. Le plus simple eût été de lancer aussitôt une forte reconnaissance vers le sud, c'est-à-dire au delà de Castel-Goffredo et dans la direction d'Acqua-Negra. On aurait su alors que, dans ces parages, aucun corps ennemi n'était assez proche de nous pour menacer notre extrême droite et influer sur le sort de la journée. Une division, la division Jellachich, du IIe corps, était, à la vérité, sortie de Mantoue; seulement elle s'était arrêtée à Marcaria, craignant, dit-on, l'arrivée du prince Napoléon venant de l'Italie centrale et surtout la division d'Autemare, campée à Piedena. Libre de ce côté, Canrobert eût pu voler au secours de Niel, décider la victoire et s'en approprier l'honneur. Mais une telle reconnaissance, vu l'étendue de l'exploration, eût exigé une cavalerie nombreuse, alerte, bien montée : or la division de cavalerie du 3e corps en avait été, depuis deux jours, détachée pour une autre destination, en sorte que le maréchal ne disposait que de quelques pelotons (2). Réduit aux dires des gens du pays et à ses propres conjectures, Canrobert s'appliqua à concilier de son mieux les ordres impériaux. Comme les 2e et 3e divisions étaient encore entre Visano et Medole, il leur prescrivit de surveiller son extrême droite et la direction

(1) Voir *Historique du 3e corps*, par le commandant CLÉMEUR, p. 128.
(2) Voir la *Campagne d'Italie en* 1859, par la division historique de l'état-major de Prusse, p. 169. — CLÉMEUR, *Historique du 3e corps*, p. 139.

de Marcaria. Quant à la division Renault, il la destina à renforcer le 4e corps, mais il ne l'employa que par ordres successifs, avec une timidité anxieuse, et les yeux toujours tournés vers le sud. Il envoie d'abord sur la route de Ceresara, pour soutenir la droite de Luzy, le 41e de ligne; puis une heure plus tard arrive le 56e, mais qui prend une sorte de position à deux fins, soutenant la droite du 4e corps et en même temps faisant face à Castel-Goffredo pour observer le prétendu ennemi annoncé du côté de Marcaria. Niel accueille avec plus de dépit que de gratitude ces renforts incomplets : anxieusement il compte les heures, suppute les distances, et surtout se représente les avantages qu'une moins parcimonieuse assistance lui assurerait.

Si ménagé que fût le secours, il conjurait l'un des périls du 4e corps, celui d'être tourné par sa droite. Réconforté par ces troupes fraîches, le général de Luzy reprend l'offensive, et, après des chances diverses, Rebecco, tant de fois repris et abandonné, nous appartient définitivement. Au centre, la brigade O'Farrell, de la division Failly, occupe solidement le hameau de Baite. A gauche, la division Vinoy rejette l'infanterie autrichienne sur la route de Guidizzolo et conquiert la Casa-Nuova, qui est aussitôt fortifiée et devient un centre de résistance contre les retours de l'ennemi. *Rebecco*, *Baite*, *Casa-Nuova* sont comme les points principaux de la ligne qu'occupe le général Niel. Sur ces entrefaites débouche de Guidizzolo le XIe corps autrichien ; il lance deux de ses brigades sur la Casa-Nuova, deux autres sur Rebecco. Heureusement, à cette heure, la division Renault achevait d'entrer en ligne. En outre, Canrobert, un peu rassuré du côté de Mantoue, se décide, vers midi et demi, à appeler l'une des brigades de la division Trochu ; Trochu est encore fort en arrière de Medole, et un temps très long s'écoulera avant qu'il puisse arriver; mais l'espoir du secours, même éloigné, relève les âmes, et l'on s'encourage à tenir ferme, en dépit de la lassitude qui commence à gagner les plus résolus.

Quels que soient ces vaillants efforts, c'est à Solférino qu'il faut revenir. A Solférino se dénoue, en ce moment-là même,

l'action principale, celle qui doit tout sauver ou tout perdre.

L'Empereur s'était établi sur le mont Fénile. Jaloux de brusquer le dénouement, il avait donné l'ordre à la brigade d'Alton d'aborder Solférino par les hauteurs au sud du village; mais cette attaque, arrêtée par des forces supérieures, n'avait abouti qu'à un grand échec et à une immense effusion de sang. Cependant la division Camou, de la garde impériale, appelée, comme on l'a dit, de Montechiaro, venait d'entrer en ligne. Napoléon fait avancer le 1er et le 2e voltigeurs, ainsi que les chasseurs à pied, c'est-à-dire toute la brigade Manèque. C'est ce renfort amené à propos qui permet de livrer l'action décisive. — Le général Manèque fait déposer les sacs à ses hommes, prend avec lui quatre bataillons, dépasse la brigade d'Alton fort éprouvée de ses pertes récentes, culbute les Autrichiens du mont Pellegrino, les débusque des hauteurs voisines et tourne le village de Solférino. Quelques-uns de ses intrépides chasseurs s'aventurent même jusque dans les rues de la bourgade, y font des prisonniers, prennent un drapeau, conquièrent plusieurs pièces de canon. — Dans le même temps, le général Forey, avec sa première brigade et deux bataillons que lui a cédés le général Manèque, reprend vigoureusement l'offensive. Devant lui s'étend la colline des Cyprès : l'artillerie, précipitant son tir, achève d'en préparer l'attaque; puis d'un élan impétueux les colonnes atteignent le pied du mamelon, en gravissent rapidement la pente et en couronnent le sommet. — A gauche, la fortune, si longtemps balancée, ne seconde pas moins nos efforts. Le 10e bataillon de chasseurs à pied, le 78e de ligne, soutenus par le reste de la 3e division, se portent vers le cimetière, dont le canon a fortement entamé les murailles; ils sont suivis par des détachements de divers corps rassemblés en hâte au son de la charge. Tous ensemble, ils s'élancent à travers les murs à demi éboulés comme à travers les brèches d'une ville emportée d'assaut. C'est bien un assaut en effet, mais court et exempt des vicissitudes qui jusqu'ici ont marqué nos attaques. Après une décharge générale, les Autrichiens, troublés par la violence du choc, lassés d'ailleurs de leurs persévérants efforts, s'enfuient en désordre. Le cimetière,

l'église, le château sont à nous : enfin, vers deux heures de l'après-midi, le drapeau tricolore flotte sur la haute tour de Solférino, sur cette *Spia d'Italia* qu'aucun retour de fortune ne nous enlèvera plus (1).

Au delà de Solférino, vers l'est, les collines s'abaissent, puis se redressent en une série d'escarpements qui se prolongent jusqu'à Cavriana, située à trois kilomètres plus loin. Pour que l'avantage soit décisif, c'est jusque-là qu'il faut pousser. Alors, alors seulement le centre autrichien sera enfoncé, et, quelles que soient les chances de la guerre, soit aux bords du lac de Garde, soit en avant de Medole, l'ennemi sera contraint de replier ses ailes et de repasser le Mincio.

Le 1er corps avait été trop maltraité pour fournir ce nouvel effort. C'était à Mac Mahon, soutenu par la garde, qu'il appartiendrait de mener à fond le succès.

Mac Mahon s'était emparé vers huit heures et demie de la Casa-Morino. Il y était resté plusieurs heures, craignant, s'il se portait en avant, de compromettre ses communications avec le 4e corps. Sur ce point, le combat s'était réduit à une canonnade un peu molle, non cependant inoffensive, car en ces lieux venait d'être atteint mortellement le général d'artillerie Auger. Par intervalles, quelques charges de chasseurs ou de hussards contenaient les Autrichiens quand ceux-ci devenaient trop pressants. Solférino pris, Mac Mahon opéra sa jonction avec les voltigeurs de Camou, que suivaient les grenadiers de Mellinet; puis il fit avancer la cavalerie de la garde afin qu'elle comblât l'intervalle qui allait s'élargir entre lui et le général Niel. Ces mesures prises, il porta dans la direction de Cavriana ses deux divisions.

La marche fut d'abord aisée. Après un court combat, les tirailleurs algériens et le 45e emportèrent le petit village de San Cassiano, puis une ferme assez importante, la ferme Malpetti. Bien autre fut la résistance quand on arriva au pied des hauteurs qui se redressent en avant de Cavriana. La principale

(1) *Campagne d'Italie,* rédigée au dépôt de la guerre, p. 426-428. — Rapports et journaux des régiments. (*Arch. du minist. de la guerre.*)

de ces collines, que dans le pays on appelle le mont Fontana, était défendue par toute une division du VII[e] corps, troupe non engagée jusque-là et non atteinte par le découragement et la lassitude qui commençaient à gagner la plupart des régiments autrichiens. Les tirailleurs algériens s'établirent sur les bords du mamelon, mais en furent bientôt chassés. Une seconde attaque, bien que soutenue par une portion du 45[e] et du 72[e] de ligne, ne réussit pas mieux. Mac Mahon dut former de nouvelles colonnes et les faire appuyer par la garde. Les Autrichiens reculèrent alors, mais pied à pied et en nous infligeant des pertes cruelles. Là tombèrent le colonel Laur, le colonel Douay et bien d'autres parmi les plus vaillants. Enfin le mont nous resta, tout arrosé de notre sang. En arrière se montrait Cavriana. Encore un effort, et il ne serait plus au pouvoir de l'ennemi de contester la victoire ou de la ressaisir.

Cavriana que nos troupes allaient atteindre était, depuis plusieurs heures, le quartier général de François-Joseph. Il y tenait encore conseil avec ses lieutenants quand les obus commencèrent à éclater sur le village. Dans le même temps, nos canons à longue portée allaient semer la mort jusque dans les bataillons ennemis qui se croyaient à l'abri. Aucune flatterie des courtisans ne pouvait voiler l'échec : le centre autrichien se trouvait enfoncé. Même dans cette grande disgrâce, un espoir demeurait, c'était qu'un succès remporté sur les ailes tempérât l'humiliation de la défaite, permît peut-être de proclamer la journée indécise et assurât, au pis aller, la sécurité de la retraite. Du côté du lac de Garde, les nouvelles transmises au quartier général autrichien n'avaient rien qui décourageât cette suprême attente. Benedeck tenait partout les Piémontais en échec : en vain les Sardes multipliaient-ils leurs tentatives pour reprendre San Martino. On les voyait s'élever sur les pentes, occuper quelque hangar ou quelque maison isolée; mais le but leur échappait toujours au moment où ils se flattaient d'y toucher. Du côté de Medole, ne serait-il pas possible d'obtenir pareil avantage et de refouler le 4[e] corps français ou du moins de le contenir?

Il ne semble pas que le général Wimpffen, commandant la

première armée autrichienne, qui depuis le matin, avec les IXe, IIIe, XIe corps, luttait contre les bataillons de Niel, ait contribué à entretenir cette confiance. Chose singulière! tandis que Niel doutait de sa fortune, lui-même désespérait de la sienne. Dès deux heures de l'après-midi, il avait écrit à l'Empereur : « J'ai tâché deux fois de prendre l'offensive..... mais je ne suis plus en état de tenir ferme. » Il indiquait même les mesures qu'il croyait propres à protéger la retraite, et il ajoutait : « Je regrette de ne pouvoir annoncer à Votre Majesté des résultats meilleurs (1). » Une heure plus tard, recevant sans doute de nouveaux ordres de l'Empereur, reprenant lui-même peut-être quelque espoir, il se disposa à renouveler la lutte.

Rebecco, Baite, Casa-Nuova furent donc de nouveau assaillis. De notre côté, le courage ne faiblissait pas, mais les forces. C'est autour des bâtiments de Casa-Nuova que se concentrent surtout les efforts de l'ennemi. Une charge des hussards du général Clérambault permet pour un instant à Vinoy de se donner de l'air, de reformer les rangs, de laisser haleter ses troupes épuisées. Bientôt arrive une autre colonne d'attaque dirigée par le prince Windischgrætz. Celui-ci s'avance sous l'abri des terrains couverts avoisinant la ferme, pénètre dans la ferme elle-même, y succombe héroïquement; sa mort, loin de ralentir le combat, le transforme en une véritable mêlée; car ses soldats confondus avec les nôtres s'acharnent à enlever son corps. Une nouvelle charge de cavalerie procure à Vinoy un second répit. Pendant ce temps la lutte se poursuit à Baite, à Rebecco. Plusieurs fois Niel, reprenant l'offensive, essaye de s'avancer vers Guidizzolo; toujours il est ramené en arrière. Il accuse l'insuffisance de ses forces, grossit un peu dans son imagination les avantages que lui assurerait un puissant renfort, se plaint de l'inertie de Canrobert, lui envoie messager sur messager. Cependant le commandant du 3e corps, non content d'avoir appelé Trochu, vient d'appeler aussi la division Bourbaki : car décidément du côté de Marcaria aucun corps

(1) *La Campagne d'Italie de* 1859, rédigée par la division historique de l'état-major de Prusse, p. 175. — *Der Krieg in Italien*, t. II, 2e part., p. 297.

n'est signalé. C'est bien tard, et Bourbaki n'entrera point en ligne. Trochu du moins arrive. Niel va à lui : « J'ai engagé tout mon monde, lui dit-il, vous êtes ma dernière réserve. » Et il lui prescrit de se porter vers Guidizzolo. Le général Trochu, sans se hâter, rassemble ses soldats, leur expose ce qu'il attend d'eux, les exhorte à tirer peu et juste, puis les conduit à l'ennemi avec autant d'ordre et de sang-froid qu'il eût fait sur un terrain de manœuvre. Cette marche méthodique et savante déconcerte les Autrichiens : effrayés par l'arrivée de ces troupes fraîches, découragés de tant de vains efforts, accablés d'ailleurs de lassitude, ils cèdent le terrain, et Trochu les poursuit jusqu'à mi-distance entre Casa-Nuova et Guidizzolo. Il était environ quatre heures et demie. — Dans le même temps, Mac Mahon, que nous avons laissé maître du mont Fontana, entrait dans Cavriana avec les tirailleurs algériens et les voltigeurs de la garde. Seuls les Piémontais étaient encore tenus en échec à San Martino.

Depuis le matin, on combattait. La nature, plus clémente que les hommes, sembla prendre à tâche d'abréger par des ténèbres anticipées cette journée cruelle. Tandis que la bataille faisait rage, de lourds nuages s'étaient fixés dans le ciel ; puis le tonnerre avait grondé, mais à peine entendu, tant ses roulements se confondaient avec ceux du canon ! Soudain l'orage, mêlé de grêle et de pluie, éclata avec la violence familière à ces contrées. Ce que la lassitude avait commencé, la tempête l'acheva. Nos soldats, naguère trempés par la sueur et maintenant suffoqués sous l'ondée, se dispersèrent derrière les talus, sous les arbres, dans les cascines. Plus de souci, si ce n'est celui d'un abri ; partout une nuée épaisse qui couvrait d'un même voile la plaine ou les montagnes et dérobait les uns aux autres les combattants ; d'un bout à l'autre du champ de bataille, une trêve qui était bien la trêve de Dieu.

Quand, l'ouragan ayant passé, le soleil déjà sur son déclin reparut à l'horizon, le spectacle qui s'offrit à nos yeux ne permit plus de douter de la victoire. Pendant l'orage, l'ennemi avait exécuté les ordres de retraite déjà préparés. Bien au delà de Cavriana, de longues colonnes filaient vers le Mincio, tandis que quelques bataillons, demeurés à Guidizzolo et des-

tinés à couvrir le mouvement rétrograde, tiraillaient encore avec les nôtres. A San Martino seulement, la lutte se prolongea. Les Piémontais n'occupèrent la colline qu'à la nuit, ce qui permit aux Autrichiens de revendiquer sur ce point l'avantage, d'exalter Benedeck et de proclamer que les Sardes n'avaient conquis que ce qu'eux-mêmes avaient abandonné. Nous disposions d'une nombreuse cavalerie : en outre, le 3ᵉ corps était presque intact. Soit excès de fatigue ou confusion, soit qu'on fût satisfait du champ de bataille conquis, on n'entama point de poursuite. Comme le jour tombait, les Autrichiens commencèrent à atteindre le Mincio; pendant toute la nuit et une portion de la journée suivante, ils passèrent la rivière, détruisant les barques et repliant les ponts derrière eux. Les alliés victorieux, mais tellement lassés qu'ils ressentaient à peine la joie du triomphe, couchèrent sur leurs positions. Puis l'Empereur dicta pour l'Impératrice et pour la France un laconique télégramme ainsi conçu : *Grande bataille, grande victoire*. A l'aube, la nouvelle parvint à Saint-Cloud, d'où elle se répandit dans Paris. La victoire s'appela d'abord *victoire de Cavriana*, du village où l'Empereur avait daté son premier bulletin. Plus tard, les dépêches ayant précisé les détails, on voulut que le nom de la journée fût celui du lieu où s'était livré le plus rude, sinon le plus long combat, où se dressait la tour fameuse, la *Spia d'Italia*, où s'élèvent aujourd'hui la chapelle commémorative et l'ossuaire de la bataille. On absorba dans cette action principale les deux actions, presque distinctes pourtant, de *San Martino* et de *Medole*. Une seule désignation prévalut qui, seule aussi, subsistera dans les siècles, et la bataille du 24 juin se nomma la *bataille de Solférino*.

IX

Les nuits sont courtes en juin. Quand le jour reparut, l'horreur l'emporta sur la joie. Tout le vaste espace où l'on s'était

battu offrait les mêmes images : des récoltes foulées; de longues files de mûriers au tronc décapité; des fermes, des hangars, des enclos, doublement ruinés par l'ennemi qui les avait crénelés pour la défense et par les nôtres qui les avaient criblés pour l'assaut; sous les décombres, dans les fossés, au pied des arbres, les morts aux formes rigides; puis les blessés tantôt stupéfiés sous le coup, tantôt se tordant dans les souffrances de l'inflammation qui commençait; au loin quelques misérables rôdeurs que le lever du soleil dispersait et qui avaient profité de la nuit pour dévaliser les cadavres. Tout cela ne se montrait que confusément, chacun, ainsi qu'il arrive à la guerre, ne voyant que son petit coin, comme on aperçoit un fragment des choses dans un miroir brisé. On savait la victoire, mais rien des circonstances qui l'avaient amenée ou auraient pu la compromettre. Surtout on ignorait la part de chacun dans l'œuvre commune : « On dit que le corps de Baraguey d'Hilliers a été peu engagé », mandait le 25 juin le général Ducrot (1). Qui manquait à l'appel? qui avait été tué, blessé, fait prisonnier? Toutes sortes de bruits couraient, démentis, confirmés, démentis de nouveau, et qui ravivaient la douleur ou l'espoir.

Durant deux jours, les hommes de corvée se lassèrent à creuser les fosses, à San Martino où Piémontais et Autrichiens gisaient amoncelés les uns sur les autres, à Rebecco et à la Casa-Nuova où avait lutté le 4e corps, à Solférino et sur cette colline des Cyprès qui semblait s'être d'avance parée de deuil pour toutes les sépultures qu'elle abriterait. Pendant ce temps, les soldats défilaient devant les majors des régiments ou les fonctionnaires de l'intendance pour déposer du sort de leurs camarades, et, au fur et à mesure, se dressaient ces actes d'une brièveté sinistre qui allaient glacer le cœur de tant de mères. Tandis qu'on enterrait les morts, les voitures d'ambulance enlevaient les blessés, dans une hâte qui paraissait bien lente au gré de ceux qui souffraient; car la journée du 25 juin s'acheva sans que la besogne fût terminée. C'est seulement au

(1) Général Ducrot, *Vie et correspondance*, t. Ier, p. 343.

bout de quelques jours qu'on put préciser les pertes. Elles étaient pour notre armée de 1,600 tués et 8,500 blessés, auxquels il fallait ajouter 1,500 hommes disparus. L'armée sarde, qui avait lutté toute la journée avec plus de bravoure que de bonheur, comptait 700 morts, 3,500 blessés, 1,200 disparus. Les Autrichiens n'avaient pas moins souffert : car, de leur propre aveu, ils avaient 13,000 tués ou blessés, sans compter près de 9,000 hommes disparus (1).

Tel fut le nombre des victimes que toutes les prévisions se trouvèrent déroutées. Tout manqua, le matériel, les médicaments, et aussi les médecins dont plusieurs avaient été retenus dans les hôpitaux de Novare et de Milan. Les premières ambulances avaient été établies à Medole, puis à Castiglione. Sur cette dernière ville 1,735 blessés furent évacués le 24, 1,308 le 25. Jusque-là les ressources demeurèrent au niveau des besoins. Mais quand, le 26, arrivèrent de nouveaux convois, l'embarras dégénéra en affolement. Tout fut envahi, les églises, les bâtiments publics, les maisons, les magnaneries, et cela dans une confusion qui ne permettait plus les soins (2). Sur ces entrefaites, le bruit se répandit d'un retour offensif de l'ennemi : de là une honteuse panique : on vit les habitants terrifiés se barricader dans leurs demeures et brûler les drapeaux français, tandis que les conducteurs auxiliaires du train abandonnaient leurs fourgons et, pour s'enfuir plus vite, allaient jusqu'à culbuter dans les fossés les voitures d'ambulance.

Castiglione étant insuffisant, Brescia devint le principal centre d'évacuation. La vieille ville, qui naguère, pour fêter nos soldats, avait paré de fleurs ses sombres murailles, fut également propice à ceux des nôtres que la guerre avait atteints. Comme on demandait au maire de combien de lits il pouvait disposer : « La population, répliqua-t-il, est de 40,000 âmes; cela fait 40,000 lits. » Quoique empreinte d'un

(1) *Campagne d'Italie*, rédigée au dépôt de la guerre, p. 450-451. — Docteur Chenu, *Rapport médico-chirurgical sur la campagne d'Italie*, p. 225. — *Der Krieg in Italien*, t. II, 2e part., Appendice, p. 37.

(2) Docteur Chenu, *Statistique médico-chirurgicale de la campagne d'Italie*, p. 328. — Henri Dunant, *Un souvenir de Solférino*, p. 68.

peu d'emphase, la réponse était belle. La vérité, c'est que Brescia fournit 6,000 lits. Elle fournit des médecins, des médicaments, des infirmiers volontaires. Ses femmes et ses filles tinrent à honneur de secourir nos blessés. Comme l'une d'elles se prêtait de préférence aux soins les plus répugnants, et comme on s'en étonnait : « *Sono madre* », répliqua-t-elle. Elle ajouta qu'ayant un fils, engagé dans l'armée sarde, elle l'avait perdu en Crimée, et que cette assistance à d'autres soldats qui lui rappelaient son enfant lui procurait la première consolation qu'elle eût goûtée depuis son deuil.

Ce n'étaient pas seulement les blessés qu'il fallait soutenir, mais les mères, les filles, les épouses qu'attirait en Italie la nouvelle du grand combat. Des trains de chemins de fer, on voyait descendre à la gare de Brescia des femmes en vêtements de deuil qui osaient à peine interroger, tant elles redoutaient la réponse ! L'une d'elles arriva comme son mari venait d'expirer. En dépit des soins, la chaleur de la saison et les fatigues de la campagne envenimaient souvent les blessures. Chaque jour, à certaines heures, la longue avenue des Cyprès, qui, de la porte Saint-Jean, conduit au Campo Santo, se remplissait de cercueils. Du moins, toute la population bresciane faisait cortège aux pauvres morts afin qu'ils retrouvassent en terre étrangère quelque chose des regrets et des prières de la patrie. Medole, Castiglione, Brescia virent en ce temps-là d'autres hôtes : c'étaient des médecins, des philanthropes, des hommes d'œuvre, amenés en ces lieux, les uns par recherche d'observations scientifiques, les autres par zèle charitable. Ils sondèrent les plaies, notèrent, en comprimant les mouvements de leur âme, toutes les horreurs que la plume se refuse à raconter, saisirent sur le vif tout ce qu'avait d'incomplet l'assistance officielle, supputèrent tout ce qu'entraînaient de maux supplémentaires la confusion, les retards, la parcimonie. Ne pouvant supprimer la guerre, ils imaginèrent de l'adoucir. C'est de cette inspiration bienfaisante et chrétienne que naquit plus tard la *Société de secours aux blessés*.

Tandis qu'en arrière de nos lignes, le temps se consumait en ces pieuses et tristes sollicitudes, l'armée demeurait presque

immobile dans ses positions. De même que la bataille avait été livrée un peu au hasard, de même il semble qu'on ait laissé à la fortune le soin d'en recueillir les fruits. Le 25 juin, le 4e corps s'avança jusqu'à Volta. Le 26, le maréchal Baraguey d'Hilliers poussa l'une de ses divisions jusqu'à Monzambano. On touchait au Mincio, mais sans songer encore à le franchir. Le lendemain et le surlendemain se passèrent dans le même repos. Une seule opération se préparait ouvertement, le siège de Peschiera, qui, sans doute, serait confié aux Sardes. Les historiographes officiels, pour expliquer cette longue temporisation, ont invoqué plus tard la pénurie des approvisionnements en vivres et aussi la rareté des moyens de transport, toutes les voitures du pays ayant été réquisitionnées par les Autrichiens (1). Dans le camp, on s'étonnait un peu d'une halte qui, en se prolongeant outre mesure, laisserait l'ennemi réparer ses pertes. En cette inaction relative, on rappelait toutes les circonstances de la grande bataille dont les traces étaient encore visibles. On vantait la puissance de notre artillerie, dont les projectiles avaient creusé des trouées jusque dans les deuxièmes lignes et les réserves autrichiennes. On blâmait l'inertie de la cavalerie de la garde, peu et médiocrement employée. On s'étonnait des pertes des troupes sardes : elles avaient été, disait-on, amenées au combat par paquets, sans unité; de là, pour elles, une fortune douteuse et peu au niveau de leur bravoure. De tous les incidents, le plus commenté était le rôle de Canrobert dans la journée du 24 juin. Niel, autoritaire et personnel autant que savant, se plaignait fort de son collègue : recomposant après coup les événements, il se persuadait et s'efforçait de persuader aux autres que, s'il avait été mieux soutenu, non seulement il eût écrasé l'ennemi, mais lui eût coupé la retraite et aurait changé la défaite en déroute : ainsi parlait-il avec cette exubérance méridionale qu'il tenait de sa nature et que n'avaient pu amortir en lui ni l'étude des sciences exactes, ni la pratique de la vie. Sur ces entrefaites, il fut élevé à la dignité de maréchal,

(1) *Campagne de l'empereur Napoléon III en Italie*, rédigée au depôt de la guerre, p. 453-454.

ce qui parut une approbation de sa conduite, peut-être même de son langage. Un dissentiment si grave et si haut éveilla la curiosité jusqu'à la passion. On honorait la science et les hautes capacités de Niel : mais nul n'eût contesté la loyauté, la sagesse, la bravoure de Canrobert. Les plus sensés faisaient valoir que le commandant du 3e corps avait suivi avec une correction exemplaire les directions du quartier général. Ses ordres lui prescrivaient de marcher sur le bourg de Medole, et il l'avait atteint, même dépassé; de surveiller le côté de Marcaria, et il l'avait surveillé; d'appuyer Niel, et il lui avait envoyé, quoique avec hésitation, la moitié de ses effectifs. Sans doute, un général hardi, doué de ce coup d'œil militaire qui pressent les positions ou les desseins de l'ennemi, résolu, en outre, au point d'interpréter, d'élargir même ses instructions, eût deviné l'inanité du péril du côté de Mantoue ou eût laissé cette chance à la fortune; eût porté, non par portions, mais d'ensemble, ses forces sur Rebecco; eût décidé sur ce point la victoire et s'en fût attribué l'honneur, l'honneur exclusif, même aux dépens de Niel relégué fort au second rang. Mais pouvait-on transformer en faute, en faute lourde surtout, ce qui n'était qu'obéissance trop stricte ou bien encore défaut d'inspiration et de génie ? Le débat, renfermé dans les entretiens des états-majors, devint, quelques jours plus tard, public par le rapport officiel de Niel qui, en termes peu déguisés, accusa son collègue. Canrobert, attaqué, répondit avec violence; Niel répliqua avec une vivacité presque égale. La querelle fut même poussée à ce point qu'il fallut l'intervention de l'Empereur pour l'apaiser.

Comme nous nous attardions dans notre marche offensive, les ennemis nous livrèrent le terrain que nous hésitions à conquérir. Le 27, ils commencèrent à abandonner la ligne du Mincio pour s'abriter derrière l'Adige. Leur mouvement se poursuivit le 28 et le 29 : le soir de ce jour, leur concentration s'acheva, partie autour de Legnago, partie autour de Vérone, où fut transféré le quartier général de François-Joseph. Les Autrichiens d'ailleurs ne se déconcertèrent pas plus qu'après Magenta, et trouvèrent même d'excellentes raisons pour justifier

leur retraite. Ils voulaient, disaient-ils, se réorganiser : puis l'Adige, avec Vérone et Legnago, était une bien meilleure barrière que le Mincio, beaucoup moins large, beaucoup moins profond : les alliés, ajoutait-on, seraient contraints de s'affaiblir pour laisser de forts détachements devant Mantoue et devant Peschiera. Ainsi parlèrent les officieux, mais sans rencontrer beaucoup de créance. A force de chercher des positions en arrière, toutes meilleures les unes que les autres, jusqu'où ne reculerait-on pas?

Rien ne pouvait plus nous retarder. Baraguey d'Hilliers passa le premier le Mincio, et, après lui, Niel suivi d'une division sarde. Le 2 juillet, toute l'armée avait franchi la rivière. Le 1er corps campa à Oliosi, le 2e à Sainte-Lucie, le 4e à Custozza; la garde impériale, ainsi que deux divisions du 3e corps, s'établirent à Valeggio, où fut installé le quartier général. Seule, la division Bourbaki resta à Goito, en deçà du fleuve. Pendant ce temps, l'empereur François-Joseph, laissant un seul de ses corps à Legnago, se fortifiait autour de Vérone, qui semblait le lieu de la prochaine et décisive bataille.

Comme on venait d'achever le passage du Mincio, on vit de fortes colonnes déboucher de Goito et s'acheminer vers Salionze. C'était le corps du prince Napoléon, composé des divisions d'Autemare et Uhrich, de la brigade de cavalerie Lapérouse et d'une division toscane. On savait le sort de la division d'Autemare, qui, se frayant son chemin par le sud de la Lombardie, avait toujours suivi de loin l'armée et avait même participé avec un de ses régiments aux combats de Montebello et de Palestro. Mais par quelles aventures s'était signalé le reste du 5e corps? C'est ce qu'on avait hâte de savoir. Les hommes paraissaient exténués de fatigue, traînaient après eux un assez grand nombre, non de blessés, mais de malades, et surtout étaient tellement poudreux que jamais régiment en étape n'avait recueilli pareil amas de poussière. Comme l'un des officiers de la division Uhrich était interrogé le soir au bivouac par ses camarades : « Nous ressemblons, répondit-il avec un sourire moitié déçu, moitié moqueur, à ces peuples heureux qui n'ont point d'histoire. » Les journaux de

marche, conservés aux archives, permettent de reconstituer cet itinéraire plus pénible que périlleux. Les fantassins du général Uhrich et les hussards du général Lapérouse étaient arrivés à Florence dans les premiers jours de juin. Les cavaliers avaient été campés aux *Cascines*, puis, cette grande promenade paraissant un peu malsaine, avaient été transférés au Poggio Imperiale. Aux *Cascines* avait été établie aussi la 1re brigade d'Uhrich. Pendant ce temps, la 2e brigade, s'étant portée à San Marcello, « observait la frontière du duché de Modène ». Le 7 juin, le prince Napoléon se rendit à Pistoia. « Il s'y rendit pour voir un peu le pays », dit avec une nuance ironique la relation quotidienne. Le 8, une nouvelle reconnaissance, poussée vers le nord, fit replier quelques soldats de François V. Quelques jours plus tard, le gros de la division quitta Florence. Alors avaient commencé les étapes à travers l'Italie centrale, étapes pénibles moins par la longueur du chemin que par l'encombrement des colonnes et les ardeurs de la saison. Faute de mieux, les rédacteurs des journaux de marche marquent les incidents de la route : près de Sarzana un orage épouvantable et qui grossit tous les cours d'eau, puis des chaleurs extraordinaires : ils décrivent le pays « pauvre, disent-ils, mais avec des routes excellentes » : ils notent les souvenirs historiques, et à Fornoue ne manquent pas de rappeler que ce lieu fut illustré sous Charles VIII. Le 26 juin fut jour de liesse : ce jour-là, on entra à Parme sous les arcs de triomphe qui célébraient la victoire de Solférino. Le 27 et le 28, on franchit le Pô, non sans quelque embarras, mais dans le même appareil paisible. Ainsi s'était achevée la route, et avec plus de mauvaise humeur que d'entrain. Soldats et officiers murmuraient tout bas contre leurs fatigues sans gloire. Le plus mécontent de tous était le prince Napoléon : il se déchaînait avec une extrême violence contre l'inertie des Toscans; plus homme d'esprit que militaire, il regrettait ses aises fort troublées par cette marche au grand soleil. N'y tenant plus, il finit par quitter ses troupes et les devança. « Monseigneur aura trouvé qu'il faisait bien chaud », écrivait irrévérencieusement le général Ducrot.

L'arrivée du 5e corps, fort de plus de 25,000 hommes, y compris la division toscane, complétait notre concentration. Tout semblait prêt pour que la guerre se poursuivît, et dans un cadre fort agrandi. De France venait de partir une nouvelle division, la division d'Hugues, qui allait atteindre Milan. A Gênes s'équipait une légion hongroise. Le général piémontais Cialdini manœuvrait dans les montagnes, et Garibaldi se montrait à Tirano. On pressait l'envoi du parc de siège destiné aux opérations contre le quadrilatère : le 3 juillet, les premières pièces étaient à Pozzolongo. Dans le même temps, le chemin de fer amenait jusqu'à Desenzano, aux bords du lac de Garde, des chaloupes canonnières démontées qui concourraient aux attaques de Peschiera : elles furent apprêtées, non sans grande peine, et déjà on songeait à les lancer. Assaillie de tous côtés sur terre, l'Autriche n'était pas moins menacée sur ses côtes. Sous les ordres du vice-amiral Romain Desfossés, une escadre avait pénétré dans l'Adriatique. Le 3 juillet, elle avait occupé sans coup férir l'île de Lossini. Un corps de débarquement, composé des troupes les plus solides, était mis à la disposition de l'amiral; des renforts allaient suivre, et on ne doutait pas que, sous cette démonstration vigoureuse, Venise ne tombât bientôt entre nos mains.

Ces nouvelles propagées dans l'armée présageaient une action prochaine. On la crut tout à fait imminente quand, le 6 juillet, un ordre du quartier général prescrivit pour le lendemain un déploiement inusité. Le maréchal Canrobert, ayant en réserve la garde, devait appuyer sa droite à Valeggio, sa gauche à Venturelli. Le maréchal Mac Mahon avait pour instructions de couvrir les hauteurs en avant de Sainte-Lucie. Niel se porterait en avant d'Oliosi. Baraguey d'Hilliers s'étendrait autour de Castelnuovo. Le prince Napoléon, en arrière de Baraguey d'Hilliers, rangerait ses divisions aux abords de la grand'route, prêt à se porter à droite ou à gauche suivant le besoin. Des dispositions minutieuses réglaient les mouvements ultérieurs d'après les mouvements supposés de l'ennemi. Tout était prévu, et avec une surprenante abondance de détails. Les soldats emporteraient leurs sacs, mais avec les cartouches et le biscuit

seulement. Ils rempliraient leurs bidons d'eau mêlée d'eau-de-vie. Les capotes seraient laissées au camp. On éviterait les tirailleries inutiles. Jamais l'Empereur n'avait été si précis. Décidément il se complaisait dans son rôle de général et n'était pas près de l'abdiquer.

Le 7 juillet, à la pointe du jour, toutes les troupes prirent donc les armes et garnirent leurs positions de combat. Les heures s'écoulèrent sans que l'ennemi se montrât. Le soleil était déjà bien haut à l'horizon quand l'ordre vint de regagner les cantonnements. Les soldats rentrèrent d'assez mauvaise humeur, fatigués de l'alerte inutile, heureux pourtant de retrouver au bivouac la nourriture, le repos et surtout un peu d'ombre. Ils y devaient trouver bien autre chose. L'Empereur conduisait sa politique comme un auteur exercé conduit un roman feuilleton, et, au moment le plus dramatique, il ne lui déplaisait pas de mettre un point d'arrêt. Vers une heure, une nouvelle inouïe, extraordinaire, circula dans les camps. Le télégraphe de campagne venait de transmettre à tous les commandants d'armée une dépêche de l'Empereur ainsi conçue : « Il y a armistice entre l'empereur d'Autriche et moi. »

X

Si imprévu qu'ait été ce coup de théâtre, il n'est pas malaisé de démêler à quelles influences l'Empereur a obéi.

On a dit ses premières préoccupations à Milan. Il s'y trouvait encore quand les Autrichiens avaient commencé à évacuer toute la rive droite du Pô. La conséquence avait été la chute de tous les trônes déjà ébranlés. La duchesse de Parme d'abord, puis le duc de Modène avaient quitté leurs États. Dans le même temps, la révolution avait gagné les Romagnes. Bientôt on sut que le Piémont, sans s'annexer encore les provinces soulevées, y avait envoyé, comme naguère en Toscane, des commissaires investis d'une dictature provisoire qui s'exercerait au nom du

Roi. Décidément, Victor-Emmanuel s'émancipait, et, à ses côtés, Cavour devenait plus grand qu'un sujet ne doit l'être. Une note fut envoyée au *Moniteur*, à la double fin de calmer le public et de contenir l'avidité piémontaise. « On croit, disait cette note, que le Piémont va réunir toute l'Italie en un seul État. *De semblables conjectures n'ont aucun fondement*. Les populations délivrées ou abandonnées veulent faire cause commune contre l'Autriche. Mais la dictature n'est qu'un pouvoir temporaire (1). » Ainsi dogmatisait l'organe officiel. Malheureusement l'inquiétude se trahissait par l'insistance même à se rassurer et à rassurer les autres.

L'Empereur, à chaque étape de sa route depuis Milan jusqu'à la Chièse, avait retrouvé ces soucis. C'est au bout de cette marche qu'il s'était heurté aux collines de Solférino. En cette journée, il avait fait bonne figure et s'était exposé fort décemment pour un chef d'État; car il était brave autant que bon. Cette bonté même qui l'honorait lui rendit plus douloureuse la victoire. C'était le spectacle de Magenta, dans un champ plus vaste et plus affreux. Quel que fut le succès, il obligeait à de nouveaux triomphes. En face était le quadrilatère, fortifié par la nature et par les hommes, défendu en outre par une armée puissante et non désorganisée, quoique vaincue. Pour cette guerre agrandie, il eût fallu le premier des Bonaparte dont le souvenir revivait partout en ces lieux. Mais Napoléon (est-il besoin de le dire?) n'en avait ni la jeunesse, ni l'activité, ni le coup d'œil militaire; surtout, il n'avait pas cette impassibilité cruelle, signe des vrais conquérants.

Les sentiments de l'Allemagne ajoutaient à ces sollicitudes une pressante préoccupation. Plus nous avancions en Italie, et plus les États de la Confédération germanique affectaient de s'alarmer. La Prusse, charmée des défaites autrichiennes, mais inquiète des victoires françaises, flottait entre sa jalousie satisfaite et sa peur qui commençait à s'éveiller. La peur ne l'emporterait-elle pas, ou l'espoir de quelque abondant profit ne brusquerait-il pas la décision? A Paris, le maréchal Randon,

(1) *Moniteur*, 24 juin.

chargé comme ministre de la guerre de la défense générale du territoire, s'effrayait de plus en plus d'une lutte qui se porterait de deux côtés à la fois. Dans cette prévision, il hésitait à affaiblir les garnisons de l'Est, à dégarnir l'intérieur, à se dessaisir de ses officiers les plus solides. « Je ne veux pas me priver de mes meilleurs éléments, répondait-il au major général quand les demandes de celui-ci devenaient trop pressantes. — Il faut bien, répliquait Vaillant avec quelque humeur, remplacer ceux qui ont été tués ou blessés. » La correspondance des deux maréchaux, d'ailleurs assez rare, se réduisait généralement à ce court dialogue. En fin de compte, on cédait quelque chose de part et d'autre, on transigeait, ce qui était le meilleur moyen de n'être assez fort, le cas échéant, ni sur le Rhin ni sur le Pô.

Sur ces entrefaites, des nouvelles d'une singulière gravité parvinrent à l'Empereur. Dès le 23 juin, les rapports médicaux avaient signalé un remarquable accroissement dans le nombre des malades, surtout parmi les jeunes soldats arrivant des dépôts. Après Solférino, la fatigue, la chaleur, les soins souvent tardifs avaient déterminé parmi les blessés beaucoup d'accidents purulents. Les jours suivants, sous l'influence des insomnies, des mauvais bivouacs, d'une alimentation irrégulière, les cas de diarrhée et de fièvres intermittentes ou paludéennes se multiplièrent au point d'exciter une véritable inquiétude. Le 2 juillet, le baron Larrey, chirurgien en chef de l'armée, écrivait aux médecins sous ses ordres : « Certaines complications morbides, si elles étaient qualifiées par leur nom propre, *tel que le typhus*, offriraient de graves inconvénients. Aussi, je vous invite, ainsi que nos camarades de Milan, à la plus grande réserve vis-à-vis du public dans l'appellation des maladies graves. » Comme le voulait le docteur Larrey, on se garda de prononcer ou d'écrire les mots défendus. Ce que le public n'apprit que plus tard, l'Empereur, sans doute, le connut sur l'heure. Au commencement de juillet, il y avait dans les hôpitaux ou infirmeries 25,000 malades (1). A la

(1) CHENU, *Statistique médico-chirurgicale*, t. II, p. 877.

vérité, les ambulances autrichiennes contenaient un nombre plus considérable encore d'hospitalisés (1) : mais la consolation était médiocre, surtout pour l'âme humaine de l'Empereur.

Sous ces influences diverses s'étaient montrés les premiers signes d'une volonté qui ne demandait qu'à se laisser fléchir. Un assez grand nombre de prisonniers avaient été transférés à Gênes : aussitôt Napoléon III avait donné lui-même des ordres pour qu'on veillât sur eux et qu'on fît même des avances à ceux des officiers qui en auraient besoin. Après Solférino, les blessés ennemis reçurent des soins empressés; des mesures furent prises pour que leurs familles fussent informées de leur état, et que les souvenirs pieux ou les legs des morts parvinssent à destination. Comme un messager de François-Joseph était venu réclamer la dépouille du prince Windischgrætz, l'Empereur l'accueillit avec une extrême bienveillance et le pria de remercier son maître de ses bons traitements envers les Français captifs. Deux médecins autrichiens prisonniers ayant soigné nos malades en même temps que leurs nationaux, une lettre spéciale du major général signala « leur habileté, leur dévouement (2) », et on les renvoya avec toutes sortes d'égards. Comment interpréter ces témoignages réitérés? Était-ce humanité ou courtoisie? N'était-ce pas plutôt vague espoir de rapprochement?

Sur l'heure, ces indices, perdus au milieu d'indices contraires, furent peu remarqués. En ces conjonctures pleines d'obscurités, le représentant d'une puissance secondaire, l'ambassadeur de Naples à Paris, eut le mérite assez rare de prédire le dénouement prochain, de tracer même, avec une précision presque mathématique, le cadre des négociations futures. Dès le 19 juin, il écrivait : « On cherche à tout finir à Vérone. » Le 1er juillet, il ajoutait : « Le moment opportun pour traiter sera celui où l'Autriche, ayant perdu la Lombardie, sera aussi en voie de perdre la Vénétie. Les conditions de la paix seront les suivantes : la Lombardie et les duchés au Piémont; la

(1) Voir *Campagne d'Italie,* par la division historique de l'état-major de Prusse, p. 134-135.

(2) Lettre du maréchal Vaillant, 3 juillet. (*Arch. du minist. de la guerre.*)

Vénétie sous un archiduc autrichien; la Toscane indépendante (1). » Cavour, quoique toujours en éveil, ne paraît pas avoir soupçonné la grande surprise. Sans doute, il craignait ses ennemis de Paris, M. Walewski, le maréchal Randon, « soutenus, disait-il, par lord Cowley et M. de Kisselef » (2). En outre, il avait remarqué un accès de mauvaise humeur assez vif de M. de Stakelberg, ministre de Russie à Turin. Mais il ne s'en était pas alarmé. Faisant allusion à l'état de santé du diplomate moscovite : « C'est sa maladie de foie », avait-il dit dédaigneusement (3). Une chose le rassura tout à fait. Kossuth venait d'être reçu en audience par Napoléon : l'Empereur aurait-il accueilli le grand agitateur hongrois s'il ne voulait pousser la guerre à fond (4)? Dans ce temps-là même, le premier ministre sarde, comptant tout à fait sur l'avenir, chargeait M. La Farina d'une mission dans les provinces vénètes à la suite de l'armée.

L'Angleterre s'était montrée, avant la guerre, la plus infatigable des médiatrices. Il était naturel qu'elle recueillît la première confidence des pensées de paix. On ne retrouverait plus cependant, au *Foreign Office*, l'esprit de modération qui avait inspiré les constants efforts de l'hiver précédent. Le 10 juin, le ministère tory de lord Derby et de lord Malmesbury était tombé sous un vote parlementaire, et il venait d'être remplacé par un ministère whig. Lord Palmerston était chef du cabinet; lord John Russell, ministre des affaires étrangères. Les amis de l'Italie avaient accueilli ce changement avec enthousiasme, et, au moment où on proclamait le vote des Communes, on avait vu, disait-on, dans les couloirs, le marquis Emmanuel d'Azeglio lancer son chapeau en l'air et pousser de véritables vociférations de joie. « Jamais, disait dédaigneusement lord Malmesbury, on n'aurait imaginé un ambassadeur,

(1) Dépêches du marquis Antonini, 19 juin, 1er juillet. (BIANCHI, *Storia documentata*, t. VIII, p. 139 et 140.)

(2) *Lettere edite ed inedite di* Camillo CAVOUR, t. VI, p. 406-408.

(3) *Ibid.*, t. III, p. 102.

(4) *Ibid.*, t. III, p. 106. — V. aussi KOSSUTH, *Souvenirs et écrits de mon exil*, p. 291.

même italien, se livrant à de pareilles extravagances (1). » Combien cette joie était justifiée, on devait le savoir par la suite! Le marquis d'Azeglio ayant été reçu par lord Palmerston et lui ayant exposé le plan d'un royaume de l'Italie septentrionale qui comprendrait la Lombardie, la Vénétie, les Romagnes, les duchés, l'homme d'État britannique ne formula aucune objection. Il se contenta de répliquer avec un sourire : « La seule question est de savoir si la France voudra constituer à son flanc une seconde Prusse (2). » Ce langage laissait pressentir que, si on avait eu à se garder contre les prédilections autrichiennes des torys, on aurait à se garder désormais contre des tendances toutes contraires. Pourtant l'Empereur ignorait encore que le revirement fût si brusque et si complet. Dans cette illusion, il invita son ambassadeur, M. de Persigny, à soumettre au cabinet britannique un projet d'arrangement qui se résumait en deux points principaux : d'abord l'attribution de la Lombardie au Piémont; puis la création, au profit d'un archiduc, d'un royaume séparé comprenant la Vénétie ainsi que le duché de Modène. Si l'Angleterre agréait ces vues, elle pourrait se les approprier et se porter médiatrice entre les belligérants. M. de Persigny devait présenter la combinaison comme émanant de sa propre initiative. L'ambassadeur ayant accompli sa communication, nul ne douta que l'inspirateur ne fût Napoléon III lui-même. Mais lord Palmerston formula de suite une objection, et sur le ton le plus péremptoire : « Ce sont, observa-t-il, des conditions qui déplairont des deux côtés. Les Autrichiens ne céderont pas la Vénétie qu'ils occupent encore. Quant aux Italiens, ils espèrent la liberté entière de leurs pays et ne croiront pas à cette liberté tant qu'un archiduc régnera à Venise et à Modène. » Le gouvernement de la Reine ne se refusait pas à transmettre la proposition, mais se refusait à la recommander et à l'appuyer. M. de Persigny, ainsi éconduit, se hâta de télégraphier la réponse à Valeggio.

(1) Malmesbury, *Memoirs of an ex-minister*, t. II, p. 187.
(2) Bianchi, *Storia documentata*, t. VIII, p. 131.

L'Empereur, lent à l'ordinaire, avait parfois des brusqueries qui déconcertaient. Défiant vis-à-vis de la Prusse, sentant la Russie bien loin, mal soutenu en outre par l'Angleterre, il se dit que, pour aller de Valeggio à Vérone, il était inutile de passer par Londres, et qu'après tant de victoires, il y aurait générosité à faire le premier pas. De là un dessein tout nouveau, celui de se passer d'intermédiaire : de la sorte, on irait plus vite et on ferait une double économie, celle des remerciements d'abord, puis celle des frais de commission. Que cette négociation directe eût quelque chose d'inusité, Napoléon ne l'ignorait pas. Mais la singularité même du dénouement ne pouvait que le séduire : car il aimait à ne rien faire comme tout le monde, ni la guerre ni la paix.

Le 6 juillet, à l'heure même où les chefs de corps préparaient pour le lendemain la grande prise d'armes que nous avons racontée, Napoléon manda un de ses aides de camp, le général Fleury, lui prescrivit le plus grand secret et lui ordonna de se rendre aussitôt à Vérone pour y remettre un message à l'empereur d'Autriche. Il ne lui dissimula pas le contenu de la dépêche qui était une proposition d'armistice. « Soyez insistant, ajouta-t-il : dites que je désire la paix, mais que, si la lutte continue, mes vaisseaux vont ouvrir les hostilités contre Venise. » La nuit était déjà venue quand l'aide de camp impérial arriva à Vérone. Le monarque autrichien ayant demandé quelque délai : « Je suis aux ordres de Votre Majesté, répliqua Fleury; mais Elle me permettra de lui dire que la réponse presse, car notre flotte a déjà occupé l'île de Lossini. » François-Joseph promit de hâter sa décision. En effet, le lendemain à huit heures, il revit le général et, lui remettant une lettre pour Napoléon, l'informa en termes très courtois qu'il acceptait l'armistice. Fleury repassa les lignes autrichiennes, puis franchit les rangs de l'armée française alors déployée en bataille et n'attendant qu'un signal pour renouveler ce jour-là le grand effort de Solférino. A midi, le messager de paix arriva à Valeggio. On sait le reste, et comment nos troupes, rentrées dans leurs cantonnements après une matinée de fatigue, apprirent que leur service de guerre était, selon toute apparence, fini.

XI

Dans le camp français, l'impression fut la surprise : parmi les Sardes ce fut la déception, mais d'abord sans trop grand éclat. Comme Victor-Emmanuel s'était rendu à Valeggio, l'Empereur s'ingénia à le rassurer : il ne s'agissait que d'une simple trêve; les conditions seraient si dures qu'il était douteux que l'Autriche les acceptât; le plus urgent était d'augmenter l'armée et de mettre sur pied au moins 100,000 Italiens. Le lendemain le *Moniteur*, en annonçant la nouvelle, y ajouta un commentaire plus belliqueux que pacifique. « La suspension d'armes, disait-il, tout en laissant le champ libre aux négociations, ne saurait dès à présent faire prévoir la fin de la guerre. » Après entente entre les délégués des trois armées belligérantes, le terme de l'armistice fut fixé au 15 août. A Monzambano, siège du quartier général piémontais, on croyait, on feignait de croire que tout n'était pas fini. Le Roi, ayant réuni ses généraux, leur répéta avec beaucoup d'assurance ce que l'Empereur lui avait dit. A Turin, le langage fut le même : on jugeait la paix peu probable; l'armistice était purement militaire; on avait voulu éviter le siège de Vérone pendant les grandes chaleurs. Ainsi parlait le directeur de l'officieuse *Opinione* (1).

Tandis que les Sardes, soit calcul, soit illusion, s'appliquaient à retenir leurs espérances, divers messages s'échangeaient entre Valeggio et Vérone. Les choses étant ainsi mises à point, une entrevue fut arrêtée entre les deux empereurs. Elle aurait lieu le 11 juillet à neuf heures du matin au village de Villafranca. Parti de Valeggio, l'empereur des Français arriva le premier, alla au-devant de son jeune rival et l'accueillit avec des égards qui seyaient bien à un vainqueur. Sur la route, une

(1) Voir *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour raccolte ed illustrate da* Luigi Chiala, t. III, p. ccxi, ccxii et 411, 412.

maison se trouvait qu'on appelait la maison Guadini Morelli. Les deux souverains y entrèrent pour leur conférence. Ainsi avaient fait, cinquante-deux ans auparavant, le premier des Bonaparte et l'empereur Alexandre quand ils s'étaient rencontrés sur le radeau de Tilsitt. Ce souvenir n'avait rien qui pût déplaire à Napoléon III, très avide de ces rapprochements et toujours en quête de ce qui frapperait l'imagination des peuples.

Nul témoin n'assista à l'entretien. De part et d'autre, les personnages de la suite attendaient sur la route, impatients de détails, échangeant par intervalles quelques mots à voix basse et gravant du moins dans leur mémoire le cadre de la scène, puisqu'ils ne pouvaient pénétrer la scène elle-même. En rassemblant les lambeaux des confidences faites par l'empereur des Français ou l'empereur d'Autriche et recueillies par les contemporains, voici ce qu'on peut rapporter sur cette entrevue fameuse.

Napoléon III avait sondé, les jours précédents, les dispositions du gouvernement anglais, et avait surpris chez les ministres britanniques des sympathies italiennes que jamais il n'eût soupçonnées, du moins à ce degré. Cette brusque évolution lui fournissait un argument trop naturel pour qu'il ne le saisît pas. La Grande-Bretagne, naguère si ardente à la médiation, ne s'y prêterait plus aujourd'hui ou ne s'y prêterait qu'à des conditions singulièrement onéreuses pour l'Autriche. Sûrement la Prusse suivrait l'Angleterre. En ces conjonctures, la moins exigeante des puissances, ne serait-ce pas la France? « Nous pouvons, ajouta avec courtoisie l'empereur des Français, traiter avec honneur, vos troupes et les miennes ayant combattu avec une bravoure égale. » Ce langage, outre qu'il charmait l'amour-propre de François-Joseph, répondait à ses vues, à ses rancunes surtout. Échapper aux bons offices de la Prusse, à la dure bienveillance de l'Angleterre, à la maligne compassion de la Russie, n'avoir personne à remercier, personne à payer, quelle chance inespérée au milieu d'une fortune si contraire! Napoléon, par sa bonté simple, manquait rarement de séduire ceux qui l'approchaient. Il acheva de gagner son rival en évitant avec un soin délicat tout ce qui eût rappelé ses récentes

victoires. Lui-même, il fut vivement attiré vers le jeune empereur si souvent éprouvé par l'infortune et toujours si digne dans ses disgrâces. Ces sentiments réciproques ayant préparé l'entente, Napoléon posa ses conditions ou plutôt formula ses vœux, se gardant de tout ce qui eût semblé ultimatum ou exigence de victorieux. Il proposa la cession de la Lombardie à la Sardaigne, la création d'un royaume de Vénétie sous un prince autrichien, l'établissement d'une confédération italienne sous la présidence du Pape. Des réformes seraient en outre provoquées dans les États pontificaux. Un congrès enfin réglerait les détails qui n'auraient pas été prévus. La réponse de François-Joseph fut d'une entière franchise, avec une nuance de rancune hautaine vis-à-vis du Piémont : « J'ai perdu, dit-il, la Lombardie : mais je ne la donnerai pas à la Sardaigne. Tout ce que je puis faire, bien qu'il en coûte à ma fierté, c'est de la céder à la France, qui en fera ce qu'elle voudra. Quant à la Vénétie, je l'occupe encore, et je ne puis abandonner ce qui n'a pas été conquis. Mais je sens que de grands changements y sont nécessaires; je les accomplirai, et, sous mon sceptre, Venise sera non seulement heureuse, mais satisfaite. » Sur les points secondaires, François-Joseph n'éleva guère d'objections. Il n'était pas hostile à une confédération italienne. Il ne refusait pas de s'unir à la France pour demander des réformes au Saint-Père, mais formulait quelques doutes soit sur l'urgence des réformes, soit sur les moyens de les accomplir. Il jugeait opportune et nécessaire une amnistie générale. En revanche, l'idée d'un congrès éveilla chez lui quelque répugnance. Soucieux de sauvegarder les États qui se rattachaient à lui par d'anciens traités d'alliance, le souverain autrichien demanda le retour des princes italiens dépossédés : ce qui fut expressément stipulé, au moins pour le grand-duc de Toscane et le duc de Modène. Entre les deux monarques, une seule divergence importante subsistait : la Vénétie. Mais Napoléon pouvait-il prétendre à régler le sort d'une province qu'il n'avait point conquise, qu'il n'avait même point envahie? Il céda, et de la sorte l'accord se fit. C'est alors seulement que les deux empereurs reparurent sur le seuil de la maison Morelli. Mutuellement ils se présentèrent les princi-

paux personnages de leur suite; puis, après s'être tendu la main, ils s'éloignèrent, l'un vers Vérone, l'autre vers Valeggio.

Cependant rien n'avait été écrit, en sorte que tout demeurait confié à la bonne foi des monarques et à leur mémoire. Dans l'après-midi, les préliminaires furent rédigés au quartier général de Valeggio, et le prince Napoléon reçut la mission de les porter à Vérone. Il n'est pas téméraire de croire que le choix du messager déplut. Le prince n'était-il pas le gendre de Victor-Emmanuel et l'un des amis les plus chauds de l'Italie? Les conditions furent débattues une à une et avec un peu plus d'animation que le matin. L'empereur d'Autriche confirma l'abandon de la Lombardie, non pas au Piémont, répéta-t-il, mais à la France. Il excepta de la cession Peschiera et Mantoue, qui n'avaient été ni pris ni même assiégés. Comme le projet de Valeggio, en consacrant les droits des souverains de Toscane et de Modène, stipulait que les restaurations ne pourraient s'accomplir par les armes, François-Joseph repoussa cette réserve. « Ce serait, dit-il, un appel indirect à la résistance. Je puis, ajouta-t-il avec dignité, faire des sacrifices personnels; je ne puis ni ne veux abandonner mes parents et mes fidèles alliés. » Que déciderait-on pour le duché de Parme? Le prince Napoléon eût souhaité qu'il fût réuni au Piémont, dont il semblait le complément naturel. La réponse du monarque ne se fit pas attendre : « Je ne puis céder des États qui ne m'appartiennent pas. » Comme on ne pouvait s'accorder, on se tira d'embarras par le silence : de là une omission qui devait être vivement commentée. Quand tout fut fini, l'empereur d'Autriche apposa sa signature sur les préliminaires, non sans une vive émotion. « Puissiez-vous, prince, dit-il, ne vous trouver jamais dans la dure nécessité de céder l'une de vos plus belles provinces! » Bientôt, les esprits se détendant un peu, l'entretien prit un tour plus abandonné. François-Joseph se plaignit vivement de la Prusse, et ajouta : « J'aime mieux céder à Napoléon qu'à un congrès (1). » Il était huit heures du soir. Le prince prit congé de son hôte. A

(1) Voir Bianchi, *Storia documentata*, t. VIII, p. 148-154.

dix heures il était à Valeggio. L'Empereur alla au-devant de lui, et, ne cachant point sa joie, le remercia, l'embrassa même. La paix était conclue.

XII

Il y a quelque chose de plus malaisé que de conduire à bonne fin une grande guerre, c'est de rendre un service à demi. L'obligé, au lieu de calculer ce qu'il a reçu, se croit frustré de tout ce qui reste à donner. Les préliminaires à peine signés, nous eûmes à nous justifier, non vis-à-vis des Autrichiens que nous venions de battre, mais vis-à-vis des Italiens que nous avions eu le tort, le tort impardonnable, de ne point affranchir d'un seul coup.

Le plus irrité fut Cavour. Il n'est pas sans intérêt de noter ses paroles ou ses actes en ces jours mémorables.

La suspension d'armes l'avait surpris, mais sans le déconcerter d'abord : était-il possible que tout se réglât sans lui? Bientôt il avait appris, et avec un grand trouble, la durée de l'armistice : décidément il s'agissait d'une longue trêve et qui pourrait conduire à la paix. Le 9 juillet, vers le soir, une lettre de La Marmora lui était parvenue qui, par le vague même de ses termes, avait accru ses appréhensions. N'y tenant plus, il était parti pour le camp. Le 10, à l'aube du jour, il était à Desenzano. De là une méchante voiture le conduisit vers Monzambano, quartier général des Sardes. Pendant la courte halte, il avait été reconnu sous les arcades de la place, et, chemin faisant, son cocher lui demanda s'il était vrai qu'il fût le *grand Cavour*. « Allez vite, allez vite », telle fut la seule réponse. A Monzambano, Cavour descendit, non pas jovial et reposé comme de coutume, mais portant sur ses traits la trace de ses agitations. Le Roi était à la villa Melchiorri. Le premier ministre s'enferma avec lui : du dehors, on entendait le bruit des voix et comme un entretien animé, moins contenu que ne l'est d'ordi-

naire celui d'un prince et d'un sujet. On ne sut point les détails, mais seulement que Cavour avait osé conseiller à son maître de refuser, le cas échéant, un affranchissement incomplet, d'appeler à lui toute l'Italie, de se confier à son destin. Plus tard dans la journée, l'homme d'État sarde vit le prince Napoléon, mais non l'Empereur qui se fit invisible, car il redoutait ses reproches et surtout ses pièges.

Le soir, comme le Roi revenait de Valeggio, il dit à ses aides de camp : « Demain aura lieu l'entrevue entre les deux empereurs, et nous serons fixés sur la paix ou la guerre. » Ce que fut pour Cavour cette journée du 11 juillet, on le devine aisément! Dans l'après-midi, il tenta de revoir le prince Napoléon; mais celui-ci était parti pour Vérone. Quant à l'Empereur, il persistait à se dérober. A une heure avancée de la soirée, on eut enfin le texte des préliminaires. Sur l'attitude de Cavour à cette heure décisive, toutes sortes de versions, mêlées sans doute d'exagérations ou d'inexactitudes, se sont accréditées en Italie. On dit qu'ayant commencé à lire le traité, il le jeta violemment sur la table, ne pouvant aller jusqu'au bout. Puis il donna sa démission. Le 12, il repartit pour Desenzano. Le lendemain il était à Turin, répandant partout ses plaintes, s'élevant contre ce qu'il appelait, contre ce qu'on appela après lui la grande trahison de l'Empereur. Non seulement, disait-il, il n'était plus président du conseil, mais il se ferait conspirateur plutôt que de prêter la main au marché qui venait de se consommer. Les Turinois écoutaient ce langage avec ahurissement et aussi avec incrédulité : ils ne se figuraient pas que cette retraite fût durable et que, Cavour vivant, la monarchie sarde pût avoir un autre conseiller que lui (1).

En cette occasion, Victor-Emmanuel se posséda mieux que son ministre. A la première nouvelle du pacte de Villafranca, il ne sut pas réprimer un mouvement de révolte, et, lui aussi, parla vaguement de séparer son sort de celui de l'Empereur. Comme Napoléon ne s'émouvait point de ces doléances, il

(1) Voir *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour raccolte ed illustrate da* Luigi CHIALA, t. III, p. CCXV et suiv., et p. 107. — BIANCHI, *Storia documentata,* t. VIII, p. 160. — Michel-Angelo CASTELLI, *Ricordi,* p. 316 et suiv., etc.

recouvra promptement son sang-froid. « Pauvre Italie! » murmura-t-il. Puis, après une pause, il ajouta avec dignité : « Quelle que soit la décision de Votre Majesté, je garderai toujours la plus vive gratitude de ce qu'Elle a fait pour l'indépendance de mon pays, et je vous prie de croire qu'en toutes circonstances, vous pourrez compter sur ma fidélité. » Ce prince, si brusque à l'ordinaire, si absorbé par le plaisir, si impatient de toute contrainte, était, à ses heures, rusé et retors comme le plus matois des paysans piémontais. Il eut, en cette occurrence, une inspiration qui eût réjoui à la fois le plus habile des diplomates et le plus fin des procéduriers normands. Obligé de subir les faits accomplis, il prit soin de stipuler aussitôt à son profit ce qu'il appelait *la liberta d'operare*. Dans cette pensée, il fit dire à l'Empereur par le général La Marmora qu'il signerait les préliminaires de paix, mais qu'il demandait à les signer avec cette réserve : *J'approuve pour ce qui me concerne*. Napoléon accueillit le général avec de grands égards, lui parla de tous et même de Cavour avec beaucoup d'aménité; puis, tout heureux d'en être quitte à si bon compte, il autorisa pleinement la restriction que sollicitait le Roi (1). Victor-Emmanuel souscrivit donc aux stipulations qui terminaient la guerre, mais il ajouta : *Per quanto mi regardono*. Cela voulait dire que, respectueux lui-même des traités, il réservait les droits des Modénais, des Toscans, des Parmesans, des Romagnols. Il les réserverait, en effet, et les réserverait si bien qu'à un jour prochain il grouperait tous ces peuples sous son sceptre. C'est alors qu'il retrouverait son grand ministre. Les Italiens avaient pénétré toute cette politique et déjà disaient de Cavour : « Il s'en va, mais il a une contremarque dans sa poche. »

Tandis que ces scènes se passaient à Valeggio, la nouvelle du traité se répandait en Europe. Une guerre qui finit sans conférence ni protocole est comme une maladie qui se guérit sans médecin. Les mêmes diplomates qui avaient marchandé leur concours furent étonnés, froissés même qu'on s'en fût passé. La Prusse, hésitante pendant tout le temps de la guerre,

(1) Voir Bianchi, *Storia documentata*, p. 159-160.

se débattit d'assez mauvaise humeur entre les reproches de l'Autriche qui gourmandait sa tiédeur et de la France qui accusait ses prétendus projets d'intervention. La Russie affecta de se montrer indifférente. De toutes les puissances, la plus déçue fut l'Angleterre. Elle n'avait satisfait qu'à demi la France : quant à l'Autriche, elle l'avait cruellement offensée par ses sympathies italiennes, et, à quelque temps de là, M. de Rechberg, qui avait succédé au comte Buol, ne manqua pas de le proclamer bien haut. Par-dessus tout, elle voyait ses bons offices négligés et elle ne pourrait consigner dans ses *Blue Books* aucune trace de son action. Une consolation lui restait, celle de la critique. Le chef du *Foreign Office*, lord John Russell, excellait en cet art. Il reprit le traité par le menu, le discuta ou plutôt le déchiqueta, et dévoila, avec une malveillance joyeuse autant qu'implacable, toutes les causes qui le rendraient prochainement caduc. Ce n'était pas seulement dépit, mais habileté perfide. Quelle revanche pour les ministres britanniques si, à force de signaler les lacunes de l'œuvre de Villafranca, ils détournaient à leur profit la reconnaissance italienne! Quel coup de maître, et vraiment bien anglais, si par meetings, articles de journaux, discours aux Communes, ils obtenaient tout ce que n'obtiendrait plus le souvenir importun de notre sang versé! Mais ce sont là des choses qui trouveront place en leur lieu.

L'Empereur n'avait plus qu'à regagner la France. Le 12 juillet, il déposa le commandement et, quittant Valeggio, arriva à Desenzano. Il y fit halte, soit que la beauté des lieux le séduisit, soit qu'il ressentit la lassitude de tant de fatigues et d'émotions. Au bord du lac étaient les chaloupes canonnières rassemblées à grands frais pour le siège de Peschiera. Dans les replis du Mincio apparaissait Peschiera elle-même, laissée à l'Autriche. Pour tempérer par une petite générosité une grande déception, Napoléon donna à Victor-Emmanuel les embarcations qui ne serviraient plus. On a raconté que l'Empereur ayant voulu visiter la presqu'île de Sermione, le guide qui le conduisait lui dit, croyant lui plaire : « Napoléon Ier est venu ici, après Campo-Formio. » Cette allusion au sort de Venise deux fois sacrifiée

provoqua parmi les assistants un silence plein d'embarras. Le 14, le souverain entra dans Milan, qui, définitivement délivrée, lui fit un accueil chaleureux : seule entre toutes les villes d'Italie, elle devait lui garder une gratitude fidèle. Le lendemain, le voyage se poursuivit, et, comme on passait en chemin de fer, on revit, dans une vision rapide, Magenta aux maisons pantelantes, la plaine aux récoltes foulées, le Naviglio, les fonds du Tessin, puis, çà et là, de petits *tumuli* qu'une herbe naissante recouvrait déjà et qui marquaient la place des morts.

Cependant à Turin le principal souci était de prévenir toute manifestation antifrançaise. Aux vitrines les portraits de Napoléon III avaient été remplacés par ceux de Mazzini et (chose à peine croyable) par ceux d'Orsini. Les agents de la police impériale furent avertis, et de Lombardie des forces françaises furent appelées, en apparence pour rehausser l'éclat de l'escorte, en réalité pour empêcher toute avanie (1). Le 15, à cinq heures, Napoléon, accompagné de Victor-Emmanuel, arriva dans la capitale piémontaise. Au débarcadère du chemin de fer l'attendait Cavour, démissionnaire déjà, mais non remplacé. L'Empereur lui serra la main sans lui parler. A travers la ville se déployaient toutes les pompes officielles : mais visiblement les acclamations s'adressaient au roi sarde. Au palais royal un festin avait été préparé qui fut plein de solennité et de contrainte. Pourtant, avant que l'Empereur rentrât en France, beaucoup s'efforçaient de pénétrer sa pensée secrète, de savoir si les clauses du traité seraient interprétées à la lettre ou pourraient à volonté s'élargir. M. Pepoli, que des relations de parenté avec la famille impériale autorisaient à la hardiesse, osa interroger le monarque : « Le vote des Romagnes, mon pays, sera-t-il respecté ? — Oui, répliqua Napoléon, si l'ordre n'est point troublé ; je vous promets qu'il n'y aura pas d'intervention (2). » Le Toscan Montanelli parvint aussi jusqu'au prince et s'efforça de le pressentir sur le sort de sa patrie. La réponse

(1) Voir général DE BAILLIENCOURT, *Feuillets militaires*, p. 86-87.
(2) Voir Discours de M. Pepoli, 23 novembre 1862. (*Atti del parlamento italiano*, 1862, p. 3523.)

fut assez nette. « Je ne tolérerai pas, déclara l'Empereur, que la dynastie de Lorraine soit restaurée par la force et par les bataillons autrichiens. Instituez un gouvernement provisoire : consultez le pays par voie de plébiscite, et ce que le plébiscite décidera, je tâcherai de le faire prévaloir. » Montanelli insista : « Et qu'adviendrait-il si la Toscane se prononçait pour l'annexion au Piémont? — C'est impossible », repartit aussitôt Napoléon (1). Cavour, toujours dominé par son dépit, n'assistait point au banquet. L'Empereur n'ignorait pas ses propos : cependant, dans la soirée, il le fit appeler, l'entretint avec bienveillance et poussa même les explications à tel point qu'on eût dit des excuses. « Je ne veux pas, dit-il, que nous nous quittions brouillés. Il n'est pas exact que j'aie refusé de vous recevoir. Seulement que vous aurais-je dit? » Il s'attacha à justifier la paix par des considérations militaires. « Il eût fallu 300,000 hommes pour poursuivre la campagne, et je ne les avais pas. » Cavour ayant fait valoir le malheureux état des provinces abandonnées : « Je plaiderai leur cause dans le congrès », répéta à plusieurs reprises le monarque (2). Puis les deux complices de Plombières se séparèrent pour ne plus se revoir jamais.

Le lendemain, 16 juillet, était le dernier jour que l'Empereur dût passer sur la terre italienne. A six heures du matin, le cortège se dirigea vers la gare. On aurait dit que la grande ville avait à dessein prolongé son sommeil, afin d'échapper à un hôte qu'elle ne pouvait plus se résoudre à acclamer. La splendeur du cérémonial officiel faisait mieux ressortir encore ce que la sympathie populaire avait refusé d'y ajouter. Les gens de police et quelques passants soldés furent rassemblés à la hâte afin de remplir un peu le vide des grandes arcades et de tromper, par leurs applaudissements gagés, la tristesse du départ. Dans un appareil à la fois furtif et triomphal, on chemina rapidement à travers les larges avenues. Le Roi, le prince de Carignan, une suite nombreuse accompagnèrent l'Empereur jusqu'à Suse. Là se terminait la voie ferrée : là aussi atten-

(1) Voir *Lettere e documenti del barone* RICASOLI, t. III, p. 158.
(2) *Lettere edite ed inedite di* Camillo CAVOUR, t. III, p. 110.

daient les berlines de voyage qui graviraient le col du mont Cenis et redescendraient vers Saint-Jean de Maurienne. L'Empereur embrassa Victor-Emmanuel ainsi que le prince de Carignan, serra cordialement la main à ceux qui l'entouraient, puis monta en voiture, « laissant, dit un témoin oculaire, peu de regrets de lui ». Comme le cortège impérial s'éloignait, le Roi reprit place dans le wagon qui le ramènerait vers Turin. On dit qu'alors, poussant un soupir et comme déchargé d'un grand poids, il laissa échapper ces simples mots : *Enfin, il est parti.* Pendant ce temps, l'Empereur commençait à gravir les rampes de Suse, et bientôt, la route se resserrant dans le voisinage du col, l'Italie disparut à ses yeux.

XIII

Le 17 juillet, Napoléon III rentra à Saint-Cloud, heureux de son pays retrouvé, mécontent d'ailleurs de lui-même et des autres. Les grands corps de l'État étant venus le féliciter, il s'égara en un long discours qui tournait à la confession publique. Il dit, et avec beaucoup de développement, toutes les raisons qui avaient abrégé la lutte : il fallait attaquer un ennemi retranché derrière de grandes forteresses, commencer la longue et stérile guerre de sièges, braver l'Europe en armes et prête, soit à disputer nos succès, soit à aggraver nos revers... « J'ai fait la guerre, continuait l'Empereur, pour l'indépendance de l'Italie : dès que mon pays a pu être en péril, j'ai fait la paix. » Le monarque, en finissant, nia avec beaucoup d'énergie que la lutte eût été inutile : désormais le royaume sarde s'étendait jusqu'au Mincio ; l'idée de la nationalité italienne était partout acceptée ; les souverains ne pourraient plus résister au courant des réformes. Ainsi parla Napoléon, empressé à désarmer les objections en les devançant. A travers ce langage, il était aisé de deviner une double lassitude, lassitude de la campagne et

lassitude, au moins passagère, de l'Italie elle-même. A ces impressions se mêlait un vif ressentiment contre les puissances neutres qu'on accusait de malveillance ou d'égoïsme. Comme l'Empereur recevait le surlendemain le corps diplomatique, il ne sut pas contenir ses rancunes et les exprima sous une forme qui touchait à la boutade. « L'Europe, dit-il, a été si injuste envers moi au début de la guerre que j'ai été heureux de conclure la paix dès que l'honneur et les intérêts de mon pays ont été satisfaits. »

La France, qui devait être plus tard si impitoyable pour Napoléon III, fut en ce temps-là plus indulgente pour son souverain que le souverain ne l'était pour lui-même. Les familiers du Château se sentaient tout heureux de retrouver un maître si bon. Les gens d'affaires reprenaient confiance, et à tel point qu'en quelques jours la rente monta de cinq francs. Dans les masses un sentiment dominait, la joie peu bruyante, mais profonde, que la lutte fût finie : en six semaines, près de 20,000 Français avaient été atteints par le feu, et, sur ce nombre, 5,500 avaient succombé, soit sur le champ de bataille, soit des suites de leurs blessures (1). N'était-ce point assez? et quel intérêt, fût-ce celui de l'Italie, valait la continuation de tels sacrifices? Le parti catholique, naguère fort alarmé, s'était senti rassuré par la conclusion de la paix : il espérait que l'ancienne intimité n'avait subi qu'une altération passagère, et, par avertissements, conseils ou prières, il s'efforçait de retenir le prince dans ses liens. Les parlementaires eux-mêmes, ceux qu'on appelait les hommes des *anciens partis*, se gardaient bien d'un jugement trop rigoureux. Sans doute, ils avaient écouté avec quelque ironie les récentes explications de l'Empereur : vraiment, on aurait pu découvrir, avant de commencer la guerre, qu'il y avait de grandes places fortes dans le quadrilatère, que le climat italien était très chaud en juillet, que

(1) Docteur Chenu, *Statistique médico-chirurgicale de la campagne d'Italie*, t. II, p. 852 et 853. — Dans ces chiffres ne sont pas compris les décès par suite de maladies. M. le docteur Chenu les évalue à 2,040 (t. II, p. 853). Cette évaluation paraît fort au-dessous de la vérité et ne concorde pas avec les états de situation, d'ailleurs incomplets, fournis par les régiments.

l'Allemagne s'effrayerait de nos victoires ou tenterait de mettre à profit nos défaites. Mais, après tout, les plus courtes fautes étaient les meilleures, et si les mécomptes de l'aventure italienne préservaient l'Empereur des autres aventures, le sang versé là-bas n'aurait pas inutilement coulé. Seule, la presse démocratique blâma une entreprise si brusquement arrêtée, plaignit surtout Venise laissée à l'Autriche. Tant que son langage demeura contenu, on la laissa dire. Quand, enhardie par l'impunité, elle s'émancipa trop, on la frappa de plusieurs *avertissements*. Mais le ton même des remontrances administratives parut moins âpre, moins absolu, soit que décidément l'ancienne sévérité s'amollît, soit qu'elle se préparât à se porter ailleurs.

Sur ces entrefaites, la date du 15 août devint l'occasion d'une de ces cérémonies brillantes que Napoléon III ménageait avec un art consommé, comme autant d'intermèdes dans la vie de son peuple. La veille de la fête de l'Empereur, les régiments revenus d'Italie rentrèrent dans Paris, et au milieu d'un tel concours que jamais acclamations ne furent plus unanimes ni plus spontanées. Le soir, le monarque réunit dans un banquet au Louvre tous les chefs militaires : comme le repas finissait, il prononça une courte harangue, parla modestement de lui-même et noblement de son armée, remercia en termes émus, en son nom, au nom de la France, ses compagnons de guerre; puis il annonça l'institution d'une médaille commémorative qui perpétuerait, pour ceux qui avaient participé à la campagne, les souvenirs de Magenta et de Solférino. — En ces jours d'allégresse, Napoléon eut un autre souci. Les insurrections de 1848 et de 1849, les événements du coup d'État avaient jeté dans les prisons ou en exil un grand nombre de citoyens. La plupart avaient été graciés. Cependant 1,800 Français environ demeuraient sous le coup de mesures diverses de rigueur, surveillance de la police, éloignement du territoire, internement dans les pénitenciers de l'Algérie ou même à la Guyane (1). Les uns avaient été jugés indignes de faveur, les autres avaient

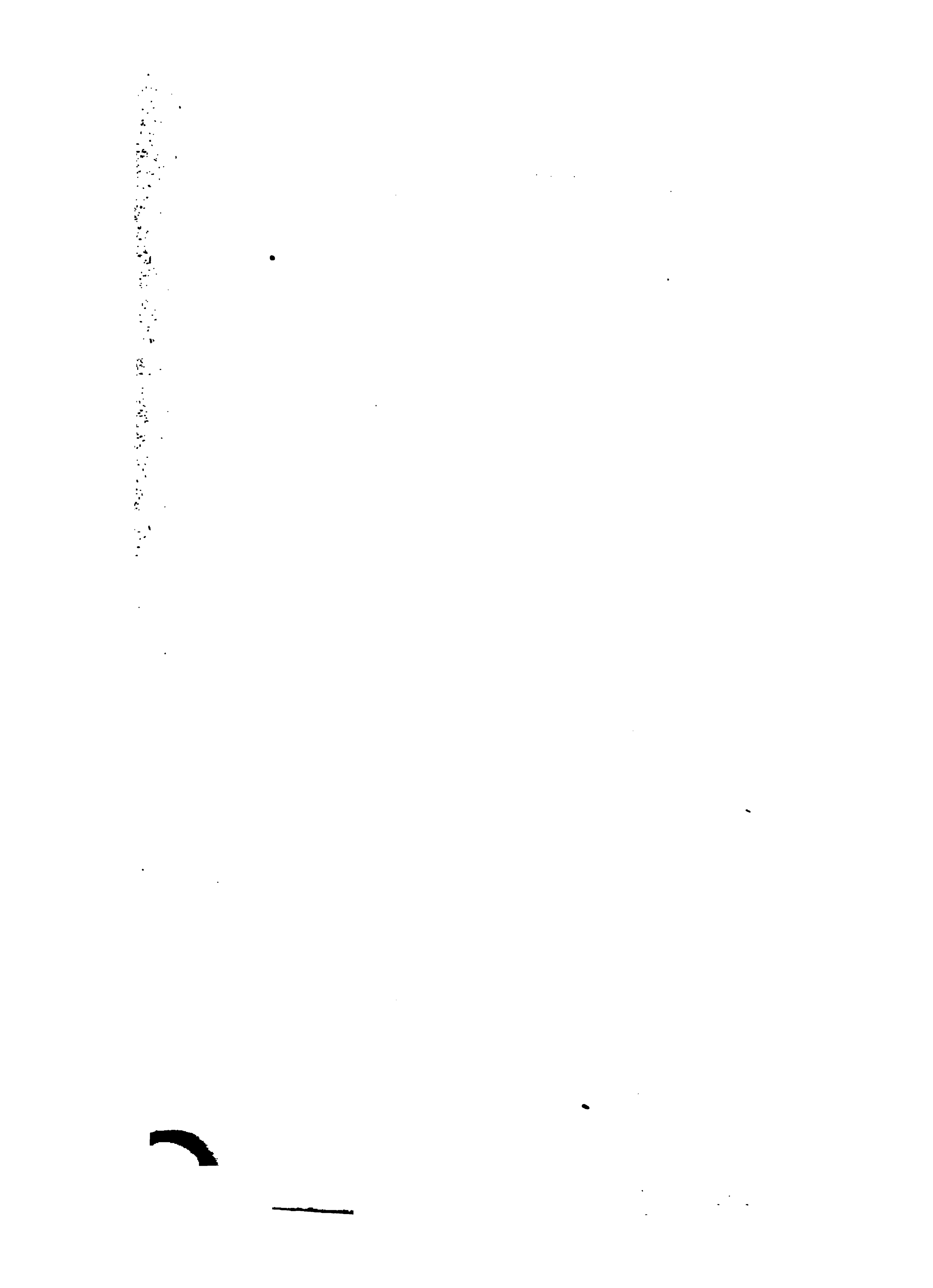
(1) Voir le *Constitutionnel*, 25 août 1859.

dédaigné de solliciter la clémence impériale. Napoléon victorieux voulut effacer les dernières traces des luttes civiles. Le 15 août, un décret fut rendu portant amnistie pour toutes les victimes de la politique. De Belgique, de Suisse, d'Angleterre les proscrits revinrent, non pas tous cependant : quelques-uns restèrent où l'exil les avait jetés; ils ne voulaient pas, disaient-ils, « rentrer dans leur patrie asservie » Le public lut leurs lettres, mais avec indifférence : il avait oublié les hommes de 1848 et ne devait que plus tard les relever de leur long discrédit.

Ce que le pays nota avec plus de soin, ce furent les indices qui, dans les jours suivants, semblèrent marquer une politique de paix durable. Le *Moniteur* annonça une prochaine et importante réduction des effectifs militaires. Les feuilles officieuses firent remarquer que le dernier emprunt de 500 millions non seulement n'avait pas été dépassé, mais n'avait pas été entièrement employé; elles ajoutèrent que toutes les dépenses de l'avenir seraient calculées avec une rigoureuse économie. La session des Conseils généraux s'étant ouverte, tous les discours des présidents recommandèrent la même sagesse. De toutes ces harangues, la plus remarquée fut celle de M. de Morny, qui réprouva les desseins aventureux et vanta avec une insistance étudiée les fécondes entreprises de l'agriculture et de l'industrie. *L'Empire, c'est la paix*, avait dit jadis le discours de Bordeaux. Après les holocaustes de Crimée et d'Italie, la fameuse devise allait-elle devenir une réalité ?

L'illusion ne devait point être longue. Les rêveurs ont dans leur vie des jours de découragement sincère, mais ils ne se découragent jamais de rêver : tout au plus transforment-ils leurs rêves. Déconcerté par des soucis militaires et politiques bien au-dessus de son activité, ramené par lassitude au sentiment du réel et du possible, charmé de retrouver après tant de fatigues le repos au milieu des siens, l'Empereur ne tarderait pas à laisser flotter de nouveau ses pensées. Il serait alors ressaisi par les rêves qui, de plus en plus, l'envelopperaient; et ses spéculations qui se croyaient profondes évoqueraient toutes sortes de problèmes nouveaux ou compliqueraient à plaisir les

problèmes qu'on ne pourrait éviter. Hélas ! dans le présent, qu'était-il besoin de nouveaux problèmes ? La *question italienne* subsistait, obscurcie plutôt que résolue par la guerre et toute pleine des incertitudes qui naissaient de la paix même. Nous venons de quitter l'Italie, et c'est à l'Italie que nous devons revenir.



LIVRE XVII

LES ANNEXIONS ITALIENNES

Sommaire : I. — Le roi Victor-Emmanuel et son gouvernement après la paix de Villafranca. — Quels embarras naissent de la situation de l'Italie centrale. — La Toscane : impressions et sentiments divers : Quelle influence prépondérante exerça en ces circonstances le baron Ricasoli. — Les duchés de Modène et de Parme : comment M. Farini exerce dans les duchés une influence pareille à celle de M. Ricasoli à Florence. — Les Romagnes : quelles mesures avait prises M. d'Azeglio avant de regagner Turin. — Comment le traité de Villafranca semble frappé de caducité. — On commence à proclamer le principe de non-intervention. — Cavour dans sa retraite à Leri et à Pressinge : son sentiment sur les affaires italiennes.

II. — Quelle est, en ces conjonctures, la politique française : nombreux messagers qui arrivent à Paris. — M. Walewski : son langage; de quelle façon il conseille les restaurations, principalement en Toscane. — L'Empereur : langage un peu indécis, mais plutôt favorable à l'Italie. — Comment il importe de pénétrer les vues de Napoléon III : le comte Arèse : sa première mission à Paris. — Sur ces entrefaites, élections en Toscane : l'Assemblée toscane : comment elle vote la déchéance des princes lorrains et l'annexion au Piémont. — Nouveau voyage d'Arèse en France. — Les délégués toscans à Turin : quelle réponse leur fait le Roi : comment les Italiens s'appliquent à amplifier le sens de cette réponse : note du *Moniteur* (9 septembre) : comment elle est impuissante à arrêter le mouvement. — Vote à Modène, à Parme, dans les Romagnes : réponse du Roi aux Modénais et aux Parmesans. — Sa réponse aux Romagnols.

III. — Émotion publique : les diplomates : les plénipotentiaires de Zurich. — Comment la réponse du Roi aux Romagnols a irrité les catholiques, et de quelle façon la *question romaine* vient compliquer la *question italienne*. — Premières brochures épiscopales et premiers mandements. — L'Empereur et le cardinal Donnet à Bordeaux. — Quel langage l'Empereur, de retour de Bordeaux, tient aux délégués italiens. — Lettre impériale du 20 octobre, et comment elle est interprétée.

IV. — Politique raffinée des gouvernements italiens du centre : de deux causes particulières qui accroissent leurs chances. — Hardiesse croissante : projet de

régence au profit du prince de Carignan dans l'Italie centrale : quel accueil l'Empereur fait à ce projet : de quelle façon M. Buoncompagni est substitué au Prince. — Comment se sont terminées, au milieu de ces incidents, les négociations de Zurich : droit ancien et droit nouveau.

V. — Projet de congrès : sentiment des puissances. — La Russie. — La Prusse. — L'Autriche. — L'Angleterre : politique de lord John Russell : quels motifs le guident, et comment il s'est constitué le conseiller de la Sardaigne. — Ce que la Sardaigne a à espérer ou à craindre : qui la représentera au Congrès? Raisons de choisir ou d'écarter Cavour : sa nomination.

VI. — La brochure *le Pape et le Congrès :* sous quelle influence elle a été écrite. — Comment elle proclame le pouvoir temporel du Pape et le restreint au point de l'abolir. — Ajournement du Congrès.

VII. — Conséquences, au point de vue intérieur, de la brochure *le Pape et le Congrès :* comment elle marque la scission entre l'Empire et les catholiques : signes qui révèlent cette séparation. — Le *Journal de Rome :* discours du Pape (1er janvier 1860) : lettre impériale du 31 décembre. — Chute de M. Walewski : M. Thouvenel. — Journaux et brochures : *l'Univers; le Correspondant;* les parlementaires : comment se forme l'*opposition de droite* et quels en sont les éléments. — Les évêques; leurs conciliabules et leurs embarras. — Suppression de l'*Univers*.

VIII. — Retour de M. de Cavour aux affaires. — Son programme : il se résume dans l'annexion de toute l'Italie centrale. — Action de Cavour en Italie. — Son action en Angleterre : quel est le projet anglais qui a prévenu ses vues. — Comment il se flatte, toutes choses ainsi préparées, de vaincre les dernières résistances de la France : M. Nigra et le comte Arèse; leur arrivée à Paris : confusion dans l'entourage du souverain et dans la diplomatie; à quoi paraissent se réduire, à cette heure, les vues de Napoléon III. — Suprême conseil de l'Empereur en faveur de la Toscane : résistance de Cavour. — Nouveau vote dans l'Italie centrale, et comment il consacre la politique d'annexion : M. Farini et M. Ricasoli à Turin : réunion à la Sardaigne de toute l'Italie centrale.

IX. — La Savoie et le comté de Nice : comment le projet de réunion à la France a été abandonné, puis repris. — Déception en Piémont, excitations de l'Angleterre. — L'Empereur persiste dans son dessein. — La Grande-Bretagne et les puissances : la Confédération helvétique. — Négociations : attitude de Cavour et ses efforts en faveur de Nice : comment ils sont vains. — Traité de cession (24 mars 1860). — Vote à Nice et en Savoie, et caractère de ce vote.

I

Revenu à Turin après Villafranca, Victor-Emmanuel parut d'abord accepter, avec une sorte de résignation, les conséquences de son incomplète victoire. Cavour lui ayant remis

sa démission, il confia la présidence du conseil au général La Marmora, soldat très ferme et très correct; l'intérieur, à M. Rattazzi; les affaires étrangères, au général Dabormida, notoirement défavorable à la politique d'aventures. Dans le même temps, le chevalier des Ambrois fut désigné pour représenter la Sardaigne aux négociations qui s'ouvriraient à Zurich; pouvait-on méconnaître ouvertement les préliminaires de Villafranca, quand on participait aux conférences qui scelleraient l'œuvre de paix? Une mesure parut marquer mieux encore la modération piémontaise. Le Roi annonça qu'il rappelait ses commissaires : M. Farini qui était à Modène; M. d'Azeglio qui était à Bologne; M. Buoncompagni qui était à Florence; à quelques jours de là, la même prescription s'étendit à M. Pallieri, gouverneur de ces provinces de Parme qui n'avaient pas été mentionnées dans le traité de Villafranca, et que, pour ce motif, la Sardaigne s'était flattée de conserver.

Quelle que fût cette déférence apparente au droit des traités, la paix faisait naître une question plus grave que toutes celles d'où la guerre avait surgi. Comment les Italiens accepteraient-ils ce que les peuples asservis, ou se croyant tels, acceptent le moins, à savoir : une demi-délivrance?

La question se posait avec une urgence redoutable pour l'Italie centrale, officiellement rendue aux princes qu'elle avait naguère laissés partir ou chassés. Il n'est pas sans intérêt de rechercher quel mélange d'élan spontané et de coercition savante amena, dans les divers États, à Florence, à Modène, à Parme, à Bologne, la solution définitive que le temps semble avoir aujourd'hui consacrée.

Les Toscans avaient, dès le 27 avril, expulsé ou plutôt congédié leur grand-duc. La révolution accomplie, ils avaient passé tout le temps de la guerre à s'étonner de ce qu'ils avaient fait. Sûrement ils ne se repentaient pas, car ils détestaient les Autrichiens, autant du moins qu'un Toscan doux et poli sait haïr ; et leur prince, quelque débonnaire qu'il fût, était Autrichien par ses origines, ses alliances, ses souvenirs. Mais même dans la première ferveur de leur émancipation, plusieurs choses leur avaient déplu. D'abord ils

avaient vu débarquer à Livourne le corps du prince Napoléon : que signifiait cette protection qu'ils n'avaient point sollicitée, et quel serait le bénéfice, si aux uniformes blancs se substituaient les pantalons rouges? Puis on les avait pressés de s'équiper, de s'armer, de s'enrôler, toutes choses dont, jusque-là, à part la levée de 1848, ils n'avaient guère ouï parler que dans les livres. Comme ils n'allaient point assez vite, le prince Napoléon les avait gourmandés sans ménagement, et, de Turin, Cavour avait accusé d'inertie le commissaire sarde, M. Buoncompagni. Un souci dominait tous les autres. A Florence, on avait accepté la dictature du roi Victor-Emmanuel, mais à titre provisoire et sous réserve de la plus entière autonomie. Or une nuée d'agents sardes parcouraient le pays, raillant les petites principautés, vantant les grandes agglomérations, blâmant surtout l'envoi de représentants à l'étranger, ainsi qu'eût pu le faire un État souverain. Doucement et avec un peu d'ironie, les Toscans se plaignaient. Ils ne voulaient point le retour de l'influence autrichienne : sur ce point, mais sur ce point seul, ils étaient unanimes; pour tout le reste, leur pensée flottante s'égarait en toute sortes de plans, confédération d'État, prince étranger, royaume de l'Italie centrale. S'ils inclinaient parfois à s'unir à la Sardaigne, c'était par raison plutôt que par goût. Il faudra, disaient-ils, faire ce sacrifice. Mais aussitôt ils s'appliquaient à retenir à leur profit tant de choses, qu'on ne voyait plus ce qu'ils concédaient. Au fond, ils ne se figuraient pas que la patrie de Dante, de Savonarole, de Machiavel, de Michel-Ange, ne fût point capitale. Surtout ils n'imaginaient point, ils ne pouvaient imaginer que leur cité s'effaçât devant Turin; autant eût valu, dans l'antiquité, subordonner Athènes à Thèbes (1)!

On en était là, quand des messages, d'abord démentis, puis confirmés, annoncèrent l'armistice et bientôt la paix. Il

(1) Voir Lettres de Lambruschini à Ricasoli. (*Lettere e documenti del barone Ricasoli*, t. III, p. 59, 107, 115, 117.) — Voir aussi Poggi, *Memorie storiche del governo della Toscana*, t. Ier, *passim*. — Aurelio Gotti, *Vita del barone Ricasoli*, p. 207.

y eut grande agitation au Palais-Vieux, grands rassemblements sous les Portiques. Bientôt on sut que le traité récent stipulait la restauration du grand-duc. Personnellement, le prince n'était pas impopulaire ; mais il reviendrait dans ses États après avoir passé par les camps de l'Autriche, et cela seul suffisait à exciter les répugnances. Aux anxiétés publiques se mêlaient les inquiétudes privées. Ceux qui s'étaient compromis dans les derniers événements mesuraient les suites probables de leur témérité. En secret et toutes portes closes, ils calculaient les disgrâces, les vexations qui allaient suivre, le dérangement de leurs affaires, la dispersion de leur clientèle. Sans doute ils seraient contraints, comme après 1848, de s'éloigner au moins temporairement, et l'exil, loin de cette belle Florence où il était si doux de vivre, leur semblait doublement douloureux.

En ces conjonctures troublantes, M. Célestin Bianchi, secrétaire du gouvernement provisoire, fut, dès le 13 juillet, envoyé à Turin. Les instructions qui lui furent remises par M. Buoncompagni, non encore rappelé, portaient sur trois points : La Toscane courait-elle vraiment le risque d'une restauration? Le protectorat piémontais devait-il continuer? Ne serait-il pas opportun d'interroger la nation sur son sort futur (1)? Le lendemain, le messager reçut du ministre des affaires étrangères toscan, M. Ridolfi, une dépêche où se reflétait bien l'incertitude qui régnait alors à Florence dans les sphères officielles. On ne parlait pas d'annexion. La solution jugée la meilleure, ce serait la création d'un royaume séparé sous un prince de la maison de Savoie. Subsidiairement, on préférerait le prince Napoléon à une princesse de Bourbon, telle que la duchesse de Parme. On espérait, on voulait espérer la réunion prochaine d'un congrès. On comptait bien que la Sardaigne continuerait ses bons offices et ne retirerait pas sa protection (2). Ainsi parlait M. Ridolfi, flottant entre tant

(1) Instructions de M. Buoncompagni, commissaire du Roi. (*Lettere e documenti del barone Ricasoli,* t. III, p. 151.)

(2) Instructions à M. Célestin Bianchi, 14 juillet. (Bianchi, *Storia documentata,* t. VIII, p. 537-538.)

d'hypothèses diverses, que son langage était plus propre à accroître la confusion qu'à la dissiper. Cependant, à Turin, M. Bianchi allait, venait, écoutait à toutes les portes, recueillait toutes les rumeurs. Il vit le Roi, qui lui promit de ne point « abandonner les braves gens qui s'étaient donnés à lui » : « Armez-vous, ajouta-t-il, faites par vous-mêmes, et plus tard on verra (1). » Il vit Cavour, qui fut encore plus encourageant (2). Dans le même temps, l'un des principaux citoyens de Florence, M. Corsini, qui était aussi à Turin, mandait que les clauses du traité n'étaient point immuables (3). A travers tous les indices confus et contradictoires, une parole se répétait, singulièrement réconfortante, et d'autant plus précieuse qu'elle était tombée, disait-on, des lèvres de l'Empereur : « Le traité consacrait la restauration des princes, mais ne pourrait s'exécuter par la force » ; mot merveilleux, mot secourable, mot vraiment sauveur, surtout si cette défense d'employer la force ne s'appliquait qu'à l'Autriche et à ses clients !

Ces informations, transmises aussitôt à Florence, calmèrent un peu les esprits. Décidément le grand-duc n'était point aux portes, et peut-être ne paraîtrait-il pas. Pourtant, il est douteux que la douce et molle Toscane, livrée à ses propres forces, eût puisé en elle-même l'énergie nécessaire pour résister jusqu'au bout à la diplomatie. De guerre lasse, elle eût repris ses anciennes chaînes, assez légères d'ailleurs à porter. Mais, au milieu de ce peuple qui avait plus de charme que de vouloir, un homme se trouvait qui avait, à défaut de charme, un vouloir indomptable. C'est lui qui, d'une impulsion impérieuse, poussa la Toscane dans la voie où elle hésitait à s'engager; c'est lui qui, ne tolérant ni trêve ni repos, l'amena à reconnaître, à acclamer même comme une insigne faveur du sort, ce qui eût semblé naguère abdication.

Ce personnage s'appelait le baron Ricasoli. Sa naissance était illustre et son patrimoine opulent. De grandes épreuves

(1) Bianchi, *Storia documentata,* t. VIII, p. 165.
(2) Voir *Lettere del barone Ricasoli,* t. III, p. 160.
(3) Voir *Lettere e documenti del barone Ricasoli,* t. III, p. 151

privées avaient de bonne heure assombri sa maison, et sans que l'activité de la vie publique pût distraire son deuil ou l'alléger; car, ainsi que beaucoup d'Italiens de son temps et de tous les temps, il jugeait trop étroite sa petite patrie. Le plus souvent, il vivait en son manoir de Brolio, adonné à l'agriculture qu'il aimait avec passion, seul, et par-dessus tout triste, triste par sa nature, ses malheurs, ses aspirations inassouvies. « J'aimerais à me réfugier, disait-il, dans un cloître, si les cloîtres n'avaient perdu leur prestige (1). » Comme il venait d'acquérir un domaine dans les Maremmes, et comme on lui représentait l'insalubrité du climat : « Mon existence, répliquait-il, n'est nécessaire à personne, et je pourrais, même en cela, faire des expériences sans scrupules (2). » La solitude, qui abat les faibles, fortifie les forts, et les mêmes pensées, sans cesse reprises et réfléchies dans l'isolement, atteignent parfois un degré de clairvoyance qui touche à la divination. L'un des premiers, Ricasoli non seulement eut la conception de l'unité italienne, mais annonça quelle forme elle revêtirait. En de longues lettres, il esquissait, dessinait son programme. « Il faudrait d'abord chasser l'Autriche, et aussi, ajoutait-il avec une sorte de froideur dogmatique, tous les princes qui font cause commune avec elle. » Pour une telle entreprise, le concours de la Révolution serait nécessaire; et il n'hésitait pas à l'appeler, non par sympathie, mais avec la hardiesse paisible et radicale du systématique, indifférent à tout, hormis son but. Le roi de Sardaigne ayant seul une organisation militaire, c'était à lui que serait confié le drapeau de l'Italie. L'Italie délivrée, on devrait se garder de la reconstituer avec deux ou trois princes, mais « lui donner de suite cette unité puissante vers laquelle tendent toutes les choses de l'avenir ». « Je ne puis comprendre, ajoutait Ricasoli, comment de bons Italiens se sont donné la peine de faire des livres pour dire que l'Italie devait être faite de morceaux, comme si un corps fait de morceaux

(1) *Lettere*, t. II, p. 323.
(2) *Ibid.*, t. II, p. 326.

pouvait jamais être un corps (1). » Avec un acharnement bizarre chez un patricien de Florence, il flétrissait « l'orgueil étroit du municipalisme », « l'esprit de provincialisme », et nul n'eût douté de sa sincérité, car, en parlant de la sorte, il conspirait contre sa glorieuse ville natale et contre lui-même. Ressaisissant sa pensée sous toutes les formes, il raillait ce qu'il appelait « les projets eunuques des faiseurs de confédération ». Il faut, répétait-il sans cesse, « travailler à devenir peuple ». Sur un seul point, il se trompait, c'était sur la durée de l'évolution qu'il prédisait si bien. « J'attends l'avenir, disait-il, mais je renonce à le voir... Je me contente de la joie que j'en ressens, et de moi, je ne m'inquiète pas (2). » A part quelques intimes, l'obscur châtelain de Brolio ne faisait guère confidence de ses spéculations. Obscur, il ne l'était pourtant pas à tel point que sa personnalité si marquée n'eût éveillé quelque curiosité. A ses rares apparitions dans la ville, les Florentins se montraient volontiers, sur la place de la Seigneurie ou aux abords du cabinet Vieusseux, ce gentilhomme au visage rigide, aux traits anguleux, distant au point d'inspirer la crainte, quoique très secourable pour qui savait l'approcher; sombre comme les vieux palais toscans aux fenêtres rares et grillées, aristocrate avec des complaisances révolutionnaires, absolu, disait-on, mais avec une nuance de mysticisme, et attentif à contenir ses pensées, comme s'il eût attendu, dans une silencieuse confiance, l'heure propice à leur éclosion. D'autres, à Florence, le dépassaient de beaucoup par la haute culture intellectuelle, l'ouverture de l'esprit, l'éloquence : tels étaient Lambruschini, Gino Capponi, Salvagnoli. Mais pour dominer les masses, le moyen le plus sûr est moins de leur ressembler que de pousser même à l'excès les aptitudes ou les qualités qui leur manquent. A ce compte, si quelque crise survenait, nul ne serait plus puissant que Ricasoli. Dans une cité éclectique, trop chercheuse pour n'être pas un peu indécise, il n'aurait qu'une idée, mais fixe,

(1) *Lettere,* t. II, p. 377.
(2) *Ibid.,* t. II, p. 378.

et à laquelle il subordonnerait tout. En d'éloquents conciliabules, pleins de vues ingénieuses ou d'aperçus savants, sa voix brève résonnerait sans art, sans grâce, sans éclat, mais indiquant la solution et, de plus, l'imposant. Au milieu d'un des peuples les plus polis de la terre, sa rudesse intimiderait plus encore qu'elle ne choquerait, et comme on attribuerait cette rudesse à quelque vue supérieure, on le suivrait, quoique en murmurant. Il aurait tous les avantages des taciturnes qui, ne se laissant jamais explorer, font croire à des profondeurs infinies. Les révolutionnaires, flattés autant que charmés d'un allié si aristocratique, se laisseraient, sans trop de résistance, maîtriser sous sa main. Plus tard, à la vérité, quand les vicissitudes de la politique l'auront appelé à diriger cette Italie sitôt rêvée par lui, ses amis constateront avec stupeur l'insuffisance de ses services, son orgueil n'admettant pas le second rang, et ses facultés étant décidément inégales au premier. Mais en 1859, au milieu des événements où se jouait le sort de l'Italie, il incarnait bien en lui quelques-unes des qualités plus impérieuses qu'aimables qui subjuguent les peuples en les violentant un peu.

C'est au mois de mai, après l'expulsion du grand-duc, que le baron Ricasoli était entré dans le gouvernement formé par M. Buoncompagni. Le ministère de l'intérieur lui avait été attribué. Il avait accepté son nouveau rôle avec une affectation de simplicité rustique, qui n'était ni sans orgueil, ni sans emphase. « Comme Cincinnatus, avait-il dit, je quitte mes champs, et j'y reviendrai dès que le péril sera moins pressant. » Une fois au pouvoir, il s'y était attaché, tout en paraissant le dédaigner. A la nouvelle de Magenta, ses espérances avaient éclaté en une véritable explosion de joie. « En Toscane, nous ne tarderons pas à proclamer Victor-Emmanuel pour roi d'Italie. » Et devançant l'avenir, il avait ajouté : « L'Italie sera une jusqu'au Garigliano, et ne tardera pas à l'être jusqu'au Faro (1). » Sur ces entrefaites, la paix survint qui l'indigna. Comme La Marmora lui envoyait du camp piémontais un avis

(1) *Lettere*, t. III, p. 97.

officieux pour l'engager à la résignation, il eut une réponse qui visait à l'antique : « Dites à La Marmora, répliqua-t-il au messager, que j'ai déchiré sa lettre en morceaux (1). » Cependant Buoncompagni allait partir, rappelé par les ordres de sa cour, soucieuse de ne point transgresser trop ouvertement les traités. En quelles meilleures mains eût-il pu remettre le sort de la Toscane? Ricasoli, sous le nom de président du conseil, était devenu chef du gouvernement.

Élu au poste suprême, il n'eut qu'un dessein, un seul : la guerre au « municipalisme », l'union au Piémont, et, par cette voie, l'unité italienne. De ses collègues, il avait peu de souci, bien que plusieurs fussent d'esprit fort distingué. On raconte qu'il montrait à ses familiers un tiroir où il enfermait les dépêches qu'il ne lui convenait pas de communiquer : « Je donne un tour de clef, disait-il, et je ne m'inquiète point du reste (2). » Comme des adresses commençaient à se signer dans les municipalités en vue de l'annexion à la Sardaigne, il expédia des ordres aux gonfaloniers pour que ce mouvement fût activé. Dans le même temps, il recommandait le maintien de la tranquillité publique, afin de ne fournir aucun prétexte à une intervention étrangère. Pourtant dans les districts éloignés de Florence, les gens des campagnes comprenaient peu ce qui se passait : on leur parlait de levées, d'impôts, de charges nouvelles : de là naissaient des regrets ou tout au moins des hésitations. Bien vite, il faut intimider ces résistances : « Veillez, écrit Ricasoli, sur les troubles qui auraient pour instigateurs les prêtres ou les paysans. Je veux les uns à l'autel, les autres à la charrue. » Les prêtres, on le voit, partageaient avec les paysans les défiances du haut baron florentin. Ils avaient vivement ressenti les atteintes récentes portées au domaine temporel du Pape, et on pouvait craindre que, dominés par ce grief, ils n'entretinssent dans les masses rurales des opinions peu favorables à la Sardaigne. De ce côté se porte toute la vigilance de Ricasoli. Il prescrit d'empêcher les missions, de

(1) *Lettere*, t. III, p. 181.
(2) Michel-Angelo Castelli, *Ricordi*, p. 228.

surveiller les sociétés cléricales et surtout les sociétés de Saint-Vincent de Paul : « Rompons, dit-il, tous les fils jésuitiques. » Ce n'était pas chez lui fanatisme antireligieux, mais inébranlable volonté de briser tout ce qui retarderait le dénouement final ou le compromettrait. Tandis que les campagnes demeuraient un peu incertaines, les villes semblaient offrir un concours chaleureux. Pour y resserrer l'esprit d'union, l'institution de la garde nationale fut remaniée et fortifiée. Toutes choses étant ainsi préparées avec une rapide, mais prévoyante sollicitude, l'heure parut venue d'élire l'assemblée qui réglerait le sort définitif du grand-duché. La loi électorale remise en vigueur fut celle de 1848, et, comme elle n'accordait guère le droit de vote qu'à la classe moyenne, elle sembla merveilleusement propre à consacrer une révolution voulue surtout par la bourgeoisie et par une portion du patriciat. Tout préjugeait d'ailleurs le résultat. Le grand-duc était loin, et la présence de son fils dans les rangs de l'Autriche, pendant la dernière guerre, avait éloigné de lui les partisans qui lui restaient. Entre toutes les solutions autres que la restauration des princes lorrains, le pays ne voyait pas clair et ne savait de quel côté se porter. Puis les choses n'étaient plus entières, car la Sardaigne avait mis la main sur le grand-duché par M. Buoncompagni, et le tenait encore étroitement par Ricasoli, plus Piémontais que Buoncompagni lui-même. Que les votes fussent inspirés par l'obéissance, la résignation, l'enthousiasme, c'est de quoi M. Ricasoli ne s'inquiétait guère : au sortir de l'urne, tous les suffrages d'adhésion auraient la même couleur et vaudraient également devant l'Europe. Le succès étant contagieux, on ne doutait pas que la soumission ne prît bientôt des airs de joyeux empressement; on ne doutait même pas des acclamations, surtout si quelque apparence d'autonomie administrative fournissait aux partisans arriérés du « municipalisme » un prétexte pour se rallier.

Tel était l'état de la Toscane au commencement d'août. Si la glorieuse Florence consentait à se laisser absorber, quelle résistance pourraient offrir les duchés, celui de Modène, mal gouverné et depuis longtemps envahi par les agents sardes;

celui de Parme, qui semblait le prolongement naturel du Piémont? Un homme, d'ailleurs, se trouvait en ces régions, bien décidé à proscrire toute réaction et à dicter même au peuple ce qu'il devait vouloir. Ce que M. Ricasoli était à Florence, M. Farini le fut à Modène, et plus tard, comme on le dira, dans toute l'Italie centrale. A ne voir que l'origine ou le milieu social, rien ne les rapprochait l'un de l'autre. Farini était un élève de Cavour; Ricasoli, formé dans la solitude, ne relevait que de lui-même. Ricasoli, gentilhomme de vieille race, n'avait eu qu'à descendre de son manoir de Brolio sur la place de Florence, pour fixer les regards du peuple; simple émigré romagnol, venu à Turin en étranger, grandi uniquement par son talent, son savoir-faire, son travail, Farini avait à peine un foyer. Chef du gouvernement de son pays, Ricasoli n'avait à pourvoir qu'aux affaires publiques, sans souci de son propre sort; Farini était besogneux jusqu'à la pauvreté, de telle manière que l'ambition, qui semblait pour l'un un passe-temps de grand seigneur, était pour l'autre une nécessité. Mais les révolutions, quand elles ont été longtemps préparées et voulues, attirent à elles les éléments les plus divers. En des contrées voisines, ces deux hommes devinrent les instruments de l'œuvre commune. Farini, après le départ de François V, avait été envoyé comme commissaire sarde à Modène. C'est là que le surprit la nouvelle de la paix. Ce qui aurait dû le consterner l'excita. Son parti fut bientôt pris avec la décision hardie d'un conspirateur, mais d'un conspirateur qui s'élève au niveau d'un homme d'État. Dès le 15 juillet, il avait, de Modène, télégraphié à Cavour : « Ne me laissez pas sans instructions. Sachez bien que si, par l'effet d'une convention à moi inconnue, le duc faisait quelque tentative, je le traiterais en ennemi du Roi et de la patrie. Je ne me laisserai chasser par personne, dût-il m'en coûter la vie. » Quand il reçut cette dépêche, Cavour était démissionnaire, mais non encore remplacé; il répondit par ces simples mots : « Le ministre est mort, l'ami applaudit à votre décision (1). » Il ne se contenta pas d'applaudir. Décidé à

(1) *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour,* t. III, p. 109, 112.

recherchertous les concours, il manda le colonel Luigi Frapolli, bien connu comme républicain et unitaire. « Êtes-vous décidé, lui dit-il en lui serrant les mains, à nous prêter votre aide pour le salut de l'Italie ? — Certainement, monsieur le comte. — Eh bien, partez immédiatement pour Modène et mettez-vous à la disposition de Farini, s'il est encore là-bas ; si Farini, obéissant aux instructions que le gouvernement est contraint de lui transmettre, est déjà parti, faites flèche de tout bois, repoussez les soldats du duc ; ce sont des Italiens qui ont renié leur patrie ; rejetez-les jusqu'au Pô (1). » Deux heures plus tard arriva chez Cavour un habitant notable de Modène, M. Malmusi, qui demandait des armes. « Je ne suis plus ministre de la guerre, répliqua Cavour, mais tentons un coup. » En disant ces mots, il écrivit un billet, le tendit au Modénais et ajouta : « En toute hâte, rendez-vous à l'arsenal ; si, grâce à cet ordre, on vous remet des fusils, emballez-les et, sans perdre une heure, partez (2). » Les arsenaux s'ouvrirent comme le voulait Cavour. — C'est sur ces entrefaites que Farini reçut son ordre de rappel. Il obéit, mais avec une subtilité tout italienne. Solennellement, il abdiqua ses fonctions de commissaire ; puis, ayant déposé la livrée piémontaise, il monta au balcon du palais d'Este et proclama sa propre dictature. Il ne souhaitait, répétait-il, que deux choses : des hommes et de l'argent. Et il ajoutait : « Si les Autrichiens viennent, nous nous battrons déséspérément. » Cependant, tous les avis venus de Turin l'encourageaient à la résistance et le suppliaient de tenir ferme. A tenir ferme, Farini avait quelque mérite : non loin de la frontière se tenait le duc de Modène, François V, épiant le moindre signe d'une fortune plus propice. En cas de succès, il n'eût pas hésité à faire pendre Farini, lequel, d'ailleurs, n'eût pas hésité davantage à pendre le duc lui-même.

C'est sous ces auspices que se préparèrent les élections pour l'Assemblée modénaise. A Parme, l'animation était moindre, mais le résultat fut le même. Le commissaire sarde était

(1) Frapolli, *Luigi-Carlo Farini*, p. 29.
(2) Bianchi, *Storia documentata*, t. VIII, p. 161.

M. Pallieri. Comme le traité de Villafranca se taisait sur le sort du duché, on avait affecté de croire à Turin que ce silence signifiait annexion. « Parme doit rester annexé à la Sardaigne, télégraphiait Cavour, dès le 13 juillet. Faites prêter serment et agissez avec la plus grande énergie (1). » Sur les remontrances du gouvernement français, qui jugea prématurée cette avidité, force fut d'abattre l'écusson de Savoie déjà placé sur les édifices publics et de rappeler le commissaire déjà transformé en gouverneur. M. Pallieri partit donc, mais partit comme M. Buoncompagni, en laissant derrière lui une administration qui, sous prétexte de maintenir l'ordre, préparerait l'union avec le Piémont. Il délégua ses pouvoirs à M. Manfredi, chargé de convoquer l'Assemblée parmesane. Plus tard, la direction des affaires fut confiée à M. Farini, qui, dominant dès lors les deux duchés, devint le véritable dictateur de toute l'Émilie.

Il reste à parler des Romagnes. Le Piémont y avait envoyé, à titre de délégué provisoire, un de ses meilleurs citoyens, l'illustre Maxime d'Azeglio. A la nouvelle de la paix, la perplexité fut plus grande en cette contrée qu'en toute autre partie de la Péninsule. Ces provinces appartenaient, de par les traités, non à un prince fugitif, mais à un souverain encore assis sur le trône, et ce monarque était le chef de l'Église. Un incident récent avait paru révéler chez les conseillers de Pie IX une énergie inattendue. A la fin de juin, la petite ville de Pérouse, dans l'Ombrie, ayant secoué la domination pontificale, les Suisses à la solde du Pape l'avaient réoccupée, non sans effusion de sang. Ne pouvait-on pas craindre dans les Romagnes évacuées quelque tentative de même sorte? Et qui arrêterait la réaction une fois commencée? C'est dans ces conjonctures que d'Azeglio reçut la dépêche qui le rappelait à Turin. Il lut entre les lignes et résolut de ne reparaître à la cour qu'après avoir mis en état de défense les provinces qu'il était contraint d'abandonner. Un message de Cavour ne contribua pas peu à l'affermir dans ces pensées. A côté du péril de la réaction, il y avait d'ail-

(1) *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour,* t. III, p. 108.

leurs un autre péril très réel et qui préoccupait grandement d'Azeglio, celui de l'anarchie. En un pays turbulent par nature, longtemps comprimé, puis privé tout à coup de toute autorité, autrichienne, papale ou piémontaise, quel danger la paix publique ne courrait-elle pas? Au lieu de concentrer ses troupes pour l'évacuation comme le voulaient ses instructions officielles, d'Azeglio les répartit dans les anciennes garnisons pontificales, occupa fortement Bologne, puis délégua ses pouvoirs à son chef d'état-major, le colonel Falicon. Alors, alors seulement, il regagna Turin. A peine arrivé, il se présenta devant le Roi : « Sire, lui dit-il, j'ai désobéi à Votre Majesté; qu'Elle me fasse passer devant un conseil de guerre. — Vous avez très bien fait », lui répliqua Victor-Emmanuel, après avoir écouté sa justification (1). Comment le prince n'eût-il pas approuvé cette conduite? Pour la blâmer, il eût dû condamner ses ministres eux-mêmes. Dans le même temps, M. Rattazzi, ministre de l'intérieur, veillait, malgré les recommandations contraires de l'Empereur, à ce que les troupes piémontaises fussent maintenues à Bologne. Le ministre des finances du royaume sarde, M. Oytana, n'était pas moins secourable : ce fut lui qui, par de larges subsides secrètement alloués, permit aux autorités romagnoles de pourvoir aux services publics. Cette assistance fut niée d'abord, puis proclamée fastueusement, ainsi qu'il arrive pour toute audace qui a réussi (2).

Trois semaines à peine s'étaient écoulées depuis la paix de Villafranca, et déjà le traité semblait caduc. Des rivages de Livourne aux lagunes de Ravenne, l'armée, la police, l'administration, tous les ressorts de l'autorité étaient aux mains des amis du Piémont. A Florence, à Modène, à Parme, à Bologne, tout un nouvel ordre de choses s'était établi qui avait pour lui ce qu'en droit civil on nomme le bénéfice de la possession, et ce qu'en politique on appelle la puissance du fait accompli. Il

(1) Lettre de M. d'Azeglio à M. Rendu, 24 juillet 1859. (*Correspondance politique de d'Azeglio*, p. 109.) — Voir aussi BIANCHI, *Storia documentata*, t. VIII, p. 162.

(2) Voir Discours de M. Pepoli au Parlement italien, 23 novembre 1862. (*Atti del Parlamento italiano*, p. 3523.)

ne restait plus qu'à conduire le peuple jusqu'à l'urne du suffrage et à lui soumettre des combinaisons tellement arrangées d'avance qu'il y aurait témérité à ne pas les absoudre, et que le comble de la désapprobation serait de ne pas les acclamer. Ricasoli en Toscane, Farini dans l'Émilie, allaient présider à cette épreuve et la diriger. Restait, à la vérité, le risque de l'intervention diplomatique. Mais une rumeur fort rassurante prenait de plus en plus crédit. Le traité de Villafranca, disait-on, en ce qui concernait l'Italie centrale, ne pouvait être exécutable que par la persuasion; et cette doctrine, qui proscrivait l'emploi de la force, comblait de joie tous ceux qui de leur vie n'avaient employé rien autre chose.

De Turin, puis de Léri où il s'était retiré, Cavour avait suivi le développement de cette œuvre qui était la sienne. Affranchi de toute réserve, puisqu'il n'était plus au pouvoir, il n'avait rien négligé pour embrouiller l'écheveau, pour l'embrouiller si bien que nul ne pourrait plus le démêler. Ayant ainsi mis les choses à point, il jugea qu'il avait le droit de se reposer un peu. « Je vais m'établir au pied du mont Blanc, écrivait-il, en ce temps-là, à la comtesse de Circourt, pour y oublier, au milieu des merveilles de la nature, les tristesses des affaires menées par les hommes. » Dans les premiers jours du mois d'août, l'un des bateaux qui desservaient la rive savoisienne du lac de Genève, le déposa à Hermance, d'où, moitié en carriole, moitié à pied, il monta à Pressinge, chez ses fidèles amis, les de la Rive, compagnons habituels de ses jours de disgrâce et de délassement. Quand il arriva, quelques mots, mais quelques mots seulement, trahirent ses récentes anxiétés : « L'Empereur, dit-il avec une singulière justesse et un accent déjà dépouillé d'amertume, m'a donné d'excellentes raisons pour ne pas commencer la guerre, mais aucune pour faire la paix. » Les jours suivants, il se montra à ses hôtes avec un visage tout à fait rasséréné, curieux d'agriculture ou de livres nouveaux, avide d'excursions qui referaient ses forces, se prêtant à tous les jeux, même les plus familiers, à tous les entretiens, même les plus abandonnés. C'est le propre des vrais grands hommes d'avoir de ces heures de détente, et ils déposent d'autant plus

aisément leurs grandes pensées qu'ils savent qu'ils pourront les reprendre à volonté, sans crainte qu'elles leur échappent jamais. Cavour ne doutait pas de son retour au pouvoir, et, avec une précision presque mathématique, marquait la durée de sa retraite. « Ce n'est pas en arrière, disait-il, c'est en avant qu'il faut regarder. » Que lui importait qu'un autre ministère occupât le devant de la scène? Si d'autres tenaient les fils, n'était-ce pas lui qui les faisait mouvoir? Vraiment il pouvait, sans ombrage ni jalousie, tolérer que, pendant quelque temps, les dépêches adressées de Turin aux chancelleries européennes fussent signées par celui qu'il appelait le « bon Dabormida ».

II

Au milieu de ces prospérités qui en laissaient entrevoir beaucoup d'autres, les rénovateurs de l'Italie avaient une crainte, celle que la France n'oubliât ni assez vite, ni assez complètement le traité qu'elle venait de signer.

Dès la fin de juillet, comme l'Empereur, revenu à Saint-Cloud, s'y reposait de ses fatigues, toutes sortes de messagers accoururent des divers points de la Péninsule. De Turin, arriva le chevalier des Ambrois, qui se rendait à Zurich ; de Florence fut envoyé M. Peruzzi, tandis que M. Corsini était expédié à Londres; le comte Fontanelli vint de Modène; et de Parme, un peu plus tard, vint le comte Linati. Ajoutez à cela tous les négociateurs officieux, moitié touristes, moitié diplomates, conduits par curiosité ou désir d'importance, et qui assiégeaient les bureaux des journaux, les antichambres des ministères, tous les lieux, en un mot, où se crée l'opinion publique : tels étaient le comte Pasolini, le marquis Bevilacqua, plusieurs autres encore. Le but était pour tous le même : capter la protection ou tout au moins s'assurer la tolérance de l'Empereur. On aurait tout obtenu s'il consentait à ne pas voir ce qui se

passait au delà des monts, et surtout s'il empêchait les autres de le voir plus que lui.

Suivant des traditions qui commençaient à se relâcher un peu, il fallait, pour arriver jusqu'à Napoléon III, passer par l'hôtel du quai d'Orsay. C'était une première épreuve, et assez redoutée. Le ministre des affaires étrangères, M. Walewski, puisant ses inspirations auprès des diplomates de l'ancienne école, professait plusieurs maximes surannées, entre autres celle que les traités doivent être exécutés à la lettre, et, comme il était tout d'une pièce, cassant autant que loyal, il semblait toujours, même lorsqu'il notifiait de simples opinions, formuler d'irrévocables volontés. Prenant pour point de départ les stipulations de Villafranca et s'y attachant scrupuleusement, il recommanda à M. des Ambrois d'organiser la confédération italienne sous la présidence du Pape, conception vieille de quinze jours, mais déjà si dépassée qu'on eût dit un anachronisme. Il rudoya quelque peu le délégué de Modène. Le plus maltraité de tous fut le représentant toscan, M. Peruzzi. Avec une franchise qui touchait à la brusquerie, M. Walewski conseillait la restauration des princes lorrains, et cela sans hésitation ni délai. « Contentez-vous, ajoutait-il, du fils du grand-duc; ainsi le veulent les traités. Le Piémont, d'ailleurs, ne pousse pas si loin ses convoitises, et Cavour même se défendrait contre une pareille ambition. » Comme le délégué florentin objectait le vœu des populations et l'impossibilité de contenir les révolutionnaires exaspérés : « Nous craignons Mazzini, lui répliqua le ministre, quand, de Londres, il lance ses sicaires; en Italie, nous ne le craignons pas. » Ainsi éconduit, M. Peruzzi cherchait des consolations, des encouragements, auprès des amis du Piémont, puis s'épuisait en toutes sortes de démarches pour conquérir l'appui des principaux journaux. Quoi qu'il pût faire, il n'échappait pas entièrement à l'influence de M. Walewski, dont le ton péremptoire l'intimidait; aussi, dans ses rapports à son gouvernement, il conseillait la prudence, non l'audace. Il engageait à faire voter par la prochaine Assemblée la déchéance du grand-duc, puis à remettre aux puissances le soin de régler le destin définitif de la Toscane. Il

n'osait pousser à l'annexion, et jugeait que ce serait déjà beaucoup si on pouvait obtenir l'exclusion de la dynastie lorraine (1).

Napoléon III partageait-il les vues de son ministre? On ne pouvait guère le croire, quand on se rappelait le langage que naguère, à Turin, il avait tenu à M. Pepoli et à Cavour lui-même. Ce qui confirmait les espérances, c'était la sollicitude du monarque à panser les blessures faites par M. Walewski. Toutes les dépêches qui parvenaient en ce temps-là en Italie pouvaient se résumer en deux mots; on avait été fort mal reçu au quai d'Orsay; en revanche, on était charmé de la bienveillance de l'Empereur. Cependant le bruit se répandait que certains agents des princes dépossédés avaient été, eux aussi, reçus à Saint-Cloud, et qu'ils étaient sortis de l'audience impériale également charmés et ravis. Il importait de tirer la chose au clair. C'est dans ce but que de Turin on imagina d'expédier à Paris, non un courrier officiel, non un ambassadeur extraordinaire, mais un messager de caractère tout intime qui pénétrerait jusqu'où l'audace se pourrait pousser sans devenir témérité.

Ce personnage, qui devait être si souvent employé, dans les années suivantes, à consolider l'alliance ou à en réparer les brisements, ce personnage était un grand seigneur milanais qu'on appelait le comte Arèse. Napoléon aimait les amis de l'exil. Entre tous, Arèse tenait une place à part. D'abord, c'était un compagnon des premiers jours de jeunesse. Puis, au milieu d'un entourage composé trop souvent d'aventuriers, son nom, sa fortune, son caractère l'avaient rendu tout à fait digne d'une auguste prédilection. Entre l'Empereur et le patricien milanais subsistait d'ailleurs le souvenir d'un inoubliable service. En 1836, comme Bonaparte, après l'échauffourée de Strasbourg, devait être transporté aux États-Unis, Arèse avait conçu un dessein qui, dans les temps antiques, aurait trouvé sa place en un *Traité sur l'amitié*. Gagnant en toute hâte Liverpool, il s'y était embarqué et, à l'insu du prince, l'avait devancé en Amérique, en sorte que Louis-

(1) Rapports de M. Peruzzi à M. Ridolfi, 2 et 6 août 1859. (Poggi, *Memorie storiche*, t. Ier, p. 182-183, 186-187; t. III, p. 90-91, 96-97.)

Napoléon, en mettant le pied sur la terre étrangère, avait rencontré, non des visages inconnus, mais un compagnon venant à lui les bras ouverts et prêt à partager sa disgrâce. Qui eût oublié cette ingénieuse et charmante surprise du dévouement et de l'affection? Pendant plusieurs mois, les deux amis vécurent inséparables, et le futur Empereur, dans ses heures d'épanchement, promit même, dit-on, à Arèse que, si la destinée lui était quelque jour favorable, il saurait se souvenir du sort de l'Italie (1). Pendant la captivité de Ham, les relations avaient continué sous la forme d'une correspondance, un peu espacée parfois, mais toujours affectueuse, et abandonnée jusqu'à l'intimité. Compagnon des jours mauvais, Arèse demeura l'ami, mais l'ami discret et peu bruyant des jours d'éclat. Ce qui grandit son crédit, c'est qu'il n'en usa pas, son patrimoine le mettant au-dessus du besoin et sa modestie au-dessus des honneurs. Il n'était ni un sujet, ni un courtisan, ni un obligé. Et comme il ne demandait rien pour lui-même, il était assuré d'obtenir beaucoup quand il se ferait l'avocat de son pays.

Arèse arriva le 3 août à Paris. Il voyageait dans le plus grand secret et n'avait aucune mission officielle, mais il devait s'entendre avec le chevalier des Ambrois et employer, en cas d'urgence, le chiffre de la légation. Le degré de sa faveur se marqua par le lieu même où il descendit. C'est au château de Saint-Cloud qu'il reçut l'hospitalité, et il trouva l'accueil le plus chaleureux, non seulement auprès de l'Empereur, mais aussi auprès de l'Impératrice, qui, bien que goûtant peu la cause italienne, l'avait personnellement fort en gré. Si l'ami d'autrefois fut comblé d'égards, il ne semble pas que le négociateur ait eu lieu de se féliciter pareillement. L'Empereur, dit-on, se plaignit fort : les Toscans avaient été bien mous pendant la guerre; le soulèvement des Romagnes avait irrité le parti catholique; Cavour avait éveillé des convoitises qu'il serait également impossible de satisfaire ou de contenir. Allant ensuite au fond des choses, Napoléon se

(1) Voir Bonfadini, *Vita di Francesco Arèse*, p. 48.

montra plus fidèle qu'on ne l'aurait cru aux récentes stipulations de Villafranca. Il protestait, et avec une énergie qui ne mollirait que par degrés, contre toute pensée de réunir la Toscane au Piémont : rien de pareil n'avait été convenu à Plombières; puis la Toscane avait de trop vieux, de trop glorieux souvenirs pour qu'elle se fondît de la sorte dans un État voisin. Vers le même temps, deux agents français, M. de Reiset et M. Poniatowski, étaient envoyés à Florence à quelques jours d'intervalle, en vue de créer, de seconder du moins, un retour d'opinion en faveur des princes lorrains. En un seul point, l'Empereur paraissait disposé, à cette heure, à favoriser les ambitions piémontaises. Le territoire de Parme, disait-il, pourrait être réuni au Piémont; quant à la duchesse de Parme, elle recevrait en échange la principauté de Modène, en sorte que François V, prince fort impopulaire, serait seul sacrifié. Arèse n'obtint rien de plus. — Deux choses néanmoins tempéraient l'échec relatif de sa mission. D'abord cette première dérogation au traité de Villafranca laissait l'espoir d'arracher en détail ce qui, concédé en bloc, eût paru excessif ou effrayant. En outre, à travers les paroles de l'Empereur, on devinait de plus en plus la volonté, non seulement de ne point intervenir, mais d'empêcher toute intervention d'autrui. Il donnerait des conseils amicaux et, au besoin, renforcerait même un peu sa voix, mais il n'irait point au delà. Tous les rapports des diplomates, tous les propos recueillis par les journaux, toutes les rumeurs colportées avec plus ou moins d'autorité par les agents officieux confirmaient cette impression. « Venez-vous comme conseiller ou comme huissier? demandait-on quelques jours plus tard à M. Poniatowski, qui faisait halte à Turin, en se rendant à Florence. — C'est la question que je me suis permis de poser à l'Empereur, répliqua naïvement et en véritable enfant terrible le diplomate improvisé : à quoi il m'a répondu que mon rôle se bornait à *prier les populations de recevoir leurs princes* (1). »

(1) Lettre de M. Matteucci à M. Ridolfi, 17 août. (Poggi, *Memorie storiche*, t. III, p. 118.)

Si vraiment il ne s'agissait que de résister à des prières, la timidité eût été niaiserie. Comme le comte Arèse était encore en France, Ricasoli, dont l'ardeur ne souffrait pas de retards, devança un peu Modène, Parme, les Romagnes, et fit procéder aux élections. Elles furent ce qu'elles devaient être, avec un corps électoral restreint, en présence de faits presque accomplis, et sous la main du rude conducteur qui régissait alors la Toscane. On caressa l'espoir de conserver, même sous le sceptre de Victor-Emmanuel, quelque autonomie. Le désarroi des partis réactionnaires fit le reste, en sorte que l'hostilité la plus vive n'alla guère au delà de l'abstention. Sur ces entrefaites, arrivèrent en Toscane les agents du gouvernement français, M. de Reiset d'abord, puis, quelques jours après, M. Poniatowski. Les ministres toscans accueillirent M. de Reiset avec beaucoup de courtoisie, puis, avec une politesse mêlée d'un peu d'ironie, l'invitèrent à parcourir le pays, à interroger les habitants : il pourrait de la sorte mesurer les sympathies que les princes lorrains avaient laissées. Vis-à-vis de M. Poniatowski, la réception fut un peu plus sommaire. « Avez-vous des pouvoirs réguliers qui vous accréditent auprès de nous? » lui demanda le ministre des affaires étrangères, M. Ridolfi. Comme il n'en avait point, on lui objecta ce même principe de *non-intervention* qui était en haut lieu soutenu, disait-on, par son maître. Il demeura quelque temps à Florence, rallia autour de lui les débris du parti réactionnaire, devint le centre de quelques manifestations grossies avec complaisance par les rapports de police, puis disparut obscurément (1). Pendant ce temps, l'Assemblée s'était réunie. Le 11 août, elle tint sa première séance. Le 12 août, une proposition lui fut soumise, qui consacrait la déchéance de la maison de Lorraine. Dans les bureaux et dans la commission, la discussion fut brève, digne, sans emportement contre ceux qui étaient tombés. La plupart ne niaient pas les services de leurs anciens princes, mais les

(1) Voir Poggi, *Memorie storiche,* t. Ier, p. 196-199, 228-231; t. III, p. 128-132.

rejetaient comme les amis de l'Autriche. La séance publique consista dans la simple lecture du rapport, lequel développait la même thèse. Comme on allait aux voix, l'un des députés voulut motiver son vote par quelques paroles irritées : aussitôt des murmures s'élevèrent, et le président réprima ces invectives malséantes. Le 16, la déchéance fut prononcée sans aucune voix dissidente. Quatre jours plus tard, à l'unanimité moins trois voix, l'annexion à la Sardaigne fut votée. Toutes portes closes, quelques-uns murmuraient tout bas. « Les Piémontais, disaient-ils, sont en quête de nouveaux payeurs pour acquitter leurs dettes. » Et ils supputaient en soupirant les charges qu'apporterait un avenir prochain. Mais ces doléances ne sont pas de celles que les journaux enregistrent. En revanche, sur la place de la Seigneurie, des groupes nombreux se répandaient en acclamations bruyantes, ainsi que font les peuples pour les choses nouvelles et qui ont un air de grandeur.

Il avait été décidé qu'une délégation serait envoyée à Victor-Emmanuel pour lui porter le vote des Toscans et lui offrir la couronne. Quand ces nouvelles parvinrent à Turin, elles y éveillèrent une grande joie mêlée de beaucoup d'embarras. C'était un magnifique joyau que la Toscane, mais si beau qu'on se figurait à peine qu'on pût y porter la main. Tandis que l'imperturbable Ricasoli allait de l'avant sans connaître les obstacles, les ministres sardes s'effrayaient de tous leurs bonheurs. L'Empereur avait paru juger l'annexion impossible : était-il prudent d'enfreindre ses vœux sans lui demander au moins la permission d'agir au rebours de ses conseils? Arèse, le secourable Arèse, revenait de Paris. Comme on ne doutait pas de son dévouement, on l'invita à repartir aussitôt pour la France. Lui seul pourrait sonder le mystère dont s'enveloppaient les pensées impériales. Napoléon, pressenti sur l'opportunité de la nouvelle visite, répondit avec sa bonne grâce accoutumée : « Je serai enchanté de voir Arèse; je serai le 10 septembre à Biarritz. » Pourtant la députation toscane arriverait d'un moment à l'autre, et il ne serait pas possible de la tenir longtemps en suspens. Au

lieu d'attendre le 10 septembre, Arèse voyagea, nous dit son biographe, *in fretta e in furia* (1). Le 30 août, il était dans les Pyrénées, et rejoignait l'Empereur à Saint-Sauveur. Chemin faisant, il avait reçu de l'Impératrice une lettre assez découragée, assez malveillante même : « Je travaille tant que je peux, lui écrivait-elle, à devenir Italienne; mais ne craignez-vous pas de prouver à l'Europe que le métier de rédempteur est un métier de sots? » Malgré ce fâcheux pronostic, Arèse trouva chez l'Empereur des dispositions qui commençaient à s'amollir. Fort habilement, il laissa entrevoir les menées révolutionnaires qui agiteraient l'Italie centrale si elle était livrée à elle-même : à quoi Napoléon répliqua que, dans une si redoutable éventualité, il n'aurait point d'objection à ce que ces contrées fussent occupées militairement. L'objet principal était la réponse à faire par Victor-Emmanuel aux délégués toscans. Arèse avait apporté deux projets de discours : l'un se résumait en une acceptation pure et simple; l'autre ne formulait qu'une acceptation conditionnelle et remettait la solution définitive au jugement de l'Europe assemblée en congrès. L'Empereur repoussa le premier projet; quant au second, il le toléra sans y acquiescer tout à fait; puis il congédia son ami. Visiblement le monarque était fatigué de l'Italie, qui faisait beaucoup trop parler d'elle et surtout se montrait insatiable. Toutefois, il était visible aussi qu'il finirait par céder, mais à la longue, par lassitude, par retour d'anciennes sympathies, par importunité d'insistances réitérées; et cette manière de céder serait elle-même la pire de toutes : car, de la sorte, il indisposerait ses obligés et leur épargnerait, dans tous les cas, l'embarras de la gratitude.

Tandis qu'Arèse s'éloignait de Saint-Sauveur, les délégués toscans venus de Livourne débarquaient à Gênes. Ils y furent accueillis avec de grandes marques de joie, et ces démonstrations se renouvelèrent durant tout leur voyage. A Turin, l'accueil qu'ils reçurent fut tellement pompeux qu'on n'eût pas fait plus pour des hôtes royaux. Souverains, ils l'étaient

(1) Bonfadini, *Vita di Francesco Arèse,* p. 202.

en effet, et on leur marchandait d'autant moins les hommages qu'ils venaient pour abdiquer. Le 3 septembre, à quatre heures de l'après-midi, au milieu d'un immense concours, ils se rendirent au palais royal et remirent solennellement au Roi le procès-verbal des délibérations de l'Assemblée. On attendait avec curiosité les paroles du prince. Il remercia, comme il le devait, ceux qui se donnaient à lui, vanta la nécessité d'un royaume fort qui assurerait l'indépendance nationale, exprima hautement le désir de grouper sous son sceptre les populations de la Toscane. Après avoir ainsi marqué ses préférences personnelles, Victor-Emmanuel tourna court et, comme s'il n'eût osé proclamer encore ses ambitions, s'abrita, avec une modestie affectée, derrière le jugement de l'Europe. « La réalisation de nos vœux ne peut s'opérer que par la voie des négociations qui auront lieu sur les affaires d'Italie. Fort des droits que votre résolution me confère, je soutiendrai votre cause auprès des puissances, et surtout auprès du magnanime empereur des Français qui a tant fait pour la nation italienne. J'espère que l'Europe ne refusera pas d'accomplir vis-à-vis de la Toscane l'œuvre réparatrice que, dans des circonstances moins favorables, elle a accomplie naguère vis-à-vis de la Grèce, de la Belgique et des Principautés. »

Le discours de Victor-Emmanuel vaudrait surtout par l'interprétation qu'on lui donnerait. C'est à forcer cette interprétation que les Italiens s'appliquèrent. Cavour, revenu de Suisse, et toujours fort consulté, dit aux députés florentins : « Il faut entendre les paroles royales dans le sens le plus large possible (1). » Ce qui n'était encore qu'une espérance fut présenté au public comme une certitude. Pendant les jours qui suivirent, toutes sortes de banquets furent offerts aux délégués toscans, non seulement par les corps constitués et le municipe, mais aussi par la ville de Milan elle-même, qui voulut s'associer à la joie commune : or, dans toutes ces fêtes, les délégués furent traités en compatriotes, unis désormais

(1) Lettre de M. J.-B. Giorgini au baron Ricasoli, 3 septembre 1859. (*Lettere e documenti del barone Ricasoli,* t. III, p. 269)

sous les mêmes lois et le même sceptre. A Florence, on alla plus loin. Quand le texte du discours royal eut été transmis par le télégraphe, une proclamation de l'autorité municipale amplifia la nouvelle au point de laisser croire à la réunion définitive. Puis une série de décrets furent rendus ou mis à l'étude en vue d'unifier par avance les coutumes ou la législation. « Il faut, répétaient Ricasoli et ses amis, créer des liens de fait tellement puissants qu'on ne puisse plus les briser, même si on le voulait. »

Cependant, autour de l'Empereur, de grands efforts se faisaient pour retenir le mouvement que les Italiens s'ingéniaient à hâter. Comme Arèse venait de quitter Saint-Sauveur, le prince de Metternich, ambassadeur d'Autriche, y était arrivé. Il avait représenté vivement le danger des concessions, puis avait ajouté que ces dérogations au traité de Villafranca auraient pour conséquence l'ajournement des desseins généreux de son maître envers la Vénétie. Sur ces observations, une longue note parut, le 9 septembre, au *Moniteur*, laquelle était une satisfaction à l'Autriche et un avertissement au Piémont. Un mois plus tôt, l'avertissement eût effrayé. Mais on commençait à s'accoutumer aux remontrances impériales. Le rédacteur de la feuille officielle prenait d'ailleurs soin d'assurer que les archiducs ne seraient point ramenés par une force étrangère. Dès lors la mercuriale tournait à l'homélie. « C'est le double jeu qui continue », disait dédaigneusement La Farina (1). « Il ne faut pas interroger l'Empereur, mais il faut le comprendre », ajoutait d'Azeglio (2). « Ne répondons pas, écrivait Salvagnoli, et vengeons-nous par le silence (3). » Loin de ralentir la marche, on résolut de la précipiter. — Tandis que Ricasoli travaillait à Florence, Farini n'était pas demeuré inactif. A Modène, il avait provoqué des élections, et du suffrage populaire était sortie une Assemblée qui venait de proclamer, comme celle de Toscane, la déchéance de la dynastie régnante et la réunion à la Sardaigne. A quelques jours de là, les Par-

(1) La Farina, *Epistolario*, t. II, p. 209.
(2) *Lettere e documenti del barone Ricasoli*, t. IV, p. 162.
(3) *Ibid.*, t. III, p. 301.

mesans ne procédèrent pas autrement et, sous la même influence de Farini, vrai dictateur dans les deux principautés, prirent une double délibération : la première qui déclarait les Bourbons inhabiles à régner, la seconde qui les faisait eux-mêmes sujets de la maison de Savoie. Le 15 septembre, les représentants des deux duchés arrivèrent à Turin, comme l'avaient fait naguère les députés de Florence, afin de porter au Roi les vœux de leurs Assemblées. Rien n'avait été négligé pour aviver l'enthousiasme : « Mets Turin sens dessus dessous », écrivait M. Farini à son agent, M. Castelli (1). La récente note du 9 septembre aurait pu troubler Victor-Emmanuel. Il n'en fut rien. Avec une confiance tranquille en la bénignité de son puissant allié, il répéta avec quelques variations de forme son dernier discours aux Florentins. Il serait, disait-il, heureux de régner sur les nouvelles provinces; seulement il était tenu d'obtenir la ratification de l'Europe. Sur quoi, Modénais et Parmesans poussèrent de grandes acclamations et, affectant d'ignorer que l'acceptation fût conditionnelle, se mirent à parler et à agir comme si leur sort était réglé.

Un dernier pas restait à franchir, mais tellement difficile que les plus politiques hésitaient à en courir le risque. Comme les habitants de la Toscane et des duchés, les Romagnols avaient élu une Assemblée constituante, et cette Assemblée, à l'exemple de ses voisines, avait voté l'annexion au Piémont Sans doute, l'imitation se pousserait jusqu'au bout, et, sous peu de jours, une députation, partie de Bologne, porterait au Roi l'hommage de ceux qui aspiraient à devenir ses sujets. Mais ici éclaterait, sans qu'aucune fiction permît de voiler l'antagonisme, l'opposition entre l'ancien droit des traités et le droit nouveau. A toute rigueur, les diverses principautés de l'Italie centrale pouvaient être, à cause de la fuite de leurs princes, considérées comme vacantes. Les légations de Bologne, de Ferrare, de Ravenne n'étaient qu'un démembrement d'un État encore existant. En la capitale de cet État, le roi sarde avait encore son ambassadeur. Entre les deux cours les rapports

(1) Michel-Angelo Castelli, *Carteggio politico*, p. 213.

accoutumés subsistaient comme entre puissances amies. Aucune querelle n'avait surgi qui motivât l'invasion ou la guerre. Sûrement les Romagnols avaient certains griefs légitimes contre la domination cléricale et les cardinaux. Le motif était-il suffisant pour justifier une expropriation sommaire qui n'attendrait pour devenir définitive que la légalisation de l'Europe ou son silence? Dans l'entourage du roi Victor-Emmanuel, la nouveauté parut si extraordinaire qu'on craignit un instant qu'elle ne fît scandale. Les avis venus de Paris conseillaient d'éviter une démonstration compromettante autant qu'incorrecte. On assure qu'en cette irrésolution le ministre de l'intérieur M. Rattazzi, insista pour qu'on ne s'arrêtât point (1). Après quelques fluctuations, le parti de l'audace triompha. Le Roi était alors au château de Monza, près de Milan. C'est là que, le 24 septembre, il reçut les députés des Romagnes. Une troisième fois, il répéta le discours qu'il avait déjà tenu aux gens de Florence, et à ceux des duchés. Une seule variante fut apportée au canevas consacré. Après avoir annoncé qu'il prendrait au Pape, si l'Europe n'y avait pas trop de répugnance, un bon tiers de ses États, Victor-Emmanuel ajouta, comme pour s'absoudre lui-même aux yeux de ses ancêtres et devant ses peuples : « Prince catholique, je conserverai toujours un profond et inaltérable respect pour le chef suprême de l'Église. »

III

En deux mois, trois États avaient disparu. Un quatrième, l'État pontifical, se trouvait démembré, et cette première atteinte présageait une ruine totale dans un avenir prochain. Le royaume des Deux-Siciles, jusque-là sain et sauf, n'échapperait sans doute pas au sort commun. Cette démolition, pièce

(1) Voir Discours de M. Pepoli, 23 novembre 1862. (*Atti del Parlamento italiano*, p. 3523.)

à pièce, de tout ce que l'ancien droit public avait établi, provoquait une surprise poussée jusqu'à la stupeur. Une cause non moins grande d'étonnement, c'était la doctrine nouvelle qui, sous prétexte de non-intervention, réduisait l'Europe au silence ou n'autorisait qu'un blâme sans sanction. La diplomatie n'avait plus qu'un refuge, Zurich, lieu désigné pour les conférences qui transformeraient en traité définitif les préliminaires de paix. Là étaient arrivés, dès le commencement d'août, M. de Bourqueney et M. de Banneville, représentant la France; le comte Colloredo (1) et M. de Mysenbug, plénipotentiaires d'Autriche : un peu plus tard arriva le délégué de la Sardaigne. Les travaux avaient bientôt été suspendus. De quoi se fût-on entretenu? De la confédération italienne? Mais nul n'y songeait plus, même ceux qui l'avaient inventée. Des réformes à opérer dans l'État pontifical? Vraiment pouvait-on parler de réformes quand l'État lui-même s'en allait par morceaux! De l'organisation de la Vénétie? Mais les Vénètes eux-mêmes repoussaient dédaigneusement l'autonomie et ne voulaient que l'entière indépendance. Du retour des archiducs à Florence et à Modène? Ici l'embarras croissait. A Florence et à Modène, Victor-Emmanuel régnait déjà, au moins à titre provisoire, en sorte que le plénipotentiaire sarde eût dû délibérer sur la restauration de ceux dont le Roi son maître avait virtuellement accepté l'héritage.

En cet extraordinaire imbroglio, la critique ne savait où se prendre et se trouvait déconcertée par l'abondance de la matière. Cependant la réponse du roi Victor-Emmanuel à la délégation romagnole avait piqué au vif le parti catholique. En France surtout, il se montra irrité, et ne fut pas éloigné de considérer la faiblesse de l'Empereur comme une véritable défection. C'est lui qui, dans la confusion universelle, parla le premier. L'évêque d'Orléans, Mgr Dupanloup, publia une éloquente protestation contre les derniers événements. Un autre dignitaire de l'Église entra aussi en lice, lequel était appelé à conquérir dans les années suivantes une bruyante célébrité :

(1) M. Colloredo fut remplacé plus tard par le comte Karolyi.

c'était Mgr Pie, évêque de Poitiers, prélat attaché aux doctrines ultramontaines les plus extrêmes, fougueux dans ses écrits, prodigieux de verve et d'éclat dans ses entretiens, pieux et bienveillant dans sa vie privée, mais implacable quand il avait saisi la plume, et contenant d'autant moins ses hardiesses qu'il se sentait soutenu par son diocèse qu'il dominait au point de le remplir tout entier. Dès la fin de septembre, Mgr Pie, dans une *Lettre à son clergé,* dénonça avec véhémence l'œuvre de spoliation qui s'accomplissait dans les Romagnes. Le signal une fois donné, beaucoup d'évêques suivirent, et les mandements se succédèrent, touchant tous à la politique, sous le prétexte que la politique s'était la première introduite dans la religion. En haut lieu, ces pieuses doléances déplurent. Un agent du ministère de l'intérieur se rendit aux bureaux de l'*Univers*, et, sous la forme la plus adoucie, invita le rédacteur en chef à s'abstenir de publier les lettres épiscopales. « C'était, disait-il, dans l'intérêt de la religion que vraiment de pareils éclats pourraient compromettre. » Malgré l'aménité du langage, on devinait bien que les *avertissements,* la *suppression* même, seraient la peine de la résistance. « On nous prie respectueusement, écrivait Louis Veuillot, mais sous peine de mort. » Désormais les journaux catholiques se bornèrent à citer les titres des mandements, hardiesse qui déplut encore, « l'intention étant blâmable », comme disait le *Moniteur*. Ainsi commençait la lutte entre l'Empire et le clergé. Les catholiques, déjà très animés, se croyaient au fort de la bataille : ils se trompaient; ce n'étaient que les premières escarmouches, tant étaient grands les mécomptes que l'avenir leur réservait!

L'Empereur était encore à Biarritz. En revenant à Paris, il avait résolu de s'arrêter à Bordeaux, et comme la réception des autorités officielles devait être l'occasion d'un discours, on attendait impatiemment ses paroles. Bordeaux avait alors pour archevêque Mgr Donnet, prêtre d'esprit assez ordinaire, mais très bon, très populaire en son diocèse, fort en faveur, quoique capable d'indépendance, cardinal, sénateur, membre du conseil privé, assez élevé en dignité pour devenir le dépositaire des plus augustes pensées. Appelé à haranguer le prince, le

prélat mêla fort habilement les conseils aux flatteries. Il commença par louer Napoléon de ses récentes victoires ; puis, par un heureux retour en arrière, il rappela le voyage de 1852 et le fameux discours qui, jadis en cette même ville de Bordeaux, avait annoncé à la France l'empire pacifique, conservateur et chrétien. Partant de là, le cardinal, avec une insistance qui n'était peut-être pas exempte de malice, remettait en mémoire au monarque ses précédentes déclarations en faveur du Saint-Père. Il ne plaidait pas la cause du Pape avec ses propres arguments, mais à l'aide des extraits des harangues impériales. Mgr Donnet ajoutait avec une gravité nuancée d'un peu de tristesse : « Nous prions, Sire, avec plus de ferveur encore qu'autrefois, s'il est possible, pour que Dieu vous fournisse les moyens, comme il vous en a donné la volonté, de rester fidèle à cette politique chrétienne qui fit bénir votre nom et qui est peut-être le secret de la prospérité et des gloires de votre règne. » En terminant, l'archevêque, dépouillant sa pensée de tout voile, exhorta l'Empereur à « mettre un terme aux anxiétés du monde catholique ». — Quoique fort respectueuse, la mise en demeure était très nette. La réponse, à travers toutes sortes d'ambiguïtés et de détours, laissa percer quelques légers signes d'une orientation nouvelle. L'Empereur commença par féliciter l'archevêque de ce qu'il « comprenait bien sa haute mission et cherchait à fortifier la confiance plutôt qu'à répandre d'inutiles alarmes ». Après cette leçon aux prélats qui prenaient les journaux pour confidents, l'Empereur exprima « la ferme espérance qu'une nouvelle ère de gloire s'ouvrirait pour l'Église, si tout le monde était persuadé que le pouvoir temporel du Saint-Père n'est pas opposé à la liberté et à l'indépendance de l'Italie ». Le thème était beau à développer, et de cette pensée tout un programme pouvait sortir, fécond peut-être et lumineux. Le monarque se hâta de tourner court et, changeant subitement de sujet, protesta que le Saint-Père ne recevrait de lui que « des conseils inspirés par le plus sincère, le plus respectueux dévouement ». De toute la harangue impériale, le passage le plus remarqué fut l'allusion au jour prochain où les troupes françaises évacueraient les États

romains. « Quand notre armée se retirera, que laissera-t-elle derrière elle, l'anarchie, la terreur ou la paix? » Ayant entr'ouvert ces inquiétantes perspectives, l'Empereur, de nouveau, se déroba et, comme il convenait dans une harangue à un archevêque, finit en quelques paroles de la plus onctueuse dévotion. « Nous devons, dit-il, rechercher avec calme la vérité, et prier la Providence d'éclairer les peuples et les rois sur le sage exercice de leurs droits comme sur l'étendue de leurs devoirs. » Cet appel à la Providence était fort édifiant, mais n'apprenait rien de ce qu'on eût souhaité savoir. A elle seule, la question italienne était déjà bien complexe; que serait-ce si, tout de bon, elle se compliquait de la question romaine? Quel ne serait pas alors le dédale, et, à travers les fils entre-croisés, qui pourrait se reconnaître ou se guider?

Le 12 octobre, Napoléon rentra à Paris. Il y trouva un véritable congrès d'Italiens notables, tous jaloux de faire parler le sphinx. Le 16, il leur donna audience. D'abord il reçut les envoyés de Parme et, leur ayant assuré qu'ils deviendraient Piémontais, les congédia ravis. Puis les délégués de Florence furent introduits : c'étaient M. Peruzzi, puis M. Corsini venu de Londres, et M. Matteucci venu de Turin. M. Corsini ayant lu une adresse, l'Empereur rappela ses engagements de Villafranca. Il céderait pour Parme, disait-il, et transférerait à Modène la duchesse de Parme, dont le fils pourrait épouser une nièce du duc François V. Quant à la Toscane, il expliqua, avec beaucoup de ménagements d'ailleurs, qu'il était lié, absolument lié; que le retour du grand-duc s'imposait, moyennant l'octroi d'une constitution et l'adoption du drapeau national. Après avoir parlé de la sorte, Napoléon s'appliqua à adoucir son refus : « Je voudrais bien, dit-il, seconder vos vœux, si je le pouvais. » Il proclama le principe de non-intervention, parla des missions de M. de Reiset et de M. Poniatowski, mais presque en s'excusant. « Leur rôle était, dit-il, d'exercer une action conciliatrice; s'ils ont été plus loin, ils ont dépassé leur mandat. » La conversation s'égarant un peu, le monarque s'exprima avec beaucoup de liberté sur les princes dépossédés. Il parla du fils du grand-duc en termes assez favorables,

quoique avec un peu d'ironie. Du duc de Modène il dit ces simples mots : « Je ne suis pas payé pour l'aimer beaucoup. » La duchesse de Parme lui inspirait un intérêt sympathique : « Je ne la connais pas, mais l'Autriche ne l'aime point. » Enfin l'Empereur leva l'audience, laissant les délégués fort perplexes. Sûrement ils étaient éconduits : mais la désobéissance serait si peu périlleuse que se soumettre serait naïveté. Le ministre des affaires étrangères sarde, M. Dabormida, reçu par l'Empereur deux heures plus tard, rapporta, assure-t-on, la même impression : « Napoléon, écrivait-il, est lié à l'Autriche, mais il ne maudira point la main qui le déliera (1). »

Quatre jours plus tard, un document qu'on peut appeler officiel, bien qu'il n'ait pas figuré au *Moniteur,* formula ce qu'on se plaisait à nommer la politique du gouvernement français. Le *Times* et, après lui, le *Constitutionnel* (2) publièrent une lettre de l'Empereur, adressée le 20 octobre au roi Victor-Emmanuel. Napoléon persistait à maintenir les stipulations de Villafranca. Sur un seul point, il admettait qu'il y fût dérogé. La Sardaigne, comme il l'avait laissé entendre plusieurs fois, obtiendrait le duché de Parme, et la duchesse de Parme serait transférée à Modène; que si les Italiens limitaient ainsi leurs désirs, l'Autriche ne se laisserait pas vaincre en générosité, et assurerait à la Vénétie des libertés si larges que cette autonomie serait synonyme d'indépendance. De plus, dans les États restaurés, des réformes seraient promulguées, et assez étendues pour satisfaire à tous les vœux légitimes. Telle était en gros la lettre impériale. Au lendemain de Villafranca, quand dominait la crainte de tout perdre, peut-être l'eût-on écoutée. A l'heure où elle venait, elle ne parut plus qu'une importune redite. On s'affermit de plus en plus dans la pensée qu'il y avait deux politiques : l'une, impérieuse dans la forme, mais impuissante, celle de M. Walewski, qui déjà déclinait en crédit; l'autre, grondeuse parfois, mais jamais jusqu'à l'hostilité, et toujours secourable à l'heure du vrai péril, celle de l'Empereur. C'est

(1) Rapports de M. Peruzzi à M. Ricasoli, 16 et 17 octobre 1859. (BIANCHI, *Storia documentata,* t. VIII, p. 597-608.)

(2) Voir le *Constitutionnel,* 31 octobre 1859

la première de ces deux politiques qui venait de se produire au grand jour. La seconde se résumait dans les rapports des agents secrets qui, sous les menaces débonnaires, avaient depuis longtemps deviné le bon vouloir ou du moins la tolérance. Décidément, chez les Italiens, les raisons d'espérer l'emportaient sur les raisons de craindre. Les uns disaient : « L'Empereur nous laissera faire » ; les autres ajoutaient, en forçant, je crois, un peu la note : « Le plus sûr moyen de lui plaire, c'est de lui résister. »

IV

Deux choses, en ce temps-là, favorisèrent l'Italie centrale dans l'entreprise qu'elle poursuivait.

D'abord, elle eut la prévoyance de s'assurer une force militaire, non pas très importante, mais suffisante pour intimider ses ennemis. Dès le mois d'août, entre les quatre États de Florence, de Modène, de Parme, de Bologne, une *ligue* avait été formée en vue de la défense commune. La Toscane devait fournir 10,000 hommes; Modène et Parme, chacune 4,000; Bologne, 7,000. A cette ligue, des politiques imprudents eussent donné pour chef Garibaldi; cette maladresse avait été soigneusement évitée. Il fallait un général capable d'organiser solidement les troupes et, en outre, assez correct pour ne point éveiller les défiances de l'Europe. En cette occurrence, Victor-Emmanuel s'était montré secourable envers ceux qui étaient déjà ses quasi-sujets. Il avait préposé à la Ligue l'un de ses lieutenants généraux les plus estimés, le général Fanti, et Garibaldi n'avait été que commandant en second. Officiellement, le général Fanti quitta le service de Piémont; mais il fut convenu qu'il y retrouverait à sa volonté son grade et son ancienneté (1). A sa suite arrivèrent, et dans les mêmes condi-

(1) Lettre de M. Rattazzi, ministre de l'intérieur, au général Fanti, 23 août 1859. (Bianchi, *Storia documentata,* t. VIII, p. 578.)

tions, de nombreux officiers sardes, chargés de créer les cadres ou de les fortifier. A la fin de septembre, l'armée comptait, à ce qu'on assure, environ 30,000 hommes. Le but était de maintenir la paix publique; il était surtout d'empêcher toute tentative de restauration. Ainsi constituée, l'Italie centrale ressemblait à la lice de la fable de La Fontaine :

Ses petits étaient déjà forts,

si forts que, pour les réduire, il faudrait non seulement des prières, mais aussi un peu de coercition.

Les gouvernements provisoires de l'Italie centrale eurent une autre chance et, très habilement, l'exploitèrent. Dès qu'il vit quelques forces organisées, Garibaldi, commandant en second de la *Ligue,* et toujours en quête d'aventures, s'égara en toutes sortes de desseins, notamment celui d'envahir les Marches, et, à travers l'État pontifical, de pénétrer jusque dans les Abbruzzes. Fanti et Farini ne repoussèrent pas d'abord le projet; puis, sur des avis plus sages venus de Florence et de Turin, ils se décidèrent à l'abandonner. Garibaldi s'obstina et, s'animant de plus en plus, somma un jour Farini de lui céder la dictature. Farini tint bon, et Garibaldi, se retirant de la *Ligue,* s'éloigna afin de poursuivre ailleurs, comme on le verra plus tard, la réalisation de ses vues. Les Italiens savaient tirer parti de tout, même de leurs dissensions intestines. Ce qui semblait contretemps devint pour eux une vraie bonne fortune. Avec une prestesse peu commune, les novateurs d'hier se transformèrent en gendarmes. Le mot d'ordre fut de représenter les gouvernements de Florence, de Bologne, de Parme, de Modène, comme les vrais garants de la tranquillité publique. Sans la constante énergie des autorités, quels n'eussent pas été les désordres, en des pays depuis longtemps mal gouvernés, et où les excès du passé avaient amassé dans les cœurs de terribles désirs de vengeance! Que si les pouvoirs existants se retiraient, les provinces abandonnées iraient, non à leurs anciens princes, mais à la Révolution. Ce serait, à l'intérieur, l'anarchie; au dehors, le triomphe des projets garibaldiens, et peut-être pis encore. Ainsi s'exprimaient tous les rapports qui,

venus de Turin, arrivaient à Paris. Ils pouvaient tous se résumer en un mot : ce que l'Empereur marchande à Victor-Emmanuel, il court le risque de le livrer à Mazzini.

Tels étaient, au mois de novembre, les gouvernements de l'Italie centrale. S'étant ainsi affermis par ruse, persévérance et habileté, ils se crurent assez forts pour tenter une combinaison qui, en cas de succès, consommerait virtuellement l'annexion.

Cette combinaison consistait à réunir les quatre États sous la régence provisoire d'un prince de la maison de Savoie, le prince de Carignan. Le plan n'était point nouveau. Dès le 28 septembre, il avait été agité dans un conciliabule entre divers représentants notables des Romagnes, de la Toscane et des duchés : à Turin, M. Fabrizi au nom de Florence, et M. Minghetti au nom de Bologne, en avaient, à plusieurs reprises, entretenu les ministres : Cavour s'y était montré favorable; l'Angleterre, disait-on, y poussait. Cependant, il avait été ajourné, dans la crainte de contrecarrer trop ouvertement l'Empereur : « Il n'en faut plus parler », écrivait de Turin, le 24 octobre, Salvagnoli à Ricasoli (1). Sur ces entrefaites, les menées garibaldiennes avaient paru fournir un prétexte pour le reprendre de nouveau. Le projet serait présenté comme un moyen de grouper, sous une direction unique, tous les hommes du parti de l'ordre et comme une manifestation monarchique opposée aux agissements révolutionnaires. L'argument était ingénieux et bien digne de la finesse italienne. A Parme, à Modène, à Bologne, à Florence, les Assemblées furent convoquées et votèrent une adresse qui conférait la régence au prince de Carignan. C'était devancer la décision de l'Europe au point de la rendre inutile. Que serait le prince de Carignan, sinon le lieutenant général qui précéderait le Roi? Et quel congrès pourrait exproprier la Sardaigne de provinces qu'elle dominerait, non plus par ses agents officieux, mais par un prince de la maison royale ?

C'est à Compiègne que l'Empereur apprit la nouvelle har-

(1) *Lettere e documenti del barone Ricasoli*, t. III, p. 460.

diesse. Malgré ses indulgences pour l'Italie, on put croire qu'il allait se fâcher tout de bon. Le 9 novembre, il télégraphia en ces termes au roi Victor-Emmanuel : « Mon opinion est que Votre Majesté doit refuser la régence. Le congrès va être convoqué; lui seul peut trancher les difficultés présentes. Si Votre Majesté permet au prince Eugène d'accepter, le congrès n'aura pas lieu, et comme les torts seront du côté de Votre Majesté, je ne pourrai la soutenir. Montrez de l'énergie et prouvez que la paix signée est chose sérieuse. En agissant autrement, vous perdrez l'Italie (1). »

L'avis touchait de trop près à l'injonction pour que le gouvernement piémontais passât outre. Mais voici quel genre d'obéissance il imagina. Le 11 novembre, un conseil se tint, auquel assistaient non seulement les ministres, mais plusieurs personnages de marque, entre autres Cavour, le ministre d'hier et de demain. L'illustre homme d'État émit l'opinion que le prince de Carignan déclinât le choix des Assemblées : en même temps, il proposa un expédient qui réduisait à une concession de pure forme l'acte de déférence envers Napoléon. Le prince recevrait les députations, invoquerait, pour refuser leurs offres, de hautes raisons de convenance politique, mais aurait soin de donner à son refus un caractère tout personnel et ajouterait que, pour satisfaire au vœu public, il déléguait ses pouvoirs à un mandataire qui exercerait la régence à sa place. Ce mandataire ne devait être autre que le chevalier Buoncompagni. Ces vues ayant été exprimées, le projet trouva dans le ministre des affaires étrangères, M. Dabormida, un énergique contradicteur. Ce remplacement du prince de Carignan par M. Buoncompagni, ce n'était plus de la politique, mais de la prestidigitation. La France serait-elle assez aveugle pour ne point découvrir la dérision sous la feinte obéissance? Cavour insista, et, malgré le danger d'une telle conduite, son dessein prévalut. Il quitta le conseil, fort irrité contre Dabormida, qui, suivant lui, se montrait d'une timidité et d'une irrésolution déplorables : « Nous vivons, disait-il, dans un temps où, sans audace,

(1) Voir Bianchi, *Storia documentata*, t. VIII, p. 230.

on perd les États et les hommes qui les gouvernent (1). »

L'Empereur pratiquait, vis-à-vis de l'Italie, une sorte de résistance qui allait toujours à reculons et surtout s'excusait d'être la résistance. On ne le vit jamais mieux qu'en ces conjonctures. Il se montra mécontent, très mécontent même, du tour de passe-passe qui substituait M. Buoncompagni au prince de Carignan; mais il se garda bien de pousser sa désapprobation jusqu'au *veto.* Tout au contraire, avec une infatigable longanimité, il insinua bien vite par quel moyen on pourrait l'apaiser. Il télégraphia à Victor-Emmanuel : « Que Votre Majesté fasse au moins en sorte que le chevalier Buoncompagni ait le titre de dictateur et non de régent. » Quelques jours plus tard, tous les nuages parurent dissipés, et les journaux officieux, la *Patrie* et le *Constitutionnel,* qui d'abord avaient tenu un langage assez sévère (2), se mirent à juger la combinaison nouvelle avec une impartialité très voisine de la faveur. « La désignation de M. Buoncompagni, disait la *Patrie,* est un obstacle aux éventualités révolutionnaires qui pourraient compromettre là cause de l'Italie; elle est, par conséquent, une garantie pour l'indépendance du congrès (3). » Chose singulière! un seul trouva qu'on s'était moqué de lui : ce n'était pas l'Empereur, mais l'impérieux Ricasoli. Les assemblées avaient voté la régence du prince de Carignan; donc c'était le prince de Carignan, et non un autre, qu'elles attendaient. « Il faut le prince *ou rien* », télégraphiait-il à Turin (4). Le chef du gouvernement toscan estimait que le Piémont négligeait les intérêts de l'Italie centrale et se mettait vraiment trop à la remorque de la France. Entre Turin et Florence de nombreux messages furent échangés, et il fallut l'intervention des plus hauts personnages pour calmer les colères de l'irascible baron.

Tandis que M. Buoncompagni, gouverneur général, prépa-

(1) Chiala, *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour,* t. III, p. CCLXV et p. 149.

(2) Voir le *Constitutionnel,* 17 novembre 1859.

(3) *La Patrie,* 22 novembre. — Voir le *Constitutionnel,* 21 novembre. — Voir aussi le *Moniteur,* 23 novembre.

(4) Dépêche du 14 novembre à M. Minghetti. (*Lettere e documenti del barone Ricasoli,* t. IV, p. 20.)

rait son entrée dans les nouvelles provinces, d'autres faisaient, en un plus humble appareil, un assez mélancolique voyage. C'étaient les plénipotentiaires qui revenaient de Zurich, après avoir signé le traité. Leurs conférences avaient duré longtemps, mais vides le plus souvent, ou avec un ordre du jour que les faits s'étaient chargés de régler. Ils avaient délimité la frontière entre la Lombardie et la Vénétie et déterminé certains arrangements financiers; puis, tristement et sans illusion, ils avaient consigné en style diplomatique toutes sortes de choses qui n'avaient même pas attendu pour mourir qu'on les enregistràt. M. Buoncompagni, arrivant dans l'Italie centrale en véritable héraut de son maître, en véritable messager d'annexion, c'était l'image du nouveau droit qui faisait triomphalement son entrée dans le monde et, après avoir transformé la Péninsule, se porterait plus tard ailleurs. Les diplomates qui rapportaient de Zurich un instrument de paix déjà caduc, c'étaient les représentants de l'ancien droit, du droit des traités, de ce vieux droit qui sans doute avait méconnu à l'excès, dans la distribution des territoires, les affinités des peuples, mais était châtié au delà même de ses fautes; car les hommages officiels qu'on lui rendait encore ne parvenaient plus à masquer son irrémédiable discrédit. Une prévoyance même courte et médiocre suffisait à deviner quel terrain favorable allait s'offrir aux ambitieux que les maximes anciennes ne géneraient plus et qui s'autoriseraient des maximes récentes, confuses ou mal connues, pour colorer leurs empiétements et pousser leur fortune. Comme M. de Bourqueney revenait à Paris, plusieurs le complimentèrent d'avoir attaché sa signature à l'un des actes importants de la diplomatie contemporaine : à ces félicitations inattendues, il se prit à sourire avec incrédulité et répliqua par ces simples mots : « Je vous rapporte une paix, mais non la paix. »

V

Un seul, un faible espoir restait : un Congrès qui pèserait le droit ancien et le droit nouveau, et, à force d'habileté, de tempéraments, de patience, les mettrait peut-être d'accord l'un et l'autre. Le Congrès! Ce mot se trouvait sur toutes les lèvres; et dans toutes les cours on attendait les lettres de convocation. Mais à Saint-Pétersbourg, à Berlin, à Vienne, à Londres, les dispositions étaient fort différentes, si différentes que l'œuvre finale en serait sans doute un peu entravée.

Le gouvernement russe affectait de contempler avec impassibilité des révolutions qui s'accomplissaient si loin. La disgrâce de l'Autriche avait satisfait ses rancunes. Le reste ne le touchait point directement. Au Czar, prince schismatique, le Pape importait peu. Soit à Florence, soit à Modène, l'empereur Alexandre ne se rattachait par aucune alliance de famille aux maisons régnantes. La duchesse de Parme lui inspirait plus d'intérêt, sans que cet intérêt fût poussé jusqu'à la sollicitude. Sur un seul des États italiens, il se piquait d'exercer son patronage, c'était sur le royaume des Deux-Siciles, qui n'était point encore menacé. Sûrement la Russie n'accepterait point comme une thèse de droit public le principe de non-intervention; sûrement elle s'élèverait, au nom de la solidarité des couronnes, contre les événements accomplis. Mais ses protestations seraient sans passion ni colère, et elle se prêterait à tout tempérament qui sauverait les apparences en évitant un trop grand scandale. Cela obtenu, elle se proclamerait désintéressée et ne dévierait point de l'impartialité hautaine qui lui était alors habituelle dans les affaires de l'Europe occidentale.

En Prusse, certains esprits observateurs commençaient à trouver que plusieurs des petites capitales allemandes avaient une ressemblance bizarre avec Florence, Bologne, Modène; de là des méditations profondes, mais généralement silencieuses,

car l'idée était encore vague, ébauchée, à l'état de rêve, et il faudrait du temps, beaucoup de temps même, pour qu'elle revêtît sa forme précise et brutale. En tout cas, ces pensées n'avaient point pénétré dans les sphères officielles au point d'influencer les résolutions. Le baron de Schleinitz, chef du cabinet, tout en reconnaissant la difficulté de rétablir les princes dépossédés, opinait pour leur restauration. Aux objections du ministre de Sardaigne, M. de Launay, il répliquait en invoquant les troubles qui ne manqueraient pas de surgir tôt ou tard dans l'Italie centrale. Sans doute, il devenait très attentif quand le chargé d'affaires sarde faisait valoir les affinités entre le Piémont et la Prusse, et montrait que les agrandissements de l'un deviendraient un prétexte pour les empiétements de l'autre : mais, quoiqu'un peu troublé par ces perspectives lointaines et grandioses, il ramenait bien vite son regard vers des objets plus proches et plus modestes. Quand on insistait, il laissait entendre qu'il n'était point le maître, et que l'attachement du prince régent au principe de légitimité ne permettait pas l'approbation des entreprises récentes. Le langage de M. de Schleinitz marquait bien l'opinion alors générale à Berlin. La Prusse, non encore éclairée sur ses destins futurs, soutiendrait le droit des traités; en revanche, elle ne donnerait aucun gage qui pût l'embarrasser. C'était de sa part égoïsme. C'était aussi prudence; elle ne se croyait pas tenue à faire plus, et, comme elle était la dernière des grandes puissances, elle jugeait, par un juste retour, qu'elle devait être aussi la dernière à se compromettre.

Les Autrichiens ne pouvaient ni se dire désintéressés comme les Russes, ni se dérober comme les Prussiens. Chez eux dominait le profond, l'immense regret de ces traités de 1815, jadis scellés à Vienne et si profitables à leur empire. A ces regrets se mêlait l'indignation contre les entreprises de la Sardaigne. Les ministres viennois ne se lassaient point de signaler les actes de violence ou de ruse qui avaient vicié, disaient-ils, les prétendues manifestations du suffrage. Ils affirmaient, avec un peu de complaisance pour eux-mêmes, que le temps et la réflexion remettraient toutes choses à leur place. Ils ne se

très surannées, étant de ceux qui ont beaucoup appris, mais peu oublié, il inclinait d'instinct à jalouser la France et portait aveuglément à l'actif de la Grande-Bretagne tout ce qui était mécompte ou humiliation pour nous. Pédagogue bien plus que diplomate, il poussait en outre à un degré singulier l'art d'exposer savamment, après coup, tout ce qui aurait dû se faire et n'avait point été fait. Avec de telles tendances, Russell n'eut pas à chercher longtemps sa voie. Il commença par critiquer en gros et en détail toute l'œuvre de Villafranca et s'ingénia à montrer aux Italiens tout ce qu'avait eu d'incomplet la générosité de l'Empereur. Puis il adopta vis-à-vis de l'Italie une ligne de conduite qui consisterait à surenchérir toujours sur les intentions bienveillantes de la France, à effacer toutes les avances par des avances plus grandes, à afficher, en un mot, tant de sollicitude que, sous l'étalage accumulé des promesses, disparaîtraient peu à peu les marques de nos éclatants services.

Toutes les délibérations, tous les actes du *Foreign Office* dérivèrent de cette même pensée. Le premier jugement de Russell sur les princes dépossédés fut qu'il n'existait point à leur charge de griefs suffisants pour justifier leur chute : après avoir parlé de la sorte, il se hâta de réduire ce jugement à une opinion inoffensive; car bientôt, le premier de tous, non avec les réserves de la diplomatie française, mais avec l'âpreté d'un doctrinaire et la subtilité d'un casuiste, il formula le principe de non-intervention, sorte de dogme qui obligerait tout le monde, hormis lui-même et son pays. Les Italiens, les plus fins des hommes, discernèrent bien vite le manège. Leur art, poussé jusqu'à l'artifice, fut d'entretenir la concurrence entre leurs deux protecteurs, de prendre de l'une et de l'autre main, de s'autoriser des concessions faites à Paris pour obtenir à Londres des concessions plus amples, puis de se retourner derechef vers Paris et, en vantant la bienveillance britannique, de piquer au jeu la générosité française. « La Grande-Bretagne, disait Cavour, pendant son séjour à Pressinge, n'a encore rien fait pour nous; c'est à elle à se montrer maintenant (1). »

(1) *Le comte de Cavour, récits et souvenirs*, par M. DE LA RIVE, p. 302.

En cette lutte d'influence, en cette émulation de flatteries pour capter et retenir un peuple qui n'entendait se donner qu'à lui-même, l'Angleterre ne laissait pas que d'avoir des avantages. — D'abord la France, après avoir tant donné, se voyait parfois contrainte à formuler un refus : l'Angleterre, qui n'avait rien donné du tout, ne refusait rien de ce qui était le bien d'autrui. — En outre, il régnait en France, parmi les diplomates de profession, une crainte réelle des complications futures : de là, des objections, des remontrances qui, dans les bureaux du quai d'Orsay, s'exprimaient avec dureté et se retrouvaient de loin en loin jusque sur les lèvres de l'Empereur. Quand les agents sardes, toscans ou romagnols, ainsi malmenés ou médiocrement soutenus à Paris, arrivaient à Londres, quelle belle occasion de les consoler, de les réconforter et d'amener de la sorte un parallèle tout à l'honneur de la Grande-Bretagne! Lord Russell et, avec lui, lord Palmerston s'appliquaient à ne limiter aucune ambition, à ne décourager aucune espérance, et leur vue, quoique d'ordinaire très perçante, devenait subitement fort courte quand il s'agissait de discerner les périls qui ne les atteindraient point. Ils raillaient M. Walewski et lui opposaient les propos de l'ambassadeur de France, M. de Persigny, qui tenait, disait-on, à Londres un langage tout contraire à celui de son chef. Ils trouvaient toute naturelle la création d'un grand royaume au nord de la Péninsule, d'un royaume d'*Italie*, disaient-ils hardiment, en employant une appellation nouvelle alors, qui plongeait dans la stupeur les diplomates de carrière. Évoquait-on l'image des troubles qui pourraient éclater dans l'Italie centrale? La réponse de Russell était bien simple : les véritables coupables étaient les plénipotentiaires de Zurich qui, par leurs lenteurs, prolongeaient l'incertitude : ces provinces seraient depuis longtemps pacifiées, si Victor-Emmanuel avait été libre d'agir à sa guise (1). « L'Italie, disait un jour lord Palmerston au marquis Emmanuel d'Azeglio, joue avec la France une rude partie d'échecs; jusqu'ici son jeu est bon, mais elle doit prendre garde de ne compromettre aucune de

(1) *Correspondence respecting the affairs of Italy*, p. 165.

ses pièces. » Autour de l'échiquier se tenaient les hommes d'État britanniques, conseillers passionnés, quoique en apparence impassibles. — Dans ce travail pour supplanter et dépasser la France, les Anglais avaient encore une autre chance de succès. A Paris, les salons se montraient nettement hostiles; quant à la presse, elle était fort partagée et perplexe. A Londres, au contraire, la mode était de prêcher l'unité italienne : on la vantait dans les journaux; on l'exaltait dans les meetings, ainsi qu'on eût pu le faire pour un morceau de concert en vogue; aux vitrines commençaient à se montrer les portraits de Garibaldi, à qui, dans ce temps-là même, à Nice, les touristes anglais offraient des fleurs. Ce mouvement de l'opinion était entretenu par toutes sortes d'agents très influents, quoique obscurs : le plus important était M. Panizzi, Italien de naissance, directeur du *British Museum* et infatigable dans ses menées pour sa patrie. — Je n'ai pas dit encore en quoi l'Angleterre distançait surtout la France. Dans l'*imbroglio* italien, une chose entre toutes charma Russell : la perspective des embarras du Pape. Ici, le bonheur était double, d'abord celui de désorienter les catholiques de France, puis celui de vexer les papistes du monde entier. Admirablement soutenu par lord Palmerston, Russell jugea bien vite les Romagnes inutiles au Pontife; puis il se dit : A quoi bon les Marches? Le Pape, ajouta-t-il, pourrait aussi se passer de Foligno et mieux encore de Pérouse. Peu à peu le cercle se resserrerait au point de ne plus laisser à la domination cléricale que Rome et les alentours. Si le Pape cédait, on raillerait sa faiblesse; s'il résistait, on le déclarerait intraitable. L'expropriation, d'ailleurs, ne serait point sans indemnité. Quand les Anglais aux Indes dépouillaient un rajah, ils doraient sa servitude. Ainsi ferait-on du Pape. Auprès de cette solution paisiblement radicale et formulée par Russell dès la fin de juillet (1), que valaient les dépêches de l'Empereur s'attardant à prêcher les réformes et croyant faire beaucoup si, quelque jour, après bien des incertitudes, il tolérait la séparation des Romagnes?

(1) Voir *Correspondence respecting the affairs of Italy*, p. 20-21.

Tels étaient, pendant l'automne de 1859, les agissements de l'Angleterre. Ils ne laissaient aucune obscurité sur son rôle au Congrès. Russell serait le conseiller, le patron, l'avocat de la Sardaigne; il contre-balancerait l'influence contraire de l'Autriche; et, en devançant, en amplifiant tous les vœux de la France, il contraindrait la France elle-même à ne pas s'arrêter.

En dépit de cet appui, le rôle du Piémont dans les conférences serait trop difficile pour qu'il négligeât aucune chance. Un point surtout préoccupait à Turin : le choix du négociateur qui représenterait la Sardaigne. Un plénipotentiaire semblait tout indiqué : c'était l'homme illustre qui jadis, au Congrès de Paris, avait soutenu avec tant de dextérité et de bonheur la cause de son pays; mais oserait-on l'employer?

Cavour, en effet, avait contre lui sa grandeur même. Vers lui se tournaient toutes les pensées, et il dominait toute la politique qu'officiellement il ne dirigeait plus. Dans le train ordinaire des choses, les conseillers du Roi, le Roi lui-même, n'étaient pas fâchés d'échapper à une si absorbante tutelle. Un événement grave surgissait-il? D'instinct on se tournait vers cet homme fécond en ressources et que rien ne déconcertait : ainsi avait-on fait quand les délégués des États du Centre étaient venus à Turin; ainsi avait-on fait plus récemment lors du vote de la régence. Depuis son retour de Suisse, l'illustre personnage vivait habituellement en son domaine rural de Léri, mais très entouré, très visité et, jusque dans sa retraite, véritable arbitre de son pays. Quant à lui, il se livrait peu, disait pourtant beaucoup de mal des ministres ses successeurs, aimait surtout à en entendre dire, et ne faisait d'exception que pour Dabormida, qu'il estimait fort, tout en le trouvant inégal à la tâche, et pour la Marmora, dont il était le fidèle ami. A ces signes se révélait une certaine fatigue du repos. A la fin de novembre, de Paris et de Vienne partirent les lettres d'invitation au Congrès. Le but serait de « recevoir communication du traité de Zurich et d'aviser aux moyens de pacifier l'Italie centrale ». Cavour attendit. L'Angleterre l'appelait. L'Autriche l'appréhendait, ayant souvenir de ses pièges. En France,

M. Walewski le combattait de toutes ses forces. Que souhaitait Napoléon? On ne le savait pas au juste. De Paris, un agent piémontais qui se donnait alors beaucoup d'importance, M. Vimercati, mandait des nouvelles favorables : mais le chevalier des Ambrois écrivait qu'il n'avait rien pu savoir et que, d'après certaines paroles de l'Impératrice, l'ancien ministre sarde semblait plus redouté que désiré (1). Jusqu'en Piémont, un parti existait qui inclinait à rapetisser Cavour, à vanter au contraire avec excès M. Rattazzi. Le Roi lui-même, par intervalles, montrait peu de penchant à replacer au faîte son puissant sujet, soit qu'il eût souvenance de son humeur despotique, soit qu'il lui gardât rancune des scènes de Villafranca (2). Les jours s'écoulant, Cavour affecta de trouver un grand charme à la vie retirée et solitaire, comme s'il eût dédaigné ce qu'on tardait à lui offrir. Le 7 décembre, M. Nigra vint le voir, non pour lui annoncer sa nomination, mais pour l'engager, de la part de Dabormida, à prendre patience. Cavour célébra de nouveau ses goûts champêtres : « Me voilà relégué ici, écrivait-il le 8 décembre. J'en prends gaiement mon parti, car la vie que je mène me convient tout à fait. Je m'amuse parfaitement tout seul ou avec les bons cultivateurs au milieu desquels je vis (3). » La vérité, c'était que le Piémont était trop petit pour un si grand ambassadeur, et que le faire asseoir à la table des conférences, c'était proclamer du même coup qu'on ne s'arrêterait qu'après avoir achevé l'Italie. C'est seulement le 21 décembre que M. Dabormida parvint, à force d'instances, à obtenir du Roi la nomination de Cavour (4). Le lendemain, M. Nigra revint à Léri, radieux cette fois, et apportant le décret. Le Congrès, d'après les informations les plus autorisées, devait s'ouvrir au commencement de janvier. Cavour fit avec prestesse ses apprêts de départ. A quelques jours de là, il écrivait à M. de la Rive :

(1) Lettres du chevalier des Ambrois au général Dabormida, décembre 1859. (CHIALA, *Lettere di Camillo Cavour*, t. III, p. CCXCVII, et notes.)

(2) V. MASSARI, *la Vita ed il regno di Vittorio-Emmanuele II*, t. II, p. 64.

(3) *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. III, p. 158.

(4) Lettre du général Dabormida au chevalier des Ambrois, 22 décembre. (CHIALA, *Lettere edite ed inedite*, t. III, p. CCXCVIII.)

« Si vous venez à Paris cet hiver, vous me trouverez à l'hôtel de Bristol; j'ai retenu juste l'appartement qu'occupait en 1856 le comte Buol, car vous savez que j'ai toujours aimé à envahir le territoire autrichien (1). »

VI

L'hôtel de Bristol devait attendre vainement son hôte. Depuis plusieurs jours, le correspondant français du *Times* laissait pressentir l'apparition d'une brochure sur les affaires italiennes et romaines : la brochure serait, disait-on, du même auteur qui, jadis, en février 1859, avait publié *Napoléon III et l'Italie*. Comme cet écrit, œuvre de M. de la Guéronnière, avait été inspiré par l'Empereur lui-même, on ne douta point que Napoléon ne voulût une seconde fois exposer ses desseins *par la voie de la presse :* de là une grande attente dans le monde politique. Les choses étant ainsi préparées, le *Constitutionnel* annonça, le 22 décembre, la publication, et avec une solennité bien propre à intriguer les moins curieux. Le soir, la brochure s'étala aux vitrines des libraires sous ce titre : *le Pape et le Congrès*. Aussitôt elle fut dans toutes les mains. Quel en était l'auteur? Sans détour, le *Morning-Post* l'attribua à M. de la Guéronnière. Le *Times* l'appela le *Manifeste du gouvernement français*. Les nombreux extraits reproduits par la presse et le ton déférent des journaux officieux confirmèrent le bruit qu'un personnage auguste avait, sinon dicté les paroles, au moins marqué le plan et précisé les vues. Les jours suivants, comme aucun démenti officiel ou indirect ne venait contredire l'opinion générale, la croyance se changea en certitude. A quelque temps de là, M. Villemain écrivait avec une transparente ironie : « On a comparé la brochure à l'*Imitation de Jésus-Christ,* sans doute pour faire comprendre la grandeur

(1) *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour,* t. III, p. 164.

d'une œuvre dont l'auteur veut pourtant rester inconnu. » Cependant plusieurs personnages de la cour osèrent interroger l'Empereur. « Ce n'est pas moi, répliqua le souverain, qui ai écrit *le Pape et le Congrès*, mais j'en approuve toutes les idées (1). »

Je voudrais, pour parler de cette brochure fameuse, échapper à toutes les passions qu'elle souleva. Elle se composait d'une série de propositions contradictoires, exposées sous des formes tout à fait magistrales. Elle prodiguait au Saint-Siège les hommages et devait combler de joie ses ennemis. Elle professait pour le Pape un grand respect, mais ce respect particulier qu'on a pour les choses mortes. Elle proclamait solennellement des principes, puis les détruisait en détail. Elle était pleine d'obscurités, et d'obscurités voulues; car pour atteindre un tel degré de confusion, il fallait vraiment qu'on s'y fût appliqué. — Le début était une affirmation péremptoire de la royauté du Saint-Père : le plus zélé des catholiques n'eût pas dit mieux, peut-être même n'eût-il pas dit autant; car l'auteur de la brochure, dévot et filial jusqu'à l'excès, déclarait le pouvoir temporel non seulement désirable, mais nécessaire. Les prémisses ainsi posées, on aurait pu croire que la conclusion serait de consolider l'État pontifical ou du moins de ne pas le démembrer. Il n'en était rien. Comme le pouvoir temporel était indispensable, le soin le plus urgent serait de l'abolir bien vite en grande partie. « Plus le territoire sera petit, plus le souverain sera grand », disait le publiciste anonyme qui, tout satisfait de la formule, se proclamait, et à l'exclusion de tous autres, « un homme véritablement religieux ». Il arriverait donc qu'on laisserait déposséder le Pape, mais tout à fait dans son intérêt et même pour le mieux honorer dans l'avenir. Les pages qui suivaient développaient le programme du gouvernement pontifical dans le territoire restreint qu'on ne lui prendrait point. Le Pape, réduit à la ville de Rome et à la campagne voisine, serait moins un souverain qu'un père, et ses sujets

(1) Lettre de lord Cowley à lord John Russell, 25 décembre 1859. (*The Life of the Prince Consort*, by Théodore MARTIN, t. V, p. 4.)

seraient moins une nation qu'une famille. De là une remarquable simplification de tous les ressorts de la politique : point d'armée, point de magistrature, point de représentation législative, point de code, point de justice, rien de ces choses temporelles que les pontifes étaient inhabiles à manier et avaient jusqu'ici maniées fort mal; rien que des prêtres absorbés par les soins de la liturgie, des touristes errant parmi les ruines, et un peuple de moins en moins nombreux, fixé dans l'immobilité et appelé à devenir bientôt ruine lui-même. Toute la vie de la cité se concentrerait dans le municipe et aussi dans les quelques troupes fédérales (car, enfin, il en faudrait un peu), lesquelles occuperaient le château Saint-Ange. Se complaisant de plus en plus dans son paradoxe, l'écrivain officieux le ressaisissait et de nouveau proclamait que la puissance du Pape « résulterait moins de sa force que de sa faiblesse ». La thèse se poursuivait avec un singulier mélange de formules respectueuses ou tendres pour le Saint-Père et d'insultante pitié ou de félicitations ironiques pour ceux qui resteraient ses sujets. Le soin était égal à montrer la nécessité du pouvoir temporel et à insinuer toutes les raisons qui rendraient l'exercice de ce pouvoir impossible. Le Pape serait souverain, mais seulement par les honneurs qu'on lui rendrait et par sa liste civile (car les puissances catholiques lui en feraient une); du reste, il ne présiderait à rien, hormis au culte, ce qui ôterait à la Révolution toute envie de le renverser. — Telle était la théorie. De cette théorie découlait la conduite à tenir dans les circonstances que l'on traversait. Le soulèvement des Romagnes fournissait une première occasion d'alléger pour le Pontife romain la charge des choses temporelles. On ne doutait pas que le Congrès, sauf certains tempéraments de forme, « n'enregistrât le fait accompli ». On espérait, on voulait espérer que le Pape ne refuserait pas de souscrire à sa propre expropriation. La brochure se terminait en une prière fort pieuse : « Puisse Napoléon III avoir l'honneur de réconcilier le Pape comme souverain temporel avec son peuple et avec son temps! Voilà ce que tous les cœurs sincèrement catholiques doivent demander à Dieu. »

La thèse n'avait rien d'inédit, et nous l'avons déjà trouvée

dans les dépêches de lord Russell : c'était, à peu de chose près, celle du domaine pontifical réduit au palais et au jardin du Vatican, thèse soutenable, mais au moins à une condition, c'est qu'en réduisant le Pape à la vigne de Naboth, on réprimerait chez ses voisins les convoitises d'Achab. Pour ancienne qu'elle fût, la thèse prenait tout à coup une importance particulière, proportionnée au rang de celui qui se l'appropriait. En même temps que la *brochure* se lisait à Paris, elle se répandait à Londres, à Turin, à Florence, et elle circulait clandestinement à Rome. Dans la presse, dans la diplomatie, dans le public, l'opinion fut partout la même. Après de longues hésitations, Napoléon cédait à l'Italie et, entre le droit nouveau et le droit ancien, avait fait son choix. Ce qu'eût pu résoudre le plus hardi des congrès, Napoléon venait de le décider. Dès lors à quoi bon le Congrès? Entre l'Autriche qui voulait l'exécution du traité de Villafranca, l'Angleterre qui poussait à l'annexion de toute l'Italie centrale, et Napoléon qui venait de se placer, au moins dans la question romaine, à côté de lord Russell, y avait-il cette entente générale, point de départ nécessaire pour une œuvre commune? « Napoléon a fait son Congrès à lui tout seul », dirent les Anglais tout surpris de se trouver rejoints. L'Autriche, frappée de stupeur, s'affermit dans ses pensées d'abstention et, se détournant de plus en plus de l'Italie, résolut d'ignorer désormais ce qu'elle ne pouvait ni ratifier ni combattre. Les journaux officieux annoncèrent l'ajournement des conférences, et bientôt on n'en parla plus.

VII

C'est à dessein que j'ai analysé avec quelques détails la brochure *le Pape et le Congrès*. Outre ses conséquences extérieures, elle marque une date mémorable dans l'histoire du second Empire, celle de la séparation entre l'Empereur et le parti catholique.

Jusque-là, malgré d'assez cuisants mécomptes, l'espoir avait subsisté de maintenir l'alliance ou d'en réparer les brisements. Effrayés par la guerre d'Italie, les catholiques s'étaient sentis rassurés par les discours de M. Baroche au Corps législatif et par les déclarations mêmes du souverain. Le soulèvement des Romagnes avait ravivé leurs craintes; puis la paix de Villafranca, en limitant à la Lombardie les changements territoriaux, les avait une seconde fois calmés. Les alarmes s'étaient renouvelées, quand, à la fin de septembre, Victor-Emmanuel avait reçu à Monza les délégués de Bologne et accueilli, sauf ratification de l'Europe, les vœux d'annexion : alors avaient paru les premières protestations en faveur de la souveraineté pontificale et au nom du droit public violé. Même en ces conjonctures, beaucoup persistaient à compter sur l'Empereur. L'apparition de la *brochure* trompant cette dernière attente, la colère éclata. Ce qui, de la part d'un adversaire, n'eût été qu'hostilité, sembla trahison, venant d'un ancien ami. Que l'Empereur se décidât à subir le fait accompli, on le comprenait encore; ce qui se comprenait mal, c'était qu'il prétendît le légitimer. Le sacrifice des Légations entraînerait prochainement celui des Marches, et bientôt le démembrement s'achèverait. Une chose exaspéra plus que tout le reste, ce fut cette conception qui transformait la ville de Rome en une sorte de Delphes antique, fixée dans son immobilité, et le Pape en une manière de roi fainéant, pontife et momie tout ensemble, à la fois méprisable et sacré. Les protestations d'amour parurent insulte, et le respect, hypocrisie. Les partis (et les partis religieux comme les autres) gardent rarement la mesure dans leurs enthousiasmes ou dans leurs colères. Nul ne prit souci de marquer ce qui pouvait expliquer, atténuer l'évolution impériale, à savoir : les conseils donnés si longtemps à la cour pontificale, et si souvent inécoutés, puis la difficulté très réelle de régler le sort des Romagnes. Tout fut oublié, et la bienveillance générale de l'Empereur dans toutes les affaires religieuses, et notre occupation, qui, après tout, se continuait à Rome : aux yeux d'un grand nombre, cette occupation, bienfait sans cesse reproché, était pire que l'abandon. Ainsi se

consomma la rupture. Plus tard, les exagérations se compensant, les mêmes lèvres, qui avaient jadis prononcé le nom de Charlemagne, murmureront, et assez haut pour qu'on puisse entendre, celui de Julien l'Apostat.

L'Église ne chercha pas longtemps ses champions. Dès le 23 décembre, Mgr Dupanloup avait reçu la brochure. L'ayant lue, il s'en exprima aussitôt devant ses prêtres avec une extrême véhémence et, sans perdre une minute, entreprit de la combattre. Trois jours plus tard sa réfutation parut, étincelante de verve, admirable d'éloquence et laissant deviner chez les catholiques une énergie de résistance qu'on ne soupçonnait point. Dans le même temps, l'*Univers* invitait les fidèles à signer des adresses au Pape ; cette conduite lui valut un *avertissement :* « Il cherchait, disait le ministre de l'intérieur, à organiser en France, sous prétexte religieux, une agitation politique (1). » Vraiment oui, l'agitation existait déjà. Non seulement elle existait dans le clergé et chez ceux qui dépendaient directement de lui, mais elle dépassait fort ces groupes un peu restreints, et se traduisait dans les milieux les plus divers, par une désapprobation très nette d'une politique qui ne se comprenait plus. Les préfets, dans leurs rapports, signalaient ces symptômes, mais avec un curieux embarras : ils ne pouvaient se figurer que les catholiques, si dociles, si confiants, si choyés, fussent tout à coup devenus des adversaires ; ce n'est qu'au bout de quelques jours qu'ils saisirent bien l'évolution à laquelle ils devaient se plier. « Nous allons être obligés, écrivait familièrement l'un d'eux, de *changer notre fusil d'épaule.* » En revanche, le *Siècle* était ravi et ne tarissait pas en éloges sur la *brochure :* « Jamais, disait-il, exposition plus saisissante ne fut mise au service d'idées plus justes (2). » Quant aux journaux officieux, ils protestaient de leurs intentions, se perdaient en commentaires sur le dernier écrit, et surtout accusaient les cléricaux extrêmes dont le zèle peu éclairé causait, selon eux, tout le mal. « Nous voulons, disait

(1) *Moniteur,* 28 décembre 1859.
(2) *Siècle,* 24 décembre 1859.

le *Constitutionnel*, sauver le Pape en le transformant. » Puis il dénonçait les associations religieuses, et en particulier les sociétés de Saint-Vincent de Paul, menace grave, très inquiétante même, car le *Constitutionnel* était bien près de ceux qui tenaient entre leurs mains la foudre (1).

Cependant le public épiait avec avidité toutes les nouvelles qui permettraient de découvrir les pensées du Saint-Père. Le 29 décembre, un bruit bientôt démenti se répandit à la Bourse : on affirmait que le nonce venait de quitter Paris. Le 30, le *Journal de Rome,* organe du Vatican, porta son jugement sur la fameuse *brochure :* « C'était, disait-il, un véritable hommage à la Révolution, une thèse insidieuse pour les esprits faibles inhabiles à reconnaître le poison caché, un sujet de douleur pour tous les bons catholiques. » Cette virulente condamnation ne déconcerta pas en France les journaux officieux. Le mot d'ordre fut de déclarer que le Pape n'était pas libre, et d'accuser le déplorable esprit de son entourage. Deux jours plus tard, cette ressource ingénieuse échappa. Le 1er janvier, le Saint-Père reçut, à l'occasion du jour de l'an, le général de Goyon et les officiers du corps d'occupation. En termes émus, il demanda à Dieu de bénir l'armée qui le protégeait, « toute l'armée française, toute la nation française ». Après avoir ainsi payé sa dette de gratitude, il poursuivit en ces termes : « En nous prosternant aux pieds du Très-Haut, nous le prions, dans l'humilité de notre cœur, de faire descendre ses lumières sur le chef de cette armée et de cette nation, afin qu'il puisse marcher sûrement dans sa route difficile, et reconnaître la fausseté de certains principes qui ont été produits ces jours derniers dans un opuscule qu'il faut appeler *un monument insigne d'hypocrisie et un tissu ignoble de contradictions.* » En terminant, Pie IX ajouta, peut-être avec quelque malice, qu'il avait entre les mains des pièces émanées de Sa Majesté Impériale, et qui étaient « la condamnation de ces principes ». Cette fois, il était malaisé d'accuser les conseillers du Saint-Père : il eût fallu prétendre que les paroles du Pape

(1) *Constitutionnel,* 9 janvier 1860.

n'avaient aucun rapport avec sa pensée, ce qui eût été une injure pire que toutes celles que la *brochure* contenait.

L'intérêt, la dignité même de l'Empereur, lui commandaient de mettre fin à l'équivoque. Si la *brochure* avait une origine vulgaire, à quoi bon tant de bruit? Si elle reflétait les pensées du souverain, quelle n'était pas l'audace de la critique? « Il faut un visage ici, avait dit Mgr Dupanloup; il faut des yeux dont on puisse connaître le regard; un homme enfin à qui on puisse demander compte de ses paroles (1). » Dans une lettre au Saint-Père, datée du 31 décembre, mais publiée seulement le 11 janvier, l'Empereur se décida enfin à placer ses pensées sous la responsabilité de sa propre signature. Il rappelait d'abord qu'un de ses plus grands soucis pendant la guerre avait été le sort des États de l'Église, et qu'un de ses principaux motifs pour hâter la paix avait été le désir d'enrayer la Révolution. La paix conclue, il avait conseillé au Pape de consentir à la séparation administrative des Romagnes, et regrettait que cet avis n'eût point été goûté. « Je me suis trouvé impuissant, ajoutait-il, à arrêter l'établissement du nouveau régime. Mes efforts n'ont abouti qu'à empêcher l'insurrection de s'étendre, et la démission de Garibaldi a préservé les Marches d'Ancône d'une invasion certaine. » Après avoir précisé sa politique passée, Napoléon poursuivait ainsi : « Les puissances ne sauraient méconnaître les droits incontestables du Saint-Siège sur les Légations; néanmoins, il est probable qu'elles seront d'avis qu'il ne faut pas recourir à la violence pour les soumettre. Que reste-t-il donc à faire? car enfin, cette incertitude ne peut pas durer toujours. Après un examen sérieux des difficultés et des dangers que présentent les diverses combinaisons, je le dis avec un regret sincère, et quelque pénible que soit la solution, ce qui me paraîtrait le plus conforme aux véritables intérêts du Saint-Siège, *ce serait de faire le sacrifice des provinces révoltées.* » Ayant prononcé le grand mot, Napoléon s'ingéniait à mettre en lumière la récompense de cette concession : « Si le Saint-Père, pour le repos de l'Eu-

(1) *Lettre à un catholique sur la brochure « le Pape et le Congrès »*, p. 32.

rope, renonçait à ces provinces qui, depuis cinquante ans, suscitent tant d'embarras à son gouvernement, et qu'en échange il demandât aux puissances de lui garantir la possession du reste, je ne doute pas du retour immédiat de l'ordre. Alors le Saint-Père assurerait à l'Italie reconnaissante la paix pendant de longues années, et au Saint-Siège la possession paisible des États de l'Église. » En finissant, Napoléon, comme pour tempérer l'effet d'un si désagréable conseil, faisait allusion à ses longs services, qui, disait-il, excusaient la franchise de son langage. La lettre se terminait par les formules habituelles de vénération, formules très peu sincères vis-à-vis de la cour pontificale, mais sincères, au contraire, pour la personne de Pie IX, que Napoléon n'abandonnait qu'avec peine et par degrés.

« L'Empereur, par sa lettre, a apposé son cachet sur la brochure *le Pape et le Congrès* », tel fut le langage des catholiques. A distance et loin des passions du temps, le jugement paraît bien sévère. La *brochure* ne marquait point les limites à la diminution du pouvoir temporel et ne demandait guère à l'usurpation que de s'arrêter aux portes de Rome : la Lettre impériale, en sollicitant le sacrifice des Romagnes, paraissait garantir en retour le reste de l'État pontifical. La *brochure* formulait une thèse générale et s'y complaisait, comme si tout amoindrissement du Pape eût été pour la civilisation un progrès : la Lettre impériale reconnaissait le droit incontestable du Saint-Siège sur les Légations, et ne cédait que devant « la logique inexorable des faits ». Tout ce qui, dans la *brochure*, était insinuation malveillante ou reproche se transformait, dans la Lettre, en regrets affectueux ou en prières. Mais les contemporains omirent ces différences ou dédaignèrent de les relever. La Lettre enlevait tout espoir qu'on pût conserver les Romagnes. Elle entrait dans le monde avec son commentaire, la *brochure*, qui était si bien dans toutes les mémoires que nul ne la pouvait plus oublier. Les deux documents ne furent point séparés : la Lettre parut la première exécution d'un programme dont la *brochure* avait marqué le dessein général. Les catholiques en France s'affermirent dans leurs protestations, et, au delà des

monts, les novateurs italiens s'affermirent dans leur audace. Toutes les combinaisons, toutes les propositions de l'Empereur allaient désormais se heurter à un double *non possumus*, le *non possumus* du Pape, résigné à subir les faits, non à les reconnaître, le *non possumus* du gouvernement sarde déjà résolu à ne s'arrêter qu'après avoir tout absorbé.

Jusque-là l'ancien droit public avait eu son représentant en la personne de M. Walewski, demeuré au quai d'Orsay. Il y était demeuré comme isolé, tant la politique, livrée aux agents secrets, évoluait à l'aventure, loin de ceux qui avaient mandat pour la diriger! Très attaché à M. Thiers, qui lui faisait parvenir à l'occasion ses avis, M. Walewski partageait toutes les inquiétudes des anciens parlementaires et des diplomates de profession. Sa profonde méfiance vis-à-vis de Cavour le rendait perspicace. Il ne pouvait se résoudre à consacrer les empiétements de la Sardaigne, niait la sincérité des manifestations populaires, déplorait en particulier le sort de la Toscane dont l'autonomie lui tenait fort à cœur. Par intervalles, quand les incorrections lui paraissaient trop fortes, il adressait à l'Empereur des rapports à la fois très véhéments et très sages, où il dénonçait les ambitions italiennes, signalait avec amertume les missions clandestines, parallèles ou contraires à la diplomatie officielle, et se plaignait surtout de son propre effacement. « Sur les affaires de l'Europe, écrivait-il un jour avec dépit, je ne suis pas mieux renseigné que le portier du ministère. » Sous l'empire de cette mauvaise humeur, son ton, habituellement un peu raide, était devenu encore plus cassant, en sorte que le contraste était grand entre son langage de plus en plus péremptoire et son crédit de plus en plus déclinant. Même dans ces conditions amoindries, le maintien de M. Walewski était une demi-sécurité. Le 4 janvier, un décret le releva de ses fonctions et le remplaça par M. Thouvenel. A ne considérer que les titres hiérarchiques, le nouveau choix se justifiait. M. Thouvenel avait été directeur politique aux affaires étrangères, était ambassadeur à Constantinople, et se recommandait, en outre, par des qualités d'esprit peu communes. Mais il était autant que personne dégagé de toutes les

attaches qui avaient rendu son prédécesseur suspect. A quelques jours de là, le *Moniteur* tint à marquer le caractère de la mesure. Avec une intention évidente, il reproduisit un long article du *Morning-Post*, qui représentait la nomination de M. Thouvenel comme une victoire pour les amis de l'Italie : quant à M. Walewski, on louait hautement sa droiture, mais on attribuait sa disgrâce à son esprit conservateur et, disait la feuille anglaise traduite par notre journal officiel, à ses *sentiments presque légitimistes*.

L'agitation s'étendait, loin de se calmer. La presse catholique, naguère timide ou complaisante à l'excès, menait une rude campagne. C'était zèle religieux; c'était aussi joie de rompre le silence : après de longues années d'une existence terne et monotone, quelle aubaine que ce grand combat, dût-il avoir ses périls! Ainsi pensaient les journalistes : bon nombre de lecteurs pensaient de même, tout animés de ce bruit qui, pour les uns, était nouveau, et qui ramenait les autres aux jours de leur jeunesse. Bien que le Corps législatif ne fût pas en session, un assez grand nombre de représentants se trouvaient à Paris : trois d'entre eux, MM. de Cuverville, Keller, Anatole Lemercier, sollicitèrent une audience de l'Empereur; comme l'entrevue leur était refusée, ils consignèrent leurs doléances dans une lettre collective que plus tard ils publièrent. La hardiesse était alors toute nouvelle; elle parut même si extraordinaire que le gouvernement, ne pouvant frapper les députés, supprima le journal qui avait prêté ses colonnes à la publication. La gravité de la crise avait ajourné les anciennes querelles et rapproché les catholiques de toute nuance. Ceux d'entre eux qu'on appelait alors les *catholiques libéraux* étaient particulièrement à l'aise pour protester. N'ayant jamais flatté l'Empire, ils pouvaient sans embarras le combattre. Puis, comme ils se reliaient aux légitimistes, aux orléanistes, aux constitutionnels de toute sorte, ils évoluaient sur un terrain plus large, ce qui leur permettait de grouper pour une résistance commune des éléments plus variés. Le *Correspondant*, qui était leur principal organe, acquit dans cette lutte une particulière notoriété. M. de Falloux, le prince Albert de

Broglie, M. de Corcelle, M. Cochin, s'y firent les avocats de la souveraineté pontificale; mais, avec une hardiesse avisée, ils grandirent le débat, proclamèrent les principes du droit public, placèrent sous la protection de ces principes la cause du Pontife romain, en sorte qu'en plaidant pour Pie IX, ils plaidaient en réalité pour la paix du monde. Cette conduite, outre qu'elle s'inspirait d'un juste sentiment des périls futurs, était la plus habile qu'on pût tenir. Elle enlevait au gouvernement sa principale ressource, celle de représenter l'agitation comme une simple agitation cléricale et de réduire ses adversaires en les isolant. Des alliés vinrent de tous côtés, et quelques-uns fort inattendus : c'étaient des royalistes, doublement heureux et d'affirmer leur foi et de combattre l'Empire; des libéraux charmés par une opposition de bonne compagnie, juste assez compromettante pour donner l'illusion d'un péril; d'anciens parlementaires, en disponibilité depuis bien longtemps et excédés de silence et de repos. Tous étaient ravis de trouver ce qui leur manquait le plus, un public; et ils n'en pouvaient imaginer un plus à souhait que le public catholique. Les catholiques, de leur côté, avaient intérêt à élargir leurs lignes, dussent-ils les laisser flotter un peu. La coalition (car on peut déjà l'appeler ainsi) se fortifia par de plus illustres appuis. Parmi les hommes politiques, parmi les hommes d'État d'autrefois, il n'en était guère que la conduite de l'Empereur ne remplît de surprise et aussi d'un vague effroi. Question italienne, question romaine, les deux questions s'entre-croisaient à leurs yeux sans qu'on pût les séparer, toutes deux funestes, l'une au repos de l'Europe, l'autre au repos des consciences. Ils entrevoyaient des témérités croissantes, en Italie d'abord et plus tard ailleurs. De là, chez eux, un langage qui se rapprochait fort de celui des catholiques. En son hôtel de la place Saint-Georges, M. Thiers se montrait déjà fort alarmé. Dans les *Débats*, M. Saint-Marc Girardin, rompant avec les traditions du journal, marquait avec beaucoup de force l'impossibilité pour le Pape d'obtempérer aux conseils de l'Empereur (1).

(1) Voir *Journal des Débats*, 21 janvier 1860.

M. Guizot et M. Cousin, dans leurs entretiens de l'Académie, raillaient la nouvelle politique, pleine de confusion, disaient-ils, et de péril (1). A quelques jours de là, les catholiques eurent une autre surprise. En une brochure qui rappelait ses meilleurs jours, M. Villemain défendit dans la personne du Pape le droit public violé. Avec une précision courtoise et cruelle, il signala les contradictions de la politique impériale, il flétrit ce qu'il appelait « le terme moyen dans la violence » ; et ces pages, d'une raison savante et lumineuse, complétèrent une démonstration à laquelle il serait malaisé de rien ajouter.

Pendant ce temps, les évêques, d'autant plus effarés qu'ils avaient été habitués à plus de faveur, allaient, venaient, conféraient entre eux sans parvenir toujours à s'accorder. Quelques-uns, de plume alerte et de tempérament fougueux, n'hésitaient pas à grandir le conflit, et à le soumettre au jugement public : Mgr Dupanloup venait de publier une seconde protestation qui ne le cédait à la première ni en force ni en éloquence : Mgr Pie condamna, par une lettre pastorale lue en chaire, les erreurs contenues dans la brochure : *le Pape et le Congrès*. D'autres, l'oreille encore pleine de paroles bienveillantes, reculaient devant ces moyens extrêmes, et à la contradiction ouverte, qui rendrait tout retour impossible, préféraient les avertissements à huis clos. Parmi ces prélats attentifs à réserver l'avenir, l'un des plus écoutés était l'archevêque de Rouen, M. de Bonnechose, personnage d'esprit très délié et de vues très politiques. Peu auparavant, vers le commencement de décembre, il avait vu l'Empereur et avait observé en lui un changement très marqué : les formes étaient toujours courtoises et cordiales, mais les pensées inclinaient visiblement vers des nouveautés naguère désavouées. Comme le conflit s'accentuait, le prélat écrivit à l'Empereur pour le supplier de garder l'ancienne alliance. La réponse du monarque laissa percer quelque impatience : il alléguait la force irrésistible des choses ; surtout il récriminait pour n'avoir pas à se justifier, et se plaignait amèrement des catholiques qui, après tant de services, le traitaient en ennemi

(1) Voir *Vie de Mgr Dupanloup*, par l'abbé LAGRANGE, t. II, p. 292.

de l'Église (1). En ces conjonctures, le plus perplexe était le cardinal Morlot, archevêque de Paris. Il prenait un soin extrême à ne pas se solidariser avec ceux qu'il appelait les « catholiques d'opposition ». Ne pouvant les éconduire tout à fait, il s'appliquait avec des précautions infinies à ne pas les rencontrer. Ainsi faisait-il avec M. de Falloux, M. Cochin, M. de Melun (2). Son espoir était dans l'intervention officieuse des évêques qui, par un concert unanime de respectueuses doléances, pèseraient sur l'esprit de l'Empereur. Dès le 27 décembre, il écrivait à Mgr Régnier, archevêque de Cambrai : « L'Empereur ne voit pas de bon œil certaines manifestations, mais il reçoit bien ce qui vient des évêques, et il en est touché. L'effet de ces communications est salutaire, surtout si elles sont faites avec un certain accent de confiance. » Mgr Régnier s'adressa à Napoléon, comme l'y invitait le cardinal (3). Nous ignorons quelle fut la réponse, et même s'il y en eut une. Il était à craindre que les efforts du vénérable archevêque de Paris pour modérer ses ouailles et ramener l'Empereur fussent vains des deux côtés. Tandis que Napoléon s'exaspérait d'une opposition qu'il taxait d'ingratitude, les catholiques s'encourageaient d'autant plus à la résistance que la résistance semblait, à Rome, encouragée. Le Pape ne se croyait en droit d'aliéner aucune portion du patrimoine qu'il tenait de ses prédécesseurs; il se refusait à un sacrifice qui serait le point de départ d'autres sacrifices. Ainsi s'exprimait-il, le 8 janvier, dans une lettre directe à l'Empereur. Le 19 janvier, dans une encyclique solennelle, Pie IX renouvela ses protestations, et avec une véhémence qui ne laissait place à aucune équivoque, et ne permettait plus guère d'avis nouveaux.

En présence de cette opposition de droite, si subitement grandie, le gouvernement, après quelque hésitation, se décida à se servir de ses armes. Entre toutes celles que la législation

(1) Voir *Vie du cardinal de Bonnechose*, par Mgr Besson, t. Ier, p. 389 et suiv.

(2) *Correspondance inédite de M. de Melun*. — Voir M. de Falloux, *Mémoires*, t. II, p. 314-316.

(3) Voir *Vie de Mgr Régnier*, par M. l'abbé Destombes, t, Ier, p. 432-434.

de 1852 plaçait en ses mains, il n'avait que l'embarras du choix. Les *avertissements* se multiplièrent, frappant les journaux les plus importants comme aussi les plus modestes feuilles de province. A ces sévérités s'ajouta une mesure plus grave. L'*Univers* subsistait, protégé par tous les gages qu'il avait donnés à l'Empire. Cependant Louis Veuillot, malgré son trop long optimisme, n'était le client de personne, hormis de l'Église. Comme Napoléon III avait modifié sa politique religieuse, il s'était retourné contre lui, et avait apporté à le combattre toute l'âpreté de zèle qu'il avait mise jadis à le soutenir. Dans les sphères officielles, la perte de cet ancien ami fut résolue. La publication de la récente encyclique pontificale fournit le prétexte, et le 30 janvier 1860 le décret de suppression parut. L'éclat fut proportionné à l'importance du journal et à la place de son rédacteur en chef. Parmi les confrères du grand journaliste, les uns se bornèrent à saluer le maître qui s'en allait; les autres formulèrent quelques réserves, rappelant que l'*Univers* succombait sous une loi qu'il avait maintes fois approuvée. Si nous en croyons M. Veuillot, plusieurs dans la presse catholique se contentèrent de verser une « larme tiède et légère ». D'après le même témoignage, les évêques furent aussi un peu froids; dix ou douze d'entre eux seulement écrivirent, soit qu'ils fussent moins inféodés à l'*Univers* qu'on ne se plaisait à le croire, soit qu'ils voulussent se réserver pour cette action officieuse dont ils attendaient tant d'effet. Avant de se séparer de ses collaborateurs, Louis Veuillot les réunit une dernière fois et, en signe de suprême dévouement, fit parmi eux, au profit du Pape, une quête qu'il appela la « quête des funérailles » ! Le mot n'était-il pas excessif, et était-ce bien de « funérailles » qu'il s'agissait? A quelques jours de là, l'*Univers* ressuscita sous un autre nom, avec le même personnel et, à peu de chose près, le même programme; ce qui sembla révéler dans les sphères officielles un courroux assez vite apaisé. Toutefois, vis-à-vis de Louis Veuillot, l'exclusion fut réelle, et il ne reparut que beaucoup plus tard dans la presse quotidienne. Le fameux publiciste partit pour Rome, comme pour remettre au Saint-Père sa plume brisée. Tandis qu'il

s'éloignait, il reçut un dernier salut, celui de son vieil ennemi le *Siècle,* qui exprimait en termes courtois le regret de sa disgrâce. L'hommage était bien dû; pendant les longues années qui avaient précédé, comment le *Siècle* eût-il rempli ses colonnes s'il n'avait eu en face de lui, prompt à l'attaque comme à la réplique, l'*Univers*, et toujours l'*Univers?* Le *Siècle,* d'ailleurs, pouvait être généreux, tant étaient grandes ses bonnes fortunes! Il avait la démocratie pour cliente, et les ministres parfois pour confidents. Les républicains l'avaient, faute de mieux, pour organe, et aux Tuileries on ne laissait pas que de le juger utile. Il servait à deux fins, farouche démocrate, et en même temps fort bien dressé pour la chasse aux cléricaux et aux anciens partis. Ce fut, en vérité, son beau moment. A l'attaquer, le péril était double : on offensait les dieux d'en haut et les dieux d'en bas.

L'*Univers* ayant été supprimé, le *Moniteur* publia une note à la fois grave et débonnaire pour inviter « toute la presse à la modération, dans l'intérêt de la paix publique et de la religion elle-même (1) ». L'avertissement était sage et, en tout cas, l'intention excellente. Ainsi fait un maître de pension qui, ayant chassé un écolier indisciplinable, dépose sa férule et se flatte de régenter sans souci l'école apaisée. Mais le pays, déjà fort émancipé, commençait à lire avec un peu de scepticisme les avis, même les plus judicieux, du *Moniteur*. Décidément, les heures de gouvernement facile étaient passées. Pourquoi, d'ailleurs, la sécurité eût-elle remplacé l'inquiétude? Au milieu de tous les incidents que nous venons de rapporter, une nouvelle plus grave que toutes les autres était arrivée d'Italie : Cavour, le redoutable Cavour, était redevenu premier ministre

(1) *Moniteur,* 1860, p. 125

VIII

C'est le 20 janvier que le Roi avait signé le décret qui le replaçait sous l'absorbante et profitable tutelle. En saluant ce retour, l'officieuse *Opinione* prit soin de marquer, en une formule précise, la portée de l'événement : « Le premier ministère de Cavour, dit-elle, signifiait indépendance ; le second signifie annexion. » Jusqu'à quel point ce langage était justifié, on ne tarda point à le savoir. Dès le 27 janvier, le nouveau chef du cabinet sarde proclama, en une dépêche circulaire, non plus ses vœux comme autrefois, mais ses volontés et celles de l'Italie. Il répudiait toute restauration à Bologne, à Parme, à Modène, à Florence. Un seul dénouement était, à ses yeux, possible, l'annexion, soit en Toscane, soit dans l'Émilie. Enfin, avec une hardiesse croissante, il affirmait que les populations italiennes, après avoir longtemps attendu la décision de l'Europe, avaient le devoir de passer outre et de pourvoir elles-mêmes à leur gouvernement.

Bien que les plus grands embarras eussent été surmontés, cette attitude décidée devait, pour réussir, se tempérer de quelque prudence. Loin de se laisser éblouir par la proximité du but, Cavour redoubla de vigilance au moment de saisir la proie.

Son premier soin fut de grossir le courant annexionniste, afin de paraître débordé par lui. Peu après son arrivée au ministère, il écrivait à La Farina, secrétaire général de la Société nationale : « Voici la note à faire entendre : demander avec énergie, et même avec un peu de colère, une solution ; déplorer les retards ; exciter aux armements ; répéter que la diplomatie ne peut reconnaître la destruction des trônes dits légitimes, mais qu'il faut lui présenter des faits accomplis. » Cavour ajoutait : « Le ton ne doit pas être hostile, mais cependant *un peu menaçant*. Pour prendre l'initiative, je n'ai pas

besoin qu'on me stimule, mais il me serait utile de pouvoir dire que je suis *poussé en avant* (1). » Se dire *poussé en avant,* c'était le moyen pour Cavour de pousser à son tour l'Europe. Il se prévalait des vœux que lui-même avait soufflés, et affectait d'avoir la main forcée; puis il répétait que tout ce qu'on refuserait au Roi son maître, on le donnerait à l'anarchie. Il contenait la Révolution, mais en la laissant gronder, afin d'entretenir la crainte que sans lui elle ne se déchaînât. De la sorte, il désarmerait une à une les dernières objections de la France. Dans l'Italie centrale elle-même, ce manège ramènerait tout le monde : les révolutionnaires qui, jouissant d'une certaine liberté intermittente, pourraient se croire les maîtres; les réactionnaires qui, par appréhension d'un état pire, se décourageraient de leur résistance. Ainsi faisait le prodigieux manieur d'hommes, ne négligeant aucun artifice, même à cette heure où le progrès de sa fortune semblait rendre l'artifice moins nécessaire ou superflu.

Le second soin de Cavour fut de resserrer tellement l'alliance avec l'Angleterre que la France fût entraînée, sous peine de voir passer à Londres toute la reconnaissance italienne. Les relations avec sir James Hudson, ministre britannique à Turin, étaient depuis longtemps intimes; elles le devinrent davantage encore. Depuis bien des années, des intelligences étaient pratiquées dans la presse anglaise : rien ne fut négligé pour stimuler cette bienveillance, et les journaux de la Cité publièrent plus que jamais le renom de la sagesse piémontaise. Le représentant de la Sardaigne à Londres, le marquis Emmanuel d'Azeglio, était uni à lord Palmerston par d'anciens liens d'amitié; cette amitié, habilement ménagée, rendit plus cordiaux les rapports officiels. A Londres, d'ailleurs, tout était chances propices. Le chef du *Foreign Office* n'était-il pas lord John Russell? C'était lord John Russell qui avait introduit devant le tribunal de l'Europe la cause des annexions. Comme le Congrès semblait ajourné, il avait eu à cœur de brusquer les choses et de donner à l'Italie un gage décisif de sa bienveil-

(1) *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour,* t. III, p. 191.

lance. Dès le milieu de janvier, il avait formulé une proposition qui équivalait à la reconnaissance des faits accomplis. Aux termes de ce projet, la France et l'Autriche s'engageraient à ne point intervenir dans les affaires de l'Italie; l'empereur Napoléon s'entendrait avec le Pape pour évacuer, à bref délai, les États romains; quant aux peuples de l'Italie centrale, ils seraient appelés à exprimer, par l'organe de leurs Assemblées, un nouveau vote sur leurs destinées futures; que si ce nouveau vote était semblable au premier, aucun obstacle ne serait apporté à la réalisation de leurs désirs, et l'Europe n'aurait plus qu'à consacrer ce que la volonté populaire aurait par deux fois proclamé (1). La combinaison fut soumise au gouvernement français dès le 16 janvier, quatre jours avant l'avènement de Cavour, de sorte que celui-ci trouvait, en arrivant, la besogne faite. A un tel plan que pourrait objecter le cabinet des Tuileries? Y souscrire, ce serait tout concéder; s'y opposer, ce serait infliger à l'Italie un tel déplaisir que tout serait oublié, même le sang versé à Solférino.

Les choses étant ainsi préparées, soit dans l'Italie centrale, soit à Londres, Cavour put se croire assez fort pour arracher à l'Empereur la suprême ratification. Sa première pensée fut de se rendre lui-même à Paris. Lord John Russell l'y encourageait : « J'espère, écrivait-il, que Cavour viendra à Paris et à Londres, même s'il n'y a pas congrès (2). » Puis des avis contraires parvinrent à Turin (3). L'Empereur, disait-on, souhaitait peu ce voyage et le jugeait plus compromettant qu'utile. Sous cette impression, le chef du cabinet sarde renonça à plaider lui-même la cause de son pays. Mais afin que toutes ses pensées fussent traduites sans erreur ni déviation, il choisit pour le représenter un de ses élèves, un véritable *alter ego*, assez jeune et assez humble pour lui obéir aveuglément, assez

(1) Voir dépêche de lord Russell à lord Cowley, 15 janvier 1860. (*Further correspondence relating to the affairs of Italy*, p. 4.)

(2) Lettre de lord John Russell à sir James Hudson. (*The life of lord John Russell*, by Spencer WALPOLE, t. II, p. 317.)

(3) Lettre de M. Thouvenel au chevalier des Ambrois. (*Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. IV, p. VIII.) — Voir aussi t. III, p. 184.

délié pour le comprendre à demi-mot : c'était le chevalier Nigra. Une élévation si subite provoqua bien des jalousies : dans les cercles, dans les chancelleries, on murmura contre le favori; il y eut des protestations, des démissions même; Cavour n'en prit point souci. Le 8 février, M. Nigra arriva à Paris avec le titre modeste de chargé d'affaires et, en attendant le départ du chevalier des Ambrois, s'accommoda de l'appartement d'un simple attaché. Avec l'activité de son âge et la dextérité de son esprit, M. Nigra serait un merveilleux agent d'information. Mais sa jeunesse nuirait un peu à son autorité, et il ne nouerait qu'avec le temps les relations précieuses qu'il devait avoir plus tard. La prudence conseillait d'associer à M. Nigra un autre messager; et s'il se pouvait que ce messager fût un ami personnel de Napoléon III, l'habileté serait complète. Arèse fut appelé de nouveau à Turin : « Il pourra, écrivait Cavour, dire à l'Empereur toutes les choses qu'on ne pourrait communiquer par la voie ordinaire (1). » Arèse, dit-on, hésita : le voyage qu'on sollicitait de lui était le troisième depuis six mois : il n'était pas ambitieux et était peu rompu aux pourparlers officiels ou aux notes diplomatiques. « En fait de notes, disait-il en riant, je n'ai jamais lu que celles de ma blanchisseuse, dans mes jours de pauvreté et d'exil. » Pourtant de nouvelles instances triomphèrent de ses irrésolutions, et, presque en même temps que le chevalier Nigra, il s'achemina vers Paris. Ses instructions lui prescrivaient de combattre et d'aplanir les derniers obstacles aux annexions. Sa mission avait encore un autre but. On parlait fort depuis quelque temps d'une cession territoriale qui serait pour le gouvernement français l'indemnité de ses complaisances et servirait de contrepoids aux agrandissements du Piémont. Pour que le succès fût sans ombre, il importait de diminuer autant que possible le sacrifice et de l'ajourner jusqu'après les annexions. Qui mieux qu'Arèse amènerait l'Empereur à réduire ses exigences? La perfection serait même de tout rece-

(1) Lettre au chevalier des Ambrois, 27 janvier 1860. (*Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. III, p. 190.)

voir sans rien donner du tout; mais on n'osait point espérer un tel excès de bonne fortune.

Dès leur arrivée à Paris, les négociateurs purent observer dans les régions officielles une sorte de confusion qui permettait aux nouvelles les plus contradictoires de circuler avec une égale vraisemblance. Tandis que le public débattait avec animation les derniers incidents et croyait en général à une évolution complète de la politique impériale, une certaine incertitude régnait encore dans les conseils du souverain. Plus familiarisé avec les affaires d'Orient qu'avec les autres affaires diplomatiques, M. Thouvenel s'égarait un peu au milieu des complications italiennes. Peu de jours après son avènement au ministère, il avait écrit avec quelque anxiété à M. de Grammont, ambassadeur à Rome : « Envoyez-moi votre catéchisme sur les affaires d'Italie (1). » Ce catéchisme, qui donc à cette heure eût pu le fixer? La diplomatie officielle parlait un langage, les agents secrets en parlaient un autre. La Sardaigne avait ses ambassadeurs, les États du Centre leurs représentants, et les uns et les autres différaient parfois, sinon par le but, du moins par les moyens. Pendant ce temps, les princes dépossédés formulaient des doléances dont le bruit, quoique s'affaiblissant, pouvait se percevoir encore. Même autour du Saint-Père, les voix ne laissaient pas que d'être discordantes : le cardinal Antonelli se montrait assez conciliant, tandis qu'à Paris le nonce, Mgr Sacconi, tenait des discours fort irrités. De Rome même, les rapports étaient assez différents, très favorables au Pape, s'ils émanaient du général de Goyon, commandant le corps d'occupation; plus sévères pour le Pontife, s'ils émanaient de l'ambassadeur. Certaines habitudes de duplicité, plus communes en Italie qu'ailleurs, obscurcissaient le peu de lumière qui aurait pu percer ces ténèbres. Les choses étaient encore plus confuses que les paroles n'étaient contradictoires. Il y aurait scandale à reconnaître les faits accomplis et péril à les combattre; quant à diriger ou contenir

(1) Lettre au duc de Grammont, 16 janvier 1860. (*Le Secret de l'Empereur*, t. Ier, p. 2.)

le mouvement, on n'y pouvait plus prétendre, après toutes les faiblesses qui l'avaient enhardi. De cette situation naissaient chez nous des plans divers, acceptés, abandonnés, repris, et qui tous avaient le même objet : graduer les concessions, sauver quelque chose, fût-ce une ombre, du traité de Zurich, et rendre hommage à l'ancien droit public, tout en le laissant violer. Les propositions anglaises avaient paru adoptées, au moins d'une façon générale (1), et c'est même sous l'impression de ces nouvelles favorables qu'Arèse avait quitté Turin; puis on était revenu à un semblant de résistance, mais si molle, si peu sûre d'elle-même, qu'elle méritait à peine ce nom.

Ce qui était effarement chez les diplomates était chez l'Empereur impatience, lassitude, découragement surtout. Son programme, autant qu'on peut le pénétrer, se réduisait, à cette heure, à trois points : se dégager à Vienne, et sans péril pour sa loyauté, des stipulations de Villafranca; trouver un biais qui permît de dire aux Sardes qu'on leur abandonnait les Romagnes, et aux catholiques qu'on n'en dépouillait pas tout à fait le Pape; enfin sauver, au moins pour un temps et sans beaucoup d'illusions sur l'avenir, l'indépendance de la Toscane. Pour un victorieux, l'ambition était modeste, et néanmoins elle se trouvait chimérique. — Vis-à-vis de l'Autriche, toutes les dépêches de notre chancellerie invoquaient la force irrésistible des événements, le vœu unanime du peuple italien, l'aveuglement des princes dépossédés. La France avait fait son possible, témoin la note du 9 septembre, les missions Reiset et Poniatowski en Toscane, les conseils donnés au Piémont. M. Thouvenel ajoutait : « Nous n'avons promis que notre concours moral, concours dont il nous faut bien, après six mois d'efforts, proclamer l'impuissance. » De Vienne, toutes les réponses se ressemblaient, modérées de ton, dépouillées de toute aigreur, mais avec une nuance hautaine. Un traité avait été signé; nul droit n'existait, hormis celui que ce traité avait consacré. Que si la France se croyait contrainte à considérer

(1) Voir dépêche de lord Cowley à lord Russell, 27 janvier (*Further Correspondence*, p. 12), et dépêche de M. Thouvenel à M. de Persigny, 30 janvier. (*Livre jaune*, p. 3-6.)

comme caduques les conventions récentes, l'Autriche ne pouvait partager ce jugement. Du reste, elle n'interviendrait pas, mais se bornerait à ne pas reconnaitre ce que le dol ou la violence avait fondé (1). Ainsi parlait M. de Rechberg, et, quoique fort correct, ce langage était étrange. Six mois après Solférino, le vaincu donnait des leçons au vainqueur, et le vainqueur s'embarrassait en des explications qui tournaient fort à l'excuse. — Vis-à-vis du Pape, la difficulté était grande de lui enlever les Romagnes et de lui persuader qu'on les lui conservait. Napoléon imagina ou plutôt rajeunit (car l'idée était fort vieille) une combinaison qui prétendait concilier les deux souverainetés. Les Romagnes seraient gouvernées par Victor-Emmanuel : seulement le Roi n'aurait, en ces provinces, que le titre de *vicaire* et payerait tribut au Souverain Pontife. Des deux côtés, la proposition était irréalisable : du côté de Victor-Emmanuel, qui n'accepterait l'expédient qu'avec la pensée de tout absorber bientôt; du côté du Pontife, qui se déshonorerait en recevant le subside de celui qui, à ses yeux, n'était qu'un spoliateur. De Rome, les dépêches de notre ambassadeur, M. de Grammont, ne laissaient aucun doute sur l'échec du projet (2). En ce temps-là même, un homme d'esprit disait à l'Empereur : « Sire, vous savez quelle est parfois la difficulté d'accorder dans nos campagnes un curé et son vicaire : combien de temps pensez-vous que le Pape puisse vivre avec le vicaire que Votre Majesté veut lui donner (3)? » — Restait le sort de la Toscane. C'est pour en défendre l'autonomie que l'Empereur semblait disposé à dépenser ce qu'il avait encore d'énergie. Au milieu de toutes les petites principautés italiennes, Florence tenait une place à part. Puis les stipulations de Plombières n'avaient point prévu cet agrandissement extraordinaire. Enfin, selon une opinion très répandue en Europe même parmi les amis de l'Italie, le vote de la Toscane

(1) Voir dépêche de M. Thouvenel à M. le marquis de Moustier, et de M. de Rechberg à M. le prince de Metternich. (*Livre jaune* de 1860, p. 6 et suiv.)

(2) Voir lettre particulière de M. le duc de Grammont à M. Thouvenel, 25 février 1860. (*Le Secret de l'Empereur*, t. Ier, p. 43.)

(3) M. DE FALLOUX, *Mémoires*, t. II, p. 308.

avait été œuvre de surprise ou de fraude, et non le fruit d'une adhésion réfléchie.

Cet ensemble d'arrière-pensées et de regrets laissait deviner des objections, mais presque suppliantes et qui ne s'attendaient plus à persuader. Peu après son arrivée, le comte Arèse fut reçu par le ministre des affaires étrangères. Il fut court, en homme qui, demandant tout en bloc, n'a pas une longue requête à faire. M. Thouvenel formula alors, non les volontés, mais les vœux, les désirs, les conseils du gouvernement français. Il concédait au Piémont la souveraineté des duchés. Il cédait également pour les Romagnes, sous la seule réserve d'un tribut payé au Saint-Siège : c'était la combinaison du *vicariat*, peu inquiétante pour Cavour et qui, sans doute, échouerait par le refus du Saint-Père. Quant à la Toscane, nul ne songeait plus, comme naguère, à la restituer à ses archiducs ou à en faire l'apanage du jeune duc de Parme. Toutefois elle ne devrait pas être annexée à la Sardaigne, mais former un royaume séparé sous un prince de la maison de Savoie. Que si le roi Victor-Emmanuel acceptait ce plan, il pourrait compter sur l'appui le plus chaleureux de l'Empereur. Que s'il le déclinait et persistait à réunir sous son sceptre les provinces toscanes, l'alliance ne serait point brisée, mais la Sardaigne devrait agir à ses risques et périls, et sans aucune garantie de la France. A tout prendre, ce langage était singulièrement débonnaire : il s'agissait d'un simple avis, et que l'on pourrait même enfreindre sans que l'ancienne amitié fût altérée. Pourtant Arèse espérait mieux encore : car il était arrivé sous une impression alors dominante à Turin, celle que la France s'appropriait sans réserve les propositions anglaises. En toute hâte, il annonça à Cavour le dernier effort en faveur de l'autonomie toscane. Puis, avec plus d'ironie que d'appréhension, il ajouta : « Dans trois ou quatre jours, Thouvenel vous enverra sur tout cela une sorte d'*ultimatum à l'eau de rose* (1). »

Cavour était à Milan quand il reçut le message du comte

(1) Lettre du comte Arèse à M. de Cavour, 15 février. (BONFADINI, *Vita di Francesco Arese*, p. 222.)

Arèse. A ce point de sa fortune, il ne pouvait ni ne voulait reculer. A Ricasoli, il télégraphia : « Comptez sur mon dévouement et au besoin sur mon audace (1). » Puis il manda au marquis Emmanuel d'Azeglio : « Plutôt que d'abandonner la Toscane, plutôt que d'accepter une nouvelle conférence sur les affaires d'Italie, nous demandons à être laissés seuls nous débattre avec l'Autriche (2). » En même temps, dans une longue lettre à Arèse, il l'exhorta à se prévaloir de tous les privilèges de l'amitié pour que l'Empereur levât cette espèce de *veto in extremis*, opposé aux ambitions sardes. Il fit valoir les vœux du peuple toscan : il représenta l'état avancé des choses, et qui ne permettait plus qu'on s'arrêtât. Au lendemain de la guerre, une demi-solution eût été accueillie avec bonheur; elle serait désormais inacceptable. Enfin, avec une chaleur d'expression qui ne lui était pas habituelle, Cavour vanta la reconnaissance italienne : « Quelle force, dit-il, l'Empereur ne puisera-t-il pas dans l'appui enthousiaste d'un peuple qui, uni au peuple français, formera une masse compacte de cinquante millions d'hommes (3)? »

Quelle eût été dans l'avenir la « reconnaissance de l'Italie » ? Il serait oiseux de le rechercher. Le 20 février, Arèse eut deux entretiens avec l'Empereur et avec M. Thouvenel. La réponse fut la même. Le gouvernement français cédait sur tous les points, hormis pour la Toscane. Même pour Florence, ses vœux étaient modestes. Ils consistaient à substituer à la domination directe du roi de Sardaigne celle d'un prince de la maison de Savoie : encore laissa-t-on entendre qu'il y aurait réversibilité; de la sorte, l'idée de l'annexion se trouvait reculée plutôt qu'écartée pour jamais. Le désir était humble et, de plus, ne dépassait pas la portée d'un simple conseil : la seule sanction, ce serait que la France n'entreprendrait pas une seconde guerre pour des ambitions que désormais elle jugeait excessives (4).

(1) *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. III, p. 215.
(2) *Lettere e documenti del barone Ricasoli*, t. IV, p. 316.
(3) *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. III, p. 212.
(4) Rapport du comte Arèse à M. de Cavour, 21 février 1860. (Bonfadini, *Vita di Francesco Arèse*, p. 227 et suiv.)

Quatre jours plus tard, une dépêche de M. Thouvenel à M. de Talleyrand, notre représentant à Turin, résuma en style officiel les résistances, les dernières et faibles résistances de la cour des Tuileries. C'était l'*ultimatum à l'eau de rose* qu'avait annoncé le comte Arèse.

Cavour avait bravé de bien autres *ultimatums*. Cette petite agitation autour de la Toscane n'était plus, à ses yeux, que le dernier remous de la tempête dont il avait maîtrisé les flots. Sa réponse, formulée le 1er mars, fut un refus de limiter les agrandissements de la Sardaigne. Il transmettrait, disait-il, les vœux de la France à M. Farini qui gouvernait l'Émilie, au baron Ricasoli qui gouvernait la Toscane. Ceux-ci provoqueraient sans doute dans l'Italie centrale un second vote national, ainsi que le voulaient les propositions anglaises dont Cavour s'armait habilement contre nous. Que si ce vote était favorable, le Roi ne se croirait plus en droit de surseoir à l'annexion pure et simple, soit pour les duchés, soit pour les Légations et pour Florence. Tel fut le langage du premier ministre sarde (1). Le jour même où cette dépêche parvenait à Paris, le duc de Grammont, à Rome, dans un long entretien avec le cardinal Antonelli, s'efforçait vainement de faire accepter par le Saint-Siège l'idée du vicariat (2). Ainsi notre politique se heurtait tout ensemble à un double refus : celui du fort qui, confiant désormais dans sa force, échappait à la main qui l'avait soutenu; celui du faible qui préférait sa faiblesse à la ressource précaire d'une transaction.

Le 1er mars, comme l'Empereur ouvrait la session législative, il marqua, mais avec une certaine désillusion mélancolique, les pensées qui avaient dirigé sa conduite. Il fit l'aveu des inquiétudes suscitées par la paix même. « Les difficultés, *je l'espère*, touchent à leur terme », ajouta-t-il avec plus d'optimisme que de réelle confiance. Il s'attacha à dissiper les craintes des catholiques, et s'éleva avec une certaine force contre leurs « alarmes irréfléchies ». Puis, résumant les derniers pourparlers sur les

(1) Dépêche de M. de Cavour à M. Nigra, 1er mars. (*Livre jaune*, 1860, p. 25.)

(2) Dépêche de M. de Grammont à M. Thouvenel, 3 mars. (*Livre jaune*, 1860, p. 91.)

affaires italiennes : « J'ai conseillé au roi Victor-Emmanuel de répondre favorablement aux vœux des provinces qui s'offraient à lui, mais de maintenir l'autonomie de la Toscane et de respecter en principe les droits du Saint-Siège. » Ce que l'Empereur ne disait pas, mais ce que le public pouvait deviner, c'était l'insuccès de ces conseils. — Tandis que Napoléon parlait de la sorte, tout se précipitait dans la Péninsule. Cavour avait vu Farini et s'était concerté avec Ricasoli. Il faut, disait-il, que tout soit fini pour le 15 mars. La réponse aux avis de la France, ce fut, dans les quatre États de l'Italie centrale, la convocation des électeurs qui seraient appelés une seconde fois à statuer sur leur sort. Comme la sincérité du premier scrutin avait été contestée, il fut décidé que le mode de scrutin serait cette fois le vote universel. A Florence, une protestation se fit encore entendre, celle de notre chargé d'affaires, le baron de Mosbourg, qui, le 3 mars, à la nouvelle de l'appel au peuple, se rendit au Palais-Vieux. L'accueil qu'il y reçut lui montra que le protégé n'avait plus besoin du protecteur. Introduit d'abord chez M. Ridolfi, il fut renvoyé au baron Ricasoli. Celui-ci objecta l'urgence d'une solution définitive, rappela les dernières propositions anglaises, fit valoir la déférence vis-à-vis de la cour des Tuileries qui avait toujours patronné le suffrage universel. Comme le diplomate français insistait, le chef du gouvernement florentin changea de ton : « Nous n'aurions fait, dit-il, que changer d'oppresseurs, si au joug de l'Autriche s'était substitué le joug de la France (1). » Sur ces entrefaites, on connut le discours de l'Empereur à l'ouverture des Chambres. « Je ne veux pas le lire, dit Ricasoli, et je ne le lirai pas : quand on voyage sur une ligne étroite comme le tranchant d'un couteau, il faut aller droit devant soi, sans regarder à droite et à gauche et sans s'arrêter aux avis. »

Dans l'Émilie, le résultat du nouveau scrutin était trop prévu pour que la curiosité fût grande. L'union avec la Sardaigne existait de fait, et tous les décrets rendus depuis plusieurs mois n'avaient eu d'autre but que de l'affermir. Le Piémont

(1) Voir *Lettere e documenti del barone Ricasoli,* t. IV, p. 391.

avait partout ses agents, en sorte que le vote serait dirigé par ceux qui en devaient bénéficier. Qui d'ailleurs eût protesté? Le duc de Modène était impopulaire; la duchesse de Parme, déjà oubliée; les Romagnols ne connaissaient le Pape que par les cardinaux qu'ils n'aimaient point, et par les gouverneurs autrichiens qu'ils détestaient. Quand on procéda au dépouillement des urnes, on n'en retira que 700 à 800 suffrages hostiles : tout le reste fut pour la Sardaigne, et l'unanimité eût semblé complète si un nombre assez considérable d'abstentions n'avait marqué des répugnances que le temps seul effacerait. — Tout autre était en Toscane le sentiment intime des âmes. Là régnaient, à travers le tumulte des manifestations, le regret de la douce vie d'autrefois, et la vague appréhension des lourds fardeaux inhérents aux grandes monarchies. A cela se joignait le dédain pour les gens de Turin, si inférieurs aux Florentins pour la culture intellectuelle et par la politesse des mœurs. Enfin la patrie des Médicis ne renonçait pas sans peine à son individualité historique. Sûrement, tout ce passé n'était que souvenirs, mais souvenirs si augustes qu'il y avait grandeur rien qu'à en être les gardiens. Hâtons-nous de le dire, ces impressions, contenues dans le secret du foyer, se résumaient en quelques-unes de ces silencieuses répugnances que le scrutin traduit mal ou ne traduit pas du tout. Une influence dominait toutes les autres, celle de l'impérieux, de l'autoritaire Ricasoli. Le 2 mars, le comte Pasolini écrivait de Florence à M. Minghetti : « Je ne doute pas du résultat du vote, parce que j'ai confiance dans Ricasoli : sans cela, je crois que le *Royaume séparé* l'emporterait de beaucoup (1). » Ricasoli, en effet, tenait le pays dans ses mains; c'est lui qui, par sa fermeté aidée d'un peu de violence, avait intimidé tous les partisans de l'autonomie; c'est lui qui avait brusqué le premier vote, lequel entraînerait implicitement le second. Une grave considération retenait d'ailleurs les adversaires du Piémont : que serait ce royaume séparé conseillé par la France? La France donnait ce conseil si timidement, qu'à le suivre on courait le risque de se

(1) Giuseppe PASOLINI, *Memorie raccolte da suo figlio*, p. 262

rouver abandonné même par elle. Une croyance très répan-
ue, c'était que l'Empereur ne se rangeait à cet avis que par ondescendance pour l'Europe et pour l'opinion conservatrice e son propre pays, mais ne tenait que médiocrement à être couté. Les agents italiens fixés à Paris accréditaient cette ensée : « L'Empereur, écrivait le 2 mars M. Fabrizi, est bligé de compter avec le sentiment public ; il nous veut du ien, mais ce bien, il est obligé de nous le faire *un peu de iais* (1). » Une telle crainte dissolvait tous les éléments de ésistance, et ralliait aux faits accomplis ceux-là mêmes que es faits froissaient le plus. Le 11 mars, le scrutin s'ouvrit, t dans un appareil bruyant qui semblait comme une acclamaion anticipée. Dans les campagnes, le vote se fit souvent en roupe, ce qui était une médiocre garantie de sincérité. Le lépouillement fut long, par l'inexpérience de ceux qui étaient hargés de centraliser les procès-verbaux venus de tous les oints de la Toscane. Enfin, le 15, à une heure avancée, le ésultat fut connu : sur 386,445 votants, 366,571 s'étaient proioncés pour l'union à la Sardaigne, 14,925 pour un royaume éparé ; à cela il fallait ajouter 4,949 voix nulles. Ricasoli vouut que la proclamation du vote se fît dans un appareil bizarre, mprunté aux premiers temps de la République florentine. Comme le recensement venait de s'achever, des hérauts en ostume du moyen âge, et montés sur des chars ornés à l'aniique, sortirent du *Palazzo-Vecchio* et se dispersèrent dans la ité. En face de *Sainte-Marie Nouvelle*, devant l'église *Santa Croce,* sur la *place de l'Indépendance,* ils firent halte et, à la ueur des torches, lurent au peuple assemblé les chiffres du crutin. Toute la nuit ils promenèrent leur cortège, tantôt à ravers les vieux palais, tantôt le long des rues les plus écarées, répandant partout la même nouvelle, étonnante, inouïe, elle que Florence n'était plus Florence la souveraine, et de lus bénissait le sort qui la plaçait au second rang.

Les jours suivants, Turin se para pour fêter les deux triom-

(1) Lettre de M. Fabrizi au baron Ricasoli. (*Lettere e documenti del barone Ricasoli,* t. IV, p. 377.)

phateurs, Farini et Ricasoli, les deux premiers après Cavour, et les véritables auteurs d'une révolution qui, sans eux, se fût peut-être arrêtée en chemin. Le 18 mars, Farini arriva, et, dans cette ville de Turin où il avait si longtemps vécu en exilé, remit au Roi le procès-verbal du vote qui lui assurait la triple domination sur Modène, sur Parme et sur Bologne. Le Roi accepta avec effusion ce magnifique hommage : « Désormais, dit-il, j'appellerai ces peuples mes peuples. » Puis, faisant allusion aux Romagnes, il ajouta avec beaucoup d'assurance qu'il était disposé à reconnaître la haute souveraineté du Saint-Père, à défendre son indépendance, à contribuer à l'éclat de sa cour. Quatre jours plus tard, le même cortège qui avait conduit au palais royal M. Farini y amena le baron Ricasoli. Victor-Emmanuel reçut les suffrages de la Toscane comme il avait reçu ceux de l'Émilie. Ce furent les mêmes pompes militaires et civiles, les mêmes congratulations, les mêmes joies. Seulement, pour ménager la transition, le Roi promit de sauvegarder l'autonomie toscane. On ne pouvait se figurer à Turin que Florence abdiquât sans regret; c'est pourquoi il paraissait politique de laisser subsister quelques images d'indépendance qu'on ne retirerait que peu à peu. Le lendemain parurent les décrets royaux qui proclamaient la réunion. Puis, du pied des Alpes au rivage de l'Adriatique, les élections législatives s'accomplirent, et le 2 avril se rassembla à Turin le premier Parlement du Piémont agrandi.

Victorieux sur le champ de bataille, Napoléon avait vu ses protégés lui échapper. On ne pouvait dire qu'il eût échoué; mais il avait trop bien réussi, ce qui est parfois pire que d'échouer. Au lieu de diriger le mouvement, il le suivait. Il le suivait d'ailleurs en résistant, ce qui était la plus mauvaise manière ; car il indisposait ceux qu'il servait, ne ramenait point ceux qu'il avait combattus et, des deux côtés contraires, encourait le reproche de duplicité. Au milieu de toutes ces négociations et de toutes ces intrigues, l'Empereur avait du moins songé à la France et, par un souci prévoyant, quoique un peu tardif, avait résolu de reculer jusqu'aux cimes des montagnes les frontières de son pays. L'histoire des annexions dans l'Italie

ıle a son épilogue, c'est celle de l'annexion française à ɛt en Savoie.

IX

projet n'était point nouveau. Dans les entretiens de Plom-;, il avait été stipulé que, si un grand royaume se fondait la haute Italie, la France pourrait revendiquer ces terri-à titre de compensation et surtout pour sa sécurité. Plus la paix n'ayant satisfait qu'à demi les ambitions italiennes, ereur n'avait pas jugé séant de réclamer le prix d'un e demeuré incomplet. M. Walewski avait même, au de juillet, désavoué en termes très clairs toute vue d'a-issement : cette idée, disait-il, était abandonnée (1). Ce t que deux mois après, vers le mois de septembre, que ministre des affaires étrangères commença à changer de ge, laissant entendre, mais confidentiellement, que les prises du Piémont dans les duchés nous obligeraient peut-: rappeler ce que volontiers nous eussions oublié (2). A , le souvenir de l'engagement contracté envers la France rès net. Mais le meilleur moyen d'échapper au payement dette est de n'en point parler, d'éviter qu'on en parle et eter ailleurs l'entretien toutes les fois qu'il effleure le malencontreux. Tout l'effort des ministres sardes fut de uer cette conduite et de ne rien dire, de ne rien faire qui veiller ou rafraîchir la mémoire de l'Empereur. A la fin illet, une certaine agitation séparatiste s'étant produite à :y et à Chambéry, la sollicitude avait été extrême à

(1) Discours de lord John Russell, 2 février 1860. (*Parliamentary Debates, ries*, t. CLVI, p. 446.) — Discours de lord Cowley à la Chambre des 23 avril 1860. (*Parliamentary Debates, third series*, t. CLVII, p. 2126.) *·e jaune*, 1860, p. 36.
(2) Discours de lord Cowley à la Chambre des lords, 23 avril 1860. (*Parlia-y Debates, third series*, t. CLVII, p. 2127.)

étouffer les démonstrations, à éviter surtout que le bruit ne s'en répandît. A tout prix, il fallait gagner du temps, éluder toute réclamation : de la sorte la promesse vieillirait, elle vieillirait si bien que le créancier serait embarrassé à la rappeler et que le débiteur lui-même serait excusable de ne plus s'en souvenir.

On atteignit ainsi les premiers jours de 1860. A cette époque, la Sardaigne ne dissimulant plus ses convoitises, l'Empereur jugea qu'il y aurait duperie à différer davantage ses revendications. Comme l'Angleterre, plus que jamais secourable, venait de formuler les fameuses propositions qui mettaient aux mains du Piémont toute l'Italie centrale, Napoléon confia à lord Cowley son projet d'assurer à la France quelques agrandissements qui seraient, disait-il, la faible compensation de ses sacrifices : par là il ramènerait à lui l'opinion publique, peu satisfaite de ses complaisances envers les Italiens, et imposerait silence au clergé alors fort irrité (1). Les jours suivants, ces vues, jusque-là confuses, s'éclairèrent au point de ne plus laisser aucun doute. Le 25 et le 27 janvier, la *Patrie* publia deux articles à sensation sur « les vœux de la Savoie et du comté de Nice ». Au dire du journal officieux, ces provinces n'aspiraient qu'à devenir françaises. Elles n'étaient que « des fragments détachés de notre territoire ». Tant que le Piémont était demeuré une puissance de troisième ordre, on avait pu comprendre que sa sollicitude se portât également de l'un et de l'autre côté des Alpes : désormais l'équilibre se trouvant rompu, tous ses intérêts, prodigieusement agrandis, l'entraînaient vers l'Italie. Dans ces conditions toutes nouvelles, la Savoie et Nice elle-même échappaient par la force des choses à leurs anciens souverains : au contraire, leur langue, leurs mœurs, leur situation géographique, tout les attirait dans l'orbite de la France.

Les Sardes n'admettaient aucune analogie entre les vœux des provinces qu'ils voulaient garder et ceux des contrées qu'ils consentaient à prendre. Trop engagés pour protester

(1) Voir *Life of the Prince Consort*, by Théodore MARTIN, t. V, p. 12. — Voir aussi CHIALA, *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. III, p. CCCXXV.

ouvertement, ils s'efforcèrent du moins de contester cette unanimité prétendue qui portait les Savoisiens et les Niçois vers la France. Le 29 janvier, une manifestation, évidemment préparée, se produisit à Chambéry : les habitants se réunirent en grand nombre sur le Champ de Mars, y signèrent une adresse de fidélité au Roi; puis, se portant en masse au château, ils la remirent entre les mains du gouverneur. A Nice, des démonstrations antiséparatistes furent organisées au théâtre et ailleurs. De Londres arrivaient des conseils de résistance. Le 31 janvier, Russell écrivait à sir James Hudson : « J'espère que M. de Cavour est sans engagement. Si le Roi cédait son héritage de Savoie pour obtenir la Toscane, il se discréditerait aux yeux de l'Europe, et sa conduite mériterait le plus sévère jugement. » On devine l'embarras de Cavour, qui ne pouvait raisonnablement résister à la France, et qui avait un si grand intérêt à ménager le patronage de l'Angleterre. Aux questions de sir James Hudson, il répondit en se dérobant : il n'avait point d'engagement, il n'en avait pas, *au moins pour le moment*. « Mon maître, ajoutait-il, se déshonorerait, s'il vendait ou troquait une seule de ses provinces. Si des pétitions se produisaient en faveur de la séparation, nous aurions à aviser (1). » Ce que Cavour se gardait bien de dire, mais ce que le chargé d'affaires britannique savait déjà, c'était que le nouveau ministre de France en Sardaigne, M. de Talleyrand, venait d'apporter au Roi une lettre autographe de l'Empereur. Dans cette lettre, Napoléon ne se bornait plus à formuler des désirs plus ou moins vagues, mais marquait nettement sa volonté. Si le Piémont consentait à renoncer à la Toscane et à favoriser l'établissement d'un royaume séparé, la cour des Tuileries s'abstiendrait de toute réclamation territoriale; que si, au contraire, la Sardaigne absorbait l'Italie centrale tout entière, l'agrandissement serait trop considérable pour que la France ne stipulât pas à son tour pour elle-même : en ce cas, faisant revivre les anciens engagements, elle revendiquerait Nice et la Savoie (2).

(1) Voir Spencer-Walpole, *Life of lord John Russell*, t. II, p. 319.

(2) Voir Chiala, *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. IV, p. xxxi.

On sait les pourparlers pour la création d'un royaume dans l'Italie centrale, et comment ils échouèrent. Dès que l'échec parut certain, l'Empereur ne perdit pas un instant. Du ministère des affaires étrangères, une dépêche fut envoyée à M. de Talleyrand, alors à Milan, pour qu'il reprît immédiatement les négociations sur la Savoie et sur Nice. La dépêche arriva la nuit, à l'issue d'une fête que les notables milanais offraient au Roi. Aussitôt elle fut communiquée à Cavour. Celui-ci était trop avisé pour formuler des objections irritées. Lui-même avait adhéré aux stipulations de Plombières; puis, au milieu de tant de prospérités, pouvait-il se plaindre de l'humble dédommagement que réclamait la France? Il se contenta de répliquer avec quelque dépit : « L'Empereur tient donc bien à la Savoie et à cette malheureuse ville de Nice (1) ! »

Tout ce que le Piémont ne pouvait ou n'osait dire, l'Angleterre, dégagée de tout ménagement, le proclama avec éclat. Jusque-là, les affaires italiennes s'étaient développées à souhait; ne s'agissait-il pas, suivant l'expression de lord Palmerston, d'attacher à nos flancs une seconde Prusse? Quand on apprit que la France songeait à s'étendre jusqu'aux Alpes, on s'indigna de ce tardif réveil de prudence. « Nous avons été complètement dupés », écrivait la reine Victoria à lord John Russell dès le 5 février et avant même qu'on connût officiellement le projet français (2). Dans la presse ministérielle, le mot d'ordre fut de signaler, comme un réveil de l'esprit de conquête, ce qui n'était que la prétention modeste du plus désintéressé, du moins avide des souverains. « Le projet de l'annexion de la Savoie fut pour lord Russell, ainsi que l'écrivit plus tard son biographe, le *décompte de tous ses succès* (3). » Ce qui accroissait la confusion des ministres, c'était la joyeuse ironie de leurs adversaires : « Quoi ! disaient-ils familièrement, tout cela arrive, *Palmerston regnante* (4) ! » Lord Palmerston, lord Russell, interrogèrent avec quelque irritation l'ambassa-

(1) D'IDEVILLE, *Journal d'un diplomate en Italie*, p. 81.
(2) Voir *Life of the Prince Consort*, by Théodore MARTIN, t. V, p. 27.
(3) Spencer WALPOLE, *Life of lord John Russell*, t. II, p. 318.
(4) *The Greville Memoirs*, t. VIII, p. 301.

deur de France, M. de Persigny. Celui-ci, quoique assez favorable jusque-là à la politique de Cavour, déclara très nettement que l'Empereur son maître, en reculant sa frontière jusqu'aux Alpes, voulait mettre la barrière des montagnes entre la France et sa protégée, devenue tout à coup si puissante. « Si le tunnel sous-marin était fait, poursuivit-il, et si l'un des deux États possédait à la fois Douvres et Calais, quelle ne serait pas l'infériorité de l'autre! C'est contre un danger pareil que nous voulons nous prémunir. Quand le tunnel sous-alpin sera construit, nous ne voulons pas qu'un État important soit maître des deux versants des montagnes et, par suite, des deux bouches du tunnel. » Si nous en croyons M. de Persigny, les ministres britanniques ne trouvèrent rien à répondre. L'ambassadeur français ajouta, et cette fois avec une justesse qui ne permettait aucune réplique : « Si nous voulons la Savoie, c'est que l'Italie, au lieu de se contenter d'une organisation fédérative, a voulu se concentrer en un État puissant. Or, qui a le plus encouragé les progrès de cet État? C'est l'Angleterre (1). »

Rebutés du côté de la France, les Anglais essayèrent d'associer à leurs doléances les trois cours du Nord. De Berlin partirent quelques protestations vertueuses contre les prétendues convoitises de la France, et il ne manqua pas de voix pour répéter qu'après avoir revendiqué le versant septentrional des Alpes, l'Empereur revendiquerait quelque jour la rive gauche du Rhin (2). En revanche, la Russie demeura indifférente. Quant à l'Autriche, toute annexion lui déplaisait, mais pas plus celle-là qu'une autre; et au fond, le courroux de l'Angleterre ne pouvait que la divertir. « De quel œil verrez-vous les annexions françaises en Savoie et à Nice? demanda l'ambassadeur anglais, lord Loftus, à M. de Rechberg. — Du même œil que les annexions dans l'Italie centrale », répliqua froidement le chef du cabinet de Vienne. — En cette déconvenue, l'An-

(1) Dépêche de M. de Persigny à M. Thouvenel, 16 février 1860. (*Livre jaune*, 1860, p. 37, 38.)

(2) Voir, notamment, Lettre du prince régent de Prusse au prince Albert, 4 mars. (*The life of Prince Consort*, by Théodore MARTIN, t. V, p. 47.)

gleterre ne trouva de consolation qu'en un petit État qui se croyait lésé, menacé même, et dont elle s'appliqua à entretenir les appréhensions. Ce petit État était la Confédération helvétique. Les traités de 1815, se référant à des actes fort anciens, avaient établi la neutralité des deux arrondissements savoisiens contigus à la Suisse, le Chablais et le Faucigny : de là pour ces deux arrondissements, soumis d'ailleurs, comme le reste du pays, au gouvernement de Turin, une situation internationale spéciale et assez délicate à régler dans l'hypothèse d'un changement de maître. La Suisse s'était flattée qu'en cas d'annexion à la France, ces deux districts, neutralisés comme elle l'était elle-même, lui reviendraient, soit en tout, soit au moins en partie. Comme cet espoir paraissait s'évanouir, elle éprouva ou affecta d'éprouver une grande terreur de ce qu'elle aurait, aux bords du lac Léman et sur sa frontière tout ouverte, une voisine telle que la France. Faute de mieux, lord Russell ne manqua pas de prendre en main cette petite querelle, avec l'espoir de la grossir, de l'envenimer, de la débattre en juriste ou en casuiste autant qu'en diplomate, en un mot, d'en prolonger le bruit, même lorsque la question principale, celle des annexions, serait depuis longtemps réglée.

Malgré son habituelle déférence pour l'Angleterre, l'Empereur ne pouvait s'arrêter. Il comptait que cet accroissement de territoire fortifierait sa popularité et serait, même aux yeux de ses adversaires, la justification de sa conduite. Il avait à cœur d'assurer sa frontière. Très impressionné par toutes les affinités naturelles, il jugeait que le nouveau royaume italien ne pouvait commencer qu'aux Alpes. Le 1er mars, en ouvrant les Chambres législatives, il publia son dessein. Puis le 13 mars, en une dépêche circulaire, M. Thouvenel le notifia officiellement aux puissances. Le soin était extrême pour éviter tout froissement. L'extraordinaire extension de la Sardaigne avait obligé la France à réclamer cette compensation. Il s'agissait, non de conquête, mais de cession libre, et les populations savoisiennes ou niçoises seraient appelées à se prononcer sur leur sort. Enfin, le ministre des affaires étrangères promettait de ne léser aucun droit acquis dans les territoires savoisiens

soumis à la neutralisation éventuelle; quant à ces districts, le Roi « ne transmettrait à l'Empereur d'autres droits que ceux qu'il avait lui-même », et toute garantie serait assurée à la Confédération helvétique (1).

Persuadé que la sagesse était de se soumettre, Cavour avait laissé à l'Angleterre les protestations bruyantes. Au dernier moment, le regret le saisit, et il chercha à retenir quelque parcelle des territoires réclamés. Assez résigné à l'abandon de la Savoie, il gardait pour Nice un reste d'espoir. « Si nous pouvions sauver Nice », répétait-il souvent (2). Il tenta de l'excepter de la cession; puis il imagina une combinaison qui neutraliserait cette ville ainsi que les alentours. Cependant, toutes les lettres de France, même celles des meilleurs amis de l'Italie, lui signalaient le danger de la résistance. De Paris, l'un des familiers du prince Napoléon, M. Alexandre Bixio, lui écrivait : « Mon cher ami, pour l'amour de Dieu, pour l'amour de l'Italie, signez le traité; signez-le si vous voulez l'alliance française : si vous hésitez, si vous refusez, votre patrie, à tort ou à raison, perdra toutes les sympathies de la France (3). »

Napoléon, en effet, se montrait, contre sa coutume, impatient, et au point de brusquer les choses. Espérant qu'un ami de l'Italie réussirait mieux que tout autre diplomate à vaincre les résistances, il manda, le 20 mars, aux Tuileries, M. Benedetti, directeur des affaires politiques, et lui prescrivit de partir le soir même pour Turin. Ses instructions étaient de ne se prêter à aucune discussion, d'écarter tout ajournement et de ne revenir à Paris qu'après avoir signé le traité. Vis-à-vis du nouveau négociateur, Cavour mit en œuvre toutes ses ressources. Avec une extrême abondance de raisons, il plaida la cause de Nice et aussi celle du Chablais et du Faucigny qui pourraient être rattachés à la Suisse. Comme ses arguments se heurtaient à une opposition silencieuse, le chef du cabinet sarde essaya du

(1) Dépêche circulaire de M. Thouvenel, 13 mars. (*Livre jaune*, 1860, p. 38-42.)

(2) Voir *Quaterly Review*, juillet 1879, p. 134.

(3) Discours de M. de Cavour à la Chambre des députés, 26 mai 1860. (*Œuvre parlementaire de M. de Cavour*, p. 539.)

moins de débattre la délimitation des frontières et demanda que le tracé, au lieu d'être confié à une commission mixte, fût déterminé par l'acte même de cession : il craignait, disait-il, que, sans cette clause, le Parlement refusât la ratification. Repoussé de nouveau, Cavour s'efforça d'obtenir que l'envoyé français sollicitât des instructions supplémentaires ; ce serait un délai, et qui permettrait peut-être de sauver quelque chose de ce qu'on n'abandonnait qu'avec un cruel regret. L'entretien se prolongea durant deux conférences, mais toujours sur un ton courtois et sans aucune des vivacités de langage que certaines publications étrangères ont rapportées. Ainsi que le voulait l'Empereur, M. Benedetti fut inflexible. Alors seulement le grand lutteur céda. Le 24, le traité fut signé. Cavour signa le premier, d'une main à peine assurée et avec une émotion qu'il ne parvenait pas à dominer. Mais presque aussitôt il recouvra toute sa sérénité. Cette cession était au fond comme une sorte de payement qui dispensait de la gratitude et autoriserait peut-être de nouvelles entreprises. En se retirant, le ministre sarde s'approcha du chargé d'affaires de France, M. de Talleyrand, et, à demi-voix, lui glissa ces mots : « Eh bien, monsieur le baron, lui dit-il, désormais nous sommes complices. »

Le scrutin qui ratifierait le changement de maître s'ouvrit le 15 avril à Nice, le 22 en Savoie. Le comté de Nice donna les résultats suivants : 25,000 suffrages affirmatifs, 160 suffrages négatifs, 5,000 abstentions. La Savoie sanctionna pareillement l'acte de cession. La consécration populaire y fut même plus complète qu'à Nice, car, sur 130,000 votants, on ne compta que 235 suffrages négatifs, et les abstentions furent fort peu nombreuses. En cette vieille province, antique berceau de la maison royale, cet accord unanime eût semblé révéler, soit une rare et surprenante indifférence, soit des liens dynastiques déjà fort relâchés. Il n'en était rien. Ce n'était pas sans regret que la Savoie s'éloignait de ses princes. Le Roi y était populaire, non le Roi constitutionnel et novateur qu'on ne connaissait point, non le Roi en démêlés avec Rome, lequel était, disait-on, égaré par Cavour, non le Roi italien et ambitieux qui

paraissait détourné de son chemin, mais le Roi tout court, le Roi fait à la ressemblance de son peuple, le Roi chevaleresque et militaire, pauvre, rude et robuste, dévot et un peu pillard, celui, en un mot, qui, depuis Humbert aux Blanches mains, portait hardiment, à travers monts et vallées, l'écu à la croix blanche. Nulle part, ce noble sentiment du loyalisme n'avait poussé de plus solides racines qu'en cette terre fidèle. La séparation fut œuvre de raison, et les raisons elles-mêmes étaient assez fortes pour vaincre toutes les dissidences. D'abord le Roi, par le traité, avait accompli virtuellement le sacrifice, et il eût été lui-même fort embarrassé de reprendre ceux qui, déjà, n'étaient plus ses sujets. Puis le clergé, très puissant dans ces régions et irrité contre la politique de Cavour, inclinait vers la France. La France, après tout, était une bien belle patrie et qui, à la manière des régimes nouveaux, promettait alors toutes sortes de choses. Une considération primait toutes les autres. Pendant des siècles, les rois sardes avaient été comme à cheval sur les deux versants des Alpes. Désormais ils se trouvaient détournés de leur pays d'origine par les soucis dominants de leur grand royaume italien. Dans le Parlement, dans les conseils du Roi, les Savoisiens ne pourraient plus parler leur langue, se sentiraient perdus, absorbés et comme conquis : toutes choses étant renversées, ce qui avait été le berceau de la monarchie n'en semblerait plus qu'une extension lointaine et un peu oubliée. Dans cette nécessité d'un changement, les Savoisiens du Nord, riverains du lac Léman, se seraient assez volontiers donnés à la Suisse, espérant sous ce régime des impôts moins pesants, une liberté plus large, de moins lourdes charges militaires, se sentant d'ailleurs attirés dans l'orbite de Genève, vrai centre commercial de ces contrées. Cette combinaison étant impossible, le vœu général des populations s'était porté vers la France, non avec un extrême enthousiasme, mais avec une sincérité parfaite. C'est ce vœu qui venait de se traduire dans le scrutin du 22 avril. Seules, quelques familles d'antique origine suivirent, au delà des monts, la fortune de leurs anciens maîtres, non cependant sans regret et sans que les splendeurs de Florence et plus tard de Rome pussent faire

oublier les montagnes où les ancêtres avaient vécu. Ainsi s'accomplit l'annexion. Il ne restait plus qu'à soumettre au Parlement sarde l'acte de cession. Le traité fut ratifié le 29 mai par la Chambre des députés et le 10 juin par le Sénat.

Le double vote, qui avait réuni au Piémont l'Émilie et la Toscane et à la France la Savoie et Nice, marquerait-il la fin des complications? Cet espoir fut bientôt trompé. On s'entretenait encore des annexions, et déjà Garibaldi partait pour la Sicile. C'était le sort de Napoléon qu'ayant mis la main dans les affaires d'Italie, il ne pouvait plus l'en retirer et peu à peu s'y trouvait engagé tout entier. Histoire de France, histoire d'Italie, les deux histoires se confondent, et à tel point qu'on ne peut plus les séparer. Pourtant cette mémorable année 1860 ne fut pas seulement celle où se compléta l'œuvre de Cavour. A ne considérer que la France, elle fut marquée, à l'intérieur, par une grande révolution économique : elle fut signalée, à l'extérieur, par deux expéditions lointaines. *Traité de commerce avec l'Angleterre, — expédition de Chine, — expédition de Syrie,* tels sont les objets divers entre lesquels se partagea l'activité de l'Empereur. Il faut exposer cette transformation industrielle. Il faut dire ces entreprises accomplies au delà des mers. Nous raconterons ensuite l'extraordinaire aventure qui mit aux mains de Victor-Emmanuel toute l'Italie du Sud : nous nous attacherons surtout à préciser quel fut, en ces conjonctures de plus en plus graves, le rôle du gouvernement français.

LIVRE XVIII

LE TRAITÉ DE COMMERCE

SOMMAIRE : I. — Protectionnistes et libre-échangistes : législation antérieure. — Comment, dès le début du second Empire, la doctrine de la liberté commerciale tend à s'accréditer : projet de réforme en 1856, et comment il est ajourné. — M. Michel Chevalier et M. Cobden : M. Cobden et l'Empereur : de quelle façon les pourparlers se transforment en négociation : le public; son ignorance; premiers indices. — Lettre impériale du 5 janvier.
II. — Émotion dans les principaux centres manufacturiers, et de quelle façon bruyante cette émotion se traduit. — Le traité du 23 janvier avec l'Angleterre, et comment il arrive à la connaissance du public : analyse et principales dispositions de ce traité.
III. — Le Corps législatif : le projet de loi sur les matières premières : de quelle façon les députés, à l'occasion de ce projet, abordent la discussion du traité de commerce. — M. Pouyer-Quertier : son rapport. — Discussion publique : objections diverses contre le traité et espoir que le gouvernement, dans la fixation des droits spécifiques, n'abandonnera pas la protection de l'industrie nationale. — M. Baroche : son discours : clôture des débats.
IV. — Les conventions complémentaires du 12 octobre et du 16 novembre 1860. — Plaintes de l'industrie. — A quel moment pourront être appréciées les conséquences de la réforme commerciale.

I

A la date du 22 janvier 1860, l'un des observateurs les plus attentifs de la politique napoléonienne, sir Charles Gréville, écrivait dans son *Journal :* « Pour braver à la fois le parti clérical et le parti protectionniste, il faut que l'Empereur ait une

extraordinaire confiance dans son prestige personnel; il sera intéressant de voir si l'événement justifiera cette audace (1). » Ces lignes, où la surprise se tempérait d'une discrète ironie, font allusion à un acte doublement remarquable, et par lui-même et par la brusque façon dont il s'accomplit. Tandis que l'attention générale était absorbée par les affaires d'Italie, le bruit se répandit que notre ancien régime de protection industrielle allait, à l'instar de l'ancien droit public, subir une profonde atteinte. C'est à cette époque que remonte le *Traité de commerce avec l'Angleterre*, et aussi la grande évolution économique dont ce traité fut la consécration.

Dans notre pays, le système protecteur, aussi antique que le commerce lui-même, avait été réglementé par Colbert. Durant la seconde moitié du dix-huitième siècle, sous l'influence des économistes, les idées de libre-échange avaient commencé à s'insinuer. Mais la Révolution avait éclaté, et toute la politique commerciale s'était résumée en une seule pensée : détruire l'industrie anglaise. De cette inspiration étaient sortis divers décrets et en particulier la loi fameuse du 10 brumaire an V qui interdisait l'importation de toute marchandise britannique. Avec Napoléon le programme s'était encore agrandi, et l'ambition avait été de fermer à l'Angleterre non seulement les ports français, mais les marchés du monde entier. Le rétablissement de la paix avait mis fin à cet état extraordinaire. Toutefois la Restauration trouvait le pays doublement lassé, et par les secousses de l'époque révolutionnaire et par les guerres de l'Empire. Aussi la crainte, peut-être assez justifiée, de la concurrence étrangère amena le maintien de prohibitions très rigoureuses et, pour les articles non interdits, la fixation de tarifs protecteurs très élevés. Sous la royauté de Juillet, le même système s'était perpétué, et tous les efforts pour établir une législation moins restrictive avaient échoué, soit devant l'opposition des Chambres, soit devant les réclamations des manufacturiers. Ceux-ci jugeaient que la concurrence intérieure était pour notre industrie un assez vif stimulant et,

(1) *The Greville Memoirs*, t. VIII, p. 289.

moitié sagesse, moitié égoïsme ou routine, s'appliquaient à repousser les réformes ou du moins à les ajourner.

Dès le début de l'Empire, la doctrine du libre-échange, jusque-là demeurée à l'état de théorie brillante, gagna visiblement du terrain. La création des chemins de fer, la multiplication des routes, le développement de la navigation maritime, tout conviait à l'extension du commerce international. L'Empereur était homme de progrès, se piquait surtout de l'être, et, quand les économistes de l'école nouvelle lui représentaient les avantages qui résulteraient, pour les consommateurs, d'une législation douanière plus large, ils étaient assurés de capter son attention. Entre toutes les libertés, la liberté commerciale était à peu près la seule qu'on pût prêcher sans danger; on la prêcha donc, on la prêcha avec ardeur, les journalistes et le public étant également en quête de discussions non interdites. Les principes nouveaux ne tardèrent pas à pénétrer dans les faits, d'abord timidement et comme par infiltration. Dès 1852, certaines négociations furent entamées avec l'Angleterre en vue d'arriver par voie de traité à une réduction partielle des droits d'entrée. L'année suivante, l'insuffisance de la récolte en céréales amena un renchérissement considérable de toutes les denrées alimentaires; en ces conjonctures embarrassantes et qui menaçaient de devenir graves, les libre-échangistes eurent beau jeu à proposer leur remède, c'est-à-dire l'abaissement des tarifs sur les objets de consommation : ils furent écoutés, et des dégrèvements furent consentis sur l'entrée des céréales, du bétail, des viandes fraîches ou salées, des spiritueux. Ces premières concessions entraînèrent d'autres tolérances, et de 1853 à 1855, des décrets successifs, homologués par la Chambre, abaissèrent les droits sur les houilles, les fontes, le fer, les aciers, les machines. Sur ces entrefaites, l'Exposition universelle s'ouvrit, et, en mettant en grande et belle lumière les progrès de notre industrie, elle fournit aux adversaires du régime prohibitif un argument nouveau.

Ces essais un peu timides n'étaient dans la pensée de l'Empereur que le prélude d'une réforme plus étendue. A l'époque du Congrès de Paris, comme il s'entretenait avec lord Cla-

rendon, il lui parla longuement de l'état économique de la France, puis ajouta : « Je sais que vous êtes un zélé libre-échangiste. Eh bien, je suis heureux de vous annoncer que mon Conseil d'État achève l'élaboration d'un projet qui répondra à vos tendances (1). » Le 9 juin 1856, en effet, une proposition de loi qui supprimait toutes les prohibitions fut transmise au Corps législatif. En hasardant cette mesure plus décisive, Napoléon III avait trop compté sur la docilité de la Chambre. Les députés n'avaient homologué qu'avec une certaine répugnance les précédentes réductions de tarifs (2). Très peu exigeants sur les libertés politiques, enclins à remettre au souverain et avec une confiance beaucoup trop aveugle la direction des affaires extérieures, ils se montraient, en matière économique ou financière, très jaloux de leurs prérogatives, tenaient pour suspectes les hardiesses, ou, comme ils disaient tout bas, les utopies de Napoléon, et, dans le huis clos des bureaux, discutaient les chiffres, non seulement avec un soin consciencieux, mais avec une certaine âpreté. Parmi eux siégeaient un certain nombre de chefs d'usine, les uns métallurgistes, les autres filateurs, et dont l'avis faisait autorité sur toutes les questions commerciales ou douanières. Or, parmi ces représentants de la grande industrie, il n'en était guère qui ne se montrassent hostiles aux innovations. Ils doutaient que, dans l'état de notre outillage ou de nos voies de communication, notre pays pût supporter la concurrence de l'Angleterre : ils craignaient que la période de transition qui suivrait le changement de système ne fût féconde en embarras : doublement éloquents puisqu'ils défendaient à la fois l'intérêt de l'État et leur intérêt propre, ils se plaisaient à répéter que le régime qui avait créé ou consolidé leur fortune avait au même degré accru la prospérité publique. Il arriva donc que le projet impérial reçut un assez mauvais accueil. Aux critiques parlementaires se mêlèrent les doléances venues des grandes cités industrielles, Rouen, Elbeuf, Lille, Tourcoing, Roubaix. « Que le

(1) *The Greville Memoirs*, t. VIII, p. 291.
(2) Voir notamment *Moniteur*, 17 et 18 avril 1856.

lendemain du baptême du Prince impérial ne soit pas le premier jour d'une ère de calamité : » ainsi s'exprimait avec une assez singulière exagération de langage la chambre consultative de Tourcoing. A Paris, un comité central existait qui recueillit toutes les réclamations et releva avec beaucoup de soin toutes les inexactitudes, toutes les erreurs partielles du projet gouvernemental. Devant cette opposition, l'Empereur céda, sembla du moins céder. Le *Moniteur* annonça d'abord l'ajournement du projet et la nomination d'un comité d'enquête. Puis le projet lui-même fut retiré, et le journal officiel fit connaître qu'il ne serait pas représenté avant 1861 (1). Bientôt les complications italiennes parurent reléguer au second plan les questions de réformes douanières. Au moment où s'ouvraient les hostilités contre l'Autriche, M. Rouher, dans une lettre au président de la chambre de commerce de Lille, annonça l'ajournement de toute enquête, l'ajournement de tout retrait des prohibitions. Aussitôt la chambre de commerce, dans l'élan de sa reconnaissance, rédigea une adresse à l'Empereur où l'on lisait ces mots : « L'industrie a ses victoires comme la guerre a les siennes. »

Avec Napoléon III aucune victoire n'était certaine ni surtout définitive. Il n'abandonnait jamais ses projets, mais les mettait silencieusement en réserve, et souvent les tirait de l'ombre quand nul n'y pensait plus. Condamnés en apparence à un nouveau stage indéfini, les libre-échangistes allaient l'emporter.

Ils avaient en ce temps-là pour principal représentant en France un publiciste fort en renom, M. Michel Chevalier. Séduit dans sa jeunesse par les doctrines de Saint-Simon, M. Michel Chevalier, après la dispersion de cette secte fameuse, avait quitté la France, avait séjourné longtemps en Amérique, et, l'un des premiers, avait contribué à faire connaître à l'Europe la République des États-Unis. Rentré dans sa patrie, il était devenu en 1840 professeur d'économie politique au Collège de France et bientôt s'était fait l'apôtre de la liberté commerciale.

(1) Voir *Moniteur*, 28 juillet et 17 octobre 1856.

A l'imitation de beaucoup de savants ou d'économistes, plus sensibles à l'idée de progrès que soucieux des formes constitutionnelles, il s'était rallié à l'Empire qui représentait à ses yeux le *despotisme éclairé*, c'est-à-dire le régime le plus propice aux promptes et radicales réformes. Président du conseil général de l'Hérault, ce département viticole par excellence et par excellence aussi libre-échangiste, il y prononçait périodiquement des harangues fort remarquées qui étaient comme les manifestes de son parti. Outre cette tribune, il en avait une autre, car il était un des collaborateurs assidus du *Journal des Débats*. Vers la fin de l'été 1859, M. Michel Chevalier, s'étant rendu en Angleterre pour un congrès scientifique qui se tenait à Bradford, y trouva réunis tous les économistes de l'école de Manchester, gens qui considéraient la liberté commerciale non comme une opinion, mais comme un dogme. Le plus éminent de tous était le fameux Richard Cobden. Des entretiens de Cobden et de M. Michel Chevalier naquit la pensée d'un grand effort à tenter auprès de l'Empereur pour le triomphe des doctrines libre-échangistes. Cobden se laissa gagner et, à quelque temps de là, partit pour Paris. Il partit avec l'approbation de son gouvernement, mais sans aucune mission officielle. Bien au contraire, l'objet réel du voyage devait être soigneusement caché. Il serait toujours temps, si les premières ouvertures étaient accueillies, de conférer au négociateur des pouvoirs réguliers. Napoléon se plaisait à recevoir avec une extrême courtoisie les étrangers illustres ou simplement notables. L'économiste anglais, d'ailleurs, n'était pas pour lui un inconnu. En 1846, le prince, en arrivant en Angleterre après son évasion de Ham, avait pu voir les derniers efforts et assister au triomphe de l'*anticorn-laws league*. Cobden vit le souverain, conféra avec M. Rouher, alors ministre du commerce, puis entreprit, ainsi qu'on l'a dit, le *siège de l'Empereur* (1). La vérité, c'est que, sans connaître beaucoup Napoléon, il le pénétra, le devina et, agissant tantôt sur son esprit, tantôt sur son cœur, sut l'atteindre au plus sensible endroit. L'Empereur aimait les

(1) M. Jules Simon, *Notice sur M. Michel Chevalier*, p. 77 et 78.

idées générales, les programmes grandioses; qui mieux que Cobden eût ouvert devant ses yeux éblouis de vastes échappées sur l'avenir? qui lui eût mieux montré les conséquences fécondes du libre-échange pour l'union des peuples et la paix future? Quoique fort théoricien, le monarque se piquait aussi d'être pratique et, quand il touchait aux choses réelles, poussait le soin des détails jusqu'à la minutie. Ici encore Cobden était entre tous l'homme le plus propre à séduire et à convaincre : c'était un apôtre, mais un apôtre qui avait passé par l'usine et qui subjuguait par sa science technique autant que par ses spéculations : l'apôtre était même un peu rusé, très homme de métier, très fertile en combinaisons adroites, et, tout en prêchant l'Évangile libre-échangiste, n'oubliait pas de mettre cet Évangile au juste point de l'intérêt britannique. L'Empereur avait un autre souci, souci bien honorable et qui ne le quittait jamais, celui d'améliorer le sort des classes pauvres. Or, l'abaissement ou la suppression des tarifs douaniers ne mettrait-il pas à la portée des plus humbles les objets de consommation réservés jusque-là à quelques privilégiés? Cobden, perspicace et avisé autant que personne, se garda bien de négliger ces perspectives. Fort opportunément, il rappela à Napoléon la statue élevée à Robert Peel avec cette inscription sur le piédestal : « Il améliora le sort des classes laborieuses et souffrantes par l'abaissement du prix des denrées de première nécessité. » A l'évocation de ce souvenir, l'âme excellente de l'Empereur s'émut : « De toutes les récompenses, répliqua-t-il, c'est celle que j'envierais le plus. »

Pour une réforme de quelque ampleur, il eût été imprudent de compter sur le Corps législatif. Mais on se souvient que le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 avait conféré à l'Empereur la faculté de souscrire les traités de commerce et de consentir de sa propre autorité les modifications de tarif qui y seraient insérées. A défaut de la voie législative où l'on pourrait rencontrer quelque obstacle, la voie diplomatique s'ouvrait donc toute grande. L'Angleterre étant la première des puissances industrielles, un traité passé avec elle serait comme le type et le modèle des conventions qui se concluraient plus

cieuse dans ses manifestations et attentive à choisir l'heure la plus inattendue. En des objets très différents, le procédé gouvernemental était pareil : c'était la même manière théâtrale, le même soin à absorber toute la scène, le même artifice de machiniste également habile à s'envelopper de ténèbres ou à s'inonder soudain de lumière. Sous cette forme extraordinaire, les projets, même les plus soutenables, les plus légitimes (et le projet de réforme douanière était de ce nombre), avaient je ne sais quoi de troublant. Homme de coups d'État, homme de coups d'éclat, l'Empereur était pareillement l'un et l'autre.

Les intérêts, quand ils sont lésés, ne sont pas moins susceptibles que les croyances. Dans la plupart des villes manufacturières, les craintes furent très vives et surtout s'exprimèrent très bruyamment. On parla d'usines qui allaient se fermer, de salaires qui subiraient un inévitable abaissement : l'industrie française était, disait-on, sacrifiée à celle de l'Angleterre. De Flandre, de Normandie, de Picardie, d'Alsace, un grand nombre d'industriels vinrent à Paris et, s'étant groupés au nombre de quatre cents, sollicitèrent de l'Empereur une audience. Leur demande ayant été déclinée, ils consignèrent leurs protestations dans une adresse véhémente qu'un journal de Rouen publia et qui fut aussitôt reproduite par toute la presse. Les pétitionnaires exprimaient le regret douloureux de n'avoir pu parvenir jusqu'au souverain. Ils ne niaient pas la prérogative du pouvoir exécutif en matière de traité de commerce, mais ils s'étonnaient que, malgré toutes les assurances, toutes les promesses passées, notre régime commercial fût changé sans qu'aucune enquête préalable eût précisé les vœux des intéressés : « Nous allons, disaient-ils, être condamnés sans avoir été entendus. » Ils insistaient sur la gravité de l'acte par lequel le gouvernement français allait, pour une longue période, se lier à l'Angleterre. « Où sera le remède, ajoutaient-ils, si nous sommes enchaînés par un traité? Il nous faudra de deux choses l'une : ou en subir les conséquences désastreuses, ou bien recourir à la guerre pour le briser à coups de canon. Telle est la terrible alternative dans laquelle on va se placer. » Tandis que les industriels, spécialement ceux du Nord et de

l'Est, s'exprimaient de la sorte, l'Empereur recevait d'autres adresses empreintes de la plus vive gratitude. Les propriétaires de vignobles se flattaient de trouver en Angleterre, grâce à l'abaissement des tarifs, de nouveaux et abondants débouchés. Cependant les apôtres du libre-échange raillaient les alarmes des industriels, relevaient avec ironie leurs exagérations de langage, rappelaient les nombreuses expositions locales où les présidents des chambres de commerce n'avaient pas manqué de vanter leurs chefs-d'œuvre, lesquels, disaient-ils, ne redoutaient aucune comparaison. Que signifiaient ces congratulations, si la menace seule de la concurrence étrangère suffisait à décourager les producteurs de toutes ces choses sans rivales?

Les protestations et les éloges risquaient de s'égarer un peu à l'aventure. On avait lu le programme développé dans la lettre impériale. On savait qu'un traité avec l'Angleterre allait assurer à ce programme sa première, sa principale réalisation. Mais quel était le traité? Bien qu'on en connût toutes les grandes lignes, on n'en avait pas sous les yeux le texte exact. C'est seulement le 10 février que la convention, signée dès le 23 janvier, fut connue dans sa teneur littérale, d'abord par la publication faite à Londres, puis par un résumé du *Moniteur*. Alors, alors seulement libre-échangistes et protectionnistes surent, à n'en pas douter, ce qu'ils avaient à espérer ou à craindre.

Je voudrais dégager cet acte fameux de tous ses détails trop spéciaux ou techniques et n'en garder que les dispositions d'ensemble intéressantes pour l'histoire générale. Le traité du 23 janvier 1860 fixait pour une durée de dix années l'état des relations commerciales entre la France et l'Angleterre. Il supprimait les anciennes prohibitions, et cette innovation, la plus importante de toutes, consacrait à elle seule un changement considérable dans notre régime économique. Soit pour les articles jadis prohibés, soit pour les autres, le système adopté était celui de tarifs modérés. A ne considérer que les trois grandes industries, textile, métallurgique et minière, les droits étaient fixés comme il suit. Les fils et tissus d'origine étrangère seraient introduits en France moyennant un droit

ad valorem qui ne pourrait excéder 30 pour 100 pour la première période quinquennale et 25 pour 100 pour la seconde. Le même traitement serait appliqué aux fers, fontes, aciers, machines ou outils. Pour les tissus comme pour les métaux, une commission internationale, qui se réunirait ultérieurement, aviserait à convertir les droits *ad valorem* en droits spécifiques (1). Quant aux houilles, le droit qui était de 3 fr. 60 la tonne, décimes compris, serait diminué de moitié, et l'ancien système des zones serait, à bref délai, supprimé. Ces tarifs devraient entrer en vigueur à des dates diverses, dont la plus éloignée était celle du 1er octobre 1861. Ainsi se résumaient les concessions consenties par la France. Elles pouvaient se dire d'un seul mot : pour la première fois, notre marché s'ouvrait largement aux produits britanniques. — En retour, les Anglais nous assuraient des avantages qui portaient surtout sur quatre branches de notre industrie ou de notre production nationale, à savoir, les articles de fantaisie ou de modes, les soieries, les vins, les spiritueux. Les articles de fantaisie et les soies pourraient pénétrer en franchise sur le territoire britannique. Pour les vins, l'ancien tarif d'entrée, qui était de 5 shellings par gallon (2), serait réduit immédiatement à 3 shellings et subirait à partir du 1er avril 1861 un abaissement plus considérable encore. Quant à l'introduction des eaux-de-vie, elle serait subordonnée à une perception de 8 shellings 5 pence par gallon, droit également fort inférieur à celui qui avait été perçu jusque-là. Tel était dans ses lignes principales le traité du 23 janvier. Il était définitif pour la France : pour l'Angleterre, il n'attendait plus que la ratification du Parlement.

(1) Pour les fers dits de gros échantillons et pour les rails, le chiffre de la perception se trouvait fixé dans l'acte même du traité : le droit se trouvait abaissé de 12 francs à 7 francs les 100 kilos pour la première période quinquennale, et était réduit à 6 francs pour la seconde période (art. 17 du traité).

(2) Le gallon anglais vaut 4 litres 54 cent.

III

En se prévalant du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, l'Empereur s'était flatté d'échapper au Corps législatif. Il éviterait en effet son *veto,* mais non pas ses censures. Voici par quel chemin détourné la Chambre ramena à son ordre du jour le débat que le souverain tentait de lui dérober.

On se souvient que Napoléon, dans sa *lettre du* 5 *janvier,* avait inscrit dans son programme la suppression des droits d'entrée sur les laines et cotons. Il jugeait équitable que l'industrie textile, au moment où elle se trouvait exposée à la concurrence extérieure, fût dégagée de toute entrave pour l'acquisition des matières premières. Or, cette suppression, qui priverait le Trésor d'un de ses revenus, ne pourrait devenir définitive qu'en vertu d'une loi. Quand les conseillers d'État déposèrent le projet au Palais-Bourbon, ils y trouvèrent non pas l'hostilité, mais un empressement moins grand que de coutume. Les députés jugeaient l'Empereur bien prompt à aller au bout de ses droits et murmuraient un peu contre ce sénatus-consulte de 1852 qui les reléguait si fort au second plan. Plusieurs d'entre eux, manufacturiers ou maîtres de forges, se sentaient atteints dans leurs intérêts personnels. D'autres, catholiques zélés et protectionnistes non moins zélés, mêlaient ensemble leur double grief et inclinaient à se repentir de leur docilité. Contre le projet relatif aux matières premières, aucune critique sérieuse ne s'élevait. Mais l'occasion était belle pour élargir le cadre de la délibération, juger la récente réforme, en limiter les conséquences. C'est sous cette impression que les commissaires furent nommés, et le dessein apparut tout entier quand on sut quel organe ils avaient choisi.

Le rapporteur était M. Pouyer-Quertier. Nous retrouverons son nom dans tous les débats économiques jusqu'à la fin du

règne. Au Palais-Bourbon, il était en ce temps-là un nouveau venu. Mais on savait déjà son aptitude à débattre les plus grandes affaires, son habileté à grouper les chiffres et à les asservir à ses opinions propres, son ardeur à exposer ses convictions et à les soutenir. Manufacturier rouennais, M. Pouyer-Quertier, en défendant l'ancienne législation commerciale, défendait sa propre cause. Il n'hésita pas à amplifier encore la mission qu'il avait reçue de ses collègues, et son rapport, distribué le 23 avril, fut le véritable manifeste du parti protectionniste.

Du projet de loi, il ne parla qu'incidemment. Il se contenta de l'accepter, avec une hauteur dédaigneuse et sans aucune reconnaissance. « Au moment, dit-il, où l'on ouvre le marché national aux produits de la fabrication étrangère, il devient impossible de maintenir les droits sur les matières premières qui renchérissent les frais de production. » Après cette adhésion sommaire, le rapporteur tourna court, et, uniquement préoccupé du grand objet dont la Chambre ne devait point connaître, il dressa l'inventaire des bienfaits du régime qui semblait condamné. Armé des statistiques, il montra le développement de notre production nationale pour les fers, les houilles, les cotonnades, les draperies. « Il n'est pas, ajouta-t-il, une seule de nos industries qui, à l'abri de la concurrence étrangère, mais sous l'énergique stimulant de la concurrence intérieure, n'ait réalisé des progrès analogues. » L'intérêt des consommateurs avait été satisfait aussi bien que celui des producteurs; car très généralement les prix avaient baissé. Quant aux salaires, ils avaient suivi une progression constante. Tel était le passé. Mais vraiment, pouvait-on dire que ce passé fût mort? Ici se révélait toute la dextérité du rapporteur, avisé autant que véhément. Le Corps législatif se trouvait en présence d'un fait irrévocable, le traité du 23 janvier. Mais le traité n'imposait à la France qu'une seule obligation, celle de ne pas élever ses tarifs au delà d'une limite *maxima,* celle de 30 ou de 25 pour 100 de la valeur des produits. A la condition de ne pas outrepasser cette limite, le gouvernement français demeurait libre de déterminer comme il lui plairait le montant

des entrées. Que, dans la fixation définitive, les droits fussent abaissés fort au-dessous du maximum, et on oscillerait vers le libre-échange; que ces mêmes droits fussent au contraire maintenus dans le voisinage de ce même maximum, et on se trouverait ramené vers le système protecteur au moment même où on semblait l'abandonner. Donc, tout n'était pas fini, et l'établissement des tarifs de détail pourrait fournir aux protectionnistes l'occasion de ressaisir en partie leurs avantages. M. Pouyer-Quertier, dans son rapport, s'appliquait avec un soin extrême à ménager cette dernière chance. Il prêtait au gouvernement toutes les pensées qu'il lui souhaitait. Avec beaucoup d'opportunité, il rappelait les déclarations réitérées de M. Fould en 1851, de M. Baroche lui-même en 1856; l'un et l'autre avaient proclamé, en ce temps-là, la nécessité de la protection douanière. « En présence de semblables paroles, poursuivait le rapporteur, nous ne saurions douter qu'aujourd'hui comme alors, le gouvernement impérial repousse le principe du libre échange. S'il ne l'avait pas repoussé, aurait-il pris comme point de départ des droits de 30 et de 25 pour 100, droits qui relèvent essentiellement du régime protecteur? » Se faisant l'organe de plusieurs de ses collègues, M. Pouyer-Quertier s'étonnait que, dans les limites du traité et celui-ci étant sauf, la fixation des droits sur chaque article ne fût point réservée au Corps législatif. Il se résignait cependant à ce que cette tâche si importante, si capitale pour l'avenir de notre industrie, fût réservée à une commission, même à une commission internationale. Seulement il priait, il suppliait que les commissaires français, quels qu'ils fussent, ne perdissent pas de vue les intérêts de leur pays et, loin de laisser fléchir les tarifs, les maintinssent à un taux pas trop éloigné de la limite extrême déterminée par le traité.

La discussion publique dura quatre jours, du 28 avril au 2 mai, et refléta avec la plus fidèle exactitude les vrais sentiments du Corps législatif. Individuellement très modestes, les députés de l'époque impériale avaient, au plus haut degré, cette susceptibilité collective que l'on nomme l'esprit de corps : aussi, ils supportaient mal que l'Empereur, dans le

règlement d'un grand intérêt national, eût non seulement négligé, mais même évité leur coopération. Quand M. de Flavigny, avec sa belle parole de gentilhomme courtois, exprima le regret que l'Empereur eût poussé jusqu'aux dernières limites l'exercice de ses droits constitutionnels, il rencontra une adhésion très marquée non seulement parmi ses amis, mais même chez ceux de ses collègues le plus habituellement dociles à tous les mots d'ordre officiels. Quoique partisan de la réforme récente, M. Jérôme David s'exprimait en ces termes : « Il est fâcheux que le pouvoir législatif, appelé depuis un demi-siècle à régler les moindres détails du régime des douanes, soit privé d'intervenir dans les décisions qui fixeront pour dix ans le sort de l'industrie française. » Ce que M. de Flavigny avait formulé avec une respectueuse réserve, M. Brame, l'un des députés du Nord, le répéta en un langage incisif et assez hardi pour le temps. Fort malicieusement, il cita l'exemple de l'empereur d'Autriche qui, tout récemment, avait voulu remanier la législation commerciale : quoique souverain d'ancien régime, il n'avait pas cru qu'il lui convînt d'agir seul et surtout dans l'ombre, mais il avait créé pour l'assister une grande commission. Plusieurs soulevaient, mais à demi et sans pousser l'attaque à fond, une question de légalité : le droit de modifier les tarifs, établi au profit de l'Empereur par le sénatus-consulte du 25 décembre 1852, emportait-il la faculté de lever les prohibitions? — A ces plaintes générales se mêlaient les réclamations des intérêts alarmés. Ces décisions brusques et secrètes, qui d'un jour à l'autre changeaient les conditions de notre industrie, n'étaient-elles pas propres à décourager les vastes entreprises ou les engagements à long terme? Dans cet ordre d'idées, un député de la Haute-Marne très justement estimé de ses collègues, M. le baron Lespérut, cita un fait récent. Un groupe de maîtres de forges venaient d'acheter à haut prix les coupes des forêts de l'État : c'est sur la foi de la législation existante qu'ils avaient consenti le marché; se seraient-ils rendus adjudicataires s'ils avaient prévu la décision souveraine qui allait atteindre, ruiner peut-être leurs établissements? Les indemniserait-on ou annulerait-

on le contrat? — Les uns, traçant un tableau un peu poussé au noir, proclamaient que, dans l'état de notre outillage, de nos chemins de fer, de nos voies navigables, la concurrence avec la Grande-Bretagne était impossible; les autres rapportaient que, dans certaines villes manufacturières, en particulier à Lille, à Tourcoing, à Roubaix, les salaires avaient déjà été réduits et le nombre des journées de travail diminué. — Comme quelques-uns des avocats de la réforme invoquaient, pour justifier le traité, les avantages obtenus et la nécessité où s'était trouvé l'Empereur de ne pas laisser échapper l'occasion : « Nous aurons toujours des occasions pareilles », reprirent aussitôt plusieurs voix. — Du projet lui-même on ne parla guère. Cependant, dans les déclarations impériales, une phrase avait déplu. Napoléon avait annoncé que pour compenser la diminution de ressources provenant de la suppression des droits sur les matières premières, le service de l'amortissement pourrait être suspendu : « L'heure n'est point venue, observa M. de Flavigny, d'éconduire l'amortissement comme on congédierait un ami dont on n'aurait plus rien à attendre. » — Au milieu de ces débats, un souci dominait, celui des conventions ultérieures qui fixeraient les tarifs de détail. Suivant qu'on s'éloignerait plus ou moins de la limite *maxima*, on maintiendrait le régime protecteur ou on le laisserait fléchir jusqu'à l'abandonner. Dans les bureaux ou dans la commission, plusieurs députés avaient cru ou du moins avaient feint de croire que cette fixation serait l'œuvre du pouvoir législatif. Les conseillers d'Etat ayant dissipé cette illusion, les orateurs, dans la discussion publique, s'attachèrent du moins avec une prévoyante insistance à prémunir le gouvernement contre les périls d'une trop grande générosité. « Si la fixation des droits, disait M. de Flavigny, doit être opérée par une commission internationale où les libre-échangistes des deux pays seront réunis et feront naturellement du libre-échange, il pourra y avoir danger pour l'industrie française. » Reprenant les conclusions de son rapport et les développant avec un redoublement de vigueur, M. Pouyer-Quertier exprima de nouveau ses inquiétudes : « Ce que je crains, dit-il, ce sont

les négociations ultérieures. Les Anglais qui n'ont plus rien à donner vont, avec leur habile Cobden, nous arracher jusqu'au dernier centime de protection. Ce sont eux qui feront en réalité les lois de finances, et le Corps législatif français n'aura pas même le droit de les sanctionner. »

A M. Baroche, président du Conseil d'Etat, était confié le soin de traduire et de défendre les pensées de l'Empereur. Sur le projet lui-même, l'entière victoire était d'avance assurée. En revanche, il serait malaisé de ramener les convictions ou de rassurer les intérêts. Nul mieux que M. Baroche n'était approprié à la tâche. Depuis de longues années, il était au Palais-Bourbon l'avocat habituel du gouvernement. A merveille il connaissait son auditoire, fort docile, mais parfois susceptible, et n'ignorait aucune des hardiesses permises, et des témérités à éviter. Il avait été personnellement mêlé aux négociations du traité, en sorte qu'il défendait non seulement le gouvernement, mais ses propres actes. Dès le début de son discours, il proclama une maxime qu'il emprunta assez adroitement à M. Thiers. « Toute industrie, dit-il, qui aura atteint sa croissance, ne devra plus être protégée. » Notre industrie a-t-elle atteint sa croissance? L'orateur officiel évoqua le souvenir de l'Exposition universelle, puis il s'autorisa des chiffres mêmes cités dans son rapport par M. Pouyer-Quertier. — Une question se posait, délicate à aborder, mais impossible à fuir. Pourquoi la réforme commerciale avait-elle été accomplie par voie de traité et en dehors de l'intervention parlementaire? Nulle explication n'eût donné le change : aussi M. Baroche affecta une habile et entière franchise. De bonne foi, il convint que l'expérience de 1856 n'avait pas paru très encourageante : « A cette époque, ajouta-t-il, nous avons tenté de procéder par voie législative; mais vous vous rappelez quelle fut la surexcitation de tous les intérêts au dehors et quelle pression ces intérêts qui se prétendaient lésés essayèrent d'exercer sur la Chambre; de là des lenteurs; de là une incertitude qui menaçait de se prolonger pendant neuf ou dix mois. Nous n'avons pas voulu en 1860 exposer l'industrie à ces retards, à ces incertitudes. » — L'orateur officiel s'appliqua au surplus à

mettre en lumière les avantages de la voie diplomatique : un traité étant un acte bilatéral, nous étions fondés à réclamer, à obtenir le prix de nos sacrifices : en échange de la levée des prohibitions, l'Angleterre a consenti à recevoir un grand nombre de nos produits, soit en franchise, soit à des taux fort diminués. — Le principal souci du Corps législatif, c'était la convention supplémentaire qui fixerait pour chaque produit les droits d'entrée. M. Baroche affirma avec beaucoup de force la vigilance du gouvernement à sauvegarder l'intérêt national. Une commission, non pas mixte, mais uniquement française, établirait, par voie d'enquête, les prix de revient des produits similaires dans les deux pays, et, d'après cette évaluation, estimerait l'importance du droit spécifique à appliquer. Cette commission, pour la France, ne serait autre que le conseil supérieur du commerce. Pendant ce temps, de l'autre côté du détroit, une commission uniquement anglaise procéderait de même pour la Grande-Bretagne. Alors, alors seulement, les plénipotentiaires des deux nations se réuniront et, munis de tous les documents de l'enquête conduite en France par les Français, en Angleterre par les Anglais, débattront, article par article, les tarifs. Ils rapprocheront les chiffres et tâcheront d'arriver à une entente. Que si l'accord ne peut se faire, la règle sera le droit *ad valorem* déterminé par l'acte originaire, c'est-à-dire par le traité. — Après avoir parlé de la sorte, M. Baroche ne négligea rien pour calmer les inquiétudes. Il énuméra les adresses des chambres de commerce, qui, non-seulement dans les ports, mais dans un grand nombre de villes de l'intérieur, avaient accueilli avec reconnaissance l'initiative du souverain. Même dans les départements qui se croyaient le plus atteints, dans le Nord, dans la Seine-Inférieure, les rapports des préfets signalaient un notable apaisement et une appréciation plus équitable de l'acte impérial. Le discours, maintenu jusque-là sur le ton calme des discussions d'affaires, se termina par une apologie bruyante dans le goût de celles que M. Rouher devait plus tard mettre en vogue. M. Baroche s'honorait d'avoir signé le traité du 23 janvier. Ce traité, il le conservait comme un titre de

avaient été amoindris, les journées de travail diminuées. Les maîtres de forges n'étaient pas moins sombres que les chefs de l'industrie textile. Plusieurs parmi les députés s'approprièrent ces doléances, et, au Palais-Bourbon, on vit de belles batailles entre protectionnistes et libre-échangistes, tous également armés de chiffres; car, en ces matières, les statistiques s'asservissent à qui sait les manier. Quelles furent pour notre industrie les conséquences fâcheuses ou salutaires du traité de commerce? La question est, en elle-même, singulièrement obscure. J'ajoute qu'elle a été compliquée plus encore qu'éclaircie par des discussions systématiques où les uns ont plié les faits à leurs théories et les autres à leurs intérêts. En outre, dans les années qui suivirent, un événement extraordinaire, la *guerre de la Sécession*, en supprimant à peu près les arrivages de coton, créa pour nos industries textiles des conditions tellement anormales que toute appréciation se trouve faussée et tout calcul dérouté. C'est seulement quand la période décennale, assignée au traité de commerce, inclinera vers son terme qu'il sera possible de rassembler les observations éparses et de discerner, avec quelque chance de vérité, les fruits, bons ou mauvais, de la réforme. Cette étude se fondra en une autre plus générale, celle de la situation économique dans laquelle le second Empire a laissé le pays.

LIVRE XIX

L'EXPÉDITION DE CHINE

Sommaire : I. — Les expéditions hors d'Europe. — L'empire chinois et les nations occidentales : missionnaires et négociants : la *guerre de l'opium :* ports ouverts au commerce : actes de violence et représailles : démonstration navale : traité de Tien-tsin (27 juin 1858).

II. — Difficulté que soulève la ratification du traité : échec aux bouches du Pei-ho. — La guerre est décidée. — Effectifs anglais et français : préparatifs de l'expédition : embarquement. — Ultimatum adressé à la Chine : comment il est rejeté. — Le général Montauban à Shanghaï : soucis de toutes sortes qui l'y attendent. — Arrivée du corps expéditionnaire : halte à Shanghaï : rassemblement général à Tché-fou. — Les deux ambassadeurs : le baron Gros : lord Elgin. — Nouvelle traversée et arrivée aux bouches du Peï-ho : aspect général : débarquement près de Pehtang : séjour à Pehtang : préparatifs pour l'attaque des forts.

III. — Attaque des forts et prise de l'un d'eux (21 août 1860) : incidents divers : reddition de tous les forts.

IV. — Marche vers Tien-tsin : comment on se croit près de la paix. — Arrivée du négociateur Kwei-liang au quartier général : son langage conciliant, entente presque assurée, puis supercherie découverte. — Les alliés décident de s'avancer jusqu'à Tung-chao. — Nouvelle comédie chinoise : le prince Tsaï : comment les Européens repoussent les négociateurs, puis consentent à les écouter.

V. — Comment des agents diplomatiques et militaires sont envoyés à Tung-chao. — M. Parkes et le prince Tsaï. — Apparent accord et quel piège il cache. — Sort des Européens : comment quelques-uns regagnent nos lignes : destin terrible des autres (17-18 septembre 1860).

VI. — Marche des armées alliées pendant la journée du 17 septembre. — Marche du 18 : rencontre des Tartares : affreuses inquiétudes sur le sort des otages. — Combat et victoire de Tchang-kia-ouang (18 septembre).

VII. — Comment les alliés se décident à un nouvel acte de vigueur. — Positions des Chinois près du pont de Pa-li-kiao. — Bataille et victoire : caractère de cette bataille et cause du succès (21 septembre).

VIII. — Nouveaux négociateurs chinois : le prince Kong : refus de rendre les

I

L'une des tendances familières aux âges nouveaux est d'élargir le champ étroit de l'Europe et de tenter jusqu'aux extrémités de l'univers de vastes entreprises, moitié guerre, moitié explorations, sans qu'on sache bien toujours où finit la lutte, où la pacification commence, sans qu'on puisse surtout prévoir soit à distance, soit même sur les lieux, la part des sacrifices et celle des avantages ou des profits. Tendance heureuse malgré tant de hasards; heureuse si, en ouvrant aux nations de l'ancien monde des voies inconnues jusqu'ici, elle les détourne de leurs sanglantes querelles; plus heureuse encore si à l'esprit de lucre et de conquête s'ajoute le noble souci de propager au loin les fortes maximes des peuples libres et d'étendre le règne de l'Évangile! Placé à une époque de transition, le second Empire vit à la fois se poursuivre les cruels conflits du vieux continent et naître les premières ardeurs qui porteraient vers les extrémités de l'Orient et de l'Occident les générations futures. Si absorbé qu'il fût par la politique européenne. Napoléon III saisit ces signes et les nota. Ses qualités et ses défauts conspiraient également pour qu'il se montrât favorable à l'évolution qui commençait. Son imagination s'abandonnait volontiers aux perspectives lointaines, et le vague l'attirait, loin de l'effrayer. Il aimait tout ce qui fait de l'effet, et rien n'en pouvait faire davantage que l'évocation des régions mystérieuses

que nul, pour ainsi dire, n'avait jusque-là parcourues. Comme il se piquait d'économie politique, il supputait volontiers les richesses des territoires inexploités, faisait dresser des statistiques, les étudiait avec une consciencieuse application, puis, introduisant à son insu la fantaisie dans la réalité, se laissait pénétrer par le rêve et dorait toutes choses, même ses plus minutieux calculs, de quelques-uns des rayons des *Mille et une Nuits*. Enfin l'Empereur, avec son âme bonne, sensible, humanitaire, était invinciblement séduit par l'espoir des lumières à répandre, des abus à redresser, des peuples à régénérer. Toutes ces pensées, mêlées, à un degré incroyable, de sagesse et de chimères, se retrouveront plus tard dans l'affaire du Mexique. Cette entreprise fut précédée d'autres interventions d'un caractère fort différent, moins ambitieuses, plus positives et mieux calculées, résolues soit pour assurer notre commerce, soit pour étendre notre domaine colonial, soit pour venger l'humanité outragée. Telles furent les expéditions de Chine, de Cochinchine, de Syrie. De ces expéditions, celle de Chine est la première par sa date.

Longtemps l'immense empire chinois n'avait eu d'autre souci que de s'isoler. Il se trouvait séparé du reste du monde, d'un côté par la mer, de l'autre par des déserts ou des montagnes plus infranchissables que la mer même. Par surcroît de vigilance, une longue suite de remparts avait été, sous le nom de *grande muraille*, élevée sur la frontière du nord-ouest, création gigantesque et enfantine pour compléter ce que la nature avait fait. Entre ces limites vivait une nation populeuse à l'excès, visitée par de rares voyageurs qui en racontaient des choses merveilleuses et affligeantes à la fois. Ce peuple, disait-on, avait poussé plus loin qu'aucun de ceux de l'Europe les arts utiles, puis tout à coup avait suspendu sa marche, en sorte qu'à l'inverse du cours ordinaire, ce qui était antique s'appelait progrès, et ce qui était nouveau, routine. On croyait à peine à ces relations, tant on les jugeait invraisemblables. Et pourtant elles n'étaient que vraies. Sur les fondements d'une civilisation antique, de longs siècles d'apathie avaient accumulé la rouille, soit que les habitants de ces contrées se fussent, à la manière

de certains enfants, subitement arrêtés dans leur croissance, soit qu'ayant acquis un degré peu commun d'habileté pour le temps, ils aient jugé leur œuvre bonne, au point de se fixer désormais dans une immobilité satisfaite comme dans la suprême béatitude et la suprême perfection.

Cette Europe, dédaignée et redoutée tout ensemble, apparut cependant en ces régions extrêmes : elle apparut avec ses missionnaires et avec ses négociants.

Vis-à-vis des missionnaires, la tactique fut d'abord de les favoriser, dans l'espoir de les asservir. Pendant près de deux cents ans, les ministres du christianisme furent, en dépit de quelques accès de fanatisme, tolérés, aidés même et parfois influents. Au dix-huitième siècle, les liens de la fragile alliance se brisèrent. A la faveur succéda la défiance, puis, par degrés, la persécution : persécution irrégulière d'ailleurs, capricieuse, mêlée d'accalmies et de reprises soudaines. Il arriva souvent qu'en certaines provinces, les chrétiens célébraient leurs mystères dans une demi-sécurité, tandis qu'à quelques lieues plus loin, la conquête des âmes était le prix du martyre. Ainsi le voulait le bon plaisir des gouverneurs, en ce pays où l'éloignement du pouvoir central laissait aux fonctionnaires locaux une autorité arbitraire presque illimitée.

Vis-à-vis des négociants, le traitement ne fut point le même. Volontiers on les eût chassés, mais le commerce est insinuant, et il est malaisé d'en dépister les ruses. Une prohibition absolue étant impossible, on s'avisa d'un moyen terme; on fit, comme on dit, la part du feu, et on ouvrit aux étrangers un seul port à l'exclusion de tous les autres, celui de Canton. Comme si cette concession eût paru excessive, rien ne fut négligé pour la rendre vaine. Le nombre des Chinois admis à traiter avec les Européens fut soigneusement limité. Quant aux Européens eux-mêmes, les avanies ne leur furent pas épargnées, dans le double but de les décourager et de bien établir, devant les indigènes, l'infériorité des « *barbares* » de l'Occident. Tel fut, pendant de longues années, le *modus vivendi* de la Chine avec l'Europe : elle communiquait avec nous, mais à contre-cœur, à travers le port de Canton comme à travers le guichet d'un lazaret.

Cependant l'Angleterre, à l'aide d'une contrebande savamment organisée, versait sur les côtes de la Chine d'immenses chargements d'opium. Aux yeux des négociants britanniques, la grandeur du gain masquait l'immoralité du trafic, de jour en jour plus étendu grâce à la honteuse passion des Chinois. Devant la gravité du mal, la cour de Pékin songea d'abord à autoriser ce qu'elle ne pouvait plus interdire. Puis la prohibition l'emporta : elle l'emporta si bien que, le 7 juin 1839, le commissaire impérial de Canton, après avoir fait cerner les factoreries, se fit remettre vingt mille caisses d'opium qui furent réduites en pâte et jetées à la mer. Alors commença entre l'Angleterre et la Chine la guerre devenue fameuse sous le nom de *guerre de l'opium*.

D'une guerre injuste naissent quelquefois des conséquences heureuses. De cette lutte entreprise pour soutenir un indigne commerce sortit un traité mémorable. Par ce traité, conclu d'abord entre le Céleste Empire et l'Angleterre, puis étendu en 1844 à la France (1) et aux États-Unis, la Chine désavoua pour la première fois la politique d'isolement. Elle céda à la Grande-Bretagne l'île de Hong-Kong : elle ouvrit en outre au négoce quatre nouveaux ports, Amoy, Foo-Choo, Ning-po, Shanghaï. La France enfin eut à cœur de stipuler pour la sécurité de ses missionnaires et le libre exercice de la religion catholique. Quelques années plus tard, au nord de l'île de Hong-Kong, dans un site qui passait alors pour peu salubre, mais en un lieu merveilleusement propre au commerce, les Anglais jetèrent les fondements de la ville de Victoria, vraie cité occidentale surgissant des mers de l'extrême Orient. Dans le même temps, Shanghaï, à quelques lieues au sud de l'embouchure du Yang-tse-Kiang, se couvrait d'établissements européens, d'établissements anglais surtout; car en ces parages, plus que partout ailleurs, l'Angleterre entendait se réserver une prééminence qui aisément tournerait à la domination.

Le difficile avec les Chinois n'est pas de signer un traité,

(1) Traité de Whampoa, 24 octobre 1844.

dans le fond, le second de madriers réunis par des chaînes en fer, le troisième de blocs de bois soutenus par des pilotis. L'amiral Hope envoya à terre l'un de ses officiers, accompagné d'un interprète, pour notifier l'arrivée des alliés, provoquer des explications, demander l'ouverture de la rivière, rappeler, en un mot, les stipulations de Tien-tsin qui semblaient oubliées. Les envoyés, étant descendus au rivage, ne rencontrèrent que quelques paysans ou soldats de la milice. Ceux-ci leur expliquèrent que les mesures de précaution étaient prises contre les rebelles qui troublaient alors l'Empire, non contre les étrangers. Quant aux autorités chinoises, elles demeuraient invisibles. Après beaucoup de démarches, on parvint à s'aboucher avec un mandarin d'ordre secondaire qui ne fit que des réponses évasives, parla de délais, feignit de ne pas comprendre. Vis-à-vis des Orientaux, rien n'est pire qu'une retraite. A la suite d'une longue et anxieuse conférence, on résolut d'intimider par un coup de vigueur ces Chinois mystérieux silencieusement terrés dans leurs forts. Le 23 et le 24 juin furent consacrés aux préparatifs d'attaque, et cela sans qu'aucun avis n'arrivât des fonctionnaires indigènes, si ce n'est un message ambigu qui semblait désigner aux plénipotentiaires une autre route s'ils voulaient pénétrer jusqu'à Pékin. Le 25 juin, les canonnières anglaises remontèrent hardiment la rivière et, après beaucoup d'efforts, détruisirent en partie le premier barrage. Les forts demeuraient muets, les remparts déserts. Tout à coup les Chinois, avec plus de dextérité qu'on n'en eût attendu de si chétifs adversaires, démasquèrent leurs batteries et, tirant à la fois des forts des deux rives, couvrirent de leurs feux croisés les malheureuses canonnières. L'amiral Hope fut blessé, et, autour de lui, les ponts des embarcations se jonchèrent de morts. Vers le soir, le commandant du *Duchayla*, M. Tricault, qui était accouru dès le matin avec quelques matelots, tenta de descendre à terre, et d'assaillir l'un des ouvrages; mais ses hommes furent accueillis par de nouvelles décharges, s'embourbèrent dans les terrains vaseux et, contraints à la retraite après des efforts infructueux autant qu'héroïques, regagnèrent les vaisseaux. Il ne restait plus qu'à retourner à

Shanghaï, et non, hélas! sans pertes sensibles. En ce combat qui, par un curieux rapprochement, avait été livré le lendemain même de Solférino, 430 Anglais, 15 Français avaient été mis hors de combat (1).

C'est au mois de septembre que l'Empereur, alors à Biarritz, apprit la nouvelle de l'insuccès. A ne supputer que le chiffre des pertes, l'échec retombait surtout sur l'Angleterre. Mais, dans la journée du 25 juin, notre drapeau s'était déployé à côté du drapeau anglais; nos marins, quoique engagés en petit nombre, avaient combattu à côté des marins britanniques, en sorte que, l'offense ayant été commune, il semblait juste que la réparation le fût aussi. Dès le 24 septembre, M. Walewski écrivait à M. de Bourboulon : « Le gouvernement de l'Empe- « reur a décidé d'infliger aux Chinois le châtiment exigé par la « violation éclatante des règles du droit international. Nous « nous concertons avec le gouvernement de Sa Majesté Britan- « nique pour être en état d'agir au commencement du prin- « temps prochain (2). » Si quelques doutes avaient subsisté, les dépêches du ministre anglais, M. Bruce, qui arrivèrent par les paquebots suivants, les auraient dissipés. Le gouvernement chinois se refusait à toute excuse. A Pékin, le courant belliqueux l'emportait : c'était Sang-ko-lin-sin, le chef du parti de la guerre et le plus expérimenté des généraux de la Chine, qui avait inspiré, dirigé peut-être la résistance. Un article de la *Gazette de Pékin* proclamait avec hauteur que les forts de Takou (3) avaient été armés par les ordres exprès de l'Empereur. On ne refusait pas aux plénipotentiaires l'entrée dans la capitale; seulement, ils devaient passer, non par la voie fluviale du Peï-ho, mais par la route de terre et par Pehtang, petite bourgade située à quelques lieues au nord, au milieu des marais du

(1) Rapport de M. de Bourboulon à M. le ministre des affaires étrangères, 30 juin 1859. (*Documents diplomatiques*, 1860, p. 223-227.) — Rapport de M. Bruce au comte de Malmesbury, 5 juillet 1859. (*Correspondence with M. Bruce*, p. 16.) — *Relation de l'expédition de Chine* rédigée au dépôt de la guerre, p. 9-11. — Voir aussi *Moniteur*, 15 septembre 1859.

(2) *Documents diplomatiques*, année 1860, p. 229. — Voir aussi *Moniteur*, 14 septembre 1859.

(3) On appelait ainsi les forts de l'embouchure du Peï-ho.

rivage, et à peine mentionnée sur les cartes. « Mais je ne connais pas Pehtang », répétait M. Bruce. Et, en effet, il ne la connaissait que par le ministre des États-Unis, M. Ward, qui venait de consentir à prendre cette voie : de la sorte, il était arrivé à Pékin, mais dans le plus chétif cortège, et au milieu de toutes sortes de précautions destinées à marquer son rang subalterne. *Humillime intravit,* écrivait M. Bruce (1), à la fois dépité de tant d'insolence et charmé de n'avoir pas accepté pour son compte un rôle si peu digne de sa nation. La vérité, c'est que les Chinois ne voulaient recevoir dans leur capitale les ambassadeurs de l'Occident qu'après les avoir, par avance, dépouillés de leur prestige. La voie fluviale du Peï-ho, c'était la porte d'honneur : la voie détournée de Pehtang, c'était la porte de service. Aux Occidentaux on n'ouvrait que la porte de service : de la sorte, les « Barbares », que par malheur on ne pouvait tout à fait exclure, apparaîtraient aux peuples de la Chine, non comme des égaux venant ratifier une convention d'État à État, mais comme des vassaux venant rendre hommage au Céleste Empereur et solliciter de lui, à titre de faveur, quelque humiliant octroi.

L'accord s'étant établi entre Paris et Londres, les deux puissances préparèrent leurs effectifs. Pour une expédition aussi longue et sujette à tant de hasards, il importait de n'enrôler que des hommes aguerris, aptes à toutes les fatigues, animés du véritable esprit militaire qui non seulement se prête aux entreprises lointaines, mais les accepte joyeusement. Le 7 novembre 1859, une circulaire ministérielle, adressée aux chefs de corps, provoqua les demandes volontaires, et ces demandes furent si nombreuses, surtout dans les rangs inférieurs, qu'on put choisir, entre tous, les soldats les plus solides, les officiers les plus éprouvés (2). De la sorte fut formé un corps de huit mille hommes environ, composé, outre les troupes spéciales, de deux régiments d'infanterie de ligne, d'un régiment d'infanterie de marine, d'un bataillon de chasseurs à

(1) Rapport de M. Bruce à lord Russell, 3 septembre 1859. (*Correspondence with M. Bruce*, p. 49.) — Voir aussi le *Times*, 31 octobre 1859.
(2) Voir maréchal Randon, *Mémoires*, t. II, p. 26.

pied, et réparti en deux brigades, placées sous les ordres des généraux Jamin et Collineau (1). Le commandement en chef fut confié au général Cousin Montauban, ancien officier d'Afrique, un peu âgé (car il avait déjà soixante-quatre ans) pour une tâche si pleine d'imprévu, ayant de plus fait toute sa carrière dans la cavalerie, ce qui ne semblait guère le désigner à diriger une expédition au delà des mers. Entre ses mains furent d'abord concentrés tous les pouvoirs, non seulement militaires, mais de l'ordre naval et diplomatique. Les troupes étant rassemblées, le général en chef leur annonça, dans un ordre du jour solennel jusqu'à la pompe, l'effort que le pays attendait de leur valeur. « Votre tâche est grande, leur dit-il, et belle à remplir : mais le succès est assuré par votre dévouement à l'Empereur et à la France. Un jour, en rentrant dans la mère patrie, vous direz avec orgueil à vos concitoyens que vous avez porté le drapeau national dans des contrées où la Rome immortelle, au temps de sa grandeur, n'a jamais songé à faire pénétrer ses légions (2). » La préparation de l'entreprise valut mieux que cette rhétorique. Le général Montauban démentit bien vite les craintes que sa nomination avait éveillées. Il déploya, malgré son âge, une activité toute juvénile et surtout révéla une entente peu commune des besoins du soldat. Munitions, vivres, effets de campement, service médical, installation à bord, hygiène et passe-temps même pendant la longue traversée, tout fut prévu avec la sollicitude éclairée d'un chef attentif à prévenir les maladies, les privations, la nostalgie, à entretenir la santé, le bon esprit, la bonne humeur, à s'assurer, en un mot, contre les influences si diverses qui énervent les armées et les amoindrissent au point de les fondre, même avant le premier combat. — Tandis que cette organisation se poursuivait, les Anglais, de leur côté, réunissaient leurs forces. Bien que leurs effectifs dussent s'élever à un chiffre total de plus de douze mille hommes, leur tâche était plus aisée que la nôtre. C'est qu'ils pouvaient tirer de la colonie du Cap ou de

(1) Voir *Relation de l'expédition de Chine* rédigée au dépôt de la guerre, p. 16-18.

(2) *Moniteur,* 27 novembre 1859.

l'Hindoustan la plupart de leurs bataillons, en sorte que la distance, vraiment effrayante pour nous, se trouvait pour eux abrégée de plus de moitié. En outre, ces bataillons se composaient en partie de troupes indiennes encadrées dans des cadres britanniques et, par conséquent, d'hommes déjà acclimatés. Enfin les nombreux établissements anglais créés sur les côtes de Chine assuraient à nos alliés une précision de renseignements, une abondance de ressources qui, dans la suite, nous feraient souvent envie. C'est au lieutenant général Hope Grant, officier vieilli dans le service des colonies, qu'avait été remis le commandement en chef. Mais dans la conduite de l'entreprise, ce n'est pas à lui qu'appartiendra la principale influence. Elle sera exercée plus tard par l'ambassadeur britannique, lord Elgin, personnage hautain, quoique sous des formes très courtoises, actif, absolu autant que résolu, en qui se personnifieront tous les défauts et toutes les qualités de ses compatriotes, qui aspirera à conduire non seulement la diplomatie, mais l'armée, non seulement les affaires de son pays, mais par surcroît les nôtres, et qui, par humeur impérieuse et puissance de vouloir, y parviendra quelquefois.

Le corps expéditionnaire fut embarqué à Toulon au mois de décembre et fut dirigé vers la Chine par la longue route du cap de Bonne-Espérance. Les relâches seraient Ténériffe, le Cap, Singapoure. Jaloux de devancer sa petite armée et de surveiller lui-même les premières mesures d'installation, le général Montauban prit avec son état-major la voie abrégée de l'Égypte et de Suez. Parti de Marseille le 12 janvier 1860, il était le 26 février à Hong-Kong, le 12 mars à Shanghaï. Trois jours avant son arrivée dans cette dernière ville, M. de Bourboulon avait, d'accord avec sir Bruce, adressé à la cour de Pékin un *ultimatum* dont le rejet marquerait le commencement des hostilités. Les représentants des puissances alliées exigeaient de la Chine des excuses formelles pour la dernière attaque devant les forts du Peï-ho; ils réclamaient, à titre de réparation, une indemnité de guerre; ils stipulaient enfin que les ratifications de la paix seraient échangées à Pékin. La réponse ne se fit pas attendre; ce fut le refus de toute répara-

tion, le refus de toute indemnité. Vis-à-vis des deux puissances, le gouvernement chinois ne tenait point d'ailleurs un langage tout à fait identique : vis-à-vis de la France, il jouait la surprise, désavouait toute cause de lutte, affectait de croire que notre flotte et nos effectifs étaient demeurés étrangers aux événements du Peï-ho. A l'égard de l'Angleterre, le ton était plus hautain et le mépris des formes ordinaires allait jusqu'à l'insolence (1). Différence curieuse à noter : car elle se retrouvera plus d'une fois dans les négociations ultérieures, soit que, dans la Grande-Bretagne, la Chine pressentît un ennemi plus dangereux, plus envahissant, par conséquent plus haïssable, soit que, par cette ruse un peu grossière, elle se flattât de desserrer les liens de l'alliance et peut-être de les dénouer.

Avec la réponse de la Chine s'évanouissait la dernière chance d'accommodement. Installé seul à Shanghaï sur les concessions européennes en attendant ses troupes, le général Montauban travaillait activement à la préparation de la guerre, mais non sans mécompte ni sans contretemps. L'un des principaux soucis était de compléter le matériel de l'armée. L'emplacement fut choisi pour un hôpital temporaire. Des marchés furent passés pour la fourniture de vêtements légers aussi indispensables dans le sud de la Chine que le seraient plus tard dans le nord les chaudes capotes de laine en usage en France. Un millier de coolies furent loués pour les corvées et les transports. Le plus difficile fut de s'assurer des chevaux : la Chine n'en produisait guère; après beaucoup de peine, on parvint à s'en procurer au Japon, et à assez haut prix, quoiqu'ils fussent de petite taille et de chétive apparence. L'impatience des Anglais à commencer les opérations ajoutait aux difficultés administratives ou militaires un autre embarras : nos alliés aspiraient surtout à occuper l'île de Chusan, située presque en face de Ning-po et sur laquelle ils avaient peut-être des vues pour l'avenir : après quelques

(1) Voir *Documents diplomatiques*, 1860, p. 235-237, et *Correspondence respecting the affairs in China*, 1859-1860, p. 42-43.

objections, Montauban se prêta à l'entreprise, et l'île fut occupée sans coup férir par deux régiments d'infanterie anglaise, aidés d'un petit détachement de notre infanterie de marine. Sur ces entrefaites, un courrier venu de France apprit au général que ses attributions étaient modifiées : il demeurait commandant en chef, mais de l'expédition seulement, tandis que la marine aurait un chef indépendant en la personne du vice-amiral Charner. Dans le même temps, la France et l'Angleterre expédiaient en Chine, l'une le baron Gros, l'autre lord Elgin, avec pleins pouvoirs diplomatiques. Il y aurait donc parmi les alliés six autorités distinctes : Montauban et sir Hope Grant pour les forces de terre ; l'amiral Charner et l'amiral Hope pour les forces navales ; le baron Gros et lord Elgin pour les négociations. Cette multiplicité d'agents, égaux pour ainsi dire entre eux, ne nuirait-elle pas à la rapidité et à l'ensemble des décisions ? Comme le mois d'avril s'avançait, une autre préoccupation, celle de l'arrivée de ses troupes, s'imposa au général en chef. Sa situation, à mesure que les délais se prolongeaient, devenait assez bizarre. Entre la Chine et les puissances occidentales, l'état de guerre existait. Déjà les Anglais avaient déployé leurs bataillons à Hong-Kong, à Shanghaï, à Chusan. Quant à lui, il en était encore à attendre son armée. Avec une hâte un peu fiévreuse, il calculait les relâches, comptait les distances, interrogeait du regard les flots ; et parfois son impatience se nuançait d'anxiété quand il songeait aux maladies, aux tempêtes, aux avaries de toute sorte qui pouvaient entraver cette navigation de cinq mois.

Aussi l'impression d'allégement fut grande quand, vers la fin d'avril, une dépêche du général Jamin apporta des nouvelles précises de la flotte. Le 1er mai, arrivèrent dans la rade de Woosung, voisine de Shanghaï, l'*Entreprenante* et la *Garonne*. Les autres bâtiments se succédèrent à quelques jours d'intervalle, sans que la longueur de la traversée parût avoir altéré la santé des soldats. « Nous avons été secoués comme des noix dans un sac », disaient-ils gaiement. A cela près ils se portaient bien. Seule, la frégate à voiles *la Vengeance* faisait exception : elle avait perdu une dizaine d'hommes en route et débarqua

près de cent cinquante scorbutiques (1). Vers la fin de mai, tous les transports étaient réunis dans les eaux de Shanghaï, sauf l'*Isère* qui avait échoué près d'Amoy, le *Duperré* qui était parti un peu en retard de Toulon, et enfin la *Reine des Clippers* qui, partie en retard aussi, devait être, à quelques jours de là, dévorée par un incendie en face de Macao, sans qu'on pût sauver autre chose que les troupes et l'équipage. En dépit de ces contretemps, les généraux alliés disposaient dès lors d'une force totale de dix-huit mille hommes à peu près. Rien ne retardait plus l'ouverture des hostilités.

Les instructions militaires du général Montauban lui prescrivaient de prendre pour lieu de rassemblement du corps expéditionnaire, soit l'île Chusan, soit un point quelconque de la côte le long du golfe du Petchili. De là, les deux armées, transportées de nouveau par la flotte à travers le golfe, aborderaient non loin de l'embouchure du Peï-ho. Par coup de force ou capitulation, elles se rendraient maîtresses des forts, dits forts de Takou, situés aux bouches de la rivière, et cela afin que la vengeance s'exerçât aux lieux mêmes où avait été subi l'affront. Les alliés remonteraient ensuite le Peï-ho jusqu'à la grande ville de Tien-tsin. De Tien-tsin marcheraient-ils sur la capitale? La responsabilité de cette grave décision était laissée aux commandants en chef. Mais on ne prévoyait point, on ne voulait pas prévoir une telle extension de la guerre; on jugeait au contraire que, Tien-tsin fortement occupé, les Chinois intimidés viendraient à composition, et sans aucune des arrière-pensées qui avaient rendu vaines les dernières négociations.

Ce plan fut fidèlement suivi. Après une ou deux semaines de relâche, les navires, reprenant leur marche vers le nord, abordèrent à la presqu'île de Tché-fou, située sur le golfe du Petchili et récemment reconnue par le contre-amiral Protet. Le débarquement et l'installation des bivouacs s'achevèrent sans qu'aucune force indigène se montrât. De leur côté, les Anglais

(1) Docteur CASTANO, médecin en chef de l'expédition de Chine, *L'expédition de Chine*, p. 75.

s'établirent avec la même facilité à Talien-houan. Quelques bataillons avaient cependant été laissés à Shanghaï, non en vue de la guerre, mais afin d'assurer la sécurité de la cité. Une révolte terrible déchirait en effet la Chine en ce temps-là et menaçait surtout cette portion de l'Empire. Les insurgés, maîtres de plusieurs grandes villes et marchant sous diverses bannières, se signalaient, disait-on, par toutes sortes d'excès, meurtres, pillage, incendies. Justement inquiets pour leurs personnes et leurs comptoirs, les négociants européens sollicitaient la sauvegarde des troupes de l'Occident, et (ce qui était plus inattendu) les autorités chinoises joignaient leurs prières à celles des résidents anglais, français, américains. « Nous venons faire la guerre à la Chine, disait Montauban confondu, et voici qu'à Shanghaï les Chinois nous supplient de les protéger. » Chose étrange, en vérité! Mais ce n'était pas la dernière surprise d'une expédition qui devait être féconde en événements imprévus.

De la presqu'île de Tché-fou aux bouches du Peï-ho, lieu des opérations prochaines, la distance était de soixante-quinze lieues. Sur quel point précis de la côte les alliés aborderaient-ils pour marcher à l'assaut des forts? Dès le mois de mai, une reconnaissance, faite par le contre-amiral Protet, avait conclu à une descente au sud du Peï-ho et sur la rive droite du fleuve. Plus tard, le 18 juin, à la suite d'une conférence entre les chefs, il avait été convenu que les deux armées aborderaient séparément : les Français au sud, les Anglais au nord de la rivière. Au commencement de juillet, une nouvelle exploration, dirigée par le capitaine de vaisseau Bourgeois et par le lieutenant-colonel Schmitz, vint encore modifier les plans. Il fut constaté qu'au sud, c'est-à-dire sur la rive droite, l'état des terrains, modifiés par les dernières marées et absolument marécageux, rendait le débarquement tout à fait impossible. En revanche, à quelques lieues au nord du Peï-ho, un cours d'eau peu considérable qu'on appelait le Pehtang-ho se déversait dans la mer près de Pehtang. Pehtang, on s'en souvient, était cette petite ville où, d'après les Chinois, nos ambassadeurs auraient dû débarquer l'année précédente. En cet endroit, la nature du

sol semblait un peu moins défavorable à une descente : car, au delà d'un large banc de vase, s'étendaient des terrains plus secs et plus résistants (1). Le 19 juillet, après une dernière délibération, il fut décidé que ce point serait celui où l'on aborderait.

Du 20 au 25 juillet, les troupes, refaites par leur séjour à terre, furent de nouveau embarquées, mais cette fois pour quelques jours seulement. Les Français emmenaient six mille hommes, non compris les coolies, les Anglais dix mille. Avec les généraux prirent passage les deux ambassadeurs, le baron Gros et lord Elgin, l'un et l'autre récemment arrivés d'Europe, mais dans des dispositions si différentes qu'elles offraient le plus singulier des contrastes. Très élevé en dignité, assez versé dans les affaires de l'Extrême-Orient qu'il avait déjà maniées, mais fort avancé en âge et avide de repos, l'ambassadeur de France devait incliner à restreindre l'entreprise bien plus qu'à la mener à fond. Tout le portait à la modération, et ses vieux ans qui lui faisaient durement sentir la fatigue, et les désillusions d'une longue vie qui cadraient mal avec les vastes pensées, et la crainte de travailler pour l'Angleterre dont les intérêts commerciaux surpassaient les nôtres au point de les absorber. Tout autre était lord Elgin, aussi dispos de corps que d'esprit, prêt à accompagner l'armée à cheval et presque à la devancer, aussi absolu dans les négociations qu'eût pu l'être un chef de corps dans le commandement, bien décidé à pousser jusqu'au bout les conséquences des victoires futures, non seulement résolu à humilier la Chine, mais attentif à épier ses dissensions intérieures pour prendre opportunément parti selon l'occasion, rêvant démembrement, suzeraineté, conquête, se disant par intervalles qu'après tout le Céleste Empereur n'était pas plus révéré que jadis le Grand Mogol, et laissant échapper parfois dans ses dépêches quelque chose de ses pensées ou de ses rêves.

Le 28 juillet, les deux escadres se rallièrent près d'un groupe d'ilots, qu'on appelle les îles Sha-lui-tien. Le 30, elles vinrent

(1) Voir carte n° 4.

mouiller à peu de distance de l'embouchure du Pehtang-ho. Un canot de la marine, monté par quelques officiers, s'engagea hardiment dans la rivière pour en étudier les défenses. Puis la corvette *le Duchayla,* descendant vers le sud, procéda à une dernière exploration des bouches du Peï-ho. Pendant ce temps, du pont des navires on observait la côte, côte basse, triste, plate, et qui, dans les jours de grande marée, devait être envahie par les flots. Au bord du rivage s'étendaient les bancs de vase, mêlés de flaques d'eau, que nos officiers avaient naguère relevés : sur le littoral aucune trace d'habitation. A deux ou trois kilomètres dans l'intérieur, émergeait du sol une sorte de digue étroite qui courait de l'est à l'ouest : c'était une chaussée qui, partant de Pehtang, s'enfonçait dans les terres et, rejoignant le Peï-ho en amont des forts, se dirigeait sans doute vers Pékin. Les regards se tournaient avec curiosité vers cette route qui sûrement serait celle que suivrait l'armée pour prendre à revers les défenses chinoises, et pénétrer dans le pays inexploré : à l'aide de longues-vues, on aperçut plusieurs chariots qui se croisaient; d'où l'on conclut que la voie serait assez large pour le transport des bagages et de l'artillerie. Comme on calculait tout cela, le canot revint : les rives du Pehtang-ho étaient désertes : aucunes patrouilles tartares; quelques pêcheries, et c'était tout. Aux abords de Pehtang, située sur la rivière à quelque distance de son embouchure, les explorateurs n'avaient rencontré aucun indigène qu'ils pussent interroger. Peu après, les marins du *Duchayla* rallièrent à leur tour le reste de l'escadre : ils rapportèrent que les barrages leur avaient paru accrus, et que les forts semblaient puissamment armés du côté de la mer; mais ils doutaient que, du côté de la terre, l'appareil de la défense fût aussi perfectionné, ce qui était un argument de plus pour l'attaque de revers qu'on méditait.

Le 1er août, comme le temps, peu favorable les jours précédents, devenait meilleur, les escadres se rapprochèrent de la côte. Les troupes anglo-françaises, destinées à former le premier convoi de débarquement, descendirent dans les canots et les jonques que remorquèrent les chaloupes à vapeur. Montau-

ban, malgré son âge avancé, ne voulut laisser à personne l'honneur de le précéder sur la terre ennemie. Il prit place dans l'un des canots, puis, à une cinquantaine de mètres du littoral, sauta dans l'eau qui le couvrait jusqu'au-dessus des genoux, et, suivi de ses officiers ainsi que d'un détachement de chasseurs à pied, se dirigea vers le rivage. Les Anglais l'imitèrent, sans beaucoup d'entrain, mais ne voulant pas se laisser dépasser. Après avoir franchi les dernières vagues et traversé la zone vaseuse, presque aussi incommode que l'eau de mer, on atteignit enfin une surface sèche et résistante. Alors, au milieu des acclamations des Français et des hourras des Anglais, les drapeaux des deux nations furent plantés en terre, en signe d'occupation. Ainsi commençait la guerre, guerre fantastique par l'éloignement, et surtout par l'imprévu : car tout était nouveau pour nos yeux, et cette côte naguère ignorée, et cet immense empire qu'aucune armée européenne n'avait jamais foulé, et ce Pehtang-ho qne les cartes relevaient à peine, et cette bourgade de Pehtang qui apparaissait sous les rayons du soleil déjà déclinant, avec ses deux fortins muets, avec ses pauvres maisons mornes et silencieuses, soit que les habitants se fussent cachés dans les lieux les plus secrets de leurs demeures, soit qu'à la nouvelle de l'invasion, ils se fussent enfuis éperdus devant les hôtes à la fois dédaignés et redoutés de l'Occident.

Ce silence pouvait cacher quelque piège. Comme le jour baissait rapidement, le lieutenant-colonel Dupin se hâta de rassembler une petite escorte et, sans perdre de temps, pénétra jusque dans la bourgade. Quelques Chinois y étaient restés, mais semblaient inoffensifs et plus empressés à demander grâce qu'à se défendre. Avec une hardiesse qui touchait à la témérité, les explorateurs se hasardèrent jusque dans les fortins. Ils les trouvèrent évacués, et sans autre armement que deux ou trois canons en bois cerclés de fer abandonnés sur les remparts. Malgré cet examen rassurant, on craignait les mines, et non sans raison : car le lendemain, on découvrit de petites machines explosibles que les sapeurs du génie furent assez heureux pour détruire sans accident.

Pehtang était le lieu le moins propice pour un séjour prolongé. Peu de végétation; point d'eau potable; des approvisionnements difficiles; un sol marécageux d'où s'exhalaient des émanations tellement pestilentielles qu'elles engendrèrent bientôt quelques cas de fièvres et de diarrhées. Les embarras du débarquement et la persistance des pluies retardèrent le départ plus qu'on ne l'eût voulu. Enfin, le 12 août, les alliés quittèrent l'infecte bourgade, avec l'espérance de ne la revoir jamais. On s'engagea d'abord sur la chaussée, déjà reconnue le 3 août par le général Collineau, et qui inclinait vers le Peï-ho, puis de là sur Tien-tsin. La marche, au début, fut pénible sur la digue glissante qui dominait une vaste plaine envahie en partie à marée haute. Au bout de sept ou huit kilomètres, le sol s'éleva insensiblement, et devint plus favorable aux charrois et à l'artillerie; bientôt se montrèrent d'assez riches cultures et même des jardins, singulier contraste avec l'aspect désolé de Pehtang. Point d'ennemi, si ce n'est quelques éclaireurs tartares, armés de lances, qui galopaient loin de nous, se rapprochaient, puis s'éloignaient soudain, et faisaient penser aux cavaliers des *goums* arabes. A droite de la route apparaissaient, en assez grand nombre, des tertres de forme conique qui marquaient d'anciennes sépultures, et rappelaient aux vieux soldats de Crimée d'autres *tumuli* à peu près pareils, vus jadis dans la Dobrudscha; on contemplait ces monticules avec curiosité, avec crainte aussi, car ils auraient pu fournir d'excellents abris pour une guerre de surprise. Vers le milieu du jour, on atteignit le village de Sin-ko, en avant duquel quelques redoutes peu importantes furent occupées sans grande résistance. Le surlendemain, au village de Tang-ko, un autre ouvrage, celui-là édifié moins grossièrement et constituant une sorte de camp retranché, fut emporté après un engagement assez vif, mais peu meurtrier pour les nôtres à cause de la défectuosité du tir ennemi. Devant nous coulait à pleins bords, à travers la plaine basse, le Peï-ho, sillonné par des jonques qui en jalonnaient le cours. Sur notre gauche et en aval, c'est-à-dire en retour vers la mer, se montraient les forts, les estacades, en un mot, tous les lieux témoins de l'échec que nous avions mission de venger.

III

Les forts, dits forts de Takou, étaient au nombre de quatre, accouplés deux à deux sur chaque rive. Deux d'entre eux se dressaient au bord de la mer; les deux autres, plus rapprochés de nous, avaient été érigés un peu en arrière, et enfilaient le cours du fleuve. Ils étaient construits à l'européenne et paraissaient assez bien pourvus. On ne pouvait guère douter qu'ils ne fussent énergiquement défendus. A la vérité, dès l'époque du débarquement, diverses communications avaient été adressées à nos ambassadeurs, d'abord par l'entremise du ministre de Russie, le général Ignatieff, puis par l'intermédiaire du représentant des États-Unis, M. Ward, et enfin par le gouverneur même de la province. Mais ces messages, qui ne formulaient aucune promesse de réparation, paraissaient avoir pour but de gagner du temps bien plus que d'assurer la paix. Au camp de Sin-ko, dans les bagages des chefs chinois fugitifs, toute une liasse de documents avait été saisie où se révélait, à côté de certaines tendances pacifiques, l'animosité du parti de la guerre : parmi ces pièces était une proclamation qui mettait à prix la tête des « barbares », et graduait savamment les salaires suivant le rang des victimes (1).

Les renforts en matériel et en artillerie étant arrivés de Pehtang, l'attaque fut fixée au 21 août. Il fut convenu qu'elle commencerait par celui des forts de la rive gauche qui était le plus rapproché de nous. A cinq heures du matin s'ouvrit le feu des batteries alliées. Il durait depuis deux heures sans résultat très notable, quand une formidable explosion retentit derrière le parapet. Dès ce moment, les pièces ennemies ripostèrent avec plus de mollesse, et les coups espacés parurent accuser

(1) *Correspondence respecting affairs in China*, p. 111. — *Dépêches et Journal* du baron GROS, p. 248.

quelque découragement. Attentif à l'occasion, le général Collineau fit avancer trois compagnies du 102e de ligne et, les abritant derrière une levée de terre, les disposa pour l'assaut. Les obstacles étaient grands, et eussent été sans doute insurmontables en face d'un ennemi moins inhabile à manier son artillerie. Ils consistaient en trois fossés pleins d'eau, puis en un rang de palissades de bambous fixées en avant des murailles; les murailles elles-mêmes n'avaient été que faiblement entamées par le feu des batteries. L'élan des troupes rendit vaines ces défenses. Les fossés furent franchis, les palissades rapidement abattues à coups de hache. Puis les coolies ayant fixé les échelles, les plus hardis d'entre les nôtres s'élevèrent jusqu'au talus des remparts. Alors commença une nouvelle phase de la lutte. A leur feu presque inoffensif, tant il était mal dirigé, les Chinois, serrés de près, substituèrent une sorte de corps à corps, usant de leurs piques, de leurs sabres, de leurs flèches, saisissant au hasard tous les obstacles, roulant à la main les pierres et les boulets sur l'assaillant, et tantôt le rejetant dans le fossé, tantôt l'attirant à lui à travers les embrasures. Dans l'intérieur même de l'ouvrage, la résistance se prolongea quelque temps, jusqu'à ce qu'enfin l'ennemi, écrasé par les compagnies de soutien venues au secours de la colonne d'assaut, débordé par les Anglais, refoulé de tous côtés, terrifié par l'étendue de ses pertes, s'enfuit par toutes les issues et nous abandonna la forteresse remplie de ses blessés et de ses morts.

Le succès était grand, mais assez chèrement acheté. Nous avions près de deux cents hommes tués, blessés ou contusionnés, et les pertes des Anglais égalaient les nôtres. Les autres ouvrages offriraient-ils la même résistance? Cette pensée ne laissait pas que d'inspirer quelque souci. A deux heures de l'après-midi, après une courte halte, les alliés se portèrent vers le second fort de la rive gauche, distant de deux kilomètres environ et situé sur le bord de la mer. Contre toute attente, l'artillerie de la forteresse demeura muette et les assaillants purent, sans échanger un seul coup de feu, s'avancer jusqu'au bord du fossé. Toutes les issues étaient fermées; nul ne se montrait sur les remparts; aucun signe soit de défense, soit de

capitulation. Ainsi qu'ils avaient fait le matin devant le premier fort, les alliés dressèrent les échelles et gravirent les murailles, non sans défiance, ni sans crainte de quelque redoutable surprise. Comme ils venaient de franchir le talus, un spectacle inouï les laissa partagés entre la stupéfaction et la joie. A l'intérieur de l'ouvrage, trois mille Tartares, dépouillés de leurs armes, blottis les uns contre les autres, et portant sur leur visage les traces de la plus vive terreur, suppliaient par signes qu'on épargnât leur vie. Les alliés n'eurent plus qu'un embarras, celui du nombre des prisonniers qu'on ne pouvait ni fusiller, ni nourrir, ni garder.

Cependant, sur la rive droite du Peï-ho, les deux autres forts se dressaient, intacts encore et bien armés. La même bonne fortune compléta la victoire. Deux officiers de l'état-major, le commandant Campenon et le capitaine de Cools, accompagnés du major Anson et de deux interprètes anglais, M. Parkes et M. Lookes, se jetèrent dans une jonque, traversèrent le fleuve et allèrent sommer les chefs ennemis de se rendre. Longtemps on parlementa. Les Chinois consentaient à laisser libre le passage de la rivière, mais se refusaient à livrer ce que les Européens n'avaient pas conquis. En certaines conjonctures, l'audace est aussi opportune que la douceur est périlleuse : habilement conseillés par l'interprète Parkes, les délégués des alliés poussèrent la hauteur jusqu'à l'arrogance, et leurs menaces achevèrent d'abattre les Chinois déjà démoralisés par leur récent échec. Bien avant dans la soirée, une convention fut conclue qui remettait en notre pouvoir tous les ouvrages sans exception ainsi que leur matériel. Déjà plusieurs compagnies de notre infanterie de marine et de fusiliers anglais avaient abordé sur la rive droite. Quelques heures plus tard, elles prenaient possession des forts qu'abandonnaient les Tartares en désordre. C'est ainsi que, le 22 août 1860, à l'aube du jour, le cours du Peï-ho était libre, et l'échec de 1859 réparé.

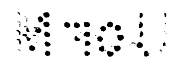
IV

A soixante kilomètres en amont sur les rives du Peï-ho, s'élevait l'importante cité de Tien-tsin qui, par le canal impérial, communiquait directement avec Pékin (1). L'occupation de Tien-tsin, ce serait la consécration et la récompense de la victoire. Sans doute, ce serait aussi la paix : car les Chinois, terrifiés par la prise de leurs forts, voudraient à tout prix éloigner de leur capitale un ennemi si funeste à leur prestige et à leur empire.

Au plus tôt il fallait atteindre la grande ville. Les Anglais le comprirent, et le comprirent si bien que, dans leur empressement, ils parurent ne plus se souvenir qu'ils avaient des alliés.

Dès le 22 août, l'amiral britannique Hope, les barrages étant détruits, vint mouiller devant les forts conquis. Le lendemain, la marée étant favorable, il monta sur le *Coromandel*, se fit accompagner d'une petite division de cinq canonnières et, sans prévenir les autorités françaises, s'engagea dans la rivière. Dans sa hâte, il ne s'enquit même point s'il rencontrerait quelque obstacle. La fortune favorisa, plus qu'elle ne le méritait, cette course précipitée. Le long des berges, les habitants des villages sortaient de leurs demeures et, avec une curiosité ébahie, regardaient filer les steamers : nulle part ne se révélait aucun signe d'hostilité. Vers deux heures, on passa sous les forts de Shwang-Keang : ils étaient déserts et désarmés. A la chute du jour, on fit halte non loin de Tien-tsin. Là survinrent quelques notables de la ville, venus, disaient-ils, pour rendre hommage aux commandants alliés. Ils furent interrogés par M. Parkes, cet interprète anglais dont nous avons déjà mentionné le nom

(1) Voir, pour l'itinéraire des alliés, carte n° 4, à l'Appendice.



t qui, par son expérience des mœurs et de la langue chinoises, levait jouer en cette campagne un si grand rôle. On reçut l'eux les informations les plus rassurantes. Aucun des ouvrages aguère aménagés par Sang-ko-lin-sin ne serait défendu : ang-ko-lin-sin lui-même était en fuite; il avait passé la veille rès de Tien-tsin, accompagné de deux cents cavaliers, et, achant la honte de sa défaite, s'était enfoncé dans l'intérieur. e 24, dès le matin, l'amiral anglais entra dans la cité au milieu l'une population paisible, favorable même. Charmé de se nontrer seul, il harangua les autorités, afficha une proclamaion conciliante, fit arborer sur les édifices publics le drapeau le la Reine, puis le pavillon français que volontiers on eût ublié. Pendant ce temps, l'amiral Charner, fort dépité qu'on 'eût devancé, remontait à son tour le Peï-ho, aussi vite que le permettaient les sinuosités du fleuve : malgré ses efforts, il n'arriva que quelques heures après son collègue. Deux jours plus tard, le gros du corps expéditionnaire atteignit Tien-tsin et s'établit près de la ville sans y entrer. Telles étaient les dispositions, que l'interprète Parkes put visiter à pied, seul et sans encombre, les rues de la cité. Les Chinois avaient éloigné leurs femmes ou les avaient cachées en lieu sûr; mais toutes les boutiques demeuraient ouvertes. Un comité, formé pour le ravitaillement de l'armée chinoise, se mit, avec une paisible indifférence, au service des Européens. Dans les environs, les villageois préparèrent avec empressement les greniers ou granges destinés au logement des troupes. Sur les murailles, les proclamations hostiles de Sang-ko-lin-sin furent arrachées. Quelques-unes seules restèrent, vieilles de quelques jours; elles annonçaient que les *Barbares* avaient été défaits, qu'ils imploraient la paix, que les habitants pouvaient être tranquilles. Les habitants étaient en effet tranquilles, mais sous le drapeau des alliés. Qui se souciait encore de Sang-ko-lin-sin? L'un des jours suivants, un des hauts fonctionnaires chinois communiqua à M. Parkes, en signe de dispositions favorables, un édit impérial qui privait le fameux général « de son aigrette à trois plumes de paon, de sa position honoraire dans la garde, de son commandement en chef de la bannière bleue mand-

choue ». « C'était, disait le décret, une légère punition (1). »

Si on avait dû juger les coutumes du Céleste Empire d'après celles de l'Europe, on eût été bien près de la paix. Dès le 23 août, encore à bord du *Duchayla*, le baron Gros avait reçu du vice-roi du Petchili un message qui la laissait pressentir. Avec un singulier mélange de naïveté et de platitude, le vice-roi confessait la récente défaite. « Comme les armées de votre noble Empire, disait-il, se sont emparées des forts qui servaient à notre défense, elles ont prouvé ainsi leur grande habileté dans l'art de la guerre, et nos troupes ont dû s'avouer vaincues : donc il est inutile de continuer la lutte (2). » La dépêche se terminait par l'annonce d'un plénipotentiaire envoyé de Pékin pour traiter. Le 26 août, à son arrivée à Tien-tsin, le baron Gros connut le nom du haut commissaire. C'était Kwei-liang, ministre de l'Empire. Le baron Gros accueillit la nouvelle avec faveur. Le haut rang de Kwei-liang semblait une garantie de pourparlers sincères. On savait que ce personnage avait toujours soutenu la politique de la paix. Kwei-liang d'ailleurs n'était pas un inconnu ; déjà il avait négocié le traité de 1858, et sans doute il aurait à cœur de rendre définitive l'œuvre à laquelle, une première fois, il avait attaché son nom. Quelles que fussent les apparences, le baron Gros voulut se mettre en garde contre la duplicité traditionnelle des Chinois. Dans cette pensée, après avoir répondu aux ouvertures qui lui étaient faites, il envoya au conseil de l'Empire copie de sa réponse. De la sorte, la cour de Pékin ne pourrait alléguer l'ignorance ou se dérober. De toutes les précautions diplomatiques, aucune n'était plus sage ni plus justifiée (3).

Tout sembla d'abord marcher à souhait. Le baron Gros, visiblement désireux de la paix, inclinait à la conciliation son collègue anglais : puis, dans ses dépêches au général Montauban, il l'exhortait à s'abstenir de toute rigueur dans les lieux

(1) Rapport de M. Parkes à lord Elgin, 26 août 1860. (*Correspondence respecting affairs in China*, p. 126-128.)

(2) *Correspondance et Journal* du baron Gros, p. 44.

(3) Dépêches du baron Gros, 28 et 29 août. (*Correspondance et Journal*, p. 51 et 55.)

occupés, à se garder de toute démonstration hostile contre la capitale et surtout de toute intervention dans les affaires intérieures du pays (1). Kwei-liang, étant arrivé le 31 août à Tien-tsin, s'appliqua de son côté à tenir le langage le meilleur, le plus rassurant. A l'entendre, les récentes hostilités ne pouvaient être que le résultat d'un *malentendu :* à peine se décidait-on à y croire, tant un pareil conflit semblait invraisemblable! Encore un peu, et il aurait affirmé que les fusils ou les canons n'étaient partis que par hasard. Au plus vite, il fallait effacer les traces de ce mauvais rêve et non seulement signer un traité, mais encore, disait le plénipotentiaire chinois, « *établir les bases d'une paix éternelle* ». Les ministres de France et d'Angleterre n'en demandaient pas tant. Ils se contentaient de réclamer la confirmation du traité de Tien-tsin passé en 1858, des excuses pour l'affront fait à notre pavillon aux bouches du Peï-ho, et, en outre, une indemnité de guerre. Enfin les ratifications seraient échangées à Pékin, où les ambassadeurs seraient admis à se rendre dans un appareil digne de leur rang et de leur pays. Avec le plus louable empressement, Kwei-liang concéda tout. A peine débattit-il faiblement le chiffre de l'indemnité et éleva-t-il quelque objection sur l'importance du corps de troupes qui accompagnerait à Pékin les ambassadeurs. Après une très légère discussion, l'escorte fut fixée à mille hommes pour lord Elgin et à un nombre égal pour le baron Gros, qui, volontiers, se fût contenté d'un plus modeste cortège. Cependant la nouvelle des négociations s'était répandue dans les camps, et la perspective fantastique de l'entrée à Pékin exaltait toutes les têtes. C'était à qui ferait partie de l'escorte d'honneur. Dans cet espoir, chacun fourbissait ses armes, apprêtait ses uniformes, faisait reluire ses équipements. Déjà les deux interprètes anglais et français, M. Parkes et M. de Meritens, se disposaient à partir pour la capitale afin d'assurer les logements et de préparer la réception.

Avec les Chinois, *oui* ne veut pas dire oui, *non* ne veut pas

(1) Dépêche du baron Gros au général Montauban, 30 août. (*Correspondance*, p. 56 et 57.)

dire non. Ils sont pleins de ruses à la fois raffinées et transparentes, de savantes roueries déguisées sous la naïveté, et excellent à déconcerter leurs ennemis, tantôt par leur effronterie tranquille, tantôt par leur obséquiosité. Nul peuple ne sait mieux, quand il a perdu une partie, persuader aux autres et se persuader à lui-même qu'il ne l'a pas engagée. Tout favorise leurs fourberies, et l'aisance extraordinaire avec laquelle ils se désavouent mutuellement, et les longues distances qui permettent aux dépêches de se croiser ou de se perdre, et les difficultés de la langue qui laissent toute latitude pour récuser les interprètes ou alléguer qu'on ne s'est pas compris. La fausseté d'ailleurs s'exerce doublement, et vis-à-vis de l'ennemi qu'on trompe, et vis-à-vis du maître qui ne doit jamais soupçonner qu'il n'a point triomphé. Nous allions faire l'expérience de cette diplomatie que la force brutale rend seule maniable, et alors jusqu'à la platitude.

Le 6 septembre, le baron Gros venait de clore une dépêche au général Montauban pour lui annoncer la conclusion définitive, quand, à une heure fort avancée de la soirée, un bruit à peine croyable lui parvint. Kwei-liang, ce négociateur si élevé en dignité, n'avait point, pour traiter, les pleins pouvoirs dont il s'était vanté, et il l'avait, disait-on, confessé à M. Parkes. Le lendemain, dès le matin, l'un des secrétaires de l'ambassade, M. de Bastard, accompagné de M. de Meritens et d'un prêtre, M. l'abbé Delamarre, se rendit auprès du ministre chinois. Alors commença une scène de supercheries, assez grossière et en même temps assez osée. Kwei-liang essaya d'abord de se dire absent ou invisible. Quand il parut, ce fut en affectant une extrême faiblesse, et un état de maladie qui rendrait cruelles de longues interrogations. Comme les délégués insistaient, il s'ingénia à ne pas répondre, s'appliqua fort à détourner l'entretien, puis, les demandes ne pouvant plus être éludées, il invoqua derechef sa lassitude, son grand âge, et sembla tomber en une sorte de pâmoison. « Ce fut une vraie mise en scène », disait en sortant M. de Bastard indigné. Enfin Kwei-liang, poussé à bout, déclara qu'il avait bien le sceau impérial, mais non les pleins pouvoirs : il allait d'ailleurs les

demander à Pékin, et, ajoutait-il en reprenant tout son aplomb, il ne doutait pas qu'ils ne lui arrivassent incontinent.

Ainsi toute la négociation n'avait été qu'un leurre. On devine la colère de lord Elgin. L'excellent baron Gros ne fut pas moins irrité, et, comme il avait un vif souci de la dignité de son pays, il fit au pseudo-plénipotentiaire la réponse qu'il méritait. La tactique des Chinois commençait à se découvrir. Ils ne songeaient qu'à gagner du temps, qu'à laisser venir l'hiver, aussi brusque et aussi rude dans ces régions que l'été y est accablant. Que deviendrait alors cette poignée d'hommes aventurée et comme noyée dans l'immense empire? Justement courroucés, à demi éclairés, mais pas assez pour pénétrer toute la vérité, les chefs alliés résolurent de franchir une nouvelle étape sur la route de la capitale. Ils s'avanceraient, disaient-ils, jusqu'à Tung-chao, grande ville située à trente lieues environ au delà de Tien-tsin et à quatre ou cinq lieues en avant de Pékin. Là seulement ils consentiraient à écouter de nouvelles propositions. Sans plus tarder, Anglais et Français quittèrent leur camp, mais pas tous, car la brigade Collineau et la division anglaise Napier demeurèrent provisoirement à Tien-tsin; ce qui réduisait de plus de moitié le corps expéditionnaire. Avec les troupes cheminaient les deux ambassadeurs : lord Elgin, à cheval, ardent, actif, non moins dispos que les soldats eux-mêmes; le baron Gros, porté en palanquin, un peu surpris de l'aventure, effrayé surtout d'une campagne si peu sortable à son âge. Le 11 septembre, la petite armée établit son bivouac à Pouchao. Là commença une nouvelle comédie chinoise, et fort audacieusement jouée; car il semblait invraisemblable que la même fourberie pût réussir deux fois.

Ce jour-là dans l'après-midi, comme le baron Gros, assez mélancolique, se reposait dans une pagode « ornée, dit-il, d'abominables idoles », un « petit mandarin à globule bleu » survint qui lui remit un message en chinois. La dépêche était signée de deux des personnages les plus importants de l'Empire : le prince Tsaï, membre de la famille impériale et aide de camp de l'Empereur, et Mouh, membre du grand conseil et président du bureau de la guerre. Ceux-ci, du ton le plus

naturel et sans aucun embarras, désavouaient Kwei-liang : il était vieux, n'avait pas su « se conformer aux intentions de l'Empereur, avait fait naître mille difficultés ». Les nouveaux plénipotentiaires poursuivaient avec des formes de plus en plus engageantes : « Puisque nous sommes d'accord, puisque toutes les clauses exigées par votre noble empire ont été concédées, à quoi bon pousser jusqu'à Tung-chao? Ce vous sera une fatigue pour l'aller, et une autre non moins grande pour le retour. Puis, l'armée et le peuple pourraient concevoir de ce mouvement quelque ombrage et quelque inquiétude. Que Vos Excellences retournent à Tien-tsin, et là nous traiterons (1). » Le baron Gros, fidèle à ses récentes résolutions, répliqua qu'il ne renonçait pas à négocier, mais seulement à Tung-chao. Lord Elgin fit la même réponse. Le surlendemain on se remit en route, s'enfonçant de plus en plus à travers la contrée inexplorée. Bien qu'aucun fait direct ne trahît un retour prochain d'hostilités, déjà certains signes défavorables auraient pu éveiller quelque sollicitude. Une nuit, et à la faveur d'un orage, les coolies chinois, loués pour conduire nos équipages, s'étaient enfuis presque tous, emmenant avec eux les bêtes de trait; et notre embarras eût été grand si les jonques amarrées aux bords du Peï-ho n'eussent été réquisitionnées pour les transports. Les populations se retiraient devant nous, et nous trouvions les villages déserts. A l'abondance de Tien-tsin succédaient de vraies difficultés pour les approvisionnements. Enfin, de Pékin arrivèrent des émissaires secrets, annonçant que, dans la capitale, le parti de la guerre gagnait du terrain.

Le 13, on bivouaqua à Yang-tsine. Comme on allait y atteindre, une nouvelle dépêche des commissaires chinois fut remise aux ambassadeurs. Derechef, Tsaï et Mouh désavouaient Kwei-liang : « Nous qui ne lui ressemblons pas, disaient-ils, nous ne manquerons pas à notre parole. » Comme Kwei-liang, ils parlaient de paix et d'amitié éternelle. La conclusion était que l'armée rétrogradât vers Tien-tsin. C'était

(1) Dépêche de Tsaï, 10 septembre. (Voir *Correspondance* du baron Gros, p. 74-76.)

toujours le même système : nous éloigner de Pékin, nous retarder par des pourparlers sans fin, puis se confier dans l'hiver. Une seule phrase menaçante contrastait avec l'obséquiosité du message : « Si Votre Excellence veut avancer avec son armée, elle prouvera que ses intentions ne sont pas pacifiques : donc, s'il surgissait quelque conflit entre vos troupes et les garnisons qui se trouvent dans les environs de Hosihou, il y aurait de grands obstacles à un arrangement prochain ; et ce conflit, nous ne pourrions nous engager à le prévenir (1). »

A cette seconde dépêche un second refus fut opposé; mais les Chinois sont subtils et tenaces. A Hosihou, un mandarin de haut rang, nommé Lâne, vint visiter lord Elgin, puis le baron Gros. Peu après arrivèrent trois autres mandarins, porteurs d'une troisième lettre de Tsaï et de Mouh. Le message ne différait guère des précédentes communications : c'était la même humilité de ton, mais tempérée par une menace qui, répétée deux fois, ne laissait pas que d'être inquiétante : « Nous devons vous dire que les troupes chinoises qui tiennent garnison au nord de Hosihou n'obéissent qu'à leurs chefs militaires, et que nous n'avons aucune autorité sur elles... Aussi nous craignons qu'un conflit ne devienne inévitable entre vos troupes et les nôtres, ce qui rendrait peut-être inutile notre vif désir de rétablir la paix. Ne serait-ce pas à regretter? » Pour prévenir cet incident « regrettable », les plénipotentiaires n'insistaient plus sur le mouvement rétrograde vers Tien-tsin, mais soumettaient à leurs adversaires un arrangement nouveau. Ils proposaient que les alliés, suspendant leur marche, s'arrêtassent à deux étapes de Tung-chao; de là, ils enverraient dans cette ville des délégués qui s'aboucheraient avec les négociateurs chinois : la paix serait conclue, et il ne resterait plus qu'à la ratifier à Pékin. Le message se terminait par toutes sortes de protestations rassurantes. « Nous donnons notre assentiment, disaient Tsaï et son collègue, à tous les articles de la convention... Nous souhaitons vivement qu'après tant de preuves de bon vouloir, le désir que nous avons de

(1) Dépêche de Tsaï, 11 septembre. (*Correspondance* du baron Gros, p. 78.)

conclure la paix ne soit pas déçu, et nous aimons à croire que le même sentiment anime Votre Excellence (1). » Que répondre à ces avances réitérées? Soit fatigue de leurs propres refus, soit hâte d'un dénouement, les alliés s'en laissèrent peu à peu pénétrer. Après de nouveaux pourparlers (car tout est long avec les Chinois), il fut convenu que les deux petites armées européennes, quittant leur bivouac d'Hosihou, s'arrêteraient près de la vieille ville de Tchang-kia-ouang, à huit kilomètres en avant de Tung-chao. En cette dernière ville se rendraient des agents anglais et français pour préparer le traité de paix qui pourrait être enfin (on l'espérait du moins) signé par les ambassadeurs et ratifié à Pékin. A cette combinaison, acceptée par lord Elgin et le baron Gros, Montauban adhéra, mais avec peu de confiance. Rien ne lui avait échappé, ni le départ furtif des coolies, ni la fuite des populations, ni les allusions équivoques des autorités chinoises à ces troupes tartares qui campaient dans le voisinage et qu'on ne pourrait contenir. Dès le 13 septembre, il avait expédié un messager sûr à Tien-tsin pour que le général Collineau le ralliât, non avec toute sa brigade, mais avec quelques troupes. Ces soupçons étaient sagesse. On touchait au drame à la fois hideux et terrible qui a laissé chez tous les survivants de l'expédition un souvenir aujourd'hui encore ineffacé.

V

Le 17 septembre, partirent de Hosihou pour Tung-chao les délégués des deux ambassadeurs : c'étaient, du côté des Français, M. de Bastard, secrétaire d'ambassade, assisté de deux interprètes, M. de Meritens et l'abbé Duluc; du côté des Anglais, M. Parkes, accompagné du secrétaire particulier de lord Elgin, M. Loch, et d'un attaché, M. de Norman. A ces

(1) Dépêche de Tsaï, 13 septembre. (*Correspondance* du baron Gros, p. 81-82.)

messagers chargés des pourparlers diplomatiques, s'étaient joints plusieurs officiers ou employés d'administration, le colonel anglais Walker, le lieutenant-colonel Foulon-Grandchamps, le capitaine Chanoine, le sous-intendant militaire Dubut, les agents comptables Ader et Gagey; les uns avaient été désignés pour régler, de concert avec les autorités chinoises, l'emplacement des camps alliés pendant les négociations : les autres devaient, par des marchés avec les indigènes, assurer l'approvisionnement de l'armée. La petite troupe comptait encore quelques autres personnes, notamment M. d'Escayrac de Lauture, chef d'une mission scientifique, le lieutenant anglais Anderson, M. Bowlby, correspondant du *Times*. Une petite escorte de trente soldats environ complétait la caravane : car avec les Chinois, le pavillon parlementaire laisse toujours quelque doute, et l'insistance même de nos adversaires à n'avoir devant eux que des négociateurs sans armes démontrait la nécessité de ne jamais être tout à fait désarmés.

Les Anglais quittèrent le camp bien avant l'aube, les Français à cinq heures du matin. De Hosihou à Tung-chao, la distance est de onze lieues environ. Près de Tchang-kia-ouang, la petite caravane britannique rencontra un corps de cavalerie tartare : le chef vint au-devant des voyageurs, les félicita avec beaucoup de cordialité apparente sur la paix prochaine. « Oublions, dit-il, que nous avons été ennemis, et désormais soyons amis. » Cependant M. d'Escayrac, qui suivit la même route un peu plus tard, observa certains groupes hostiles. En outre, en approchant de Tung-chao, on remarqua que, sur plusieurs petites rivières, les ponts étaient coupés; ce qui semblait indiquer le dessein d'une défense opiniâtre, et non le désir de traiter. On ne s'arrêta pas à ces indices, qui ne furent rappelés que plus tard. On croyait à toutes les supercheries, à toutes les roueries chinoises, non à un guet-apens (1).

A dix heures et demie, les Anglais entraient dans Tung-chao.

(1) Voir Rapport de M. Parkes à lord Elgin, 20 octobre 1860. (*Correspondence respecting affairs in China*, p. 226, 227.) — Récit de M. d'Escayrac de Lauture. (*Moniteur*, 31 décembre 1860.)

Presque aussitôt, M. Parkes fut reçu par le prince Tsaï, entouré de deux commissaires adjoints, Mouh et Hang-ki. A la différence de la plupart des Européens, Parkes connaissait à fond ses adversaires et, en quelques mots péremptoires et méprisants, perçait à jour leurs malfaisantes finesses. Cela faisait à la fois sa puissance et sa faiblesse : sa puissance, car on le craignait; sa faiblesse, car, à force de le craindre, on l'évitait au point de ne lui rien livrer, et, plutôt que de lui répondre, les Chinois feignaient, tantôt d'être sourds, tantôt de ne pas comprendre son accent. Parmi les commissaires, Parkes put distinguer un visage connu, celui de Hang-ki, qu'il avait vu autrefois à Canton. Le prince Tsaï lui parut un personnage de très grandes manières, habitué au commandement, mais au regard méchant et fourbe. Quant à Mouh, il semblait doux, presque doucereux, intelligent comme les Chinois le sont souvent, rusé comme ils le sont tous. L'accueil fut courtois, mais bientôt la discussion s'échauffa. Elle porta sur trois points : le mouvement rétrograde de l'armée qui, d'après les Chinois, devrait avoir lieu dès la signature du traité; le chiffre de l'escorte qui accompagnerait à Pékin le baron Gros et lord Elgin; enfin, la prétention des ambassadeurs qui voulaient être reçus en audience particulière par l'Empereur, et consacrer l'égalité entre le Fils du Ciel et les puissances de l'Occident. Sur les deux premiers points, Tsaï inclinait à la conciliation : mais sur le troisième, il manifesta une répugnance extrême à toute concession; ce qui lui attira de la part de M. Parkes de vives répliques, acerbes même au dire des Chinois, qui, dans la suite, essayèrent d'excuser ainsi le reste de leur conduite. On en était là quand survint M. de Bastard, qui, parti plus tard de Hosihou, était arrivé un peu plus tard aussi. Tsaï le reçut avec la politesse hautaine qui semblait lui être habituelle, reprit avec lui les pourparlers, puis enfin céda. Comme on semblait d'accord : « Avez-vous de pleins pouvoirs pour traiter? » demanda à Tsaï M. de Bastard, fidèle aux recommandations du baron Gros, qui se souvenait de Kwei-liang. Tsaï affecta de se trouver blessé : « Mon langage est sincère, répéta-t-il plusieurs fois; ma parole vaut celle de l'Empereur. » Bientôt il se

radoucit. Le traité préparé à Tien-tsin fut repris, relu, accepté dans toutes ses conditions. Les armées alliées s'arrêteraient, près de Tchang-kia-ouang, dans des positions qui, dès le lendemain, seraient délimitées. Puis les ambassadeurs iraient à Pékin pour les ratifications. Les négociateurs prirent alors congé les uns des autres, et avec toutes les apparences de l'entente. « Je ne pus croire, a écrit plus tard Parkes, que la satisfaction témoignée par les commissaires chinois, quand je leur parlai de la paix, n'était pas sincère(1). » Rentrés à leur logis, les délégués reçurent pendant la nuit une dépêche de Tsaï qui confirmait les résultats de l'entrevue et, derechef, constatait l'accord.

Une fois encore, tout semblait conclu. Le 18, bien avant le jour, M. Parkes, accompagné de M. Loch, monta à cheval pour regagner les lignes anglaises : peu après M. de Bastard quitta aussi Tung-chao avec M. de Meritens. En même temps partirent le colonel anglais Walker et le capitaine Chanoine, chargés de tracer, de concert avec les autorités chinoises, l'emplacement des positions alliées. Quand on arriva au lieu désigné pour ces campements, un spectacle inattendu s'offrit aux yeux. Sur les lieux mêmes destinés à nos bivouacs s'étendait, à perte de vue, l'armée tartare, avec sa cavalerie et ses pièces en bon ordre comme pour une bataille imminente. A cette vue, les Européens stupéfaits se rappelèrent tous les menus incidents qui, la veille, auraient pu exciter leur vigilance. Avec anxiété M. Parkes interroge les chefs tartares; il n'en reçoit que des réponses évasives. Il soupçonne alors la trahison, mais sans y croire encore. Se tournant vers M. Loch : « En toute hâte, lui dit-il, prévenez le général Grant. » Il prie le colonel Walker de l'attendre avec quelques hommes de l'escorte. Puis, rejoignant M. de Bastard et le capitaine Chanoine qui étaient restés un peu en arrière, il les exhorte à regagner au plus vite le quartier général français. Quant à lui, à bride abattue, il reprend la route de Tung-chao pour saisir le mot de la terrible énigme, arracher, par la crainte des repré-

(1) Rapport de M. Parkes à lord Elgin, 20 octobre 1860. (*Correspondence respecting affairs in China*, p. 228.) — Voir aussi Rapport de M. de Bastard au baron Gros, 18 septembre 1860. (*Documents parlementaires*, p. 247-249.)

sailles, ce que ne pourrait obtenir la prière, sauver, s'il se peut, les Européens restés dans la ville, prévenir, en un mot, la suprême catastrophe.

A Tung-chao, Parkes eut quelque peine à parvenir jusqu'aux commissaires. Longtemps ils se firent attendre, comme pour se dérober à une embarrassante explication. Quand enfin ils parurent, un entretien s'engagea, rapide, heurté, où perçaient de mutuelles colères. Parkes ayant protesté contre la violation des engagements pris la veille : « Nous ne sommes point autorité militaire, répliquèrent les plénipotentiaires, et nous n'avons aucun droit de contrôle sur les troupes. — Mais vous avez pleins pouvoirs pour inviter vos généraux à cesser les hostilités. — Sans doute, mais à la condition que la paix soit faite. — Elle l'est; n'en avons-nous pas réglé tous les préliminaires? — Nullement, car la question de l'audience impériale n'a pas été réglée. — Ce n'est qu'une question secondaire d'où ne peut dépendre la paix ou la guerre. — Tout autre est notre pensée : il ne peut y avoir d'entente tant que ce point n'est pas réglé. — Je regrette d'entendre Votre Excellence parler de la sorte; mais je n'ai pas d'instructions sur cette matière, et je ne puis que m'en référer à lord Elgin (1). » Pendant ce dialogue, une foule de mandarins de tout grade avaient envahi la salle et, soulignant les réponses de leur chef, y ajoutaient toutes sortes de commentaires ironiques et méprisants; peu à peu leurs voix couvraient celle de l'envoyé européen : premier outrage qui laissait deviner tous ceux qui allaient suivre.

Ne doutant plus du péril, M. Parkes se hâte de prendre congé. Avec une opportune prévoyance, il avait avisé ceux de ses compatriotes restés dans la ville, afin qu'ils se rassemblassent et se tinssent prêts à partir. Ceux-ci s'étaient réunis aux portes de la cité, et, depuis vingt minutes, attendaient anxieusement. Ils étaient au nombre de 22 : 18 soldats, 2 officiers, et en outre M. de Norman et M. Bowlby (2). M. Parkes

(1) Rapport de M. Parkes à lord Elgin, 20 octobre 1860. (*Correspondence respecting the affairs in China*, p. 229.)

(2) Voir Rapport de M. Loch à lord Elgin, 9 octobre 1860. (*Correspondence respecting the affairs in China*, p. 190.)

es ayant rejoints, tous s'élancent au galop dans la direction de Tchang-kia-ouang; ils ne retrouvent plus le colonel Walker, mais M. Loch, que le général Grant avait renvoyé avec le major anglais Brabazon au-devant de l'interprète britannique; ils gagnent la ville de Tchang-kia-ouang, la dépassent, atteignent sans encombre les premiers camps ennemis; encore quelques minutes, et ils seront en dehors des lignes chinoises. A ce moment un groupe épais de cavaliers tartares leur intercepte la route. Le nombre des ennemis ne permettant pas de se frayer un chemin par la force, M. Parkes arbore le pavillon parlementaire. Mais c'est en vain qu'il invoque sa qualité : il est entouré, outragé, frappé. « Nous sommes prisonniers », dit-il à M. Loch. Il l'était en effet, ainsi que ses compagnons, et du plus redoutable des ennemis. — Pendant ce temps, les Français restés à Tung-chao après le départ du capitaine Chanoine et de M. de Bastard étaient, eux aussi, assaillis par la foule et traînés dans les prisons publiques : c'étaient M. d'Escayrac de Lauture, qui, en un récit émouvant, devait plus tard raconter ses souffrances; puis l'intendant militaire Dubut, le colonel Foulon-Grandchamps, l'abbé Duluc, et avec eux quelques soldats dont les traces se perdent à partir de ce moment. Seuls, les officiers comptables Gagey et Ader, ainsi que deux soldats, étaient parvenus à sortir de la ville. Le guet-apens était consommé.

VI

Il était consommé, mais déjà l'expiation allait commencer.

Le 17, quelques heures après le départ des négociateurs, les alliés avaient quitté Hosihou et, le soir, avaient fait halte à Matao. Le 18, à l'aube du jour, ils avaient repris leur route, s'acheminant vers ces campements où ils devaient, disait-on, s'établir en attendant la paix. D'un moment à l'autre on s'attendait à voir reparaître les messagers dépêchés la veille à

Tung-chao. Les Anglais marchaient les premiers, avec leur général sir Hope Grant. Les Français venaient ensuite, ayant à leur tête le général Montauban, déjà un peu inquiet, assure-t-on, et grommelant en vieux soldat contre toutes ces longueurs. La première partie de l'étape s'accomplit sans incidents. Vers huit heures du matin, après un parcours de huit kilomètres environ, à l'entrée d'une plaine entourée d'arbres et de bouquets de bois, l'avant-garde anglaise se heurta à un corps considérable de Tartares. Chose étrange! ces troupes occupaient précisément le voisinage de Tchang-kia-ouang, c'est-à-dire les lieux où, selon les négociations récentes, nous devions installer nos bivouacs. Les Anglais s'arrêtent et se replient; on fait halte; on concentre les bagages : sir Hope Grant, prévenu aussitôt, court à son collègue français. Le danger ne laissait pas que d'être assez grand. Quelles étaient les forces de l'ennemi? On l'ignorait, mais, à première vue, elles paraissaient considérables. Les alliés, dans la confiance d'une paix presque assurée, avaient échelonné une portion de leurs effectifs du côté de Matao et plus loin encore en arrière. En outre, on ne connaissait point le pays, et tout prêtait à une surprise. Par-dessus tout le reste, une affreuse pensée venait de naître et étreignait tous les cœurs. Là-bas, au delà de l'épais rideau des troupes tartares, au delà de Tchang-kia-ouang, se trouvaient, séparés de l'armée, les diplomates et les compagnons d'armes partis la veille pour Tung-chao. Étaient-ils libres? prisonniers? massacrés? Incertitude cruelle et tellement cruelle que, devant ce grand péril, tous les autres périls s'effaçaient.

Comme on s'entretenait anxieusement de ceux que déjà on appelait les otages, on vit reparaître dans nos lignes, d'abord le capitaine Chanoine, qui, en invoquant son titre de parlementaire, était parvenu, non sans peine, à traverser l'armée tartare; puis M. de Bastard, très ému de l'aventure, tellement ému que son esprit frappé en garda une impression qui ne s'effaça plus; enfin, un peu plus tard, l'officier comptable Gagey, qui s'étendit longuement sur l'importance de l'armée ennemie : « Elle s'élève, dit-il, à trente mille hommes au moins. » Et, malgré les

signes de dénégation du général Montauban qui ne pouvait croire à un tel rassemblement, il maintint que ce chiffre effrayant n'était guère au-dessous de la vérité (1). Dans le même temps arriva aux avant-postes anglais un haut mandarin chinois. Interrogé par le général en chef britannique, il répondit avec beaucoup d'assurance qu'il venait pour régler le cérémonial de l'entrée à Pékin et de l'audience que l'Empereur son maître accorderait aux ambassadeurs occidentaux. « Mais, lui répliqua-t-on avec quelque vivacité, est-ce en signe pacifique que les Tartares occupent l'emplacement de nos camps? » Sur cette repartie, il joua la surprise, parla de malentendus, promit qu'incontinent il allait enjoindre à ses compatriotes de rétrograder. Après quoi, il se retira ; et, avec une générosité qui n'était pas sans mérite, on le laissa librement retourner vers les siens.

En ces conjonctures extraordinaires, on hésitait encore quand, vers dix heures du matin, on entendit sur le front de l'armée anglaise le galop précipité d'un petit peloton de cavalerie en désordre. Au même instant parut le colonel Walker, avec quelques hommes pour la plupart blessés. On l'entoure, on l'interroge, et, en quelques mots entrecoupés, il raconte ce qu'il sait de la tragique aventure. Il avait quitté M. Parkes au moment où celui-ci était retourné vers Tung-chao. Après l'avoir attendu quelque temps, il avait craint d'être enveloppé et s'était frayé un passage à travers l'armée tartare dont il avait à plusieurs reprises essuyé le feu : non loin de lui, il avait vu un officier d'administration français, M. Ader, et un chasseur à pied qui se débattaient sans espoir au milieu d'un groupe ennemi ; il avait essayé de leur porter secours ; mais impuissant devant le nombre, il s'était hâté de rallier sa faible escorte, et tous ensemble n'avaient dû leur salut qu'à la vigueur de leurs chevaux.

Ce récit dissipait les derniers doutes. Il ne restait plus qu'à combattre. La bataille, la bataille immédiate, c'était peut-être le salut des otages, c'était, dans tous les cas, le salut de l'armée. Sans perdre un instant, sir Hope Grant et le général Mon-

(1) *Journal d'un interprète en Chine*, par M. le comte D'HÉRISSON, p. 265.

tauban arrêtèrent leurs dispositions, d'après les indices fournis par le colonel Walker. A droite, les Français, après s'être emparés d'un petit village où s'appuyait l'extrême gauche ennemie, poussèrent devant eux l'armée chinoise, la débusquèrent d'un second village, puis la rejetèrent sous le canon britannique. Alors, les batteries, mesurant leur tir avec une savante précision, ouvrirent à travers les rangs épais de sanglantes trouées. Une charge de la cavalerie anglaise acheva l'œuvre commencée. Bientôt les Tartares, déconcertés par la soudaineté de l'attaque, terrifiés par les ravages de l'artillerie, inhabiles à profiter de leur supériorité numérique, disparurent à l'horizon, marquant de tous côtés leurs traces par les morts et les blessés qu'ils étaient obligés d'abandonner. De notre côté, les pertes furent très légères : la plus sensible fut celle d'un jeune lieutenant, M. de Damas, tué glorieusement en chargeant à la tête de quelques spahis. Le succès, en dissipant les alarmes assez vives conçues le matin, montra ce que pouvaient sur ces masses confuses la discipline, l'élan, la justesse du tir : de là une impression de confiance qui influa heureusement sur le reste de la campagne. A l'extrémité de la plaine apparaissait la ville de Tchang-kia-ouang. C'est elle qui, dans les bulletins de la guerre, donna son nom au rapide et brillant combat (1).

La défaite était pour la déloyauté chinoise un premier châtiment. Dans la joie du succès, une inquiétude poignante subsistait, celle du sort des otages. Qu'étaient devenus M. Parkes et ses compagnons, M. Dubut, le colonel Grandchamps, l'abbé Duluc, en un mot, tous ceux qui n'avaient pu regagner nos lignes? On espéra, on voulut espérer que la terreur de nos armes et la perspective de nouvelles représailles décideraient l'ennemi à délivrer les victimes. Le 19, le second interprète anglais, M. Wade, reçut la périlleuse mission de se rendre de nouveau à Tung-chao et de tenter auprès des commissaires impériaux un suprême effort. L'illusion ne fut pas longue. Sur

(1) *Relation de l'expédition de Chine* rédigée au dépôt de la guerre, p. 128-130. — Rapport du général Montauban. (*Moniteur,* 6 décembre 1860.) — Voir aussi *Correspondence respecting affairs in China,* p. 176.

sa route et malgré le pavillon parlementaire, M. Wade eut à plusieurs reprises à essuyer le feu, peu dangereux par bonheur, des cavaliers tartares. A Tung-chao, les mandarins, comme naguère pour M. Parkes, se firent d'abord invisibles, puis, de l'air le plus naturel du monde, exprimèrent leur surprise. « Mais vraiment, répétèrent-ils plusieurs fois, les Européens sont partis de Tung-chao bien avant la bataille, et nous ne savons ce qu'ils sont devenus. » Ainsi les malheureux n'étaient plus dans les prisons de la ville. N'avaient-ils pas été livrés aux soldats et massacrés par eux? Un peu plus tard, un Chinois, capturé dans une reconnaissance, déclara qu'il avait vu, se dirigeant vers Pékin, un chariot chargé de captifs européens, et ce rapport, si alarmant qu'il fût, rendit quelque espoir de retrouver encore vivants ceux dont on pleurait déjà la perte (1).

VII

La rupture réitérée des négociations, la mauvaise foi chinoise, l'injustifiable détention de plusieurs des nôtres, tout conseillait de dépouiller les ménagements passés. Après une longue délibération, généraux et ambassadeurs, d'un commun accord, résolurent une nouvelle étape qui, sans doute, les porterait sous les murs de Pékin.

Le 20 septembre, une reconnaissance hardie permit de relever l'état des lieux qui nous étaient absolument inconnus et aussi de mesurer les obstacles qui nous barreraient le chemin (2). A six kilomètres en avant des bivouacs, s'élevait Tung-chao, désormais si tristement célèbre. Tung-chao, séparée de Pékin par une distance de quinze à seize kilomètres, y est reliée par une spacieuse chaussée en granit, ouvrage grandiose des antiques dynasties. Après un parcours de quatre kilomè-

(1) Voir dépêche de lord Elgin à lord Russell, 23 septembre 1860. (*Correspondence respecting affairs in China*, p. 173, 174.)
(2) Voir carte n° 4.

tres, la chaussée traverse sur un solide pont en pierre le canal qui s'embranche du Peï-ho sur la capitale. C'est en cet endroit que l'ennemi avait concentré ses moyens de défense. Des deux côtés de la grand'route avaient été rassemblées des forces importantes en cavalerie et en artillerie : puis de nombreux bataillons d'infanterie, massés en arrière, défendaient l'accès même du pont qui empruntait son nom à un village voisin, et qu'on appelait le *pont de Palikiao*.

Malgré leur infériorité numérique, les alliés, raffermis par le succès de Tchang-kia-ouang, n'hésitèrent pas à aborder ces positions. Le 21 septembre, ils quittèrent leur bivouac, les Français dès l'aube, les Anglais un peu plus tard. Les premiers devaient marcher directement sur Palikiao; les seconds, s'étendant sur la gauche, devaient gagner un pont de bois situé en amont et à trois kilomètres du pont de pierre, le traverser, et se rabattre sur l'ennemi en le prenant à revers. Les nôtres ne tardèrent pas à joindre les premières vedettes chinoises, et les obligèrent à se replier. Alors se déploya devant nous toute la cavalerie tartare, formant un immense arc de cercle. A plusieurs reprises, ces masses énormes essayèrent de rompre nos files. Mais toujours leurs efforts se brisèrent contre la calme énergie des fantassins qui attendaient de pied ferme leurs adversaires, puis les criblaient de leurs balles tandis que l'artillerie les prenait en écharpe. Après plusieurs mouvements offensifs, les escadrons ennemis se lassèrent de leurs pertes, commencèrent à tournoyer et enfin disparurent, poursuivis jusque dans leur retraite par le feu de nos pièces. Une fois maîtres du terrain, les fantassins et les chasseurs se portèrent d'un élan rapide vers un village situé en avant du pont de pierre, puis s'élancèrent vers le pont lui-même, véritable enjeu du combat. Là, les Chinois avaient rassemblé, comme on l'a dit, leur meilleure infanterie. Au milieu des soldats tartares se montraient quelques hauts personnages richement vêtus et agitant des drapeaux brodés d'or, comme pour rallier autour d'eux leurs contingents indécis. A trois ou quatre reprises et avec un courage digne d'une meilleure fortune, ces vaillants chefs, sans se soucier que leur somptueux costume les désignât

à la mort, s'avancèrent sur le pont, essayant de maintenir ou de ramener les bataillons qui fléchissaient. On les vit tomber les uns après les autres, serrant encore dans leurs bras leurs éclatantes bannières, tandis que leurs troupes flottantes et déjà en partie débandées reculaient bien au delà du canal, s'éparpillaient de toutes parts et fuyaient dans la direction de Pékin (1).

Vers le milieu du jour, et avant que les Anglais eussent achevé leur mouvement tournant, la victoire était décidée. Victoire aisée si l'on en juge par le chiffre des pertes, qui ne dépassait pas pour les nôtres une vingtaine de tués ou blessés (2) : victoire non sans mérite cependant! Qu'à l'aspect de l'innombrable multitude, un seul mouvement de panique se fût produit; que, sous le choc des escadrons tartares, un seul peloton d'infanterie eût laissé rompre ses rangs, et alors, cette brèche unique désagrégeant tout le reste, la petite armée, séparée en tronçons impuissants, eût été perdue sans retour. Ce qui assura le succès, ce fut, outre l'esprit de discipline et la solidité de l'infanterie, la supériorité de notre armement. Les témoins de cette guerre se rappellent encore la malheureuse artillerie chinoise dont les boulets passaient au-dessus des têtes et allaient se perdre dans les arbres : ils se souviennent des fusils à mèche, des fragments de flèches, ramassés sur le champ de bataille : armes enfantines d'un peuple qui, ayant de vieille date tout trouvé, avait dédaigné de rien perfectionner. Le surlendemain, dans un rapport au ministre de la guerre, le général Montauban insista beaucoup sur le nombre de ses adversaires qu'il évaluait au chiffre de quarante à soixante mille hommes. Puis il ajoutait : « Tout cela est si étrange que, pour se rendre compte de nos succès, il faut remonter bien haut dans le passé, et se rappeler les victoires constantes de quelques poignées de soldats romains sur les hordes barbares (3). » Le général Mon-

(1) Voir *Relation de l'expédition de Chine* rédigée au dépôt de la guerre, p. 123-140.

(2) Français : 3 tués, 18 blessés; Anglais : 2 tués, 29 blessés. (Docteur Chenu, *Spectateur militaire*, mars 1875.)

(3) Rapport du général Montauban, 24 septembre 1860. (*Moniteur*, 29 novembre 1860.)

tauban avait raison. Tout cela était étrange, tellement étrange qu'une seule chose désormais pourrait l'être davantage, ce serait le spectacle de « cette poignée d'hommes » plantant leur drapeau sur les remparts de Pékin.

VIII

Décidément vaincus sur le champ de bataille, les Chinois essayèrent une dernière mise en scène pour éloigner de leur capitale l'ennemi triomphant.

Le 22 septembre, un « petit mandarin, à bouton d'argent et portant un drapeau », arriva dans le camp et remit une dépêche aux ambassadeurs. La lettre soigneusement antidatée ne faisait pas la moindre allusion à la bataille de la veille. Les Chinois graduaient le rang de leurs diplomates suivant la gravité des conjonctures. Cette fois, le négociateur n'était plus un haut fonctionnaire comme Kwei-liang, ce n'était même plus un prince comme Tsaï; c'était Kong, le propre frère de l'Empereur. De même que Tsaï avait désavoué Kwei-liang, de même Kong désavouait Tsaï. « Il avait, disait-il, mal géré les affaires et avait été privé de sa charge. » Quant à lui, Kong, il ne ressemblait nullement à ses devanciers, méritait toute confiance, avait pleins pouvoirs, en sorte que rien ne s'opposait plus à la paix. « Qu'on ramène d'abord les otages au camp », répliquèrent le baron Gros et lord Elgin, confondus d'une si impudente naïveté. De Pékin une nouvelle dépêche survint, conçue dans le même ton cyniquement ingénu. « Un seul point, disait Kong, avait séparé les négociateurs occidentaux et le prince Tsaï, c'était la présentation directe à l'Empereur des lettres autographes des souverains de France et d'Angleterre. Mais M. Parkes s'était fâché et avait par là tout gâté. Au moment où les Européens revenaient de Tung-chao, les hostilités avaient déjà recommencé. C'est ainsi qu'ils avaient été capturés dans la mêlée, à titre de prisonniers de guerre. Ils

seront rendus, mais après la paix et après l'évacuation des forts du Peï-ho. » « Telle est la coutume des nations de l'Occident », ajoutait le Chinois, également habile, comme la plupart de ses compatriotes, à se prévaloir du droit public européen ou à l'éluder. La réponse ne se fit pas attendre : il ne s'agissait pas de prisonniers de guerre, mais de parlementaires. Kong ne se découragea pas, convint d'une regrettable méprise, de nouveau désavoua Tsaï : « Je suis le propre frère de l'Empereur, répétait-il, j'ai toujours agi loyalement, je n'ai jamais trompé ni le Ciel ni les hommes. Quant aux otages, ils ne seront pas rendus, mais *quel tort peut vous faire l'absence de quelques officiers de votre noble Empire?*... Les prisonniers sont bien traités, continuait le prince, logés confortablement; ceux qui sont blessés sont soignés. » Les jours suivants, les assurances doucereuses se nuancèrent d'une vague menace : « Si votre noble Empire emploie la force des armes pour nous contraindre à céder, je crains que vos nationaux, en ce moment dans la capitale, ne puissent être suffisamment protégés (1). »

Tandis qu'un vague espoir de sauver nos compatriotes empêchait de rompre, comme ils le méritaient, ces décevants pourparlers, les chefs militaires préparaient le dernier acte de la campagne. Le combat de Tchang-kia-ouang, celui de Palikiao surtout avaient presque épuisé nos munitions. En outre, les effectifs étaient réduits à un chiffre très faible, la brigade Collineau étant restée en grande partie à Tien-tsin (2) et de nombreux détachements ayant été disséminés sur la route à titre de postes ou de garnisons. Les Anglais avaient, eux aussi, laissé une portion de leurs forces à Tien-tsin. De cette dernière ville, au commencement d'octobre, arrivèrent d'abondants convois de munitions et aussi d'importants renforts : ce furent de notre côté le 102° de ligne, plusieurs compagnies d'infanterie de marine, une batterie d'artillerie; ce furent, du côté des Anglais, deux régiments d'infanterie commandés par le

(1) *Correspondence respecting affairs in China,* p. 178 et suiv. — *Correspondance* du baron Gros, p. 100 et suiv., 119.

(2) Le général Collineau avait rejoint l'armée dès le 19 septembre, mais seulement avec un peu d'artillerie et quelques compagnies d'infanterie.

général Napier. Les deux armées ainsi complétées formaient une masse compacte de neuf à dix mille combattants. Il ne restait plus qu'à se dégager, une fois pour toutes, des liens d'une diplomatie menteuse et à contraindre par l'appareil de la force un ennemi que la force seule pourrait réduire.

Le 5 octobre, Français et Anglais levèrent leur camp, tous joyeux de marcher en avant, exaltés par la surexcitation de l'inconnu, animés par l'espoir de la vengeance. L'étape fut longue, non par la distance, mais par la difficulté des lieux, car on cheminait en un pays couvert, dans des routes encaissées et qui s'entre-croisaient, sans plan, souvent sans guides, la plupart des habitants ayant fui. Comme le jour commençait à décliner, on atteignit un grand village où on résolut de s'établir pour la nuit. Au centre de la bourgade s'élevaient d'immenses fours à briques. Quelques officiers, les ayant gravis, virent, à une distance de cinq à six kilomètres, se déployer la ville de Pékin. L'enceinte se dessinait distinctement avec ses grosses tours; puis, au delà, c'était la ville immense, la ville prestigieuse que personne n'eût espéré voir, et où si peu d'Européens étaient entrés. La nouvelle s'étant répandue, ce fut à qui rassasierait ses yeux de l'extraordinaire spectacle. A la curiosité se méla bientôt une impression de tristesse. On se prit à songer aux otages qui, par delà ces murailles, souffraient, peinaient, mouraient peut-être. Le matin même, un billet de M. Parkes, écrit en chinois, était arrivé à lord Elgin, annonçant « qu'il était bien traité, et qu'on pouvait avoir pleine confiance dans le prince Kong ». Mais dans le parafe de la signature tracée en caractère anglais, le malheureux interprète avait intercalé ces mots : *Tout ceci m'est dicté* (1).

Le lendemain, dès l'aube, on se remit en marche, et, comme la veille, un peu à l'aventure. Cependant, certaines informations signalaient un grand camp retranché au nord de la capitale. Dans la pensée d'en déloger les Chinois avant d'attaquer la ville, les alliés se portèrent de ce côté en passant à l'est de la cité. De loin le camp leur parut désert, et, en s'approchant,

(1) *Journal* du baron GROS, p. 125.

s'assurèrent qu'il avait été récemment évacué. Sur ces refaites, un nouvel avis transmis à sir Hope Grant annonça ; l'ennemi s'était replié vers Yuen-min-yuen, lieu célèbre · le *palais d'été de l'Empereur;* on n'en était plus éloigné, ait-on, que de deux milles environ. Comme la journée était ı avancée, on n'hésita pas à saisir l'occasion d'un combat serait sans doute un nouveau et décisif succès. Les colon- ، alliées s'avancèrent donc dans cette direction, sous la ıduite d'un paysan chinois qu'on avait arrêté. Mais les .tes se croisaient comme en un labyrintbe, et c'était un vrai lale d'allées couvertes, de maisons de campagne, de che- ıs creux où toute surprise eût été funeste. Les deux armées oignèrent l'uno de l'autre et bientôt se perdirent de vue. fatigue commençait à se faire sentir quand, au déclin du r, les Français atteignirent une bourgade assez importante : s, après avoir franchi un pont superbe, ils s'engagèrent une large chaussée en granit : à l'extrémité de la chaussée, ›araissait, à travers de grands massifs d'arbres, une série de ıstructions qui s'espaçaient à perte de vue dans un parc qui ıblait à perte de vue aussi. Où on se flattait de rencontrer ınemi, on ne rencontra qu'un rêve des *Mille et une Nuits*.)n était devant ce fameux palais de l'Empereur qu'aucun ropéen, disait-on, n'avait jamais foulé et dont de vagues ıeurs racontaient les merveilles. A travers les portes solide- nt fermées, quelques Tartares, à notre aspect, firent feu, s, après une courte résistance, se replièrent en arrière, sans ;, dans notre ignorance des lieux, nous pussions les pour- vre. Au milieu des ombres du soir déjà grandissantes, les miers arrivés purent entrevoir, mais entrevoir seulement, 'abuleuse demeure. C'était moins un palais qu'une suite de ais, de kiosques, de pagodes, de jardins. Mus par une invin- le curiosité, quelques-uns s'aventurèrent assez loin de l'en- ;, mais le danger d'une plus longue exploration les rappela, ıussi l'obscurité qui, venant tout à fait, couvrait sous une ıme uniforme toutes ces magnificences.

⅃a nuit parut longue, tant il tardait d'explorer la nouvelle ıquête! Quand le jour fut venu, le général Montauban, avec

son état-major et quelques officiers, pénétra dans la résidence impériale. Tout y était silencieux, silencieux au point de laisser craindre quelque piège. Une compagnie d'infanterie battit les kiosques, les jardins, les buissons, sans que, dans ce vaste enclos, se montrât un seul Chinois armé. Bientôt les trésors de la somptueuse demeure attirèrent les regards au point de les détourner de tout le reste. Tous les dons volontaires des sujets reconnaissants, toutes les rançons des vassaux coupables, tous les présents des princes tributaires attentifs à capter la faveur du maître ou à la recouvrer, tout le produit des confiscations de plusieurs siècles, tout cela s'était, de temps immémorial, enfoui dans ces lieux. Dans les salles d'apparat comme dans les plus intimes recoins, s'amoncelaient, en un amas inouï, les objets d'or et d'argent, les soieries brodées et unies, les cristaux, les porcelaines, les pierreries. L'embarras même de tant de richesses se trahissait par l'insouciance à les mettre en relief ou à les garder : on eût dit « un magasin de splendeurs », mais non classées ni entretenues, soit que le temps eût manqué, soit que de l'abondance fût née la satiété. Le plus souvent, le travail de l'ouvrier ou du joaillier dépassait encore le prix de la matière : candélabres, brûle-parfums, animaux fabuleux, divinités en or massif, tout était sculpté, chargé, fouillé, ciselé, tordu, avec un art tellement raffiné qu'il provoquait la stupeur plus encore que l'admiration : c'étaient des fantaisies, à la fois prodigieuses et enfantines, mais dont le but ou l'inspiration échappait, et qui aboutissaient à déformer plus encore qu'à imiter la réalité, comme si le Chinois, le plus habile des bourreaux, se fût appliqué à torturer la nature aussi bien que les hommes. Au bout de quelques heures, les explorateurs revinrent, les yeux remplis d'images confuses, et tout éblouis de tant de choses toujours extraordinaires, sinon toujours belles. Il serait malaisé de dérober à la convoitise de l'armée ces trésors sans maître. Le général Montauban organisa un service de surveillance pour que nul ne pût, sans laissez-passer, franchir les portes. Puis il attendit les Anglais qu'il avait fait prévenir, afin d'inventorier avec eux la magnifique trouvaille.

Ceux-ci étant arrivés sans retard, une commission mixte fut
ɔmmée qui essaya de classer les principales de ces merveilles.
es objets les plus précieux furent mis à part pour les souve-
.ins ou pour les collections publiques; puis, par une première
:tension qui en pourrait entraîner d'autres, quelques-uns
rent prélevés aussi au profit des généraux et chefs de ser-
ce. Les lingots d'or et d'argent furent réservés pour qu'on en
ırtageât la valeur à titre de prise. Jusque-là, les règles de la
scipline avaient prévalu; mais elles ne furent pas longtemps
aintenues.

Depuis le matin, toutes sortes de bruits fantastiques circu-
ient dans le camp. Autour de l'enceinte soigneusement gardée
: groupaient les soldats libres de service, et, quand un de leurs
ımarades, employé à titre d'ordonnance ou autrement, pas-
ıit avec un permis ou repassait chargé de quelque fardeau
récieux, la curiosité s'éveillait et aussi la convoitise. Les récits
ırculant de bouche en bouche ajoutaient à la réalité les plus
himériques exagérations. Peu à peu, les entretiens s'animè-
ɜnt : d'un si long voyage ne rapporterait-on rien? Sur ces
ntrefaites, la rumeur s'accrédita que de nombreux pillards
hinois, empruntant les échelles des coolies, avaient franchi
ır plusieurs points l'enceinte et procédaient pour leur propre
ompte à l'enlèvement du butin. C'en était trop. A la pensée
ue l'ennemi s'approprierait les richesses que nous garderions
our lui, tous les scrupules se turent, et une plus longue con-
nence parut naïveté ou duperie. La consigne fléchit-elle ou
ıt-elle ouvertement forcée? Ce qui est certain, c'est que bien
vant la fin du jour, soit tolérance tacite des chefs, soit impos-
ıbilité de maintenir les prohibitions, la résidence impériale
ıt envahie par toutes ses issues.

Ce fut moins un pillage qu'un gaspillage gigantesque. Jamais
os troupiers n'auraient imaginé de telles splendeurs. Ils s'em-
arrassaient dans leur choix, prenaient, rejetaient, prenaient
ncore. L'abondance même des richesses les déconcertait :
ɔngtemps ils hésitaient et rarement s'appropriaient les objets
es plus rares ou les plus précieux. Ils complétaient enfin leur
harge, en semaient souvent en route une partie, puis, de

retour au camp, troquaient, revendaient, donnaient, détruisaient au milieu de rires et de plaisanteries sans fin. On les voyait se draper dans les pièces de soie, se parer de broderies, se consteller de pierres précieuses; et, à cet aspect plaisant et grotesque, les quolibets reprenaient de plus belle. Cela sera bon, disaient-ils, pour nos sœurs, nos fiancées, nos maîtresses. Cependant, dans l'insouciance générale, on ne se demandait guère comment on emporterait tous ces trésors; de fait, on emporta peu de chose et on rapporta moins encore, eu égard à la grandeur du butin. De ces écarts la discipline souffrit et aussi le bon renom de l'armée. Les Anglais, très attentifs à noter les défauts des autres, s'élevèrent fort plus tard contre le coupable laisser-aller de leurs alliés. On doit confesser qu'ils eurent sur nous un avantage, non celui de ne pas piller (car ils le firent autant que nous), mais celui de piller avec esprit de conservation, comme il sied à des gens accoutumés de vieille date à dévaliser les peuples lointains et à revêtir leurs vices mêmes d'un certain air méthodique, décent, réglé, qui ressemble à la vertu.

Même au milieu de ces passagères licences, une pensée grave assombrissait les âmes, celle des compagnons d'armes restés aux mains des Chinois. Comment eût-on échappé à ce souvenir? Dans l'un des kiosques du Palais d'Été, on avait trouvé des selles de cavaliers anglais, des objets d'équipement et un carnet au nom de l'officier comptable Ader, puis un uniforme d'officier d'artillerie qui avait appartenu au colonel Foullon-Grandchamps. A la suite de quelles péripéties ces infortunés étaient-ils venus en ces lieux? Avaient-ils succombé? Avaient-ils été tranférés ailleurs? Nul ne le savait. De Pékin arrivaient toutes sortes de nouvelles : l'Empereur et ses ministres s'étaient enfuis vers le nord; Sang-ko-lin-sin et ses bandes avaient disparu. Mais sur les otages, une inquiétante équivoque se prolongeait. Le 8 octobre, le baron Gros écrivait dans son *Journal:* « Nul doute pour moi que la plupart n'aient été sacrifiés; et le prince Kong, nous jugeant d'après lui, craint que nous exercions de cruelles représailles si, avant que la paix soit assurée, nous connaissons le sort de nos malheureux

nationaux (1). » Le 9, revinrent au quartier général quelques-unes des victimes : M. Parkes, M. Loch, M. d'Escayrac de Lauture, un soldat anglais, quatre soldats français. On sut l'eux ce qu'on devait croire de l'humanité chinoise : ces captifs entourés de tant d'égards, au dire de nos ennemis, avaient été, pendant le trajet de Tung-chao à Pékin, insultés, frappés, torturés de mille manières, et maintes fois menacés de mort. Ce n'est que dans les derniers jours que le traitement avait changé, sans doute par la terreur des représailles européennes (2). De leurs compagnons d'infortune, ni M. Parkes, ni les autres prisonniers ne purent rien dire, ayant été dès le début séparés d'eux. Les jours suivants, les dépêches du prince Kong, à travers les obscurités voulues dont elles s'enveloppaient, laissèrent deviner une partie de la réalité. Il parla « de soins à donner aux blessés, de recherches vis-à-vis de ceux qui *avaient disparu* ». Il y avait donc des Européens *disparus!* Que signifiait cet euphémisme? L'aveu que le prince Kong retenait encore, l'un des sous-commissaires, avec toute la maladresse d'un subalterne, le laissa échapper en un mot sinistre : « Les *cercueils,* dit-il, *sont très convenables* (3). » Et en effet, deux jours plus tard, au milieu de l'universelle horreur et de l'universelle pitié, on vit les cercueils arriver dans le camp et défiler le long des tentes. On les ouvrit, et la reconnaissance des corps permit de recomposer la liste de ceux qui avaient succombé : c'étaient, du côté des Français, le colonel Foullon-Grandchamps, l'intendant militaire Dubut, l'officier comptable Ader et trois soldats; c'étaient, du côté des Anglais, M. de Norman, le lieutenant Anderson, M. Bowlby, correspondant du *Times,* et treize soldats (4). Avec un méritoire courage, les médecins de l'armée mirent à nu les cadavres, et sur ces misérables restes,

(1) *Journal* du baron Gros, p. 129.

(2) Voir Rapport de M. Loch, 9 octobre 1860; de M. Parkes, 20 octobre. (*Correspondence respecting affairs in China,* p. 190-195 et 226-244.) — Voir aussi témoignages divers. (*Correspondence,* etc., p. 197, 198.) — Récit de M. d'Escayrac de Lauture. (*Moniteur,* 31 décembre 1860.)

(3) *Journal* du baron Gros, p. 131.

(4) Rapport du colonel Foley, commissaire britannique au quartier général français, 26 octobre. (*Correspondence respecting affairs in China,* p. 247.)

moins défigurés par la corruption de la mort que par les tortures des bourreaux, s'appliquèrent à compter les traces des ligatures, les marques affreuses des tourments et des supplices. Parmi les otages, trois seulement ne furent rendus ni vivants ni morts, l'abbé Duluc, le capitaine anglais Brabazon et un soldat français. Étaient-ce là ces « disparus » dont parlaient les Chinois dans leurs hypocrites dépêches? Jamais on n'eut de leurs nouvelles, mais du témoignage de deux prêtres chinois, on peut inférer, avec une sorte de certitude, qu'ils furent décapités par un chef tartare le soir de la défaite de Palikiao.

C'est dans ces émouvantes conjonctures que les alliés, après avoir vainement cherché les armées tartares, étaient enfin arrivés au pied des murs de Pékin. Une sommation fut adressée aux autorités chinoises pour qu'une des portes nous fût livrée. Afin que la menace ne parût point vaine, deux batteries furent installées du côté de la porte Anting, toutes prêtes à ouvrir leur feu contre les épaisses murailles. Les Chinois, vaincus jusqu'ici, tenteraient-ils une dernière fois la fortune? Dès le premier moment, on ne put saisir dans leur conduite aucun symptôme, soit de soumission, soit de résistance. Nul obstacle n'était opposé à nos préparatifs; mais de nombreux Tartares, moitié curieux, moitié hostiles, garnissaient les créneaux. Cette incertitude ne se prolongea point. Le 13, le sous-commissaire Hang-ki se rendit au camp des alliés et, après un assez vif débat, souscrivit à l'occupation de la porte. Le jour même, deux forts détachements, empruntés aux deux armées, s'installèrent sur les remparts, et cela au milieu d'une foule pressée que les agents de la police chinoise écartaient à grands coups de fouet. De part et d'autre, la surprise était la même, et chez les nôtres qui n'eussent jamais rêvé si fabuleuse conquête, et chez les indigènes qui ne pouvaient se persuader que les *barbares de l'Occident* fussent devenus leurs hôtes et leurs maîtres.

Serait-ce enfin la paix, la paix définitive, celle qu'on voulait rapporter à l'Europe? Les Chinois ont de prodigieux détours pour nier la guerre quand ils ont été défaits. Les Européens étaient à peine établis sur les remparts, et déjà le prince Kong s'appliquait à transformer le titre de leur conquête. Ce qui

it capitulation, il l'appelait convention amicale. Les batail-
s entrés à Pékin n'étaient, à l'entendre, que l'escorte d'hon-
ır destinée à accompagner les ambassadeurs chargés de rati-
· la paix. « Je viens d'apprendre, écrivait-il au baron Gros
14 octobre, que les soldats de l'escorte de Votre Excellence
nnent d'entrer dans la ville. La sage discipline qu'ils obser-
ıt a tranquillisé la population (1). » Encore un peu, et il eût
ırésenté les soldats alliés comme les gardiens de la paix
ɔlique, comme les auxiliaires de son propre souverain.
elle supercherie nouvelle nous ménageait, au dernier mo-
nt, la diplomatie chinoise?

C'est en cette occurrence que lord Elgin jugea bon d'amener
nerci, par un coup de violence brutale, ces ennemis cap-
ıx qui négociaient toujours et ne se rendaient jamais.

A maintes reprises, depuis le commencement de la cam-
;ne, l'ambassadeur anglais, avec la hauteur familière à son
actère et à sa nation, s'était élevé contre la politique de
nagement. En ces derniers temps, le guet-apens de Tung-
ıo l'avait exaspéré. A ses yeux, le récent massacre des
ges non seulement autorisait la sévérité, mais l'imposait à
ne de faiblesse. Que dirait l'Angleterre en apprenant le
urtre de ses enfants? Et quelles clameurs dans la presse du
nde entier quand on saurait la mort du correspondant du
nes lâchement assassiné! Depuis plusieurs jours, lord Elgin
tait entre les rigueurs diverses que lui suggérait sa pensée
ırroucée. Volontiers, il eût demandé qu'on lui livrât les
urtriers. Mais quoi! On lui abandonnerait quelques manda-
ȝ secondaires pris au hasard, pauvres comparses qu'il serait
ɔrudent d'absoudre, et cruel de punir. A défaut de cette
aration, un autre projet eût flatté l'orgueil de lord Elgin,
ût été l'érection d'un monument expiatoire élevé sur une
places de Tien-tsin, comme un solennel témoignage de la
.icitude de l'Europe à venger ses injures. Le baron Gros fit
.ndonner ce dessein. « Ce serait, dit-il, éterniser l'humilia-

.) *Correspondance* du baron GROS, p. 146. — Voir aussi *Correspondence*
ecting affairs in China, p. 208.

tion, mais ce serait aussi éterniser les haines. » Cependant, le Palais d'Été subsistait encore. Là les otages avaient passé, et sans doute avaient souffert, puisqu'on avait trouvé leurs traces en ces lieux; là était la résidence favorite de l'Empereur. Détruire le Palais d'Été, ce serait terrifier la dynastie sans s'aliéner la nation. Ce serait porter la vengeance aussi haut qu'on la pouvait porter. Cette fois encore, le baron Gros protesta. Circonspect autant que son collègue était fougueux, il craignait de pousser à bout les Chinois; il redoutait que le prince Kong ne se dérobât comme l'Empereur, et qu'on ne trouvât plus aucune autorité régulière avec laquelle on pût négocier. « Que faire alors, répétait-il avec inquiétude, sinon hiverner à Pékin? Et quels ne seraient pas nos dangers pendant ce long hiver, loin de notre base d'opérations, à nous qui ne sommes qu'une poignée d'hommes perdus dans l'immense Empire! » « Nous sommes peut-être engagés plus qu'il ne faudrait », écrivait-il le 16 octobre à lord Elgin. Et dans ses notes intimes tracées au jour le jour, il ajoutait : « Mon collègue d'Angleterre me semble vouloir pousser les choses bien loin; voudrait-il renverser la dynastie pour donner la main aux rebelles de Nan-king (1)? » Montauban partageait toutes les appréhensions du baron Gros. Mais l'impérieux ambassadeur d'Angleterre n'était point de ceux qui plient sous les avis. Son esprit, partagé entre l'ambition et la colère, caressait vaguement toutes sortes de desseins : profiter des dissensions de la Chine, y consolider l'influence britannique, y préparer une sorte de protectorat; et les soupçons du baron Gros n'étaient que clairvoyance. Le 18 octobre, les instruments de la vengeance anglaise partirent pour le Palais d'Été. A cinq heures, on vit dans la direction du nord s'élever d'épais tourbillons de fumée; puis les flammes, rabattues par le vent, éclairèrent la campagne pendant toute la nuit. C'était l'exécution des ordres de lord Elgin (2).

(1) Voir *Correspondance et Journal* du baron Gros, p. 144, 147, 148.

(2) Voir dépêche de lord Elgin à lord Russell, 25 octobre 1860. (*Correspondence respecting affairs in China*, p. 213-215.)

IX

Avec les Asiatiques, rien ne vaut la force brutale, rien ne réussit comme le fait accompli. L'événement justifia l'acte osé de lord Elgin. « Je crains, écrivait le baron Gros à la première « nouvelle de l'incendie, je crains que cet acte de vengeance « inutile et sauvage n'effraye le prince Kong, et ne le décide à « fuir en Tartarie (1). » Non, il ne s'enfuit pas, mais alors, alors seulement il comprit l'inutilité des subterfuges. La flamme crépitait encore, et voici que, le 19, une dépêche du négociateur chinois arriva au camp français, la première qui fût bien nette, bien catégorique, et qui contînt une acceptation formelle de toutes les propositions des alliés.

On tenait enfin quelque chose de positif. Le baron Gros saisit l'occasion avec empressement; lord Elgin s'y prêta avec un peu plus de hauteur. La convention, conclue à Tien-tsin le 27 juin 1858, fut reprise, mais avec une série d'articles additionnels, renfermés dans un acte séparé. De l'ensemble des clauses du traité ressortait un principe général, jusque-là répudié à Pékin, celui de l'égalité entre le Céleste Empire et les nations européennes; dans cet esprit, il était stipulé que les agents diplomatiques des deux puissances alliées pourraient se rendre dans la capitale toutes les fois qu'une affaire importante les y appellerait (2). Un article spécial consacrait les regrets et les excuses du gouvernement chinois pour la malheureuse affaire des forts du Peï-ho (3). Aux cinq ports déjà ouverts au commerce étranger étaient ajoutés six autres ports (4); en outre, la même franchise s'étendait à la ville de Tien-tsin (5).

(1) *Journal* du baron Gros, p. 150.
(2) Articles 1 et 2.
(3) Article premier. (Convention additionnelle.)
(4) Article 6.
(5) Article 7 du traité additionnel.

Des dispositions minutieuses réglèrent le sort et les privilèges des citoyens des deux nations qui s'établiraient en Chine. Leurs propriétés seraient inviolables. Ils seraient protégés contre toute vexation dans leurs entreprises. Ils pourraient établir à leur gré des écoles, des églises, des hospices, des cimetières. Ils seraient régis par les lois criminelles de leur pays. Les consuls seraient appelés à trancher, sans aucune immixtion des autorités chinoises, les différends commerciaux ou civils entre leurs nationaux (1). Une clause particulière eut pour but d'assurer, dans toute l'étendue de l'Empire chinois, le paisible exercice de la religion chrétienne et la libre propagande des missionnaires (2). En dehors des diverses réparations consenties au profit de l'Angleterre, une indemnité de 60 millions fut stipulée en notre faveur, tant pour les frais de guerre que pour les dommages causés, soit à nos établissements commerciaux, soit à nos missions (3); en outre, une somme de 1,500,000 francs fut immédiatement versée entre nos mains pour les victimes du guet-apens de Tung-chao et pour leurs familles (4). Ces avantages obtenus, les alliés s'abstinrent de demander aucun sacrifice territorial; l'île de Chusan, occupée depuis le commencement de la guerre, fut restituée; seuls, les Anglais se firent concéder une petite langue de terre d'une lieue carrée environ, voisine de Hong-kong, et que depuis longtemps ils détenaient à titre de bail.

Les ratifications furent échangées à Pékin, le 24 octobre pour les Anglais, le 25 pour les Français. Même en cette cérémonie d'apparat se révélèrent les dispositions un peu différentes des alliés. Vis-à-vis de ses ennemis d'hier, lord Elgin poussa la hauteur jusqu'à l'arrogance, en homme dont le programme n'aurait été accompli qu'à demi, et qui s'appliquerait à laisser dans ces régions lointaines une impression de terreur, favorable aux entreprises ou aux conquêtes de l'avenir. Tout

(1) Articles 7 et suiv.
(2) Article 13.
(3) Article 5 du traité additionnel.
(4) *Documents diplomatiques*, p. 277. — Voir aussi *Moniteur*, 5 décembre 1861.

autre fut le baron Gros, heureux de ses soucis allégés, plus heureux encore du retour prochain dans la patrie, peu jaloux d'aventures nouvelles dont son collègue anglais s'approprierait sans doute l'honneur et le profit. Dans cette pensée, il s'appliqua à rendre cordiale son entrevue avec le prince Kong, cordiale au delà de ce qu'autorisait peut-être le récent guet-apens de Tung-chao. Les signatures et les sceaux ayant été apposés, un entretien tout amical s'engagea entre le Chinois et le négociateur français. Celui-ci étala complaisamment devant le prince les échantillons de nos monnaies, lui remit les portraits de l'Empereur, de l'Impératrice et du Prince impérial, s'abandonna, en un mot, à toutes sortes d'avances. Il alla même jusqu'à s'excuser de paraître sans uniforme, les siens, disait-il (ce qui était vrai), ayant été perdus dans un naufrage, près de Ceylan. A quoi Kong répondit avec assez de finesse pour un Chinois : « Moi non plus, je n'ai point d'uniforme ; si l'eau a submergé les vôtres, le feu a détruit les miens. » C'était une allusion à l'incendie du Palais d'Été : c'était aussi un remerciement indirect aux Français ; on savait à Pékin qu'ils avaient refusé de s'associer à la destruction, et on voulait leur en marquer une particulière reconnaissance.

Avant de quitter cette terre lointaine, un double devoir restait à remplir, inspiré, l'un par la piété envers les morts, l'autre par la religion de la patrie.

Tandis que les nôtres visitaient la grande ville et ouvraient leur cœur aux joies du retour, sous l'une des tentes du bivouac reposaient, entourés de quelques cierges funèbres, les cercueils des victimes de Tung-chao. Un ancien cimetière catholique subsistait encore dans Pékin, fort oublié, mais non sans illustration : car, à travers les broussailles que le temps avait grandies, se lisaient les inscriptions des missionnaires glorieux, le P. Ricci, le P. Verbiest, le P. Gerbillon, qui jadis avaient porté l'Évangile en ces lieux. Même aux heures de persécution, le respect des Chinois pour les morts n'avait pas permis qu'aucune tombe fût profanée. Plus tard, pendant la guerre, la protection de l'ambassade russe avait couvert le pieux asile. On jugea que pour les soldats de la patrie, le repos serait

plus doux près de ces autres soldats, soldats de l'Évangile, tombés eux aussi en demeure étrangère. Le 28 octobre, sous l'escorte de nos bataillons en armes, six fourgons d'artillerie transportèrent les dépouilles jusqu'en terre bénite. Pompe religieuse, pompe militaire, rien n'avait été omis de ce qui graverait dans les survivants le souvenir du poignant adieu. Quand les prêtres eurent achevé les prières, les cercueils furent descendus dans une large fosse, assez spacieuse pour les recevoir tous fraternellement. Après une dernière salve, la tombe se referma, et sur la sépulture fut plantée la croix, ici doublement sacrée, car elle devait tenir lieu de tout le reste.

Cet auguste symbole du christianisme, la France ne le posa pas seulement sur les tertres des cimetières, mais voulut aussi (et ce fut le dernier acte de l'expédition) le rétablir sur le faîte des temples. Le baron Gros raconte que, le 25 octobre, comme il entrait dans Pékin, des Chinois en assez grand nombre s'approchèrent de son palanquin et, pour se faire reconnaître, tracèrent silencieusement sur leur front et leur poitrine le signe de la croix. Le vieux diplomate ajoute, avec une émotion dont il a bien tort de se défendre : « J'ai été vivement attendri... je n'ose dire que quelques larmes bien douces me sont venues aux yeux (1). » A qui reconnaissait sous cette forme humble et expressive le patronage de la France, il importait de donner un gage solennel de protection. L'ancienne cathédrale de Pékin, élevée par les Portugais au temps des premières et florissantes missions, était demeurée debout, mais portant les traces lamentables des outrages des persécuteurs et aussi d'un long abandon. Les fenêtres étaient brisées, plusieurs pans de mur menaçaient ruine, les portes mêmes étaient obstruées par les pierres, et, devant la façade, les arbustes et les épines avaient crû au point de se transformer en hallier. C'est en cette église que les Français résolurent de célébrer les mystères chrétiens. Les sapeurs du génie furent chargés de déblayer les décombres, de procéder aux réfections les plus urgentes, de réparer, autant qu'on le pourrait, en si peu de jours, les injures du temps ou

(1) *Journal*, p. 163.

des hommes. Avec un zèle pieux qu'on n'eût point attendu de leur insouciance ordinaire, ils allèrent au delà de leur consigne, et, le souvenir de leur église natale ou de leur mère revenant sans doute à leur mémoire attendrie, ils s'ingénièrent à orner le sanctuaire, à dresser des trophées, à parer la nudité des murailles; surtout la croix fut replacée sur le fronton en témoignage de la liberté reconquise. Le 29 octobre, les délégations de l'armée remplissant la nef, l'évêque de Pékin, Mgr Mouly, monta à l'autel et célébra le divin sacrifice. Puis le *Te Deum* fut chanté en action de grâces des récentes victoires, et, sous la bénédiction du pontife, on vit s'incliner les drapeaux tricolores qui jamais n'avaient été portés si loin.

Il ne restait plus qu'à partir. Déjà, sur les montagnes au nord de Pékin, les premières neiges avaient paru. Les Français commencèrent leur mouvement de retraite le 1er novembre, et les Anglais, cinq jours plus tard. Le 14, les uns et les autres étaient rassemblés à Tien-tsin. Là, plusieurs pertes sensibles vinrent encore attrister la joie du retour. La plus cruelle fut celle du général Collineau, enlevé en quelques heures par un mal pernicieux. Un peu plus tard, expira dans un accès de fièvre chaude, sur le bâtiment qui le ramenait à Shang-haï, M. de Bastard, secrétaire d'ambassade. Il avait été l'un des messagers de Tung-chao et jamais n'avait pu secouer la profonde impression de cette tragique journée. Au moment de son départ de France, sa mère, saisie de pressentiments, avait dit au baron Gros : « Si vous ne pouvez le ramener, du moins rapportez-le-moi. » Le vœu maternel fut exaucé, et la dépouille du pauvre jeune homme fut rendue au sol natal, tandis que les restes du brave général Collineau furent transférés à Pékin et enterrés dans le cimetière catholique de la grande ville. Cependant, la marine préparait les transports pour le rapatriement des troupes. Après une halte à Shang-haï, elles furent dirigées vers la France. Seuls, le 2e bataillon de chasseurs à pied et un bataillon d'infanterie de marine furent mis à la disposition de l'amiral Charner pour concourir à la consolidation de notre colonie naissante de Cochinchine.

X

Ainsi fut menée à bonne fin l'expédition. A Paris, le maréchal Randon, ministre de la guerre, accueillit la nouvelle du traité de Pékin avec un vrai sentiment de délivrance. « Enfin, écrivait-il le 22 décembre, voilà une grande affaire terminée. Du moins, c'est déjà beaucoup de n'avoir plus à porter le poids des graves inquiétudes qui s'attachaient à l'hivernage de nos troupes sur le pied de guerre, dans un pays où tout leur devenait un danger si sérieux (1). » La sollicitude du maréchal ne s'égarait point à tort. Qu'une seule de nos compagnies se fût laissée entamer par la cavalerie ennemie, que les masses tartares eussent essayé de couper notre ligne de retraite, que les autorités chinoises, accompagnant l'Empereur dans sa fuite, n'eussent laissé aucun négociateur pour traiter avec nous, et Dieu sait seul quelle eût été l'issue. Heureusement les Chinois ne s'étaient point avisés de perfectionner leurs armes, et, au jour du combat, ils ne s'avisèrent point non plus de compter le petit nombre de leurs ennemis. Ils s'imaginèrent, dans leur déloyauté enfantine, que la ruse tient lieu d'expérience militaire et de sagesse politique. C'est à cette circonstance non moins qu'à la ferme habileté du commandement que nos soldats durent la bonne fortune de rentrer presque tous sains et saufs dans leur pays.

On les vit, l'année suivante, débarquer à Marseille, assez fiers de revenir de si loin, heureux du foyer retrouvé, moins chargés de butin qu'on ne l'a dit et qu'on ne le croit encore, les richesses du Palais d'Été s'étant éparpillées un peu partout. Au chef de l'expédition, Napoléon III réserva un siège au Sénat, puis il lui conféra le nom de comte de Palikiao. Bien que fort mérité, ce nom bizarre et pompeux éveilla quelques raille-

(1) Maréchal Randon, *Mémoires*, t. II, p. 27.

ries, car, après les grands succès de Crimée et d'Italie, on s'était un peu blasé sur la gloire militaire. Quand l'Empereur voulut attacher à ce titre une dotation, les députés murmurèrent, soit qu'ils trouvassent le budget bien chargé, soit que les profits supposés du Palais d'Été leur parussent exclure toute autre rémunération. Le souverain marqua son blâme de cette parcimonie et, dans une lettre amère, rappela que « les nations dégénérées marchandent seules l'expression de leur reconnaissance (1) ».

Le public, déjà fort émancipé, s'émut peu de la mercuriale : en revanche, il se montra plus attentif à démêler les avantages réels de l'expédition. Le gouvernement de la Chine avait consenti à négocier d'égal à égal avec les puissances européennes et à consigner dans une convention irrévocable ce que, dans les actes antérieurs, il n'avait semblé concéder qu'à titre d'octroi. C'était là le résultat, le grand et mémorable résultat de la guerre. Mais ces ports nouveaux ouverts aux échanges, ces facilités assurées au négoce, ces franchises accordées aux Européens, tous ces privilèges ne tourneraient-ils pas au bénéfice exclusif de l'Angleterre, maîtresse presque absolue du commerce en ces régions? Cette pensée tempéra un peu la satisfaction générale, et on se prit à redouter qu'après un partage égal des fatigues et des périls, les profits ne fussent très inégalement répartis. Cette crainte était au fond plus égoïste que juste, car l'un des motifs qui avaient déterminé notre participation à la guerre, était précisément d'empêcher que la Grande-Bretagne ne transformât sa prépondérance en monopole, et de garder la place libre pour celles de nos entreprises que l'avenir peut-être ferait surgir ou développerait. — Il est triste d'ajouter que parmi les clauses du traité, l'une des principales, celle qui stipulait le libre exercice de la religion catholique, fut presque immédiatement violée. Si dans les provinces voisines de Pékin et dans certaines grandes villes telles que Canton (2), les missionnaires purent en toute liberté,

(1) Voir *Moniteur* de 1862, p. 239.

(2) *Annales de la propagation de la foi,* 1862, p. 236 et suiv. — *Moniteur* de 1861, p. 49.

et même avec de grandes consolations spirituelles, ouvrir leurs églises, pratiquer leur culte et le prêcher publiquement, bien différent fut en d'autres provinces le sort des communautés chrétiennes (1). M. de Bourboulon, ministre de France, ayant protesté contre ces infractions, la *Gazette de Pékin* publia un édit qui renouvelait les anciennes promesses, mais énumérait complaisamment tous les délits dont les chrétiens pouvaient se rendre coupables et ajoutait en un style peu rassurant « qu'ils seraient punis avec la dernière rigueur (2) ». Ce que signifiait cette restriction, on le sut bientôt. Le 23 février 1862, Mgr Faurie, vicaire apostolique du Kouy-tcheou, écrivait : « Le sang des martyrs vient de couler dans notre province », et il annonçait la mort d'un jeune prêtre, M. Néel, décapité pour la foi, ainsi que quatre indigènes (3). Sur de nouvelles réclamations de l'ambassade française, un nouvel édit fut rendu qui confirma les stipulations du traité de Pékin (4). Nonobstant ces assurances, un autre prêtre, M. l'abbé Mabileau, fut, trois ans plus tard, martyrisé dans le Su-tchuen (5). En principe, la liberté subsista, mais subordonnée aux passions des lettrés, aux caprices des gouverneurs, en un mot, à toutes les influences qui, de loin en loin, réveillaient l'esprit de fanatisme chez ce peuple habile à raffiner les tourments.

(1) *Annales de la propagation de la foi*, 1862, p. 432 et suiv.
(2) Voir *Documents diplomatiques*, 1862, p. 210.
(3) *Annales de la propagation de la foi*, 1862, p. 387 et suiv.
(4) Voir *Documents diplomatiques*, 1862, p. 211, 212. — Voir aussi *Moniteur*, 1863, p. 287.
(5) *Annales de la propagation de la foi*, année 1866, p. 303 et suiv.

LIVRE XX

LES MASSACRES DE SYRIE

SOMMAIRE : I. — La Syrie et ses divisions. — Les races : Maronites et Druses. — Causes générales d'effervescence. — Premiers symptômes de lutte civile.
II. — Les massacres : villages aux environs de Beyrouth. — Saïda : complicité des Turcs avec les Druses. — Les Druses du Hauran : Hasbeya, Rasheya : Zahlé. — Terrible sort de Deir-el-Kamar.
III. — Impression publique en Europe : la Turquie : l'Angleterre et sa politique à double courant : la France. — Premières mesures.
IV. — Symptômes de troubles à Damas : comment le fanatisme musulman fait explosion : terrible massacre : complicité des autorités turques : attitude honteuse du pacha. — Abd-el-Kader.
V. — La France se décide à l'intervention : dans quelles conditions. — L'Angleterre : ses objections, son adhésion contrainte. — Convention du 3 août 1860.
VI. — Comment la Turquie entre en scène : Fuad-Pacha, sa mission, sa politique. — Fuad à Damas : exécutions sommaires. — Fuad à Beyrouth : comment le corps expéditionnaire est en partie paralysé. — Fuad et la commission européenne : comment les impressions des commissaires et l'état même de la Syrie semblaient rendre difficile l'indulgence : répressions : réparations. — On approche du terme assigné à l'occupation.
VII. — L'Angleterre : ses instances pour l'évacuation. — Attitude correcte du gouvernement impérial et de M. Thouvenel. — Nouvelle réunion de la Conférence. — Le dernier terme de l'occupation est fixé au 5 juin 1861. — Tristesse découragée de M. Thouvenel, et en quels termes il déplore l'égoïsme et les étroites jalousies de l'Angleterre.
VIII. — Fin de l'occupation. — A quoi se réduisent les répressions : les officiers turcs : les Druses. — A quoi se réduisent les réparations : le Liban : Damas. — Départ des troupes françaises.
IX. — Plan d'organisation pour la région du Liban. — Caractère général de l'expédition de Syrie : en quoi elle fait honneur au gouvernement impérial et à la France : de quelle façon l'entreprise eût pu être complétée.

I

Tandis que notre drapeau flottait jusque dans l'extrême Orient, il se déployait aussi sur les côtes de la Syrie. Pour l'intelligence du récit, il est nécessaire de décrire ces régions que souillèrent, en ce temps-là, des massacres plus sanglants que la guerre.

A une trentaine de lieues au sud de l'embouchure de l'Oronte, une chaîne se détache qui court du nord au midi sur une longueur de quarante lieues, parallèlement à la mer, et s'élève en quelques endroits jusqu'à une hauteur de près de trois mille mètres. On l'appelle le Liban. — Sur son versant occidental, le Liban serre de près le rivage au point de ne laisser entre le pied des montagnes et le bord de la mer qu'une langue de terre assez étroite. Le long de la côte se profilent, avec leurs maisons pittoresquement étagées et leurs vieilles murailles bistrées par le soleil, Tripoli d'Orient, Djébail, puis l'importante Beyrouth, Saïda qui n'est autre que l'antique Sidon, enfin, à l'entrée de la Palestine, Sour, bâtie sur l'emplacement de Tyr. — Du côté de l'orient, les montagnes s'abaissent vers une plaine, large d'une quinzaine de lieues environ, assez élevée elle-même au-dessus du niveau de la mer et qu'on appelait dans le monde ancien, qu'on appelle encore la Cœlesyrie. Là passent les voyageurs qui viennent visiter en ces lieux les ruines de Baalbeck. A l'extrémité de cette plaine, une autre chaîne, l'Anti-Liban, d'une hauteur moyenne de seize cents mètres, descend du nord au sud, parallèlement au Liban, et se termine par le haut massif du mont Hermon. Plus à l'est encore et au pied des derniers chaînons détachés de l'Anti-Liban, au milieu d'une campagne fameuse par l'abondance de ses eaux, la fraîcheur de ses ombrages, la richesse de ses cultures, est assise Damas, véritable reine de ces contrées. Au delà s'ouvre, vers l'orient, le

lésert, et, vers le sud, la région peu explorée du Hauran. C'est cet ensemble de vallées, de plaines et de montagnes que l'on désigne sous le nom de Syrie.

En cette contrée, l'une des plus anciennement habitées du globe, bien des peuples avaient marqué leur passage. Les Turcs dominaient dans les villes, non par leur nombre, mais par leurs fonctions; car, en dépit de leur décadence, ils demeuraient la race conquérante. Puis venaient les musulmans arabes. Les Juifs étaient peu nombreux, en ces lieux si voisins de leur berceau. Les Grecs orthodoxes, comme dans tout l'Orient, se tournaient vers la Russie, leur naturelle protectrice. On comptait quelques Arméniens, quelques Grecs unis. En dehors de ces éléments divers se détachaient deux groupes de population bien tranchés, les *Druses* et les *Maronites*.

Ce n'était guère dans les villes du littoral qu'on les rencontrait : ils habitaient, presque tous, les bourgades abruptes adossées aux pentes du Liban, et l'ensemble des régions où ils étaient répandus s'appelait la *Montagne*. Les Maronites s'étendaient surtout au nord, en arrière de Djébail et dans le Kesrouan. Dans les campagnes, aux environs de Beyrouth, les deux populations se mêlaient, sans toutefois se confondre. Enfin, plus au sud, dominait l'élément druse qui, en dehors du Liban, se retrouvait aussi dans la Cœlesyrie et en outre, au delà de Damas, dans la province écartée du Hauran. Par les coutumes, les traditions et, par-dessus tout, la religion, les deux races étaient séparées, tellement séparées que leurs rivalités avaient dégénéré plus d'une fois en querelles. — Les Maronites, qui, suivant la tradition commune, tiraient leur nom d'un moine du cinquième siècle, Jean Maron, très vénéré dans la contrée, avaient maintenu à travers les âges l'intégrité de leur foi chrétienne et, sauf quelques différences liturgiques ou de discipline très sagement tolérées, se rattachaient au catholicisme romain. Ils s'adonnaient aux travaux agricoles et, à l'aide d'un patient travail, avaient revêtu de vignes, d'oliviers et de mûriers les pentes de leurs montagnes. Au-dessus de leurs bourgades se dressaient leurs couvents, moitié monastères,

moitié forteresses, perchés souvent à des hauteurs presque inaccessibles et habités par des religieux, pauvres comme eux, simples comme eux et parfois ignorants comme eux. Nulle puissance n'égalait celle des prêtres et surtout des évêques, mêlés à tous les actes de la vie populaire. A côté du clergé, les chefs des principales familles exerçaient, sous le nom de Sheiks, surtout dans le Kesrouan, une sorte d'autorité féodale : en ces dernières années, cette autorité avait subi quelque atteinte, et non sans péril pour la sécurité de l'avenir; car du même coup la force militaire de la nation s'était trouvée singulièrement affaiblie. Au delà des mers, les Maronites reconnaissaient une protectrice, la France, la France qui, depuis le temps des croisades, leur apparaissait comme la grande nation. L'établissement de deux collèges à Ghazir et à Antourah, créés le premier par les Jésuites, le second par les Lazaristes, avait encore consolidé cette influence en propageant dans toutes les familles aisées l'usage de notre langue. — Tout autres étaient les Druses. Leur religion, incomplètement pénétrée, offrait un mélange de l'ancien paganisme oriental associé à quelques croyances musulmanes. Comme les Maronites, ils étaient agriculteurs, mais plus farouches, plus prompts aux armes, quoique hospitaliers, d'ailleurs, à l'égal de leurs voisins. Tandis que leurs rivaux se tournaient vers la France, ils se tournaient vers l'Angleterre; et celle-ci, fort dépitée que notre influence en ces parages dépassât la sienne, avait saisi avec empressement ce patronage : depuis quelques années, de nombreux missionnaires protestants parcouraient les tribus, répandant partout les Bibles, faisant des conversions qui, par malheur, ne duraient guère, vantant habilement la toute-puissance de la Grande-Bretagne. A ne considérer que les districts du Liban, les Druses étaient beaucoup moins nombreux que les Maronites : mais ils pourraient être singulièrement redoutables s'ils appelaient à eux leurs coreligionnaires répandus dans la Cœlesyrie et dans le Hauran. Surtout le péril serait grand pour leurs voisins, si, quelque jour, ils devenaient les instruments du fanatisme et des vengeances des Turcs, toujours en méfiance contre les chrétiens.

Toute cette région du Liban, la *Montagne*, ainsi qu'on l'appelait, jouissait sous la suzeraineté ottomane d'une sorte d'autonomie. Druses et Maronites avaient longtemps vécu sous l'autorité d'émirs pris dans une famille très influente, la famille Chehab. En 1842, à la suite de grands troubles civils, le pays avait été divisé en deux provinces, ou *caïmacamies :* celle du nord gouvernée par un chef maronite, celle du sud par un chef druse. Cette organisation compliquée, loin de satisfaire les deux peuples, avait été l'origine de nouveaux désordres. Puis l'apaisement s'était fait, moins par la réconciliation des races que par la lassitude des partis. Mais, à partir de 1856, les résidents européens, les religieux, les consuls se prirent à craindre une prochaine conflagration.

Le péril naissait, au moins en partie, d'une cause générale. En 1856, le Sultan, sous la double pression de la France et de l'Angleterre, avait rendu un édit qui confirmait et étendait les privilèges des chrétiens. Le firman ayant été communiqué au Congrès de Paris, les membres de la haute assemblée, pour mieux consacrer les concessions récentes, avaient décidé de prendre acte de la communication et d'en consigner le souvenir dans l'un des articles du traité. Ce n'est pas sans une irritation profonde que le vieux parti turc avait vu se consommer ce qu'il appelait l'abaissement de l'antique puissance ottomane. Sans doute, les plénipotentiaires désavouaient toute pensée d'immixtion dans les affaires du Divan; mais en dépit de tous les euphémismes diplomatiques, deux points restaient acquis : le premier, c'était que l'édit du Sultan conférait aux chrétiens des droits presque égaux à ceux des serviteurs de Mahomet; le second, c'était que l'empressement à produire le firman dans les séances du Congrès marquait une docilité plus humiliante que le firman lui-même. Il ne manqua pas d'hommes d'État en Europe qui devinèrent ces sourdes colères et, dès lors, pressentirent que les sujets chrétiens de la Porte seraient peut-être les victimes autant que les bénéficiaires de leurs propres privilèges. Le 6 mai 1856, lord Aberdeen disait à la Chambre des lords : « Sans une continuelle surveillance, le firman en faveur des chrétiens ne vaudra pas même le papier

sur lequel il est écrit (1). » Cependant les Turcs ne pouvaient détruire eux-mêmes leur œuvre : tout au plus pouvaient-ils l'éluder. Mais si, sur un point quelconque de l'Empire, une race se rencontrait qui, sans appartenir à la race ottomane, en partagerait les préjugés et les rancunes; si cette race avait, à ses côtés et comme à sa porte, quelques-unes de ces communautés chrétiennes qu'on détestait; si d'ailleurs elle était assez belliqueuse pour ne pas craindre la lutte et assez forte pour en sortir victorieuse, quelle belle occasion de souffler la discorde, puis de laisser faire, et de se dédommager ainsi de la protection officielle qu'on était tenu de proclamer! L'incendie une fois allumé, on le laisserait se propager si l'Europe le souffrait ainsi : que si les remontrances devenaient trop vives, on affecterait un grand zèle pour éteindre le feu, et, tout compte fait, ce serait toujours quelques chrétiens de moins. Or, il y avait une contrée dans l'Empire, la Syrie, où les instruments étaient tout prêts, et les victimes aussi. Les instruments, ce seraient les Druses; les victimes, les Maronites.

Je ne prétends pas qu'un tel dessein ait été conçu et préparé avec la précision que je viens de dire. Ce qui est certain, c'est que les concessions de 1856 avaient excité d'une étrange manière le fanatisme turc. Ce qui est certain aussi, c'est que la Porte avait alors en Syrie, dans la personne du pacha de Beyrouth, un représentant dont toute la conduite demeurerait inexplicable si elle ne s'était inspirée de ces détestables pensées. Cet homme s'appelait Khourchid. Il était l'ami des Druses, entretenait des relations avec leurs chefs, tenait en éveil leurs passions religieuses et, s'étant assuré de leur supériorité militaire, les encourageait secrètement au combat. Quelle serait, en cas de guerre civile, l'attitude des troupes turques? Il n'était pas malaisé de le prévoir. Leur fanatisme les pousserait contre les chrétiens, et aussi leurs convoitises; car leur solde étant suspendue depuis de longs mois, elles seraient avides de compenser, par les dépouilles maronites, l'arriéré que la Turquie était impuissante à payer. A côté des bataillons réguliers se

(1) *Parliamentary debates, Third series*, t. CXLI, p. 2021.

tenaient d'ailleurs les irréguliers, les bachi-bouzoucks, gens qui détruiraient sûrement ce que les Druses épargneraient. Vers la fin de 1859, comme les symptômes de crise apparaissaient plus menaçants, les négociants chrétiens de Beyrouth firent parvenir de sages avis à leurs frères de la Montagne, les engagèrent à se tenir sur leurs gardes et surtout à rassembler des armes. Au printemps de 1860, les premières rixes éclatèrent. Le 27 avril, trois Maronites du village de Katouli furent assassinés par les Druses. Le 16 mai, sur la route de Deir-el-Kamar à Djezzin, un parti de chrétiens fut assailli; quatre d'entre eux périrent, parmi lesquels un prêtre. Le 25 mai, se produisit un nouveau conflit : deux chrétiens furent blessés; quant aux Druses, trois des leurs furent atteints, dont un mortellement. Très alarmés de ces nouvelles, les marchands de Beyrouth portèrent leurs doléances aux consuls, et ceux-ci à leur tour s'adressèrent au pacha. Khourchid joua la surprise, parla d'un envoi de troupes qui ne manquerait pas de rétablir la tranquillité, puis, avec une paisible impudence, rejeta la responsabilité sur un certain comité chrétien qui siégeait à Beyrouth et duquel, disait-il, venait tout le mal. Nous ignorons ce que répondit notre consul. Vis-à-vis de l'Angleterre, cette patronne des Druses, la défaite n'était pas malhabile : vraiment il ne s'agissait que de molester quelques papistes, et ces papistes eux-mêmes étaient les clients de la France.

Malgré ces apparences inquiétantes, on espérait encore éviter l'explosion. On était à la saison des cocons, et sans doute, par un accord tacite, Druses et Maronites se garderaient d'interrompre ce travail, le plus fructueux de l'année. Ce serait un sursis, et qui peut-être ouvrirait la voie à quelque accommodement. Cette attente fut cruellement trompée (1).

(1) Voir *Papers relating to the disturbances in Syria*, p. 1, 2. — LENORMANT, *Les derniers événements de Syrie*, p. 16 et suiv. — Discussion au Sénat sur la pétition en faveur des chrétiens de Syrie. (*Moniteur*, 15 mai 1861.) — *Documents inédits*, etc.

II

Le 29 mai 1860, éclata la grande conjuration : conjuration, disons-nous, et à dessein; car, bien que nous n'en puissions saisir tous les préparatifs, elle se développa avec un trop rare ensemble pour n'avoir pas été longuement préméditée.

L'attaque commença par la bourgade de Beit-Meri, située à quelques lieues de Beyrouth; puis l'œuvre de dévastation s'étendit à tout le Meten. Tout d'abord, les Maronites, sortant en armes de leurs demeures, se mirent en devoir de défendre leurs biens, leurs familles, leurs foyers. Contre les Druses plus aguerris et mieux façonnés à la lutte, ils comptaient, malgré les signes contraires, sur l'assistance des Turcs, gardiens officiels du repos public. Les bachi-bouzoucks arrivèrent en effet, mais pour recueillir le butin et achever les blessés. Quant à Khourchid, au premier bruit des troubles, il quitta Beyrouth, alla s'établir au pied de la Montagne, puis, jugeant sans doute que la querelle lui était indifférente, s'immobilisa dans son bivouac. La défense est malaisée pour les victimes quand elles ont à se garder non seulement des malfaiteurs, mais des gendarmes. Ainsi en fut-il des malheureux Maronites. Ils s'abandonnèrent, un peu vite peut-être, à leur sort. En trois jours, disent les rapports les plus dignes de foi (1), trente-deux villages ou hameaux furent brûlés, et cela au milieu de scènes atroces, les bachi-bouzoucks taillant en pièces même les vieillards désarmés. Pendant ce temps, les chrétiens éperdus s'enfuyaient vers la ville, et à travers tous les dangers; car, après avoir échappé aux poursuites des Druses, il leur fallait se dérober aux Turcs qui souvent leur barraient le chemin.

Du haut des terrasses de leurs demeures, les consuls pou-

(1) Voir, en particulier, Rapport de M. Graham à lord Dufferin. (*Further Papers relating to the disturbances in Syria*, p. 40, 41.)

vaient distinguer les colonnes de fumée s'élevant des villages, puis les groupes de cavaliers battant la campagne et dispersant à coups de sabre les misérables bandes chrétiennes. D'heure en heure, il leur était permis de noter pour la chancellerie de leur pays les péripéties du drame qui commençait. Le 30 mai, le consul anglais Moore écrivait : « La guerre civile vient d'éclater dans le Liban; les villages en vue de Beyrouth sont la proie des flammes. » Le lendemain, dans une dépêche plus grave encore, il ajoutait : « Les Druses mettent le feu à tous les villages chrétiens qui n'ont pas encore été brûlés. » Puis il rapportait, mais sous forme de rumeur, ce qu'on commençait à dire de la conduite des Turcs : « On prétend qu'hier les Turcs ont fait feu sur les chrétiens, ont brûlé Hadat, Baadba et d'autres hameaux dans la plaine. Leur artillerie a donné : mais dans quelles circonstances et contre qui? On ne le sait pas encore positivement. » En dépit de ces premières lumières, le consul britannique conservait contre les papistes maronites tous les préjugés de sa nation. Il les considérait comme agresseurs et achevait son rapport par ces mots : « Il y a tout lieu d'espérer que les hostilités sont finies, *à moins que les chrétiens n'attaquent de nouveau* (1). »

Cependant à Beyrouth, parmi les résidents européens, les alarmes étaient extrêmes. Dans la soirée du 31 mai, les consuls se réunirent, et de leur conférence sortit le projet d'une démarche collective auprès de Khourchid, bien suspect sans doute, mais représentant l'autorité légale. Ce ne seraient d'ailleurs, ajouta M. Moore avec un persistant optimisme, que « d'amicales représentations ». Le 1er juin au matin, tous ensemble ils se rendirent auprès du pacha. Celui-ci se tenait tranquillement dans son camp, à quelques portées de fusil des villages qui achevaient de brûler. Il accueillit « courtoisement », rapporte M. Moore, les représentants de l'Europe, puis, coupant court sur tout le reste, récrimina fort, ainsi qu'il l'avait fait naguère, contre l'évêque et le comité chrétien de

(1) Rapports de M. Moore à sir Bulwer, 30 et 31 mai. (*Papers relating to the disturbances in Syria*, p. 6-8.)

Beyrouth. « Contenez le comité, ajouta-t-il, je me charge des Druses (1). » Et déployant tout à coup une remarquable énergie, il insista pour l'immédiate arrestation « de tous ces intrigants ». Les consuls, n'ayant pu obtenir autre chose, retournèrent à Beyrouth, où M. Moore s'empressa de mander l'évêque et les prétendus meneurs catholiques. Ceux-ci, pour toute réponse, se contentèrent de montrer de loin les colonnes de feu des villages incendiés. Dociles aux demandes de Khourchid, les consuls s'étaient chargés du comité. Comment Khourchid se chargerait-il des Druses dans le pachalyk soumis à son commandement? La suite de ce récit l'apprendra.

Le jour même où les consuls accomplissaient la démarche que nous venons de rapporter, les Druses se soulevaient en masse aux environs de Saïda, ville située sur le littoral à dix lieues au sud de Beyrouth. Ils s'abattirent sur les couvents, puis sur les villages. Les chrétiens d'abord résistèrent, puis lâchèrent pied. Alors commença le pillage, l'enlèvement du bétail, le massacre, l'incendie. Non contentes de ces déprédations, les tribus insurgées s'étendirent jusqu'à Djezzin, bourgade située dans la montagne, s'en emparèrent, mirent en fuite les habitants et, les ayant cernés dans un bois, en firent un grand carnage. Cependant les malheureux chrétiens échappés à la mort se flattaient de trouver un asile à Saïda : là étaient les agents consulaires, les autorités, une police organisée, quelques troupes régulières. Tous en hâte y refluèrent, emmenant avec eux leurs femmes, leurs enfants, les débris de leurs pauvres richesses. On vit bien à cette heure ce que valait la protection turque. Comme ces bandes éperdues s'approchaient de la cité et déjà se félicitaient du salut assuré, les muftis rassemblèrent les musulmans, les excitèrent à la guerre sainte, leur fournirent même, dit-on, des armes. Ceux-ci, munis de fusils, de poignards, de casse-tête, sortirent des portes et, allant au-devant des fugitifs, les atteignirent dans les bosquets d'orangers qui entourent la ville. Poursuivis du côté de la cam-

(1) Rapport de M. Moore à sir Bulwer, 1er juin 1860. (*Papers relating to the disturbances in Syria*, p. 8.)

pagne par les Druses, attaqués de front par les musulmans débordant des murailles, les infortunés succombèrent sans pouvoir se défendre. Les jours suivants, les massacres continuèrent dans les caves, dans les jardins, dans les maisons de campagne, partout où avaient pu se réfugier les survivants. Dans l'intérieur même de la ville, la terreur régnait. Ni l'urgence du péril, ni les représentations des résidents européens, ni la voix de l'humanité ne pouvaient émouvoir les fonctionnaires turcs, ou complices, ou hébétés. Tous ceux des chrétiens des villages qui avaient pu franchir les murs étaient accourus au Khan français, construction très spacieuse et pourtant devenue trop petite pour les misères qu'elle devait abriter : là s'entassaient les malheureux Maronites : là étaient couchés les blessés que soignaient les Sœurs. Cet asile même paraissait précaire : car, par intervalles, on se prenait à craindre que le pavillon jusque-là respecté de la France ne fût une insuffisante garantie contre le fanatisme surexcité. Au milieu de l'abattement général, deux Jésuites français, le Père Rousseau et le Père de Prunière, donnèrent un méritoire exemple de courage. Accompagnés de deux hommes déterminés, ils se hasardèrent à sortir de la ville pour secourir les blessés, administrer aux mourants les derniers sacrements et aussi ensevelir les morts, parmi lesquels étaient un assez grand nombre de prêtres que déjà on honorait comme des confesseurs de la foi. Ayant franchi l'enceinte, ils parcoururent les buissons, les jardins, les bosquets, jaloux qu'ils étaient d'exercer leur dévouement. Les musulmans, les ayant reconnus, les assaillirent, et c'est au milieu de mille dangers qu'ils parvinrent à regagner la ville. Malgré l'insuccès, ils renouvelèrent deux jours plus tard leur pieuse tentative. Le lendemain, ils se disposaient à repartir encore, quand le consul effrayé leur interdit cette nouvelle témérité; en effet, musulmans ou Druses tenaient toutes les issues, et c'était par une sorte de miracle que les deux saints religieux leur avaient échappé deux fois (1).

(1) Voir lettres de MM. Ford et Eddy, missionnaires américains, au consul américain de Beyrouth. (*Papers relating to the disturbances in Syria*, p. 12.) — Rapport du capitaine Mansell au vice-amiral Fanshawe et Rapport du vice-

La nouvelle du soulèvement s'était déjà répandue parmi les Druses du Hauran, tribus guerrières, avides de pillage. Ils quittèrent en troupes leurs demeures afin de donner la main à leurs compatriotes du Liban. Leur première étape fut Hasbeya, ville située au pied du mont Hermon. Là vivait une assez nombreuse population chrétienne, mais non maronite, en sorte que le prétexte même de l'attaque manquait. Pourtant la ville fut assaillie. Les chrétiens résistaient, et même avec une opiniâtreté vaillante, quand Osman-bey, commandant de la garnison turque, intervint : « Confiez-moi vos armes, dit-il aux chrétiens, les Druses ne vous molesteront pas : j'ai été envoyé pour vous protéger. » Soit respect de l'autorité, soit timidité ou aveuglement, les chrétiens livrèrent leurs sabres et leurs fusils qu'Osman feignit de faire partir pour Damas; mais l'escorte était si faible que les Druses purent piller le convoi à la sortie de la ville. Les chrétiens une fois dépouillés, le gouverneur turc leur conseilla, toujours pour leur plus grand bien, de se réfugier dans le sérail. Ils obéirent avec la même docilité : que pouvaient-ils d'ailleurs, s'étant laissé désarmer? Pendant plusieurs jours, ils demeurèrent parqués dans les cours de l'édifice, manquant de tout, même de pain, et s'étant donné non un asile, mais une prison. Le 6 juin, un mouvement insolite se fit parmi les troupes ottomanes, comme si elles se fussent disposées à abandonner la place. Grande fut la détresse des chrétiens; si précaire que fût la protection, ils n'en pouvaient espérer d'autre. Comme les Turcs partaient, ils essayèrent de sortir aussi; mais aux portes du sérail les attendaient les Druses, qui les immolèrent les uns après les autres. On eût cru voir, dit un rapport anglais, une répétition des *massacres de Septembre*. Ceux des soldats turcs qui s'étaient attardés dans la ville se mêlèrent au carnage et, plus cruels que les Druses, n'épargnèrent ni les femmes ni les enfants. Quelques-uns obtinrent leur grâce, mais à prix d'argent, par la cupidité et non par la pitié

consul Abéla. (*Papers relating*, etc., p. 13, 26, 27.) — *Annales de la propagation de la foi*, 1860, p. 397, 398. — *L'Ami de la religion*, 10 juillet 1860.

de leurs ennemis. A part ces exceptions, il n'y eut de sauvés que ceux qui parvinrent à se cacher sous les cadavres ou qui, déjà blessés, furent abandonnés entre les morts. Le désastre eût été complet si une femme druse de haute condition, qui demeurait dans le voisinage, n'avait, dès l'arrivée de ses compatriotes et en prévision du prochain péril, recueilli chez elle quatre cents des habitants d'Hasbeya. Quand on la somma de livrer les *chiens de chrétiens :* « Entrez si vous l'osez et prenez-les », répliqua-t-elle. Les Druses n'osèrent violer ce foyer qui était celui de la sœur d'un de leurs chefs. Quand les passions furent un peu calmées, les proscrits furent conduits à Moktarah, d'où ils gagnèrent Saïda et, de là, par mer, Beyrouth (1).

Après Hasbeya, Rasheya, autre bourgade dans cette même contrée de l'Hermon. Les Druses victorieux ne tardèrent pas à s'y porter. Son sort ne différa guère de celui de sa malheureuse voisine. Là aussi, les chrétiens, ayant épuisé leurs munitions et s'étant réfugiés dans le sérail, furent livrés par les Turcs à leurs ennemis. Ce fut la même trahison, la même férocité, la même répétition du honteux carnage. Près de sept cents chrétiens furent, dit-on, massacrés.

Remontant vers le nord et se rapprochant de plus en plus de leurs compatriotes de la Montagne, les Druses traversèrent la longue plaine de la Cœlesyrie et se dirigèrent vers Zahlé, ville assez considérable située sur le versant oriental du Liban. De nombreuses bandes les avaient rejoints, Kourdes, Arabes, Metoualis, tous également pillards. Zahlé était le siège de plusieurs établissements européens et la principale résidence des Lazaristes français, ainsi que des Jésuites, qui y avaient un collège. La nouvelle de l'invasion étant parvenue à Beyrouth, l'inquiétude redoubla. Décidément il y avait d'autres perturbateurs que les membres du comité chrétien. Qu'arriverait-il si les Druses du Hauran se joignaient à leurs frères du Liban, si les meurtriers d'Hasbeya et de Rasheya s'unissaient à ceux

(1) Voir, en particulier, Rapport de M. Graham à lord Dufferin. (*Further papers relating to the disturbances in Syria*, p. 41 et 42. — Voir aussi *Further papers*, p. 8 et suiv., etc. *Correspondence relating to the affairs of Syria*, p. 25, 26.)

du Meten, de Saïda, de Djezzin? De nouveau les consuls allèrent trouver Khourchid, toujours immobile dans son camp. Ils dépeignirent avec chaleur les périls de Zahlé. Les jours précédents, quand il s'était agi d'Hasbeya et de Rasheya, Khourchid avait répété négligemment : « Cela regarde le gouverneur de Damas. » Cette fois, ne pouvant se dérober de la sorte, il affecta un grand zèle pour la paix publique. Son langage parut même si rassurant que, comme un jeune chef maronite du Kesrouan, Joseph Karam, se disposait à marcher au secours de Zahlé, le consul de France lui donna, dit-on (1), avis de ne pas bouger, le pacha se chargeant de tout. Il se chargea en effet d'envoyer des troupes. Mais chose inouïe! à leur suite arrivèrent les Druses de la Montagne, qui se joignirent aux Druses du Hauran. Après quelque résistance, les habitants de Zahlé s'enfuirent la plupart vers le Kesrouan, gardé du moins par la vaillance de Karam. Les hordes entrèrent alors dans la cité, pillant tout, brûlant tout, n'épargnant pas même les édifices qu'aurait dû rendre inviolables le drapeau de la France. C'est ainsi que fut assailli le collège français des Jésuites. L'un des religieux, ainsi que l'un des Frères, fut égorgé dans le sanctuaire. Puis les envahisseurs foulèrent l'autel, dispersèrent les saintes espèces et se livrèrent à toute sorte de profanations (2).

De Beyrouth, le 21 juin, le consul anglais, M. Moore, tout à fait revenu de ses confiantes prévisions, écrivait ces lignes, où se peignait son épouvante : « Voici Zahlé tombé; toute la contrée du Liban est maintenant ouverte aux Druses (3). » Il ne se trompait pas. Dans ce moment-là même, au cœur du Liban, à Deir-el-Kamar, un drame plus affreux que tous les autres couronnait la série de ces atrocités.

Dès le 3 juin, Deir-el-Kamar avait subi une première attaque.

(1) Voir *Papiers et correspondance* du général Ducrot, t. Ier, p. 393. — Lenormant, *Les derniers événements de Syrie*, p. 68 et 69.

(2) Voir Lenormant, *Les derniers événements de Syrie*, p. 70, 71, et Appendice, p. 190, 191. — Rapport de M. Graham à lord Dufferin. (*Further papers*, p. 43 et suiv.)

(3) *Papers relating to the disturbances in Syria*, p. 39.

Les chrétiens s'étaient valeureusement conduits, et avaient tué quatre-vingts de leurs adversaires. Puis, comme l'hostilité des Turcs leur enlevait tout espoir de triompher, ils s'étaient décidés à une sorte de capitulation, qui d'ailleurs n'avait empêché, durant les jours suivants, ni les meurtres isolés, ni les actes de pillage. Cette trêve précaire dura peu. Durant la nuit du 20 au 21 juin, les Druses, victorieux d'Hasbeya, de Rasheya, de Zahlé, s'acheminèrent vers la malheureuse ville. Ils étaient nombreux, bien armés, sûrs de l'impunité, exaltés en outre par les récents succès. Les Maronites, au contraire, étaient affaiblis par les derniers combats, médiocrement pourvus d'armes, découragés par les nouvelles du dehors. Quelle que fût leur infériorité, tout valait mieux que la protection turque. Aussi mal inspirés que leurs frères d'Hasbeya et de Rasheya, c'est aux Turcs qu'ils demandèrent asile. Au milieu même de la cité s'élevait le Sérail, vaste quadrilatère qui servait à la résidence des autorités, ainsi qu'au casernement des troupes, et semblait, par ses épaisses murailles, propre à défier toute attaque. C'est là qu'affluèrent les chrétiens, non pas très confiants, mais persuadés qu'entre plusieurs dangers ils choisissaient le moindre. Les Turcs les accueillirent, sous prétexte de bon ordre les désarmèrent, puis, quand ils furent parqués dans les cours, ouvrirent les portes aux assaillants. Le massacre dura toute la journée, les bourreaux ne se pressant pas et, comme les victimes ne pouvaient leur échapper, se plaisant à prolonger les agonies par d'ineffables tortures. La plume se lasserait à retracer les horreurs attestées, non par les témoignages français suspects peut-être de pitié, mais par les rapports des Anglais, ces protecteurs politiques des Druses. Les enfants mêmes furent massacrés, et, à certains endroits dans les cours, s'étaient formés de vrais ruisseaux de sang. Les soldats laissaient faire impassibles, ou poursuivaient, au milieu de cette promiscuité, quelque occasion de libertinage. Cependant Deir-el-Kamar n'était qu'à cinq heures de Beyrouth et à quatre heures de l'endroit où Khourchid avait posé son camp. Il était malaisé qu'il ignorât les événements, ou persistât dans son immobilité. Lentement il s'achemina vers Deir-el-Kamar. Il y arriva dans la soirée, guidé par

la fumée des incendies qui s'élevaient de la ville, et par le bruit de la fusillade qui achevait les chrétiens. Au lieu de pénétrer dans la cité, il passa outre, et alla s'établir de l'autre côté du ravin, dans un palais transformé en caserne, en un lieu appelé Beit-Eddin. Comme on lui racontait les scènes de la journée : « Je regretterai, dit-il, toute ma vie, les horreurs que je viens d'apprendre. » En dépit de ces regrets, toute la nuit s'écoula sans qu'il prît souci de sauver les survivants ou de venger les morts. Le lendemain seulement, il ordonna de cesser le massacre, lequel avait fini, faute de victimes. Ceux-là seuls furent sauvés qui avaient préféré le fragile abri de leurs demeures aux solides murailles de la forteresse turque. Voyant leurs ennemis occupés ailleurs à égorger, ils s'étaient échappés par les sentiers de la montagne et, d'instinct, s'étaient dirigés vers la côte, dans l'attente que quelque navire européen, se montrant en vue, secourrait leur détresse. Ils ne se trompaient pas. Dans l'entrefaite, l'Angleterre avait envoyé dans les eaux de la Syrie un vaisseau de ligne et deux autres bâtiments; la France, la frégate *la Zénobie* et deux avisos. Comme les malheureux étaient rassemblés en grand nombre à l'embouchure du Damour, une corvette apparut, portant pavillon anglais, et que le consul britannique avait à tout hasard expédiée dans ces parages. C'était le *Gannet*. Le bâtiment embarqua sept cents chrétiens, la plupart femmes, enfants, vieillards. Mais, sur le rivage, quatre cents autres demeuraient qu'on ne pouvait prendre à bord, et qui suppliaient qu'on ne les abandonnât pas. Le capitaine obtint des chefs druses une sorte de promesse que les fugitifs seraient respectés. Peu après, le *Mohawk* arriva et, les jours suivants, recueillit en trois voyages près de quinze cents passagers. Ainsi furent arrachés à la mort plus de deux mille chrétiens. Ils débarquèrent à Beyrouth, dans un appareil digne de pitié, les uns blessés, les autres malades, tous dans le plus affreux dénuement et pleurant leurs maisons incendiées, leur patrimoine perdu, leurs parents massacrés. L'hôpital français, les couvents, les maisons particulières s'ouvrirent pour les recevoir, mais sans qu'aucun dévouement, même celui de nos incomparables reli-

gieuses, fût égal à tant d'infortunes. Quant à Deir-el-Kamar, elle était en partie détruite ; plus de treize cents cadavres étaient entassés dans le Sérail ou jonchaient les habitations et les jardins ; et de longues années devaient s'écouler avant que la malheureuse ville retrouvât son ancienne prospérité (1).

III

C'est le 7 juin que, par des dépêches de Smyrne, les ambassadeurs accrédités à Constantinople apprirent les événements de Syrie. A leurs représentations, les ministres de la Porte essayèrent d'abord d'opposer l'ignorance. Depuis trois semaines, ils n'avaient reçu aucun rapport du gouverneur de Beyrouth : vraiment, ils ne savaient ni la nature des troubles, ni même si quelques troubles avaient éclaté ; cependant ils allaient à tout hasard faire partir une frégate et deux bataillons. Les bataillons partirent, non de suite, mais douze jours plus tard. Dans les conférences suivantes, la vérité commença à percer. Le 27, quatre nouveaux bataillons furent embarqués. Les aveux se suivaient, mais enveloppés de réticences et comme extorqués. Les rumeurs, disaient les Ottomans, ont été exagérées ; en tout cas, les excès doivent être attribués aux Druses ; les musulmans en ont été victimes aussi bien que les chrétiens.

Le malheur voulut qu'en cette occurrence les Turcs trouvèrent un allié pour voiler leur inertie, leur souffler les excuses, traduire leurs réponses en langage diplomatique, soutenir en un mot le fantôme de leur puissance évanouie.

Depuis de longues années, l'Angleterre guidait toute sa conduite en Orient d'après deux règles devenues traditionnelles :

(1) Rapport de M. Graham à lord Dufferin. (*Further papers*, p. 44 et suiv.) — Rapport du commandant Lamber et du commandant West au capitaine Paynter, et du capitaine Paynter au vice-amiral Martin. (*Papers relating to the sturbances in Syria*, p. 41-44.)

la première était de combattre dans le Levant les progrès de l'influence catholique, c'est-à-dire française; la seconde était de protéger la Turquie, sous la condition de la gouverner. Ainsi avait pensé lord Strattford, cet impérieux ami de la Porte, et qui si longtemps avait dominé dans Stamboul en vrai maire du Palais. Lord Strattford n'était plus à Constantinople, mais sa méthode avait fait école. Au *Foreign Office*, on jugeait fort ingénieusement qu'il y avait quelque chose de plus avisé que d'ouvrir l'héritage, c'était de prolonger la vieillesse du mourant, en exerçant sur lui la tutelle, et en s'attribuant peu à peu les profits de l'Empire. Or, pour que le grave incident de Syrie ne dérangeât point cette politique, il fallait, d'une part atténuer la responsabilité de la Porte, d'autre part voiler les maux des chrétiens. Autrement, on eût exposé à une atteinte nouvelle et peut-être décisive le pauvre corps décrépit qu'on voulait étayer; en outre, on eût laissé à la France une occasion d'affirmer son crédit en intervenant pour ses clients séculaires : double échec qu'à tout prix il fallait prévenir.

Dès l'origine des événements, ces pensées se découvrent. Le 27 juin, sir Bulwer, ambassadeur britannique, écrivait de Constantinople : « J'estime que la conduite des Maronites, la pression exercée sur eux par les autorités spirituelles pour les pousser contre les Druses, et l'attitude générale des tribus chrétiennes, ont beaucoup contribué à allumer la guerre civile (1). » Ainsi il s'agit, non plus de massacres, mais de guerre civile, et de guerre civile dans laquelle les chrétiens ont été, au moins en partie, les provocateurs. Quoi de mieux trouvé pour amnistier la Turquie, excuser les Druses, désarmer la France? La formule répondait trop aux intérêts, aux vues, aux besoins du cabinet britannique pour qu'il ne se l'appropriât point. Il se l'appropria en effet, non sans retour toutefois ni sans remords. Il y a dans tout Anglais deux hommes : l'homme politique qui est impitoyable, l'homme privé qui se laisse aisément toucher par l'infortune. Jamais ce contraste ne se montra

(1) Dépêche de sir Bulwer à lord Russell, 27 juin. (*Papers relating to the disturbances in Syria*, p. 18.)

mieux que dans les événements que nous rapportons. La politique dictera des dépêches violentes jusqu'à l'amertume; la bienfaisance rassemblera des secours abondants jusqu'à la profusion. Ceux qui, dans les délibérations du Parlement, seront nommés provocateurs, s'appelleront, le même jour, victimes dans les *meetings* de charité; et chose étrange! les mêmes mains applaudiront les deux langages. Les journalistes flétriront les Maronites au double titre de papistes et de protégés de la France; puis, se souvenant de leurs compatriotes tombés naguère aux bords du Gange sous un destin non moins cruel, ils s'amolliront jusqu'à des accents attendris. L'homme d'État, avec un féroce égoïsme, disputera aux malheureux chrétiens du Levant la dernière planche de salut; puis le soir à son foyer, après avoir lu l'Évangile selon la coutume protestante, il se laissera étreindre par l'émotion; et le lendemain, avec une munificence qui ne compte pas, il versera les guinées dans les caisses des comités. La même opposition se retrouvera dans les rapports des consuls, cédant tour à tour aux plus ombrageuses rancunes et à la plus touchante pitié. Singulier combat des sentiments et des intérêts, et qui seul permet de saisir les négociations qui vont suivre!

Telle était l'Angleterre. Bien autre était la France. Les premières dépêches parvenues à Paris, et transmises à Baden où se trouvait l'Empereur, furent un peu confuses, contradictoires même, et ne laissèrent pénétrer qu'une portion de la vérité. Mais au commencement de juillet, M. Thouvenel eut entre les mains tous les rapports de notre consul, M. Bentivoglio. Le mal apparut alors dans toute son étendue. Tout conseillait des mesures énergiques. En la personne des Maronites avaient été violés les droits les plus sacrés. De temps immémorial, les chrétiens du Liban s'étaient dits nos protégés, et jamais nous n'avions répudié l'honneur et la charge de ce patronage. A ne considérer que les plus récentes stipulations internationales, le Sultan n'avait-il pas communiqué aux plénipotentiaires du Congrès de Paris l'édit qui consacrait la liberté des chrétiens? Les plénipotentiaires n'avaient-ils pas, dans l'article 9 du traité, constaté « la haute valeur de la communication » ? Ou cette

rédaction ne signifiait rien, ou elle établissait au profit de l'Europe un droit éventuel de remontrance, et, le cas échéant, d'intervention. Napoléon III puisait enfin dans sa politique intérieure un autre motif de sollicitude pour les victimes. Au moment où les affaires de Rome le séparaient des catholiques, il ne lui déplaisait pas d'adoucir ces pénibles divergences et d'attester, par un acte éclatant, sa fidélité à ses anciens alliés. Or, quoi de plus habile que d'épouser avec chaleur la cause des chrétiens d'Orient et de reprendre ainsi ce rôle de *Fils aîné de l'Église* que, depuis quelque temps, on l'accusait d'oublier un peu?

Dans cette voie nettement tracée, un seul obstacle pouvait surgir. A moins qu'on ne méconnût le principe de l'indépendance des États, il importait de n'agir qu'avec le consentement de la Porte. Or ce consentement, on serait contraint de le demander, non à Constantinople, mais à Londres.

Le 5 juillet, dans une longue conférence avec lord Cowley, M. Thouvenel lui résuma en termes émus les rapports qu'il venait de recevoir. Puis il lui proposa que des navires de guerre vinssent croiser sur les côtes de Syrie pour la protection des consuls et des nationaux. « Ne serait-il pas bon, ajouta-t-il, qu'une commission de délégués des cinq puissances fût envoyée sur les lieux pour y faire une enquête et y assurer le respect des arrangements antérieurs?... Je ne parle pas encore d'intervention, d'expédition, poursuivit M. Thouvenel en homme qui déjà y pensait. D'ailleurs, à défaut de forces turques suffisantes, le Sultan ne pourrait-il pas emprunter, pour le rétablissement de l'ordre, les troupes du vice-roi d'Égypte? » Dans la réponse de l'ambassadeur britannique se retrouvèrent les deux hommes qu'il y avait alors dans tout Anglais. Avec une émotion qui n'était pas feinte, il déplora les désordres, plaignit les victimes, flétrit l'inhumanité des Druses. Ayant de la sorte soulagé sa conscience, lord Cowley ne négligea aucune des objections que la politique lui dictait. Les Maronites, en bien des lieux, avaient été les provocateurs : les rapports parvenus en Europe étaient l'œuvre exclusive des chrétiens et ne devaient être accueillis qu'avec réserve : le

gouvernement turc allait renforcer ses troupes (1). Sans s'arrêter à ces critiques, M. Thouvenel transmit ce jour-là même au chargé d'affaires français à Londres tous les rapports venus de Beyrouth. Le lendemain, dans une dépêche circulaire aux cinq grandes cours, il proposa la nomination d'une Commission européenne qui étudierait sur place le mal et ses remèdes. Enfin quelques bâtiments de guerre furent envoyés dans les eaux de la Syrie sous le commandement du contre-amiral Jehenne. L'Angleterre elle-même, fort tiède pour les Maronites, mais très soucieuse de la sécurité de ses nationaux, s'associa à cette dernière mesure et expédia à Beyrouth le vice-amiral Martin avec d'assez importantes forces navales (2).

On en était là quand un nouveau soulèvement démontra, même aux plus indifférents, la grandeur du péril et l'urgence du secours.

IV

A Damas, les chrétiens avaient suivi avec un mélange d'indicible curiosité et de poignante inquiétude les événements qui s'accomplissaient si près d'eux. Quand, dans le Liban, les chaumières maronites brûlaient, leurs opulentes demeures seraient-elles épargnées? En vain ils se répétaient qu'ils n'étaient point maronites, mais sujets directs du Sultan et couverts, à ce titre, par sa protection. Cette pensée ne les rassurait pas. Elle les rassurait d'autant moins que, la malveillance ne se déguisant plus, ils ne pouvaient se hasarder dans les rues ou les échoppes du quartier musulman sans être insultés. Un jour surtout, l'émotion fut vive : ce fut quand les fugitifs d'Hasbeya et de Rasheya arrivèrent dans la ville, propageant partout le récit de leurs infortunes. Les bandes, victorieuses et

(1) Dépêche de lord Cowley à lord Russell, 5 juillet. (*Correspondence relating to the affairs in Syria*, p. 1, 2.)

(2) Voir *Documents diplomatiques*, 1860, p. 193-197.

enivrées de pillage, n'allaient-elles pas fondre sur la cité? Bientôt on apprit que, loin de descendre vers Damas, elles remontaient vers Zahlé, et, le fléau s'éloignant, on respira, mais comme entre deux crises. Le 29 juin commencèrent les fêtes du Beïram, et les chrétiens, persuadés que le fanatisme exploiterait ces heures de loisir et d'exaltation religieuse, s'enfermèrent plus que jamais dans leurs maisons. Ces jours se passèrent dans le calme, mais sans que les esprits s'apaisassent. Tout entretenait l'anxiété. A Damas, la population chrétienne, forte de vingt mille âmes environ, était noyée dans les cent trente mille âmes de la population musulmane. Les chrétiens eux-mêmes étaient peu accoutumés aux armes, nullement militaires, amollis par une longue paix. Pour comble de malheur, ils étaient riches, influents, avaient édifié de somptueuses constructions, en sorte qu'au jour du déchaînement, l'envie aussi bien que le fanatisme armerait le bras de leurs adversaires. La garnison venait de se renforcer de quelques détachements, mais arrivés de Rasheya et d'Hasbeya, si bien que cette protection semblait pire que l'abandon (1). Les dispositions du gouverneur Achmet-Pacha achevaient d'abattre les courages; on le savait non seulement suspect, mais ennemi, en un mot, digne collègue de Khourchid; et, dès le mois de mars, l'un de nos agents consulaires avait, avec une prévoyance méritoire, signalé ses menées (2). Toutes les lettres des Français qui résidaient en Orient annonçaient une crise, non seulement probable, mais sûre (3). Elle l'était à tel point que, le 5 juillet, dans une lettre à ses Sœurs de Beyrouth, la supérieure des *Filles de la Charité* de Damas écrivait : « Un massacre des chrétiens est inévitable et aura lieu sous peu de jours. Nous en serons les premières victimes. Nous vous faisons nos adieux ; nous vous prions de les transmettre à la supérieure générale

(1) Voir Memorandum de M. Robson à lord Dufferin. (*Correspondence relating to the disturbances in Syria*, p. 141, 142.) — Voir aussi Rapport de M. Brant, consul d'Angleterre, à sir Bulwer. (*Correspondence*, p. 133.)

(2) Rapport du consul de France à Beyrouth, 28 mars 1860. (*Correspondence relating to the disturbances in Syria*, p. 18.)

(3) Voir séance du Sénat, 14 mai 1861 : discours de M. de Saulcy. (*Moniteur*, 15 mai 1861.)

des Filles de Saint-Vincent de Paul. Si nous devons périr, nous mourrons joyeuses, remerciant Dieu de la grâce du martyre, priant pour nos Sœurs et pour la France. »

Le 9 juillet fut le jour de l'explosion. Singulier hasard ou raffinement de trahison, l'un des chefs musulmans avait convoqué la veille même les principaux chrétiens, avait doucement raillé leurs craintes, les avait assurés qu'ils pouvaient dormir toutes portes ouvertes (1). Un prétexte futile provoqua l'éclat. Vers le milieu du jour, quelques jeunes mahométans se mirent à tracer des croix dans les rues et à insulter les « Infidèles » qui passaient sans les fouler aux pieds. Deux de ces jeunes gens ayant été arrêtés, la populace les délivra. A ce moment et avec un ensemble qui accusait la préméditation d'un complot, les musulmans fermèrent leurs boutiques, saisirent leurs armes, se formèrent en groupes, puis, s'encourageant par de grands cris, se ruèrent sur le quartier chrétien. Malgré la soudaineté de l'attaque, il n'eût pas été malaisé de la repousser si la force publique se fût montrée vigilante ou seulement fût demeurée neutre; car ces premières bandes étaient plus bruyantes qu'aguerries. Sur ces entrefaites survinrent les bachi-bouzouks et les gens de police, non pour ramener la paix, mais pour tuer et voler. Les gens de police étaient les plus surexcités. Quoi d'étonnant? Depuis vingt jours, dit-on, on enrôlait dans leurs rangs tout ce que Damas comptait d'hommes tarés, en sorte que l'œuvre de meurtre s'accomplirait sous la livrée de l'ordre (2). Vers le soir on vit arriver quelques Druses, mais pas en grand nombre, puis des paysans musulmans attirés par le butin. Terrifiés par l'alliance des assassins et des soldats, les chrétiens ne se défendirent point. C'est à peine si, de deux ou trois maisons grecques, quelques coups de fusil furent tirés. Ce fut non une bataille, non une guerre civile, mais une boucherie. Les bandes se portèrent d'abord vers les maisons les plus riches, depuis longtemps marquées pour la ruine, puis vers les demeures moins opulentes; bientôt, sans souci des

(1) Memorandum de M. Robson à lord Dufferin. (*Correspondence*, p. 142.)
(2) Voir *Correspondence relating to the disturbances in Syria*, p. 69-71.

représailles qui pourraient suivre, elles assaillirent les consulats. Le consulat de Russie fut le premier attaqué, puis ce furent les vice-consulats hollandais, belge, américain : le drogman du consulat russe fut tué; le vice-consul américain, grièvement blessé. Un peu plus tard, un missionnaire protestant, M. Graham, fut massacré, et l'assassin interrogé se contenta de répondre : « Je l'ai pris pour un consul (1). » Les consulats de Prusse, de France et d'Angleterre furent épargnés. Ils durent ce privilège à ce qu'ils étaient situés en dehors du quartier chrétien; puis, pour les Anglais, leur rôle avoué de protecteurs des Turcs et des Druses leur valait peut-être quelque immunité. Des consulats, la foule ameutée se jeta sur les églises ou chapelles dont on vantait depuis longtemps les trésors. A la première heure, quelques soldats avaient été requis pour en garder l'entrée, mais ils n'avaient point tardé à laisser fléchir leur consigne. Les portes une fois forcées, tout fut pillé. Là aussi furent immolées beaucoup de victimes; car un certain nombre de chrétiens s'étaient réfugiés en ces lieux, soit dans le vain espoir que la sainteté du sanctuaire arrêterait même les sectateurs d'une autre religion, soit par cet instinct naturel qui, aux heures de suprême péril, porte au pied des autels les peuples éperdus.

Pendant ce temps, le gouverneur Achmet-Pacha demeurait confiné au fond du Sérail, dans une immobilité pire que le crime. A travers tous les dangers, les consuls parvinrent jusqu'à lui et tentèrent de secouer son inertie. Le plus pressant de tous était le consul d'Angleterre, M. Brant, honteux de ses protégés, jaloux surtout de partager le sort commun et d'échapper à toute privauté qui eût été désespérante pour un honnête homme. Au nom de la civilisation, de l'humanité, de l'honneur ottoman, il somma le pacha de remplir les devoirs de sa charge, de faire barrer les rues conduisant au quartier chrétien, de fermer aux pillards du dehors les barrières extérieures, de lancer contre les perturbateurs quelques bataillons disciplinés. Toutes les réponses se résumèrent en de vaine

(1) Rapport de M. Brant, 16 juillet. (*Further papers*, p. 47.)

promesses. « Empêchez, dit M. Brant, les Druses d'entrer dans la ville. — Je le ferai. — Faites refluer les étrangers venus des villages voisins. — Le conseil vient précisément de le décider. — Du moins faites ensevelir les morts pour éviter la peste. — Les ordres sont donnés pour cela. » Et ayant ainsi parlé, le misérable gouverneur retombait dans son apathie. Qui s'en fût étonné? N'était-ce pas à lui qu'on attribuait ce propos : « Il y a deux fléaux en Syrie, les Druses et les Maronites; le plus grand intérêt de la Porte, c'est la disparition des uns et des autres (1). » « J'ai été plusieurs fois chez le pacha, écrivait M. Brant indigné, c'est toujours la même réponse : Je le ferai; ou bien : Je l'ai fait. Mais il ne fait rien, et, quand j'éclate en reproches, il objecte le manque de troupes. Pas une seule fois, il n'est sorti du Sérail. » Et, à la vue des cadavres, au bruit de la fusillade, à la lueur des incendies, le consul britannique ajoutait : « Le ciel seul peut nous assurer cinq minutes de vie (2). »

Le massacre, commencé le 9, continua toute la journée du 10. A l'aube du 11 juillet, le bruit se répandit que quelques chrétiens avaient fait feu sur les Turcs, et leur avaient tué deux hommes. Sur cette rumeur, d'ailleurs fausse, le carnage redoubla. La plume se lasse à retracer ces horreurs. Les habitations riches ou aisées une fois pillées, on assaillit jusqu'aux demeures des pauvres. Partout l'œuvre de destruction s'accomplissait de même. Les portes étaient abattues à coups de hache, et les malheureux habitants, s'ils n'avaient pu fuir, expiraient sous le sabre. Quant aux femmes, on les soumettait à toutes sortes de tortures jusqu'à ce qu'elles découvrissent l'argent, les bijoux, les trésors de la famille. Les enfants, les jeunes gens, les jeunes filles étaient emmenés, dans l'espoir de contraindre les uns à l'apostasie, et de faire servir les autres pour le libertinage. Quand une bande avait passé, d'autres survenaient encore, comme pour glaner à travers le pillage. Puis, lorsque rien ne restait plus à voler, l'incendie s'allumait, et

(1) Rapport de M. Brant à sir Bulwer. (*Correspondence*, p. 132.)
(2) Rapport de M. Brant, 12 juillet. (*Further Papers*, p. 49.)

lentement les flammes montaient le long des murs dépouillés, afin que tout, jusqu'aux ruines, pérît.

Le 12, le carnage diminua, plus par fatigue de tuer que par repentir ou pitié. Les jours suivants, quoique marqués par bien des meurtres, parurent presque paisibles, tant était grande l'horreur de ce qu'on avait vu! Enfin, dans la ville désolée le calme revint, mais aussi lugubre que la guerre elle-même; car les rues étaient encombrées de cadavres sans sépulture, et à travers les décombres jaillissaient, par intervalles, les feux des incendies qu'on croyait éteints. Quelles étaient les pertes? On l'ignorait encore; mais d'après les évaluations les plus modérées, plus du tiers de la population mâle avait disparu. Les plus heureux furent ceux qui, au moment de la terrible alerte, étaient absents de leur demeure ; ceux-là se réfugièrent, soit au consulat français ou anglais, soit à la citadelle, et y attendirent dans une sécurité relative la fin des troubles. En ces mêmes lieux d'asile affluèrent également tous ceux qui, pendant les massacres, purent, à l'aide de communications intérieures, sortir de leurs habitations envahies, ou durent leur salut soit à un travestissement, soit à la compassion de quelque ennemi moins impitoyable. Plusieurs, pour échapper à la mort, se confondirent dans les rangs des meurtriers. Quelques-uns apostasièrent, mais sans que leur faiblesse rachetât toujours leur vie. Les Sœurs de Saint-Vincent de Paul échappèrent à la mort; il en fut de même des Lazaristes : quant aux Franciscains, leur couvent fut détruit, et huit d'entre eux furent égorgés (1). En ces terribles conjonctures, un ancien adversaire de la France, Abd-el-Kader, se montra jaloux de venger l'honneur de l'Islam. Il vivait alors retiré à Damas, dans une existence somptueuse, moitié particulier, moitié souverain. Dès le début des troubles, sa clairvoyance lui avait fait pressentir le danger. « Sur vingt-quatre musulmans, disait-il, vingt excitent publiquement au massacre; sur les quatre autres, trois et demi le désirent. » Pourtant, dans un suprême espoir de détourner la catastrophe, il s'était rendu auprès des membres

(1) Voir *Annales de la propagation de la foi*, 1861, p. 60.

du Grand Conseil, mais les avait trouvés, ainsi qu'il le rapporta plus tard, « fumant leur pipe et se refusant à rien faire » (1). Ne pouvant réveiller l'indigne apathie de ses coreligionnaires, il ouvrit aux Européens, et en particulier aux Français, les portes de son palais, que le prestige de son nom rendait sacré, et que gardaient d'ailleurs, avec leurs fusils bien chargés, ses Algériens fidèles. Quinze cents chrétiens, dit-on, furent sauvés grâce à lui. Quand l'orage fut calmé, notre ancien ennemi ne se crut point quitte envers ceux qui lui étaient redevables de la vie. Jugeant que Damas, même pacifiée, serait pour ses hôtes un séjour précaire, il les forma en caravane, les fit escorter à travers le Liban, et ne les abandonna qu'en vue de Beyrouth, sous la protection des consuls et des vaisseaux de l'Occident.

V

Le 16 juillet seulement, on connut à Paris les nouveaux massacres. Aussitôt M. Thouvenel se rendit à Saint-Cloud auprès de l'Empereur. L'indécision ne fut pas longue. Après le Liban, Damas; après les Druses, les Turcs. Le fanatisme musulman avait-il résolu d'anéantir toutes les chrétientés de l'Orient? Il ne suffisait plus que quelques navires vinssent déployer notre pavillon dans les eaux de Beyrouth; il fallait qu'une force européenne descendît à terre et, sous couleur d'aider la Porte, se subrogeât à elle dans la mission de haute police qu'elle ne pouvait ni ne voulait remplir. L'intervention fut résolue.

Comme le ministre rentrait à son hôtel, il rencontra lord Cowley, qui précisément arrivait chez lui. L'horreur des événements rendait les objections malaisées. Aux explications de

(1) Rapport du major Fraser à lord Russell, 23 août. (*Correspondence relating to the disturbances in Syria*, p. 96.)

M. Thouvenel, l'ambassadeur anglais ne répondit point. « Il faut bien peser tout cela », dit-il; puis il se retira, et en toute hâte télégraphia à Londres ce qu'il venait d'apprendre. Le lendemain, une communication de M. de Persigny acheva d'éclairer le chef du *Foreign Office*. L'Empereur avait décidé le débarquement d'un corps d'occupation. Tout d'ailleurs était calculé pour dissiper les ombrages. Le but ne serait ni la conquête, ni la poursuite de quelque avantage particulier, mais le rétablissement de la paix publique. L'expédition n'aurait lieu qu'en vertu des traités, de concert avec les puissances et avec la Porte elle-même. La France ne serait que l'exécutrice des volontés de l'Europe. Le mieux serait même, si la chose se pouvait, que chaque État fournît son contingent et contribuât, pour sa part, au triomphe de l'ordre et de l'humanité (1).

On a dit quels sentiments contradictoires partageaient l'Angleterre. A cette communication la perplexité redoubla, et les ministres de la Reine demeurèrent plus que jamais flottants entre leurs bonnes et leurs mauvaises pensées.

Ce n'était pas que, par intervalles, les bonnes pensées ne l'emportassent. Chaque courrier apportait à Londres les correspondances des agents anglais, consuls, marins, missionnaires, simples résidents. Or, de la lecture de ces rapports se dégageait une impression d'horreur qui allait s'accentuant au point de tout absorber. Mais, étouffés un instant sous le cri de la conscience publique, les préjugés nationaux ne tardaient pas à reparaître et de nouveau s'insinuaient dans les âmes. L'Angleterre se désolait presque également de deux choses : la première, qu'il y eût des victimes; la seconde, que ces victimes fussent secourues par nous. Qui croirait au désintéressement de Napoléon III? Naguère, il s'était attribué Nice et la Savoie : quelles étaient ses nouvelles convoitises? Quelle *question* tenait-il en réserve pour surprendre l'Europe ou la troubler? Que deviendrait la Syrie? Royaume? Principauté? Pays de protectorat français? Ainsi s'exprimaient les journaux. Au

(1) Voir dépêche de lord Cowley à lord Russell, 17 juillet. (*Correspondence relating to the disturbances in Syria*, p. 6-7.) — Dépêches de M. Thouvenel à M. de Persigny, 16, 17 juillet. (*Documents diplomatiques*, 1860, p. 198-199.)

principe de l'entreprise, le gouvernement de la Reine n'eût osé refuser son adhésion. Mais par quelles subtilités de détail n'essayait-il pas de reprendre son consentement? Dans cet esprit, il s'évertuait à tout discuter jalousement, les proportions de l'expédition, sa durée, son cercle d'action. Il propageait toutes les objections et au besoin les faisait naître, puis s'en autorisait. Avec une perspicacité surprenante, il discernait tous les points noirs et, les ayant découverts, ne souffrait pas que personne les ignorât. En d'autres termes, il ne disait oui qu'en formulant toutes les raisons de dire non.

Ce mauvais vouloir était impuissant à changer un dessein désormais inébranlable. Le 3 août, les ambassadeurs des cinq grands États s'étant réunis à Paris, il fut convenu qu'un corps de troupes françaises débarquerait en Syrie pour y réprimer les factions ou, comme on disait en langage diplomatique, pour aider le Sultan à rétablir la paix. Napoléon III agirait moins en son nom personnel qu'à titre de mandataire de l'Europe, et de mandataire désintéressé. La durée de l'occupation ne devrait pas excéder six mois, et dans cette limitation se retrouvèrent les défiances de la Grande-Bretagne. Une forte brigade d'environ six mille hommes avait été d'avance préparée au camp de Châlons et se tenait prête à partir. Le commandement en fut confié au général de Beaufort d'Hautpoul, lequel connaissait, disait-on, l'Orient à merveille, ayant servi longtemps sous les ordres d'Ibrahim-Pacha. Même avant que l'acte du 3 août fût transformé en convention définitive (1), le petit corps expéditionnaire fut dirigé sur Toulon. Pendant ce temps, l'Empereur, avec une patience méritoire, s'employait à calmer son irritable voisine. Dans une lettre à M. de Persigny, lettre de forme privée, mais destinée évidemment à la publicité, il désavouait toute ambition, rappelait son programme de Bordeaux, témoignait quelque ennui de toutes les questions soulevées en Italie et ailleurs, ajoutait qu'il aurait souhaité de ne pas aller en Syrie, tant à cause de la dépense que de l'embarras : « Mais, poursuivait-il avec une

(1) La convention ne fut signée que le 5 septembre.

modestie qui touchait à l'excuse, je ne puis résister à l'opinion publique de mon pays. » Le même sentiment de modération se retrouva dans la proclamation adressée aux troupes qui allaient s'embarquer. « Vous allez, disait le souverain, non faire la guerre à une puissance quelconque, mais *aider le Sultan* à ramener dans l'obéissance des sujets aveuglés. » Comme il recevait le général de Beaufort avant son départ, Napoléon tint à accentuer le même langage. « Je serais désolé, lui dit-il en le congédiant, que vous ne fussiez pas de retour dans trois mois. »

N'ayant pu empêcher l'expédition de partir, l'Angleterre n'avait plus qu'un espoir, celui que la Porte fût assez avisée pour précipiter les répressions et présenter aux nouveaux arrivants une besogne toute faite, ou fût assez habile pour réduire les Français à l'état d'auxiliaires. Mais, de la Porte rebelle jusqu'ici à tous les enseignements, pouvait-on attendre pareille énergie ou pareille dextérité? Cette dernière chance cependant se réalisa, et au-delà même des vœux de l'Angleterre. L'élève, non content d'égaler le maître, le surpassera, et de beaucoup. On va voir la Turquie se frayer un chemin entre la France et la Grande-Bretagne jalouses, éluder les réformes, ajourner les réparations, limiter à sa volonté les châtiments, jouer les Maronites, Beaufort, les diplomates, tous en un mot, y compris ceux-là mêmes qui lui avaient donné des leçons.

VI

À Constantinople, on avait d'abord nié les mauvaises nouvelles. Quand la dissimulation ne fut plus possible, la tactique changea tout à coup. Comme on ne pouvait plus tromper l'Europe, on imagina de la surprendre par un étalage d'indignation et un appareil de fermeté auxquels il eût été malaisé de rien ajouter. De sa propre main, le Sultan écrivit à l'empereur des Français et à la reine d'Angleterre pour flétrir les

excès et promettre ample réparation. Puis on annonça l'envoi en Syrie d'un commissaire extraordinaire, investi de pouvoirs illimités et instrument des inflexibles justices de son maître. On connut bientôt le nom de ce haut fonctionnaire : c'était Fuad-Pacha, ministre des affaires étrangères, personnage très éclairé et aussi élevé en crédit qu'en dignité. Les instructions qui lui furent données et qu'on ne manqua pas de publier proclamaient fastueusement l'égalité de tous les sujets de l'Empire, qui, sans distinction de croyances, avaient droit à une même protection. Le départ de Fuad fut entouré d'une certaine solennité. Le Sultan, détachant de son bonnet la plaque distinctive de son autorité militaire, la lui remit comme un gage particulier de sa confiance. Plusieurs navires furent mis à la disposition du plénipotentiaire, et aussi quelques bataillons qui, chose extraordinaire! avaient à peu près reçu leur solde. Enfin, au moment de s'embarquer, le ministre turc, s'adressant à l'un de nos agents consulaires, lui dit avec beaucoup de chaleur : « Répétez bien à l'ambassadeur de France qu'au péril de ma vie je laverai la tache, et que les troupes feront leur devoir (1). »

La mise en scène était habile. L'acteur ne l'était pas moins. Bien vite Fuad s'était convaincu qu'il y avait quelque chose de plus avisé que de résister à l'Europe, c'était de paraître lui céder. Le plus urgent serait d'apaiser par quelques exécutions sommaires les clameurs de l'Occident. Ainsi fait un débiteur, qui, pressé par d'innombrables dettes, acquitte d'abord les plus criardes. Cet acompte payé, on obtiendrait des délais pour le reste. Dès lors, deux choses combattraient pour les Turcs : le temps qui affaiblirait l'impression publique, les compétitions européennes qui, des jalousies de chacun, feraient naître l'impuissance de tous. On éconduirait la France à l'aide de l'Angleterre, et, si on pouvait ensuite éconduire l'Angleterre elle-même, cette impérieuse et désagréable bienfaitrice, la perfection serait atteinte. On esquiverait, étant insolvable, les

(1) Dépêche de M. de Lavalette à M. Thouvenel, 18 juillet. (*Documents diplomatiques*, p. 200). — *Moniteur*, 29 juillet 1860.

réparations pécuniaires; on ajournerait les châtiments par la complication des procédures et un louable étalage de scrupules légaux. Quant aux réformes, on en promettrait abondamment. Le malheur serait grand si, dans l'entrefaite, quelque complication, surgissant en Europe, ne détournait sur un autre objet les soucis des diplomates. Du même coup, la crise serait apaisée et les années amèneraient l'oubli. Toute cette œuvre n'exigerait que beaucoup de dextérité et aussi beaucoup d'assurance: des deux côtés, Fuad, l'habile Fuad, était largement pourvu.

Plein de ces pensées, le ministre turc aborda à Beyrouth. Le silence y régnait, ainsi que dans tout le Liban, les uns étant morts, les autres terrifiés. Les autorités turques appelaient cela la paix, et dans de récentes dépêches avaient osé transmettre l'heureuse nouvelle à Londres. Fuad constata ce bon ordre et, à son tour, signala dans ses rapports la sensible amélioration des affaires. Cependant il y avait à Beyrouth trop de malheureux et d'affamés pour qu'il fût possible de ne pas les voir. Le haut commissaire du Sultan laissa tomber de ses lèvres quelques bonnes paroles; il distribua des encouragements; même il répandit quelques secours en numéraire, ce qui éveilla la surprise générale. Il faut, dit-on, que la situation soit bien grave pour que la Turquie s'oublie jusqu'à donner de l'argent.

C'est à Damas que Fuad avait souci d'arriver. Là s'étaient commis les plus honteux massacres, et il importait que la nouvelle de la vengeance suivît de près la relation des crimes. Après s'être recueilli quelques jours, Fuad accomplit ce que, dans ses entretiens avec les consuls, il appelait *son coup d'État*. Beaucoup de musulmans furent arrêtés, un peu pêle-mêle, au jugé, non d'après les règles de l'équité, mais d'après le calcul approximatif des condamnations qu'exigerait l'Europe. La plupart étaient des gens de la plus basse classe; on y mêla quelques notables, quelques officiers supérieurs même, pour se donner des airs de hardiesse et d'impartialité. L'enquête fut courte. Ce fut la justice turque, c'est-à-dire une justice qui ressemblait fort aux excès qu'on voulait réprimer. Après un procès sommaire, les militaires furent fusillés, les autres

pendus. A ces exécutions, les Damasquins ne revenaient pas de leur surprise, jamais un musulman n'ayant été mis à mort pour le meurtre d'un *chien de chrétien*. Cependant Fuad envoyait à toutes les chancelleries le relevé de ses rigueurs et, comme eût pu faire le plus vigilant des bureaucrates, multipliait les listes, les statistiques, les états nominatifs. Il y avait eu 57 pendus, 111 fusillés : en outre, 83 arrêts de mort avaient été prononcés par contumace. A ces condamnations capitales s'ajoutaient les autres, à savoir 325 condamnations au bagne, 145 au bannissement, et cela sans compter les menues sévérités que le commissaire turc se gardait bien d'oublier (1). Pour que l'illusion fût complète, Fuad jugea ingénieux de joindre à la punition du crime la récompense du courage. Un jour, il se rendit auprès d'Abd-el-Kader et, avec une assurance déconcertante, lui remit au nom du Sultan la plaque du Medjidié : dans le même temps l'émir recevait le grand cordon de la Légion d'honneur : vraiment tout le monde n'était-il pas d'accord? — Restait Achmet, le misérable gouverneur. En dépit de son haut rang, Fuad ne crut pas qu'il convînt de l'épargner. Un tel acte d'énergie ôterait aux Français tout prétexte pour occuper Damas, la ville sainte. Et puis, si on en croit certaines révélations, Achmet avait eu le tort de parler trop, de soutenir même qu'il s'était conformé aux ordres venus de Constantinople. Achmet fut donc arrêté, mis au secret, jugé, condamné à la peine capitale, mais après un procès dont tous les détails échappèrent à la publicité. C'est clandestinement aussi qu'il fut conduit à la mort, sans témoin, avant le lever du soleil; ce qui permit à Fuad de dire à l'Europe qu'il avait été sans pitié, et de laisser croire aux musulmans fidèles qu'il n'y avait eu qu'un simulacre, et que le grand coupable avait été épargné.

Ayant agi de la sorte à Damas, Fuad revint, le 11 septembre, à Beyrouth, et cette fois la tête haute. Dans la région du Liban deux sortes de coupables existaient : d'abord les Druses, puis

(1) Voir *Correspondence relating to the disturbances in Syria*, p. 104. — Dépêche de M. de Lavalette, 2 septembre 1860.

les Turcs complices des Druses. — Quant aux Druses, Fuad adressa aux chefs une sommation pour qu'ils se constituassent prisonniers ; que s'ils résistaient, ils seraient déchus de tous leurs titres ou honneurs, et leurs biens seraient séquestrés. Une douzaine d'entre eux se laissèrent persuader, vinrent à Beyrouth, y furent mis en surveillance ; non sans espoir toutefois : n'étaient-ils pas les protégés de l'Angleterre ? — Vis-à-vis des Turcs, il semble qu'au début, le gouvernement de la Porte se soit flatté d'éviter toute répression. On se rappelle Khourchid, l'odieux Khourchid. Khourchid n'avait été ni condamné, ni arrêté, ni destitué. En revanche, il avait été investi d'une mission de confiance et chargé d'inspecter les côtes, sorte de pirate devenu amiral. Le malheur fut que les commandants des vaisseaux alliés se soucièrent peu de ce nouveau collègue. Un Anglais, le vice-amiral Martin, protesta, et de ce ton péremptoire des marins qui ont coutume d'être obéis. Alors seulement Khourchid avait été arrêté, et avec lui quelques officiers ottomans. Mais Fuad comptait bien qu'il n'y aurait de sang versé que celui qu'on avait été contraint de répandre à Damas. Sûrement, les Anglais intercéderaient en faveur des Druses; et, les Druses une fois sauvés, pourrait-on immoler les Turcs?

Cependant, à son retour à Beyrouth, un spectacle assez désagréable avait frappé Fuad, celui du pavillon français flottant sur la cité. Depuis la fin d'août, le débarquement était achevé, et nos troupes, un peu incommodées par la chaleur extrême, mais pleines de zèle et de bonne volonté, bivouaquaient dans les bois de pins autour de la ville. Leur seule présence avait apporté un inexprimable soulagement. Désormais les chrétiens se sentaient soutenus, leurs ennemis se sentaient contenus. C'était là le premier, l'inappréciable résultat de l'entreprise. Pour qu'elle produisît vraiment tous ses fruits, il importait que nos bataillons ne fussent point immobilisés à Beyrouth, mais qu'avec leur concours et comme sous leur contrôle, les meurtriers, désormais soustraits à toute indulgence, fussent partout cernés, saisis, jugés. C'est sous l'abri du drapeau tricolore, déployé dans toute la région de la Montagne, que les chrétiens

devraient rentrer dans leurs villages, recevoir d'urgence le dédommagement de leurs pertes, reconstruire leurs demeures, préparer leurs terres pour la prochaine récolte, en un mot, se reprendre et se rattacher à la vie après la terrible bourrasque qui les avait presque anéantis. C'est aussi sous les auspices de la France que la sécurité de l'avenir devrait être assurée par un remaniement profond des institutions locales et peut-être des institutions politiques. A ce prix seul, l'expédition serait digne de notre pays et de son traditionnel renom.

Ce plan était tellement simple qu'il n'y avait aucun mérite à le concevoir : peut-être y aurait-il quelque habileté à l'exécuter jusqu'au bout. Officiellement nous n'étions rien autre chose que les auxiliaires du Sultan, et nous venions lui offrir une gendarmerie supplémentaire destinée à réparer les erreurs ou l'impuissance de l'autre. Ainsi l'avait voulu la diplomatie, ainsi l'avait proclamé l'Empereur lui-même. Gendarmes! nous étions disposés à l'être avec zèle ; mais en même temps la fausse logique des choses nous contraignait à concerter tous nos mouvements avec les coreligionnaires, les anciens amis, les anciens protecteurs des coupables. En cette occurrence, il y aurait quelque naïveté à compter sur ceux que nous étions censés aider; ce serait déjà merveille s'ils ne nous trahissaient pas tout à fait. Pourtant, parmi les Turcs, il s'en trouvait un qui venait de se signaler à Damas par son énergie et que l'élévation de son rang mettait au-dessus des préjugés vulgaires : c'était Fuad. Fuad méritait-il la confiance dont ses compatriotes paraissaient indignes? Quelques-uns, parmi les nôtres, se plaisaient à l'espérer.

Dès son arrivée à Beyrouth, le haut commissaire du Sultan eut avec le général de Beaufort plusieurs entrevues. De ces entretiens naquit un dessein qui semblait fait à souhait pour rétablir la paix publique. Les Français, quittant leurs campements, se dirigeraient vers Deir-el-Kamar : de là ils exploreraient la Montagne, rendraient courage aux chrétiens, les ramèneraient à leur foyer, reconstitueraient l'administration. Pendant ce temps, les Turcs, chargés du poste d'honneur (et pouvait-il en être autrement, puisque nous n'étions que leurs

auxiliaires?), marcheraient vers le sud, feraient halte à Djezzin et franchiraient les crêtes du Liban; puis ils opéreraient à l'est de la chaîne, couperaient aux bandes druses encore en armes la retraite vers le Hauran et les rejetteraient sur les bataillons français. De la sorte personne n'échapperait; ce qui réjouissait grandement Beaufort, et Fuad encore plus.

Voilà quel fut le programme : voici quelle fut l'exécution. Le 26 septembre, les Français arrivèrent à Deir-el-Kamar et, généreux autant que vaillants, s'appliquèrent à secourir les victimes en attendant qu'ils pussent les venger. Quant aux Turcs, ils passèrent le Liban, puis, ainsi qu'il avait été concerté, se rangèrent le long des issues qui gardaient l'accès du Hauran; mais ils survinrent juste assez tard pour que les Druses eussent le temps de fuir. Fuad ne se déconcerta point; et, comme les Français qui venaient, eux aussi, de traverser la Montagne, attendaient le signal convenu, il invita tranquillement le général de Beaufort à restreindre ses opérations. Dans la suite (1), pour colorer l'insuccès, il objecta la nature des lieux qui ne permettait pas d'intercepter les passages aux petites bandes indigènes. Cette conduite fut jugée défavorablement, même par les Anglais. « Je ne crois pas à la connivence de Fuad, écrivait lord Dufferin, mais à la stupidité de ses agents (2). » Ce que les Anglais appelaient stupidité s'appela ailleurs d'un nom plus sévère. Il ne restait plus aux Fran-çais qu'à continuer leur promenade militaire ou plutôt le promenade de bienfaisance : ils passèrent donc en faisa le bien : tâche méritoire, mais un peu insuffisante pour d soldats, et pour des soldats venus de si loin. Au déplaisir l'échec se joignit pour le général en chef un autre mécompt Quelques Maronites, se sentant protégés, ne résistèrent poi au désir de venger le meurtre de leurs proches : de là quelqu assassinats sur les Druses isolés. Aussitôt du consulat brita

(1) Voir notamment *Procès-verbal de la séance de la commission européen. du 10 novembre* 1860. — Voir aussi Rapport de Fuad-Pacha, 2 janvier 186 (*Correspondence relating to the disturbances in Syria*, p. 347.)

(2) Dépêche de lord Dufferin à sir Bulwer, 1er novembre 1860. (*Correspondence relating to the disturbances in Syria*, p. 203.)

nique arrivèrent des représentations vives, presque irritées (1), en sorte que, pour comble d'ennui, le général de Beaufort, au moment même où les Druses lui échappaient, se vit accusé de les laisser immoler.

Pendant ces pourparlers et ces contremarches, les membres de la Commission européenne nommée, on s'en souvient, sur l'initiative de M. Thouvenel, étaient arrivés à Beyrouth. C'étaient pour la France M. Béclard, pour l'Angleterre lord Dufferin, pour la Russie M. Novikow, pour la Prusse et l'Autriche MM. de Rehfues et de Weckbecker. Leur mission se référait à un triple objet : surveiller les répressions, — assurer les indemnités, — reviser l'organisation administrative. Fuad mettrait le comble à sa réputation si, en usant les uns par les autres ces incommodes censeurs, il parvenait à ne rien réprimer, à ne rien payer et à ne réorganiser solidement que le pouvoir de son maître.

Dès l'abord, on put douter qu'un tel succès fût possible. Les commissaires étaient confondus de ce qu'ils voyaient en Syrie. Tout ce qu'ils avaient cru grossi par la rumeur publique ou par l'affolement des victimes leur apparaissait comme une hideuse réalité. Des rapports des consuls ou des résidents européens se dégageait la plus effroyable des statistiques. A quelques lieues de Beyrouth, Deir-el-Kamar offrait le spectacle lamentable de ses ruines (2). A Rasheya, l'élément chrétien se trouvait réduit à 80 hommes et à 250 femmes, dont 85 étaient veuves; tout le reste avait péri ou avait fui. A Hasbeya, qui comptait naguère 3,500 âmes, le désastre était plus complet : 25 hommes, une centaine de femmes et d'enfants, voilà de quoi se composait la population chrétienne qui n'avait pas abandonné ses foyers (3). Pour toute la région du Liban, le chiffre total des chrétiens tués s'élevait à 6,000, dont 500 tom-

(1) Voir *Correspondence relating to the disturbances in Syria*, p. 158, 159, 167.

(2) Voir lettre de M. l'abbé Lavigerie, directeur du comité des Écoles d'Orient. (*Ami de la religion*, 27 novembre 1860.)

(3) Rapport du major Fraser. (*Correspondence relating to the disturbances in Syria*, p. 259.)

bés dans la lutte à main armée et 5,500 massacrés ; 150 villages ou hameaux avaient été brûlés. Quant au nombre de ceux qui avaient souffert de la guerre civile, on ne l'évaluait pas à moins de 75,000 personnes, frappées à des degrés divers par la mort de leurs proches, la perte de leurs biens, l'incendie de leurs demeures (1). Tel était l'état de la Montagne. A Damas, les calculs n'étaient pas moins effrayants : on estimait que plus de 5,000 chrétiens avaient été immolés; quant aux pertes matérielles, elles n'étaient pas inférieures à 125 millions (2). De toute la Syrie, un seul point semblait vraiment sûr, Beyrouth, siège des consulats et du quartier général français. C'est vers Beyrouth qu'avaient reflué tous les fugitifs du Liban, de la Cœlesyrie, de Damas, n'ayant qu'une ambition, celle d'échapper au sabre des Turcs ou des Druses, ne formant qu'un vœu, bien modeste et pourtant difficile à satisfaire, celui d'avoir du pain. En présence de tant de maux, qui eût osé parler d'indulgence, d'impunité surtout? qui eût osé marchander aux victimes les secours qui adouciraient leur détresse?

La Commission tint le 5 octobre sa première séance, et presque aussitôt s'occupa des répressions. Un tribunal extraordinaire avait été institué à Beyrouth, un autre allait l'être à Moktarah. Les commissaires, s'étant hasardés à rechercher les antécédents des juges, firent une première découverte : l'un des membres du tribunal de Beyrouth était un certain colonel Hosni-Beck, naguère commandant d'une des garnisons ottomanes qui avaient fait cause commune avec les Druses. Les Turcs nièrent d'abord le fait, puis l'avouèrent sans aucun embarras et, ayant destitué l'officier, le firent aussitôt passer

(1) J'emprunte ces chiffres à un rapport de M. Moore, consul général d'Angleterre à Beyrouth, à sir Bulwer, ambassadeur britannique à Constantinople, 30 juin 1860. (*Furthers Papers*, p. 25.) Les documents d'origine française accusent des chiffres encore plus élevés; mais, comme ils émanent le plus souvent des victimes elles-mêmes, ils pourraient être suspectés d'exagération. C'est pourquoi je me suis référé de préférence aux rapports britanniques, plus enclins à atténuer le mal qu'à le grossir.

(2) Rapport du consul Brant à lord Russell, 11 août. (*Correspondence relating to the disturbances in Syria*, p. 83.) M. Brant estime le nombre des morts à 5,500, dont 3,500 Damasquins et 2,000 étrangers qui s'étaient réfugiés dans la ville.

du rang de juge à celui d'accusé. Volontiers la curiosité des Européens se fût exercée sur quelques autres points. Mais, soit surcroît d'occupations, soit raffinement d'habileté, Fuad s'abstenait à l'ordinaire d'assister aux séances : il était remplacé par un subordonné, Abro-Effendi, qui tantôt se taisait, tantôt alléguait l'ignorance ou le défaut d'instructions; de la sorte, on gagnait du temps, chose précieuse entre toutes, l'occupation française étant limitée. Quand Fuad condescendait à siéger avec ses collègues, il s'abandonnait parfois à des accès de zèle, mais qui troublaient, loin de rassurer, tant il apparaissait que c'était pur étalage. En réalité, depuis les exécutions de Damas, rien d'efficace n'avait été accompli. Les Druses demeuraient libres, sauf les quelques chefs tenus en surveillance à Beyrouth. Quant à Khourchid et à ses officiers, ils attendaient toujours leur procès. Les commissaires réclamèrent. Ils demandèrent qu'on fixât le sort du pacha et de ses acolytes. Ils observèrent en outre que, si un grand nombre de Druses s'étaient enfuis, d'autres demeuraient encore qui se montraient moins soucieux de faire leur soumission que de mettre en sûreté leur butin. Fuad sollicita d'abord des délais. Puis, après deux mois, vers le milieu de décembre, il prit un ensemble de mesures qui avaient un grand air de fermeté. Dans le Liban et l'Anti-Liban, un grand nombre de Druses, sept ou huit cents, dit-on, furent arrêtés. A la même époque, Khourchid et les officiers turcs furent condamnés à un emprisonnement perpétuel. Enfin onze condamnations à mort furent prononcées contre les chefs druses qui s'étaient rendus à discrétion à Beyrouth. A distance et transmises à Paris et à Londres, ces décisions paraissaient révéler une énergie presque égale à celle qui naguère s'était déployée à Damas. Sur les lieux, elles ne satisfirent qu'à demi les populations chrétiennes et les commissaires européens eux-mêmes. On remarqua qu'aucun des fonctionnaires ottomans, même Khourchid, n'était frappé de la peine capitale. Quant aux chefs druses, on attendit quelques jours, puis, comme aucun d'eux n'était conduit au supplice, on ne douta point qu'ils ne fussent épargnés. Restaient les Druses arrêtés en masse. Sûrement l'Angleterre les abriterait sous sa protec-

tion. On en eut la preuve quand, dans la séance du 29 décembre, lord Dufferin s'éleva avec beaucoup de force, non contre les auteurs des massacres, mais contre les évêques qui avaient dénoncé, disait-il, plus de 1,200 Druses. « Cette soif de vengeance, ajoutait-il, était-elle dans l'esprit de l'Évangile? — Le nombre des dénonciations faites par les évêques est accablant, non pour les évêques, mais pour la nation druse », répliqua vivement le commissaire français M. Béclard. Avec une joie maligne les Turcs assistaient à ces discussions. Les divisions des commissaires européens seraient en effet leur meilleure chance, et, les puissances leur demandant de faire des choses différentes, ils s'en autoriseraient pour ne rien faire du tout.

Au souci de punir les coupables se joignait celui de soulager les victimes. L'approche de l'hiver rendait l'œuvre urgente. Il importait de relever les toitures des maisons incendiées, d'assurer des secours en vêtements, en couvertures, en grains, en provisions, de permettre, par des distributions de semences ou d'outils, la reprise des travaux agricoles. Fuad prodigua les promesses. Le commissaire français insista, essaya de préciser, demanda que les demeures des Druses fugitifs fussent assignées aux chrétiens sans asile, que les récoltes accaparées pendant les derniers troubles fussent, au moins en partie, attribuées aux Maronites, que les habitants des cités détruites pussent, en vue des reconstructions, couper du bois dans les forêts voisines. « Ces vœux seront exaucés, répliqua Fuad; ils ont même été prévenus. » Il allégua toutefois, à plusieurs reprises et avec un embarras marqué, la rareté du numéraire : « C'est un aveu d'insolvabilité », se dirent entre eux les commissaires (1). Malgré ces signes peu favorables, les représentants européens s'ingénièrent à rechercher soit pour Damas, soit pour le Liban, un système efficace de réparations. — Pour Damas, les commissaires français et prussien proposèrent l'établissement d'une contribution de guerre et, en outre, des per-

(1) Voir *Procès-verbal de la séance du 30 octobre 1860.* — Voir aussi *Correspondence relating to the disturbances in Syria,* p. 217.

quisitions fort étendues afin de recouvrer les objets volés. Peu de jours plus tard, le consul de France envoya un projet de règlement très complet. Il réclamait pour les chrétiens damasquins une indemnité de trente millions qui serait fournie, partie par un impôt extraordinaire sur la ville et la banlieue, partie par une subvention de la Porte. Le plan était bon, mais comment la Porte, qui ne payait pas ses soldats, eût-elle payé de simples chrétiens? « Ce qui importe, répétait M. Béclard, c'est moins le chiffre de l'indemnité que le règlement immédiat (1). » Ainsi parlait notre représentant, et avec beaucoup de sagesse, en homme qui savait bien que ce qui ne serait pas payé de suite ne le serait pas du tout. Le 1er décembre, les commissaires partirent pour Damas, afin d'étudier sur place et le mal et les remèdes. Ils y furent reçus très solennellement, et entourés d'une escorte d'officiers dont plusieurs avaient participé aux derniers massacres. En leur honneur, on s'était hâté de déblayer un peu le quartier chrétien, comme on assainit une prison quand l'inspecteur passe : des décombres on retirait de temps en temps quelques ossements, pauvres débris rassemblés à la hâte et furtivement portés au cimetière. Pendant plusieurs jours, les commissaires se promenèrent à travers les ruines; puis ils regagnèrent Beyrouth dans le même appareil somptueux, mais sans aucun profit pour les victimes : les seuls secours venaient des religieuses françaises, des Lazaristes français, des comités français, et aussi des Anglais, non moins généreux dans leur bienfaisance qu'implacablement égoïstes dans la politique. Voilà ce qui se passait à Damas. — Quant à la région du Liban, le général de Beaufort, pendant que les commissaires étaient absents, avait fait prévaloir un système, déjà énoncé par M. Béclard, déjà accepté par Fuad, celui d'une forte contribution en nature à prélever sur les Druses en état de porter les armes. Les moyens les plus coercitifs seraient adoptés pour en assurer le prompt recouvrement. Mais alors survint lord Dufferin qui reçut les pétitions

(1) *Correspondence relating to the disturbances in Syria*, p. 240, 241, 261. — *Procès-verbal de la séance du 21 novembre 1860.*

des Druses et, invoquant certaines dispositions excessives, protesta contre la sévérité de la mesure (1). Quelle belle occasion pour Fuad de se croiser les bras et d'inviter les représentants de l'Europe à s'accorder entre eux !

Cependant on touchait à la fin de l'année. Encore deux mois, et, le terme assigné à l'expédition étant expiré, les bataillons français devraient regagner Marseille. Pour que le succès de la Porte fût complet, il faudrait traîner jusque-là les châtiments et les indemnités. Surtout il faudrait empêcher qu'une occupation longuement prolongée ne rendît vains les atermoiements et n'acculât les Turcs à la nécessité finale de punir et de payer. Quoique l'éventualité fût redoutable, la Porte l'envisageait sans beaucoup d'appréhension. Elle comptait sur les jalousies de l'Angleterre.

VII

Le 10 janvier 1861, lord Cowley, porteur des instructions de lord Russell, se présenta au ministère des affaires étrangères et, après avoir rappelé la convention du 5 septembre, demanda le prochain rappel de l'expédition. M. Thouvenel avait entre les mains les rapports de M. Béclard; il les lut à l'ambassadeur, et insista sur la pacification incomplète de la Syrie. « L'intérêt de l'humanité et notre propre honneur, ajouta-t-il, ne permettent pas l'évacuation avant qu'un pouvoir fort et responsable soit établi là-bas. — Mais, répliqua Cowley, le gouvernement français est tenu de bonne foi à retirer ses troupes au terme fixé par la Conférence. — Sans doute, et nous ne résisterons pas à l'Europe; mais, en mon âme et conscience, si nous partons maintenant, un nouveau massacre suivra de près. — Au moins, repartit Cowley un peu déconcerté, que les Français fassent replier vers la côte leurs garni-

(1) Voir *Correspondence respecting to the affairs of Syria*, p. 284, 288, 312.

sons de l'intérieur, car leur présence dans la Montagne ne fait qu'irriter les Druses et exciter les Maronites (1). » Ce que l'ambassadeur exprimait avec une courtoisie toute diplomatique, lord Russell le répéta les jours suivants avec une rogue insistance. « Le Sultan, écrivait-il, est un souverain indépendant; la Turquie n'est pas sous la domination des cinq puissances (2). » Et il ajoutait quelques jours plus tard : « Nous ne voulons pas créer en Orient un nouvel État pontifical, et donner à la France un nouveau prétexte d'occupation indéfinie (3). » Dégagée des ménagements officiels, la presse britannique enchérit sur ce langage et, avec une rare acrimonie, dénonça ce qu'on appelait les ambitions françaises. « Ce n'est pas pour rien, disait la *Saturday Review*, que *Partant pour la Syrie* est l'air national de la dynastie napoléonienne. La conquête de la Syrie et de l'Égypte est l'idée favorite de l'esprit napoléonien. L'intrigue de Syrie est un reste du vieil esprit d'agression inhérent au despotisme militaire des Bonaparte. »

Tant d'injustice aurait pu faire naître le désir de représailles, réveiller même, en la France alors toute-puissante, quelques-uns de ces fiers souvenirs si imprudemment évoqués. En ces conjonctures, le gouvernement impérial n'eut d'autre souci que de se montrer correct, correct même à l'excès, et au point d'écourter, par crainte de froissements vulgaires, sa haute mission de justicier. Les cinq puissances avaient voté l'entreprise; ce serait à elles à en décider la continuation ou à en marquer le terme. De nouveau, M. Thouvenel convoqua la Conférence. Puis, avec une patience méritoire quoique sur un ton un peu attristé, il rassura de nouveau l'ombrageuse Angleterre. Tout au plus, dans sa correspondance intime, un peu de dédain se mêlait-il à sa longanimité. « Vraiment, écrivait-il en ce temps-là à notre envoyé à Londres, M. de Flahaut, les soupçons se succèdent dans l'esprit de lord Russell,

(1) Dépêche de lord Cowley à lord Russell, 11 janvier 1861. (*Correspondence*, p. 317.)
(2) Dépêche de lord Russell à lord Cowley, 24 janvier. (*Correspondence*, p. 332.)
(3) Lord Russell à lord Cowley, 21 février 1861. (*Correspondence*, p. 410.)

comme les mauvaises herbes poussent dans les champs (1). »

Le 19 février, la Conférence se réunit. M. Thouvenel fit valoir les avantages d'une occupation prolongée : sept mille Druses demeuraient en armes dans le Hauran; pas un de leurs chefs n'avait encore été exécuté; les indemnités n'étaient point payées; aucun gouvernement régulier n'était assuré. A cette demande, l'ambassadeur d'Angleterre opposa les objections tant de fois répétées; il ajouta, d'ailleurs, que la sécurité des chrétiens pourrait être assurée par la présence des escadres de l'Occident. « Mais, répliquèrent en même temps M. Thouvenel et M. de Kisselef, les vaisseaux ne pourront fouiller la Montagne pour y faire justice. » A ce moment l'ambassadeur d'Autriche intervint : « Quand la flotte anglaise pourra-t-elle mouiller au large dans les mers de Syrie? — Vers le 1er mai, répliqua lord Cowley. — Eh bien! repartit M. de Metternich, l'occupation ne pourrait-elle pas se prolonger jusqu'à l'arrivée des escadres, c'est-à-dire jusqu'à la fin de mai ou le commencement de juin? » Cette sorte de moyen terme parut réunir les suffrages, et de la sorte on se flatta de satisfaire à demi la France sans pousser à bout l'Angleterre. M. Thouvenel était trop clairvoyant pour ne pas mesurer à son juste prix cette parcimonieuse bienveillance. Ce dérisoire répit valait-il la peine qu'on en profitât? Dans un conseil des ministres qui se tint le lendemain, on songea même un instant à décliner les faveurs presque désobligeantes de l'Europe et à rappeler les troupes de suite, puisque, de toute façon, il faudrait le faire dans trois mois. Dans le même temps, l'opinion publique en France commençait à s'agiter, et des pétitions, revêtues de noms illustres, étaient adressées au Sénat pour que le gouvernement n'abandonnât point ses clients séculaires. C'est sur ces entrefaites que la Conférence, se rassemblant de nouveau, fixa définitivement au 5 juin 1861 le dernier délai de l'évacuation. M. Thouvenel accepta l'expédient, mais en homme découragé. « Rien n'a été fait, répétait-il à lord Cowley; nous allons partir sans

(1) Lettre à M. de Flahault, ambassadeur à Londres. (*Le Secret de l'Empereur*, t. Ier, p. 323.)

que notre programme ait été rempli, ni même sérieusement ébauché. Et puis, si après notre départ de nouveaux massacres surviennent, quelle honte pour l'humanité, quelle déconsidération pour l'Europe! » A ces paroles, dont il reconnaissait la justesse, mais que les défiances de la politique nationale lui interdisaient d'approuver, lord Cowley demeurait muet; puis, faute de meilleure réponse, il objectait les difficultés de toute solution pratique. « Ah! si la France et l'Angleterre s'entendaient bien... », répliquait M. Thouvenel. Et son silence, plein de tristesse et de grave reproche, achevait sa pensée.

VIII

Ces divisions rendraient inefficaces nos meilleurs, nos plus consciencieux efforts. Il ne reste plus qu'à enregistrer les derniers actes de la Commission européenne.

Il y avait alors dans les prisons de Beyrouth ou de Moktarah trois sortes de coupables : d'abord Khourchid et quelques officiers ottomans, condamnés à la détention perpétuelle; puis onze chefs druses condamnés à mort; enfin plusieurs centaines de Druses de rang moins élevé, arrêtés récemment et attendant leur sort. Voici ce qu'il advint pour chacune de ces catégories.

Vis-à-vis des officiers turcs, les commissaires européens, d'une opinion unanime, inclinaient à une rigueur exemplaire. Les décisions du tribunal de Beyrouth constituaient, non des arrêts définitifs, mais bien plutôt de simples propositions que l'autorité supérieure avait le pouvoir de confirmer, d'adoucir ou d'aggraver. Or le supplice de Khourchid semblait surtout une expiation nécessaire. Mais les Anglais qui se faisaient les avocats des Druses avaient-ils qualité pour se faire les accusateurs des Turcs? En faveur du pacha et de ses subordonnés, Fuad plaida les circonstances atténuantes : « Ils étaient cou-

pables d'inertie, non d'avoir versé le sang (1). » Puis, avec un grand étalage de scrupules, il se retrancha derrière le tribunal. Sans doute il avait le droit de modifier les sentences; mais ce droit était un droit extrême et dont l'usage tournerait aisément à l'abus. Qu'ajouterai-je? Khourchid et ses compagnons furent embarqués pour Constantinople. Serait-ce bien pour y subir leur peine? Tous en doutaient, même les Anglais. « Si la vie de Khourchid a été épargnée, écrivait lord John Russell, que sa détention au moins soit rigoureuse, que sa peine soit une réalité et non une feinte destinée à couvrir de prochaines faveurs et de prochaines dignités (2). »

Tel fut le sort des Turcs. Quant aux Druses, on assista à une sorte de marchandage qui n'avait plus rien de commun avec la justice. De vrai, l'embarras était assez grand. Les choses avaient été si bien menées que les chrétiens, de moins en moint assurés d'une protection durable, se souciaient peu de s'exposer à des représailles trop certaines : de là des difficultés presque insurmontables pour recueillir les témoignages. Dans ces conjonctures, les Turcs, après avis du tribunal de Moktarah, s'ingénièrent à établir, d'après une sorte de proportion arithmétique, le nombre des victimes à immoler. Ils calculèrent que, les massacres n'ayant pas eu lieu partout sans résistance, les Druses avaient perdu 1,300 hommes environ dans la guerre civile; à ce chiffre ils ajoutèrent 176 meurtres commis, disaient-ils, pendant les mois précédents par les chrétiens sur leurs adversaires. Cette évaluation faite, ils conclurent que, les Maronites s'étant déjà à moitié vengés, un léger supplément de répression suffirait. Une fois sur cette pente et se décidant de plus en plus au jugé, ils estimèrent qu'une vingtaine de condamnations à mort, ajoutées à celles déjà prononcées à Beyrouth, serait un holocauste raisonnable pour apaiser la France et ses protégés. A la séance du 24 janvier 1861, l'expédient fut soumis à la commission européenne, et sans beaucoup de déguisement. Il y éveilla d'ailleurs moins de

(1) *Procès-verbal des séances de la commission de Beyrouth*, séance du 31 décembre 1860.

(2) Lord Russell à lord Dufferin, 18 mars 1861. (*Correspondence*, p. 462.)

réprobation qu'on n'eût imaginé. Le commissaire français, fort découragé, déplora qu'on eût tant tardé, ce qui rendait impossibles les dépositions des témoins et contraignait à verser dans l'arbitraire. Lord Dufferin, tout en convenant de certains châtiments nécessaires, insista pour les garanties à accorder aux Druses. Les plus sages furent les commissaires prussien et russe, qui repoussèrent péremptoirement ces fixations (1). La même discussion un peu honteuse se traîna durant les séances suivantes (2). Bref, de concession en concession, de débat en débat, on arriva à une manière de scrutin. Les Français demandaient dix exécutions, les Prussiens neuf, les Russes cinq, les Anglais et les Autrichiens deux. Hâtons-nous d'ajouter qu'en fin de compte, la décision échappa au jugement des commissaires et fut renvoyée à Constantinople. La principale répression dont nous trouvons la trace fut la suivante. Le 16 mars, à Beyrouth, furent embarqués sur une corvette turque, à destination de Tripoli de Barbarie, 245 Druses, les uns exilés temporairement, les autres réservés à un emprisonnement plus ou moins long. L'Angleterre n'a point coutume d'abandonner ceux qui se confient à elle. Elle n'avait point oublié les Druses proscrits. Lord Dufferin avait recommandé les nouveaux arrivants au consul britannique de Tripoli. Fuad, de son côté, s'était assuré que les familles des bannis ne souffriraient point, et qu'eux-mêmes, au lieu de leur internement, seraient préservés de toute avanie. C'est ainsi réconfortés que les condamnés partirent. A leur débarquement à Tripoli, les prisonniers furent installés sous des baraques salubres et qui contrastaient avec les abris misérables où se consumaient les malheureux Maronites. La même Providence, qui décidément n'abandonnait pas les Druses, leur ménageait un nouvel adoucissement. Le gouverneur de Tripoli était un ancien gouverneur de Saïda qui avait connu plusieurs d'entre eux, en sorte qu'ils purent se figurer n'avoir

(1) *Procès-verbal des séances de la commission de Beyrouth*, séance du 24 janvier 1861.

(2) *Procès-verbaux des séances des* 29 *janvier*, 27 *février* 1861, et Annexes, 28 février, 2 mars 1861.

changé ni de ciel ni de patrie (1). L'un des principaux insurgés, frappé d'une maladie incurable, était resté à Beyrouth : on l'appelait Saïd-bey-Djumblat. L'Angleterre ne se contenta pas de le dérober aux légitimes réclamations de la France : elle veilla sur lui ; elle prescrivit que lord Dufferin le visitât ; elle le fit entourer de soins et d'égards ; puis, quand il mourut, elle le pleura comme un ami, loin de le flétrir comme un coupable. Par un bizarre contraste, tandis que l'Angleterre politique assurait l'indulgence aux fauteurs de troubles, l'Angleterre chrétienne prodiguait les consolations parmi les victimes. Distributeurs des comités de secours, les missionnaires protestants parcouraient la Montagne ; puis, le soir, après leurs charitables courses, il leur arrivait de s'asseoir au foyer des Druses, et souvent ils leur reprochaient leurs excès. « Mais, répliquaient ceux-ci, nous pensions avoir agi avec l'appui de la Grande-Bretagne. » A ce langage les pieux clergymen se récriaient avec des élans fort pudiques et tiraient de leur bagage la Bible, ce livre divin que l'Angleterre excelle à rapprendre comme à oublier. Cependant, dans leurs pauvres villages ou sur les quais de Beyrouth, les infortunés Maronites enviaient le sort de leurs persécuteurs, et, ne sachant plus à qui se plaindre, égaraient leurs confidences même auprès des Turcs : « Que voulez-vous ? leur répliquait Fuad. Je sais bien que les Druses n'ont été que bien légèrement punis ; mais ce n'est pas ma faute, c'est celle des commissaires européens qui n'ont pu s'entendre entre eux. »

Les réparations pécuniaires furent au niveau des répressions pénales.

On sait comment, dans la région du Liban, le projet de contribution individuelle sur chaque Druse en état de porter les armes avait été abandonné ou du moins ajourné. A la séance du 21 mars 1861, la question fut de nouveau soumise aux commissaires européens, mais sans grand espoir d'une solution favorable. Sur les Druses pauvres, que pouvait-on préle-

(1) Voir Rapport de lord Dufferin à sir Bulwer, 23 mars 1861 ; dépêche du consul général Herman à lord Dufferin. (*Correspondence relating to the affairs of Syria*, 2e partie, p. 8 et 36.)

ver? Vis-à-vis des Druses riches, Fuad se désarmait d'avance; car, avec un grand appareil de scrupules légaux et de considérations économiques, il repoussait toute idée de confiscation. L'indemnité se réduisit en effet à douze cent mille francs en numéraire et à quelques secours en nature. Cinq semaines plus tard, à la séance du 29 avril, M. Béclard résumait en quelques mots tristes et irrités les longues déceptions des protégés de la France. « Des promesses faites, disait-il, aucune n'a été tenue... Quelques acomptes dérisoires ont été inégalement distribués. Dans un grand nombre de localités, un sixième des secours nécessaires pour la reconstruction des maisons a été réparti. Mais à quoi cela pouvait-il servir? Les victimes mouraient de faim; elles ont dépensé cette modique somme pour vivre et ne sont pas aujourd'hui plus avancées (1). »

A Damas, les chrétiens ne furent pas mieux traités. On se rappelle le projet du consul de France qui fixait les réparations à une somme de trente millions à prélever, par voie d'appels successifs, sur la population musulmane de la cité. Pendant quelques jours, on put espérer que cette combinaison servirait de point de départ pour le règlement futur. Sur ces entrefaites, à la séance du 22 décembre, Fuad produisit une dépêche de Constantinople par laquelle la Porte évoquait à elle la fixation des indemnités. Par cet acte d'autorité, par cette sorte de coup d'État, les commissaires européens se trouvaient dessaisis, et le commissaire turc lui-même n'avait plus qu'à s'abriter derrière son maître. Autant le Sultan avait été empressé à revendiquer la décision, autant il fut lent à la promulguer. C'est seulement à la séance du 5 mars 1861 que Fuad notifia aux commissaires les volontés du Divan. Et quelles volontés! L'indemnité était réduite de trente millions à quinze millions. Non seulement le dédommagement était réduit de moitié, mais le payement, réparti en six accomptes semestriels, s'échelonnerait sur un espace de trois années. Le plus grave, c'était que les malheureux chrétiens, au lieu d'être payés

(1) *Procès-verbal de la séance du 29 avril 1861.*

directement sur un impôt local et pénal, deviendraient les créanciers du gouvernement ottoman, le plus irrégulier des débiteurs et peut-être le plus insolvable. Sans doute, l'impôt serait levé spécialement sur Damas : seulement le produit serait, non pas réparti sur place, mais versé au trésor public qui se chargerait de payer les victimes, à moins toutefois qu'une de ces crises pécuniaires familières à l'Orient ne détournât les fonds pour quelque autre objet. Les commissaires écoutèrent avec un mélange d'ahurissement et de colère ce plan dérisoire où se masquait à peine l'arrière-pensée d'une définitive spoliation. Un point restait incertain : la contribution sur Damas serait-elle prélevée sur les musulmans seuls ou sur l'ensemble de la population? Interrogé par le commissaire français, Fuad se déroba. Mais ce silence même laissait craindre que les Turcs, habiles à copier l'Europe quand leur intérêt le commande, n'appliquassent ici le principe de l'égalité de l'impôt. Il arriverait donc que les chrétiens seraient imposés pour les maux qu'ils avaient soufferts et payeraient l'indemnité avant de la recevoir. Mais encore une fois, cette indemnité, la recevraient-ils jamais? Avec une méritoire patience, le commissaire français demanda qu'au moins le premier acompte, qui était de 2,500,000 francs, fût payé de suite. Fuad le promit : « Je dépasserai même ce chiffre, ajouta-t-il, si cela est possible. Remettez-vous-en à moi (1). » On s'en remit à lui, ne pouvant plus faire autre chose. C'est seulement deux mois plus tard que l'annonce d'une contribution sur les Juifs et musulmans de Damas permit d'espérer un commencement de réparation. Dans ses entretiens intimes, Fuad laissait percer la vérité. Il n'avait point d'argent, et son gouvernement n'en avait pas davantage. Depuis plus de trente mois les officiers musulmans n'avaient point reçu leur solde complète. Quand on manquait de fonds pour des besoins si pressants, comment en aurait-on eu pour payer les « chiens de chrétiens » ?

On atteignit ainsi les premiers jours de juin, c'est-à-dire l'extrême délai de notre occupation. Jusqu'au dernier moment

(1) *Procès-verbal de la séance du* 5 *mars* 1861.

les chrétiens se flattèrent qu'un arrangement nouveau leur assurerait une protection plus longue et peut-être établirait à leur profit le patronage permanent de la France. Quand l'évacuation parut résolue, leurs regrets se mesurèrent à la grandeur de leurs inquiétudes. Ce n'était pas qu'une certaine sécurité ne régnât dans les villes et jusque dans la Montagne ; mais cette tranquillité précaire n'avait rien de commun avec la confiance. Les villages ne se rebâtissaient pas ; plusieurs cités demeuraient presque désertes; en beaucoup d'endroits les bras manquaient pour la prochaine récolte. Dans un dernier espoir de retarder le départ, de nombreuses pétitions se signèrent qui demandaient au moins un répit. Aussitôt les résidents anglais, s'agitant beaucoup, firent circuler des pétitions contraires. Dans le même temps de nombreux navires britanniques croisaient dans les eaux de la Syrie, comme pour déployer un appareil de protection qui ôterait tout prétexte à un nouveau sursis.

Ce sursis, la France découragée ne songeait ni à l'imposer d'autorité, ni surtout à le solliciter. Elle avait fait d'irréprochables efforts pour rétablir l'ordre et, ayant empêché le mal plutôt que consolidé le retour au bien, n'avait plus d'autre souci que de dégager sa responsabilité. De toute la région de la Montagne, nos détachements se concentrèrent vers Beyrouth au milieu des plus touchantes marques d'affection et de douleur. A Deir-el-Kamar, presque tous les habitants firent escorte à nos soldats, répétant à l'envi qu'ils renonçaient à leurs foyers, puisque l'uniforme français ne serait plus là pour les protéger. La manifestation fut si vive que Fuad et, avec lui, les agents consulaires durent, par des promesses réitérées de vigilance, s'employer à calmer les esprits. Pendant qu'éclataient ces témoignages sincères, le général de Beaufort écoutait d'autres protestations qui l'étaient moins : car, au milieu des visites officielles ou des banquets d'adieu, on ne manquait point de vanter de part et d'autre le bon accord des puissances et de se congratuler des résultats acquis. Le 5 juin, l'embarquement se termina. Les jours suivants, les Turcs eurent grand soin d'expédier de nombreux rapports, où ils vantaient la sécurité

saire avec ceux qui manquaient de tout. Notre gouvernement eut à un degré singulier le mérite de la patience; il l'eut même à l'excès vis-à-vis de l'Angleterre et de la Porte liguées pour nous paralyser. Le pays, en cette occurrence, valut mieux encore que le gouvernement. Comme la misérable Turquie, insolvable et gaspilleuse, était décidément impuissante à relever les ruines, il prit à son compte l'œuvre de réparation. Tout ce qu'une grande nation généreuse peut faire pour un peuple ami, la France le fit pour la Syrie en détresse. Un comité, dit *Comité des écoles d'Orient,* existait depuis quelques années à Paris : ce comité devint comité de secours. On ne sait ce qu'on doit le plus admirer, ou de l'infatigable activité qui sollicita les dons, ou de l'élan charitable qui multiplia les offrandes. Le chiffre total des aumônes s'éleva à près de trois millions, sans compter les secours en nature (1). Un prêtre, l'abbé Lavigerie, fut délégué pour la répartition des secours; pendant de longs jours, il parcourut toute la région de la Montagne, préludant ainsi aux courses apostoliques qui devaient plus tard signaler son ministère épiscopal en Algérie. On peut le dire avec une rigoureuse vérité, il n'y eut pas en ce temps-là, à Beyrouth et dans toute la région du Liban, une seule œuvre de bienfaisance, de relèvement matériel ou moral qui n'ait été inspirée et, pour la plus grande part, accomplie par les religieuses françaises, les religieux français, les résidents français. C'est par leurs soins que furent distribués les aliments, les semences, les vêtements, les matériaux de reconstruction et les ustensiles même qui reconstitueraient le foyer de la famille. Dans la disparition de toutes les autorités ou incapables ou indignes, ce fut souvent par leur initiative que furent prises les mesures de sécurité, de police, de salubrité auxquelles nul autre ne songeait. Comme les évêques du temps des invasions barbares, et dans une catastrophe non moins lamentable, ils furent bien les *defensores civitatis.* Ce furent leurs exhortations, leur exemple, leur courage qui ranimèrent les Maronites déses-

(1) Rapport de M. l'abbé Lavigerie sur sa mission en Syrie. (*Œuvres du cardinal Lavigerie,* t. II, p. 145.)

pérés. Parmi les legs de la guerre civile, l'un d'eux surtout leur parut sacré. Dans les sentiers de la Montagne ou sur les grèves du rivage, erraient de pauvres enfants sans parents comme sans foyer. Se souvenant de saint Vincent de Paul, nos religieux firent de ces orphelins leurs propres enfants; ils les prirent à leur charge, les recueillirent dans de modestes maisons aménagées à la hâte, partagèrent avec eux tout ce qu'ils avaient; plus tard, de spacieuses constructions surgirent, proportionnées à la grandeur des misères, et sous ces abris hospitaliers, ceux qui n'avaient plus ni père ni mère grandirent dans le double amour de l'Évangile et de la France.

Cette légitime et généreuse intervention du gouvernement impérial laisse un seul regret, c'est qu'elle ne se soit pas développée avec plus de hardiesse et d'ampleur. On voudrait une politique plus personnelle, moins subordonnée à tous ceux qui eurent pour principal souci de nous enlacer dans leurs liens et qui préférèrent une solution incomplète ou mesquine à un succès remporté par nous. Au lieu de notre correcte et inaltérable mansuétude, on se prend par instants à souhaiter, chez nos diplomates, quelque chose de l'accent impérieux d'un Strattford de Redcliffe agissant au nom et pour le compte de l'intérêt catholique et français. Au moment où débarquaient nos premiers bataillons, la Syrie était vraiment *res nullius;* aucune autorité, si ce n'est celle de Fuad, nouvellement arrivé, payant d'assurance et osant à peine espérer que son assurance réussirait. Tout eût justifié en notre bouche un langage péremptoire, et l'humanité dont nous étions les représentants, et les cruelles injures faites à nos clients séculaires, et le droit international violé en la personne de plusieurs de nos compatriotes, et le sentiment même de la France qui se montra plus tard par de si imposantes pétitions et par un si manifeste vœu public. La vraie sagesse n'interdit point l'audace, mais elle la met où il faut. Tout esprit de conquête à part, l'heure était belle pour procéder, non à quelques remaniements timides, mais à une organisation générale de la région du Liban, décidément assurée de son autonomie, affranchie de la Porte sauf l'obligation du tribut, et rattachée à la France par une relation bien

définie de patronage et de protectorat. Je n'ignore pas quels embarras dérivent parfois de ces tutelles. Mais que de raisons ne conviaient pas à embrasser la tâche! A une assistance transitoire et précaire se substituait un appui durable; et la certitude de cet appui eût fait naître en ces contrées un sentiment de sécurité et de confiance jusque-là inconnu. Il s'agissait non de créer de nouveaux liens, mais de reprendre d'anciennes traditions. Enfin si la reconnaissance n'est pas un mot vide de sens, quelle n'eût pas été la gratitude d'un peuple que nous venions d'arracher littéralement à une ruine totale et à une mort inévitable!

L'Empereur n'eut pas cette ambition. Dès le début de l'entreprise, il s'était proclamé le simple mandataire de l'Europe et, soit modestie, soit crainte de froissements, avait aliéné un peu vite son indépendance. En outre, Napoléon III attachait une importance extrême à la bonne entente avec l'Angleterre; or l'Angleterre se tenait prête à protester si la France accomplissait sur un seul point du globe ce qu'elle-même a coutume de faire dans le monde entier. J'ajoute que le programme impérial se trouvait déjà bien chargé de toutes sortes de questions irrésolues, pleines d'embarras pour le présent comme de périls pour l'avenir; et le souverain, de plus en plus attiré par ces perspectives dangereuses, ne gardait plus qu'une attention un peu lassée pour d'autres objets moins absorbants, quoique d'un intérêt bien national et bien français. Même avec ses proportions restreintes et ses résultats incomplets, l'expédition de Syrie demeure l'un des actes les meilleurs du règne. Seulement l'esprit se figure un dénouement moins écourté, un champ d'action moins jalousement circonscrit. De là, je le répète, un regret, celui que l'Empereur se soit contenté de tracer une page honorable, là où la Providence lui permettait peut-être d'écrire une grande page, grande pour lui-même et pour son pays.

LIVRE XXI

MARSALA ET CASTELFIDARDO

Sommaire : I. — Le complément de l'unité italienne : Venise, Naples, Rome. — Les annexions de 1859 et celles de 1860; en quoi elles diffèrent.

II. — État de Rome au printemps de 1860 : comment, dans l'entourage du Pape, on incline à la politique d'action : quelles circonstances diverses favorisent cette tendance. — Le cardinal Antonelli et Mgr de Mérode, leur caractère et leur influence. — Idée de créer une armée pontificale. — Lamoricière : son voyage à Rome : sa mission militaire. — Quels ombrages conçoit de cette mission l'ambassadeur de France. — L'œuvre du général de Lamoricière. — Quels obstacles elle rencontre; comment le général parvient à surmonter quelques-uns de ces obstacles. — Négociations de l'ambassadeur de France en vue du rappel du corps d'occupation; pourparlers, projet de convention. — Quel événement met de nouveau toutes choses en suspens.

III. — De diverses tentatives pour exciter la révolution dans le royaume des Deux-Siciles : M. Crispi en 1859. — Insurrection sicilienne en avril 1860 : Garibaldi, ses hésitations, et conditions de son acquiescement à une descente dans l'île. — Le gouvernement sarde : de quelle façon Cavour paraît avoir envisagé l'entreprise. — Garibaldi et ses compagnons : dernières irrésolutions : l'expédition est décidée. — Les soldats; les armes; les vaisseaux. — Attitude de Cavour. — Départ de l'expédition : traversée, et de quelle manière elle est protégée : débarquement à Marsala. — Cavour; ses inquiétudes pour les États romains; comment il est rassuré; quelle est son attitude vis-à-vis des diplomates et en particulier de M. de Talleyrand. — Suite de l'entreprise de Garibaldi : succès : incidents divers : entrée à Palerme. — Comment Cavour craint d'être débordé : il retient et pousse la révolution. — La cour de Naples : ambassade napolitaine à Paris : réception des envoyés à Fontainebleau et résultat de cette audience. — Négociations des Napolitains avec la cour de Turin : M. de Talleyrand; inefficacité de son intervention : une ambassade extraordinaire arrive de Naples : caractère dérisoire des pourparlers. — Projet français, et comment l'Angleterre le repousse. — Tentative de Cavour pour devancer Garibaldi à Naples : intrigue et conspiration : comment cette intrigue échoue. — Marche de Garibaldi à travers l'Italie du Sud :

derniers jours de François II dans sa capitale : son départ : entrée de Garibaldi à Naples (7 septembre).

IV. — Embarras de Cavour, et comment ils naissent du succès même : son projet de devancer Garibaldi sur le territoire pontifical. — Diverses menées pour préparer une sédition dans l'Ombrie et dans les Marches. — Quel caractère Cavour s'efforce de donner à son entreprise : il veut, dit-il, combattre la révolution. — L'Empereur : entrevue de Chambéry : récits italiens et dépêches françaises : quelle semble avoir été l'attitude de l'Empereur. — Derniers préparatifs de Cavour. — Sommation au cardinal Antonelli.

V. — Lamoricière et son œuvre d'organisation militaire. — Premiers indices d'attaque de la part des Piémontais. — Ultimatum envoyé par le général Fanti et ouverture des hostilités. — Plan de Lamoricière et projet de concentration sur Ancône. — Espoir d'une intervention française : M. Thouvenel et l'Empereur : dépêches échangées : M. de Grammont à Rome, et quelles interrogations pressantes lui sont adressées : incidents divers : rappel de M. de Talleyrand : M. de Grammont, à Rome et son cruel embarras. — Les opérations militaires : marche de Lamoricière sur Ancône : combat de Castelfidardo : déroute des pontificaux et héroïsme des Franco-Belges. — Lamoricière entre presque seul dans Ancône. — Siège de la ville et capitulation. — Triomphe de la politique de Cavour.

I

Le 2 avril 1860, en ouvrant le parlement sarde, le roi Victor-Emmanuel s'exprimait ainsi : « L'Italie n'est plus l'Italie des Romains ou l'Italie du moyen âge ; elle ne doit plus être dans l'avenir un champ ouvert aux convoitises étrangères, mais elle doit être l'*Italie des Italiens.* » Dégagés des réserves officielles, les députés jugèrent inutile de dissimuler sous ces vagues formules leurs desseins ambitieux. Ce que le Roi laissait discrètement entendre, ils le publièrent très haut : « Faisons serment de ne pas nous arreter tant que les destinées de la patrie commune ne seront pas accomplies. » Ainsi parlait, dans la séance du 13 avril, et au milieu de bruyantes acclamations, le rapporteur du projet de loi sanctionnant l'annexion de l'Émilie et de la Toscane. *Venise, Naples, Rome,* telles étaient désormais les trois cités à affranchir. Pour Venise, on se résignait à patienter, tant elle était bien gardée par les canons autrichiens! En revanche, quelle magnifique proie que le royaume des

Deux-Siciles, et serait-il impossible de la saisir, si quelque nsurrection, éclatant à l'intérieur, fournissait un prétexte à ntervention! Quant à Rome, le drapeau de la France, flottant sur le château Saint-Ange, la rendait inviolable; mais à des ntervalles presque périodiques, on parlait du retrait du corps l'occupation; les Français une fois partis, une habileté même ordinaire suffirait pour faire vouloir au peuple romain ce qu'on voulait soi-même; en dehors de la ville et de la campagne de Rome, il y avait les Marches et l'Ombrie, deux fort belles provinces qui compléteraient très avantageusement la récente acquisition des Romagnes. Le Roi, les ministres, les hauts personnages de l'État affectaient de modérer le vœu public, mais le contenaient avec tant de douceur que le meilleur moyen de plaire serait de désobéir. Eux-mêmes hasarlaient parfois quelques confidences qui, répétées à propos, commenteraient ou éclaireraient le langage officiel. Comme le Roi, en avril 1860, visitait la ville de Florence, on le vit, à l'issue d'un banquet, causer longuement avec le comte Pasolini, ancien ministre constitutionnel de Pie IX, l'interroger en détail sur l'état de Rome, puis le congédier en lui disant ces mots : « Rome, j'ai besoin d'y aller; il faut que nous y allions vite (1). »

C'était donc bien en vain que certains diplomates se flattaient d'avoir endigué les ambitions de Cavour. Le royaume de la haute Italie, qui jadis l'eût peut-être satisfait, ne lui suffisait plus. Sa vue, de plus en plus étendue sans être pour cela moins nette, embrassait toute la Péninsule depuis les lagunes de Venise jusqu'aux pointes de la Sicile. Son dessein pourrait souffrir des obstacles ou comporter des retards; mais désormais son programme était fixé, c'était celui de l'Italie unitaire rassemblée tout entière sous le sceptre du roi son maître, et fortement disciplinée sous sa propre main.

Plusieurs traits particuliers marquent cet achèvement de l'unification. Les annexions de 1859 peuvent s'appeler union volontaire : celles de 1860 sont visiblement le fruit de la con-

(1) Pasolini, *Memorie raccolte da suo figlio*, p. 263.

quête. En 1859, les Italiens du Centre, abandonnés par leurs princes ou les ayant chassés, s'offrent sans répugnance, et les plus réfractaires se laissent absorber sans trop de murmures; en 1860, les Italiens du Sud, après quelques jours d'entraînement, se rejettent en arrière, et si vivement que la terreur seule peut les retenir ou les soumettre. En 1859, le vote populaire, quoique très fortement influencé, précède l'occupation; en 1860, l'occupation s'accomplit d'abord, et le vote vient ensuite, sous le contrôle armé de ceux qui en doivent bénéficier. L'œuvre de 1859 est, en maints endroits, entachée de dol; celle de 1860 est surtout viciée par violence. En 1859, Cavour tourne l'ancien droit public; en 1860, il le brave Après avoir savamment gradué ses hardiesses, il se hausse au niveau de ces grandes audaces qui se nomment à volonté génie ou brigandage. Sa marche, longtemps mesurée, se précipite tout à coup. C'est, dit-il, nécessité de gagner en vitesse la Révolution, et, sous prétexte de la mieux vaincre, il s'incarne lui-même en elle. Tout ce qu'il a laborieusement préparé en de longues années, il l'achève en quelques mois, au mépris de la France tour à tour caressante et grondeuse, de l'Autriche muette de stupéfaction ou suffoquée de colère, de l'Europe indécise et désorientée; avec une hâte fiévreuse, il va au bout de ses desseins, comme s'il eût eu le pressentiment de la briè-veté de ses propres jours. En 1859, la politique d'annexion développe à la manière d'une comédie d'intrigue, plus fertil en incidents curieux qu'en émouvantes péripéties; en 1860, l comédie devient drame, drame d'une simplicité singulière e saisissante Sur le sol de la Péninsule se donnent rendez-vous, d'un côté, les tenants de l'ancien droit; de l'autre, les tenants du droit révolutionnaire, en sorte que la querelle agrandie devient celle du vieux monde et du monde nouveau. Les uns se rassemblent à Rome sous la bannière pontificale; les autres, sur les quais de Genes, se réunissent sous le drapeau de Garibaldi De là deux croisades : l'une pour défendre, l'autre pour assaillir ce qui reste du passé. Cependant Cavour veille et, à point nommé, intervient. Il écrase les uns, qu'il traite de mercenaires; quant aux autres, il les proclame des héros, leur

vote des actions de grâces, puis s'installe à leur place. Ainsi se forme la nouvelle monarchie, celle qui n'attend plus qu'une défaillance de l'Autriche ou de la France pour s'annexer Venise et Rome. Alors sera complétée, suivant l'expression de Victor-Emmanuel, l'*Italie des Italiens*, l'Italie modelée sur les grands États modernes, l'Italie émancipée, libre, heureuse même, si pour être heureux il suffit d'échapper aux abus partiels, de vivre sous un régime uniforme, de subir des lois très dures, mais votées sous une forme très régulière, et de porter très également de très lourds fardeaux.

II

En cette seconde période des annexions italiennes, c'est Rome qui, tout d'abord, doit attirer l'attention.

Les étrangers qui ont visité Rome pendant le carnaval de 1860 ont conservé de l'état de la ville à cette époque un souvenir qui ne s'est point effacé. Rome n'était plus la Rome de Grégoire XVI, fixée dans une volontaire immobilité; ce n'était pas davantage celle de 1846, amoureuse de son Pontife, ou celle de 1848, agitée par des rébellions ouvertes; ce n'était pas non plus la Rome des années précédentes, matériellement fort heureuse, se laissant doucement plaindre, aimant Pie IX, non plus d'enthousiasme comme jadis, mais d'affection sincère, un peu sceptique sur les abus tant de fois dénoncés par la presse étrangère, et attendant avec une patience remarquable ce qu'on appelait à Turin son affranchissement. Sur la cité sainte, un souffle d'inquiétude avait passé. Sans que la Révolution fût maîtresse, on percevait visiblement les symptômes d'une agitation qui, factice au début, deviendrait bientôt réelle si elle n'était sévèrement contenue. Les transactions étaient moins assurées; la politique, cette chose longtemps inconnue, avait assombri les relations ordinaires de la vie; les fêtes elles-mêmes semblaient moins joyeuses, tant la crainte était grande

qu'elles ne servissent de prétexte aux manifestations. Parmi les mécontents, dont le nombre s'était fort accru, le mot d'ordre était comme toujours de réclamer des réformes; suivant une tactique ancienne, on se gardait bien de préciser; de la sorte, les griefs demeuraient flottants et tellement vagues qu'aucune concession ne les pourrait apaiser. A certains jours d'anniversaires patriotiques, on voyait les cafés aux abords de la place Colonna se remplir d'une foule turbulente, des groupes se former dans le Corso, des drapeaux italiens paraître, disparaître, reparaître encore; puis, après l'*Angelus*, les fenêtres se garnissaient de lampions. Quand les manifestants s'émancipaient à l'excès, les gendarmes pontificaux arrivaient; s'ils ne sévissaient point, ils devenaient un objet de dérision; s'ils se montraient trop rudes, le télégraphe portait le lendemain à toute l'Europe le bruit de leurs prétendus assassinats. Dans les cas extrêmes, une ou deux compagnies françaises sortaient de leurs casernes, et, en un clin d'œil, rues et places se déblayaient. Gendarmes pontificaux et soldats français se séparaient rarement sans quelque querelle, les premiers étant souvent maladroits et les seconds souriant à demi au désordre qu'ils réprimaient d'ailleurs fort efficacement. Cependant le général de Goyon, commandant en chef le corps d'occupation, à la différence de plusieurs de ses officiers un peu gâtés par un long contact avec la population civile, se montrait non seulement très correct, mais fort dévoué vis-à-vis du Saint-Père. Il ordonnait force patrouilles et adressait à l'Empereur des rapports très véhéments, trop véhéments même, car Napoléon le faisait blâmer par le maréchal Randon, et l'ambassadeur de France signalait avec aigreur ses excès de zèle. — Tel était l'aspect extérieur des choses. Ceux des étrangers que leur rang ou leurs relations initiaient à la vie plus intime de la société romaine et surtout de la cour pontificale y trouvaient un autre objet d'observation non moins curieux. Au Vatican, des conciliabules se tenaient, plus animés, plus prolongés que de coutume; des mots se recueillaient, attribués aux prélats les plus en crédit, et avidement commentés. Quand on réunissait les phrases, les demi-aveux, les lambeaux de confidences, il

s'en dégageait l'indice d'une politique moins timide, moins circonspecte et presque belliqueuse : non seulement on résisterait à la Révolution avec les armes spirituelles, mais même avec les autres, Dieu ne les ayant point interdites, et les Pontifes étant, après tout, souverains temporels. Entre tous les souvenirs de l'Église, les plus chers semblaient ceux de ses combats : la force mise au service d'une cause sainte devenait, disait-on, sainte elle-même : on rappelait la bataille de Lépante, et on ajoutait que l'étendard de cette journée, pieusement conservé, pourrait abriter d'autres victoires : à de nouveaux barbares, il importait d'opposer une nouvelle croisade. Dans l'entourage du Pape, ces propos se répétaient avec un assez singulier mélange de confiance mystique, d'inexpérience naïve et d'ardeur martiale. Du Vatican, les rumeurs se propageaient dans la ville, où elles provoquaient des commentaires infinis. Sûrement le Pape ne désapprouvait point cette évolution; autrement tiendrait-on un tel langage si près de lui et avec une telle liberté? Mais quelle résolution sortirait de cet état d'esprit tout nouveau? Voilà ce qui se disait à mots couverts dans les ambassades, ce qui se colportait dans les salons, ce qui se chuchotait jusque dans les fêtes, toujours brillantes, quoique un peu troublées, du carnaval qui finissait.

Il est aisé de suivre l'enchaînement des faits qui avaient développé peu à peu ces pensées plus hardies. — Le Pape avait vivement ressenti la perte des Romagnes. Ce qui avait accentué son déplaisir, c'étaient les combinaisons diverses imaginées par l'Empereur et qui, sous le nom de *vicariat* ou sous tout autre nom, prétendaient laisser au spoliateur les profits de la conquête et consacrer un droit de haute suzeraineté au profit du spolié : « Je puis subir l'usurpation, avait répliqué avec dignité le Saint-Père, mais je ne puis la reconnaître en transigeant avec elle. » — Le dépit s'était changé en stupéfaction quand, vers le milieu de février, un messager venu de Turin, l'abbé Stellardi, avait osé exposer à Pie IX, en une audience particulière, ce qu'il appelait les vues du Piémont. Victor-Emmanuel était prêt à se déclarer fidèle feudataire du Saint-Siège; seulement, le Pape étant de plus en plus traité en incapable, la Sardaigne

aurait la libre administration non seulement des Romagnes déjà séparées, mais encore des Marches et de l'Ombrie, qui n'étaient pas encore perdues : c'était la combinaison du *vicariat*, mais amplifiée et qui, préjugeant les vœux des sujets du Pape, leur évitait tout embarras, même celui de se révolter. A cette avidité cynique et paisible, le Saint-Père répliqua par cet adage de droit civil : *Res clamat ad dominum*. Il aurait pu employer des arguments plus forts ; il se contenta, semble-t-il, de celui-là et l'abbé Stellardi se retira, assez honteusement éconduit (1). — En cet état critique, l'appui de la France subsistait, mais presque aussi importun que secourable. D'abord la protection n'était que partielle : très efficace à Rome et dans l'ancien patrimoine de saint Pierre, elle ne couvrait ni matériellement ni même moralement les territoires situés au delà de l'Apennin. A Rome même, d'assez fréquents conflits éclataient entre nos officiers et les agents pontificaux, les uns et les autres étant fort susceptibles, ceux-là à titre de bienfaiteurs, ceux-ci à titre d'obligés. Puis le protecteur s'autorisait de ses services pour donner des avis, pour conseiller des réformes ; or le mot « réforme » avait le don d'exciter au suprême degré le Pape, ses ministres, les membres du Sacré Collège : tout en convenant de certains abus, ils ne pouvaient admettre que tout fût à reprendre dans l'antique organisation des États de l'Église ; ils demandaient qu'on précisât les griefs ; ils ajoutaient que les réformes, possibles en un temps calme, sembleraient, en un temps de crise, un témoignage de faiblesse. En outre, les Français avaient, en général, une manière à eux de soutenir le gouvernement pontifical : ils ne manquaient aucune occasion de témoigner leur respect pour Pie IX, mais, avec une affectation très marquée, ils séparaient le Pontife de son entourage : en cela, ils interprétaient les vraies pensées de l'Empereur qui, volontiers, eût limité son assistance à la protection personnelle du Pape, et dans Rome aimait Pie IX, mais Pie IX seulement. — Le Saint-Père et ses conseillers étaient trop fins pour ne pas

(1) Lettre du roi Victor-Emmanuel à Pie IX, 7 février; instructions de M. de Cavour à l'abbé Stellardi, 8 février; rapport de l'abbé Stellardi au Roi. (Bianchi, *Storia documentata*, t. VIII, p. 398 et suiv.)

entir ces nuances, trop fiers pour ne pas souhaiter une condi-
ion moins précaire. C'est sous ces influences diverses que
'urent délibérés les premiers projets qui, à demi ébruités,
ntriguèrent si vivement les étrangers et la société romaine.
Sur ces entrefaites, on connut à Rome le vif mouvement d'opi-
iion qui, dans les premiers mois de 1860, porta vers le Pape
ion seulement les catholiques, mais tous ceux qu'effrayaient
es ambitions de Cavour. Tous les souverains ont leurs flatteurs,
et les souverains religieux comme les autres. Ce qui était mani-
'estation considérable fut représenté comme un vœu universel,
et on ne douta plus que le Pape ne trouvât au dehors le supplé-
nent de ressources qu'il ne pouvait tirer de son territoire
amoindri. Sous l'impression de ces nouvelles, les desseins se
précisèrent : ils consistaient à assurer au Saint-Père, par les
souscriptions des fidèles, un trésor et, par les enrôlements
volontaires, une armée.

Cette évolution devait amener au Vatican, non pas une crise
ninistérielle (chose fort inconnue à Rome !), mais un déplace-
nent, au moins passager, d'influence. Appelé à la direction
les affaires dès 1849, le cardinal Antonelli occupait depuis plus
le dix ans la secrétairerie d'État. Dans ce poste, il avait déployé
le remarquables qualités, mais négatives. Tout son art avait
été non de faire prospérer l'État pontifical, mais d'empêcher
qu'il ne mourût. On eût dit l'hôte d'une maison menacée de
ruine et qui n'ose bouger une pierre, de peur que tout l'édifice
ne croule. Les entreprises des révolutionnaires justifiaient en
partie cette cauteleuse prudence. Peut-être aussi le cardinal
pensait-il très secrètement que l'esprit moderne qui a détruit
toutes les souverainetés ecclésiastiques n'épargnerait pas davan-
tage la plus auguste de toutes, et qu'il y aurait folie à entretenir
le vastes pensées. Très défiant de lui-même depuis ses malheurs,
Pie IX s'était donné presque entièrement à ce conseiller avisé
qui avait toutes les habiletés dont il manquait lui-même, et qui,
sans donner beaucoup d'éclat à son règne, en écarterait du
moins, on l'espérait, les grands embarras. Maître à peu près
absolu, Antonelli avait gouverné Rome comme on ferait d'un
malade qui ne reviendra jamais à une santé brillante, mais

dont les jours se peuvent indéfiniment prolonger. Jugeant que les choses humaines ne sont faites que de délais mis bout à bout, il estimait qu'en gagnant du temps, il préserverait de toute atteinte le règne de Pie IX et le sien propre : après lui, Dieu ferait le reste et, suivant ses desseins, laisserait tomber ou maintiendrait l'antique principauté. Peu confiant dans le peuple romain, ne croyant guère à la popularité de son maître et point du tout à la sienne, Antonelli fondait surtout sa politique sur l'appui des puissances. La nature et l'étude lui avaient donné, pour traiter avec elles, toutes les qualités du diplomate consommé, à savoir : la tenue, la froide réserve qui déconcerte les questions indiscrètes, la constante courtoisie qui prévient tout éclat, l'art de se taire soi-même en provoquant les confidences. Vis-à-vis de la France, il accomplit ce prodige de ne jamais rien faire de ce qu'elle demandait et de ne se brouiller avec aucun de ses représentants. A la vérité, il ne dédaigna aucune habileté, même celles qui touchaient à la rouerie. A des intervalles presque périodiques, l'ambassadeur arrivait avec un programme de réformes auxquelles l'Empereur, disait-on, tenait extraordinairement. Le ministre de Pie IX ne répondait ni oui ni non, et prodiguait les bonnes paroles. Quand on insistait, il affectait cette ignorance des choses du monde qui ne messied pas à un homme engagé dans la cléricature, et invoquait le besoin de s'éclairer par des enquêtes, des commissions, des rapports; car, bien que dédaignant fort le parlementarisme, il avait retenu de la langue parlementaire tous les mots qui signifient *différer*. Que si on devenait trop pressant, ses réponses se nuançaient d'une légère, mais très légère impertinence : à qui demandait des franchises, des garanties, toutes sortes d'institutions modernes, il répliquait en s'enquérant obligeamment des libertés dont on jouissait en France, et qui, sans doute, étaient fort étendues, puisque, le peuple français étant satisfait, il restait tant d'idées libérales à exporter. Arrivé à ce point, il se taisait, ayant épuisé le degré d'ironie qu'un faible, fût-il cardinal, pouvait se permettre sans danger. Mais du même coup l'entretien prenait un autre tour et, un délai étant acquis, le but se trouvait atteint. Dans l'entrefaite, l'ambassadeur était

assez généralement rappelé, et le même manège se recommençait sans trop de périls avec le successeur. Ainsi gouvernait Antonelli. Puisant toute sa force dans de perpétuelles temporisations, il ne conviendrait guère à la politique agissante depuis quelque temps préconisée. Il ne quitterait pas le pouvoir, mais il abandonnerait provisoirement le devant de la scène, quitte à ne point lâcher tout à fait les fils et à les reprendre bien vite dès qu'il pourrait les ressaisir. La politique nouvelle fut alors représentée par un prélat dont l'originalité principale était précisément le dédain de toutes les adresses où le cardinal se complaisait.

On l'appelait Xavier de Mérode. Il était de grande race et de grand cœur. La Belgique était sa patrie, mais beaucoup de liens de famille et d'amitié le rattachaient à la France. Dans sa jeunesse, il avait servi dans l'armée belge, puis dans l'armée française d'Algérie et avec éclat. Bientôt sa piété très vive le poussant vers la vie religieuse, il était devenu prêtre, et Pie IX, en 1850, l'avait élevé à la prélature. A la cour pontificale, sa haute naissance eût suffi pour le mettre en relief. Il dut à d'autres causes un renom qui dépassa fort l'enceinte du Vatican et même celle de la ville. Dans la Rome du temps de Pie IX, nulle physionomie ne fut plus personnelle ni surtout plus en dehors que celle de ce robuste et libre Franco-Belge égaré parmi les Italiens. Il était par-dessus tout sincère et montrait avec une égale simplicité ses vertus, qui étaient admirables, et ses défauts, qui étaient assez nombreux. De tous ces défauts, le principal était l'excès même de la sincérité. Admis dans la familiarité de Pie IX, qui goûtait fort son esprit et aimait sa piété, il lui dit la vérité comme jamais un sujet ne la dit à son souverain, et, non content de la dire de la sorte, il la publia avec une liberté tout à fait inaccoutumée. Il vit à Rome des usages puérils ou surannés, et il les railla; des actes de favoritisme, et il les signala; des alternatives de sévérité maladroite ou de mansuétude coupable, et il les condamna très haut. Quoique d'une rare bonté, il portait souvent dans la critique quelque chose d'original et de mordant qui gravait la blessure et ne permettait guère qu'elle se fermât. Grand redresseur de torts, il s'irritait de la résistance jusqu'à

s'en exaspérer. Voici un trait qui le peint bien. Un jour, en 1857, comme il accompagnait Pie IX dans un voyage, il voulut visiter une prison où il flairait quelque abus : comme on lui en disputait l'entrée, il requit des ouvriers, démolit un pan de mur et entra par la brèche. En tout pays, un tel personnage eût fait beaucoup de bruit : quel n'était pas l'effarement dans Rome, ce traditionnel séjour de la quiétude et du doux laisser-faire ? En lui, le prêtre était pieux jusqu'au mysticisme, et c'était merveille de le voir monter à l'autel avec une gravité recueillie qui touchait au ravissement. Le saint sacrifice achevé, le soldat d'autrefois se retrouvait, batailleur et même un peu rude. Rude, il ne l'était d'ailleurs que vis-à-vis des puissants ; car vis-à-vis des humbles, des égarés, des souffrants, son cœur se fondait en tendresses ; et aujourd'hui encore, son nom revit à Rome dans les saintes et obscures bénédictions des pauvres. Autour de Pie IX, Antonelli et Mérode, l'un au premier rang, l'autre encore dans une demi-ombre, offraient le plus saisissant des contrastes. Antonelli ne travaillait qu'à perpétuer la paix, fût-ce la paix dans l'immobilité ; M. de Mérode aimait le combat même sans la victoire. M. de Mérode, qui n'était pas seulement droit, mais la droiture même, aimait toutes les vérités, et de préférence les plus difficiles à dire ; Antonelli ne s'arrêtait que sur les limites indécises où le mensonge commence. Le prélat était de ces impétueux qui chassent les vendeurs du temple ; le cardinal prenait grand soin de ne pas les voir, soit par naturelle tolérance ou complicité secrète, soit par la triste conviction que, dans l'État pontifical, le temple aurait bien des places vides si on n'y gardait que ceux qui n'y trafiquaient point. Vis-à-vis du Pape, chacun de ces deux personnages jouissait d'un crédit particulier qui semblait exclure toute concurrence. Pie IX était porté vers son camérier, aussi fidèle serviteur que mauvais courtisan, et, de plus en plus, devait l'élever au rang d'ami ; mais il se méfiait de sa langue trop prompte et de son esprit bouillant : Antonelli, au contraire, qui ne possédait en rien son cœur, lui en imposait par son expérience, ses grandes manières, sa connaissance raffinée de la diplomatie officielle ; et il n'imaginait point qu'un conseiller d'un tel

savoir-faire pût être jamais à court d'expédients sauveurs. Voici par quel côté le cardinal reprenait surtout ses avantages. La pratique de la vie avait développé en lui l'une des qualités maîtresses de l'homme d'État, à savoir, la mesure. Tout autre était Mgr de Mérode. Passionné pour le bien et vaillant comme personne, il s'élançait en avant avec une superbe fierté de gentilhomme : mais ses desseins, ainsi qu'on le vit surtout plus tard, n'étaient pas toujours suffisamment mûris; par là il lui advint de donner prise aux attaques de ses adversaires et d'embarrasser parfois ses amis eux-mêmes. Agir, agir toujours, était le rêve de Mgr de Mérode. Animé d'un amour sans bornes pour le Pape et pour l'Église, il se désespérait que la royauté temporelle pût sombrer. Cette royauté, il voulait la préserver, au prix de tous les sacrifices et surtout en la modernisant : donc ce rétrograde se faisait homme de progrès et trouvait un singulier plaisir, fait à la fois de zèle et d'esprit de contradiction, à déployer aux yeux des Romains ébahis toute l'activité familière à sa patrie. Que si, malgré ces efforts, l'assaut de la Révolution était inévitable, l'ancien officier d'Afrique ne voulait point douter que le Pape ne trouvât des défenseurs capables de sauver son trône ou, du moins, d'honorer sa chute. C'est en quoi se complétait le contraste entre les pensées du prélat et celles du cardinal : celui-ci n'avait qu'une ambition, celle d'assurer la vieillesse de l'État pontifical, mais une vieillesse si bien ordonnée, si savamment protégée, que cette vieillesse même userait beaucoup de ceux qui se croyaient de longs jours à vivre.

Au printemps de 1860, la politique d'action tendant à prévaloir, l'influence de Mgr de Mérode grandit dans la même proportion. Le cardinal gardait la direction des affaires : mais à Rome, on commençait à dire tout bas qu'il y avait autour de Pie IX deux partis, le *parti Antonelli* et le *parti Mérode*.

En France, dans les milieux catholiques les plus ardents, cette politique plus résolue non seulement était souhaitée, mais avait été pour ainsi dire indiquée d'avance. Quelques mois auparavant, comme un groupe de prêtres poitevins consultait Mgr Pie sur un présent à adresser au Saint-Père, l'évêque avait répondu : « Envoyez plutôt des hommes et de l'argent. »

L'argent, on l'obtiendrait assez aisément, et déjà, sous le nom de *Denier de Saint-Pierre,* les souscriptions volontaires s'organisaient. Quant aux forces militaires, l'embarras serait plus grand; on arriverait pourtant à les constituer, les uns s'offrant par dévouement, les autres se laissant attirer par la perspective de notables avantages. Le plus important, le plus difficile aussi serait de trouver un chef capable d'utiliser les éléments anciens, de les fondre dans les éléments nouveaux, de porter partout l'esprit de discipline. La perfection serait atteinte, si ce chef était assez glorieux pour communiquer à sa petite armée quelque chose de son propre prestige et pour relever ceux qu'on appelait dédaigneusement les «soldats du Pape», du discrédit, sans doute injuste, mais très réel, où ils étaient tombés.

C'est ici que Mgr de Mérode déploya son entreprenante activité. Parmi les militaires français que la politique rendait alors disponibles, se trouvait un général qu'il avait connu autrefois en Afrique, qu'il avait revu plus tard à Bruxelles après le coup d'État, et qui se rattachait à lui par un lien éloigné de parenté : c'était le général de Lamoricière. Nul autre choix n'eût été meilleur. Bien que n'ayant pas fait la grande guerre, Lamoricière avait déployé en Algérie plusieurs des qualités brillantes auxquelles se reconnaissent les vrais capitaines : son nom, synonyme de courage, rappelait de glorieux souvenirs non encore oubliés : longtemps éloigné des pratiques religieuses positives, il y était récemment revenu, en sorte que l'Église pouvait le réclamer pour l'un des siens. Une seule objection aurait pu se formuler : Lamoricière, banni par l'Empire, comptait parmi les opposants les plus intraitables, et Napoléon verrait sans doute avec déplaisir le Pape se confier à l'un de ses adversaires. Mais une telle considération n'était pas de nature à retenir Mgr de Mérode et ses amis, qui, fort animés contre l'Empereur, n'étaient pas fâchés de s'émanciper tout à fait; d'ailleurs, les officiers généraux en crédit étant presque tous pourvus d'emploi, il fallait bien s'adresser aux autres, sous peine de n'obtenir personne.

Lamoricière, en ces circonstances, mérita toute la recon-

naissance des catholiques. Quelques mois auparavant, comme un ancien ambassadeur de France à Rome, M. de Corcelles, lui parlait de la cause pontificale : « C'est une cause pour laquelle il serait beau de mourir », avait-il simplement répondu. Il était en Picardie, au château de Prouzel, quand, le 3 mars 1860, Mgr de Mérode vint le trouver, accompagné de son frère, le comte Werner de Mérode. Il aurait pu formuler les objections : il avait dans le parti libéral et jusque parmi les démocrates une vieille popularité qu'il allait compromettre : les difficultés étaient immenses, les chances à peu près nulles : l'œuvre serait bien ingrate si elle se bornait à une mission de police; elle aboutirait à un échec presque inévitable si la lutte s'engageait aux frontières. Lamoricière fut séduit par la grandeur du sacrifice et ne permit pas que sa vue s'égarât sur le reste. Son acceptation fut complète et sans réserve. A son ancien compagnon d'armes, le général Bedeau, qui était digne d'entendre un tel langage, il écrivit ces mots : « Je charge un de nos amis communs de vous dire le parti que j'ai pris... Je n'ai vraiment d'espoir qu'en Dieu, car, d'après ce que je sais, la force d'un homme ne peut suffire à l'œuvre que je vais entreprendre... L'audace, j'espère, ne me manquera pas au besoin; mais j'attends la récompense là-haut bien plus qu'ici-bas. » Ayant fait cette seule confidence, il dit brièvement adieu aux siens, prit dans son bagage son sabre d'Afrique et, quoique à peine remis d'un accès de goutte, partit sans dire où il allait. Le secret avait été jugé nécessaire, de peur que le gouvernement français avisé n'intervînt auprès du Pape et ne l'amenât à un changement de résolution. Le souci de l'*incognito* fut poussé si loin que le général, pour déconcerter tous les soupçons, gagna l'Italie par Cologne, Vienne, Trieste, Ancône. Le 1er avril, il arrivait à Rome avec Mgr de Mérode, fidèle compagnon de son voyage. Celui-ci était radieux d'amener aux pieds du Pape un tel champion. A ce grand bonheur s'ajoutait pour lui un petit plaisir; il ne se figurait pas, sans se divertir fort, l'embarras des diplomates, le dépit de l'ambassadeur de France, l'effarement des vieux cardinaux. A cette pensée, le bon et fidèle prélat ne tarissait pas en rail-

leries, car avec lui l'esprit de malice ne perdait jamais ses droits.

Le 31 mars, en apprenant que le général était à Ancône, M. de Grammont écrivait à M. Thouvenel : « Comme vous devez le penser, tout le monde se préoccupe de l'arrivée de Lamoricière. Que vient-il faire ici? » Les jours suivants, les dépêches de l'ambassadeur trahirent un très vif mécontentement. Nul doute n'était désormais possible : Lamoricière avait accepté d'être le généralissime de l'armée pontificale. Mais la loi française lui refusait le droit de prendre du service à l'étranger sans l'autorisation du gouvernement impérial. Selon toute vraisemblance, l'autorisation ne serait pas refusée : encore fallait-il qu'elle fût sollicitée suivant les formes régulières et qu'elle fût préalable à l'entrée en fonction. Ce qui ajoutait à la mauvaise humeur du duc de Grammont, c'était l'attitude du général de Goyon qui, ne voyant dans Lamoricière qu'un frère d'armes très ancien de grade et très illustre par les services, l'avait accueilli avec cordialité et lui avait même témoigné les plus grands égards. Le 7 avril, l'ambassadeur, tout à fait dépité, n'hésita pas à formuler contre M. de Goyon une véritable plainte. « La combinaison Lamoricière, ajoutait-il, s'exécute dans un esprit d'hostilité incontestable au gouvernement de l'Empereur. » Il signalait l'arrivée à Rome de plusieurs Français connus pour leurs « opinions légitimistes ». « C'était un coup monté et encouragé, sinon par le Pape en personne, au moins par tout son entourage. » La revanche du diplomate était toute prête : il proposait le rappel des troupes d'occupation, non par départs successifs, ainsi qu'on y songeait depuis longtemps, mais de suite et en une seule fois. — En ces conjonctures, le cardinal Antonelli intervint et le Saint-Père lui-même s'interposa. L'autorisation de servir le Pape fut demandée et accordée. L'assurance fut donnée que Lamoricière ne remplirait à Rome qu'une mission militaire et ne couvrirait jamais sous son nom les menées des partis politiques. Le général lui-même fit une visite à l'ambassade. Le duc de Grammont, fort calmé, chercha même à reprendre sa plainte contre M. de Goyon; par malheur, elle

avait déjà été mise sous les yeux de l'Empereur. Ainsi s'apaisa le conflit. Mais si la lutte ouverte fit place à des rapports moins tendus, les germes de dissentiments subsistèrent, et nous les verrons reparaître à toute occasion (1).

Lamoricière était absorbé par trop de soucis pour s'arrêter longtemps à ces rivalités. Tandis qu'il prenait le commandement en chef, Mgr de Mérode était nommé *ministre des armes*, en sorte que sur eux seuls portait tout le poids de l'entreprise qui, suivant l'échec ou le succès, raviverait l'État pontifical ou en consommerait l'abaissement. L'un et l'autre étaient de cœur vaillant : autrement l'insuffisance des ressources les eût découragés dès le début. L'armée comprenait sept à huit mille hommes à peine, mal vêtus, mal équipés, médiocrement commandés, travaillés par les excitations du dehors. La cavalerie se réduisait à quelques chevaux; quant à l'artillerie, autant valait n'en pas parler. Point de matériel de guerre, ou tellement démodé, qu'il n'eût plus convenu qu'à un musée. Officiellement, certains établissements militaires subsistaient; mais ils étaient depuis longtemps détournés de leur destination. Un jour, Lamoricière voulut visiter ce qu'on appelait le magasin d'artillerie : il le trouva occupé par un carrossier et aussi par des artistes qui, de temps immémorial, en faisaient leur demeure; ainsi en était-il du reste. Cette pénurie de toutes choses n'était pas le seul embarras. Il fallait ramener à l'ordre les officiers négligents, les administrateurs inactifs, les fournisseurs suspects. Il y avait dans Rome, non pas de grands brigandages, mais une foule de petites improbités qui se rassuraient et s'amnistiaient elles-mêmes, tant elles se sentaient tolérées! Les ordres du général ou du ministre des armes ne rencontreraient aucune opposition ouverte; mais, dès les premiers jours, on put deviner une résistance d'inertie qui paralyserait tout si on ne la brisait. Cette résistance serait d'autant plus dangereuse qu'elle pouvait se croire approuvée. Antonelli, contraint à partager l'influence, observait d'un regard

(1) Voy. Lettres de M. de Grammont à M. Thouvenel, 31 mars, 3, 7, 13 avril. (*Le Secret de l'Empereur*, t. Ier, p. 106-126.)

froidement impassible tout cet appareil guerrier. Tandis que Mgr de Mérode était tout de feu, il était tout de glace. Il ne contrarierait point l'essai commencé et se contenterait d'attendre que la fatigue d'un si dur labeur ou un insuccès éclatant lui ramenât Pie IX. Dans la haute position du cardinal, c'était entraver l'entreprise que de ne pas la soutenir. « Je ne puis dire du mal du gouvernement, mais je puis en entendre », disait un jour un fonctionnaire plus sceptique que fidèle. Non, Antonelli ne disait point de mal du nouveau ministre des armes, mais il écoutait toutes les plaintes avec un silence si peu décourageant, que son cabinet deviendrait le refuge de tous ceux qu'étourdissait l'infatigable activité de Mgr de Mérode ou qu'offensaient les rudesses du général Lamoricière.

C'est, en effet, au prix de beaucoup de froissements personnels que Lamoricière put plier au travail et à la discipline tous ses subordonnés, quels qu'ils fussent. L'un de ses premiers soins fut de visiter les principales villes de l'État pontifical. Son attention se porta surtout sur Ancône. Il estimait qu'en cas de péril les Français couvriraient Rome : mais c'était à lui qu'incomberait, à l'orient de l'Apennin, la défense des États de l'Église; et il importait que, dans cette prévision, Ancône devînt une vraie place de guerre. Rien ne serait fait si on ne renforçait l'effectif, dérisoirement faible, des bataillons existants. Des mesures furent prises pour activer le recrutement parmi les Autrichiens, les Suisses, les Irlandais. Des marchés furent passés pour l'habillement, l'armement, l'entretien des hommes. Dans le même temps, Lamoricière recherchait partout les officiers expérimentés et capables; il confia l'organisation de son artillerie à un capitaine démissionnaire de l'armée française, M. Blumenstihl; il s'attacha quelques Romains, particulièrement instruits et zélés; il appela à lui M. de Pimodan, Français d'origine, qui avait longtemps servi avec distinction dans les rangs de l'Autriche; puis il s'assura le concours de quelques autres Français : M. de Becdelièvre, M. de Chevigné, M. de Charette, les uns ayant servi dans l'armée nationale, les autres à l'étranger. Chefs et soldats se composeraient d'éléments bien hétérogènes, mais les circonstances

ne permettaient pas de faire mieux. Cette organisation, à peine ébauchée et qui, même achevée, serait si imparfaite, exigeait une persévérance et une fermeté inouïes, tant il était malaisé de stimuler les fonctionnaires militaires et civils, les uns endormis dans une longue routine et ahuris de toutes ces nouveautés, les autres inintelligents ou bien encore feignant de ne pas comprendre ce qu'ils étaient résolus à ne point exécuter. Les soucis de Lamoricière se tempéraient pourtant de quelques joies. Les lettres de France lui annonçaient la prochaine arrivée de volontaires. Dans les provinces catholiques de l'Ouest, se manifestaient, en effet, les premiers signes du mouvement généreux qui porterait à la défense de la Papauté tant de jeunes gens de noble race et de cœur intrépide. C'est vers ce temps-là que débarquèrent à Civita-Vecchia les premiers de ceux qui devaient s'appeler d'abord les *Tirailleurs*, puis, plus tard, les *Zouaves*. Lamoricière faisait appel non seulement aux jeunes gens, mais à ses anciens compagnons d'école ou de régiment : « Venez me donner un coup de main », écrivait-il familièrement à un gentilhomme angevin, M. de Quatrebarbes, qui devait devenir, deux mois plus tard, gouverneur d'Ancône.

L'ambassadeur de France observait avec une attention plus ironique que bienveillante tout ce déploiement d'activité militaire. Dans ses lettres particulières, il raillait volontiers Mgr de Mérode, ce prélat martial « qui jouait, disait-il, au rôle de Jules II ». Il signalait certaines réceptions qui avaient eu lieu au Vatican, et dans lesquelles la politique de l'Empereur aurait été très sévèrement jugée. Les noms de ceux qu'accueillait le Saint-Père et qui entraient dans la nouvelle milice, étaient assez significatifs : que voulait dire cette nouvelle croisade? Voulait-on ressusciter la Vendée ou plutôt l'armée de Condé? Grossissant fort les chiffres, l'ambassadeur évaluait à 16 ou 17,000 hommes l'armée pontificale; il ajoutait que 400 ou 500 hommes débarquaient chaque semaine, et que l'on attendait un millier d'Irlandais (1). M. de Grammont jugeait, d'ail-

(1) Dépêches de M. de Grammont à M. Thouvenel, 14 et 28 avril 1860. (*Livre jaune* de 1860, p. 105 et 111.)

leurs, que puisque le Pape avait tant de défenseurs, l'occasion était belle pour nous de retirer nos troupes. Il ne parlait plus, comme il l'avait fait en un moment de dépit, d'un départ en masse et *ab irato*, mesure disgracieuse qui eût effacé toute la protection passée; mais il insistait pour une évacuation progressive qui, sans nous brouiller avec la cour de Rome, mettrait fin à une situation onéreuse et pleine d'embarras. Il proposait de presser les pourparlers avec le cardinal Antonelli dont il se louait assez; de la sorte, la négociation pourrait être conclue avant que Lamoricière, alors en tournée d'inspection dans l'État pontifical, revînt à Rome et pût souffler les objections; car, disait M. de Grammont, le général et son parti, « tout en feignant d'acquiescer à notre départ, mettront tout en œuvre pour le retarder jusqu'en octobre (1) ». A Paris, ces vues, qui répondaient à un désir déjà ancien, furent pleinement approuvées. Le danger le plus redoutable à prévoir était une agression du Piémont. Cavour promit tout ce qu'on voulut. « Nous sommes certains, écrivait, le 1er mai, M. Thouvenel au duc de Grammont, que le gouvernement sarde ne songe pas à attaquer les Marches (2). » Après pourparlers et échange de notes avec le cardinal, il fut décidé que l'évacuation commencerait par le départ d'un bataillon de chasseurs à pied; l'un des régiments d'infanterie suivrait et serait embarqué en juin à Civita-Vecchia; le reste de l'armée serait rapatrié en juillet et en août.

Le 11 mai, l'arrangement fut conclu. Le lendemain, le duc de Grammont partit en congé; mais à cette heure-là même une grave nouvelle, transmise de Gênes, se répandait en Europe et obligeait notre gouvernement à renforcer, loin de les restreindre, les mesures de vigilance. Tandis que se préparait à Rome la croisade que nous venons de rapporter, d'autres croisés, ceux de la Révolution, s'embarquaient pour la Sicile avec Garibaldi.

(1) Lettre de M. de Grammont à M. Thouvenel, 24 avril. (*Le Secret de l'Empereur*, t. Ier, p. 135.)
(2) Voy. le *Secret de l'Empereur*, t. Ier, p. 146.

III

Peu de temps après Villafranca, M. de Cavour, se trouvant à Pressinge chez ses amis les de La Rive, leur disait, dans un moment d'épanchement : « Je m'occuperai de Naples; on m'accusera d'être un révolutionnaire, mais avant tout il faut marcher, et nous marcherons. » Ce qui n'était chez Cavour qu'une idée vague, bientôt repoussée ou du moins ajournée, rentrait depuis longtemps dans le programme, pour ainsi dire classique, des vieux conspirateurs de profession. A plusieurs reprises, Mazzini avait essayé de jeter quelques partisans sur les côtes de l'Italie méridionale, espérant que l'insurrection remonterait du sud vers le nord, gagnerait Naples, Rome, et enfin déborderait de tous côtés. La guerre d'Italie lui avait paru une occasion favorable pour renouveler ses tentatives. La lutte durait encore quand, au commencement de juillet 1859, il avait appelé à lui un exilé sicilien, en ce temps-là à Londres, M. Francesco Crispi, et lui avait donné pour mission de se rendre dans sa patrie, afin d'y provoquer une prise d'armes. Mazzini, d'ailleurs, rejetait bien loin la pensée d'une action commune quelconque avec la Sardaigne : « La Sicile n'a rien à attendre du Piémont (1) », telle était la maxime qu'il importait de propager partout. Au mois d'août, M. Crispi parvint à débarquer en Sicile, mais put constater bien vite ce qu'il y avait de chimérique dans les instructions de celui qu'il appelait son maître. La plupart des libéraux ou, comme on disait, des patriotes, avaient été affiliés à la *Société nationale,* sous les auspices de La Farina, ancien disciple de Mazzini, mais rallié à Victor-Emmanuel et, à ce titre, excommunié par le pontife. Sous peine d'échec, M. Crispi dut élargir son pro-

(1) Francesco Crispi, *Republica e monarchia,* p. 20.

gramme, et parler uniquement de liberté et d'indépendance. Un mouvement insurrectionnel fut préparé d'abord pour le 4, puis pour le 11 octobre; mais il n'éclata pas, soit par crainte de la police qui avait quelques soupçons, soit par déférence pour certains avis qui conseillaient l'ajournement. M. Crispi se réfugia à Malte, puis passa dans l'Italie centrale. Là, déviant de plus en plus de ses instructions primitives, il fut entraîné à prendre pour confidents ces mêmes amis du Piémont avec lesquels il lui était recommandé d'éviter tout contact. Le 10 décembre, il vit M. Farini, alors dans toute son influence et dictateur de l'Émilie : après une longue conférence, tous deux furent d'accord que le meilleur moyen de compléter l'unité, ce serait de préparer une expédition de volontaires qui aborderait en Sicile. Sur une interrogation plus pressante, et sur une demande de secours en argent, Farini répondit en termes favorables, mais sans rien décider. « Allez, ajouta-t-il, à Turin, et parlez de tout cela à Rattazzi. » A Turin, Rattazzi, qui était encore président du conseil, se tint dans une prudente réserve; comme on lui demandait de laisser faire et de fermer les yeux, il se refusa à tout engagement. M. Crispi vit aussi La Farina, ancien ami, mais dont il s'était séparé. Il s'entretint longtemps avec lui, sans rien conclure de positif. Sur l'heure, la négociation ne se poursuivit pas. Le gouvernement piémontais, avant de porter ses vues sur l'Italie méridionale, devait achever les annexions du Centre. Mais il est curieux de retrouver les premières origines de l'audacieuse entreprise qui, moitié conspiration, moitié prise d'armes, ferait bientôt tomber la royauté napolitaine.

Un homme existait en Italie, qui semblait très propre à ce hardi coup de main, c'était Garibaldi, soldat, chef de partisans et, par-dessus tout, grand entraineur de peuples. A la fin de l'automne, on l'avait vu dans l'Italie centrale méditant une invasion des Marches. De pressants conseils, venus de Turin et de Florence, l'avaient détourné de cette dangereuse équipée. Depuis ce temps il était en disponibilité, tantôt se repliant dans la solitude, tantôt rêvant quelque retentissante aventure. De toutes les aventures, nulle, par l'éclat ou le profit, n'égalerait

celle de Sicile. Mais, pour une telle expédition, l'appui secret de la Sardaigne serait nécessaire : or le gouvernement sarde voudrait-il se compromettre jusqu'à cette complicité? Garibaldi, de son côté, serait-il très avide d'un patronage qui tôt ou tard gênerait son indépendance? L'aventurier se méfiait de Cavour. De plus, une circonstance récente avait changé sa méfiance en une véritable haine. Nice, qu'un traité venait de céder à la France, était sa patrie, et il ne pardonnait pas qu'on eût trafiqué de sa ville natale.

On en était là, quand, au commencement d'avril, la nouvelle se répandit d'une insurrection dans Palerme. L'occasion était belle de tendre la main à ceux qui ne demandaient qu'à se donner. Garibaldi était alors à Turin, où le Parlement venait de s'ouvrir. Nino Bixio, ancien compagnon du général, alla le trouver, accompagné de M. Crispi, et lui demanda de se mettre à la tête d'une expédition armée qui prêterait main-forte aux insurgés. La réponse trahit quelque indécision. Vaincu par les instances de ses amis, Garibaldi finit par se rendre ; mais il ne voulait, disait-il, agir que si le soulèvement offrait de sérieuses chances de durée; autrement le secours extérieur n'arriverait qu'après le triomphe de la réaction. Quelle était l'étendue de l'insurrection? C'est ce qui demeurait singulièrement obscur, tant les nouvelles étaient contradictoires. Le 11 avril, une dépêche annonça que la répression était assurée. Le 13, à la Chambre des députés, l'un des amis de Garibaldi, M. Bertani, impatient d'un éclaircissement, interrogea les ministres. Cavour, quels que fussent ses desseins ultérieurs, n'était point homme à se compromettre par avance : il se contenta de répondre qu'il ne pouvait faire *office de gazetier*. Peu de jours après, la Chambre s'étant ajournée, Garibaldi se rendit à Gênes et descendit à la villa Spinola, près du village de Quarto, à cinq kilomètres de la ville. Là devaient se concentrer tous les préparatifs. Mais l'expédition se ferait-elle? Sur l'état de la Sicile on ne recueillait que des rumeurs confuses. Garibaldi se montrait plus attristé que confiant : ses regards se portaient toujours vers Nice, dont il déplorait l'abandon : quant à l'entreprise qui mettrait le sceau à sa fortune, il ne l'envisageait

à cette heure première qu'avec crainte et comme en tremblant.

Rien ne pourrait se faire sans l'aide ou du moins la complaisance des autorités officielles. Dès le début, un incident se produisit qui aurait pu sembler de mauvais augure. Un comité patriotique avait réuni à Milan des fusils, et ces armes, par une assez singulière tolérance, avaient été déposées dans les dépendances du local où logeaient les carabiniers royaux. Les amis de Garibaldi étant venus pour les prendre, le colonel hésita à les laisser enlever. Les messagers insistèrent : le plus pressé pour eux n'était-il pas d'avoir des fusils? Après nouveaux pourparlers, l'interdiction fut maintenue, et sur l'ordre supérieur de Maxime d'Azeglio, alors gouverneur de Milan. « On ne peut, écrivait-il quelques jours plus tard, avoir un représentant à Naples et envoyer des fusils aux Siciliens (1). » Maxime d'Azeglio aurait-il beaucoup d'imitateurs? La question valait la peine d'être éclaircie. Il importait surtout de pénétrer les pensées de Cavour; lui, lui seul, aurait l'audace nécessaire pour tout précipiter ou tout interdire.

Depuis longtemps, ses regards se portaient avec une sollicitude attentive sur le royaume des Deux-Siciles. Il avait à Naples, pour agent (devons-nous dire pour ambassadeur?), M. de Villamarina. M. de Villamarina appartenait à cette classe de diplomates dont M. Buoncompagni, à Florence, et M. della Minerva, à Rome, avaient jadis offert les modèles les plus accomplis. Sa mission était moins d'entretenir les relations internationales accoutumées que de préparer l'absorption. Le meilleur moyen d'absorption serait une alliance qui, peu à peu, se convertirait en vasselage. Arrivé à Naples en 1859, M. de Villamarina, dès le début de son ambassade, avait paru un messager d'amitié. Il proposait une union intime entre les deux États du Nord et du Sud ligués pour la défense de l'Italie. Le jeune roi François II, qui avait récemment succédé à son père, accueillerait peut-être ces ouvertures, et il vaudrait mieux l'englober dans l'orbite du Piémont que d'avoir d'emblée l'embarras de le détrôner. Cette politique était celle qui avait

(1) *Correspondance politique de M. d'Azeglio*, p. 161.

toutes les préférences de Cavour. Malgré le langage impatient tenu naguère à Pressinge, il sentait le besoin d'affermir ses conquêtes et de faire halte avant d'aller plus loin. Sûrement, il ne renonçait pas au royaume de Naples : mais il eût voulu le prendre à son heure. « Il faudrait, écrivait-il le 30 mars 1860, que l'état actuel durât encore quelques années (1). » C'est sur ces entrefaites qu'il avait connu les projets des garibaldiens, car, par La Farina et par quelques autres, il tenait tous les fils du parti démocratique. Sa perplexité fut extrême. Aussitôt il interrogea Villamarina : « Était-il possible de créer dans les Deux-Siciles un courant annexionniste analogue à celui qui s'était produit en Toscane ? » La réponse de l'envoyé sarde fut très nette. Dans les provinces de terre ferme, il ne fallait pas songer à une pareille manifestation : à Naples, le Roi avait l'armée pour lui, et les Napolitains tenaient à leur autonomie. Tout autre était la Sicile : là, l'idée de l'annexion était fort accréditée, et c'était cette idée qui avait inspiré les derniers événements de Palerme et de Messine (2). — Cependant Victor-Emmanuel visitait ses nouvelles provinces, et Cavour, à sa suite, dut partir pour la Toscane. Aucune des pompes du voyage ne détourna son esprit de l'entreprise hasardeuse qui pourrait si grandement le servir ou le compromettre. N'y tenant plus, il abandonna le Roi à Pise et, s'embarquant à Livourne sous prétexte de visiter la Spezzia, arriva le 22 avril à Gênes. Il conféra longuement avec le vice-gouverneur, puis le lendemain reçut Sirtori, l'un des principaux compagnons de Garibaldi. Sirtori ayant fait d'abord allusion à une entreprise possible contre les Marches : « Non, non, interrompit très vivement Cavour, nous nous y opposerons de toutes nos forces. » Quant au projet d'expédition en Sicile, le premier ministre en écouta silencieusement tous les détails. Suivant Sirtori, il l'approuva, et même avec beaucoup de chaleur : « C'est bien, aurait-il répondu, il faut commencer par le Sud pour remonter vers le Nord. Soyez sûr que, quand l'heure sera venue, je ne le céde-

(1) Lettre à M. de Villamarina. (*Lettere edite ed inedite*, t. III, p. 236.)
(2) Chiala, *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. IV, p. cxxxvi.

rai en audace à personne (1). » Pourtant le lendemain, comme il était de retour à Turin, il envoya un messager à Gênes pour détourner Garibaldi de son dessein. Peut-être, dans l'entre-temps, avait-il subi des influences contraires ou avait-il reçu sur l'insurrection de l'île des nouvelles défavorables. La vérité, c'est que Cavour se troublait devant les périls de l'extraordinaire aventure. Malgré sa résolution habituelle, il hésitait. La proie s'offrait à lui prématurément et avant qu'il eût préparé les moyens de la saisir. Puis, était-il bien sûr que ceux qui partaient travailleraient pour lui? Il redoutait la prépondérance des mazziniens, les témérités de Garibaldi, l'intervention de l'Europe. Ce ne sera que dans les derniers jours que, dépouillant ses scrupules et s'élevant au-dessus de ses craintes, il se décidera (et sous l'influence du Roi) non seulement à ne pas entraver l'œuvre, mais à la seconder.

Était-il étonnant que Cavour fût perplexe quand, même dans l'entourage de Garibaldi, l'incertitude continuait à régner? Pendant les derniers jours d'avril, soit à Gênes, soit à la villa Spinola, les conseils furent pleins de trouble et de confusion. De l'état de la Sicile dépendait le départ ou l'ajournement : or, on ne savait rien de précis. Le 25, arriva un patron de barque qui avait abordé dans l'île et qui apporta des nouvelles favorables. Mais, le lendemain, un message de Malte annonça des revers. Autour du général, les Siciliens poussaient encore à l'action, mais d'autres se taisaient ou demandaient ouvertement qu'on se séparât. Le 29, Garibaldi déclara, dit-on, qu'il allait retourner à Caprera. Le 30, les résolutions changèrent de nouveau. Ce jour-là, M. Bixio et M. Crispi arrivèrent à la villa Spinola avec des lettres et des dépêches qui mandaient que l'insurrection, loin de s'apaiser, gagnait en intensité. Une délibération suivit, à laquelle Garibaldi mit bientôt fin. Il était homme d'impression, prompt à l'enthousiasme comme au découragement : « Partons, dit-il, mais partons de suite. » Dès ce moment toute hésitation cessa.

(1) Discours de M. Sirtori à la Chambre des députés, 19 juin 1863. (*Parlamento italiano,* 1863, p. 214.)

Pour la descente en Sicile, il fallait des soldats et des armes, puis des bâtiments.

Les soldats étaient aisés à trouver. Défenseur de la République romaine en 1849, et naguère chef de corps francs dans la lutte contre l'Autriche, Garibaldi avait de nombreux partisans qui n'attendaient qu'un signal pour se ranger autour de lui. La plupart étaient déjà à Gênes et s'y montraient en groupes sans se dissimuler, les officiers dînant bruyamment au café de la *Concordia*, et les soldats jouant aux boules dans les jardins d'*Acqua Sola*. Tout le monde observait avec curiosité ces étrangers, sauf la police remarquablement inattentive. Pendant les jours qui suivirent, les cadres déjà prêts s'ouvrirent pour de nouveaux arrivants. Quant aux armes, elles furent procurées, dit-on (mais le 4 mai seulement), par l'intermédiaire de l'ami de Cavour, M. La Farina, qui, précédemment, avait fait venir de Modène plusieurs caisses de fusils (1). Ainsi équipée, la petite troupe atteignit un effectif d'un peu plus de 1,000 hommes; de là l'appellation des *mille*, nom qu'elle garda dans la suite.

Restait à assurer les moyens de transport. Bixio avait été chargé de les préparer. Il avait servi dans la marine et connaissait à merveille les ressources de Gênes. Dans le port stationnaient deux bateaux à vapeur, le *Lombardo* et le *Piemonte*, appartenant à la Compagnie Rubattino. Le directeur de la Compagnie consentit à ce que les deux bâtiments servissent à l'entreprise. Il exigea seulement qu'on lui en garantît la valeur et qu'un simulacre d'attaque, exécuté au moment du départ, permît aux hommes de l'équipage de se dire violentés. Dans le même bassin et tout près des deux navires, un hasard tout à fait opportun avait placé un vieux vaisseau hors de service. Dans les flancs de la vieille carcasse, les caisses de fusils, les munitions, les bagages furent entassés à l'avance, en sorte que, dans la nuit du départ, on n'aurait plus qu'à les transporter d'un bord à l'autre (2). Toutes ces allées et venues s'achevèrent

(1) LA FARINA, *Epistolario*, t. II, p. 213. — Voy. aussi Discours de M. Bixio à la Chambre des députés, 19 juin 1863. (*Parlamento italiano*, 1863, p. 214.)
(2) Voy. GUERZONI, *Vita di Nino Bixio*, p. 158-159.

sans encombre, loin des douaniers, des surveillants, des officiers du port, tous également appliqués à regarder ailleurs.

Ce que la police ne voulait pas voir, il était impossible que la diplomatie l'ignorât tout à fait. Dès le 28 avril, M. de Talleyrand avait posé quelques questions embarrassantes (1). De Gênes, les rapports des consuls signalaient les rassemblements, les préparatifs pour un coup de main, les bruits de départ pour une destination inconnue : l'expédition aurait pour objectif, selon les uns, l'État pontifical; suivant les autres, la Sicile. Victor-Emmanuel, toujours en voyage, était alors à Bologne. Cavour se hâta de l'y rejoindre : par cet éloignement, il se dérobait aux interrogations trop pressantes; en outre, à l'heure décisive, il voulait prendre les derniers ordres de son souverain. Même à ce moment extrême, le grand ministre manifesta une très vive répugnance à s'engager à fond, tant la témérité lui semblait grande et le succès incertain! Le Roi, au contraire, se montra très résolu, et sa volonté fut si nette qu'elle entraîna celle de Cavour. Ayant pris son parti, celui-ci se garda bien de regagner tout de suite Turin. Il importait que les ambassadeurs, s'il leur plaisait d'être indiscrets, ne trouvassent devant eux que des secrétaires ignorants et irresponsables. Donc il séjourna à Bologne, visitant la ville en détail et s'attardant sous les arcades : le musée, surtout, lui offrit une précieuse ressource; et devenu tout à coup le plus artiste des hommes, il se perdit dans la contemplation de la *Sainte Cécile* de Raphaël, il s'y absorba même si bien qu'il eût été malséant ou importun de troubler son ravissement en lui parlant d'autre chose.

La nuit du 5 au 6 mai avait été choisie pour le départ. A la tombée du jour, des hommes d'allures fort militaires, quoique sans armes apparentes, se formèrent en groupes assez nombreux et se dirigèrent vers la *Porta Pila;* puis ils s'engagèrent sur la route qui, longeant la mer à quelque distance, conduit à Nervi. Près du village de Quarto s'ouvre une petite crique. Là étaient amarrées les barques qui accosteraient les vapeurs.

(1) Voy. *Livre jaune,* 1860, p. 139.

La nuit était claire et belle, trop claire même, si la complaisance des autorités n'eût rendu le mystère superflu. Garibaldi descendit au rivage, revêtu de son costume traditionnel, la chemise rouge, le sombrero, le *poncho* américain. L'épopée commençait, à la fois héroïque et grotesque. Dante l'eût dédaignée ; l'Arioste l'eût délicieusement chantée. Pendant ce temps, ceux qui étaient restés à Gênes gagnaient les quais et feignaient d'attaquer les vapeurs. Il y eut un simulacre de rixe, comme au théâtre ; puis les matelots se laissèrent faire. Bientôt les bâtiments sortirent du port au milieu du sommeil obstiné de tous ceux qui d'ordinaire veillaient. Déjà l'aube commençait à blanchir, quand les steamers furent rejoints par les embarcations venues de la grève de Quarto. Rapidement les hommes montèrent à bord. On fit l'appel. Les nouveaux Argonautes, héros, flibustiers et pirates tout ensemble, étaient au nombre de 1,085. Les barques regagnèrent le rivage, et les bâtiments s'éloignèrent dans la direction du sud.

Le lendemain, la grave nouvelle se répandit dans Gênes. Les consuls télégraphièrent, les chancelleries s'émurent, les ambassadeurs réclamèrent. Que signifiait cette expédition ? Où débarquerait-elle ? Quelle tolérance singulière l'avait laissée partir? En France, la presse officieuse essaya pourtant de rassurer le public. La *Patrie*, après avoir annoncé l'entreprise de Garibaldi, ajoutait : « Nous n'avons pas besoin de dire que le gouvernement piémontais réprouve cette conduite, qui n'est pas seulement un acte d'insubordination, mais une véritable trahison à son égard. Du reste, le bâtiment qui porte Garibaldi est signalé sur toute la côte (1). »

Il était signalé, en effet, mais pour qu'on le protégeât. L'amiral piémontais Persano stationnait dans le golfe de Cagliari. L'ordre lui fut donné d'arrêter les bâtiments garibaldiens s'ils touchaient à quelque port de Sardaigne, mais de les laisser poursuivre leur route s'ils voguaient en pleine mer. L'amiral voulut des instructions plus nettes. « Dois-je, manda-t-il, mettre obstacle à l'expédition ou la laisser passer? Dans le pre-

(1) *La Patrie*, 8 mai 1860.

mier cas, télégraphiez-moi *Cagliari;* dans le second, *Malte.* » Cavour répondit par ce laconique message : « Le *ministère* a décidé *Cagliari.* » Il était aisé de lire entre les mots. Le *ministère* qui décidait *Cagliari*, c'était le gouvernement officiel, celui auquel il importait de ne pas obéir. Persano répliqua ces simples mots : « J'ai compris (1). » Qu'eût-il pu faire, d'ailleurs? Pendant que s'échangeaient ces messages, Garibaldi, prenant l'avance, avait poursuivi sa course. Le 11, à l'aube du jour, la côte sicilienne était en vue; bientôt on distingua les quais et les maisons de Marsala.

La même divinité favorable qui avait protégé la traversée protégea le débarquement. Elle prit cette fois la forme de deux navires britanniques qui, par une heureuse coïncidence, étaient arrivés le matin même dans ces parages. Des vapeurs sardes, le *Piemonte*, qui était de beaucoup le meilleur marcheur, entra le premier dans le port et, en toute hâte, mit ses hommes à terre. Quant au *Lombardo*, beaucoup plus pesant, il était encore à quelque distance. Cependant deux bâtiments de guerre napolitains, avertis de l'audacieuse descente, approchaient à toute vitesse. Comme ils commençaient l'attaque, les Anglais intervinrent, demandant que l'action fût suspendue jusqu'à ce que leurs officiers, la plupart à terre, eussent regagné leur bord. Crainte, affolement ou naïveté, les Napolitains se prêtèrent à ces délais. Mais, quand ils reprirent leur feu, le débarquement s'achevait. Leur seule consolation fut de s'emparer des steamers. Ils étaient vides, et les garibaldiens, déjà formés en colonnes, défilaient dans un appareil assez militaire à travers les rues de Marsala.

Le premier accueil fut froid. Ce fut la stupeur, et nullement, comme on l'espérait, l'enthousiasme. L'insurrection qui avait agité l'île était en décroissance. Marsala, ville de commerce, avait peu à gagner aux rébellions. On se montrait avec ahurissement ces hôtes étranges, bandits presque autant que libérateurs. Quelques-uns pénétrèrent dans les entrepôts et burent avec excès les vins capiteux du pays. En toute hâte, Garibaldi

(1) Persano, *Diario politico militare*, p. 20.

emmena ses hommes hors de la ville et les fit bivouaquer en pleine campagne. Là, vinrent le rejoindre une cinquantaine de recrues armées de fusils de chasse. Le lendemain, à Salemi, la réception fut un peu meilleure, et quelques bandes arrivèrent. Garibaldi n'en demandait pas plus : il organisa sa petite armée, puis il paya d'audace et, bien qu'il n'eût rien d'assuré, si ce n'est le terrain où il campait, il se proclama, sans plus tarder, le dictateur de l'île.

Rentré à Turin dans la soirée du 5, Cavour avait attendu dans une anxiété extrême les nouvelles de l'expédition. Une crainte le dominait, celle que Garibaldi, une fois en pleine mer, loin de naviguer vers la Sicile, n'abordât sur quelque point des États de l'Église; de là naîtrait peut-être un conflit avec les troupes françaises, et quelles ne seraient pas les suites d'une si folle équipée? Il pressait d'interrogations La Farina, chef de la *Société nationale* et habituel *trucheman* entre les révolutionnaires et lui. Celui-ci s'ingéniait à le calmer : il avait, disait-il, assisté au départ; Garibaldi avait donné le commandement de quatre compagnies sur sept à des Siciliens; aurait-il agi de la sorte s'il n'avait eu en vue la délivrance de la Sicile (1)? La Farina n'était pas, au fond, beaucoup plus rassuré que son chef : « Je suis, écrivait-il, sur des épines. » Envisageant l'hypothèse d'un coup de main contre l'État pontifical : « Ce serait, disait-il, un second Novare (2). » Enfin, la nouvelle parvint de la descente à Marsala, et ce fut pour Cavour un immense allégement. — Rassuré de ce côté, le premier ministre avait à braver les reproches de l'Europe. Il s'attendait aux remontrances irritées de la Russie, de la Prusse, de l'Autriche, et n'en prenait pas trop de souci. Le langage de la France le préoccupait davantage. M. de Talleyrand ne lui ménagea pas les marques de réprobation, lui rappela avec hauteur les précédents avertissements, puis s'étonna que le gouvernement sarde, si attentif à arrêter quelques embaucheurs pontificaux, se fût trouvé tout à coup désarmé vis-à-vis d'autres embau-

(1) La Farina, *Epistolario,* t. II, p. 317
(2) *Ibid.,* t. II, p. 319-320.

chements (1). Cavour se tira d'embarras en niant toute participation à l'entreprise : vraiment il l'avait ignorée, il la déplorait, et, pour que nul ne se méprît, il désavoua publiquement, dans la *Gazette officielle*, l'expédition du *condottiere* (2). Restait pour Cavour la tâche la plus facile, celle de se disculper vis-à-vis de l'Angleterre. Russell, d'abord, manifesta quelque humeur : il craignait que la France, si elle tolérait cette nouvelle audace, ne fît payer de nouveau ses complaisances. Mais on l'assura que pas un pouce de terre italienne ne serait cédé (3). Dès lors, quoique jugeant la hardiesse un peu forte, il estima que tout allait bien.

« Suivant le succès ou la défaite, il s'appellera Guillaume d'Orange ou se nommera Murat. » Ainsi s'exprimait le *Times* en parlant de Garibaldi. A ne voir que les apparences, il y avait beaucoup de chances pour qu'il fût Murat. Il aurait bientôt à combattre toutes les forces militaires de la Sicile, puis, s'il échappait à cette épreuve, toutes celles venues de la terre ferme. Quant à lui, ses bandes, bien que grossies, ne méritaient en rien le nom d'armée, et il faudrait du temps pour que de nouvelles recrues arrivassent de Gênes. L'aventurier se confia dans sa fortune. Comme un corps de Napolitains avait été envoyé au-devant de lui pour lui barrer le chemin, il accepta hardiment la bataille. La lutte s'engagea le 15 mai près de Calatafimi. Les Royaux avaient pour eux le nombre, la discipline, et aussi l'avantage de la position. Le combat fut opiniâtre, les fidélités n'étant pas encore ébranlées comme elles le furent depuis. Enfin, l'élan des garibaldiens l'emporta. Le 17 mai, Garibaldi était à Alcamo ; le 18, à Partinico ; le 21, il était à Parco, à quelques lieues seulement de Palerme.

La grande ville était depuis plusieurs jours occupée militairement, et l'aspect assez martial des troupes semblait promettre une vigoureuse résistance. Le commandement était confié à

(1) Dépêche de M. de Talleyrand à M. de Cavour, 7 mai. (*Livre jaune*, p. 138-140.)

(2) Voy. *Gazzetta officiale del regno*, n° 118, 18 mai 1860.

(3) Voy. Note de M. de Cavour à sir James Hudson, 30 mai. (*Further correspondence relating to the affairs of Italy*, p. 21.)

ı vieux général, le général Lanza. Dans les eaux de Palerme ationnaient les escadres de plusieurs marines étrangères, et ıus se tenaient sur la rade, attentifs à protéger leurs nationaux . curieux de suivre l'extraordinaire aventure. Les Anglais surut se donnaient beaucoup de mouvement, et, l'attraction ur paraissant très grande, quelques-uns d'entre eux avaient éjà loué une villa située sur un point fort élevé et d'où on ourrait, sans trop de danger, voir tout ce qui se passerait. Le 3 mai, de mauvaises nouvelles se répandirent : Garibaldi, isait-on, approchait de la ville. Cependant la journée du 24 ıt tranquille. Le 25, le même calme régna, et le bruit se proagea même que les rebelles, les *flibustiers*, comme on les appeıit, faisaient retraite vers les montagnes. La rumeur s'accréita si bien que, le lendemain, le commandant de l'escadre ritannique, étant descendu à terre, entreprit, en compagnie u consul, une longue promenade en calèche. Comme ils taient à quelques kilomètres, ils virent sortir d'un hallier pluieurs soldats fort semblables à des brigands, et qui, la baïonette au fusil, se portèrent à leur rencontre. Ils excipèrent de ur qualité. *Bene, bene, avanti*, répondirent les aventuriers, et s disparurent dans le fourré. Le même jour, trois officiers de ı marine anglaise, s'étant hasardés jusqu'à Misilneri, tombèrent dans le camp même de Garibaldi. Le chef de l'*armée bératrice*, ainsi qu'il se nommait lui-même, bivouaquait tranuillement dans une vigne, entouré de son fils aîné Menotti, de uelques compagnons italiens ou hongrois, et aussi de trois ou uatre moines, car il ne manqua jamais d'en avoir plusieurs ans son escorte, lesquels représentaient, disait-il, la religion u Christ. Il accueillit fort bien ses hôtes, les fit asseoir par erre auprès de lui, leur offrit même de la crème et des fraises u'on venait de cueillir. A quelques pas était sa tente faite de ieilles couvertures et que gardait un enfant de quinze ans.)n eût dit un pasteur de peuples, non un conquérant de oyaumes. Quand vint l'heure du départ, plusieurs volontaires, vec une simplicité tout italienne, imaginèrent de profiter de ı voiture pour aller explorer plus commodément les abords le Palerme. On eut quelque peine à les écarter. A la chute du

jour, les officiers redescendirent vers la ville, où ils purent complimenter les Royaux sur la vigilance de leurs éclaireurs et l'exactitude de leurs renseignements (1).

Ce qui n'était que pastorale devint le lendemain tragédie. À l'aube du 27, Garibaldi entra dans Palerme par la porte Termini, celle même qui porte aujourd'hui son nom. Ses compagnons occupèrent les rues et les barricadèrent contre tout retour offensif. Peu à peu les Royaux cédèrent le terrain; mais, loin de cesser la résistance, ils se rallièrent dans le Château, d'où ils bombardèrent la cité. Le feu dura longtemps et causa de grands ravages, moins encore parmi les combattants que dans la population. Le 30, le général Lanza, fatigué de ces destructions, se décida à traiter d'*Excellence* celui qui, la veille, n'était qu'un pirate. Il écrivit à son adversaire et lui demanda une suspension d'armes. Entre Garibaldi et les Napolitains représentés par le général Letizia, une entrevue eut lieu à bord du vaisseau anglais l'*Hannibal*. La suspension d'armes fut convertie en armistice; puis l'armistice lui-même fut prolongé, et Palerme, naguère embrasée par les lueurs de l'incendie, s'éclaira du feu joyeux des illuminations. Enfin les troupes royales, évacuant la forteresse aussi bien que la ville, concentrèrent à Messine leurs meilleurs moyens de résistance. Ce qui semblait dès l'abord forfanterie devint réalité, et, un mois après l'embarquement de Gênes, Garibaldi put se dire, non sans raison, le vrai maître de la Sicile.

Tous les travaux de Garibaldi paraîtront aisés, si on les compare à l'intrigue compliquée que menait en ce temps-là Cavour. Il lui fallait retenir le mouvement de peur qu'il ne lui échappât, et le pousser assez pour en assurer le triomphe : double et redoutable jeu où une seule distraction eût tout perdu.

Cavour courait, à cette heure, un péril très réel, celui d'être débordé, et c'était, sans doute, par prévoyance de ce danger qu'il avait si longtemps refusé ou marchandé sa complicité.

(1) Voy. amiral MUNDY, *Annibal at Palermo and Naples during the italian revolution*, p. 105-109.

Parmi les volontaires, beaucoup appartenaient à Mazzini, et celui-ci s'en vantait. « L'initiative de Plombières est effacée, écrivait-il, et désormais elle passe au peuple. » A Gênes, l'agent de Garibaldi, resté pour organiser les départs, était le docteur Bertani, ennemi déclaré du premier ministre et le « mauvais génie de l'expédition », disait La Farina (1). Garibaldi, s'il subissait le prestige du Roi, en détestait les conseillers. Inexpérimenté, ignorant, brouillon, crédule et méfiant à la fois, à quelles folies ne se livrerait-il pas dans les territoires conquis? Cavour n'oublia rien pour conjurer ces mauvaises chances. Ne pouvant attirer Bertani, il s'attacha, du moins, à gagner, parmi ses compagnons, ceux qui devaient diriger les prochains renforts et qui paraissaient plus accessibles soit aux arguments de la raison, soit aux séductions des promesses. La Farina, le chef de la *Société nationale*, était Sicilien : il le fit embarquer pour l'île, en apparence pour qu'il retrouvât sa patrie, en réalité pour qu'il devînt le modérateur, le surveillant et comme le conseil judiciaire du dictateur. Entre tous ces soucis, le principal était toujours qu'aucune des nouvelles expéditions parties de Gênes ne se détournât de la route de Sicile pour aborder dans le voisinage ou sur les côtes des États romains. Un redoublement de surveillance fut recommandé à tous les agents sardes, spécialement dans les provinces toscanes contiguës aux frontières pontificales. Ce n'était point sollicitude pour le Pape, et on en eut bientôt la preuve : mais, en présence des troupes françaises, Cavour se réservait le choix de l'heure, du lieu, des moyens, et jugeait l'opération si délicate que nul, hormis lui seul, ne la saurait accomplir sans péril.

Contenue d'une main, la révolution se sentait aidée de l'autre. Cavour rencontra, pour le servir dans cette œuvre, des auxiliaires singulièrement actifs et déliés. « J'ai compris », mandait au début de l'entreprise l'amiral Persano au premier ministre. La suite prouva qu'il ne s'était pas vanté. Dès que Garibaldi fut à Palerme, il y accourut avec ses vaisseaux, mit à sa disposition un des officiers de la marine pour l'une des

(1) LA FARINA, *Epistolario*, t. II, p. 319.

charges de son gouvernement, lui livra même des canons et des munitions, mais la nuit et en secret, comme le voulait Cavour. Cependant à Gênes s'équipait, sous le commandement de Medici, une nouvelle expédition de plus de 2,000 volontaires : l'escadre piémontaise la protégea depuis la côte ligure jusqu'à celle de Sicile. Un peu plus tard, le convoi commandé par Cosenz trouva le même appui. Le meilleur moyen de succès, ce serait d'ébranler, parmi les Bourboniens, l'esprit de fidélité. Alors commença le patient travail qui, désagrégeant peu à peu toutes les forces royales, amènerait à point nommé l'universelle défection. Dès le 8 juin, Persano, éclairé par certaines confidences, amena à une entrevue le commandant Vacca, capitaine de l'un des navires napolitains. Celui-ci, si nous en croyons l'amiral piémontais, ne manifesta aucune répugnance à arborer la bannière italienne : mais, parmi les Sardes, on souhaitait mieux encore et on allait jusqu'à espérer une sorte de *pronunciamiento* général (1). A ces nouvelles, Cavour ne contint pas sa joie et s'empressa de mander qu'on assurerait à tous les défectionnaires la possession de leurs grades. Quelques jours plus tard, impatient qu'on lui confirmât le succès, il écrivait : « Ne perdez pas de vue l'affaire de l'escadre napolitaine (2). » Et, en effet, on ne la perdait pas de vue, ainsi qu'on le dira bientôt.

A Naples, on avait appris coup sur coup le débarquement de Garibaldi, l'occupation de Marsala, le combat de Calatafimi, enfin la prise de Palerme. Dans l'entourage du Roi, tout était stupeur, colère, confusion. Le prince était jeune, sans expérience, accablé sous le poids des fautes de sa race, entouré de conseils contradictoires qui n'engendreraient que l'indécision. Des bruits de trahison couraient, vagues encore et qui bientôt se préciseraient. Ainsi qu'il arrive après un grand revers, la première pensée fut d'accuser de faiblesse ou de félonie ceux qui s'étaient laissé intimider ou vaincre. Des résolutions belliqueuses furent arrêtées, contremandées, reprises encore. Pour-

(1) Persano, *Diario privato politico-militare*, p. 33.
(2) *Ibid.*, p. 53.

tant on n'imaginait point que le droit des gens violé laissât l'Europe insensible. Saint-Pétersbourg, Berlin, Vienne étaient bien loin. Mais les deux puissances occidentales restaient, la France surtout, qui, ayant travaillé à amasser les nuages, aurait peut-être le pouvoir de les dissiper. Un ambassadeur extraordinaire, M. de Martino, partit pour Paris.

La cour était alors à Fontainebleau. Le 12 juin, M. de Martino, accompagné du chargé d'affaires des Deux-Siciles, M. Antonini, y fut reçu par l'Empereur. Napoléon accueillit les délégués avec courtoisie et les écouta patiemment. Quand ils eurent fini : « Ah! dit-il, pourquoi votre gouvernement n'a-t-il pas en temps utile écouté mes avis? » Les envoyés alléguèrent la jeunesse du Roi, et son avènement récent qui ne lui avait point jusqu'ici permis les réformes. Le souverain annonça à quelles conditions il subordonnerait son appui. Il conseillait une organisation autonome pour la Sicile, l'établissement du régime constitutionnel et enfin (ce qui était le plus dur) l'entente avec le Piémont. Quoique très résignés aux sacrifices, les Napolitains se récrièrent. « La Sicile, si on relâchait ses liens avec les provinces de terre ferme, deviendrait la proie de l'Angleterre : quant à la Sardaigne, notre honneur, notre sécurité nous permettent-ils de nous livrer à elle? » L'Empereur demeurait impassible : « Si vous avez, répliqua-t-il après un moment de silence, assez de force pour réduire la révolution, je serai le premier à applaudir à votre succès. Mais si vous êtes faibles, comment pourriez-vous vous sauver, sinon par les concessions? » M. Thouvenel, présent à l'entretien, appuyait chacune des paroles de son maître et s'appliquait à abattre les espérances toutes les fois qu'elles semblaient renaître. L'Empereur continua : « Nous sommes sur le terrain des faits. Je ne souhaite pas l'annexion de l'Italie méridionale, mais je ne puis défaire ce que j'ai créé, ni renoncer au principe de non-intervention. Cavour est homme de sens; il sent les périls de la révolution, ne veut procéder que progressivement : entendez-vous avec lui. » Les Napolitains ayant fait allusion au patronage de la France sur les États romains, Napoléon interrompit vivement : « Entre le Pape et vous, la

différence est grande. A Rome flotte le drapeau français, et les intérêts religieux de mon pays m'obligent d'ailleurs à la vigilance. » Comme l'entretien tirait à sa fin, M. Antonini essaya de toucher, par un ancien souvenir, l'âme de l'Empereur : « Ferdinand II, dit-il, a été l'un des premiers à reconnaître l'Empire restauré. Votre Majesté me dit alors que les Bourbons de Naples pourraient compter en cas de besoin sur sa gratitude. Sire, l'heure est venue, et le Roi mon jeune maître se confie à la protection de la France. » L'Empereur hésita, parut s'émouvoir, mais ne fléchit point et, sans mot dire, leva l'audience (1). Comme ils se retiraient, les Napolitains traversèrent les groupes des courtisans, attentifs à lire sur leur visage le désappointement ou l'espérance. « Les ambassadeurs napolitains sont venus pour parler au maître de la maison, écrivait M. Mérimée, l'hôte assidu de Fontainebleau : ils sont sortis *pas trop contents*. » Contents, comment eussent-ils pu l'être? Le soir même, le *Constitutionnel*, journal officieux, publiait, sur les affaires de Naples, un article d'une malveillance décourageante (2). De Paris, M. de Martino devait se rendre à Londres. Mais à quoi bon vraiment? Dans cette soirée même du 12 juin, lord Palmerston, à la Chambre des communes, flétrissait avec une brutalité de langage inouïe les atrocités de Palerme, l'inanité de toutes les remontrances, l'ineptie du gouvernement des Deux-Siciles (3). M. de Martino navré regagna son pays. Entre tous, le moins malveillant était l'Empereur; et que demandait-il aux Napolitains? De s'entendre au plus vite et coûte que coûte avec leur pire ennemi.

A Naples, après bien des révoltes, la nécessité fit taire l'orgueil. Le 22 juin, un acte souverain appela aux affaires un ministère nouveau, accorda une amnistie générale, promit à la Sicile des institutions autonomes, annonça enfin des négociations en vue d'une alliance avec le Piémont. Mais une dernière humiliation attendait la malheureuse cour, c'était le dédain de ceux dont elle sollicitait l'amitié.

(1) Voy. Bianchi, *Storia documentata*, t. VIII, p. 299 et suiv.
(2) *Constitutionnel*, 13 juin 1860.
(3) *Parliamentary debates*, third series, t. CLIX, p. 330.

M. de Martino, ministre des affaires étrangères dans le cabinet nouveau, ayant entretenu de l'alliance M. de Villamarina, celui-ci répondit : « Il est bien tard. » Quant à Cavour, il ne pouvait, par égard pour l'Europe, repousser brutalement la main qu'on lui tendait, mais il ne se lierait pas à ceux qu'il comptait bien absorber. Il s'efforça d'abord de temporiser et écrivit dans ce sens à son représentant à Naples. A Turin même, il s'appliqua à éluder toute réponse. Pendant ce temps, au Parlement et dans la presse sarde, le langage vis-à-vis du roi bourbon était de plus en plus acerbe, comme pour rebuter toute nouvelle avance. Quand il dut enfin publier ses conditions, Cavour haussa à dessein ses exigences. Il voulait que le roi de Naples désavouât toute intimité, soit avec l'Autriche, soit avec le Pape, et enfin renonçât à toute tentative pour recouvrer de force la Sicile. Sur ces entrefaites, une dépêche arriva de Paris qui prescrivait à M. de Talleyrand d'appuyer l'alliance. De concert avec le chargé d'affaires napolitain, M. Canofari, M. de Talleyrand demanda que tout nouveau convoi de volontaires fût arrêté et que le Roi écrivît à Garibaldi pour en obtenir une suspension d'hostilités. Victor-Emmanuel, par une absence fort opportune, chassait alors dans la haute vallée du Tanaro, et pendant trois jours il fallut l'attendre. Quand il fut revenu, Cavour annonça au ministre de France que son maître avait peu d'influence sur Garibaldi et se sentait, d'ailleurs, peu de goût pour la diplomatie; puis, comme s'il eût fait un grand sacrifice, il ajouta que le Roi consentait à écrire au général si, de son côté, le roi de Naples s'engageait à ne jamais imposer sa volonté aux Siciliens par les armes. Le diplomate français s'étant récrié, Cavour, fort tranquillement, se retrancha derrière l'Angleterre, qui trouvait, disait-il, cette politique fort équitable. M. de Talleyrand eût été bien naïf s'il n'eût compris combien était illusoire ce simulacre de négociations : « J'ai été bientôt convaincu, mandait-il à M. Thouvenel, de l'inutilité de continuer une controverse qui, évidemment, ne devait pas aboutir (1). »

(1) Dépêche de M. de Talleyrand à M. Thouvenel, 9 juillet. (*Livre jaune*, 1860, p. 147.)

. Suprême espoir d'accord ou docilité singulière envers la France, le roi de Naples faisait, en ce temps-là même, partir pour Turin deux nouveaux messagers, MM. Manna et Winspeare. C'étaient, disait-on, des ambassadeurs extraordinaires. Extraordinaires, en effet, et de toute façon. La mer qu'ils traversaient venait d'être sillonnée par d'autres vaisseaux, armés sur la côte piémontaise pour assaillir les États de leur maître. Les bâtiments de guerre sardes, avec qui ils échangeaient les saluts d'usage, servaient soit à convoyer leurs ennemis, soit à débaucher leur propre marine. En débarquant à Gênes, ils purent surprendre les traces des préparatifs belliqueux, naguère encore favorisés par Cavour. A Turin, M. de Talleyrand, averti de leur arrivée, avait essayé de leur aplanir les voies. Mais à ses remontrances, le premier ministre avait opposé une sorte de franchise brutale qui, dans sa bouche, n'était pas moins déconcertante que la rouerie : « Si nous faisions ce que les puissances nous demandent, avait-il répliqué, nous serions jetés par les fenêtres. La popularité du Roi ne pourrait elle-même nous couvrir; personne en Italie ne croit au roi de Naples : il fera ce qu'ont fait son père et son grand-père. Les dangers sont immenses, avait continué Cavour avec une émotion réelle ou affectée; ma position est la plus difficile de toutes celles où je me suis trouvé. » Tout ce qu'avait pu obtenir M. de Talleyrand, c'était que les Napolitains ne fussent pas découragés dès l'abord. Sur quoi, l'homme d'État sarde avait répliqué sur un ton radouci : « Les envoyés seront reçus avec les plus grands égards. » Il avait ajouté avec cette bonhomie qui lui était familière et qui achevait de tromper : « Après tout, il se peut que MM. Manna et Winspeare disent des choses qui me fassent changer d'avis (1). » Le 17 juillet, les envoyés de François II furent reçus en audience. Quant à la courtoisie de l'accueil, Cavour se piqua de tenir parole; pour le fond, l'exigence fut la même : il fallait que le roi de Naples renonçât à recouvrer la Sicile.

(1) Dépêche de M. de Talleyrand à M. Thouvenel, 16 juillet. (*Livre jaune*, 1860, p. 153.)

Une victoire eût seule pu sauver la dynastie bourbonienne ou du moins lui permettre un langage plus ferme. A Naples, les sujets les plus fidèles de François II se berçaient encore de cet espoir. L'un des chefs napolitains était sorti de Messine. Le 20 juillet, le combat s'engagea à huit lieues à l'ouest de cette ville, près de Milazzo. Ce qui devait relever la fortune du Roi l'abattit tout à fait. Garibaldi, quoique au prix de grandes pertes, fut victorieux. Dès lors, on ne douta plus qu'il n'envahît bientôt les provinces de terre ferme.

J'ose à peine raconter les négociations qui suivirent. De concession en concession, les envoyés napolitains arrivèrent à reconnaître aux Siciliens le droit de disposer d'eux-mêmes. Ce sacrifice fut accueilli comme le sont, en tous pays, ceux des vaincus. Victor-Emmanuel écrivit à Garibaldi pour l'engager à ne pas franchir le détroit : l'aventurier, pour toute réponse, sollicita respectueusement du Roi la permission de lui désobéir. Cependant M. Thouvenel, quoique mal disposé pour la royauté bourbonienne, s'émouvait tout de bon. De Turin, M. de Talleyrand lui mandait que tout espoir semblait perdu de contenir ou de diriger Cavour. De Naples, les dépêches n'étaient pas moins sombres. « Il se fait un vide inquiétant », écrivait dès le 14 juillet le baron Brenier (1); et à quelques jours de là, il sollicitait des instructions en vue de la fuite possible de François II. Si le mouvement n'était enrayé, il gagnerait Naples; puis les Marches et enfin la Vénétie seraient attaquées. Plein de ces pensées troublantes, notre ministre des affaires étrangères suggéra à lord Cowley une combinaison qui, sans éteindre l'incendie, en circonscrirait le foyer. Les commandants des escadres française et anglaise dans les eaux de l'Italie méridionale notifieraient à Garibaldi la défense de passer en terre ferme. Que si les Napolitains voulaient renverser leur prince, ils le pourraient à leur gré, mais du moins sans aucune pression étrangère. La mesure, quoique tardive, marquait un réveil d'énergie. Si elle était adoptée, Garibaldi verrait se fermer devant lui le chemin du succès, et, confiné dans son île, il

(1) *Livre jaune*, 1860, p. 152.

s'y userait bientôt dans les soucis journaliers du gouvernement. Lord John Russell, véritable théologien du droit nouveau, répliqua en invoquant ce principe de non-intervention qu'il avait érigé en maxime. Aux Italiens seuls, il appartenait de régler ce qui était affaire italienne. Ainsi parla le chef du *Foreign Office*, et la France ne jugea point qu'il lui appartînt de faire à elle seule la police de la mer (1). Qu'ajouterai-je? Les envoyés de Naples demeurèrent à Turin, mais comme oubliés et prolongeant des simulacres de pourparlers qui ne trompaient ni les autres ni eux-mêmes. Ce n'était pas que les avocats leur manquassent. La Russie plaidait leur cause avec un chaleureux dévouement; il en était de même de la Prusse et de l'Autriche. La France s'effrayait de l'unité italienne, comme si elle n'en eût pas été la véritable créatrice. Il n'était pas jusqu'aux Anglais qui n'eussent leurs heures de clairvoyance ou d'hésitation. Mais voici où résidait l'infériorité des Napolitains : leurs amis, tout en se montrant fort éloquents, désavouaient d'avance tout emploi de la force; leurs ennemis disaient, comme un jour Cavour à sir James Hudson : « Nous ne nous arrêterons que devant des troupes et des vaisseaux. »

On atteignit ainsi les premiers jours du mois d'août. Quelles que fussent les remontrances de la diplomatie, l'attention de Cavour se portait ailleurs. Il jugeait imminente l'invasion de Garibaldi sur le continent et s'attendait chaque jour à en recevoir la nouvelle. Or cet excès de prospérité lui inspirait presque autant d'inquiétude que de joie. Plus que jamais il importait de contenir la révolution en la poussant. En Sicile, le dictateur avait tout désorganisé; il s'était donné aux plus dangereux de ses amis, n'avait voulu écouter aucun conseil, avait même fait arrêter La Farina et l'avait renvoyé en Piémont. N'était-il pas à redouter que l'aventurier, une fois à Naples, ne fît, par ses extravagances, regretter sa victoire ou ne fût indocile à se dessaisir de sa conquête? Quel succès, quelle sécurité surtout, pour lui, Cavour, s'il parvenait à jouer Garibaldi, comme il

(1) Voy. dépêche de lord Cowley à lord John Russell, 24 juillet; dépêche de lord Russell à lord Cowley, 26 juillet. (*Further correspondence relating to the affairs of Italy*, p. 39 et 40.)

avait joué l'Europe, la France et François II! De là une intrigue très secrète, mais menée très vivement et qui, bien qu'ayant échoué, ne mérite pas d'être oubliée.

Le plan général était celui-ci : provoquer à Naples, soit un mouvement dans le peuple, soit une sédition militaire, amener de la sorte le départ du Roi, puis, le Roi parti, brusquer en faveur de l'annexion un vœu qui se transformerait en vote. De la sorte, Garibaldi serait devancé : sans doute on le laisserait entrer à Naples en triomphateur, mais on se serait attribué déjà le fruit matériel de la victoire. Les principaux intruments de ce dessein furent l'amiral Persano, puis l'ambassadeur sarde, M. de Villamarina, le même qui naguère était arrivé à Naples, ainsi qu'il le disait, « avec une mission toute pacifique et conservatrice (1) ». Parmi les Napolitains, on comptait surtout sur M. Liborio Romano, ministre de l'intérieur dans le cabinet récent, et sur le général Nunziante, qui était alors en Suisse, mais allait revenir dans sa patrie. On exploitait en outre certaines dissidences dans la famille royale et on espérait la bienveillance ou le concours du comte de Syracuse.

Le 3 août, Persano, qui était resté jusque-là à Palerme et y avait semé dans la marine napolitaine d'utiles germes de défection, arriva dans les eaux de Naples. Il était inviolable sur son navire comme M. de Villamarina à l'hôtel de la Légation, en sorte que le complot serait tout à fait privilégié. L'amiral sarde s'aboucha avec l'ambassadeur qui exprima quelques espérances, mais un peu fragiles, car elles étaient surtout fondées sur les rapports des gens de police, lesquels se faisaient payer de plusieurs côtés. Il vit aussi le comte de Syracuse, qui vint visiter l'escadre piémontaise, donna un grand repas aux Sardes et s'exprima sur la cour en termes d'une sévérité outrée : « S'il n'était empêché de monter à cheval à cause de ses rhumatismes, ce serait l'homme *ad hoc* », écrivait l'amiral, qui, d'ailleurs, ressentait quelque mépris pour ceux qu'il excitait à trahir (2). Le temps était

(1) *Livre jaune*, 1860, p. 125.

(2) Lettre de l'amiral Persano à M. de Cavour, 6 août. (*Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. III, p. 314. — PERSANO, *Diario*, p. 128.)

précieux, Garibaldi pouvant d'un moment à l'autre commencer sa marche vers le nord. Dès le 30 juillet, Cavour avait annoncé l'arrivée sur la côte napolitaine de la corvette piémontaise la *Dora*, toute chargée de fusils : malgré le mystère dont on s'entourait, les armes, une fois mises à terre, furent confisquées, mais sans que personne fût compromis. D'autres convois furent plus heureux, et des fusils en assez grand nombre furent déposés en lieu sûr (1). L'audace croissant, on jugea que le plus sage serait de faire venir de Turin non seulement des armes, mais des soldats. L'impudence était grande vis-à-vis d'un État avec qui on négociait un traité d'alliance. Aussi Cavour, dans ses instructions, redoubla-t-il de vigilance. Les commandants des navires qui transporteraient les détachements devraient marcher à toute vitesse, ne s'arrêter à aucun port intermédiaire, cacher à tous le but et l'objet du voyage. Ils entreraient la nuit dans le port de Naples, se rapprocheraient autant que possible de la *Marie-Adélaïde*, commandée par Persano, et se mettraient à la disposition de l'amiral. Des recommandations minutieuses prescrivaient de cacher la présence des troupes jusqu'à l'heure où elles entreraient en action. Deux demi-bataillons de bersagliers arrivèrent de la sorte et, se dissimulant de leur mieux, furent répartis entre les bâtiments de la division navale et mêlés aux équipages (2). En même temps arrivait à Naples, envoyé par Cavour, le général Ribotti. « C'est un homme d'action, un *vrai volcan*, disait de lui Persano, et il aidera puissamment le *pronunciamiento* national italien. » Amener à soi par défection les forces indigènes, ce serait s'épargner l'embarras d'appeler des secours du dehors. Le 6 août, Persano mandait à Cavour : « Je suis heureux de vous donner la bonne nouvelle que nous pouvons désormais compter sur la majorité des officiers de la marine napolitaine (3). » En effet, les démissions se multipliaient. Que si les officiers démissionnaires étaient menacés

(1) Persano, *Diario*, p. 126, 130, 134.
(2) Persano, *Diario*, p. 141-142. — *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. III, p. 324.
(3) Persano, *Diario*, p. 126.

de quelques poursuites, ils se réfugiaient à bord des bâtiments piémontais qui abritaient ainsi sous leur pavillon inviolable tout ce que François II comptait d'ennemis.

Rien ne serait fait si on ne s'assurait de puissantes complicités dans la ville. Depuis quelques jours, les Sardes s'y employaient. Mais ici avaient commencé les mécomptes. Persano, s'étant rendu dans les comités, n'y trouva que la division. Il vit le ministre de l'intérieur, M. Liborio Romano : « C'est un galant homme, écrivait l'amiral sarde, mais sa position l'oblige à tâtonner, et je ne crois pas qu'on puisse faire grand fond sur lui (1). » Le « galant homme » n'était pas éloigné de trahir son maître; seulement le risque lui déplaisait, et, en se compromettant à l'excès, il redoutait de se perdre. Restait le général Nunziante, dont on vantait l'influence; mais il n'était pas encore arrivé de Suisse. De Turin, Cavour impatient stimulait ses amis : « Il faut, disait-il cyniquement, aider la révolution, mais faire en sorte qu'en face de l'Europe, elle apparaisse comme un acte spontané (2). » Il posait toutes sortes de questions : ne serait-il pas possible que le mouvement insurrectionnel des provinces eût son contre-coup dans la capitale? Il s'indignait de l'apathie des Napolitains : « Tâchez, écrivait-il, de donner un peu de cœur à ces poules mouillées (3). » Il ouvrait à Persano un assez large crédit, afin qu'il pût conquérir à prix d'argent ceux qu'on ne pourrait gagner autrement. Hélas! l'argent même était inutile. Ce n'était pas qu'il fût refusé, mais ceux qui l'acceptaient en recevaient également d'ailleurs. Sur ces entrefaites, le général Nunziante, parti de Gênes le 14 août, arriva en rade de Naples. Un plan fut combiné qui consistait à réunir sur le champ de manœuvre plusieurs bataillons de chasseurs et à provoquer parmi eux un *pronunciamiento* en faveur de l'annexion (4). Comme l'heure de l'exécution approchait, les objections se formulèrent. Les corps

(1) Lettre de l'amiral Persano à Cavour, 6 août. (*Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. III, p. 313.)

(2) Lettre de Cavour à Persano, 9 août. (Persano, *Diario*, p. 134.)

(3) *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. III, p. 327.

(4) Persano, *Diario*, p. 143.

d'officiers avaient été changés, en sorte que le général n'avait plus son ancien prestige. Nunziante lui-même était signalé à la police; il l'était à tel point que Liborio Romano dut lui promettre de l'avertir à temps si quelque mesure était résolue contre lui.

On en était là quand on apprit que Garibaldi venait de débarquer en terre ferme. Une seule espérance restait de lui ravir sa victoire, ce serait de frapper l'esprit du Roi et de le décider à la fuite. Le comte de Syracuse engagea François II à imiter la duchesse de Parme. Le ministre de l'intérieur, M. Liborio Romano, par une lettre pressante, conseilla la même résolution. Dans un tableau fortement coloré, il dépeignit au jeune prince l'anarchie qui régnait à l'intérieur, les dispositions hostiles des puissances, l'état des choses aujourd'hui précaire, demain peut-être désespéré. Après s'être excusé de sa franchise, après avoir vanté sa fidélité, il exhortait le monarque à abandonner sa capitale, à constituer une régence, à remettre le pouvoir à un ministre patriote (et qui pourrait l'être plus que lui-même?), à attendre, en un mot, dans un exil momentané, ce que voudrait la Providence et ce que l'Europe déciderait. L'exhortation était chaleureuse; le Roi, pourtant, ne partit pas. Il demeurait dans son palais, mais de plus en plus seul, les ambitieux s'éloignant pour se rallier, et les timides pour s'enfuir. Quant au peuple, il était immobile et ne ferait aucun effort soit pour défendre son prince, soit pour le détrôner; au fond, tant de jeunesse et tant d'infortune inspiraient quelque pitié. Les Sardes étaient clairvoyants. Sans illusion, ils constatèrent leur impuissance et celle de leurs agents. Le 29 août, Persano mandait à Cavour l'échec définitif : « Nous n'avons plus, disait-il, qu'à agir d'accord avec Garibaldi. » Cavour n'avait pas attendu ce message, et déjà s'était pourvu d'une autre solution pour arrêter ailleurs l'aventurier. Il n'adressa à Persano qu'une seule recommandation, celle de s'assurer des forts et de la flotte en cas de révolution. A quoi Persano répondit : « La flotte, j'en suis sûr; quant aux forts, je ferai ce que je pourrai (1). »

(1) Persano, *Diario*, p. 185 et 187.

Ce que ne pouvait l'intrigue la plus raffinée, Garibaldi allait l'accomplir. Il remontait alors les chemins de la Calabre, ses bandes se grossissant comme un torrent. En une semaine, les armées bourboniennes, si puissantes encore par le nombre, auraient pu l'anéantir : mais elles se joignaient à lui ou se repliaient. Les chefs militaires avaient fini par éviter les rencontres, celles-ci n'étant qu'une occasion de désertion. Une circonstance particulière contribua à dissoudre les troupes royales. Les premiers corps qui s'étaient ralliés furent désarmés et les soldats renvoyés chez eux : dès lors l'appât d'un congé illimité énerva tout ce qui restait de discipline. Les bandes de l'*armée libératrice* s'allongeaient sur les routes d'étapes, sans souci de se garder et comme en une région déjà purgée de tout ennemi. Cette armée se composait des éléments les plus divers : Italiens de toute province, Allemands, Suisses, Hongrois qui, costumés en hussards, galopaient sur le flanc des colonnes. Au cortège s'étaient mêlés quelques Anglais de grande famille, jaloux de suivre jusqu'au bout l'aventure, laquelle serait vraiment très curieuse à raconter l'hiver prochain dans les cercles de Londres. A toute escarmouche, chacun avait ajouté une broderie à son habit, en sorte que le nombre des galons était invraisemblable. En certaines bourgades, les citoyens les plus notables avaient fui. Ailleurs, au contraire, les habitants s'empressaient autour de leurs hôtes et surtout illuminaient leurs demeures pour les fêter, car on ne saura jamais ce que l'entreprise a coûté de lampions au peuple des Deux-Siciles; puis en toute hâte on débaptisait deux ou trois rues, lesquelles s'appelaient aussitôt *Cours Garibaldi* ou *Cours de l'Indépendance*. Ainsi faisait-on chez nous en 1848. Le *libérateur* par-dessus tout attirait les regards; on le contemplait avec un respect superstitieux, comme un être d'une nature à part qui ne saurait ni être vaincu ni mourir; lui-même ne se découvrit jamais mieux qu'en cette campagne, avec ses naïvetés d'enfant et ses violences de fanatique, avec son étroitesse d'esprit et ses courts instants d'illuminisme, avec ses perpétuelles témérités et son perpétuel bonheur; personnage épique sans doute, mais

épique à la manière italienne, qui mêle incessamment la farce à l'épopée.

A Naples régnait, en ces derniers jours, la grande confusion qui précède les chutes royales. Les réactionnaires étaient encore nombreux, mais se sentaient environnés de traîtres, et les traîtres se trouvaient si haut placés qu'on n'eût osé porter la main sur eux. Toutes sortes d'avis étaient ouverts, inspirés les uns par le souci de l'honneur, les autres par l'unique préoccupation du salut. On proposa que François II sortît de Naples avec les troupes qui lui restaient et s'avançât au-devant de l'envahisseur. D'autres partis plus humbles furent débattus, et en particulier, dit-on, celui de détourner de soi le torrent en offrant aux bandes un libre passage à travers le royaume. Cependant Garibaldi approchait, et l'heure était venue, ou de l'affronter ou de reculer devant lui.

Le Roi valut mieux que sa fortune. On ne pouvait dire de lui qu'il eût bien ou mal régné; à proprement parler il n'avait pas régné du tout, n'ayant recueilli de son père qu'un trône doublement ébranlé par les longues fautes de la dynastie et par l'intrigue étrangère. En ces jours suprêmes, il allait se retrouver prince et Bourbon. Il ne voulut ni livrer Naples aux horreurs de la guerre, ni tenter en rase campagne, avec Garibaldi, une lutte à laquelle il se sentait inégal par son inexpérience militaire et par la fidélité douteuse des troupes. Ayant résolu de s'éloigner, il prit soin que son départ ne fût point une fuite. Il s'embarquerait non pour la terre étrangère, mais pour chercher un abri sûr en quelque forteresse de ses États : là, il rallierait et raffermirait ce qui lui restait de soldats, épierait les chances meilleures, attendrait un réveil de l'Europe et, s'il ne pouvait conserver autre chose, pourvoirait du moins à son honneur. Le 5 septembre, il annonça sa résolution à ses ministres, leur déclarant « qu'il allait où l'appelait la défense de ses droits légitimes ». En partant, il fit ses adieux à son peuple, et sous une forme singulièrement touchante. Chose étrange! Liborio Romano, dans ses *Mémoires,* se vante d'avoir rédigé la proclamation et ajoute même que le Roi le félicita d'avoir « si bien compris son

âme (1). » Pourtant, autour du jeune prince, le vide se faisait de plus en plus. En ces conjonctures suprêmes, l'amiral Persano et M. de Villamarina veillèrent à rendre plus complet l'abandon. Pour l'effet moral autant que pour le profit, il importait qu'aucun bâtiment de guerre napolitain n'accompagnât François II. « Le 5 au soir, a écrit dans son *Journal* l'amiral Persano, je fus informé que les équipages des navires dans le port voulaient suivre le Roi, et que les officiers ne pourraient s'y opposer (2). » Très contrarié de ce reste de fidélité, Persano jugea que le temps de la circonspection était passé. Il se déguisa, pénétra lui-même, à la brune, dans le port militaire, parla à tous, se donna beaucoup de mouvement. Le marquis de Villamarina et les membres des comités firent de même. A force de démarches, ils obtinrent que certains ressorts des machines fussent en partie démontés, ce qui rendrait impossible le départ immédiat. Le lendemain 6, dès le matin, Persano consignait dans son *Journal* l'heureux résultat de ses soins : « Je n'ai plus, disait-il, d'inquiétudes pour la flotte (3). » — Ce jour du 6 septembre était le dernier que François II dût passer dans sa capitale. A cinq heures du soir, le Roi sortit de son palais avec sa famille, quelques fidèles, les ministres d'Autriche, d'Espagne, de Prusse, de Bavière, et, se dirigeant vers le port, prit passage sur le navire espagnol le *Colon,* qui le conduirait à Gaëte. Le peuple était silencieux, sans regrets comme sans insultes. De la marine nationale, un seul bâtiment suivit, le *Parthénope*, chargé, à la vérité, d'un grand nombre de marins qui avaient voulu protester contre la défection de leurs officiers. Ceux-ci étaient rassemblés en grand nombre à bord de l'escadre piémontaise. A la tombée du jour, le convoi royal sortit du port. Tandis qu'il s'éloignait, le Roi put contempler une dernière fois, assise au fond de la baie, la belle ville de Naples. Sur ses quais et sur ses collines, elle s'éclairait de lumières plus éclatantes que de coutume et qui perçaient les premières ténèbres de la nuit : c'étaient les

(1) *Memorie politiche di Liborio Romano,* p. 70.
(2) *Diario,* p. 207.
(3) *Ibid.,* p. 200.

illuminations qui commençaient en l'honneur de Garibaldi.

Garibaldi, en effet, était à Salerne. Le 7, dès le matin, le syndic de Naples lui porta les vœux de la population, avide, disait-on, de délivrance. Liborio Romano, qui avait rédigé la veille l'adieu de François II à ses peuples, rédigea avec la même dextérité de plume une adresse à l'invincible dictateur. L'aventurier voulut couronner son entreprise par une dernière audace. Devançant son armée, il prit le chemin de fer à Salerne avec quelques-uns de ses compagnons, et arriva presque seul dans cette ville de 400,000 âmes, encore pleine des agents, des serviteurs, des soldats, des gardes du prince déchu. A la gare l'attendait Liborio Romano, qui prit place dans sa voiture et devint incontinent son ministre. De la gare à la rue de Tolède, ce ne furent qu'acclamations, et c'est dans cet appareil qu'on arriva au palais d'Angri, qui devait être la demeure du général. Une inquiétude subsistait : les forts étaient encore occupés par les troupes, troupes assez solides, car la désertion les avait purgées de leurs plus mauvais éléments. Le lendemain, une capitulation intervint, et, sur les fronts tout à fait éclaircis, la joie éclata sans mélange. Ces transports marquaient-ils un sentiment réfléchi et surtout durable? L'histoire des années suivantes devait prouver le contraire. Mais, à cette heure, Garibaldi, aux yeux de cette multitude impressionnable autant qu'ignorante, était bien le libérateur; il était l'homme au talisman invincible, l'homme miraculeux, celui qui, pour tout dire d'un seul mot, égalait presque saint Janvier.

IV

En ces jours-là Cavour écrivait à son amie la comtesse de Circourt : « Si je me tire d'affaire cette fois, je tâcherai de m'arranger pour qu'on ne m'y reprenne plus. Je suis comme le matelot qui, au milieu des vagues soulevées par la tempête,

jure et fait vœu de ne plus jamais s'exposer aux périls de la mer (1). » Cette confidence était sincère. Le grand ministre touchait au sommet de sa fortune, mais aussi au comble de ses embarras. Garibaldi devenait plus entreprenant qu'un condottiere ne doit l'être. Bientôt maître des Deux-Siciles, il se porterait vers Rome où il rencontrerait la France, et vers la Vénétie où il se heurterait à l'Autriche. Vaincu, comme il était probable, il envelopperait dans son discrédit et peut-être entraînerait dans sa chute le jeune royaume de Victor-Emmanuel. Victorieux, il établirait, au profit de la révolution, l'unité italienne, mais au milieu de tant de folies que la réaction ne tarderait pas. Il n'y avait pas une heure à perdre pour absorber un si dangereux ami et pour marquer son œuvre au chiffre de la dynastie de Savoie. Cavour n'était pas l'homme des longues perplexités. Ne pouvant devancer Garibaldi à Naples, il résolut de le prévenir à la frontière pontificale : bien mieux, il franchirait la frontière elle-même et prendrait le brigandage à son compte, certain que lui seul saurait limiter ou colorer la violence, s'abstenir des lieux trop sévèrement gardés, procéder, en un mot, avec célérité, sécurité, impunité.

C'est vers le 20 août que Cavour, peu confiant dans le succès de l'intrigue ourdie à Naples, semble avoir arrêté ce dessein. Jusque-là il s'était appliqué avec beaucoup de soin à prévenir toute incursion contre l'État pontifical et à y décourager toute tentative de soulèvement à l'intérieur. Toutes ses lettres, toutes ses dépêches portent la trace de cette sollicitude : pendant le mois de juillet et même dans la première quinzaine d'août, les mêmes recommandations avaient été renouvelées. A Rome, disait le premier ministre, on rencontrera les Français : sur les autres points du territoire, Lamoricière est assez fort pour étouffer une sédition, et il ne faut pas lui fournir une occasion de succès (2). Avec le plan nouveau les instructions changèrent, et tout l'effort fut de raviver la flamme, loin de la contenir. Le

(1) *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour,* t. III, p. 310.

(2) Voir *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour,* t. III, p. 294, 317, 326. — Lettre de M. Gualterio au baron Ricasoli, 1er août. (*Lettere e documenti del barone Ricasoli,* t. V, p. 174.)

26 août, Cavour écrivait au député Gualterio qui était alors à Cortone : « L'heure s'approche d'agir dans l'Ombrie et dans les Marches; le ministère est décidé non seulement à seconder, mais à diriger le mouvement. » Et faisant allusion aux précédents projets des garibaldiens, il ajoutait : « Nous n'aurons pas moins d'audace que Bertani, mais avec plus de prévoyance et de sagesse (1). » Fidèles à cet avis, Gualterio et ses amis prévinrent leurs partisans. Se conformant sans doute au mot d'ordre venu de Turin, ils fixèrent même la date où l'agitation, dissimulée jusque-là, devrait éclater. « Insurrection pour le 8 septembre, mandèrent-ils, et sans mazziniens (2). »

Cependant cette invasion en pleine paix d'un territoire voisin dépassait fort en témérité toutes les hardiesses passées. Cavour s'ingénia à prévenir les objections qui ne manqueraient pas de surgir en son propre pays. Il n'avait rien à craindre des hommes comme Ricasoli, logiciens inflexibles qui, ne voyant que le but à atteindre, conviaient le gouvernement à l'audace et répétaient : « Notre Garibaldi doit être le Roi (3). » Il ne redoutait pas davantage les révolutionnaires : dans le présent, il jouait au fond leur jeu; dans l'avenir, il saurait les apaiser par des honneurs ou les écraser s'ils devenaient trop exigeants. L'essentiel serait de conquérir les modérés, les formalistes, les scrupuleux, déjà assez alarmés par toutes les tolérances qui avaient favorisé les affaires de Sicile. Dans cette prévision, d'habiles confidences, toutes conçues dans le même sens, furent répandues dans le public. Si quelque entreprise nouvelle était tentée, ce serait en vue d'assurer l'ordre; le but serait, non d'aider l'aventurier, mais de le contenir. « L'invasion de l'Ombrie et des Marches, a écrit plus tard l'un des familiers du premier ministre M. Castelli, fut une œuvre de réactionnaires et presque de *Codini* (4). » Un jour, comme Cavour recevait le comte Pasolini, ancien ministre de Pie IX, et l'un des citoyens les plus considérables des Romagnes, il lui mit entre les mains une liasse de pièces et

(1) *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. III, p. 345.
(2) Voir *Lettere e documenti del barone Bettino Ricasoli*, t. V, p. 223.
(3) *Lettere e documenti del barone Ricasoli*, t. V, p. 161.
(4) Michelangelo Castelli, *Ricordi*, p. 156.

de dépêches sur les agissements du parti révolutionnaire. Les lettres, les rapports furent sans doute bien convaincants ou avaient été bien habilement triés, car, en sortant de l'audience, Pasolini disait avec résignation : « Que voulez-vous? Je comprends maintenant qu'il ne reste plus à Cavour qu'à envahir les Marches (1). » Ainsi fut façonnée d'avance l'opinion; elle le fut si bien que les événements, quand ils se produiraient, ne paraîtraient plus qu'une des phases normales de la transformation italienne. Même chez l'honnête Maxime d'Azeglio, naguère si froissé de la complicité gouvernementale dans l'expédition des « Mille », le blâme se tempérera de toutes sortes d'excuses (2). La vérité, c'est que Cavour avait mené les choses à tel point qu'il courait le risque de perdre le fruit de toutes ses violences, s'il ne les couronnait par une violence plus grande : de là, même chez les plus modérés, un penchant à couvrir par leur silence ce qu'ils jugeaient inévitable. L'indulgence avait une autre cause. Les Italiens (et je parle des meilleurs) étaient arrivés à se créer pour les affaires de leur pays une conscience à part. Comme on avait fait autrefois beaucoup de traités sans les consulter, ils jugeaient qu'aucun traité ne les obligeait. Tout ce qui en Italie n'appartenait pas à l'agrégation piémontaise leur paraissait injustement distrait du patrimoine national. Il se trouvait donc que les mots changeaient de sens en passant les Alpes; et ce que nous appelons rapt, on l'appelait là-bas restitution.

Une puissance, une puissance seule pouvait à son gré tout interdire ou tout permettre, c'était la France. Dès le 10 août, le nonce du Pape à Paris, fort effrayé de certaines rumeurs, avait demandé par une note à M. Thouvenel quelle serait la conduite du gouvernement français, si des « malintentionnés » franchissaient la frontière pontificale. En termes d'une brièveté correcte, M. Thouvenel avait répliqué que la présence de nos troupes à Rome répondait à elle seule à la question. Peu de jours après, l'Empereur partit pour visiter ses nouvelles pro-

(1) Pasolini, *Memorie raccolte da suo figlio*, p. 266.
(2) Voir, en particulier, *Correspondance politique*, p. 169, 170.

vinces de Savoie. Là il se trouverait livré à lui-même et à son ordinaire faiblesse, tout près de cette Italie qui le fascinait, loin de ceux qui avaient la garde des traditions diplomatiques. Il y a de ces coïncidences tellement opportunes qu'on ne se persuade point que le hasard seul les ait amenées. Comme le souverain se trouvait à Chambéry, deux hauts dignitaires piémontais y vinrent pour le saluer : c'étaient M. Farini, ministre de l'intérieur, et le général Cialdini. La presse officieuse affirma que la rencontre n'avait aucune portée politique : la démarche était toute simple, toute de courtoisie; Victor-Emmanuel pouvait-il ne pas transmettre ses hommages à l'Empereur quand celui-ci séjournait si près de la frontière? Arrivés le 28 août, les envoyés furent reçus le jour même. D'avance ils avaient consulté le docteur Conneau sur la conduite à tenir. Les deux Italiens malmenèrent fort Garibaldi, lequel ne voulait rien entendre et par son entêtement causait tout le mal. Nulle force ne pouvait l'empêcher d'arriver à Naples et d'y être proclamé dictateur; il fallait pourtant lui barrer le chemin, autrement ce serait le triomphe de la Révolution dont l'Empereur ne voulait pas, ni Cavour non plus; de là l'urgente nécessité d'occuper l'Ombrie et les Marches (1). L'entreprise étant à deux faces, les négociateurs s'appliquaient à n'en montrer qu'une seule, et ce qui était au fond brigandage prenait les airs d'une œuvre de gendarmerie. Ainsi faisait Cavour à Turin vis-à-vis des plus conservateurs de ses amis. Même voilé de la sorte, ce langage était osé. On sollicitait de la France l'autorisation de spolier le Pape de la moitié de ses États, tandis que cette même France couvrait avec ses troupes l'autre moitié et la déclarait inviolable. — Que répliqua l'Empereur? Si nous en croyons les deux messagers piémontais et aussi Cavour qui reçut leurs premières confidences, l'accord fut complet. Dans les temps qui suivirent, le général Cialdini affirma à plusieurs Français dignes de foi que toute l'entreprise avait été concertée avec l'Empereur; il ajouta même que Napoléon avait recommandé la célérité : *Fate presto*, aurait-il dit aux délégués italiens en les congédiant. Dans une

(1) Voir *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. III, p. 353, 354.

déclaration faite le 30 juin 1861 à la Chambre des députés, M. Farini ne fut pas moins explicite. Voici ses propres paroles : « Au cours de la conversation que j'eus l'honneur d'avoir à Chambéry avec l'empereur des Français, l'entretien se porta sur les conditions de l'Italie, et je lui dis franchement quelles étaient les pensées du gouvernement et ses résolutions. *L'Empereur ne me donna pas de conseils et surtout ne m'imposa pas de conditions* (1). » Quant à Cavour, il a, dans sa correspondance, tracé de l'entrevue un tableau fort animé, avec une nuance joyeuse et humoristique. « Farini et Cialdini, écrivait-il le 29 août, sont revenus ce matin de Chambéry. L'Empereur a été parfait. Farini lui a expliqué notre plan. *L'Empereur a tout approuvé*. Il paraît même que l'idée de voir Lamoricière aller se faire... lui a souri beaucoup. Il a dit que la diplomatie jetterait les hauts cris, que lui-même se trouverait dans une position difficile, mais qu'il mettrait en avant l'idée d'un congrès (2). »

Quels que soient ces témoignages, je crois que les Sardes ont interprété avec un peu de complaisance pour eux-mêmes les paroles du souverain. D'abord on ne peut imaginer que Napoléon ait été assez naïf pour ne point voir le fond de l'entreprise ou assez dénué de scrupules pour y souscrire d'emblée. A Cavour on peut d'ailleurs opposer Cavour lui-même. Le 31 août, trois jours après l'entrevue de Chambéry, comme l'Empereur allait arriver à Thonon, le premier ministre sarde envoya à Arèse, alors aux eaux d'Évian, une dépêche chiffrée conçue en termes très pressants pour qu'au plus vite il vît l'Empereur. « Avouez, télégraphiait Cavour, que le gouvernement a toléré et même appuyé Garibaldi ; mais il a énergiquement empêché et réprimé les expéditions mazziniennes. Il est impossible de nous laisser distancer par la démagogie à Naples ; une fois l'annexion faite, on tâchera de n'attaquer ni Rome, ni l'Autriche. S'il le faut, nous nous battrons seuls avec l'Autriche. Mais l'Empereur ne laissera pas détruire par coalition le seul allié de la France. Expliquez que ce n'est pas à Turin qu'on en veut, mais à

(1) *Parlamento italiano*, p. 910.
(2) *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. III, p. 354.

Paris. » Arèse vit l'Empereur, et si nous en croyons Cavour, en obtint une seconde approbation, quoiqu'un peu plus mêlée de blâme que la première (1). Mais à quoi bon ce nouveau messager si l'assentiment avait été dès l'abord complet et sans réserves? — A défaut de témoignages assez désintéressés pour que l'entière certitude en jaillisse, on peut, d'après toutes les négociations antérieures de Napoléon avec l'Italie, pénétrer sans grand risque d'erreur ce que fut la fameuse entrevue de Chambéry. Même la part largement faite aux exagérations piémontaises, la responsabilité de l'Empereur reste bien lourde à porter. Un seul mot eût arrêté les Italiens : un « *non* » bien clair, bien bref, bien français. Ce « *non* » ne fut pas dit, et les dépêches émanées de notre chancellerie en conviennent elles-mêmes. Dès lors, un seul point reste obscur, la dose exacte de violence que Napoléon se plut à tolérer ou à interdire. Souscrivit-il d'un cœur joyeux à l'iniquité, comme le rapporte Cavour? Cela n'est guère admissible. Il fit sans doute ce qu'il fit toujours avec les Italiens, tantôt gardant un silence que ceux-ci feignaient de prendre pour une approbation, tantôt entamant une discussion qui se changeait bientôt en une retraite. Il gronda, mais comme il grondait d'habitude, assez doucement pour qu'on passât outre. On ne peut douter, par tout ce qui suivit, qu'il n'ait cherché à diminuer l'atteinte au droit des gens, à rétrécir le champ de l'invasion, à transformer l'invasion elle-même en une sorte de marche stratégique. Surtout il indiqua avec une fermeté relativequels lieux, quels cantonnements voisins de Rome devraient être soigneusement respectés. Puis il se tut ou laissa faire, laissant planer sur tout l'entretien une sorte d'obscurité voulue qui permettrait aux uns d'être audacieux et aux autres de se dire après coup trompés. Telle fut, d'après tous les documents analysés, d'après toutes les probabilités des choses, d'après toutes les lumières qui naissent des faits antérieurs ou postérieurs à l'entrevue, l'attitude de Napoléon. Je ne sais si le mot de complicité serait trop dur, mais le mot de faiblesse serait certainement trop doux. N'y eût-il

(1) Voir *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. III, p. 361, 372.

eu que simple faiblesse, elle serait inexcusable, les récentes entreprises italiennes ayant ouvert tous les yeux, sauf ceux qui se tenaient obstinément fermés. C'est ici le lieu de répéter ce proverbe de l'Orient : Si tu me trompes une fois, c'est ta faute; si tu me trompes deux fois, c'est la mienne.

« Faites, mais faites vite », aurait dit l'Empereur au général Cialdini. Ce qui est certain, c'est que les Sardes s'ingénièrent à « faire vite ». Déjà ils avaient renforcé tous leurs corps de troupes entre Plaisance et la Cattolica. Sans plus tarder, ils les rapprochèrent de la frontière. Il importait que l'armée qui envahirait l'État pontifical parût appelée par le vœu des habitants. Nous avons déjà vu à cet égard les menées de Cavour. L'événement approchant, il redoubla de vigilance. Sur l'avis du premier ministre, La Farina mit en mouvement ses affiliés. « Le 8, écrivait-il, les comités de la *Société nationale* dans les Marches et dans l'Ombrie prendront l'initiative d'une vigoureuse insurrection (1). » Par les soins de Ricasoli, des proclamations furent imprimées à Florence, et les ballots furent tenus tout prêts pour que l'affichage eût lieu au moment de l'envahissement (2). En Toscane, sous les ordres du colonel Masi, des corps francs furent formés qui exciteraient la rébellion sur les lisières de l'État pontifical, puis, franchissant la frontière elle-même, prépareraient les voies à l'armée régulière. Cavour doutait si peu de la conquête que d'avance il songea à l'organiser. M. Valerio serait nommé gouverneur dans les Marches, M. Pepoli dans l'Ombrie, et comme celui-ci était parent de l'Empereur, cette dernière désignation parut surtout adroite et opportune. « Nous avons décidé que nous occuperions les Marches et l'Ombrie », mandait le premier ministre à M. de Villamarina. « *Nous ferons cela la semaine prochaine* », ajoutait-il avec une candeur cynique. L'opération exigerait non seulement le concours des troupes de terre, mais aussi celui de la marine, dans le cas où Ancône devrait être assiégée par mer. Cavour manda donc à Persano qu'il se tînt prêt à quitter Naples au

(1) La Farina, *Epistolario*, t. II, p. 413.
(2) *Lettere e documenti del barone Ricasoli*, t. V, p. 234.

premier avis : en effet, peu de temps plus tard, les Sardes abandonneront, la nuit, furtivement pour ainsi dire, la rade napolitaine, et, au lever du jour, le commandant de l'escadre voisine, l'amiral anglais Mundy, consignera avec surprise cette disparition : « Persano, écrira-t-il dans son journal, est parti cette nuit pour une destination inconnue (1). » — Ainsi s'achevaient les préparatifs, en une grande hâte et qui pourtant n'avait rien de précipité. Une seule chose contrariait Cavour et ses amis, c'était l'apathie des provinces qu'on allait délivrer. Dans les Marches, les germes de sédition fructifiaient assez bien, mais dans l'Ombrie ils demeuraient à peu près stériles. « L'insurrection marche lentement », écrivait Fanti. A la vérité, il ajoutait avec cynisme : « Les prétextes ne manqueront pas pour l'invasion (2). »

Toutes choses étant ainsi mises à point, il ne resta plus qu'à rééditer à l'usage du Pape la fable du *Loup et l'Agneau*. L'armée, composée de cinq divisions et placée sous le commandement en chef du général Fanti, fut divisée en deux corps : l'un, sous les ordres du général della Rocca, fut réservé à l'occupation de l'Ombrie ; l'autre, confié au général Cialdini et de beaucoup le plus considérable, fut destiné à l'invasion des Marches. Ces divisions furent massées le long de la frontière, toutes prêtes à la franchir. Cavour se chargea de rédiger l'*ultimatum* d'où naîtrait l'état de guerre. Le prétexte (car il en fallait un), ce furent les armements du Pape. « Les corps pontificaux, disait Cavour, se composaient de gens de toute nation, de toute langue, de toute religion ; ce qui offensait profondément la conscience publique de l'Italie et de l'Europe. La conscience du roi Victor-Emmanuel ne lui permettait pas de demeurer témoin impassible des répressions sanglantes par lesquelles des mercenaires étrangers étoufferaient dans le sang italien toute manifestation du sentiment national. » La conclusion était que le gouvernement pontifical « désarmât immédiatement tous les corps étrangers qui étaient, par leur existence même, une perpétuelle menace à la tranquillité de l'Italie ».

(1) Amiral Mundy, *Hannibal at Palermo and Naples*, p. 245.
(2) *Lettere e documenti del barone Ricasoli*, t. V, p. 233, 234.



Le messager fut choisi à dessein pour ajouter à l'insulte du message. Ce fut M. della Minerva, le même qui, naguère ambassadeur du Piémont à Rome, y avait été un vrai fauteur d'opposition. Le dessein était de pousser à bout la Cour pontificale dans l'espoir qu'une réplique injurieuse permettrait de donner le change à l'Europe. M. della Minerva fut arrêté à Civita-Vecchia et, sans qu'on lui permît de venir jusqu'à Rome, dut remettre l'*ultimatum* entre les mains du délégat. Le 11 septembre, le cardinal Antonelli fit la réponse : « Je ne dois pas dissimuler, disait-il, que pour répliquer avec calme à la communication de Votre Excellence, j'ai dû me faire une violence bien forte. » La réfutation suivait, autant du moins qu'on peut appeler réfutation la démonstration de l'évidence. Mais à quoi bon la réponse? Avant même qu'elle partît de Rome, la raison du plus fort avait été, comme dans La Fontaine, jugée la meilleure, et les troupes sardes avaient passé la frontière pontificale.

V

Nous avons laissé Lamoricière, au mois de mai 1860, en plein travail d'organisation militaire. Il n'avait rien épargné, ni les encouragements, ni les promesses, ni les rigueurs, pour assurer au Pape une armée. Il s'était donné des peines inouïes pour recruter et instruire les soldats, améliorer et compléter les cadres, organiser les arsenaux, les magasins d'habillement, les dépôts de vivres. On l'avait vu, pendant les mois d'été que les Romains consacrent volontiers au repos, affronter les ardeurs de la saison sans que son activité se ralentît jamais. Il avait réduit au silence les oppositions, tantôt par des éclats de colère qui terrifiaient, tantôt par une bonhomie française qui charmait. Il avait stimulé les lenteurs, pourchassé les abus, puni les fraudes, et, par cette conduite, s'était fait craindre de tous et aimer de quelques-uns. Vers la fin d'août, les résultats commençaient à apparaître, résul-

tats non négligeables, quoique fort disproportionnés à l'intensité de l'effort. La petite armée se composait de dix-sept bataillons d'infanterie, de quelques batteries d'artillerie, de cinq escadrons de cavalerie, dragons, chevau-légers, gendarmes et volontaires pontificaux. Le chiffre total dépassait quatorze mille hommes; mais en défalquant les non-valeurs et les garnisons, l'effectif réel mobilisable se réduisait à sept ou huit mille hommes à peine. L'armement des fantassins laissait à désirer. Les artilleurs étaient incomplètement exercés et ne disposaient que d'assez mauvais attelages. Empruntés à des nationalités différentes, les corps se ressentaient de cette diversité d'origine. Les bataillons indigènes semblaient, sauf quelques exceptions, médiocres. Les Suisses étaient réputés bons soldats, mais étaient fort travaillés par les intrigues révolutionnaires ou piémontaises. Les Autrichiens avaient une organisation assez solide, mais n'iraient point au delà de ce qu'exigeait le strict devoir militaire. Les Irlandais qui formaient un bataillon, dit *bataillon de Saint-Patrick*, n'étaient point encore complètement équipés; ils se faisaient remarquer par leur vigueur physique et par leur admirable foi religieuse; en revanche, ils se montraient querelleurs, indisciplinés, et seraient capables de toutes les extravagances comme aussi de tous les dévouements. Les Français, mêlés de quelques Hollandais et d'une centaine de Belges, constituaient la meilleure force de l'armée. Les uns, qui étaient les plus riches, s'étaient équipés à leurs frais et formaient un petit escadron de cavalerie, dit des volontaires pontificaux ou des *guides de Lamoricière;* les autres, sous les ordres de M. de Becdelièvre, ancien capitaine de chasseurs à pied, composaient le demi-bataillon de tirailleurs devenu plus tard le bataillon des zouaves. L'effectif de ces troupes d'élite était, du reste, à cette époque moins considérable qu'on ne l'a cru communément : au commencement de septembre, volontaires à cheval et tirailleurs réunis ne dépassaient pas 450 hommes. Quoique peu nombreux, ils étaient fort en vue à cause de leur haute naissance et jouissaient, non sans quelque fatuité, de l'attention qu'ils attiraient. Leur nom même et leur origine, qui rappelaient les guerres vendéennes (car ils étaient

en majorité venus de l'Ouest), pouvaient être un embarras. On eût dit un rassemblement royaliste organisé sur le sol italien. Aussi le général ne se lassait pas de leur prescrire la prudence afin de ménager l'ambassade de France toujours très susceptible et fort en éveil.

Lamoricière ne se dissimulait pas les lacunes de l'organisation créée par ses soins. Un jour causant avec un de ses anciens compagnons de jeunesse, M. de Quatrebarbes : « Je suis, disait-il, dans la position d'un homme qui se battrait à cent cinquante pas avec un pistolet contre un adversaire armé d'une carabine. » Pourtant il ne croyait point à une attaque des Sardes, n'imaginant ni chez Cavour une telle audace, ni chez l'Empereur une telle complaisance. Il se reposait en cette pensée quand, au commencement de septembre, les rumeurs les plus inquiétantes parvinrent à son quartier général. Des bandes étaient signalées en avant de la Cattolica et d'Urbin. Sur la frontière, les troupes sardes se trouvaient, disait-on, rassemblées en si grand nombre qu'il semblait impossible que le seul souci de l'ordre les eût attirées en ces lieux. Des avis arrivés de Pesaro et transmis à Spolète annonçaient qu'on avait vu des convois d'artillerie s'allonger sur les routes des Romagnes. Enfin, dans la nuit du 8 au 9, Urbin, Fossombrone, Citta della Pieve furent envahies par des compagnies de volontaires. Très anxieux, Lamoricière télégraphia au cardinal Antonelli : quel était le but des mouvements piémontais? comment devait-il diviser ses forces? De Rome, Antonelli répliqua qu'il ne savait rien, que des explications étaient demandées, puis ajouta : « Agissez librement suivant vos plans. » Vraiment le cardinal ne se compromettait point : mais dans l'obscurité des choses, quelle autre réponse aurait-il pu donner (1)?

Le lendemain 10 septembre, les ténèbres se dissipèrent, mais pour laisser voir une agression qui tenait du brigandage autant que de la guerre. Dans l'après-midi, à l'heure même où M. della Minerva atteignait Civita-Vecchia, un officier d'ordon-

(1) Voir Rapport du général de Lamoricière, p. 8 et 9.

nance du général Fanti arriva au camp pontifical. Très court était le message qu'il apportait. Le général en chef sarde notifiait sa résolution d'entrer dans les Marches et dans l'Ombrie, si les troupes du Pape comprimaient en ces provinces les manifestations du sentiment national. Quoique fort courtois vis-à-vis de l'envoyé, Lamoricière répliqua qu'une déclaration de guerre eût été plus loyale qu'une pareille sommation. Puis, différant toute réponse officielle, il s'en référa à son gouvernement. De Rome, la réponse était encore attendue quand, vers le soir, Fanti rappela son aide de camp, annonçant qu'il franchirait la frontière dès le lendemain.

L'extrême impudence agit plus sûrement encore que l'extrême raison : elle étourdit et assomme. Quand il fut revenu de sa stupeur, Lamoricière put mesurer tout ce que sa situation avait de décourageant. Avec une poignée d'hommes il devait lutter contre une armée : celle-ci était aguerrie, disciplinée, abondamment pourvue de toutes choses ; les bataillons pontificaux, au contraire, étaient à peine organisés, et, bien que la bravoure individuelle d'un grand nombre ne fût point douteuse, on ne savait quelle serait la solidité générale devant l'ennemi. A ces dangers s'ajoutait celui de la surprise, car on n'avait avis des hostilités que le jour même où elles commençaient. Ce qui aggravait la perplexité du général en chef, c'était la configuration de la contrée qu'il avait la charge de défendre. Si l'on jette les yeux sur une carte de l'ancien État pontifical, on remarquera qu'il s'allongeait du nord-est au sud-ouest et était coupé transversalement en deux parties par la ligne des Apennins. Avec ses faibles forces, Lamoricière ne pouvait songer à surveiller les deux versants, celui de la Méditerranée et celui de l'Adriatique. Obligé à choisir, il forma un plan assez modeste, mais le seul qui fût praticable. Estimant que le drapeau français préserverait Rome ainsi que les alentours, il résolut de porter le gros de ses troupes à l'orient des montagnes, c'est-à-dire dans les Marches, exposées à la fois aux Piémontais et à la Révolution. En adoptant cette conduite, il ne rechercherait point la bataille, mais au contraire l'éviterait, la jugeant plus périlleuse que féconde en chances propices. Son objectif



serait de gagner Ancône, en se dérobant, s'il était possible, aux Sardes. La ville était assez bien fortifiée : la population, quoique malveillante, pourrait, par des mesures sévères, être contenue : les pontificaux, pas assez aguerris pour une lutte en rase campagne, l'étaient assez pour combattre derrière des murailles. Organiser sous les remparts d'Ancône une belle défense et y attendre les résolutions de l'Europe, tel fut le suprême espoir de Lamoricière. — Après coup un autre plan a été imaginé. Lamoricière, dit-on, au lieu de s'éloigner de Rome, aurait dû s'en rapprocher, se replier dans les cantonnements français, s'y mêler et s'y mêler si bien qu'une collision éclatât entre les Sardes et nos propres bataillons. La réponse est aisée. D'abord les Piémontais n'eussent pas suivi Lamoricière et se fussent contentés de s'approprier en paix les Marches et l'Ombrie. Puis cette retraite à travers les rangs français aurait eu l'apparence d'une fuite plus prudente qu'honorable : or l'honneur étant après tout la seule chose qu'on pût sauver, que fût-il resté si on l'avait perdu?

Cependant, même en cette extrémité, Lamoricière, Antonelli, Mérode ne se résignaient point à croire que la France demeurât silencieuse ou fût complice. On vit alors un singulier spectacle. A Rome, Antonelli interrogeait anxieusement le duc de Grammont. De Rome, M. de Grammont, qui ne savait rien, interrogeait M. Thouvenel. A Paris, M. Thouvenel, qui n'était guère mieux informé, interrogeait l'Empereur. Quant à l'Empereur, en quittant la Savoie, il s'était acheminé vers Marseille : bientôt, et par un éloignement trop opportun pour n'être pas un peu suspect, il se rendrait insaisissable en partant pour l'Algérie. Entre tous ces personnages, des dépêches allaient s'échanger ou se croiser. Les distances, l'ambiguïté voulue des termes accroîtraient l'obscurité. Bien plus, l'équivoque deviendrait science comme en d'autres temps la clarté, et l'on en viendrait à traiter, soit de naïf, soit d'interprète infidèle, quiconque s'obstinerait à parler le limpide français des temps jadis. Pendant ce temps, Cialdini s'assurerait sa conquête. « Il ferait et ferait vite », suivant le mot qui s'accréditerait en Europe. Il faut dire ceci en détail et porter en cette intrigue tout ce que l'histoire, destinée

sans doute à se compléter plus tard, a jusqu'ici recueilli de lumière.

Demeuré à Paris pendant que l'Empereur voyageait en Savoie, M. Thouvenel n'y était pas resté sans inquiétude. Sans pénétrer bien sûrement le fond des choses (car il ne savait que ce que son souverain consentait à lui dire), il avait pressenti des concessions « beaucoup trop larges » faites par Napoléon à M. Farini. Très clairvoyant et très habile, il se fiait peu à Cavour, même lorsque celui-ci affectait de se dire le garant de l'ordre et l'adversaire de la Révolution. Il redoutait qu' « on ne créât le désordre pour avoir le droit de rétablir l'ordre ». Du Pape, du parti catholique il se souciait assez peu, mais il appréhendait vaguement quelque incorrection prodigieuse et qui ferait scandale en Europe. Les rumeurs qui circulaient, les dépêches qui lui parvenaient avaient accru son trouble. De Rome notamment, M. de Grammont lui mandait toutes sortes de bruits fâcheux et, tout en affectant de les croire peu véridiques, priait qu'on l'autorisât à les démentir (1). Sentant que sa place était auprès de son maître, craignant les retards ou les malentendus qui naîtraient des messages télégraphiques, M. Thouvenel avait offert de se rendre à Marseille, où l'Empereur venait d'arriver. Le 8 septembre, il reçut la réponse suivante : « J'aurais été charmé de vous voir ici; mais je crois que les questions sont si claires qu'elles n'ont pas besoin d'un long examen. Je désire écrire au roi de Piémont ce qui suit : « Je suis forcé de vous faire connaître mes intentions; si, comme « l'a dit M. Farini, vos troupes n'entrent dans les États du « Pape qu'après une insurrection et pour y rétablir l'ordre, je « n'ai rien à dire; mais si, pendant que mes soldats sont à « Rome, vous attaquez le territoire de l'Église, je suis forcé de « retirer mon ministre de Turin et de me placer en antagoniste. » Si vous approuvez ce langage, écrivez à Talleyrand de venir à Nice, je lui remettrai ma lettre. » Tandis que l'Empereur jugeait les questions si claires et méditait une sorte d'avertissement

(1) Dépêche de M. de Grammont à M. Thouvenel, 4 septembre. (*Le Secret de l'Empereur*, p. 185.)

préventif au roi Victor-Emmanuel, l'*ultimatum* au gouvernement pontifical partait de Turin. A cette nouvelle, notre ministre des affaires étrangères, quoique fort peu suspect de sympathie pour la cour de Rome, ressentit une irritation qui l'honore. « Je ne sais, écrivait-il, si j'ai jamais éprouvé une pareille indignation. » La sommation lui parut insolente et « les sophismes de Cavour impudents (1) ». Aussitôt il expédia à l'Empereur une dépêche noblement insistante : « La résolution du gouvernement sarde, disait-il, atteint le principe même de notre occupation à Rome et constitue la violation la plus flagrante et la moins justifiable des droits de la souveraineté. Je supplie l'Empereur de considérer que l'Europe ne comprendra pas qu'une mesure si exorbitante puisse être prise sans notre assentiment, et que nos rapports avec toutes les puissances du continent, y compris la Russie, en seront sérieusement altérés. » Quelques heures plus tard, dans la matinée du 9 septembre, le ministre télégraphiait de nouveau en ces termes : « Je prie l'Empereur de m'autoriser à expédier aujourd'hui même à Turin le télégramme suivant : « Déclarez officiellement à M. de Cavour, au « nom de l'Empereur, que si l'assurance ne nous est pas donnée « que la note adressée au cardinal Antonelli n'aura pas de « suites, et que l'armée sarde n'attaquera pas les troupes pon- « tificales, nos relations diplomatiques seront aussitôt rompues « avec le cabinet de Turin, et que la France se mettra en anta- « gonisme avec une politique que, dans l'intérêt de sa dignité, « du repos de l'Europe et de l'avenir de l'Italie, il ne lui suffi- « rait plus de désavouer. » L'Empereur répondit dans cette même journée du 9 : « Les nouvelles graves que vous me transmettez ont nécessité la dépêche suivante que j'envoie au roi de Sardaigne : « Votre Majesté sait combien je suis dévoué à la « cause de l'indépendance italienne, mais je ne saurais « approuver les moyens que l'on emploie aujourd'hui pour y « parvenir, car ces moyens vont contre le but qu'on se propose. « S'il est vrai que, sans raison légitime, les troupes de Votre

(1) Dépêche à M. de Grammont, 9 septembre. (*Le Secret de l'Empereur*, t. Ier, p. 188.)

« Majesté entrent dans les États du Pape, je serai forcé de m'y « opposer. Je donne, aujourd'hui même, l'ordre d'augmenter « la garnison de Rome. M. Farini m'avait expliqué bien diffé« remment la politique de Votre Majesté. Je la prie néanmoins « de croire à tous mes sentiments d'amitié. » Entre la dépêche impériale et la rédaction libellée au quai d'Orsay, on remarquera la différence. Ce qui, dans le projet de M. Thouvenel, avait la forme d'une sommation devenait, sous la plume de l'Empereur, une humble et anodine prière. L'Empereur et le ministre s'élevaient l'un et l'autre contre l'invasion; mais l'Empereur ne s'y opposerait que si elle s'accomplissait sans « motifs légitimes ». Cavour, l'habile Cavour, serait-il en peine de trouver des motifs légitimes? A ces signes, on reconnaissait la trace de l'entrevue décevante dans laquelle Napoléon s'était naguère laissé attirer.

Tel quel et même avec sa réserve timide, le télégramme impérial constituait une protestation. M. Thouvenel s'empressa de transmettre à M. de Grammont ce qu'il croyait, ce que tout le monde eût cru une bonne nouvelle. A Rome, ce message releva les esprits. On venait d'apprendre que le 62e de ligne avait débarqué à Civita-Vecchia. Le bruit (bientôt confirmé) (1) se répandit en outre que le général de Goyon, très favorable à la cause du Pape et parti naguère en congé illimité, allait reprendre son commandement. Pourtant la curiosité se sentait excitée plutôt que satisfaite. Que signifiait le langage de l'Empereur? « Il serait forcé de *s'opposer,* il devrait se placer en *antagoniste.* » S'agissait-il de simples représentations? ou bien les troupes de l'Empereur allaient-elles marcher contre les Piémontais pour les contraindre à rétrograder? Les cardinaux, les prélats, les chefs de mission, tous interrogeaient l'ambassadeur de France. Celui-ci n'osait répondre, et à Paris, dans le même temps, M. Thouvenel éludait les questions du nonce. Le Pape inclinait à la méfiance. « Ah! mon cher ambassadeur, disait-il au duc de Grammont, votre loyauté est pour moi hors de doute, mais êtes-vous sûr de bien connaître

(1) Voir *Moniteur* du 13 septembre.

la pensée de votre gouvernement? » Puis, comme pour tempérer l'effet de ces paroles, il ajoutait avec émotion : « Que je serais heureux si je pouvais moi-même confondre ceux qui mettent en doute les intentions de l'Empereur! Que je serais heureux de le proclamer digne fils de l'Église et son premier défenseur (1)! » L'interprétation que les diplomates s'usaient à chercher, Mérode, l'impétueux Mérode l'avait déjà faite. Soit que par-dessus tout il eût le souci de réconforter les Pontificaux à la veille de la lutte, soit que son esprit, tout d'une pièce, fût incapable d'imaginer ou de supporter tant de subtilité, il avait hardiment traduit l'oracle sibyllin, et dans le sens le plus favorable au Pape commeaussi, il faut bien le dire, à l'honneur français. Dans une dépêche transmise en toute hâte (2) à Lamoricière, ces mots : « L'Empereur sera forcé de s'opposer » étaient devenus ceux-ci : « L'Empereur s'opposera par la force. » Dans l'entourage du général en chef la dépêche éveilla des espérances qui ne rendirent que plus amère la déception qui suivit. Plus tard, ce texte ainsi éclairci ayant été publié dans le *Journal de Rome*, l'ambassadeur s'éleva très vivement contre l'altération (3). Que le procédé de M. de Mérode fût peu conforme à la rigueur diplomatique, il ne coûte rien d'en convenir. Je m'étonnerai cependant de deux choses : la première, c'est qu'au milieu de tant d'incorrections monstrueuses, le gouvernement français ait relevé si aigrement celle-là; la seconde, c'est qu'il ait revendiqué avec tant de hauteur le privilège d'avoir parlé pour ne rien dire. Car la dépêche, si elle n'avait pas le sens que lui attribuait M. de Mérode, n'était plus qu'une gronderie puérile indigne d'un grand pays.

M. de Grammont, qui devait être appelé à formuler la protestation que nous venons de dire, n'eut pas lui-même sur l'heure la bonne fortune de rendre fidèlement les pensées de son souverain. Il ne sut pas éviter la clarté et s'oublia jusqu'à parler une langue intelligible. Il voyait de près les événements et, quoique

(1) Voir le *Secret de l'Empereur*, p. 200.
(2) Rapport du général de Lamoricière, p. 11.
(3) Voir *Journal de Rome*, 24 et 31 octobre 1860.

assez peu favorable à la politique de la Curie romaine, se dépitait d'un rôle qui le réduisait, soit à garder le silence, soit à entretenir d'indignes équivoques. Il écrivait confidentiellement au ministre des affaires étrangères : « Les circonstances qui ont accompagné l'agression piémontaise sont de telle nature qu'elles comportent parfaitement une opposition armée (1). » Dominé par ces pensées, il accueillit avec bonheur la dépêche de M. Thouvenel et ne négligea rien pour la propager. En la propageant, il ne la modifia pas comme M. de Mérode; seulement il ne résista pas à la tentation de l'éclairer un peu. Il y ajouta cette phrase : « L'Empereur ne tolérera pas la coupable invasion des États pontificaux par le gouvernement piémontais. » Ainsi télégraphia-t-il le 12 septembre au consul de France à Ancône. En quoi il se montra plus loyal gentilhomme que courtisan perspicace. La suite est assez curieuse. Le consul de France, M. de Courcy, heureux d'une intervention qui lui semblait assurer le sort du Saint-Père, courut chez M. de Quatrebarbes, gouverneur d'Ancône, gravit rapidement les degrés de sa demeure et, le visage épanoui, lui tendit la dépêche (2). L'un et l'autre jugèrent qu'une telle information, transmise aux avant-postes piémontais, pourrait y jeter une salutaire incertitude. Un employé du consulat, parti en grande hâte, parvint à joindre le général Cialdini et lui remit le télégramme. Celui-ci se borna à en accuser réception ; comme l'employé osait insister, on assure qu'il l'arrêta aussitôt : « Assez, monsieur, lui aurait-il dit, je sais à quoi m'en tenir; nous avons vu, il y a quinze jours, l'Empereur à Chambéry. » En annonçant le lendemain cet incident à Cavour, Cialdini ajouta : « Je continue ma marche, je serai ce soir à Sinigaglia. » Et Cavour de répliquer le soir même : « Vous avez très bien fait de ne pas vous arrêter. Continuez votre route et prenez Ancône le plus tôt possible. » Le même jour, le premier ministre écrivait au général Fanti : « Les chefs des légations et à leur tête celui de la légation

(1) *Le Secret de l'Empereur*, p. 200.

(2) Lettre de M. de Quatrebarbes, ancien gouverneur d'Ancône, 31 octobre 1860. — Voir aussi *Souvenirs du siège d'Ancône*, par M. DE QUATREBARBES, p. 114 et suiv.

française s'agitent et protestent : mais le Roi et ses ministres ne s'émeuvent pas. L'important est de faire vite : *L'importante e di far presto* (1). »

Le chef de la légation française qui, suivant le langage de Cavour, « menait les protestations de la diplomatie », était M. de Talleyrand. Dès le 10 septembre, il avait reçu une dépêche officielle très ferme et qu'on ne manqua pas d'insérer plus tard au *Livre jaune*. Il avait l'ordre de déclarer que toute relation diplomatique serait rompue avec la cour de Turin, si le cabinet sarde persistait dans ses desseins. Cavour répondit par un refus : « Si nous ne sommes pas à la Cattolica avant Garibaldi, nous sommes perdus. La Révolution envahit l'Italie entière; nous sommes forcés à agir (2). » Ainsi parla le premier ministre, qui d'ailleurs agissait déjà ; car à cette heure ses soldats attaquaient la petite ville de Pesaro. La punition ne tarda point. Voici en quoi elle consista : le roi Victor-Emmanuel avait auprès de lui un ministre accrédité qu'on appelait M. de Talleyrand; à partir du 14 septembre, il n'eut plus qu'un simple secrétaire chargé des affaires et qu'on appela M. de Rayneval. « Sûrement nous serons grondés, mais pas trop », avait prédit Cavour. « La France montre les dents, écrivait en ce temps-là un observateur attentif de la politique, mais j'ignore si ce sont des dents artificielles. »

Qu'ajouterai-je? Les Piémontais s'avançaient à travers le territoire pontifical plus vite encore que ne s'éloignait M. de Talleyrand. A Turin, nul ne croyait au châtiment. A Rome, chaque jour ôtait une illusion à ceux qui persistaient à se confier dans la sincérité de l'Empereur. Se laissant dominer par le sentiment de réprobation qui régnait de plus en plus dans la société romaine, M. de Grammont écrivait : « Il ne faut pas nous faire d'illusion, jamais nous n'avons été jugés aussi sévèrement que nous le sommes aujourd'hui. Peut-être ne voyez-vous pas cela à Paris aussi clairement qu'on peut le voir au dehors, mais la vérité est qu'il n'y a personne qui ne soit entièrement convaincu

(1) *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour,* t. VI, p. 597 et 598.
(2) *Livre jaune,* 1860, p. 161 et 162.

de notre *complicité* avec les Piémontais. Le rappel de M. de Talleyrand n'a fait aucun effet, c'était prévu, et cela devait *faire partie de la mise en scène*. Je ne puis vous peindre en ce qui me concerne à quel point je souffre pour l'Empereur et pour moi-même de cette atmosphère de répulsion et de mépris qui commence à monter autour de nous. » Et il poursuivait en ces termes : « Si M. de Goyon arrive avec des instructions qui dégagent notre solidarité, je le recevrai, je vous le promets, comme jamais je n'ai reçu mon meilleur ami ; mais si nous devons continuer la même faction, j'en serai réduit à me cacher (1). » Pendant ce temps l'Empereur abordait en Algérie, et de quoi pourrait-on l'entretenir désormais, sinon des affaires arabes? Quant à M. Thouvenel, il partit le 14 septembre pour aller passer quelques jours à la campagne, laissant la gestion du ministère au directeur des affaires politiques, M. Benedetti, lequel s'empressa d'annoncer que « le rappel de M. de Talleyrand avait produit à Saint-Pétersbourg et à Berlin le plus excellent effet (2) ».

Revenons à Lamoricière. Aussi bien la guerre, même avec la défaite, n'est pas plus douloureuse que cet imbroglio. Son plan, comme on l'a dit, était de se concentrer dans Ancône. De Spolète, lieu de son quartier général, ses ordres furent expédiés aussitôt. Il disposait de quatre brigades, à savoir, les brigades Schmid, Courten, Pimodan, et, en outre, une brigade de réserve, placée sous ses ordres directs. Il laissa trois bataillons de la brigade Schmid aux environs de Pérouse, confia à un détachement de trois cents Irlandais la garde de Spolète, conserva quelques autres petites garnisons, puis dirigea sur Ancône le reste de ses forces. Atteindre Ancône était relativement aisé pour le général Courten établi dans les Marches à dix ou douze lieues seulement de la ville : il y arriva dès le 13 avec l'une de ses colonnes, et l'autre colonne, sous les ordres du colonel Kanzler, le rejoignit dans la nuit suivante, après avoir livré aux Piémontais un brillant combat. Mais pour la brigade de réserve

(1) Voir le *Secret de l'Empereur*, p. 210, 211.

(2) Dépêche de M. Benedetti à M. le duc de Grammont, 16 septembre. (*Le Secret de l'Empereur*, p. 202-203.)

campée à Spolète, pour la brigade Pimodan campée plus au sud encore, à Terni, la distance à parcourir était de trente-cinq à quarante lieues, ce qui donnait aux Sardes de grandes chances de prévenir leurs adversaires, de leur couper le chemin et de les écraser. Lamoricière était le 12 à Foligno, le 13 à Tolentino, le 15 à Macerata ; le 17, il était établi à Lorette, où le rejoignit dans la soirée M. de Pimodan avec sa brigade. Chemin faisant, on avait appris la chute de Pesaro, qui avait capitulé après une vaillante défense. En outre, l'Ombrie était déjà presque perdue : car Pérouse, malgré sa forte garnison, s'était soumise sans résistance ; il en était de même d'Orvieto. Heureusement, de Lorette à Ancône, la distance n'était plus que de six à sept lieues, et vers Ancône se tournaient toutes les pensées.

Mais y parviendrait-on? Dès le 11 septembre, les Piémontais, sous le commandement général de Fanti, avaient franchi la frontière en deux corps, d'une force totale de trente-trois mille hommes. Tandis que le général della Rocca se rendait maître de l'Ombrie, Cialdini, avec ses trois divisions, s'était engagé dans les Marches. Ayant été informé de la présence des Pontificaux à Tolentino et à Macerata, il avait pénétré le plan de Lamoricière. Au nord de Lorette coule une rivière qu'on appelle le Musone, puis au delà, sur la rive gauche du petit fleuve, s'étend une ligne de mamelons qui portent le village de Castelfidardo et, à leur extrémité orientale, les fermes dites des Crocettes. Les deux routes principales de Lorette à Ancône, l'une par Osimo, l'autre par Camerano, passent par ces mamelons. Cialdini avait, dès le 16 septembre, fait reconnaître ces hauteurs, puis, dès le matin du 17, il les avait fortement occupées. Il avait sur ses adversaires tous les avantages, ceux du nombre, de la discipline, de l'armement. Quant aux deux brigades pontificales, elles formaient un effectif de cinq mille hommes à peine. Attaquer de front les positions sardes eût été folie. Pourtant tout était perdu si on n'atteignait Ancône. Voici de quelle façon Lamoricière utilisa la seule chance de salut qui lui restait.

En dehors des deux bonnes routes dont nous venons de parler, un autre chemin existait, traversant à gué le Musone,

empierré seulement sur une portion de son parcours, interrompu même en certains endroits, et qui, passant par le village d'Umana, conduisait à Ancône en longeant le littoral. Cette voie, si incommode qu'elle fût, surtout pour les voitures et les bagages, était la seule qui permît de se dérober en partie à l'ennemi. J'ai dit en partie; car même en suivant cette direction, on ne l'éviterait pas tout à fait. Au passage du gué du Musone, on se trouverait à portée de l'extrême gauche des Sardes qui occupaient les derniers contreforts des hauteurs et avaient rangé une portion de leur infanterie autour des fermes des *Crocettes*. Il fallait qu'une troupe dévouée, et dévouée jusqu'au sacrifice, refoulât les Piémontais ou du moins les contînt, tandis que le reste de la petite armée passerait. Lamoricière réserva cette mission au général de Pimodan, lequel en était doublement digne et par sa propre vaillance et par celle d'une portion de ses soldats.

Le 18 serait le jour de l'action. La soirée qui précéda fut marquée par toutes sortes d'embarras. Les troupes, encore non aguerries, étaient fatiguées de leur longue route. Les vivres étaient insuffisants. Par suite d'une confusion, les fonds destinés au service de l'armée en marche avaient été dirigés sur Ancône, en sorte que l'argent manquait pour payer comptant les achats. A ces contretemps s'ajoutaient de plus graves soucis. Sur les collines, de l'autre côté du Musone, apparaissaient, à travers les brumes grandissantes du soir, les feux des campements piémontais : or, à l'approche de la rencontre désormais certaine, il était aisé de surprendre dans plusieurs bataillons des signes évidents de démoralisation, de terreur ou d'indiscipline. Que serait le combat si cette impression se propageait? Bien autre était, en revanche, la contenance de ceux qu'avaient amenés en ces lieux soit une vraie vocation militaire, soit la défense de leur foi. S'adressant à ses tirailleurs franco-belges, le commandant de Becdelièvre leur disait : « Messieurs, la journée de demain sera chaude. » Et il ajoutait familièrement : « Je vous engage à régler vos papiers pour l'éternité (1). »

(1) Commandant DE BECDELIÈVRE, *Souvenirs de l'armée pontificale*, p. 72. — Lettre de M. Maurice du Bourg. (*L'Ami de la religion*, 27 septembre 1860.)

L'église de Lorette était toute proche, sanctifiée par une pieuse légende chrétienne, transmise d'âge en âge. Beaucoup y reçurent le pardon de leurs fautes, et ce ne furent pas les moins vaillants dans le combat qui s'annonçait.

Le 18, à huit heures du matin, la colonne du général de Pimodan, forte de quatre bataillons et demi, se mit en marche. Une demi-heure plus tard, le reste de l'armée suivit. M. de Pimodan franchit le Musone; puis, laissant deux de ses bataillons abrités sous les berges ou dans les terrains couverts de la rive, il prit avec lui les carabiniers suisses, le 1er bataillon de chasseurs indigènes, les tirailleurs franco-belges, et les conduisit à l'ennemi. Malgré quelques signes de faiblesse, peut-être même quelques velléités de trahison, le début fut assez heureux. Sur les pentes défendues par les Piémontais deux fermes s'étageaient, les *fermes des Crocettes,* et en arrière se montrait un petit bois. Les carabiniers, appuyés par les tirailleurs et par quelques compagnies de chasseurs, gravirent hardiment le mamelon et, après une lutte assez chaude, occupèrent la première ferme. Dans le même temps, on parvint à faire passer le gué du Musone à plusieurs pièces d'artillerie qui, hissées sur la colline, pourraient être d'un précieux secours. Maîtres de la première ferme, les Pontificaux entreprirent d'attaquer la seconde, située à cinq ou six cents mètres, au sommet de la hauteur. Les tirailleurs dépassent leurs compagnons d'armes : d'un admirable élan et malgré un feu de mousqueterie très vif, ils s'élèvent sur la colline : déjà ils ne sont plus qu'à cent cinquante mètres du sommet, quand l'ennemi, redoublant ses efforts, les oblige à reculer. Ils rétrogradent, mais bientôt, se sentant serrés de trop près, font de nouveau volte-face et, par une charge à la baïonnette, élargissent le cercle autour d'eux. Grâce à cette énergie, ils parviennent, quoique déjà fort diminués, à regagner la première ferme, où ils font halte et s'établissent.

Rien jusque-là n'était irrévocablement compromis. Qu'un ou deux bataillons bien solides vinssent au secours des premières colonnes, l'attaque pourrait alors être renouvelée; et les Piémontais étant tenus à distance par l'occupation de la seconde

ferme, la petite armée, se rapprochant du littoral, parviendrait peut-être à filer sur Ancône. Lamoricière, qui avait observé toutes les phases de la lutte, prescrivit aux deux bataillons de la brigade Pimodan laissés au bord du Musone de gravir à leur tour les hauteurs. Puis, l'engagement devenant plus général qu'il ne devait l'être d'après le plan primitif, il les fit remplacer par le 1er étranger, tiré de sa brigade de réserve. Enfin il porta en avant sa cavalerie. Ce qui devait ramener le succès ne fit que précipiter la défaite. Comme le combat partiel se changeait en bataille, on vit ce que valaient ces corps, susceptibles d'admirables efforts individuels, mais trop nouveaux, trop divers d'origine pour une sérieuse et durable action d'ensemble. Le 2e bataillon de chasseurs redescendit les pentes plus vite qu'il ne les avait gravies. Le 1er étranger se débanda au premier coup de canon. Les dragons firent demi-tour. Les canonniers, qui s'étaient montrés jusque-là assez solides, essayèrent d'abord d'emmener leurs pièces; bientôt coupant les traits des chevaux, ils se sauvèrent à travers champs.

Ce fut la déroute; elle s'éclaira pourtant de reflets glorieux. Dans la panique générale, un bataillon, le bataillon autrichien du major Fuchmann, montra une remarquable fermeté. Quant aux tirailleurs, ils tinrent à honneur de soutenir jusqu'au bout le bon renom de la France. Mêlés à quelques détachements fidèles, ils se concentrèrent autour de la première ferme que les Piémontais commençaient à serrer de près. Déjà le général de Pimodan avait été blessé ; un dernier coup l'atteignit qui fut mortel. Dans ce petit coin des Marches pontificales, sous les abris de cette pauvre métairie, on vit revivre, en un instant bien fugitif, comme un épisode des guerres vendéennes. C'était la même race, celle de l'Ouest robuste et fidèle ; c'étaient les mêmes noms, le souffle qui animait les pères ayant passé dans les petits-fils; c'était la même foi à défendre, la même vaillance sans beaucoup d'espoir, le même dédain de compter l'ennemi. Par un suprême effort, les Français obligèrent leurs adversaires à reculer jusqu'au petit bois, puis, resserrés de nouveau, prolongèrent la résistance bien au delà de ce que réclamaient les plus susceptibles exigences de l'honneur. Là tom-

bèrent de jeunes et touchantes victimes, bien dignes d'être tendrement pleurées; et parmi ceux qui furent épargnés ce jour-là, plusieurs devaient plus tard trouver la mort sur les champs de bataille de leur pays natal. Enfin les Piémontais ayant mis le feu à une meule de fourrage, l'incendie menaça de se propager dans la ferme. Alors les uns se rendirent, les autres regagnèrent les bords du Musone. Ils comptaient vingt-cinq tués, cent vingt blessés (1). « Voilà tout ce qui me reste », disait M. de Becdelièvre, en montrant sa petite troupe, à M. de Bourbon-Chalus et à quelques volontaires à cheval qui étaient venus rejoindre leurs compatriotes (2). Même en cette extrémité, ceux que le feu avait épargnés s'efforçaient encore de couvrir la retraite.

Mais pouvait-on appeler retraite ce qui se passait en arrière? Italiens, Suisses, Autrichiens même, tous, ayant repassé le Musone, s'entassaient dans Lorette. Là régnait un indescriptible désordre, et l'extermination eût été complète si les Piémontais avaient sans s'arrêter poursuivi leur succès. Dans la petite ville arrivèrent aussi, mais les derniers, les survivants des tirailleurs franco-belges, portant une partie de leurs blessés. Ceux-ci furent déposés dans l'église de Lorette, où plusieurs avaient communié le matin et le soir expirèrent. Cependant les Sardes, s'étendant de tous côtés, entourèrent la bourgade. Le désarroi général, l'absence de commandement, le grand nombre des ennemis ne permettaient pas de briser le cercle, et nul n'y songea. Quelques-uns s'évadèrent isolément, soit par la côte, soit en gagnant le district d'Ascoli : tous les autres demeurèrent prisonniers, et le lendemain la capitulation se signa. Tel fut le combat qu'on appela *combat de Castelfidardo*, du nom du village le plus voisin du lieu de l'engagement. L'excuse de la défaite fut que l'ennemi avait, et à un degré écrasant, toutes les supériorités, hormis celle du bon droit. L'héroïsme de quelques-uns voila les faiblesses du grand nombre, et à tel point qu'à distance un seul épisode apparaît, absorbant tout le reste, celui de la

(1) M. DE BECDELIÈVRE, commandant des tirailleurs franco-belges, *Souvenirs des zouaves pontificaux*, p. 96.
(2) Comte DE TOURNON, *Les volontaires pontificaux à cheval*, p. 11.

défense des Crocettes par les vaillants soldats en casaque grise devenus plus tard les zouaves. Même sur l'heure, cette impression prévalut en notre pays. Tant de généreux dévouements remplirent d'une juste fierté la France qui était catholique et émurent d'un attendrissement viril même celle qui ne l'était pas.

Qu'était devenu Lamoricière en cette grande disgrâce? Il avait vu avec douleur, avec plus de douleur peut-être que de surprise, la débandade de ceux dont il avait entrepris de faire des soldats. Aidé de ses volontaires à cheval, il s'était efforcé de contenir la panique et de reformer les rangs derrière les berges du Musone. Une dernière course l'avait porté jusqu'auprès de la ferme où résistaient encore les Franco-Belges. Là, il avait vu M. de Pimodan mortellement blessé, et ce dernier coup l'avait accablé. « J'échangeai avec lui, a-t-il dit dans son rapport, un suprême et triste adieu (1). » Impuissant à empêcher la fuite, il s'était flatté de tracer au moins la route aux fuyards, de les détourner de Lorette et de les pousser dans la direction du littoral, vers Ancône, premier objectif de cette marche transformée peu à peu en engagement général. Rien n'avait pu arrêter le mouvement désordonné qui refoulait tous les corps vers Lorette. En cette occurrence, Lamoricière s'était souvenu qu'il avait la charge non seulement de l'armée présente en ces lieux, mais de toute la défense militaire dans l'État pontifical. Lorette! c'était la capitulation inévitable. Le seul service qu'il pût rendre désormais, il le rendrait à Ancône. Groupant autour de lui trois ou quatre cents hommes à peine, il s'élança sur la route qui y conduisait. Chemin faisant, la faible troupe s'amoindrit encore, car en avant d'Umana, quelques tirailleurs piémontais ayant apparu, beaucoup furent acculés au rivage et déposèrent les armes. Réduit à quatre-vingts hommes d'escorte, Lamoricière traversa Umana et Sirolo, puis, s'engageant dans des sentiers de traverse, se rapprocha de la cité. Comme il marchait de la sorte, bien plus en fugitif qu'en général, il entendit le canon : c'était l'escadre sarde qui com-

(1) Rapport, p. 30.

mençait l'attaque par mer. Enfin, à six heures du soir, il atteignit la ville et, y entrant presque furtivement, se rendit à l'*hôtel de la Paix*. Sur son passage, quelques soldats le reconnurent et crièrent : *Vive Lamoricière!* acclamation joyeuse qui contrastait avec l'amertume de la récente défaite. Bientôt le gouverneur, M. de Quatrebarbes, l'ayant rejoint, il alla à lui les mains tendues et lui dit ces simples mots : « Je n'ai plus d'armée ! » Et en effet, de toute l'Ombrie et des Marches, Ancône était le seul point où flottait encore le drapeau pontifical.

Combien de temps flotterait-il? Tout annonçait une résistance désormais courte et précaire. Les assiégés (car on peut déjà les appeler de ce nom) disposaient d'une garnison qui ne dépassait guère quatre mille hommes. Les ressources générales de la défense, quoique assez considérables, se ressentaient de l'extrême hâte avec laquelle on avait dû tout créer, refondre ou réparer. Les mauvaises nouvelles ne manqueraient pas d'enhardir l'esprit de critique dans la population civile et d'énerver un peu la discipline jusque parmi les militaires. Les agents sardes, nombreux dans Ancône, publiaient que la France était d'accord avec le Piémont. A cela se joignaient certains embarras administratifs, fruit de l'incurie des fournisseurs ou de leur connivence avec l'ennemi. Tout ce qui était faiblesse pour Lamoricière était force pour les Sardes, qui avaient le nombre, la puissance de l'armement, le prestige de leurs récents succès. Déjà Persano, arrivé avec son escadre, avait lancé ses premières bombes sur la ville. Du côté de la terre, Fanti s'approchait avec son armée victorieuse.

Durant les premiers jours, Lamoricière essaya de soutenir les troupes en entretenant l'espoir d'un secours extérieur. Il était en cela sincère, ne pouvant croire à l'indifférence de l'Europe. « Goyon doit être arrivé à Rome, disait-il à M. de Quatrebarbes; il doit être en marche depuis deux jours; bientôt il sera ici. » Puis le général en chef s'usait à commenter la dépêche de M. de Grammont au consul d'Ancône : « Il est impossible, répétait-il, que cette dépêche soit une rouerie ou un mensonge. » A d'autres moments, Lamoricière se reposait

sur l'Autriche et s'autorisait de certains messages reçus de Trieste : « L'archiduc Maximilien commande la flotte autrichienne, disait-il; celle-ci doit être impatiente de prendre sa revanche : nous verrons demain la fumée de ses vapeurs (1). » Ces assurances, propagées dans la ville, n'y éveillaient que l'incrédulité et le plus souvent étaient accueillies dans un morne silence. Les seuls qui arrivèrent furent les Piémontais victorieux. Le 23, on aperçut leurs tentes sur toutes les collines aux abords de la ville. Le 24, ils commencèrent leurs opérations, en sorte que la place, doublement attaquée et par l'armée et par la flotte, perdit toute chance de salut. Il y eut quelques coups heureux, quelques destructions des travaux d'approche, quelques actes de superbe vaillance individuelle. Mais que pouvaient ces succès partiels et précaires? La plupart en étaient venus à compter les jours de résistance qui semblaient nécessaires pour que l'honneur fût sauf. A ces pensées qu'il devinait, et qui d'ailleurs ne se dissimulaient pas toujours, Lamoricière se révoltait. « Tant que les ouvrages et les remparts de la place sont intacts, nous ne pouvons, disait-il, parler de nous rendre. » Un jour, la rumeur se répandit que le général de Goyon était à Macerata : ce fut le dernier de ces décevants espoirs. Cependant les assiégeants se rapprochaient de plus en plus. Le 28, l'escadre piémontaise organisa une attaque d'ensemble contre les batteries dites du Môle et de la Lanterne : les artilleurs pontificaux défendirent les ouvrages avec une intrépidité exemplaire, mais au prix de pertes cruelles, car de cent vingt qu'ils étaient, ils furent bientôt réduits à un si petit nombre qu'ils pouvaient à peine servir deux pièces (2). Sur ces entrefaites, un obus pénétra dans un des magasins à poudre : de là une terrible explosion qui détruisit toutes les défenses à l'entrée du port. Sous cette dernière disgrâce, Lamoricière plia : « Je pourrais tenir encore, dit-il, si j'avais la moindre chance d'être secouru : mais en l'état actuel, une résistance plus longue serait un suicide (3). »

(1) M. de Quatrebarbes, *Souvenirs du siége d'Ancône*, p. 194.
(2) Rapport du général de Lamoricière, p. 52.
(3) M. de Quatrebarbes, *Souvenirs du siége d'Ancône*, p. 233.

Le drapeau blanc fut arboré, et aussitôt la flotte cessa son feu. Du côté de la terre, l'attaque continua jusqu'au lendemain matin, le premier parlementaire n'ayant pu parvenir jusqu'au général en chef piémontais, et celui-ci, n'ayant pas voulu s'arrêter devant les signaux. La capitulation fut conclue aux mêmes conditions que celle de Lorette. La garnison sortirait de la place avec les honneurs de la guerre. Les officiers seraient transférés par mer à Gênes, et les soldats seraient dirigés par la voie de terre sur Alexandrie. Sauf décision contraire du gouvernement sarde, les uns et les autres pourraient ensuite regagner librement leur patrie respective, sous la seule condition de ne point servir pendant un an contre l'armée royale (1).

Après la reddition de la ville, Lamoricière se rendit à bord de la frégate *la Marie-Adélaïde* et y fut reçu par l'amiral Persano avec les égards dus à sa bravoure et à ses anciens services militaires. De là, il fut conduit à Gênes; puis, rendu à la liberté, il partit pour Rome afin de remettre au Saint-Père son commandement. Pie IX l'accueillit avec les démonstrations de la plus touchante gratitude : « Je vous remets, lui dit-il, l'Ordre du Christ pour lequel vous avez combattu et qui sera, je l'espère, un jour votre récompense et la mienne. » Le général refusa tout autre témoignage, répétant avec une modeste fierté qu'il n'était qu'un vaincu. Bientôt il revint en France, où les volontaires de son armée étaient déjà rentrés. Dans le même temps, Cavour félicitait ses généraux « de leur très splendide victoire ». Il avait raison, sinon pour la gloire militaire qui fut assez mince, au moins pour le profit matériel qui était réellement digne d'envie. L'Ombrie et les Marches, comme la Toscane, comme les Romagnes, comme les Duchés, étaient prêtes pour l'annexion. De plus, le chemin était libre vers le royaume de Naples. Désormais, Cavour pourrait, en toute liberté et suivant l'occurrence, soutenir Garibaldi s'il courait quelque risque, le contenir s'il s'émancipait, et, de toute façon, l'absorber.

(1) *Gazzetta ufficiale del regno,* n° 234, 2 octobre 1860.

LIVRE XXII

LE DÉCRET DU 24 NOVEMBRE

SOMMAIRE : I. — La France après Castelfidardo : manifestations diverses : Mgr Dupanloup. — Les régions officielles : l'Empereur : M. Thouvenel : M. de Grammont. — Les puissances étrangères : entrevue de Varsovie : dépêche de lord John Russell à sir James Hudson (27 octobre 1860). — L'Italie : loi autorisant les annexions : les votes dans l'Italie centrale et spécialement dans les Deux-Siciles. — Victor-Emmanuel à Naples et retraite de Garibaldi.

II. — La politique intérieure : légers signes de retour aux idées de liberté : la presse et son langage un peu plus assuré : le Corps législatif et ses tendances à grandir son rôle. — Le décret du 24 novembre : analyse de ce décret et en quoi consiste sa véritable importance : comment il est jugé par l'opinion publique.

III. — Comment toutes les pensées se tournent vers l'Italie : Gaëte : quel genre de protection l'Empereur imagine au profit du roi de Naples : l'escadre française devant Gaëte : protestations du Piémont et de l'Angleterre : retraite de l'escadre : les derniers jours de Gaëte et reddition de la place.

IV. — Ouverture de la session législative et première application du décret du 24 novembre. — Le Sénat : discours du prince Napoléon et caractère extraordinaire de ce discours : incidents divers : brochure du duc d'Aumale.

V. — Le Corps législatif et le décret du 24 novembre : sous quelle impression les députés inaugurent leurs travaux. — Toujours la question italienne : comment les catholiques se sont de plus en plus séparés du gouvernement; circulaires diverses; brochure de M. de la Guéronnière; Mgr Pie. — La discussion de l'*Adresse :* les affaires italiennes et romaines : séance du 13 mars et discours de M. Keller. — Suite de l'adresse : incidents divers : M. Émile Ollivier. — Séance du 22 mars : nouvelle discussion sur la question romaine : vote des 91.

VI. — L'Italie au printemps de 1861 : Cavour; ses derniers jours : sa maladie et sa mort. — Où se portent, à partir de 1861, les préoccupations du gouvernement impérial, et quel personnage va désormais occuper la scène.

I

Peu après l'invasion des Marches, Mérimée écrivait à M. Panizzi : « Notre pays a le malheur d'être profondément religieux. » L'aspect extérieur des choses, dans les jours qui suivirent Castelfidardo, sembla bien justifier cet aveu sincère et dépité. Que les masses fussent fort remuées par les récents événements italiens, il serait téméraire de le prétendre. Mais des groupes les plus instruits et les plus éclairés, un murmure de réprobation s'éleva, bien propre à troubler soit les triomphateurs, soit leurs complices. Les plus zélés des catholiques jugeaient l'attentat sacrilège; les plus modérés se contentaient de le déclarer inouï. La guerre apparaissait, non comme une lutte régulière, mais comme le brutal écrasement du faible par le fort. « Espérons, disaient les plus prévoyants, que le chaos italien ne deviendra pas le chaos européen. » Quand on connut les noms des victimes, l'émotion s'accrut. Sur les pentes des *Crocettes*, le plus pur sang de la France avait coulé, en sorte que la défaite semblait comme subie par nous. « Rassurez le noble faubourg, mandait ironiquement Cavour à M. Nigra en annonçant le rapatriement des prisonniers. Ses enfants lui seront rendus, guéris, je l'espère, du projet de convertir les Italiens (1). » Les captifs revinrent, en effet, les uns montrant leurs blessures, les autres racontant leurs disgrâces, tous proclamant la complicité de Napoléon dans l'aventure récente et répétant le fameux *fate presto* que plusieurs avaient recueilli de la bouche même de Cialdini. A la fois victorieux et disqualifiés, les Sardes se dédommageaient par leurs profits de ce qui manquait à leur honneur. « Nous ressemblons, écrivait de Paris à quelque temps de là l'un des agents piémontais, nous ressemblons à ces femmes galantes qu'on

(1) *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. IV, p. 13.

ne salue point dans la rue. » Cependant un souci dominait chez les catholiques, celui de rendre un éclatant hommage aux jeunes et glorieux morts tombés, ainsi qu'on disait, *pro Petri sede*. Dans les plus grandes villes de France, au milieu d'une affluence extraordinaire, des services furent célébrés pour les victimes. De toutes ces cérémonies, la plus mémorable fut celle que présida Mgr Dupanloup. C'est en Savoie qu'il avait appris l'invasion, puis le combat et la défaite. Aussitôt il avait regagné Orléans, ne voulant pas, en ces conjonctures, demeurer loin de son diocèse. Le 9 octobre, dans sa cathédrale, il prononça l'oraison funèbre de ceux qui avaient succombé. « Nous venons, dit-il, déposer sur leurs tombes lointaines non pas des larmes, mais des louanges avec nos prières; et sur ce qui reste d'eux ici-bas, sur le dépôt vénéré de leurs cendres bénies, redire à leurs âmes immortelles : Vous êtes bien heureuses, car tout ce qu'il y a ici-bas d'honneur et de gloire pure s'est reposé sur vous, avec la vertu de Dieu. » Tous les contemporains ont encore aujourd'hui gravée dans leur mémoire la fin du discours, quand l'orateur, évoquant les collines de Castelfidardo, les proclama consacrées par le sang des martyrs. Ils se rappellent l'émotion frémissante de l'auditoire, et, au pied de la chaire, Berryer tout en pleurs. Jamais l'évêque n'avait rencontré de tels accents, et jamais non plus, dans la suite, il ne les retrouva. Encore ne découvrit-il que la moitié de ses pensées, ayant qualité pour honorer les victimes, non pour flétrir les agresseurs. « J'étouffais, a-t-il écrit plus tard, de tout ce que je ne pouvais pas dire. »

L'Empereur était revenu d'Algérie. L'absence avait eu juste la durée de l'attentat qu'on ne voulait pas voir. Autour de lui, il ne manquait pas de loyaux et clairvoyants serviteurs qui demandaient qu'on mît enfin en interdit le redoutable Cavour : tels étaient le maréchal Randon, M. Magne et surtout M. Walewski, qui allait bientôt revenir aux affaires comme ministre d'État. En revanche, le prince Napoléon, alors au fond de l'Écosse, écrivait qu'il était « enchanté » et se préparait, dès son retour en France, à mener le chœur des bruyantes appro-

bations. Entre ces influences diverses, le souverain flottait suivant sa coutume, tantôt se taisant, tantôt promulguant quelques obscurs oracles que chaque parti interprétait selon ses espérances. « L'Empereur nous gronde, mandait Cavour à M. Pepoli, mais *molto amorevolmente.* » Et il ajoutait quelques jours plus tard : « Napoléon est mécontent de tout le monde, mais du Pape plus encore que de nous (1). » Quant au ministre des affaires extérieures, M. Thouvenel, il semble avoir, en ces extraordinaires conjonctures, professé des opinions un peu variables. On a dit avec quelle énergie il avait réprouvé l'*ultimatum* de Cavour. Bientôt son courroux avait molli, et, sans amnistier la politique italienne, il s'était plié fort doucement aux faits accomplis. Il jugeait impossible toute intervention matérielle et déclarait chimérique toute tentative pour recouvrer les Marches et l'Ombrie. Que le Pape fût laissé libre au Vatican; que nos troupes, en étendant un peu le cercle de leur action, écartassent de Rome tout danger immédiat, et il n'imaginait rien au delà de ces arrangements provisoires. Bien mieux, il n'était pas loin de penser que nos protégés seraient bien ingrats s'ils ne se contentaient de ce patronage précaire. « On continuera à nous accuser, écrivait-il à notre ambassadeur à Rome, M. de Grammont, mais au fond personne n'en aura fait autant que nous. » Pendant ce temps, M. de Grammont, pénétré par les impressions alors dominantes dans la société romaine, persistait dans un jugement plus sévère. Un danger le préoccupait surtout, celui de la fuite du Pape. Le Pape parti, notre occupation n'aurait plus de raison d'être, et, Rome évacuée devenant bien vite la proie des Piémontais, l'unité italienne se ferait toute seule. Tout plein de ces pensées, M. de Grammont écrivait, le 22 septembre, à M. Thouvenel : « Il y a une corvette autrichienne qui fait des entrées et des sorties continuelles dans le port de Civita-Vecchia, sous prétexte de porter à Rome des caisses appartenant au roi de Naples : elle en porte, en effet, mais tout cela pourrait bien avoir pour but réel d'habituer la population à ces voyages, et, un soir, le bâti-

(1) *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour*, t. IV, p. 18 et 37.

ment disparaîtrait avec le Pape déguisé (1). » Le 24, le Saint-Père parut résolu à partir et annonça même sa décision au chargé d'affaires d'Espagne. Très inquiet, M. de Grammont dépêcha au Vatican plusieurs cardinaux dont il se croyait sûr; puis il trouva moyen de faire démonter la machine de la corvette pontificale qui devait emporter Pie IX. Les jours suivants, les projets de fuite parurent abandonnés. Pourtant, autour de l'Empereur, plusieurs jugeaient que le départ du Pape, en dégageant notre responsabilité, en livrant Rome à elle-même, et à bref délai, au Piémont, fournirait un dénouement tout naturel à l'insoluble question romaine. M. de Grammont pénétra ces pensées, et craignit d'avoir servi le maître au delà de ce que le maître souhaitait. « Si Pie IX est encore ici, écrivait-il le 13 novembre à M. Thouvenel, je puis dire que c'est moi qui l'ai retenu par sa soutane; mais, ajoutait-il très confidentiellement, dites-moi, je vous en prie, et d'une façon bien claire, si l'Empereur tient beaucoup à ce que le Pape reste à Rome (2). »

Au milieu de ces desseins confus et contradictoires, qui eût pu s'orienter? Le public déconcerté cherchait à l'étranger quelques lumières qui pussent percer les ténèbres. De toutes les puissances, la plus courroucée était l'Autriche, et il n'est pas douteux qu'elle n'ait, en ces jours-là, nourri certains projets d'intervention. L'Espagne se montrait aussi très irritée, prenait fort à cœur, soit la cause du Saint-Père, soit celle de François II, et volontiers se fût prêtée à une action collective des puissances catholiques en faveur du Souverain Pontife. La Prusse avait protesté avec beaucoup de vivacité contre les événements récents; mais elle n'avait point rompu les relations diplomatiques, et on la verra bientôt former avec le Piémont les premiers nœuds de la future alliance. Quant à la Russie, elle s'était sentie doublement blessée, et par la violation injustifiable du territoire pontifical, et par la disgrâce de la dynastie napolitaine, son ancienne et fidèle cliente. Aussi, non contente

(1) *Le Secret de l'Empereur*, t. Ier, p. 218.
(2) Voir *le Secret de l'Empereur*, t. Ier, p. 299.

de protester, elle venait de rappeler son envoyé. — Cependant l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche, le prince régent allaient se réunir le 20 octobre à Varsovie, et une grande curiosité s'attachait à cette rencontre. N'en sortirait-il pas quelque résolution en vue d'isoler la France, jugée responsable des derniers événements italiens? Quelques-uns, parmi les plus pessimistes, prononçaient déjà le mot de coalition. L'entrevue eut lieu, mais écourtée par la maladie de l'impératrice mère de Russie. Entre les princes, il y eut des conversations plutôt que des conférences. De ces conversations, aucun dessein précis ne se dégagea, la Russie étant liée à la France, la Prusse étant décidée à ne travailler que pour son propre avantage, l'Autriche elle-même étant, malgré ses colères, peu avide de nouvelles luttes. D'avance Alexandre II s'était ingénié à rassurer l'empereur des Français : « Je vais à Varsovie, avait-il dit au duc de Montebello, pour faire de la conciliation, non de la coalition (1). » Au retour de l'entrevue, le prince Gortchakof, dans un long entretien avec notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg, lui renouvela les mêmes protestations et mit en relief, avec un peu de complaisance peut-être, les bons offices du Czar envers son allié. Dans le même temps, le chancelier russe écrivait confidentiellement à M. de Morny, avec qui il s'était lié d'amitié à l'époque des cérémonies du couronnement d'Alexandre : « On a dû vous dire qu'aucune coalition contre la France n'est possible tant que la Russie n'en veut pas. Votre gouvernement a été présent à Varsovie sans se déplacer. » A ces cordiaux témoignages le prince ajoutait un conseil : « Habituez, disait-il, l'Europe à vous voir persévérer dans une direction une fois prise. Épargnez-lui l'imprévu. Elle a besoin de repos (2). » — Telles étaient les dispositions des puissances, un peu défiantes vis-à-vis de Napoléon, et généralement hostiles à Cavour, mais point jusqu'à risquer la guerre. Comme les souverains s'éloignaient de Varsovie, le premier ministre

(1) Dépêche de M. de Montebello, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Thouvenel, 17 septembre 1860. (*Documents diplomatiques*, 1860, p. 174.)

(2) Lettre du 22 octobre 1860. (*Une ambassade en Russie en 1856*, p. 231.)

sarde reçut une marque de sympathie qui contrastait fort avec les témoignages de la désapprobation générale. Elle lui vint de l'Angleterre. Lord John Russell avait souri à toutes les audaces du Piémont et avait consacré tous ses agrandissements successifs. La violence ayant achevé ce que la ruse à elle seule n'eût pu fonder, le chef du *Foreign Office* eut à cœur non seulement d'absoudre les faits accomplis, mais de les légitimer. Dans une solennelle dépêche adressée le 27 octobre (1) à sir James Hudson, il proclama le double droit des Italiens à renverser leurs gouvernements, lesquels étaient, disait-il, mauvais, et à s'agglomérer en un grand État capable d'indépendance. Vattel et les autres docteurs du droit des gens étaient invoqués à l'appui de la thèse ; car chez Russell le diplomate se doublait toujours d'un casuiste. Cavour accueillit avec joie la communication de l'Angleterre. Il l'accueillit aussi avec surprise : vraiment il ne pouvait se figurer qu'il fût en règle avec le droit des gens, et volontiers il se fût contenté de l'impunité, sans viser du tout à l'innocence. La dépêche britannique, *la dépêche du 27 octobre,* comme on l'appela, fut aussitôt publiée et fut répandue partout. Puis, de tous les points de la Péninsule, des témoignages de gratitude arrivèrent à lord Russell, qui put se croire, au même titre que les vainqueurs de Solférino, le libérateur de l'Italie. A la vérité, le jour était proche où la Prusse se subrogerait à l'Angleterre, comme l'Angleterre elle-même s'était subrogée à la France.

Grondé ou absous, menacé ou glorifié, Cavour, au point où il avait poussé les choses, n'avait plus qu'à poursuivre. En ce temps-là, il n'était point de courrier venant d'Italie qui n'apportât en France quelque nouvelle à sensation. Comme Ancône venait d'être prise, le chef du cabinet sarde s'était présenté devant les Chambres et en avait sollicité l'autorisation d'annexer, par voie de plébiscite, les Marches et l'Ombrie, ainsi que l'Italie méridionale. Le plus étrange ne fut pas la demande elle-même, fort logique et tout à fait attendue, mais le com-

(1) Voir *Further correspondence relating to the affairs of Italy,* partie VII, p. 125.

mentaire qui l'accompagna. Au moment où il soumettait à la sanction parlementaire l'acte qui légaliserait la spoliation du Pape, on entendit Cavour proclamer les bienfaits de la liberté religieuse et rendre hommage au Saint-Père, qui, débarrassé des choses temporelles, trouverait sa vraie force dans l'amour de vingt-deux millions d'Italiens. On le verra, dans les derniers mois de sa vie, reprendre la même thèse et s'y attacher avec une obstination singulière, soit par souci d'ambitieux jaloux de reconstruire, soit par vague remords d'homme hanté de sa fin et jaloux de s'amnistier. Cette étrangeté n'était point la seule. Dans la tribune diplomatique pouvaient s'asseoir encore les représentants des Deux-Siciles, MM. Manna et Winspeare. Ils étaient demeurés à Turin comme oubliés, tandis que se préparait le projet de loi qui livrerait à Victor-Emmanuel les États de leur maître. Sur ces entrefaites, Cavour s'aperçut de l'inadvertance et congédia ceux que la cour de Gaëte avait omis de rappeler. La loi fut adoptée comme le voulait Cavour. A quelque temps de là, les Marches et l'Ombrie votèrent l'annexion. Naples, cependant, demeurait la grande préoccupation. Dans les provinces de terre ferme comme en Sicile régnait le plus déplorable désordre, et les plus cruels ennemis de la dynastie déchue confessaient que jamais sous les Bourbons les actes de malversation ou de tyrannie n'avaient été aussi nombreux ni aussi criants (1). Aux périls de l'anarchie se joignaient des soucis militaires assez sérieux, car l'armée royale tenait autour de Capoue et avait même remporté au début quelques succès. Sur ces entrefaites, Garibaldi, très hostile à Cavour et à son entourage, mais accessible encore à l'influence du Roi, rendit un décret qui convoquait dans leurs comices, pour le 21 octobre, le peuple des Deux-Siciles. On a parlé souvent de ce vote presque unanime d'un peuple qui, en beaucoup de provinces, s'insurgea le lendemain. Au jour du plébiscite, trois urnes furent placées dans la salle du vote : la première contenait les bulletins négatifs; la seconde, les bulletins affirmatifs; la troisième

(1) Voir, en particulier, rapports de M. Elliot, ministre d'Angleterre à Naples, à lord Russell, 15, 16 octobre, 9 novembre 1860. (*Further papers*, p. 111, 115, 141.)

était celle où chaque citoyen, après avoir pris son bulletin dans une des deux autres urnes, devrait déposer son suffrage. Sous l'œil de ceux qui étaient à la fois les surveillants et les bénéficiaires du scrutin, quelques-uns osèrent se diriger vers l'urne des suffrages négatifs et y puiser leur bulletin. Les Piémontais eux-mêmes s'émerveillèrent de cette vaillance. « J'ai admiré, écrivait Persano dans son *Journal*, le courage civique de deux ou trois personnes qui ont osé voter *non*. Je n'ai pas moins admiré la digne attitude des assistants qui se sont abstenus de tout murmure (1). » Pendant que s'accomplissait la consultation nationale, Victor-Emmanuel avait franchi la frontière et se rapprochait à petites journées de Naples. Comme il s'avançait à travers ses nouveaux États, un grand succès vint affermir son prestige, et mieux que ne l'eût fait le plus empressé des votes. Ce que les garibaldiens n'avaient point réalisé, les Piémontais l'accomplirent. Le 2 novembre, Capoue se rendit au général sarde della Rocca, en sorte que François II n'eut plus d'autre refuge que l'étroite enceinte de Gaëte. Le 7 novembre, le Roi entra dans Naples. Il ne restait plus qu'à plier sous le niveau commun l'incommode Garibaldi, devenu plus grand qu'un sujet ne doit l'être. Victor-Emmanuel lui offrit des grades, des honneurs, des dotations, en un mot, tout ce qui, en payant ses services, l'eût ramené à l'état de subordonné. L'aventurier refusa tout, ne voulant stipuler que pour ses compagnons d'armes et réclamant pour eux des avantages tellement exorbitants qu'aucun prince n'y eût souscrit. Le monarque et le général se séparèrent presque brouillés, le premier supportant mal une dette de reconnaissance qu'il ne pouvait acquitter, le second s'irritant, non d'abdiquer, mais d'abdiquer aux mains de Cavour et de ses amis. Comme l'amiral Persano faisait ses adieux au général, celui-ci exprima en termes amers son dépit. « Vous savez, lui dit-il, ce qu'on fait des oranges; on en presse le jus, puis on les jette dans un coin (2). » Le 9, à l'aube du jour, le conquérant des Deux-Siciles s'embarqua seul à bord du

(1) PERSANO, *Diario privato politico-militare*, p. 380.
(2) *Ibid.*, p. 454.

Washington, qui le ramena dans sa retraite de Caprera. Dans le même temps, Farini, l'un des ennemis de Garibaldi, l'un des élèves de Cavour, fut nommé lieutenant général du Roi pour les provinces méridionales. C'était le premier des nombreux gouverneurs qui devaient se succéder à Naples et y user, au milieu des soucis d'une administration impossible, leurs forces, leur crédit, leur popularité.

II

Un changement considérable dans notre régime parlementaire ramena vers la politique intérieure les esprits tout absorbés par les affaires italiennes. A cette époque remonte le *décret du 24 novembre,* c'est-à-dire la première, la plus importante des évolutions successives qui transformèrent l'Empire autoritaire en Empire libéral.

Depuis un an, il était visible que la Constitution de 1852 tendait à s'altérer un peu. Les lois étaient les mêmes, mais leur interprétation n'avait plus une aussi inflexible rigidité. En outre, le champ des discussions permises, jadis si étroitement circonscrit, s'était un peu élargi. Après l'amnistie politique du 15 août 1859, on avait vu les journalistes solliciter assez hardiment une condition moins précaire. Une note du *Moniteur* (1) ayant ajourné leurs espérances, ils ne s'étaient point découragés et avaient poursuivi leur campagne : l'un d'eux avait même osé demander sans détour que le décret du 17 février 1852 fût rapporté. Comme l'administration ne se montrait pas trop courroucée, les critiques avaient continué avec un curieux mélange d'audacieux persiflage et de timide réserve. « Aucun journal, disait M. Saint-Marc-Girardin, n'a voulu jusqu'à présent faire l'épreuve de la liberté *que nous*

(1) *Moniteur,* 18 septembre 1859.

avons peut-être (1). » « On pourrait tenter de discuter; il n'y a que le premier pas qui coûte, ajoutait M. Weiss; seulement, il coûte singulièrement quand il n'en faut que deux pour mourir (2). » De loin en loin, un ballon d'essai était lancé et allait s'égarer dans les régions interdites. En cette même année 1860, avaient paru plusieurs brochures fort téméraires pour le temps. Les plus fameuses furent celles de M. d'Haussonville et de M. Prévost-Paradol, qui appartenaient l'un et l'autre, ainsi qu'on disait, aux *anciens partis :* l'une d'elles fut poursuivie devant les tribunaux et valut à son auteur trois mois de prison, car l'indulgence était intermittente, et le plus sûr était de n'y pas compter. C'est alors aussi que fut fondé le *Courrier du dimanche,* appelé à devenir plus redoutable par la raillerie ou l'allusion qu'aucun autre journal par l'attaque directe ou l'injure. — Malgré ces velléités d'émancipation, la prudence demeurait la règle commune, et l'heure où la presse reconquerrait sa puissance n'avait pas encore sonné. Ce qui était plus curieux à noter que ces tentatives partielles et mal assurées, c'étaient les dispositions du Corps législatif, où les habitudes de discussion libre reprenaient décidément faveur. Pendant la session de 1860, le budget, le traité de commerce, les affaires italiennes, certaines lois spéciales elles-mêmes, avaient fourni matière à des délibérations qui, par leur ampleur, n'eussent point été indignes des anciennes assemblées. Quoique défigurés sous la forme impersonnelle d'un résumé, les comptes rendus avaient pris un développement tout à fait imprévu. Ces comptes rendus, jadis honteusement relégués entre la mercuriale des marchés et le tableau de la Bourse, avaient retrouvé dans les journaux une place un peu moins effacée, et le public, bien qu'assez indifférent, se surprenait parfois à les lire. A plusieurs reprises, les députés avaient eu à cœur d'affirmer leur indépendance. Surtout, ils avaient montré une répugnance extrême à ratifier certaines opérations électorales notoirement viciées par l'excès de la pression offi-

(1) *Journal des Débats,* 2 juillet 1860.
(2) *Ibid.,* 9 juillet 1860.

cielle. C'est ainsi qu'au mois de mars 1860, l'élection, dans l'Ille-et-Vilaine, d'un sous-chef du cabinet de l'Empereur n'avait été validée qu'à une majorité de 14 voix. Loin de contrarier les tendances libérales, le président du Corps législatif, M. de Morny, s'appliquait à les encourager. Cet éminent personnage ne doutait pas que l'empire autoritaire, fondé en 1852, ne dût avec le temps se transformer : or le Corps législatif, avec son esprit de docilité et de dévouement modeste, avec la parfaite honorabilité de la plupart de ses membres, lui paraissait l'instrument le plus propre à inaugurer la liberté sans en abuser jamais. Dans cette prévision, il s'ingéniait à pousser auprès du souverain et à grandir dans l'opinion publique ceux de ses collègues qui, par leur nom ou leur fortune, leur aptitude aux affaires ou leur talent oratoire, leur autorité morale ou leur influence, pourraient devenir les serviteurs de l'Empire rajeuni. Dès le début de 1860, il avait commencé à se découvrir, vantant non la liberté politique, mais la liberté civile, mot atténué et qui n'offusquerait point. Plus tard, il avait recommandé au petit groupe des députés opposants la prudence. Il méditait, disait-il, des modifications réglementaires qui étendraient beaucoup le rôle de la Chambre, et il importait de ne compromettre le résultat par aucun éclat intempestif. C'est sur cette vague espérance que la session de 1860 s'était achevée.

Le décret, connu sous le nom de *décret du 24 novembre*, laissait intacte, dans toutes ses parties essentielles, la Constitution de 1852. Il ne modifiait ni le décret sur la presse, ni aucun des autres règlements restrictifs édictés au début de l'Empire. C'est aux Chambres seules qu'il s'appliquait. Même ainsi limité, il marquait une date singulièrement mémorable. D'un mot, on pouvait le résumer : le Prince Président, en 1852, s'était appliqué à isoler le Corps législatif; en 1860, l'Empereur rétablissait la communication entre le Corps législatif et le pays. Voici les diverses dispositions de cet acte fameux.

Un ancien usage de la monarchie parlementaire autorisait les Chambres à rédiger une *Adresse* en réponse au discours prononcé par le souverain à l'ouverture de chaque session. La

discussion de cette Adresse, débattue d'ordinaire paragraphe par paragraphe, permettait aux députés de parcourir tout le cycle de la politique intérieure ou extérieure, d'exprimer au prince leurs félicitations ou leurs doléances, et d'associer, par la large publicité des séances ou des discours, la nation tout entière à leurs pensées. La législation de 1852, en supprimant cet usage et en proscrivant d'ailleurs le droit d'interpellation, n'avait laissé aux élus du suffrage universel aucun moyen d'aborder la politique générale : tout au plus le pouvaient-ils, mais en brisant le cadre de l'ordre du jour, à propos de la loi budgétaire ou de la loi du contingent. La disposition principale du décret du 24 novembre était le rétablissement de l'Adresse, soit au profit de la Chambre, soit au profit du Sénat. Donc, une fois par an, le Corps législatif, jusque-là gardé avec tant de soin contre toutes les tentations de la publicité bruyante, aurait le droit de s'approprier les vœux du pays, de les passer tous en revue et de les faire parvenir jusqu'au pied du trône. — Une autre innovation suivait qui n'était guère moins remarquable. Depuis 1852, un art savant s'était appliqué, sinon à interdire l'éloquence, au moins à empêcher que le bruit ne s'en répandît. Là où le public cherchait des discours, il ne trouvait que des procès-verbaux. Il s'était bientôt habitué à ne rien chercher du tout, et c'est seulement dans les derniers temps que la grandeur des questions en jeu avait réveillé une certaine curiosité. Le décret impérial rétablissait la reproduction intégrale des débats par la sténographie : de la sorte, le pays recueillerait, toute vivante, toute vibrante, la parole des députés et participerait à toutes les émotions que cette parole soulèverait. — L'un des articles du décret avait un autre but, celui de faciliter le droit d'amendement, entouré en 1852 de tant d'incommodes entraves. — Une dernière disposition achevait de marquer la tendance de l'Empereur à relever le Corps législatif de sa situation un peu subalterne. Jusque-là, le gouvernement avait eu pour représentants au Palais-Bourbon de simples conseillers d'État, presque tous d'esprit fort distingué, mais investis d'un mandat restreint et n'ayant ni le droit ni le désir de l'amplifier. Seul, M. Baroche

semblait l'interprète autorisé de la pensée impériale. Le décret du 24 novembre créait, sous le nom de *ministres sans portefeuille,* de véritables avocats du pouvoir. Ces hauts personnages, déchargés, ainsi que leur nom l'indiquait, de tout souci administratif, auraient une seule mission : s'assimiler la politique gouvernementale, recueillir tous les documents propres à l'éclairer, puis la développer et la faire prévaloir dans les Assemblées. Par une assez singulière séparation des choses, il y aurait deux sortes de ministres, les uns pour les affaires, qui ne parleraient jamais; les autres pour la discussion, qui se montreraient toujours; et cette création d'orateurs attitrés, préposés uniquement à l'éloquence, ne laissait pas que de détonner un peu sous un régime si dédaigneux de l'ostentation oratoire. Les ministres sans portefeuille furent M. Baroche, qui ne changeait point de rôle, car il était depuis longtemps le défenseur du gouvernement devant les Chambres; M. Magne, vieilli dans les plus hauts emplois et d'une expérience consommée dans les questions financières; M. Billault enfin, qui devait être jusqu'à sa mort le souple et brillant organe de la politique impériale. Ces choix seuls indiquaient quelle place les débats parlementaires allaient reprendre dans la vie du pays.

Dans le public on soupçonnait certaines concessions, mais non un retour si marqué vers les pratiques naguère abolies. « Les pouvoirs de la Chambre sont tellement changés que nous ne la reconnaissons plus » : ainsi s'exprimait dans les *Débats* Prévost-Paradol (1), et, jugeant que pour une œuvre nouvelle il faut un instrument nouveau, il réclamait la dissolution. Le décret vaudrait par lui-même, mais surtout par l'esprit qui l'appliquerait. Parmi les serviteurs de l'Empire, plusieurs se plièrent sincèrement à l'évolution : dans une circulaire aux préfets, M. de Persigny, qui venait de succéder à M. Billault comme ministre de l'intérieur, proclama avec beaucoup de netteté les intentions généreuses du souverain et adressa à tous les hommes de bonne foi, aux hommes

(1) *Journal des Débats,* 2 décembre 1860.

des anciens partis eux-mêmes, le plus chaleureux appel (1). D'autres soulignèrent leurs réserves, soit par un éloge affecté de la Constitution de 1852, laquelle, disaient-ils, demeurait hors de toute atteinte, soit par un soin extrême à limiter les conséquences du décret récent. Le langage des journaux indépendants fut assez curieux à observer. Ce fut une satisfaction modérée, mêlée d'un peu de jalousie. Ils s'étonnaient que dans ce retour à un régime plus libre, la législation sur la presse conservât toutes ses rigueurs. Dans les groupes divers de l'opposition, on dédaigna d'approuver : les démocrates jugeaient la restitution incomplète et tardive; quant aux légitimistes, orléanistes, catholiques libéraux, constitutionnels de toute sorte, ils étaient alors trop irrités par les affaires d'Italie pour apprécier favorablement même une mesure qui répondait à leurs vœux. Cependant les plus prévoyants estimaient que l'Empereur, une fois engagé dans la voie où il venait de marquer le premier pas, ne pourrait demeurer stationnaire, et que tôt ou tard il serait contraint, soit de rétrograder violemment jusqu'à son point de départ, soit de franchir toutes les étapes qui le séparaient encore de la complète liberté. M. de Morny, rencontrant en ce temps-là M. Émile Ollivier, l'aborda en ces termes : « Eh bien! lui dit-il, j'espère que vous êtes content. — Oui, sans doute, reprit M. Ollivier; seulement, permettez-moi d'ajouter ceci : Si c'est une fin, vous êtes perdus; mais si c'est un commencement, vous êtes fondés (2). »

III

Un instant distraite par les affaires intérieures, l'attention publique se reporta de nouveau sur l'Italie, objet dominant de toutes les préoccupations.

(1) Voir *Moniteur*, 6 décembre 1860.
(2) Émile Ollivier, *Le 19 janvier*, p. 247.

Vers un point surtout, vers Gaëte, tous les regards se fixaient. Au mois de novembre, le roi de Naples se trouvait définitivement rejeté dans la petite ville qu'il avait choisie pour refuge, et déjà le siège avait commencé.

Comme on touchait au dernier acte du drame italien, Napoléon avait ressenti comme le remords de ses complaisances passées. Au delà des monts, il avait jusque-là tout toléré. Mais voici que Victor-Emmanuel, sans déclaration de guerre, sans aucun prétexte qui voilât les convoitises, procédait à l'expropriation d'un prince lié par le sang à la maison de Savoie et digne d'intérêt par sa jeunesse, son innocence, ses malheurs. Ayant été le complice des ambitions du roi sarde, l'Empereur ne voulut l'être ni de ses rapts, ni de ses vilenies. Ne pouvant plus rien empêcher, il eut du moins à cœur de retirer ostensiblement sa main de l'inavouable entreprise. Dans cette pensée, il avait imaginé une sorte de demi-assistance qui, sans doute, ne sauverait point le vaincu, mais qui, pour lui Napoléon, dégagerait son propre honneur.

Le vice-amiral Le Barbier de Tinan commandait l'escadre de la Méditerranée. Il reçut l'ordre de se rendre dans les eaux de Gaëte et d'empêcher le blocus du côté du port. De la sorte, la mer demeurerait libre, et, au jour de sa chute, François II, au lieu de devenir le prisonnier du Piémont, trouverait, à bord de la flotte française, un asile digne d'un roi. Le vice-amiral de Tinan avait assisté à Naples à toute l'intrigue qui touchait à son dénouement. Sa froideur silencieuse vis-à-vis de l'amiral Persano (1), ses confidences irritées faites aux autres chefs d'escadre avaient, à plusieurs reprises, révélé chez lui le double dégoût des menées piémontaises et des trahisons napolitaines. Animé de cet esprit, il s'appliqua, dès le début, à étendre fort la zone neutralisée que couvrirait son pavillon. Ses instructions lui ayant prescrit de se renfermer dans les limites du littoral de Gaëte, il s'ingénia du moins à adoucir par ses sympathies la disgrâce du jeune roi, puisqu'il ne pouvait lui porter un secours plus efficace. On vit alors un singu-

(1) Voir PERSANO, *Diario politico-militare*, p. 123.

lier spectacle. Du côté de la terre, les Piémontais avaient resserré leurs lignes d'investissement, et les projectiles commençaient à tomber dans la ville. Mais du côté de la mer, les vaisseaux sardes étaient tenus à bonne distance, en sorte que la France, sans empêcher du tout la lutte, sans même en influencer sérieusement l'issue finale, rétrécissait l'arène du combat, comme on eût fait dans un duel ou dans un tournoi. Par la mer, les assiégés se ravitaillaient; par la mer, ils recevaient les journaux ou recueillaient les rumeurs de l'Europe. La mer aussi livrait passage, pour le départ, aux courtisans de dévouement médiocre qui s'effrayaient des périls ou se lassaient de la fidélité. Cependant, jusqu'en ces heures de revers, quelques amis arrivaient encore. C'étaient d'anciens zouaves pontificaux ou des légitimistes de France, jaloux de servir un Bourbon, même vaincu. Ils n'étaient pas les seuls à subir cet attrait du malheur. En France, un vif mouvement d'opinion portait les cœurs vers le jeune prince. On vantait son courage, on s'émouvait de sa jeunesse, on plaignait ses infortunes. A son nom, on associait surtout celui de la Reine, avide de partager les périls de son époux et qui, disait-on, déployait dans l'épreuve une ardeur toute virile. Si Dieu avait décidément condamné la maison de Bourbon, il était beau, du moins, et de bon exemple, qu'elle eût une telle fin. Ainsi parlaient les royalistes, et, la mode aidant, ces propos se répétaient non seulement au faubourg Saint-Germain, mais dans le monde officiel et même aux Tuileries. On les retrouvait, disait-on, jusque sur les lèvres de l'Impératrice. Autour de Gaëte déjà condamnée, autour du couple royal déjà voué à l'exil, se fixaient quelques-uns de ces reflets touchants qui éclairent les nobles choses qui finissent.

Contre cette protection le Piémont réclama, et naturellement lord John Russell avec lui. Le chef du *Foreign Office* invoqua le principe de non-intervention. L'Empereur tint bon, désavouant toute pensée d'un rôle plus actif, mais ne se résignant pas à ordonner l'irrévocable abandon. Durant plus de deux mois, nos vaisseaux se tinrent en vue de Gaëte, et les assiégés, qui chaque matin les revoyaient mouillés au large,

ne pouvaient se figurer que tout espoir fût perdu. A travers cette voie qui lui restait ouverte, François II transmettait à l'Europe ses protestations : sa cause était celle de tous les rois; l'intrigue seule avait détruit la monarchie napolitaine; c'était par la violence, la confiscation, la terreur des cours martiales, que les Sardes maintenaient sous leur joug les peuples un instant trompés. Le 25 décembre, une dépêche fort insistante de lord John Russell arriva à Paris. On aurait compris, disait-il, que l'Empereur, par une intervention avouée, assurât au roi de Naples la possession de ses États; on ne comprenait plus une assistance *in extremis* qui ne pouvait ni rien rétablir ni rien sauver (1). Dans sa dureté, ce langage était logique. Si la résolution était prise de ne rien faire qui rappelât le malade à la vie, à quoi bon tant de soins pour prolonger son agonie? De Rome, M. de Grammont mandait à M. Thouvenel : « Il y a quelque chose de cruel dans notre sollicitude même pour le roi de Naples : nous agitons une corde au-dessus d'un noyé, mais nous la faisons à dessein trop courte pour qu'il la puisse saisir. » A plusieurs reprises, Napoléon engagea François II à céder à la mauvaise fortune. Il provoqua même un armistice de quelques jours qui faciliterait le dénouement. Enfin, jugeant qu'il avait assez montré au vaincu sa sympathie, au victorieux sa désapprobation, il retira sa garde d'honneur. Au dernier moment, le vice-amiral de Tinan se rendit auprès du Roi et le supplia de s'embarquer sur la *Bretagne*. Cette tentative ayant été vaine, le 19 janvier 1861, à quatre heures de l'après-midi, l'escadre française salua une dernière fois le pavillon royal, puis elle disparut à travers les flots. Bientôt d'autres vaisseaux se montrèrent : c'était l'amiral Persano qui allait attaquer Gaëte par mer, comme l'année précédente il l'avait fait pour Ancône.

Dès lors le silence se fit autour de la petite forteresse, et il n'en arriva plus d'autres nouvelles que celles que les Sardes laissaient passer. Les assiégés essayèrent d'utiliser un ancien télégraphe aérien entre la tour d'Orlando et Terracine : mais il

(1) *Further correspondence*, part. VII, p. 187.

fonctionnait mal et irrégulièrement. Les communications des ministres étrangers avec leur gouvernement étaient elles-mêmes entravées, ce qui faisait, disait le duc de Grammont, naître une question de *droit*. « Mais, ajoutait-il ironiquement, ce mot *droit* n'a plus aucun sens ni aucune valeur en Italie, et on rirait maintenant de tout cela (1). » Sur ces entrefaites, le typhus s'abattit sur la ville et joignit ses ravages à ceux du bombardement. Puis, le 5 février, une explosion terrible ouvrit une brèche du côté de la mer. L'un des derniers visiteurs, le dernier peut-être qui pénétra dans la cité, fut un des secrétaires de l'ambassade de France à Rome, M. de Piennes. Il arriva le 9 février, porteur d'une lettre de l'Impératrice pour la Reine. L'aspect de la ville était alors lamentable. Ce qui avait le moins souffert, c'étaient les fortifications; mais les toits de toutes les maisons étaient détruits, et la plupart des façades étaient criblées de boulets. Les soldats paraissaient obéissants et fidèles, mais sans espoir. La Reine lut avec émotion la lettre de sympathie que l'Impératrice lui adressait. Puis le Roi exprima chaleureusement au jeune diplomate sa reconnaissance envers l'Empereur : « Sans la présence de la flotte qui m'a permis de m'approvisionner et de relever le moral de mes troupes, j'aurais dû capituler sans même avoir eu l'honneur de me défendre. » « Mais, poursuivit François II, m'apportez-vous quelques nouvelles qui me permettent d'espérer un appui ou un incident favorable? » M. de Piennes garda le silence. « Je puis résister encore, reprit le prince, mais qu'importe? Si l'on ne vient pas à mon secours, je dois toujours succomber. » A ce moment, une bombe éclata près de la casemate royale. « Voilà la musique au son de laquelle nous dormons depuis trois mois », dit en souriant la Reine. Le Roi reprit aussitôt l'entretien : « Dites au duc de Grammont que je lui demande instamment de me faire connaître la vérité. S'il n'existe vraiment aucune chance de secours, mon devoir est peut-être de mettre un terme à la défense... Dites bien au duc, ajouta le prince avec une gravité émue, que je fais appel à son honneur. Ce n'est

(1) *Le Secret de l'Empereur*, p. 363.

plus le roi de Naples qui s'adresse à l'ambassadeur, c'est François de Bourbon qui demande à un gentilhomme français de lui répondre sans détour, et qui place sa confiance dans la parole de celui qu'il consulte. » Parlant de la sorte, le Roi remit à M. de Piennes deux séries de chiffres : l'une signifiait ces mots : *Il n'y a plus d'espoir;* l'autre : *Il y a espoir d'être secouru.* Suivant la réponse, il aviserait. Le Roi alors congédia le messager. Celui-ci, en se retirant, traversa plusieurs casemates remplies de soldats qui disaient leur chapelet; puis il repassa en hâte à travers les rues de la petite ville que les ombres de la nuit commençaient à envahir, mais qui s'éclairaient par intervalles de la lueur des bombes. Quelques heures après, il était au camp de Cialdini, lequel, pour être juste, se plaignit des Napolitains autant que François II s'était plaint des Piémontais.

Le duc de Grammont n'eut point l'embarras de choisir entre les deux chiffres que M. de Piennes lui avait apportés. Tandis qu'il consultait son gouvernement, les choses se précipitaient à Gaëte. L'explosion d'une poudrière, l'effondrement d'une grande casemate avaient ajouté au désarroi de la défense. En outre, le typhus croissait, et les approvisionnements en vivres, bien qu'abondants encore, s'avariaient. Quant au secours extérieur, qui désormais pouvait y songer? Le 13 février, la capitulation fut signée. Le lendemain, l'aviso français *la Mouette,* mandé de Naples, arriva en vue de la ville et reçut le Roi à son bord. Du rivage s'élevèrent encore quelques acclamations fidèles; puis, sur les remparts qui dominaient la mer, les drapeaux fleurdelisés s'abaissèrent une dernière fois en l'honneur du proscrit. Le jour même, François II aborda à Terracine et de là gagna Rome.

IV

Tandis que les défenseurs de Gaëte épuisaient leurs dernières forces, l'Empereur avait inauguré le 4 février la session

législative et la France s'apprêtait à expérimenter le régime nouveau que le décret du 24 novembre avait créé.

Le retour aux discussions parlementaires fut marqué par un coup d'éclat qui fit scandale. Chose étrange! ce fut la paisible enceinte du Sénat qui vit cette scène, et ce fut un prince qui donna cet exemple.

Le 28 février, la discussion générale de l'*Adresse* s'était ouverte au palais du Luxembourg. De quoi eût-on parlé, sinon de la question italienne? M. de la Rochejacquelein, M. de Heeckereen, le marquis de Gabriac défendirent la souveraineté du Saint-Père et les principes de l'ancien droit public. M. Pietri soutint la thèse contraire, mais en une harangue écourtée, qui semblait comme un lever de rideau avant la grande pièce. Cependant le prince Napoléon siégeait à son banc, et contre sa coutume, car il n'aimait aucune contrainte, et l'assiduité parlementaire lui eût déplu à l'égal de la discipline des camps. Le lendemain, 1er mars, comme la séance commençait, on le vit se lever du milieu de ses collègues, et, dès le début, l'abrupte violence de ses paroles laissa pressentir quelque témérité inouïe.

« Vous avez pu, dit-il en commençant, juger la brochure que notre honorable collègue, M. le marquis de la Rochejacquelein, a lue hier devant vous. Elle émane évidemment d'un saint concile légitimiste et clérical; car elle ne fait que reproduire les arguments développés depuis plusieurs mois dans les journaux qui représentent ce parti; et tout cela se trouve dans les mandements de certains évêques dont je ne parlerai pas..... Il y a, continuait le prince, des outrages qui honorent... Nouveau venu dans le Sénat de l'Empire, M. le marquis de la Rochejacquelein doit à l'esprit de conciliation de l'Empereur de siéger parmi nous... Mais au lieu de s'inspirer de l'esprit moderne, il s'inspire des sentiments d'un autre âge. »

A ce langage provocant, quelques murmures s'élevèrent, mais contenus par la crainte ou le respect. Le président demeurait impassible, les ministres immobiles. L'impression dominante était l'embarras; c'était aussi une immense curiosité. Cependant le prince jouissait de cette confusion et se complai-

sait dans cette attente. Sa belle tête, régulière et dure, dominait l'auditoire. De ses lèvres les mots tombaient vigoureux et pleins d'images, mais un peu incohérents et trop pressés, comme si ses pensées, éclatant après un trop long silence, eussent eu peine à se discipliner et à se tracer leur voie.

« Nous ne sommes pas, dit-il, les représentants de la réaction, mais de la société moderne. Napoléon III représente le droit populaire opposé au droit divin. On a parlé de sympathies pour François II. Ne confondons pas la sympathie avec la pitié. Notre sympathie, nous la réservons pour la glorieuse cause italienne. Pour l'ex-roi des Deux-Siciles, nous n'avons que de la pitié. »

Le roi de Naples avait le malheur d'être Bourbon. L'orateur ne chercha pas d'autre transition et, avec une brutalité inouïe, entreprit le procès de tous les Bourbons, en France, en Espagne, en Italie, partout. Le Sénat écoutait avec plus de malaise que de faveur ce débordement d'invectives. Tout à coup le silence se changea en approbations très chaleureuses. C'est que le prince, après avoir raconté les anciennes divisions dans la famille royale, venait d'affirmer l'union de tous les Bonaparte dans le présent comme dans le passé : « Si des jours de malheurs venaient, s'écria-t-il, jamais l'histoire n'aurait à enregistrer de trahison parmi les Bonaparte comme parmi les Bourbons : tous les Napoléon seraient unis en face du péril. » A ces paroles, les applaudissements éclatèrent, et même un peu plus prolongés qu'une véritable habileté ne l'eût voulu. Si la fidélité du prince n'avait été un peu douteuse, pourquoi tant d'empressement à prendre acte de la protestation?

Tous ces développements n'étaient, paraît-il, qu'un préambule : car alors, alors seulement, l'orateur annonça qu'il allait « entrer dans le vif de la discussion ». Mais ce qui suivit pouvait-il à un degré quelconque s'appeler discussion? Ce fut, pendant près de trois heures, le plus extraordinaire des monologues, décousu, sans transitions, plein d'invectives éloquentes et d'implacables ironies, d'un ton familier jusqu'à la trivialité, avec des tours pittoresques ou imprévus qui captivaient, avec des nuances de hauteur méprisante qui accablaient, avec une assurance d'im-

punité qui s'élevait au-dessus des règlements comme des bienséances. Dans cette impitoyable revue de toutes choses, le prince n'épargna personne, mais surtout s'acharna sur les morts, les bannis, les absents, les vaincus. Il flétrit Lamoricière et « ses bandes » ; il railla M. de Mérode, ce sous-lieutenant belge transformé en ministre des armes; il signala dans Rome un nouveau *Coblentz,* condamna sommairement la souveraineté pontificale « qui fuyait de toutes parts, disait-il, comme un vase fêlé », dénonça la Papauté elle-même, « cette cristallisation du moyen âge ». Puis sa parole s'égarant de plus en plus sans rien perdre de sa forme originale, il évoqua tous les souvenirs irritants du passé, Bonaparte et Pie VI, Georges Cadoudal, les traités de 1815. L'heure s'écoulait sans que rien annonçât que l'étrange harangue touchait à son terme. On suspendit la séance, les lustres s'allumèrent, et toujours le discours se poursuivait. Parmi les sénateurs, la plupart gardaient le silence, ne sachant ce qui plairait le plus au maître, du murmure ou de l'approbation. Plusieurs s'indignaient et lançaient, mais à mi-voix, des interruptions qui se perdaient ou que les sténographes se gardaient d'entendre. Quelques réflexions s'échangeaient tout bas : « On n'a jamais vu, disait un ancien pair de France, chose pareille au Luxembourg, si ce n'est en 1848, quand Louis Blanc présidait la commission du travail. » Enfin le discours se termina par une apologie de l'unité italienne. Quant au Pape, le prince l'invitait à revenir au plus vite à la simplicité des apôtres, à céder Rome aux Piémontais qui en avaient vraiment le plus grand besoin et « à se retirer dans une honorable retraite d'où il dominerait tout le monde sans dépendre de personne ».

Ce discours eut sa récompense. Comme la séance s'achevait, le ministre de l'intérieur, M. de Persigny, se précipita au télégraphe afin de faire connaître au pays que la France comptait un grand orateur de plus et que cet orateur était un Napoléon à quelques jours de là, la harangue princière, afin que personne ne pût l'ignorer, s'étala dans le *Moniteur des communes.* D'Italie arrivèrent dans le même temps toutes sortes de félicitations. A Turin le discours fut traduit, tiré en brochure, puis

réduit sous un très petit format qui en permettrait la propagation clandestine à Rome et en Vénétie. M. de Cavour écrivit au prince : « Le discours de Votre Altesse est pour le pouvoir temporel du Pape ce que Solférino a été pour la domination autrichienne. » « L'aide de Votre Altesse, ajouta-t-il, ne nous fera pas défaut. Après avoir fait une aussi large brèche aux murailles de la cité éternelle, Votre Altesse nous donnera un coup d'épaule pour nous en faciliter l'entrée. Ce sera un grand événement pour l'Italie, pour la France, pour l'univers. La destruction du pouvoir temporel sera un des faits les plus glorieux et les plus féconds dans l'histoire de l'humanité, et le nom de Votre Altesse y demeurera à jamais attaché (1). »

Il n'est guère de triomphe qui soit sans mélange. J'ai dit la récompense. Voici maintenant le châtiment. Dans l'exil un prince vivait qui avait passé sa jeunesse dans les travaux de la guerre et qui, n'ayant plus à manier qu'une plume, la maniait comme jadis l'épée. On l'appelait le duc d'Aumale. Aucun de ceux qui l'avaient connu en Afrique n'avait pu oublier sa vaillance, et, à travers bien des défections, il avait conservé de courageuses et fidèles amitiés. Or, le récent discours sénatorial, se portant sur toutes choses dans son impétueux et éloquent désordre, s'était appliqué à mettre en lumière, d'un côté, l'union des Bonaparte; de l'autre, les dissentiments, les rivalités, les trahisons des Bourbons. Le duc d'Aumale entreprit la réfutation. « L'exil m'a-t-il fait perdre, disait-il en commençant, le droit le plus naturel, le plus sacré de tous, celui de défendre ma famille publiquement outragée, et, avec elle, le passé de la France? Cette attaque injurieuse qui a été propagée, affichée sur tous les murs, ma réponse peut-elle la suivre et se produire, en se conformant aux lois, sur le sol même de la patrie? J'en veux faire l'expérience; si elle tourne contre mes vœux, et si, au mépris des plus simples notions de la justice et de l'honneur, vous étouffez ma voix en France, dans une cause si légitime, elle aura du moins quelque écho en Europe, et ira, en tout pays, au cœur des honnêtes gens. »

(1) *Lettere edite ed inedite*, t. VI, p. 693.

La défense ne lui suffisant pas, le prince exilé porta hardiment la lutte dans le camp ennemi. A son tour, il refit l'histoire des Bonaparte. Puis, avec une accablante précision de détails, il rappela les marques de bienveillance de Louis-Philippe pour la reine Hortense, l'Empereur, le roi Jérôme, le prince Napoléon lui-même. La discourtoise brutalité de l'attaque autorisait toutes les représailles, même les plus extrêmes. Ce ne fut pas une réponse, mais une exécution, en un langage d'une éloquence indignée et avec d'admirables formes de mépris. Le 13 avril, la brochure parut sous ce titre : *Lettre sur l'histoire de France adressée au prince Napoléon*. La saisie fut ordonnée, mais trop tard et au moment où les derniers exemplaires s'écoulaient. La rumeur fut grande et se prolongea, d'abord par la publication des nombreuses réponses que le gouvernement autorisa, puis par le procès fait aux éditeurs. On parla malicieusement d'un duel entre les deux princes, et à ce propos toutes sortes de bons mots coururent qui défrayèrent quelque temps les salons. Dans les régions officielles, tout ce bruit déplaisait-il? On en pouvait douter. Aux Tuileries, on ne se persuadait point que l'orateur du Sénat, très empressé à rappeler les intrigues des branches cadettes, fût lui-même tout à fait innocent des tendances qu'il dénonçait si bien. Plusieurs même, parmi les plus raffinés, jugèrent que le meilleur moyen de faire leur cour n'était pas d'ignorer la fameuse brochure ou de la détruire, mais bien plutôt de la laisser doucement circuler.

V

La véhémente parole du prince Napoléon avait brusquement secoué sur leurs sièges les sénateurs à demi assoupis; elle n'avait pas changé une seule conviction. On le vit bien quand, cinq jours plus tard, dans la discussion des paragraphes de l'*Adresse*, un amendement en faveur du pouvoir temporel du

Saint-Père groupa une imposante minorité de 61 voix sur 139 votants. Ce fut, comme on l'a dit, la revanche des cardinaux. Mais déjà la curiosité publique se détournait du Luxembourg pour se porter vers le Palais-Bourbon.

Là régnait une activité tout à fait inaccoutumée. La discussion prochaine de l'*Adresse* avait tout l'attrait d'un spectacle nouveau ou, du moins, d'une reprise. On recherchait les précédents; on interrogeait, on consultait les anciens parlementaires. A la pensée qu'ils allaient reparaître devant le grand public, que la sténographie allait, comme jadis, noter chacune de leurs paroles, les membres du Corps législatif sentaient le besoin de s'apprêter un peu. On parlait de harangues qui déjà s'élaboraient, de discours écrits, mais qui feraient sensation. Les députés officiels, entretenus depuis dix années dans le dédain de l'éloquence, s'appliquaient à se remettre au point de l'évolution récente et à retrouver dans leur mémoire quelque chose de leurs anciennes opinions, peut-être même de leurs anciens discours. Pour dire vrai, quelques-uns se montraient rebelles, raillaient doucement toute cette agitation, s'effrayaient un peu du festin oratoire qui s'annonçait et qui serait, disaient-ils, bien long, bien indigeste peut-être. Cependant, au milieu de toutes les questions à l'ordre du jour, une seule passionnait vraiment, la question italienne.

Cette malheureuse question ne troublait pas seulement les politiques; par son étroite connexité avec les intérêts religieux, elle avait créé dans le pays de véritables divisions. Entre les catholiques et le gouvernement, une petite guerre s'était engagée, souvent désavouée, mêlée de trêves fréquentes, mais signalée par d'assez vifs épisodes. Comme les mandements épiscopaux se transformaient en brochures, le ministre de l'intérieur avait décidé que, s'ils étaient livrés au commerce, ils seraient assujettis à l'impôt du timbre (1). Comme des comités s'étaient établis pour recueillir les dons en faveur du denier de Saint-Pierre, une circulaire avait interdit ces sortes de collectes et n'avait autorisé que les offrandes individuelles

(1) *Moniteur*, 17 novembre 1860.

recueillies par l'autorité ecclésiastique (1). A cette époque, reparurent certaines appellations qui semblaient tombées en désuétude, certaines pratiques qui cadraient mal avec l'esprit si large de l'Empereur. On recommença à distinguer entre les fonctionnaires *cléricaux* et les autres; on vit, dans plusieurs départements, les préfets surveiller les relations de leurs subordonnés et mettre les évêques en interdit. Vis-à-vis de quelques communautés religieuses, particulièrement dans le département du Nord, le pouvoir retira durement sa bienveillance et un peu plus tard exigea l'expulsion des religieux de nationalité belge. La chaire chrétienne fut surveillée, et quelques prêtres, ainsi qu'on l'apprit dans la suite, furent privés de leur traitement (2). Dans l'entrefaite, une brochure parut, bien propre à aviver l'esprit de discussion. Sous ce titre : *La France, Rome et l'Italie*, M. de la Guéronnière, l'interprète habituel des pensées impériales, développa une thèse assez osée. A entendre le publiciste officieux, l'auteur responsable des récentes révolutions italiennes n'était point M. de Cavour, mais bien plutôt le Pape qui s'était obstiné à ne pas se dépouiller et, par son entêtement, avait causé tout le mal : telle était l'accusation et exprimée très nettement, quoique voilée sous toutes les formes du respect. Piqués au vif, les catholiques relevèrent vivement l'attaque. L'une des réfutations, celle de Mgr Pie, excita surtout une grande rumeur. Dans une lettre pastorale, l'évêque prit à partie l'Empereur lui-même et, par une allusion très transparente, lui imputa d'avoir livré Pie IX, comme Pilate avait livré Jésus. Ce langage eût été audacieux dans une brochure; dans un acte du ministère épiscopal, il parut à bon droit intolérable. Le gouvernement songea d'abord à renvoyer le prélat devant le tribunal correctionnel; puis s'adoucissant, il se contenta de la juridiction du conseil d'État qui déclara l'abus. — C'est au bruit de tous ces incidents que le Corps législatif venait de se rassembler. Pour les députés catholiques et en même temps amis de l'ordre et dévoués à l'Empire,

(1) *Moniteur*, 17 novembre 1860.
(2) Voir Discours du cardinal Mathieu au Sénat, séance du 31 mai 1861.

un devoir s'imposait : provoquer parmi leurs collègues une manifestation assez nette pour que le gouvernement y vît un signe du vœu public; sauver de la sorte ce qui restait des traités, ce qui restait du pouvoir temporel; rétablir et assurer la paix religieuse compromise; ramener l'Empereur vers ses alliés d'autrefois; puis, pour l'avenir, le contenir par l'usage raisonnable et éclairé des libertés nouvelles, et le garder ainsi contre l'esprit d'aventure. Dès 1860, dès 1859 même, plusieurs des membres du Corps législatif s'étaient inspirés de cette sage politique. En 1861, tout concourait pour que les avertissements se renouvelassent avec plus d'ampleur et d'autorité; d'un côté, le péril était plus grand; de l'autre, les attributions accrues de la Chambre rendaient plus aisée l'intervention. Ceux des députés qui, dans les sessions précédentes, avaient plaidé la cause du vieux droit et celle de la souveraineté pontificale s'apprêtèrent à renouveler leurs efforts : c'étaient M. de Flavigny, l'un des plus honorés parmi les anciens parlementaires; M. Anatole Lemercier, lié par ses origines au premier Empire et, à ce titre, de dévouement non suspect; M. Kolb-Bernard et M. Plichon, qui représentaient les populations catholiques des Flandres; enfin M. Keller, député du Haut-Rhin. Autour d'eux se rassemblèrent un assez grand nombre de leurs collègues, les uns par zèle religieux, les autres par prévoyance politique. Ainsi se constitua l'opposition de droite qui, en se mêlant d'éléments fort divers, devait former plus tard le noyau du tiers parti. C'est par l'active participation de ce groupe aux débats parlementaires que se marqua surtout la session de 1861.

Le 11 mars, la discussion générale de l'Adresse s'étant ouverte, on entendit M. Jérôme David et M. Kœnigswarter affirmer leurs sympathies pour l'Italie : puis, dans deux discours écrits, M. Kolb-Bernard et M. Plichon, le premier avec beaucoup d'élévation, le second avec son énergie un peu rude, dénoncèrent les dangers de la politique impériale. Jusque-là et nonobstant la grandeur du sujet, la Chambre était médiocrement attentive. Le 13 mars, un orateur survint qui la captiva tout à fait.

C'était M. Keller. Les contemporains ont gardé mémoire de

cette journée. La veille, M. Baroche avait répliqué à M. Plichon, et les députés catholiques, fort armés de bonnes raisons, mais peu préparés aux grandes discussions publiques, n'envisageaient point sans quelque crainte l'issue du débat. M. Keller était jeune, tout à fait inconnu, et c'est au milieu de l'indifférence générale que son discours commença. Bientôt, plusieurs choses frappèrent : une logique impitoyable, une calme hardiesse que rien n'effrayait, et surtout quelque chose de contenu et de froidement passionné. Il refit l'histoire de l'année précédente, parla de l'entrevue de Chambéry, de l'invasion des Marches, puis résuma sa pensée d'un seul mot : « On pouvait arrêter le Piémont, seulement il fallait le vouloir. » Ce qui suivit fut d'une audace inouïe : « La France, dit l'orateur, a changé sa politique, la France a reculé, non devant le petit Piémont, non devant l'Angleterre, mais devant une puissance dont le programme, consigné dans un document célèbre, a été un jour inséré au *Moniteur*. » Et M. Keller, prenant le journal officiel, lut devant la Chambre stupéfaite le testament d'Orsini. « La Révolution incarnée dans Orsini, voilà ce qui a fait reculer la France. » A l'évocation de ce souvenir, la Chambre entière tressaillit. Parmi les amis de l'orateur, quelques-uns s'inquiétèrent, craignant que la violence, poussée à ce point, n'exaspérât l'Empereur et ne le rejetât vers les partis extrêmes. Cependant, une telle licence demeurée impunie autorisait toutes les témérités. M. Keller continua : « Qu'on ne cherche donc pas à rapetisser ce grand débat; qu'on ne vienne pas évoquer l'ombre des anciens partis. Nous ne sommes pas les soldats de je ne sais quelle patrie autrichienne cachés sous le manteau de la religion. La lutte est, comme en 1848, entre la foi catholique, en même temps française et romaine, et la foi révolutionnaire; elle est entre des hommes qui, de part et d'autre, déploient ouvertement leurs drapeaux, et qui à leurs idées mettent, quand il le faut, le sceau de leur sang. La France a été franchement révolutionnaire en 1793, franchement conquérante sous le premier Empire, franchement conservatrice en 1848 et en 1849. Mais vous qui avez eu l'imprudence de rouvrir

cette arène sans en mesurer l'étendue, qui êtes-vous et que voulez-vous être? Êtes-vous révolutionnaires? êtes-vous conservateurs? ou bien êtes-vous simplement spectateurs du combat? Jusqu'à présent, vous n'êtes ni l'un ni l'autre, car vous avez reculé devant Garibaldi en même temps que vous vous disiez son plus grand ennemi, car vous envoyiez à la fois une aide efficace au Piémont et de la charpie au roi de Naples, car vous avez fait écrire dans les mêmes pages l'inviolabilité du Saint-Père et la déchéance du Saint-Père. Dites donc ce que vous êtes. » Depuis l'établissement de l'Empire, jamais on n'avait entendu pareil langage. Bien plus, en l'absence de tout ministère responsable, tous les coups portaient directement sur l'Empereur. Celui que nul ne connaissait une heure auparavant dominait la Chambre et les tribunes, soulevé lui-même par une émotion qu'il ne retrouva plus, car ce jour-là, et ce jour-là seulement dans toute sa carrière, il fut, et de l'aveu des meilleurs juges, grand orateur. La fin fut simple, nette, avec une modération habile qui semblait tempérer les précédentes hardiesses : « Vous nous avez demandé notre pensée entière, je vais achever de vous dire la mienne. Il est temps de regarder la Révolution en face et de lui dire : Tu n'iras pas plus loin! La pensée que j'exprime ici n'est pas la pensée d'un adversaire, c'est celle d'un homme sincère, dévoué à trois choses qu'il ne sépare pas, son pays, son gouvernement, sa conscience. »

Ce discours eut tous les honneurs, et en particulier celui de provoquer une réponse de M. Billault. Comme M. Keller venait de finir, il se leva de sa place, nerveux, vibrant, visiblement surexcité par une véhémence si inattendue : « Le gouvernement, dit-il, voulait réserver la suite de la discussion jusqu'au vote sur le paragraphe, mais la violence croissante des attaques ne permet pas de garder le silence. » Avec une extrême énergie, il vengea l'Empereur du reproche d'avoir laissé dévier sa politique par faiblesse pour la Révolution ou sous la crainte de l'assassinat. Il proclama le grand résultat de la guerre d'Italie, à savoir la destruction de la prépondérance autrichienne dans la Péninsule. Il nia que Napoléon pût défaire ce qu'il avait si glorieusement fait et se constituer, lui,

l'élu du peuple, le restaurateur des trônes de droit divin. La Chambre applaudit; mais ce qu'elle acclama, ce fut surtout le brillant et chaleureux orateur. « Dites ce que vous êtes, l'ordre ou la révolution? » avait audacieusement demandé M. Keller. Même après la harangue officielle, l'équivoque subsistait, et toute l'éloquence du ministre n'avait pu éclairer cette politique impériale, tortueuse et compliquée au point de ne plus se comprendre elle-même. Du discours de M. Billault, un mot resta. Comme il commençait à parler et contemplait la Chambre, jadis si paisible, si morne même, et devenue tout à coup si houleuse, il s'écria : « Quel chemin nous avons fait depuis huit jours! » Grand, en effet, était le chemin parcouru, et ceux-là mêmes qui avaient souhaité l'évolution s'étonnaient qu'elle fût si rapide. « Saluez l'ancienne Chambre de 1857, écrivait le lendemain Prévost-Paradol, car elle est bien morte, et nous ne la reverrons plus. »

Le public avait décidément repris goût aux débats parlementaires. Les séances suivantes s'ouvrirent au milieu d'une affluence extraordinaire. Un jour même, on vit des groupes nombreux d'étudiants s'acheminer vers le Palais-Bourbon, dans l'espoir de trouver place dans les tribunes. Les employés du palais s'émurent de la démarche comme d'une manifestation : « Craignez-vous donc une nouvelle journée du 15 mai? » dit en riant l'un des députés de la gauche. Cependant, la continuation des débats de l'Adresse portait successivement l'attention sur tous les points de la politique. On entendit M. Jules Favre réclamer l'extension des libertés publiques. M. Ernest Picard critiqua les travaux de Paris et la gestion de M. Haussmann, première édition d'un discours qu'il devait reproduire et varier bien des fois. M. Pouyer-Quertier et M. Brame renouvelèrent leurs doléances à propos du traité de commerce. M. Devinck et, après lui, M. Magne parlèrent des finances. Au milieu de ces discussions, les députés de l'extrême gauche, les *Cinq,* ainsi qu'on les appelait, demeuraient isolés du reste de leurs collègues et, dédaigneux de velléités libérales timides et tardives, semblaient former le groupe de l'opposition irréductible. Sur ces entrefaites, un

incident survint qui provoqua des commentaires infinis. A la fin de la séance du 14 mars, M. Émile Ollivier avait pris la parole après M. Baroche et, avec son élévation d'esprit ordinaire, avait traité de la presse, de ses conditions d'existence, de la nécessité d'abolir l'autorisation préalable et de substituer à l'arbitraire administratif la juridiction du jury. Comme son discours s'achevait, sa pensée se dégagea de ses voiles, et, s'adressant pour ainsi dire au souverain lui-même, il le convia, dans le plus loyal, dans le plus magnifique langage, « à repousser les conseils pusillanimes, à se faire l'initiateur courageux et volontaire d'un grand peuple à la liberté, à se mettre directement en présence de la nation » : « Je le dis, moi qui suis républicain, le jour où cet appel serait fait, il pourrait bien exister encore dans le pays des hommes fidèles aux souvenirs du passé ou trop absorbés par les espérances de l'avenir; mais le plus grand nombre admirerait, aiderait, et cet appui serait d'autant plus efficace qu'il serait plus désintéressé. » Le lendemain, les mots : « moi qui suis républicain » ne se retrouvèrent pas dans le compte rendu sténographique : M. de Morny, interpellé à ce sujet, revendiqua la responsabilité de la suppression et rendit du même coup un hommage fort mérité, mais fort significatif, « à la modération, à l'honnêteté, à la droiture de son honorable collègue ». Parmi les *Cinq*, ce discours marqua la première scission : il marqua aussi la première des déviations successives qui peu à peu porteraient M. Émile Ollivier vers l'Empire libéral.

Le 22 mars, la discussion du paragraphe sur les affaires italiennes ramena les esprits vers le grand, le principal objet de toutes les préoccupations. La séance fut remarquable, moins par l'éclat des harangues que par le retour aux habiletés les plus raffinées de l'ancienne tactique parlementaire. La droite avait pour ambition de réunir sur un amendement, si effacé, si modeste qu'il fût, un nombre de voix assez considérable pour que ce vote devînt, aux yeux du pays une manifestation, aux yeux de l'Empereur un avertissement. Elle se réserva d'abord, et laissa discuter très à fond une motion de M. Jules Favre et de ses amis qui, à l'exemple du prince Napoléon, demandaient

l'abandon du pontife romain et le prochain retrait du corps d'occupation. La proposition de l'extrême gauche n'ayant recueilli que cinq voix, c'est-à-dire celles de ses auteurs, ce fut pour les catholiques un premier succès. C'est alors qu'entrant en lice, ils produisirent leur amendement. Avec une sagesse avisée, ils se gardèrent d'en confier la défense à ceux de leurs collègues les plus engagés dans les précédents débats. Bien au contraire, ils le placèrent sous le patronage de députés moins compromis jusque-là, plus mêlés aux discussions d'affaires qu'à la politique, très estimés, très honorés dans tous les groupes, et bien propres, à ce titre, à recueillir sur les lisières de précieuses adhésions. M. O'Quin, député des Basses-Pyrénées, M. Ancel, armateur très considérable du Havre, furent les organes de la droite. Cependant M. Billault avait déjà pris la parole, et un peu prématurément. M. de Morny vit le péril. Comme M. O'Quin venait de s'asseoir, il se leva de son fauteuil et, jaloux de prévenir un échec qui mettrait l'Empereur en défiance contre les récentes réformes, se fit l'avocat du gouvernement. Son bref discours, admirablement mesuré, donne bien l'idée de sa manière insinuante, de son art à noter toutes les nuances, de son élocution d'autant plus persuasive qu'elle semblait dédaigneuse de se grandir jusqu'à l'éloquence. Il commença, d'une voix basse qui commandait le silence, et en alléguant une extrême fatigue comme s'il eût voulu par là donner plus de prix à son intervention et en mieux marquer l'importance. « Les amendements, dit-il, sont petits quand on les propose; ils sont gros quand on les a adoptés. » Il lut, relut, commenta le texte de la Commission et affirma que ce texte répondait au double sentiment du pays, très catholique et par suite très attristé des disgrâces du Saint-Père, mais en même temps très libéral et très hostile à tout empiétement du clergé dans le domaine politique. L'Empereur avait confiance dans le Corps législatif, puisqu'il venait d'en étendre les attributions : le Corps législatif n'aurait-il pas la même confiance dans le souverain? Ainsi parla M. de Morny. Nul ne savait comme lui rallier la majorité. Sur l'auditoire l'impression fut visible, si visible que M. Ancel retira son amendement. — Pourtant, même

en ces conjonctures, la droite ne s'avoua point vaincue et, avec une obstination, avec un sang-froid méritoires, saisit la dernière ressource que la procédure parlementaire lui offrait. Le projet de la Commission, très correct dans son ensemble, se terminait par une phrase peu respectueuse pour le Saint-Père, qui était accusé de *résistance à de sages conseils*. Au moment où le scrutin allait commencer, M. Ancel et M. Anatole Lemercier demandèrent la division du paragraphe et la suppression de la dernière phrase. Ce serait, pour les adversaires de la politique pratiquée en Italie, un moyen, un moyen suprême de se rassembler et de se compter. De son banc, M. Baroche protesta. Une foule de députés demandèrent à la fois la parole, et le paisible Corps législatif des temps jadis devint tout à fait tumultueux. Enfin, la division l'emportant, la dernière partie du paragraphe fut séparément mise aux voix, et il se trouva 91 suffrages contre 126 votes contraires, pour en demander le retranchement.

De tous les incidents de la session, celui-là fut le plus mémorable. Pour la première fois depuis l'établissement de l'Empire, une opposition imposante par le nombre s'affirmait, non dans une question d'affaires, mais dans une question politique. Jusque-là il n'y avait eu qu'une opposition, l'opposition de gauche, c'est-à-dire les *cinq ;* désormais il y en avait une autre, celle de droite, les *quatre-vingt-onze ;* et cette opposition, flottante encore et facile à ramener, pourrait se fortifier un jour si l'on n'y prenait garde. Le gouvernement ne s'y trompa point et ressentit d'autant plus cet échec relatif qu'il avait été accoutumé à plus de docilité. A l'issue de la séance, on vit de hauts personnages, les uns fonctionnaires, les autres appartenant à la Cour, interpeller les députés et leur reprocher ce qu'ils appelaient leur défection. Entre tous, le plus animé était le ministre de l'intérieur, M. de Persigny. Sur l'heure, il déclara que le patronage officiel serait retiré à ceux qui venaient de déposer un vote hostile à la politique impériale. Comme, au sortir du Palais-Bourbon, il rencontrait M. Ancel, il alla brusquement à lui et luit dit ces seuls mots : « Nous nous retrouverons aux élections ! »

VI

Au milieu de ces conjonctures, Cavour achevait de pousser sa fortune. Le 18 février, Victor-Emmanuel avait ouvert le Parlement, et, pour la première fois, les représentants de toute l'Italie, depuis les vallées du Piémont jusqu'aux rivages de la Sicile, s'étaient trouvés réunis dans une même enceinte. Avec un habile mélange d'orgueil et de modestie, le Roi avait célébré ses succès. Avec effusion il avait remercié les puissances alliées, la France, l'Angleterre; puis il avait ajouté : « Un prince loyal et illustre étant monté sur le trône de Prusse, je lui ai envoyé un ambassadeur, en signe de déférence pour lui et de sympathie pour la noble nation germanique, qui se persuadera de plus en plus, je l'espère, que l'Italie, constituée dans son unité naturelle, ne peut offenser ni les droits ni les intérêts des autres nations. » A ces paroles significatives et prononcées sur un ton plus significatif encore, tous les regards s'étaient tournés vers le général de Bonin, représentant de la cour de Berlin, qui assistait à la séance dans la tribune diplomatique, et venait apprendre comment se fait un peuple. Peu de jours après, une résolution fut votée qui changeait le vieux titre du roi de Sardaigne et, consacrant ses conquêtes, le faisait *roi d'Italie*. L'Italie était en effet complète, sauf Venise et Rome. De Venise, on n'osait trop parler; en revanche, Rome était l'objet de toutes les convoitises, et l'ardeur des Piémontais à conquérir la Ville éternelle n'avait d'égal que le zèle des catholiques à la leur disputer.

Pour que Rome fît retour au patrimoine commun, il fallait ou que le Pape fût amené, soit par crainte, soit par persuasion, à abdiquer ses droits temporels, ou que la France retirât sa protection. — Du côté du Saint-Père, un renoncement était

bien peu probable. Malgré l'invraisemblance du succès, Cavour, depuis plusieurs mois, s'ingéniait, par des intrigues très secrètes, à gagner certains membres du Sacré-Collège qui, à leur tour, agiraient sur l'esprit de Pie IX. Il avait à Rome pour principal correspondant un médecin assez distingué, le docteur Pantaleoni. Le docteur Pantaleoni vit le cardinal Santucci, favorable, disait-on, à la conciliation, et lui exposa tout un arrangement qui, en retour de la souveraineté temporelle, assurerait au Saint-Père, non-seulement l'entière liberté, mais toute sorte de privilèges et d'avantages. Un autre agent plus obscur encore fut employé : ce fut un habitant de Verceil qui se rendait à Rome, et qu'on appelait Omer Bozino. Bozino s'adjoignit un prêtre sicilien, l'abbé Antonio Isaïa, et l'un et l'autre, par l'intermédiaire d'un avocat du nom d'Aguglia, firent parvenir jusqu'au cardinal Antonelli quelques vagues propositions. De tous les confidents de M. de Cavour, le plus important fut le Père Passaglia, religieux fixé à Rome, et fort estimé pour sa science. Le Père Passaglia amena plusieurs cardinaux à discuter au point de vue théologique la question de savoir si le Pape pouvait transiger sur son domaine temporel. A quelque temps de là, ces menées s'étant ébruitées, le gouvernement pontifical démentit toute négociation, et éloigna même des États de l'Église le docteur Pantaleoni et l'abbé Antonio Isaïa. Napoléon fut informé de toutes ces trames, mais ne crut pas un seul instant à la réussite. « C'est une intrigue assez mal *emmanchée*, écrivait familièrement le duc de Grammont, et que nous n'avons aucun intérêt à suivre. » — Rebuté du côté de Rome ainsi qu'il devait s'y attendre, Cavour se retourna vers la France. A cette époque remonte le premier dessein de la Convention conclue trois ans plus tard, et restée fameuse sous le nom de *Convention du 15 septembre :* la France rappellerait ses troupes, et le Piémont, de son côté, s'engagerait à s'abstenir de toute attaque contre les États de l'Église. Dès le 13 avril, le prince Napoléon exposait ce projet au premier ministre sarde; il ajoutait d'ailleurs pour le rassurer : « Si la domination du Pape devenait trop

insupportable, le gouvernement de l'Empereur ne se croirait pas obligé de défendre le Saint-Père contre ses propres sujets. » Cet arrangement ne déplaisait pas à M. Thouvenel, qui, dès cette époque, en entretint l'Empereur et qui poussait en outre à la reconnaissance du nouveau royaume. De Rome, à la vérité, notre ambassadeur M. de Grammont formulait des objections : « Comment, disait-il, proposer au Piémont une convention qu'il n'acceptera pas ou qu'il n'acceptera qu'avec l'arrière-pensée de la violer? » A un traité, il jugeait de beaucoup préférable cette simple et nette déclaration, à savoir que toute attaque du Piémont contre le territoire pontifical évacué par nos troupes constituerait un *casus belli* (1).

Dans l'entre-temps, la question romaine avait été inscrite à l'ordre du jour du Parlement italien. Appelé à publier ses vues devant son pays et devant l'Europe, Cavour le fit avec un extraordinaire mélange d'impudence et de respectueuses protestations. De ses discours (car il en prononça trois en cette occasion) (2), on peut faire deux parts : d'un côté, il rejetait brutalement tout ce que l'ancien droit des gens avait proclamé sacré; de l'autre, il établissait de toutes pièces un droit nouveau qui ne le céderait point à l'ancien : « Rome, dit-il, doit être et sera la capitale de l'Italie. » Voilà l'affirmation cynique, cynique vis-à-vis du Pape reconnu roi par toutes les cours; cynique vis-à-vis de la France, qui couvrait Rome de son drapeau; cynique vis-à-vis du monde entier, qui n'aurait plus rien d'assuré si de telles maximes prévalaient jamais. Mais voici que le contraste apparaissait aussitôt. Ayant dépouillé la victime, Cavour s'appliquait à la revêtir d'un manteau plus brillant que celui qu'il venait de lui arracher. Avec une majesté de langage, une ampleur d'éloquence tout à fait inaccoutumée en sa bouche, il niait que le pouvoir temporel, exercé sous le contrôle et avec l'assistance des troupes étrangères, pût être pour le Souverain Pontife une garantie d'indépendance : il raillait

(1) Dépêches de M. de Grammont à M. Thouvenel, 27 avril et 11 mai 1861.
(2) Séances des 25, 27 mars et 9 avril 1861.

les concordats et leurs concessions précaires; il rappelait le programme tracé jadis par Lamennais, et repris par Lacordaire, Montalembert et leurs amis; il invoquait l'état de la Belgique où le clergé, débarrassé de toute entrave concordataire, soumis uniquement au droit commun, exerçait sur les affaires publiques une si notable influence. « En même temps, poursuivait-il, que nous proclamerons la déchéance du pouvoir temporel, nous proclamerons la liberté de l'Église... Or, chez nous, le parti libéral est plus catholique qu'en aucun pays d'Europe... aussi, en Italie, les bienfaits de la liberté seront si grands qu'en peu d'années les partisans de l'Église, s'ils acceptent ce système, auront le dessus dans le pays légal. » Et le premier ministre, revenant au langage familier qu'il affectionnait, ajoutait : « Je me résigne, quant à moi, à finir ma carrière sur les bancs de l'opposition. »

Cavour était-il sincère? Parmi les catholiques, ce respect parut hypocrisie, et les contemporains se rappellent encore les protestations indignées de Montalembert, outré qu'on travestît de la sorte ses plus nobles pensées. On jugea dérisoire cette promesse de liberté religieuse qui avait pour préambule la spoliation. Les rigueurs qui, en ce temps-là même, s'exerçaient contre le clergé et les ordres religieux semblaient un gage étrange de pacification. Qui se flatterait pourtant de pénétrer les replis de l'âme humaine? Cavour, dès sa jeunesse (sa correspondance en fait foi), avait caressé le plan d'une société religieuse se développant dans la société civile sous la seule garantie du droit commun, et ce qui apparaissait comme une formule trompeuse n'était peut-être que réminiscence. Les nécessités de la politique l'avaient jeté violemment dans le camp des ennemis de l'Église; mais aucun préjugé de naissance, aucune haine de secte n'avait invinciblement obscurci sa vue. Tous les ambitieux, arrivés au faîte, ont d'ailleurs le même souci, celui de réparer les brèches du droit violé ou de reconstituer un droit nouveau, de consolider dans la concorde ce qu'ils ont édifié dans la lutte, de finir par un édit de pacification. C'est pour eux le rêve suprême, mais que Dieu ne leur permet guère de réaliser; car l'impuissance à reconstruire est,

dès ici-bas, le châtiment de ceux qui ont beaucoup détruit.

L'un des familiers de Cavour a raconté qu'un soir, peu après l'un des débats que nous venons de rapporter, comme il reconduisait le grand ministre jusqu'à sa demeure, il osa l'interroger sur ses desseins les plus secrets : « Vous avez, lui dit-il, proclamé Rome capitale; mais quelle sera la durée de notre attente et quand aurons-nous le cœur libre de ce grand souci? » A cette question, Cavour resta d'abord silencieux; puis, au moment de franchir le seuil de son hôtel, il serra fortement la main de son compagnon et lui dit ces simples mots : « Il me faudra deux années. » Sur quels indices se fondait l'homme d'État pour parler de la sorte? Nous l'ignorons; car aucune négociation avec la France n'était alors assez avancée pour qu'on pût savoir le terme précis où notre occupation cesserait. Mais déjà pour Cavour l'heure était passée des vastes plans et des desseins lointains. Celui qui, d'étape en étape, avait conduit son maître de Turin à Milan, de Milan à Florence, de Florence à Naples, s'arrêterait aux portes de Rome et n'y entrerait point. Dieu lui ravirait le dernier triomphe et aussi, dans sa miséricorde, lui épargnerait le suprême attentat.

Depuis quelque temps, l'excès du travail, des émotions, des soucis, avait altéré sa robuste santé, et les saignées fréquentes, remèdes habituels de ses indispositions, avaient à la longue diminué ses forces. Nul, hormis ses serviteurs les plus intimes, ne s'apercevait de ce déclin; son activité était la même; son esprit, prodigieusement souple et étendu, se montrait également apte à embrasser toutes choses; quant à son éloquence, elle avait grandi et, de *debater* d'affaires, il était devenu orateur, à l'extrême surprise de ses amis. Cet extraordinaire labeur ne se poursuivait que par un surmenage inouï qui peu à peu minait le corps, et bientôt le laisserait sans défense contre tout nouvel assaut. Un seul remède eût été efficace, le repos. Ce remède, Cavour ne le repoussait pas, mais indéfiniment l'ajournait. A certaines heures, devant ses familiers, il se repliait en lui-même, parlait de sa retraite, de la paix qu'il goûterait en son domaine de Leri : il n'irait point à Rome, n'étant point

artiste, disait-il en riant; une fois la monarchie constituée, il laisserait à d'autres la tâche, et reviendrait vieillir auprès des gens de Turin qu'il aimait et dont il était affectionné. Cependant, les affaires le ressaisissaient, et au point de consumer ce qui lui restait de vie. Sa pensée était contrainte à se partager entre toutes sortes de soucis : c'était le royaume de Naples, toujours insoumis malgré les assurances contraires, et jusqu'ici rebelle à tout essai d'assimilation; c'était la France, bienveillante sans doute, mais un peu lente à imiter l'Angleterre et à reconnaître le nouveau royaume; c'était par-dessus tout l'insoluble question romaine. A l'intérieur, l'embarras n'était pas moins grand pour assurer le fonctionnement d'un État prodigieusement accru, choisir entre la centralisation et le système déjà préconisé des *régions*, pourvoir aux dépenses d'une organisation toute nouvelle, discipliner enfin les impérieux auxiliaires qu'on avait été contraint de grandir ou de tolérer. De tous ces auxiliaires, le plus incommode était Garibaldi, qui se plaignait, avec une extraordinaire amertume, du sort fait à ses compagnons d'armes. Il vint à Turin, provoqua un débat au Parlement et, dans un discours plein d'invectives, rassembla tous les griefs de ceux qui avaient été ses soldats. La discussion, ouverte le 18 avril, dura trois jours. Ce fut un duel implacable entre Garibaldi et le premier ministre. Celui-ci sortit victorieux de la lutte, mais au prix d'un effort qui le consuma. Ceux de ses amis qui le reconduisirent chez lui après les séances, furent atterrés de sa pâleur livide, de sa surexcitation fiévreuse qui contrastait avec son sang-froid habituel; dès ce jour, ils commencèrent à douter que celui qui avait été si longtemps leur chef pût porter jusqu'au bout l'écrasant fardeau.

Le 29 mai 1861, le mal éclata, sous la forme d'une fièvre violente accompagnée de vomissements. D'abord, il parut céder aux remèdes, et le 31, Cavour put même réunir chez lui un conseil des ministres. Il retrouva, dans son entretien avec ses collègues, toute sa lucidité, toute sa verve même. Ce fut le dernier effort de cette puissante intelligence. Le lendemain, le surlendemain surtout, la fièvre reprit, et avec une intensité

continue qui déconcerta tous les soins. Ce jour-là, 2 juin, était le jour d'une fête nationale, la fête du *Statut*, et du dehors on entendait les réjouissances du peuple qui, ignorant encore que les nouvelles fussent si mauvaises, mêlait joyeusement le nom du premier ministre à toutes ses démonstrations. Le 3 juin, la gravité de la maladie ne se pouvant plus cacher, la rumeur s'en répandit dans Turin et, de là, se propagea dans toute l'Europe. Ce fut, en Italie, la douleur, et, dans toutes les cours, une attente pleine d'anxiété. On parla de fièvre typhoïde, de fièvre pernicieuse, de transport au cerveau, avec peu de précision d'ailleurs; la vérité, c'est qu'une prodigieuse surexcitation de travail avait usé tous les ressorts de la vie. Dans les rares intervalles que lui laissait le délire, Cavour mandait ses amis, articulait quelques paroles qui semblaient annoncer des recommandations, des confidences; mais ses idées s'arrêtaient inachevées sans qu'aucune interrogation pût les faire revivre, en sorte qu'il emporta avec lui tout ce qui eût été conseil, révélation ou adieu. Aucune amélioration, même passagère, ne ranima l'espoir. Le 5 juin, comme la journée finissait, nul ne douta plus que le terme de cette grande existence ne fût proche. Le curé de Notre-Dame des Anges fut appelé, non seulement par bienséance, mais par respect pour les vœux du malade, qui jamais n'avait fait profession d'impiété, ni même d'incroyance. Le moribond reçut l'absolution, puis le saint viatique, et eut encore la force de dire ces mots entrecoupés : « Je veux que le peuple de Turin sache que je meurs en bon chrétien. » Il restait, pour Cavour, à recevoir ce congé solennel que les princes ont coutume de donner à leurs serviteurs mourants. A neuf heures du soir, le Roi parut au pied du lit de son grand ministre. Celui-ci le reconnut, essaya de se soulever. « *Ah, Maesta*, murmura-t-il » ; et de nouveau les ombres le ressaisirent. Aux environs stationnait une foule immense, avide de recueillir les moindres bruits et, par intervalles, se rattachant follement à l'espoir. Le Roi avait prescrit qu'on le renseignât heure par heure sur les progrès du mal. A l'aube, l'un des amis de Cavour, M. Castelli, se rendit au Palais-Royal et annonça à Victor-Emmanuel que l'agonie avait commencé.

Comme il revenait d'accomplir son message et traversait la place Saint-Charles, toute remplie de monde malgré l'heure matinale, l'un des médecins du comte qui passait de l'autre côté des arcades lui fit un triste signe dont le sens n'était que trop clair. Cavour venait de paraître devant le souverain Juge.

Aucun hommage ne manqua au personnage extraordinaire qui avait porté si haut la fortune de sa patrie. Ses amis le pleurèrent. Ses adversaires eux-mêmes, ceux qui jadis l'avaient combattu sur les bancs de la droite, se piquèrent de générosité devant la mort; ne pouvant approuver sa politique, ils se plurent à mettre en relief sa loyauté privée, sa bienfaisance, la facilité de son commerce, et sur tout le reste gardèrent le silence. Ainsi fit le journal catholique *l'Armonia*, cet ancien ennemi de Cavour. Les plus enclins à un jugement rigoureux furent les révolutionnaires, très durement contenus dans les derniers temps. D'Angleterre arrivèrent de solennelles marques de sympathie. Quant au gouvernement français, il voulut donner à l'Italie, privée de son grand ministre, le gage de bienveillance qu'il avait jusque-là marchandé ou différé; il reconnut quelques jours plus tard le jeune royaume, et ce fut son hommage posthume à celui qui venait de disparaître. Victor-Emmanuel avait souvent porté avec impatience le joug de Cavour; la mort ayant effacé tous ces passagers froissements, il songea à assurer à son éminent serviteur le privilège de la sépulture dans l'asile royal de la Superga. Cependant le premier ministre avait exprimé un souhait plus modeste, celui de reposer dans son domaine héréditaire de Santena. Ce vœu fut observé. A quelques jours de là, le cortège funèbre entra dans le petit village, mais déjà dans un commencement d'abandon, les ambitieux étant restés à Turin pour se disputer l'héritage. Lorsqu'on arriva au caveau, nous raconte un des biographes de Cavour (1), il se trouva qu'il était trop petit pour recevoir le cercueil. Les fossoyeurs et les maçons durent se mettre à l'œuvre, et longtemps on entendit retentir les coups de mar-

(1) Artom, *Il conte Cavour in parlamento*, p. xlv.

teau, jusqu'à ce qu'enfin le sépulcre agrandi fût mis juste à la taille de celui qui avait fait l'Italie.

La mort de Cavour marquait une date mémorable pour l'Italie, mémorable aussi pour la France. Avec lui disparaissait l'homme à l'esprit souple et puissant qui avait su asservir l'Empereur à ses vues et changer si bien l'axe de notre politique que, pour raconter l'histoire de France, nous avons dû souvent nous placer, non point à Paris, mais à Turin. Des Tuileries partaient les directions apparentes, les fastueux programmes ; mais le nœud de l'intrigue était là où se trouvait Cavour. Cavour descendu dans la tombe, Napoléon allait-il recouvrer son indépendance si longtemps aliénée et pourvoir enfin, à l'exclusion du reste, à l'intérêt français? L'Italie, quoiqu'elle dût traverser encore bien des orages, était désormais constituée. Du moins et pour l'avenir (le passé étant irréparable), une double prévoyance s'imposait : il importait d'abord que notre protégée ne devînt point notre rivale ; il importait surtout que, si quelque part surgissait un second Cavour, il fût dès l'abord deviné, dénoncé, contenu.

Ici commence, pour Napoléon III, la seconde partie de son règne. Cavour eut un successeur, mais non en Italie, où il ne laissa à proprement parler que des élèves et des disciples. Six mois auparavant, le 2 janvier 1861, s'était éteint à Berlin, après une longue démence, le roi Frédéric-Guillaume, ce prince mystique, étrange, qui, dans ses lueurs d'illuminisme, avait, comme jadis Charles-Albert à Turin, entrevu et à demi prédit la grandeur de son pays. Il avait eu pour héritier celui qui devait être l'empereur Guillaume et devait dans le nord de l'Europe, comme Victor-Emmanuel au sud, grandir par la ruse et par l'épée. Jalouse de compléter les similitudes, la fortune qui avait donné un si grand ministre à Victor-Emmanuel, ménageait au nouveau roi de Prusse un conseiller de même habileté, de même persévérance, de même hardiesse sans scrupules et sans frein. Celui-là serait le vrai successeur de Cavour. Il représentait alors son Roi à Saint-Pétersbourg et, bien que déjà fort en vue, ne portait encore rien en lui qui pronostiquât

sa grandeur. Son œuvre ressemblerait à celle du grand Italien, mais plus implacable, plus farouche, avec une plus grande effusion de sang, et il lui serait réservé de se déployer sur un théâtre plus tragique, quoique non avec plus de génie. On l'appelait Othon de Bismarck-Schœnhausen. Il allait remplir toute la scène que Cavour venait d'abandonner.

FIN DU TOME TROISIÈME.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE XVI

LA GUERRE D'ITALIE

LIVRE XVII

LES ANNEXIONS ITALIENNES

LIVRE XVIII

LE TRAITÉ DE COMMERCE

LIVRE XIX

L'EXPÉDITION DE CHINE

LIVRE XX

LES MASSACRES DE SYRIE

LIVRE XXI

MARSALA ET CASTELFIDARDO

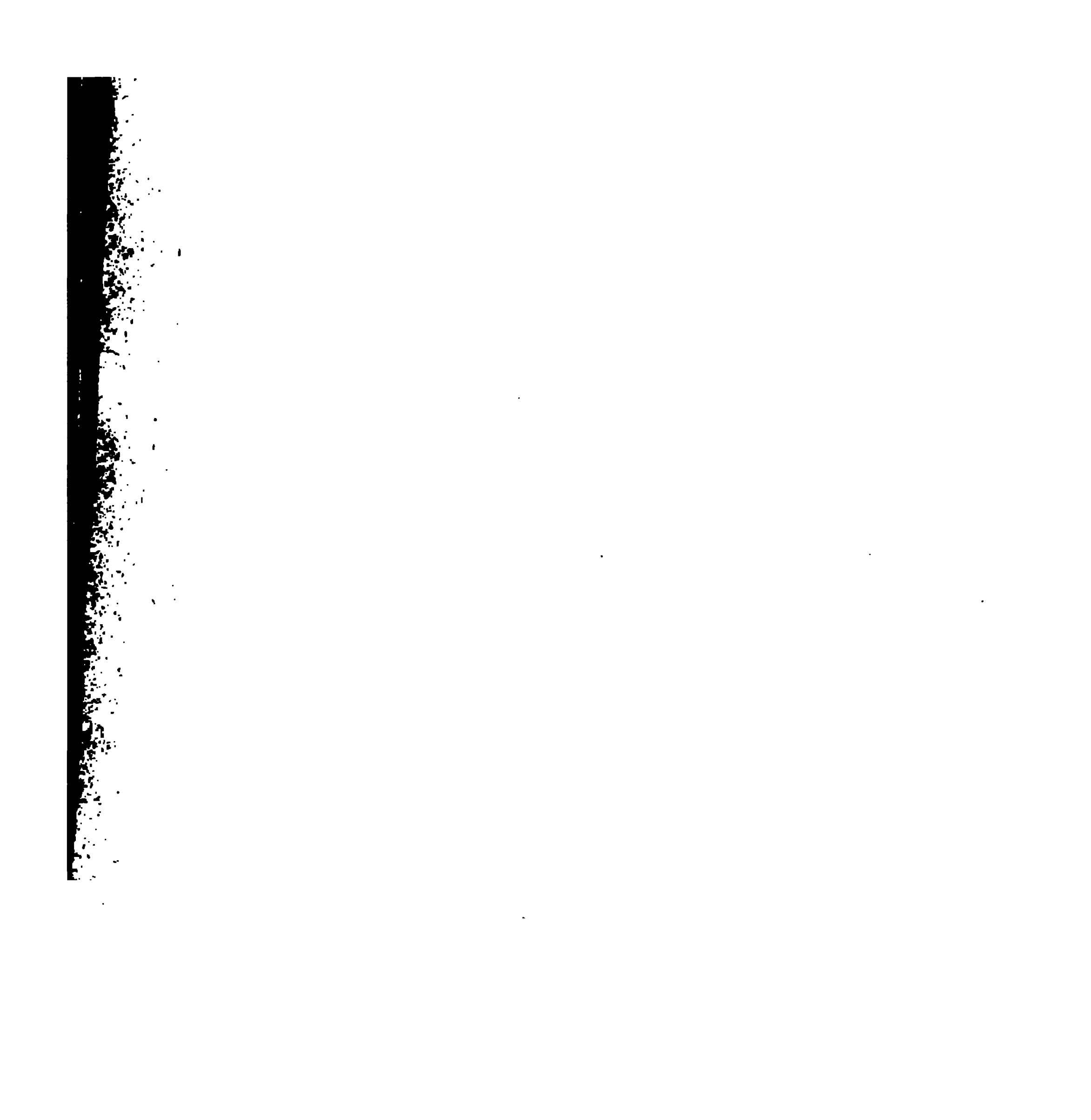
LIVRE XXII

LE DÉCRET DU 24 NOVEMBRE

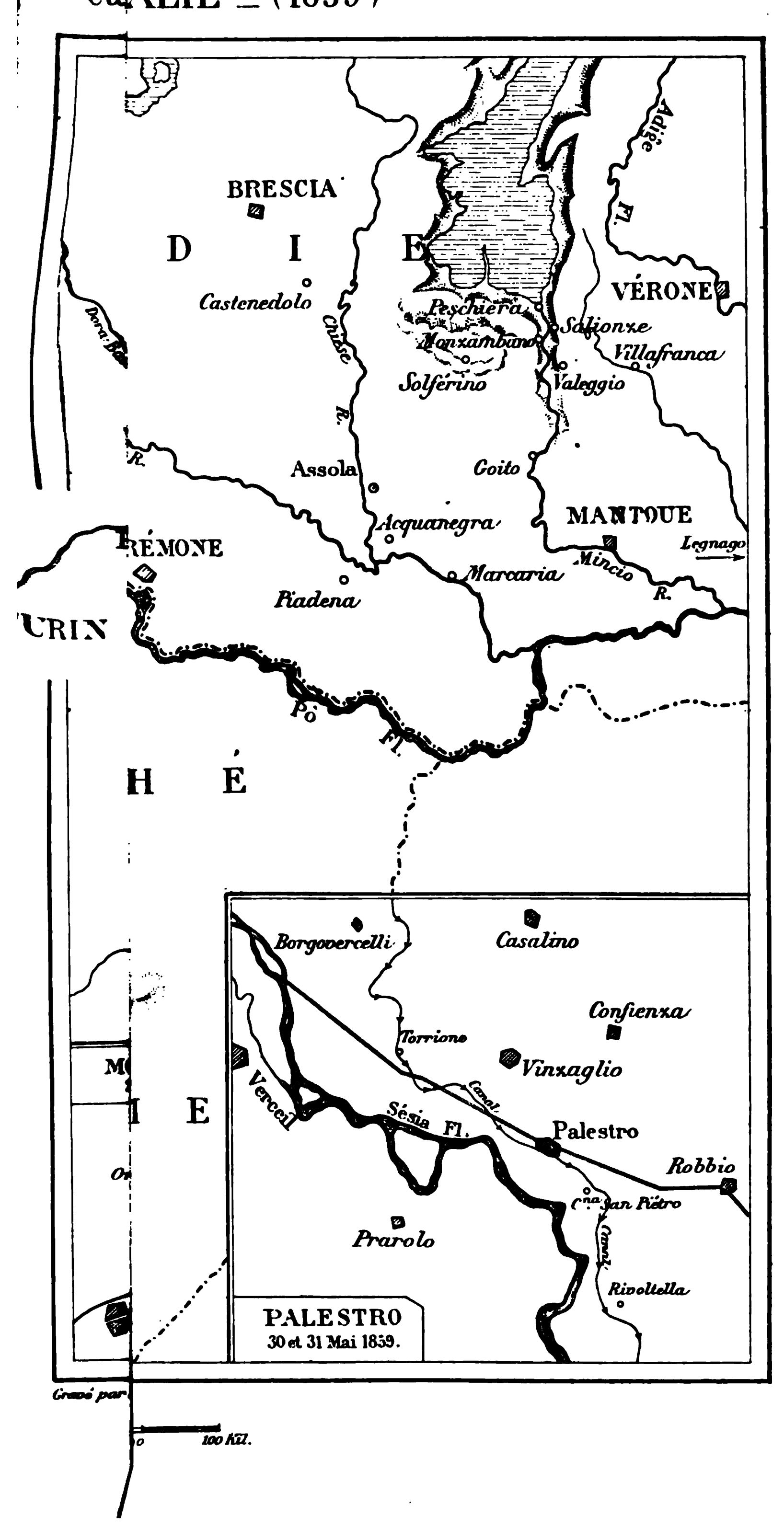
FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU TOME TROISIÈME.

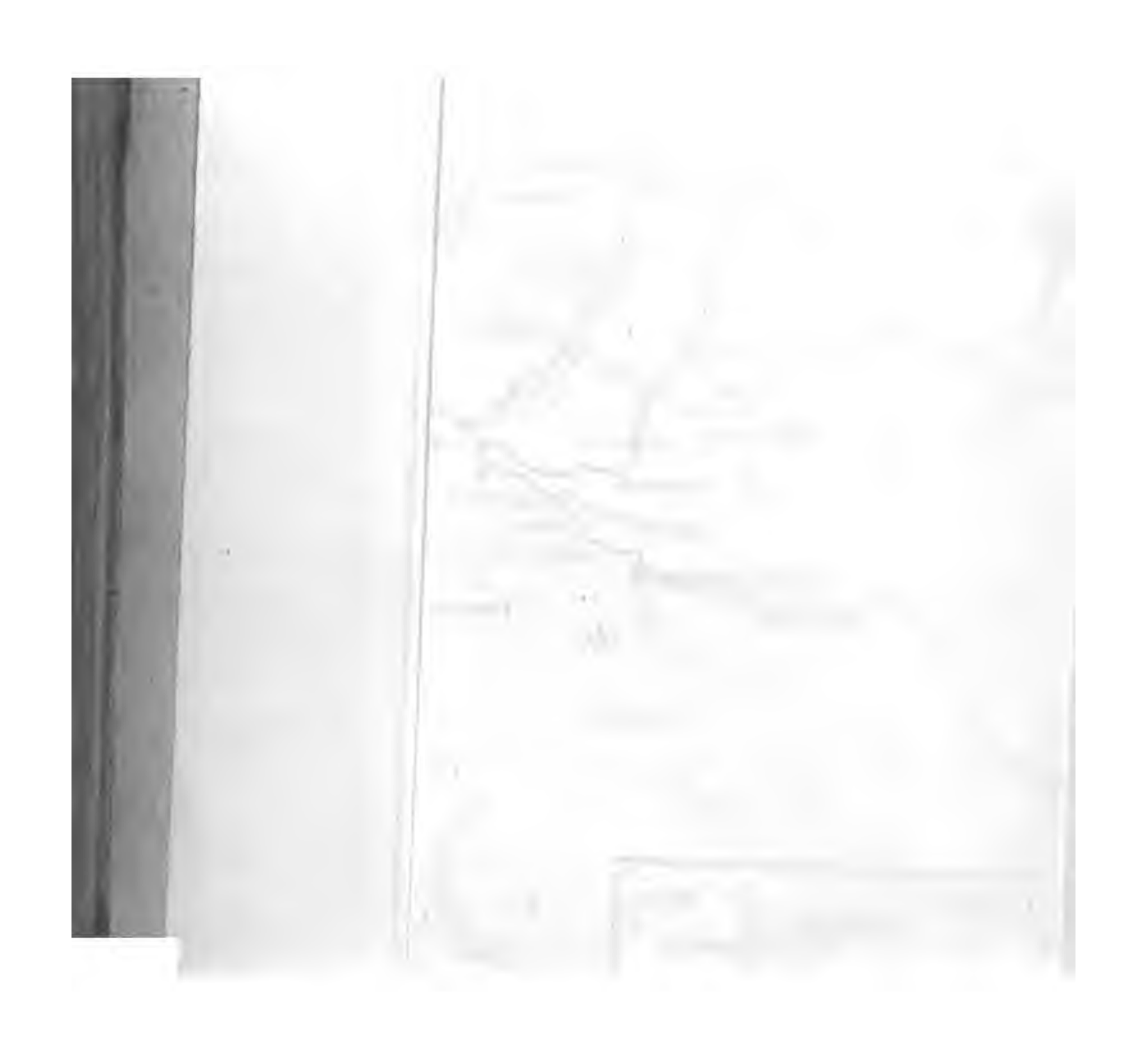
ERRATUM

Rétablir, dans tout le cours de ce volume, *duc de Gramont*, au lieu de duc de Grammont.

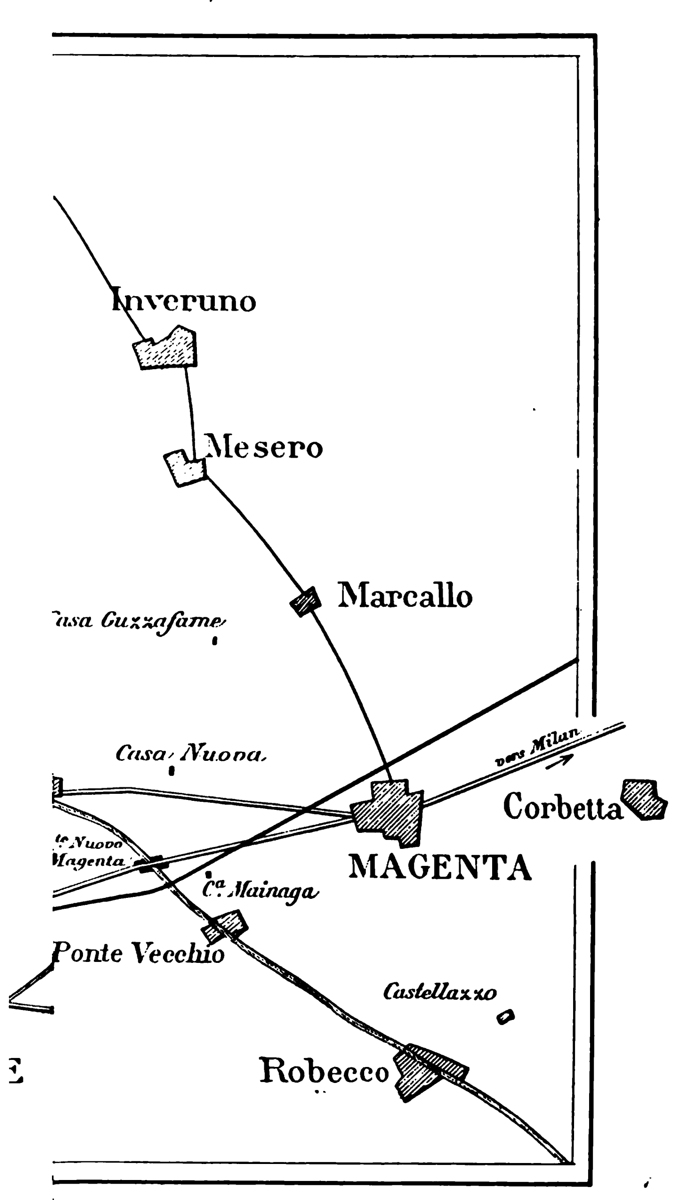


CaiALIE _ (1859)

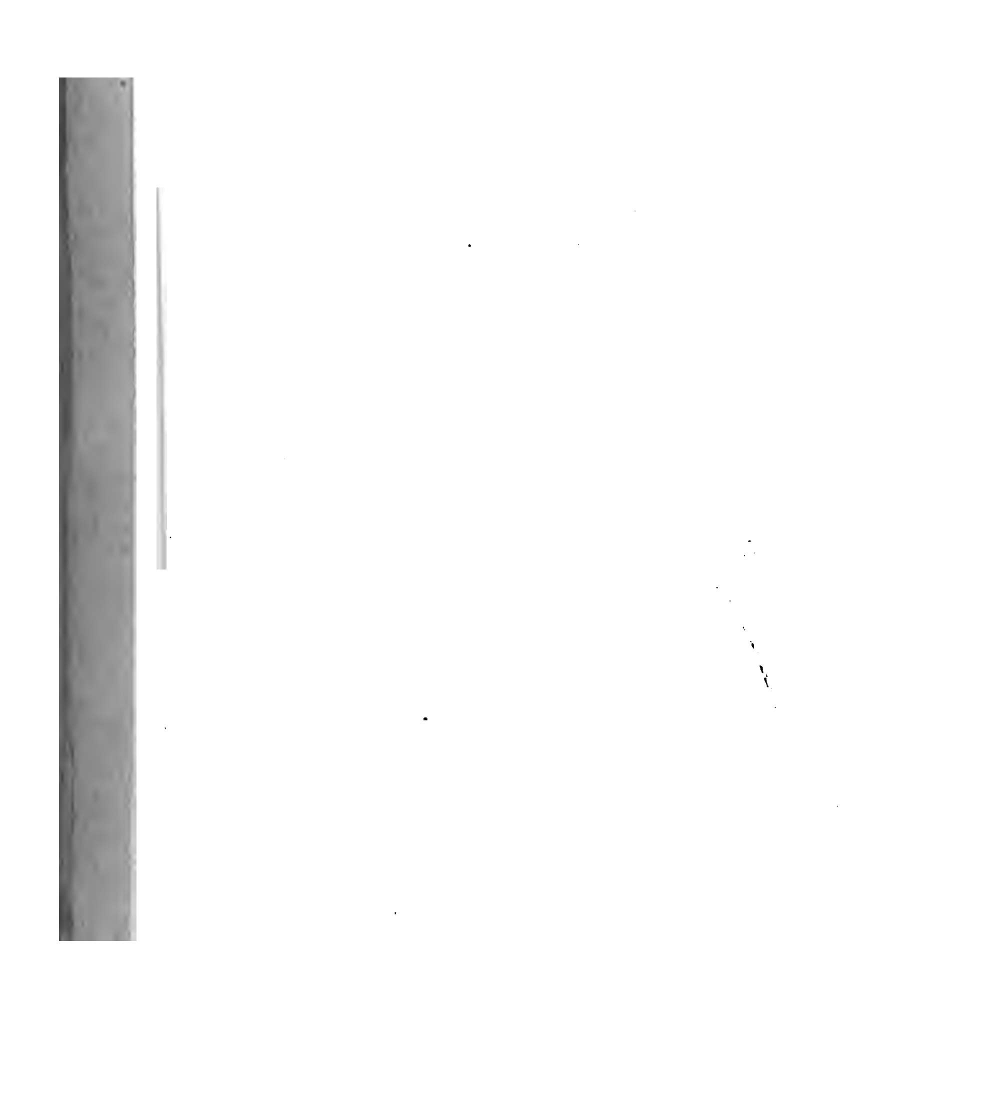


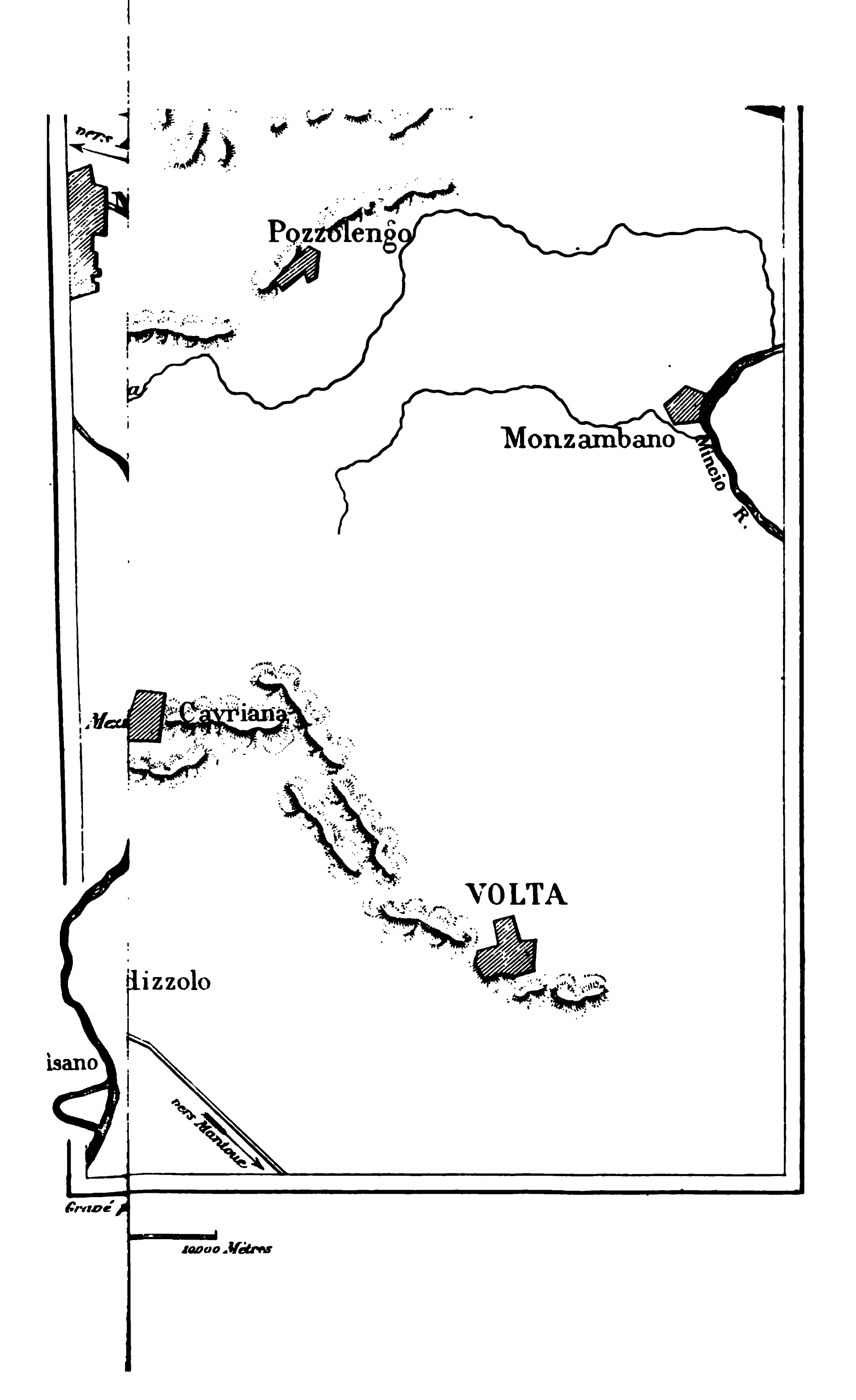


ın 1859)



Inveruno
Mesero
Marcallo
Casa Guzzafame
Casa Nuova
vers Milan
Corbetta
MAGENTA
Nuovo Magenta
Ca Mainaga
Ponte Vecchio
Castellazzo
Robecco
10.000 m.





Pozzolengo
Monzambano
Mincio R.
Cavriana
VOLTA
dizzolo
isano
vers Mantoue
10000 Mètres



